

Les marxistes-
révolutionnaires pour
l'autogestion dits
« pablistes » :
des « pieds rouges » d'Algérie
aux altermondialistes



Sommaire

Introduction : exposé des motifs.....	5
1^{re} Partie : Les trajectoires organisationnelles des marxistes-révolutionnaires pour l'autogestion.....	10
1.1. La sortie de la Quatrième Internationale.....	10
1.2. La section française de la tendance marxiste-révolutionnaire de la Quatrième Internationale – TMR IV – (1964 – juin 1969)	17
1.3. L'Alliance marxiste révolutionnaire – AMR- (juin 1969 – février 1975).....	22
1.3.1. L'intervention de l'AMR dans les nouveaux mouvements sociaux.....	23
Encadré 1 : Jalon pour notre histoire : Rapide histoire du Cercle féministe autogestionnaire Elisabeth Dimitrieff (1970/1975), par Danielle Riva (pages 24-25)	
1.3.2. L'AMR et l'unité des révolutionnaires	29
Encadré 2 : Le PSU (1960-1971): parti de l'unité des révolutionnaires ou 3ème parti de l'union de la gauche (pages 31 à 35)	
1.4. Le regroupement des partisans révolutionnaires de l'autogestion.....	36
Encadré 3 : les marxistes révolutionnaires du/dans le PSU (pages 36 à 41)	
1.4.1. Le comité de liaison pour l'autogestion socialiste (CLAS).....	42
Encadré 4 : « Au PSU : récriminations entre trotskystes « entristes » dans le PCF et anciens oppositionnels dans le PCF des années 1950 » (pages 43 à 45)	
Encadré 5 : Les Quatorze thèses pour l'autogestion du CLAS (pages 47 à 49)	
Encadré 6 : Ce qu'Yvan Craipeau a dit de ces événements et de cette période dans ses mémoires : « Mémoire d'un dinosaure trotskyste », Editions L'Harmattan, 1999 (pages 53 à 55)	
1.4.2. L'entrée de l'AMR dans le PSU et la tendance B du PSU (1975-mai 1977).....	57
Encadré 7 : Les différents « entrismes » trotskystes dans les organisations de la gauche (pages 58 à 60)	
Encadré 8 : L'euro-méditerranéisme du PSU et son financement (page 61)	
1.5. La sortie du PSU et les 7 et 8 mai 1977.....	67
1.6. Les 7 et 8 mai 1977 et la fondation des CCA.....	70
1.6.1. Les conséquences des 7 et 8 mai 1977.....	71
1.6.2. Le premier congrès des CCA à Lyon (Toussaint 1977).....	72
1.7. La campagne des législatives de 1978.....	74
1.8. L'adhésion des CCA à la TMRI.....	76
Encadré 9 : Déclaration constitutive de la TMRI (mai 1972) (pages 78-79)	
1.9. La Tendance autogestion et internationalisme(TAI) des CCA.....	81
1.10. Le deuxième congrès des CCA (juillet et décembre 1979).....	83
1.11. Les CCA dans la campagne « Union dans les Luites » – UDL.....	85
1.12. Les CCA et la présidentielle de 1981.....	87
1.13. Les CCA et la campagne des législatives de juin 1981.....	88
1.14. La reconstitution d'une AMR	89
1.15. Le 3 ^e congrès des CCA à Nantes (octobre 1981).....	91
1.16. La tendance 2 des CCA	92
1.17. L'éclatement de la tendance 2 des CCA et l'adhésion de sa majorité à la LCR.....	97

1.18.	La situation des CCA en juin 1983.....	104
	Encadré 10 : Extraits des conclusions du texte « Notre histoire et ses enseignements », Kernelec, Nantes, décembre 1982 (pages 104 à 107)	
1.19.	Le Collectif des communistes autogestionnaires de Loire-Atlantique (CCA 44).....	109
1.20.	La « convergence des marxistes-révolutionnaires pour l'autogestion » dans/et la FGA	115
1.21.	Le soutien aux luttes autogestionnaires, antibureaucratiques et anti-impérialistes ..	121
	Encadré 11 Le CODENE : Ni Pershing, Ni SS 20 (pages 128-129)	
1.22.	De la Fédération pour une gauche alternative (FGA) aux « Alternatifs ».....	129
	Encadré 12 : Le PSU écartelé entre la gauche gouvernementale, la gauche alternative et la gauche écologiste (1981-1989) (pages 132-134)	
	Encadré 13 : Les rénovateurs, reconstruc-teurs et refondateurs communistes (pages 142-143)	
	Encadré 14 : CHICHE ! page 144	
	Encadré 15 : Le PSU après les PSU (1960-1990), que sont devenus les post-PSU ? (Pages 145 à 147)	
1.23.	La diaspora « pabliste », « néo, post et proto pablistes ».....	147
1.23.1.	De la TMRI à l'AMRI.....	147
	Encadré 16 : Déclaration constitutive de l'Association Marxistes Révolutionnaires Internationale - Février 1989 - (pages 148-150)	
1.23.2.	Les « pablistes » et la disparition de la Yougoslavie.....	151
1.23.3.	Le « retour au bercail ou au refuge » de la Quatrième Internationale.....	153
1.23.4.	La revue internationale pour l'autogestion : <i>Utopie critique</i>	160
	Encadrés 17 : « Colloque Pablo du 28 février et 1er mars 1997 » p 160-161	
1.23.5.	Des ralliements aux « souverainistes » de gauche.....	163
1.23.6.	La nouvelle attractivité en 2002 de la LCR.....	164
1.24.	De l'éparpillement de la « gauche de la gauche » au Front de gauche, à/au côté de la « France Insoumise».....	169
	Encadré 18 : Du collectif Lucien Collonges à l'Association pour l'autogestion p.173	
1.25.	La NUPES : en être ou ne pas être ?.....	176

2^e Partie : Éléments pour une sociohistoire du courant marxiste-révolutionnaire pour l'autogestion.....

2.1.	Le militantisme et ses mutations.....	178
2.1.1.	D'un militantisme total---	179
2.1.2.	---à un militantisme « distancé et de basse intensité ».....	184
2.1.3.	Des révolutionnaires professionnels aux professionnels dans les partis, les syndicats et les associations.....	189
2.1.4.	Les cotisations.....	193
2.1.5.	Les rétributions des militants.....	193
2.1.6.	La formation.....	194
	Encadré 19 : Nous avons tant aimé Gourgas (pages 195 à 198)	
2.2.	Les faiblesses organisationnelles	198
2.2.1.	L'absence d'habitus organisationnels.....	198
2.2.2.	Les organisations autonomes « pablistes » étaient-elles fermées ?	199
2.2.3.	Les permanents.....	200
	Encadré 20 Maguy Guillien (1924-2004) pages 201 à 202	
2.2.4.	Le choix d'une organisation en question	204
2.2.5.	Les bastions.....	205
2.2.6.	Le local de l'Orga.....	207
2.2.7.	Le poids des leaders.....	209
	Encadré 21 « La tribu pabliste », d'après Didier Leschi page 213	
2.2.8.	Les fruits amers des scissions.....	214

	4
2.3. Un idéo-système pabliste survit-il ?.....	216
2.3.1. Qu'est-ce qu'un idéo-système ?.....	216
2.3.2. L'idéo-système pabliste.....	218
2.3.2.1. L'autogestion : contenu du socialisme et mot d'ordre immédiat.....	219
2.3.2.2. L'unité ouvrière : une nouvelle dimension et une préoccupation permanente.....	221
2.3.2.3. Une conception renouvelée de la nature et de la construction du parti révolutionnaire.....	222
2.3.2.4. L'internationalisme.....	223
2.4. Les reclassements des militants « pablistes ».....	223
Liste des sigles.....	226
Liste des documents.....	229
Biographies de militant(e)s « pablistes ».....	235

Introduction : exposé des motifs

Le but des pages qui suivent n'est pas d'essayer de tirer un bilan politique et organisationnel de ce courant, même si ce ne serait pas un « luxe inutile » ni une perte de temps et d'énergie militante afin de comprendre les décalages entre les anticipations politiques et les échecs organisationnels répétés de ce courant.

Tirer un tel bilan, ce n'est d'ailleurs pas forcément se complaire dans les succès passés (il y en a toujours), ni se délecter des divergences passées, ni y voir les séquelles de discussions "byzantines" et de querelles picrocholines.

Il serait certainement intéressant de comprendre comment un courant qui a su discerner avec perspicacité les grandes tendances de l'évolution de la société et de la lutte des classes au milieu du dogmatisme et du gauchisme ambiant des années 1960 et 1970, n'a jamais pu capitaliser ses possibilités au travers d'une organisation quelque peu conséquente.

Ces pages visent tout simplement à éviter que l'histoire de l'engagement de plusieurs centaines de militants ne tombe trop prématurément dans l'oubli (tout finira certes par tomber dans l'oubli à l'échelle historique, sans compter que, à l'échelle cosmique, tout finira en chaleur et lumière), en raison notamment de la disparition biologique de nombre d'entre eux, surtout ceux des premières générations. Pire que l'oubli à moyen et long terme, il y a les déformations qui circulent maintenant des idées et des combats de ce courant, sous la forme de fausses évidences devenant vérités non contestables sans avoir besoin d'être étayées et démontrées¹. De plus, les articles disponibles sur les moteurs de recherche Internet sont particulièrement indignes.

Les plus « expérimentés » et les plus « anciens » des dirigeants de ce courant auraient dû s'attacher à ce travail. Ils s'y sont refusés.

Michel Fiant, jusqu'à sa mort en septembre 2007, a toujours refusé d'accéder à cette demande de ses « plus jeunes » camarades en considérant qu'il s'agissait d'un exercice sans intérêt puisque tout était appelé à tomber fatalement dans l'oubli. Gilbert Marquis qui a été destinataire des premières versions de ce document en 2008 et 2010 a refusé d'apporter des réponses à des demandes de précisions.

Jean-Guillaume Lanuque a utilisé l'édition de 2008 pour faire la notice biographique de Michel Fiant dans le Maitron, dictionnaire biographique du mouvement ouvrier. L'édition d'avril 2015 de ce travail a été mise en lien électronique à la fin d'un article² de l'Encyclopédie internationale de l'autogestion dans sa 1^{ère} édition de 2015 et la deuxième édition de début 2019. Cette encyclopédie internationale est téléchargeable gratuitement sur le site des éditions Syllepse.

La sixième édition en ligne de novembre 2021 a pris en compte des échanges de courriels en janvier-février 2021 avec le cadre pablite australien Hall Greenland qui nous a fait découvrir un document important « Entretien au bord de la mer Egée entre Adolfo Gilly et Michel Pablo (les 22 et 23 juillet 1995) »³.

En 2021-2022, Hall Greenland travaille sur une biographie de Michel Pablo : « Michel Raptis : l'athénien, l'odyssée de Michel Pablo » ce qui permet des échanges de documents et d'analyses.

¹ Filoche Gérard, *Mai 68, histoire sans fin, tome 1*, Jean-Claude Gawsewitch éditeur, octobre 2007. Page 76, il déclare... « [...] nous n'avons pas cautionné, encensé, idéalisé (sauf peut-être certains pablistes dans nos rangs et de grands admirateurs comme Gérard de Verbier et Pierre Rousset) la direction vietnamienne ». Qui sont ces pablistes infiltrés à la fin des années 1960 et au début des années 1970 dans la Ligue, quelle était la position réelle des « pablistes » hors de cette Ligue ? Pas besoin d'en dire plus, il en va de la doxa de certains courants trotskistes que les « pablistes » ne pouvaient qu'être suivistes et admirateurs des bureaucraties staliniennes de tous les pays. Nous verrons dans une note prochaine qu'il attribue aussi aux « pablistes » la même complaisance vis-à-vis de la Chine de Mao que celle qu'a effectivement développée Livio Maitan au nom de la Quatrième Internationale alors que la rupture de 1965 avec les « pablistes » s'est justement notamment effectuée sur les désaccords quant à la nature, stalinienne selon ces derniers, et non « centriste révolutionnaire » selon Livio Maitan, du maoïsme...

² Della Sudda Bruno, Hardy Jean-Pierre, Leduc Arthur, Silberstein Patrick, *Mouvement syndical, forces politiques et autogestion en France*, dans *Autogestion : l'encyclopédie internationale*, Tome 5, éditions Syllepse, 2019.

³ Entretien au bord de la mer Egée entre Adolfo Gilly et Michel Pablo (les 22 et 23 juillet 1995). Transcription Marion Gevers, septembre-décembre 2020. Cet entretien se déroule quelques jours après le massacre de Srebénica du 11 au 16 juillet 1995 de 8000 hommes et adolescents bosniaques musulmans. L'ampleur de ce massacre qualifié de génocide n'a été mesurée et attestée que quelques semaines après.

Hall Greenland est un pabliste de longue date et auteur de « *Red Hot: Life and Times of Nick Origlass* ». Origlass était l'un des fondateurs du trotskisme en Australie et a été exclu de la Quatrième Internationale pour son soutien à Pablo en 1965 avec la majorité de la section australienne. Hall Greenland est l'un des fondateurs des « Verts » en Australie. A notre demande, Hall Greenland nous a transmis une brève histoire des « pablistes australiens » : division entre les pratiquants de l'entrisme dans la social-démocratie australienne et ceux dans le PC australien, disparition du PC et néo-libéralisation complète de la social-démocratie, reconversions militantes dans les luttes écologistes et pour les droits des aborigènes... Denis Freney, un autre Australien pabliste est un ancien « pied rouge » de Pablo en Algérie.

Gilbert Dalgalian, « pabliste historique » depuis 1952, m'a transmis en septembre 2021 plusieurs notes et courriels qui m'ont permis de corriger quelques imprécisions.

Reste que les mémoires de Michel Pablo publiés en Grec en 1986 n'ont pas été traduites.

Henri Benoit dans ses mémoires⁴ est particulièrement discret sur le fait qu'il a été l'un des cadres du « *courant pabliste moderne* » (AMR, TB du PSU, CCA, AMR 2, FGA, AREV). Il a adhéré au Parti Communiste International en 1944 et a suivi Michel Pablo dans la scission du mouvement trotskiste international du début des années 1950. C'est un homme attachant que j'ai découvert lorsqu'il est venu à Nantes fin 1979 défendre pour la TA des CCA un « nouvel entrisme » dans le PCF, sidérant une fédération du « grand ouest » issue du courant marxiste révolutionnaire du PSU sans être passé par l'AMR. C'est un des rares cadres pablistes, après avoir rejoint la LCR et la IV^{ème} Internationale en 1993 à la demande de Michel Pablo et a y être restée jusqu'à sa transformation en NPA. Il y est encore en 2022.

Alors essayons de suppléer à leurs carences en espérant que cela poussera les derniers acteurs et témoins à intervenir dans le débat pour donner leur éclairage des faits, pour rectifier des erreurs qui peuvent toujours être commises...

Nous nous limiterons à l'histoire événementielle et idéologique de ce que Michel Lequenne appelle « *le courant pabliste moderne* »⁵, c'est-à-dire le courant qui s'est séparé de la Quatrième Internationale en 1965 et, à partir de ce moment, a pris des contours idéologiques et politiques propres. Sans prétention, nous nous aventurerons aussi dans sa sociohistoire...

Certes, ce courant ne part pas de rien en 1965. Il s'est constitué dans la Quatrième Internationale au sein de laquelle il a joué un rôle important. Le texte « *Contribution pour une appréciation critique de l'évolution de la IV^e Internationale et des perspectives de la Tendence marxiste-révolutionnaire* », adopté par la 4^e conférence de la TMR IV en mai 1972⁶ ⁷, situe le début du combat de ce courant dans la Quatrième Internationale en 1946. Michel Lequenne s'est élevé contre cette « *falsification de l'histoire* » dans la pire « *tradition stalinienne* » :

« *Pour fonder sa continuité, le lambertisme a inventé, antérieurement à 1952 et à l'intérieur de la majorité de l'époque, un courant "ouvrier" et une "direction" ouvrière... Le courant pabliste moderne a fait de même et en plus "fort". Il situe sa date de naissance au lendemain de la deuxième guerre mondiale* »⁸

Michel Lequenne a raison de condamner les écrits fractionnels et auto-justificateurs, mais ses propres articles n'échappent pas à cette critique⁹. En effet, son article a, sur nombre de points, les caractéristiques qu'il dénonce chez les autres. Il vise à justifier *a posteriori* son propre itinéraire

⁴ Benoit Henri et Clara, *L'Algérie au cœur : révolutionnaires et anticolonialistes à Renault Billancourt*, Editions Syllepse, octobre 2014

⁵ LEQUENNE Michel, « *Continuité et discontinuité du lambertisme* », CRITIQUE COMMUNISTE n° 7 mai-juin 1976.

⁶ « *La lutte pour l'autogestion et la révolution* », résolution : 4^e conférence de la TMRI, mai 1972, éditions Maspero.

⁷ La résolution de cette 4^e conférence de la TMRI sur l'appréciation critique de l'évolution de la IV^{ème} Internationale et des perspectives de la tendance marxiste-révolutionnaire reprenait les articles de Michel Pablo : « *Trotsky et ses épigones* » parus en 1966-1967 dans *SDS* n° 33 à 41.

⁸ LEQUENNE Michel, « *Continuité et discontinuité du lambertisme* », CRITIQUE COMMUNISTE n° 7 mai-juin 1976.

⁹ Son ouvrage, *Le trotskisme sans fard*, éditions Syllepse 2005, n'échappe toujours pas à cette critique. Gilbert Marquis affirme dans son article « *Michel Fiant : un militant de l'autogestion socialiste* », paru dans *Utopie Critique* n° 42 du 4^e trimestre 2007, que cet ouvrage est « *une caricature anti-pabliste* », même si Lequenne dénonce à nouveaux les falsifications « lambertistes » avec l'usage de citations tronquées pour faire des extrapolations infondées et calomnieuses...

militant : lutte contre Pablo dans le PCI et la IV^{ème} Internationale au début des années 50, exclusion du PCI par Lambert en 1955, réintégration de la IV^{ème} Internationale via la revue *Tribune marxiste* et la Tendance socialiste révolutionnaire du PSU...

Signalons que les idées que Michel Lequenne a défendues dans les années 1970-1980 dans le cadre des tendances qu'il animait à la LCR (LA ou plutôt LES T3) étaient assez proches de celles des « *pablistes modernes* ». Aussi il y aura, comme nous le verrons, de multiples va-et-vient entre des groupes de militants et des cadres de sa tendance et le courant pabliste historique. Par contre, Michel Lequenne lui-même n'a jamais surmonté la « *rupture humaine* » de la scission du mouvement trotskiste du début des années 1950.

Le courant « pabliste » lui-même n'est bien évidemment pas à l'abri de telles mystifications. Déjà en 1981, dans ses rangs, la Tendance autogestion et internationalisme (TAI) a prétendu représenter la légitimité historique et la continuité politique de la Tendance marxiste-révolutionnaire internationale (TMRI) dont la majorité des Comités Communistes pour l'Autogestion (CCA) ne pouvait plus se revendiquer. Comme la TMRI (1965-1981) est la continuité de la Tendance marxiste-révolutionnaire – TMR (1946-1964), cette continuité ne peut qu'être celle du « *groupe autour de Pablo* » alors que ce dernier avait défendu de 1965 à 1981 des thèses opposées à diverses périodes, et donc plus encore entre 1946 et 1981. La continuité du « *groupe autour de Pablo* » de 1946 à 1981, à plus forte raison de 1945 à la mort de Pablo en février 1996, avec à ses côtés un groupe restreint et qui n'a cessé de se réduire, reste à démontrer.

En octobre 2007, Gilbert Marquis, l'un des derniers « *survivants* » de la première génération des « *pablistes historiques* », affirme dans son hommage à Michel Fiant : « *nous avons milité ensemble dans le courant trotskiste dit « pabliste » de 1950 à 1981* ». ¹⁰ Il date donc la naissance du courant « pabliste » à 1950, sachant qu'en 1981, comme nous le verrons, le courant « pabliste » se scinde en France de façon très formelle en deux organisations. Une officiellement « pabliste » (le « canal historique » en quelque sorte) avec Gilbert Marquis dans l'ombre de Michel Pablo, l'autre avec Michel Fiant. Ou, comme le disaient en blaguant les militants : « *Michel de Grèce et Michel de France* ».

Les matériaux nous manquent donc pour pouvoir prétendre faire l'histoire et le bilan de ce courant depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, si c'est bien cette date qui peut être considérée comme sa date de naissance.

Cette histoire est d'ailleurs partie intégrante de celle de la IV^{ème} Internationale jusqu'en 1965. Il faudra bien un jour écrire cette histoire, l'ouvrage de Pierre Frank¹¹, les articles de Pablo de 1967 (Trotski et ses épigones dans la revue *Sous le drapeau du socialisme*), les falsifications de Jean-Jacques Marie¹² et les compilations fractionnelles et obsessionnelles de Stéphane Just¹³ ne pouvant pas en tenir lieu, sans oublier des ouvrages « lambertistes »¹⁴ postérieurs ou sur internet les « thèses » du courant issu de l'implosion de l'organisation internationale du britannique Gerry Healy¹⁵. Tous les sectaires n'hésitant à se faire faussaires pensent que personne ne se donnera la peine d'aller éplucher les archives difficilement accessibles, et de faire un examen des faits historiques en étudiant les origines politiques et le contexte de chaque débat.

Les documents des stages de formation et les brochures de polémiques de la LCR avec le courant lambertiste¹⁶ hésitent entre la défense des positions de la majorité de la IV^e Internationale, mais

¹⁰ Marquis Gilbert, « *Michel Fiant ; un militant de l'autogestion socialiste* », Utopie Critique n° 42, 4^e trimestre 2007.

¹¹ Frank Pierre, *La Quatrième Internationale*, Poche rouge n° 7, éditions François Maspero, 1973.

¹² Marie Jean-Jacques, *Trotski, le trotskisme et la IV^{ème} Internationale*, Que Sais-je ? PUF, 1981.

¹³ Just Stéphane, « *Défense du trotskisme* », Revue La Vérité, 1965, et *Révisionnisme liquidateur contre trotskisme*, Editions SELIO, 1971.

¹⁴ Coquema Daniel, *De Trotski à Laguillier : contribution à l'histoire de la IV^{ème} Internationale*, éditions Plein Sud, 1996.

Marie Jean-Jacques, *Le trotskisme et les trotskistes*, Armand Collin, 2002.

Erouville Daniel, *Qui sont les trotskistes (d'hier et d'aujourd'hui)*, L'Harmattan, 2004.

¹⁵ David North (1988 et préface de 2018), L'héritage que nous défendons, <https://www.wsws.org/fr>

David North (1986), Comment le Workers Revolutionary Party a trahi le trotskisme 1973-1985, <https://www.wsws.org/fr>

¹⁶ Weber Henri, *Qu'est-ce que l'AJIS ? Cahiers Rouges*, éditions François Maspero, 1971.

Ollivier François, *Ce qu'est l'OCI*, Editions de la Taupe Rouge, 1977.

Les congrès de la Quatrième Internationale, Tome 4 : Menace de troisième guerre mondiale et tournant politique (1950-1952), documents réunis par Rodolphe Prager, Editions La Brèche, 1988.

François Moreau, *Combats et débats de la IV^{ème} internationale*, éditions Vents d'ouest, Québec, 1993.

minorité du PCI (Parti communiste internationaliste) français dans les années 50, en réfutant les accusations portées contre Pablo de « *campisme* » et de « *capitulation devant le stalinisme* », et la reprise des thèses lambertistes sur le « *révisionniste pabliste* », en passant par les présentations intermédiaires expliquant que les thèses excessives de Pablo ont été corrigées dans les textes officiels de la IV^e Internationale grâce aux interventions d'Ernest Mandel, Pierre Frank et Livio Maitan.

Les nombreuses « quatrièmes internationales morénistes » issues après sa mort de l'explosion du courant trotskyste construit par Manuel Moreno et les groupes « post-lambertistes » continuent encore aujourd'hui de dénoncer le « *pablisme campiste liquidateur* » qui continuerait à sévir chez leurs rivaux politiques et à chaque apparition d'oppositions internes dans leurs propres rangs. Toutes les turpitudes, les déviations et les erreurs de ces groupes « trotskystes orthodoxes anti-pablistes » et il y en a, notamment au Moyen Orient, en Algérie sous Abdelaziz Bouteflika et au Zimbabwe, sont dues au péché originel pabliste alors que « leurs péchés » sont plus graves que ceux du début des années 1950 attribués à Pablo. Certains « trotskystes orthodoxes anti-pablistes » acceptent de distinguer dans le « pablisme », le « pablisme madélien », le « pablisme grantiste », le « pablisme moréniste », l'« ultra-pablisme spartaciste » et même le « lambertisme pabliste »...

Le post-lambertiste Vincent Présumey sur son site internet « Arguments pour la lutte sociale » ne cesse de faire des saillis contre le pablisme à toutes occasions en mélangeant le « pablisme » d'Ernest Mandel et de Daniel Bensaid et le « pablisme » de Pablo. Il n'a pas vu que si Bensaid n'a pas demandé dans un premier temps le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan et n'a pas « sabré le champagne »¹⁷ à la réunification de l'Allemagne ce qui était la conséquence du campisme pabliste ; Pablo et son courant l'avait demandé immédiatement et s'était félicité de la réunification de l'Allemagne. Depuis le début des années 1980, Pablo avait abandonné la qualification « d'Etats ouvriers dégénérés ou déformés » à défendre contre l'impérialisme, pour celle « d'Etats bureaucratiques ». Vincent Présumey va se retrouver en 2022 avec la quatrième internationale qualifiée de « pabliste » et les pablistes de l'ex TMRI dans le réseau européen Solidarité avec l'Ukraine et contre la guerre pour défendre le droit de l'Ukraine à recevoir des armes pour vaincre l'impérialisme russe alors que des organisations issues du « trotskysme orthodoxe anti-pabliste » vont avoir des positions campistes pro-russe ou un « défaitisme révolutionnaire » inadapté, renvoyant dos à dos l'impérialisme russe et une Ukraine agent de l'OTAN et des USA. Plusieurs décennies après la mort de Pablo, les anti-pablistes viscéraux présupposent les positionnements qu'il aurait eu dans les événements mondiaux d'aujourd'hui.

C'est donc pour toutes ces raisons que nous nous attacherons à l'histoire du seul « courant pabliste moderne » pour reprendre la caractérisation de Michel Lequenne.

Les trajectoires militantes d'un nombre de plus en plus réduits de « Pablistes entristés » des années 1950, des « pablistes modernes » des années 1970-1990 et des « post » et « proto » « pablistes » des dernières décennies du XX^{ème} siècle et des deux premières décennies du XXI^{ème} siècle se poursuivant encore aujourd'hui et l'idéo-système « pabliste » (Cf.2.3.) se perpétuant, nous ne ferons pas de conclusion à ce travail.

La présente édition a enfin pu « profiter » de la prise de connaissance de la biographie de Pablo par Hall Greenland : « L'odyssée de Michel Pablo : la vie et l'époque de Michalis Raptis (1911-1996) ». Cet ouvrage transmis le 1^{er} septembre 2022 est une version anglaise avant sa publication qui n'a donc pas subi les probables « contraintes éditoriales » d'un éditeur.

Nos deux ouvrages se complètent. Hall Greenland fait force de détails sur la sortie exclusion des pablistes de la IV^{ème} Internationale mais sans évoquer le rôle de Gilbert Dalgalian au congrès d'exclusion en 1965. S'il va à raison beaucoup plus que moi dans la grande précision sur l'importance de la 9^{ème} conférence de la TMRI qui va amener à la rupture de Pablo avec la troisième génération de « pablistes modernes », il ne traite pas de l'adhésion et de l'exclusion des CCA français de la TMRI. Hall Greenland fait une biographie de Michel Pablo alors que je suis sur une histoire collective et une sociohistoire de trois générations de Pablistes français.

¹⁷ Dans les débats dans la LCR et la Quatrième Internationale sur l'unification allemande après la chute du mur de Berlin, au « Campagne » de Gérard Filoche, Daniel Bensaid invita à aussi prendre un Alka-Seltzer

S'il faut à raison retenir la notion de Michel Lequenne de « pablisme moderne », c'est-à-dire des pablistes après 1965. Ce « pablisme moderne » qui a vu cohabiter trois générations.

Au risque de la simplification et des approximations dans les datations « à la hache », je propose un « découpage » en trois générations:

- La première génération, c'est celle des « entristes dans le mouvement réel des masses » et des « Pieds rouges » (1951-1969)
- La deuxième génération c'est celle des nouveaux mouvements sociaux et de l'espoir du triomphe de la révolution en Europe de l'Atlantique à l'Oural (1970-1981)
- La troisième et dernière génération, c'est celle qui subit le néolibéralisme, le social-libéralisme et l'avant conversion des écolo-alternatifs au « capitalisme vert » (les années 1980)

A la 9^{ème} conférence de la TMRI qui la transforme en AMRI, la troisième génération fait 40% de cette conférence, principalement des jeunes français, anglais et allemands et est emmenée par Maurice Najman (pourtant de la deuxième génération), Yves Sintomer et Frédéric Brun. Ces deux derniers, avec d'autres, sont entrés à la TMRI quelques années avant au moment de leur rupture (en plusieurs vagues) avec la LCR dans lequel ils animaient le bulletin et le courant « Liaisons pour l'Autogestion » (Cf. Infra. 1.20). Bien sûr, Il n'y a pas de frontières nettes entre ces trois générations. Des membres ainsi rattachés aux deux premières générations vont suivre la troisième génération vers l'écologie politique, alors que des membres rattachables à la troisième génération vont suivre Pablo à la IV^{ème} Internationale.

C'est la mise à l'écart par Pablo lui-même et le départ de la troisième génération majoritairement composée de trentenaires et qui devait prendre le relais de Pablo qui savait sa fin de vie proche qui a convaincu ce dernier qu'il n'y avait plus qu'à rejoindre la IV^{ème} Internationale (Cf. Infra. 1.23.3). En effet, cette dernière rupture avec cette troisième génération pabliste qui est pourtant pour Pablo humainement douloureuse, mais Pablo a voulu resté intransigeant sur son marxisme révolutionnaire non dissoluble dans l'écologie politique, qui l'amène à vouloir ramener avec lui dans la IV^{ème} Internationale la première génération en voie d'extinction physique et la deuxième génération atteinte par la limite d'âge.

PREMIERE PARTIE : LES TRAJECTOIRES ORGANISATIONNELLES DES MARXISTES-REVOLUTIONNAIRES POUR L'AUTOGESTION

1.1. La sortie-exclusion de la Quatrième Internationale.

La IV^{ème} Internationale et sa section française le Parti Communiste Internationaliste (PCI), sous l'impulsion de Michel Pablo et de ses camarades, participent pratiquement et directement à la révolution algérienne avec l'imprimerie clandestine à Osnabruck, les faux papiers, le projet non abouti de fausse monnaie pour soutenir le FLN, puis le procès de Pablo et de Sal Santen à La Haye, où Sartre et Claude Bourdet viendront témoigner, transformant ce procès pénal en procès politique. Et la fabrication d'armes au Maroc¹⁸ pour le FNL algérien.¹⁹

S'agissant de ces actions clandestines et illégales de soutien au FNL algérien, Pablo rappelle qu'elles ne pouvaient pas faire l'objet d'un débat et d'une délibération des instances collectives de direction de la IV^{ème} Internationale. Cependant, il affirme en avoir informé Pierre Frank (qui le reconnaîtra) et Ernest Mandel (qui lui n'en fera rien).²⁰ L'intégration dans cette révolution algérienne reste un des acquis le plus sérieux de la IV^{ème} Internationale en la matière.

L'Algérie indépendante, avec à sa tête Ben Bella, rencontre de grandes difficultés du fait des destructions de la guerre et du départ massif des colons français appelés les « pieds noirs ». La révolution algérienne s'engage alors, selon Pablo, dans un processus de révolution permanente. Pablo et ses camarades participent comme « conseillers politiques » de la direction du FNL (Pablo est un proche conseiller de Ben Bella lui-même) à cette tentative de transcroissance socialiste autogestionnaire²¹ en rédigeant, notamment, les décrets sur l'autogestion des biens vacants laissés par le départ des « pieds noirs ». Expérience autogestionnaire sur lequel l'un de ses acteurs, Mohammed Hardi porte en 2022 un regard critique.²² Cette activité leur vaudra d'être appelés les « pieds rouges »²³ par Boumediene, qui fera arrêter et torturer ceux qui n'ont pas pris la fuite lors de son coup d'État qui stoppe le processus de transcroissance socialiste autogestionnaire. Cette expérience a toujours marqué le courant « pabliste ».

Dès 1964, ce courant comprend que l'autogestion est le contenu nécessaire du socialisme, et souligne que la bureaucratisation n'est pas la simple résultante de conditions conjoncturelles propres à l'URSS des années 1920.

Vers Alger convergent les mouvements révolutionnaires d'Afrique et du Tiers Monde qui y trouvent une terre d'asile (Pablo y rencontre Che Guevara et convint Ben Bella de soutenir son « aventure » d'extension de la révolution mondiale au Congo en multipliant les Vietnam²⁴). Un travail en leur direction s'avère indispensable. C'est pourquoi, en janvier 1964, le premier numéro de *Sous le drapeau du socialisme* (SDS), revue de la commission africaine de la IV^{ème} Internationale est publié.

Cette revue animée par Pablo et ses camarades de la TMR (Tendance marxiste-révolutionnaire) développe des positions propres en contradictions avec celles du secrétariat unifié²⁵ (SU) de la IV^e Internationale :

¹⁸ Dimitris Livieratos, *L'usine invisible de la révolution algérienne : mémoire d'un trotskiste grec*, Editions Asini, 2012.

¹⁹ Hamon Hervé et Rotman Patrick, *Les porteurs de valises*, éditions Albin Michel, 1979.

Pattieu Sylvain, *Les camarades des frères : trotskistes et libertaires dans la guerre d'Algérie*, Editions Syllepse, 2002.

²⁰ Entretien au bord de la mer Egée entre Adolfo Gilly et Michel Pablo (les 22 et 23 juillet 1995). Transcription Marion Gevers, septembre-décembre 2020.

²¹ *Le dossier de l'autogestion en Algérie*, Michel Raptis (Pablo), Revue Autogestion n°3, septembre 1967.

²² Mohammed Harbi, *L'autogestion en Algérie : une autre révolution ?*, Editions Syllepse, 2022.

²³ Simonne Minguet est décédée en 2005 sans avoir achevé son ouvrage consacré aux « pieds rouges » dont elle avait fait partie avec « les pablistes » Jacques Grimblat (jacques Privat), Pierre Avot-Meyers, Basile Karlinsky, Philippe Guérin.

En septembre 2009, Catherine Simon a publié aux éditions La Découverte : *Algérie, les années pieds rouges : des rêves de l'indépendance au désenchantement*.

Toujours sur les « pieds rouges », François Cerutti a publié en juin 2010 aux éditions Spartacus : *D'Alger à Mai 68, mes années révolution*.

²⁴ Entretien au bord de la mer Egée entre Adolfo Gilly et Michel Pablo (les 22 et 23 juillet 1995). Transcription Marion Gevers, septembre-décembre 2020.

²⁵ Le secrétariat unifié (SU) de la IV^{ème} Internationale remplace le secrétariat international (SI) après la réunification de 1963 qui a vu le retour dans la IV^{ème} Internationale du Socialist Workers Party (SWP) des États-Unis et de ses sections « sœurs » en Amérique Latine et dans les pays anglophones. L'organisation française de Pierre Lambert, l'organisation britannique de Healy et l'organisation bolivienne de Lora sont restées en dehors de cette réunification en maintenant un Comité international rival jusqu'à son éclatement au début des années 70.

– SDS condamne la direction chinoise qui s'oppose à la déstalinisation en URSS. SDS s'oppose à l'analyse du SU qui caractérise le maoïsme en Chine comme une tendance centriste de gauche « *évoluant vers les thèses les plus importantes du marxisme révolutionnaire* ». Le SU opte à cette époque pour un soutien critique au PCC contre Khrouchtchev. Contre cet appui critique et les illusions créées aussi bien en ce qui concerne l'évolution en Chine que celle des groupes maoïstes à l'étranger, la TMR défendait que la Chine évoluait fondamentalement selon le modèle du « socialisme soviétique », sous un régime politique assuré par la bureaucratie d'État excluant les masses de tout pouvoir réel. Il s'agissait donc d'un régime d'essence stalinienne comme en URSS²⁶.

– SDS et la TMR défendent le MPLA (Mouvement populaire de libération de l'Angola) comme l'aile la plus radicalement anti-impérialiste de la révolution angolaise alors que le SU soutenait le FNLA (Front national de libération de l'Angola).

– SDS se refuse à présenter le remplacement de Khrouchtchev par Brejnev comme une simple lutte de personnes pour le pouvoir, sans signification particulière. La TMR défend, elle, l'idée qu'il s'agit d'une lutte entre deux tendances de la bureaucratie, une plus perméable aux pressions libérales provenant de la société soviétique évoluée, l'autre plus dure, plus stalinienne. Sans jamais préconiser un « appui critique » quelconque à Khrouchtchev, il s'agissait de comprendre à l'époque la dynamique déclenchée par les « réformes » et les illusions créées par son cours, fait qui explique les réactions de la tendance la plus « stalinienne » et le renversement de Khrouchtchev.

Pour avoir défendu publiquement de telles positions, la TMR a été accusée par le SU de l'époque de rompre gravement le « *centralisme démocratique* » et de se placer « *d'elle-même* » en dehors de la IV^{ème} Internationale. Dans la revue « Quatrième Internationale » n°25 de juillet 1965, Pierre Frank (1905-1984) annonce le prochain départ de Michel Pablo.

Pablo et ses camarades sont exclus du comité exécutif de la IV^{ème} Internationale en décembre 1965. Les militants de la TMR ne seront non seulement pas acceptés dans le congrès mondial suivant, où ils ne pourront donc pas faire appel, mais ils n'en connaîtront ni la date, ni le lieu de rencontre. Il en sera de même pour le congrès du Parti communiste internationaliste (PCI) français en 1965²⁷...

Gilbert Dalgalian précise :

« [...] de 1963 à 1965, étant en poste à Calcutta, je fais partie de la Section indienne de la IV^{ème} Internationale, juste avant la scission de décembre 1965, où les pablistes seront empêchés de participer au Congrès et exclus de facto. Parlant l'allemand, j'ai fait partie de la brochette de pablistes envoyés à ce congrès à Francfort : il y avait Denis Freinet, deux camarades danois et moi ».²⁸

Selon Jan Willem Stutje :

« Dans l'internationale réunifiée, les partisans de Pablo représentaient 10% des effectifs, actifs dans les sections néerlandaise, danoise, autrichienne et australienne, et pour partie dans la section française ».²⁹

Dans une brochure ronéotypée intitulée « *Une révision du trotskysme (A propos de la rupture de Pablo avec la IV^{ème} Internationale)* »³⁰, Pierre Frank dénonce les activités fractionnelles de Pablo

²⁶ Filoche Gérard, *Mai 68, histoire sans fin, tome 1*, Jean-Claude Gawsewitch éditeur, octobre 2007. Page 152, il affirme : « *Quand furent connues les horreurs de la prétendue « révolution culturelle », quand les mécanismes de cette grande manipulation bureaucratique furent mis à jour, le livre de Livio Maitan parut, en effet, très pabliste [...]* ». Un livre dont les thèses étaient réfutées par les pablistes était quand même pabliste. Comprenez qui pourra ! Il s'agit pourtant simplement d'une rhétorique convenue générée par des réflexes pavloviens anti-pablistes qui seraient amusants si cela ne « déformait » pas de jeunes militants auxquels on ne propose que cette doxa qu'ils vont ensuite répéter...

²⁷ Dans l'ouvrage de Christophe Nick *Les trotskistes* aux éditions Fayard (2002), le témoignage de Gilbert Marquis est repris. Il rappelle l'interdiction physique faite aux « pablistes » d'entrer dans la salle du congrès du PCI, d'où quelques « bousculades » ... Dans son article « *Michel Fiant ; un militant de l'autogestion socialiste* » (Utopie Critique n° 42 du 4^e trimestre 2007), Gilbert Marquis écrit : « *il [Michel Fiant] fut exclu, comme ses camarades "pablistes" par la fraction de Pierre Frank-Lequenne-Krivine lors d'un dit « congrès », fractionniste, convoqué clandestinement et scissionniste, dont cette tendance n'a jamais osé se réclamer dans son histoire... dont elle n'est pas sortie grandie* ».

²⁸ Courriel du 7 septembre 2021 de Gilbert Dalgalian à Jean-Pierre HARDY.

²⁹ Jan Willem Stutje, *Ernest Mandel : un révolutionnaire dans le siècle*, page 207, Editions Syllepse, février 2022

depuis 1961 et sa rupture avec le « centralisme démocratique à l'échelle de la IVème internationale ». C'est au nom de ce même centralisme démocratique à l'échelle internationale qu'avait été exclu en France en 1952 ce qui allait devenir le PCI « majoritaire », puis le « groupe Lambert » après l'exclusion par Pierre Lambert de Marcel Bleitreu et Michel Lequenne pour « rupture de discipline ».

Pierre Frank se réclame du Pablo chef de file du quatuor « Pablo, Mandel, Frank, Maitan) qui a dirigé la IVème Internationale dans les années 1940 et 1950. Pour lui le Pablo depuis 1961 est un autre Pablo. Ce « nouveau » Pablo n'est plus trotskyste mais est devenu krouchtchévien, anti-maoïste, anti-bolchevik, néo-luxemburgiste, néo-boukharinien et avec un tropisme sur la « révolution coloniale » que l'on ne qualifie pas encore de « tiers-mondisme ». Le frankisme, du nom de Pierre Frank, est donc un « pablisme historique » ou « maintenu », opposé, selon la formule de Michel Lequenne, au « pablisme moderne » des années 1960, 1970 et 1980. Cependant les ramifications du trotskysme avec le lambertisme (du nom de Pierre Lambert), le healysme (du nom du britannique Georges Healy), les morénismes (explosion du courant de l'argentin Manuel Moreno après sa mort) vont fabriquer et maintenir jusqu'à nos jours une opposition entre deux branches irréconciliables : « le trotskysme orthodoxe » et le « pablisme révisionniste liquidateur » ; dans lequel ils vont amalgamer la IVème Internationale de 1951 à 1963, la IVème internationale issue de la réunification en 1963 entre le secrétariat international (Pablo, Mandel, Frank, Maitan) et le SWP des Etats Unis, et, toutes les dissidences et les fractions qu'ils vont exclure en les accusant d'être plus pablistes que le pablisme originel. Le pablisme va être démonisé et devenir une hydre avec de nombreuses têtes qui repoussent toujours, et ce, jusque dans leurs propres organisations. Ces « trotskystes orthodoxes » génèrent plus orthodoxes qu'eux-mêmes. Ces « nouveaux orthodoxes » vont alors accusés les « anciens orthodoxes » d'être les « pires des pablistes » ...

Ce réquisitoire ne sera pas repris par le même Pierre Frank dans son opuscule sur la Quatrième Internationale au début des années 1970, où il se limite à dénoncer :

« [...] Il finit par élaborer, non pas tellement une ligne internationale opportuniste ou sectaire – il adopta alors des positions par impressionnisme et les modifia parfois de fond en comble en très peu de temps – mais une attitude déniait la nécessité d'une organisation internationale fonctionnant dès à présent sur la base du centralisme démocratique. »³¹

Ce réquisitoire fut exclu de la publication des « œuvres choisies » de Pierre Frank (1905-1984).³²

Jan Willem Stutje reprend la version d'Ernest Mandel:

« Pablo était plus impressionniste intellectuellement, un politicien instinctif qui, si nécessaire, jetait par-dessus bord toute structure, tout dogme ou fait scientifique afin de se concentrer sur la réalité d'une situation. [...] « ...son scepticisme à l'égard de la classe ouvrière européenne, son naïf tiers-mondisme et sa croyance à la déstalinisation ». [...] « A la fin des années 1950, Pablo avait perdu la foi dans le prolétariat européen et en était venu à idéaliser la révolution coloniale, surtout algérienne, et à exiger un changement dans le travail des sections qui reflète le changement de ses propres idées. Les personnalités de Pablo et Mandel s'affrontent de plus en plus souvent. Mandel considérait les méthodes de Pablo, son individualisme, ses faits accomplis, son instabilité et sa tyrannie, de plus en plus offensantes ». »³³

Pablo ne s'est pas opposé à la réunification en 1963 avec le SWP américain même si cela a été négocié pendant qu'il était emprisonné au Pays Bas pour trafic de fausses monnaies pour le FNL algérien. Au congrès de réunification de 1963, il présente et fait adopter, avec le vote favorable du SWP américain, une résolution sur l'Algérie caractérisant le gouvernement algérien sous la présidence de Ben Bella, de « gouvernement ouvrier et paysan » d'un état qui reste capitaliste mais qui veut engager sa transition socialiste...

³⁰ Pierre Frank, *Une révision du trotskysme (A propos de la rupture de Pablo avec la IVème Internationale)*, supplément au N° de mars 1967 de la revue Quatrième Internationale, Téléchargeable sur le site Internet de RaDAR (Rassembler, diffuser les archives révolutionnaire).

³¹ Pierre Frank, *La Quatrième internationale*, page 108, François Maspéro / poche rouge n°7, 1973

³² *Pour un portrait de Pierre Frank, écrits et témoignages*, Editions La Brèche, 1985.

³³ Jan Willem Stutje, *Ernest Mandel : un révolutionnaire dans le siècle*, pages 207 et 208, Editions Syllepse, février 2022

Dans sa biographie de Michel Pablo, Hall Greenland dissèque dans le chapitre 13 intitulé « Défaites parallèle 1964-65 » cette exclusion de la tendance Pablo.³⁴

Chassée de la IV^{ème} Internationale, la TMR se transforme en Tendance marxiste révolutionnaire de la IV^{ème} Internationale (TMR IV). Elle prétend représenter des forces qui pendant de nombreuses années ont représenté l'aile marchante et novatrice de la IV^{ème} Internationale. C'est-à-dire des forces qui considéraient que le marxisme révolutionnaire n'est pas une doctrine figée, arrêtée à un certain moment de son développement historique, mais qu'il évolue constamment en se développant de manière créatrice permanente...

Son « leader » Michel Pablo a effectivement joué un grand rôle au sein de la direction de la IV^{ème} Internationale, dont il fut le secrétaire de la reconstruction du secrétariat européen sous l'occupation nazie jusqu'à son emprisonnement à Amsterdam du fait de son engagement dans l'aide directe à la révolution algérienne.

L'emprisonnement aux Pays Bas, son exil au Maroc et le départ de la IV^{ème} Internationale entraîne une mise en cause de la personnalité de Michel Pablo par le trio Ernest Mandel, Livio Maitan et Pierre Frank qui avait animé avec lui le secrétariat international de la IV^{ème} Internationale.

Selon Jan Willem Stutje qui met en exergue les critiques du trio ;

« Pablo était un personnage complexe. Il était amical et généreux, mais plus du tout lorsqu'il était confronté à des différences d'opinion. [...]

Trop souvent, Pablo prenait des positions qui n'avaient pas encore été discutées collectivement. De plus, Mandel s'était rendu compte que Pablo n'avait pas le sens des proportions ; c'était tout ou rien, maintenant ou jamais. C'était un style de militantisme exagéré qui épuiserait une petite organisation comme la 4^{ème} internationale ». [...]

L'autoritarisme de Pablo était insupportable. A part Santen personne ne voyait la correspondance de l'organisation, ni ne savait ce qui se passait au niveau des contacts et des finances. [...]

Cette façon de faire suscitait un soupire de Pierre Frank : « M(ichel) P(ablo) ne dirige pas, il brutalise ». ³⁵

Cette critique de la personnalité de Michel Pablo s'ajoute à celle de sa femme, Héléne (Elie en grec).

« Née Elie Diovoniotis en 1907, elle était issue d'une famille grecque influente et avait grandi à Athènes, où elle avait étudié le droit. Son héritage était suffisant pour les libérer de l'obligation de gagner leur vie. Elle et Pablo ont pu consacrer leur vie à la révolution ». ³⁶

La fortune d'Elie a fait l'objet de fantasmes et de cabales avec une palme d'or en la matière pour Pierre Broué, qui avait l'habitude de faire fi des exigences méthodologiques qui s'imposent aux historiens, pour régler ses comptes politiques et polémiques dans les biographies qu'il publiait dans les « Cahier Léon Trotski » qu'il dirigeait.

L'engagement politique d'Elie aurait entraîné une rupture avec sa famille qui voulait la déshériter. Sa vie en exil, notamment en Suisse, France, Pays bas, Maroc, Algérie, l'impossibilité de revenir vivre en Grèce jusqu'à la chute de la dictature des colonels en 1973, ne lui aurait pas permis de faire prospérer cette fortune par héritage.

Les témoignages sont nombreux sur la simplicité des logements du couple en France et en Suisse et sur la modestie de leur « train de vie ». Michel Lequenne qui a été permanent à temps plein puis à mi-temps du PCI français après la fin de la deuxième guerre mondiale, soulignait les conditions de vie plus misérables des permanents du PCI par rapport à ceux du secrétariat International de la IV^{ème} Internationale et en particulier de Pablo qui avait selon lui le soutien de sa femme.

Sur les questions financières, le biographe d'Ernest Mandel précise qu'après l'arrestation de Pablo et de Santen pour fabrication de fausse monnaie à la demande du FNL algérien.

³⁴ Hall Greenland, The odyssey of Michel Pablo : the life and times of Michalis Raptis (1911-1996), à paraître.

³⁵ Jan Willem Stutje, Ernest Mandel : un révolutionnaire dans le siècle, pages 194 et 195, Editions Syllepse, février 2022

³⁶ Jan Willem Stutje, Ernest Mandel : un révolutionnaire dans le siècle, page 171, Editions Syllepse, février 2022

« Hélène ajouta des tensions. Partiale et volontaire, elle refusait de mettre des fonds à disposition pour le travail du secrétariat. »³⁷

Frank, Mandel et Maitan reprochait à Pablo (et indirectement Hélène) d'avoir la main sur les finances propres du SI de la IVème Internationale jusqu'à son emprisonnement.

« Les problèmes d'argent alourdissaient l'atmosphère » [...] L'argent supplémentaire que Hélène exigeait pour Santen, Pablo et elle-même était difficile à justifier ».³⁸

Toujours selon cette biographie d'Ernest Mandel. En 1958, le SI de la IVème Internationale quitte Paris compte tenu des risques de répression pour Amsterdam au lieu de Rome.

« Frank s'est opposé à la présence d'Hélène aux réunions de direction, et Mandel et l'italien Livio Maitan l'avaient soutenu dans cette démarche. Le trio grincheux avait cédé lorsque Pablo leur avait offert le choix, soit se convertir à Amsterdam et à Hélène ; soit d'accepter sa démission. »³⁹

Dans une note de bas de la page 199 de cette biographie d'Ernest Mandel

« Une conversation que Maitan a eue avec Pablo à Rabat peu après sa libération a montré à quel point Pablo se sentait intimement lié à Hélène. Il a accusé certains dirigeants d'avoir attaqué sa femme : « Vous avez attaqué mon talon d'Achille. Hélène m'aide à faire face à la vie de chien que nous avons dû mener. Nous faisons un et la même personne. »

Le nantais Lionel Prouteau devenu, après l'adhésion en 1978 des CCA à la TMRI, membre de son SI jusqu'en 1981 en tant que représentant du courant marxiste-révolutionnaire du PSU, me faisait part de la présence parfois active d'Hélène à ces SI de la TMRI.

Dans nos échanges de courriels en février 2022 avec l'australien Hall Greenland, ce dernier rappelle :

« Helene (ou Elly) était une femme très franche, en particulier pour sa génération. Les partenaires du Trio étaient beaucoup plus disposés à rester en retrait. Il ne fait aucun doute qu'elle "parle hors de son tour". Et ce n'était pas seulement les plumes du Trio qu'elle ébouriffait. Gilbert [Marquis] s'est plaint que Michel lui laissait trop de latitude. Mais ce dernier passage que vous citez à propos de Pablo disant à Livio [Maitan] au Maroc que lui et Elly étaient une seule et même parcelle, me semble être la clé pour comprendre le partenariat et la loyauté. Les camarades, soit dit en passant, étaient disposés à accepter la présence d'Elly lorsque les choses se passaient bien, mais lorsque des divergences sont apparues à la fin des années 1950 sur l'entrisme et le travail algérien, leur malaise face à la présence d'Elly est venu au premier plan. Clairement, j'ai peu de sympathie pour les "pauvres chéris". De plus, ce n'était pas seulement l'amour, la dépendance matérielle et les expériences partagées qui produisaient ce "paquet" Michel-Elly, mais le fait qu'à au moins deux reprises, Elly avait sauvé la vie de Pablo. Au sens propre.

Il est agréable d'ajouter qu'à la fin de leur vie, Ernest et Michel avaient rétabli quelque chose de leur vieille et chaleureuse amitié. La présence de Pablo aux funérailles de Gisèle en 1982 semble avoir été l'action qui a brisé la glace. Quelqu'un a besoin d'écrire un livre sur son amitié. Il y a beaucoup de matériel, j'en suis sûr, dans les archives de Mandel à Amsterdam et celles de Pablo à Athènes. [...]

Quant au déplacement du SI à Rome... en quoi cela aurait-il aidé le travail algérien ? Et à quel point cela aurait-il été pratique pour Mandel et Pierre [Frank] par rapport à Amsterdam ? Tu parles d'une proposition idiote (ou pire) ! »

Sur la biographie de Mandel, Hall Greenland précise dans un courriel :

« C'est une bonne nouvelle que Syllepse publie [en février 2022] une traduction française de la biographie de Stutje. Verso a publié une version anglaise en 2009, mais il s'agissait d'une version plus courte de l'original. J'ai été surpris à l'époque que le livre ait fait 'objet de très peu de fanfare ou de boost. J'ai eu la nette impression que ses partisans anglais étaient déçus du livre de Stutje. Peut-être que Deutscher a soulevé les attentes de tout le monde quant aux

³⁷ Jan Willem Stutje, *Ernest Mandel : un révolutionnaire dans le siècle*, page 198, Editions Syllepse, février 2022

³⁸ Jan Willem Stutje, *Ernest Mandel : un révolutionnaire dans le siècle*, page 199, Editions Syllepse, février 2022

³⁹ Jan Willem Stutje, *Ernest Mandel : un révolutionnaire dans le siècle*, page 183, Editions Syllepse, février 2022

sommets qu'une biographie devrait atteindre, peut-être que Stutje s'est livré à trop de psychanalyse « personnelle » et pas assez de politique. Je pense que Stutje a minimisé l'influence de Pablo sur Mandel mais la biographie est un effort louable... »

La version française des Editions Syllepse de 2022 va connaître le même ostracisme de la part des revues du NPA et de la Quatrième Internationale (Inprécor).

Le mérite du courant autour de Michel Pablo au sein de la IV^{ème} Internationale est, selon lui :

- D'avoir saisi l'importance de la révolution coloniale qualifiée d'épicentre de la révolution mondiale jusqu'à la fin des années 60. Il s'efforça d'en tirer les conséquences pratiques, en prise avec la révolution algérienne, mais aussi africaine, indochinoise et latino-américaine.
- D'avoir développé une analyse du stalinisme comme processus de bureaucratisation ne se limitant pas à l'URSS, mais se développant dans tous les pays où la révolution anti-impérialiste évolue dans le sens d'une étatisation sous la direction d'un parti unique se substituant à tout organe d'autodétermination des masses. Il défendit l'idée que l'extension du stalinisme accentuerait sa crise et non son emprise. Ainsi, il a pu évaluer correctement le sens de l'autogestion yougoslave, du khrouchtévisme, du conflit sino-soviétique, des luttes antibureaucratiques dans les Pays de l'Est...
- D'avoir dépassé les conceptions économiques catastrophiques qui présidaient chez tous les marxistes dans leur analyse du capitalisme après la deuxième guerre mondiale. De telles conceptions l'avaient amené à faire l'erreur de pronostic sur l'inéluctabilité du déclenchement de la troisième guerre mondiale (envisagée comme « guerre-révolution »), seule issue pour que le capitalisme sorte de sa crise du début des années 1950. Il souligna l'importance du nouveau cycle long du capitalisme de l'après deuxième guerre mondiale, basé sur la modification qualitative des forces productives (révolution scientifique et technique). Il analysa ce capitalisme comme un « capitalisme de survie », ainsi que sa crise généralisée à laquelle aucune structure et relation sociale n'échappe.
- D'avoir eu une attention particulière à l'expérience yougoslave et au phénomène de la bureaucratisation de la révolution chinoise.

Son soutien actif et pratique à la révolution algérienne, notamment aux tentatives de transcroissance socialiste autogestionnaire, a permis à ce courant d'être le premier à mettre en avant l'autogestion, non seulement comme modèle de socialisme, mais aussi et surtout comme stratégie pour la révolution et axe du nouveau programme transitoire exigé par l'époque. Mai 68 et le printemps de Prague, et, par la suite, tous les autres processus révolutionnaires dans le monde (Italie 1969, Chili 1971-1973⁴⁰, Portugal 1975, Pologne 1981) apportent, selon ce courant, la preuve de la justesse d'une stratégie révolutionnaire pour l'autogestion.

Pour la TMR puis la TMR IV, La IV^{ème} Internationale ne peut plus se présenter comme (et prétendre devenir) le cadre de regroupement de la direction révolutionnaire, ni constituer le noyau du parti révolutionnaire mondial. Elle n'est qu'une tendance, qui se prétend la plus avancée, du processus de formation de cette direction... Une nouvelle Internationale révolutionnaire ne pourra voir le jour qu'à partir de regroupements de courants d'origines diverses issus de l'expérience du « *mouvement réel des masses* »⁴¹. La construction d'un parti révolutionnaire de masse devait se faire à partir d'une recomposition/restructuration du mouvement ouvrier et de ses partis de masse, et non par simple auto-développement d'un noyau préétabli, et c'est bien pourquoi il fallait s'appuyer sur une politique systématique de Front unique ouvrier (FUO).

Ce courant s'attache à définir précisément une nouvelle conception du rôle et de la fonction d'un parti révolutionnaire. Ce dernier doit aider les masses à s'auto-organiser pour exercer leur propre pouvoir et non se substituer à elles...

⁴⁰ L'expérience chilienne sous Allende fut suivie par ce courant qui en tire des leçons en matière de stratégie autogestionnaire, d'unité des révolutionnaires et de front unique. Michel Pablo-Raptis et Maurice Najman prodiguent sur place leurs « conseils » à Allende, à la gauche du PS, au MIR et au MAPU...

Michel Raptis, *Quel socialisme au Chili ? Étatisme ou autogestion*, Editions Anthropos, 1973.

Najman Maurice, *Le Chili est proche*, Cahiers Libres, Editions François Maspero, 1974.

⁴¹Le « mouvement réel des masses » fait partie des formules les plus usitées par les « pablistes »

Ce VIIIème Congrès de la Quatrième Internationale de 1965 qui voit l'expulsion du courant de Michel Pablo, se solde aussi par l'expulsion de Ted Grant et son courant.

Ted Grant (1913-1994) jusqu'à la fin de sa vie est partisan d'un « *entrisme profond* » dans le parti travailliste britannique. En 1949, il rejoint le groupe de Gerry Healy pour participer à son travail d'entrisme dans le parti travailliste, le Labour. Grant a pourtant de sérieuses réserves sur la personnalité de Healy qu'il juge bureaucratique. Lors du débat sur la nature de l'URSS et des pays de l'Est, les partisans de Tony Cliff défendent l'idée qu'ils sont désormais sous un régime de capitalisme d'État. Ils sont exclus par Healy pour cela et lorsque Ted Grant, qui n'est pourtant pas d'accord avec eux sur le plan théorique, s'oppose à leur exclusion, il est à son tour exclu. Après son exclusion, Ted Grant crée une nouvelle petite tendance au sein du Labour Party qui se nomme International Socialist Group avant de reprendre le nom de Revolutionary Socialist League (RSL), qui sera reconnue section officielle de la Quatrième Internationale de 1957 à 1965. En 1964 sort le premier numéro du journal Militant, qui se présente officiellement comme le journal de la tendance marxiste et trotskiste du Labour Party. Dès lors, l'organisation de Ted Grant sera connue sous le nom de Militant Tendency. En 1974, considérant que la quatrième Internationale est irrémédiablement dégénérée, avec d'autres groupes de militants issus de la Quatrième Internationale qui partagent ses idées, la Militant Tendency fonde le Comité pour une Internationale ouvrière (CIO).

Ted Grant et son organisation avait été admis comme nouvelle section britannique au Vème Congrès de la Quatrième Internationale en 1957 en remplacement de l'organisation de Gerry Healy (1913-1989) qui avait rompu en compagnie du SWP des USA de James Cannon (1890-1974) à la veille du IIIème Congrès de la Quatrième Internationale de 1951. Cannon et Healy dirigeants autoritaires de « leur » organisation, accusaient Pablo d'encourager des courants minoritaires menaçant leurs pouvoirs dans chacune de leur organisation, ce qui historiquement est depuis reconnu comme étant un faux procès. Mais ces deux « anciens pablistes » vont prendre la tête de l'anti-pablisme et constituer avec les PCI « majoritaire » français devenu « Groupe La vérité » de Pierre Lambert (1920-2008), le Comité Internationale de la Quatrième Internationale (CIQI). Ted Grant avait dénoncé l'autoritarisme bureaucratique de Gerry Healy et de James Cannon dont il avait la victime dans les années 1940 lors d'unifications « forcées » des trotskystes britanniques. Le SWP des USA de James Cannon et Joe Hansen (1910-1979), une fois le risque écarté de prise de pouvoir par des minorités non instrumentalisées par Michel Pablo et un accord sur la caractérisation de Cuba de Castro et de l'Algérie de Ben Bella, va être « moteur » dans la réunification de la Quatrième Internationale au VIIème Congrès mondial de 1963. Le CIQI réduit au parti britannique de Gerry Healy et à l'OCI française ne participe à cette réunification, mais vont se séparer au début des années 1970.

Rappelons que les qualifiés « d'ultra-pablistes » entraînés par Lucienne Abraham alias Michèle Mestre (1916-1970) et Mathias Corvin (1911-1983) avaient rompu avec le trotskisme et la Quatrième Internationale au IVème Congrès mondial de 1954 pour rejoindre le PCF et y construire une tendance révolutionnaire. Pour cela, ils proposaient d'aller jusqu'à accepter des reniements et des capitulations. Mathias Corvin, ancien trotskyste résistant, interné au camp de Sachsenhausen puis de Buchenwald avait failli être assassiné par des stalinien. Les pablistes admettaient en mettant les guillemets qui en disent beaucoup des « ruses », des « dissimulations », voire des « capitulations » pour entrer dans le PCF. Ses guillemets vont disparaître dans la citation des textes dans les thèses des « anti-pablistes ». André Fichaut (1927-2009) dans ses mémoires⁴² raconte ses « ruses » pour entrer au PCF qu'il quittera à l'occasion des élections présidentielles de 1969 pour, à défaut d'être le candidat de la Ligue Communiste, soutenir celle d'Alain Krivine (1941-2022). Il n'y a pas eu de « capitulations » sans guillemets pour faire de l'entrisme au PCF. Les militants trop connus pour pouvoir « ruser » sont restés dans le secteur indépendant, à savoir le PCI « minoritaire » puisque « l'entrisme sui generis » repose sur un équilibre entre « le secteur entriste » et le secteur indépendant maintenant une presse « 100% trotskyste », à savoir « La Vérité des travailleurs » et la revue « Quatrième Internationale ». Les militants trop connus vont aussi rejoindre l'Union de la Gauche Socialiste puis la tendance socialiste révolutionnaire du PSU (Cf. Infra. 1.4. Encadré « Les marxistes-révolutionnaires du/dans le PSU »). Les « ultra-pablistes » dénoncèrent les « pablistes entristes » aux oppositionnels du PCF, voire à la direction stalinienne du PCF, ce qui aura des répercussions dans les relations au PSU dans les années 1970, comme nous le verrons (Cf. Infra 1.4.1. Encadré « Au PSU : récriminations entre trotskystes « entristes » dans le PCF et anciens oppositionnels dans le PCF des années 1950 »).

⁴² André Fichaut, *Sur le pont. Souvenirs d'un ouvrier trotskyste breton*, Syllepse, 2003.

Juan Posadas (1912-1981) rompit aussi officiellement au 6^{ème} Congrès mondiale en 1961 pour constituer une « Quatrième Internationale Posadiste » implantée en Amérique latine dont Cuba et en Europe grâce aux exilés politiques.

1.2. La section française de la Tendance Marxiste-Révolutionnaire de la IV^{ème} Internationale (1965 – juin 1969).

Le PCI, puis la TMR IV ont consacré un grand nombre de leurs maigres forces au soutien à la révolution algérienne. Quant à l'activité militante en France même, la meilleure tactique de construction du parti révolutionnaire en France restait pour la TMR IV, tout comme pour le PCI de Pierre Frank, la tactique de « l'entrisme *sui generis* ».

Cette tactique a été élaborée en 1952 dans une conjoncture où Pablo et la IV^{ème} Internationale considéraient qu'une guerre mondiale-révolution internationale était proche. Cette dernière aurait rassemblé la classe ouvrière autour de ses organisations majoritaires et les plus fonctionnelles, et devait précipiter les évolutions internes à celles-ci par la formation de tendances « centristes »⁴³ de gauche.

Généralisé par la suite et maintenu dans des conjonctures très différentes « l'entrisme *sui generis* » cherchait les moyens d'une meilleure articulation de « l'avant-garde » avec le « mouvement réel des masses ».

« Cette tactique consistait essentiellement en la reconnaissance du fait que la classe ouvrière était organisée dans des syndicats et des partis de masse. Que ces organisations représentent en gros l'état de conscience politique et organisationnelle élémentaire et provisoire du prolétariat. Que dans ces conditions le processus de formation du parti révolutionnaire passera inévitablement, du fait que l'essentiel des forces politisées de la classe s'y trouve, par une différenciation politique au sein de ces organisations. C'est-à-dire en France essentiellement dans le PCF et les organisations placées sous son contrôle.

Le rôle de la tendance marxiste-révolutionnaire est donc de favoriser de l'extérieur par la défense la plus rigoureuse du programme, au travers d'actions visant à influencer la base des organisations ouvrières, la progression des différenciations politiques, mais aussi de le faire à l'intérieur même du cadre où se réalise l'expérience ⁴⁴».

En 1966, alors que « le gros » de l'aile critique de l'Union des étudiants communistes (UEC) quitte cette organisation pour fonder la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR), les militants de la TMR IV décident d'y demeurer dans le but de porter, au sein du PC, la contestation interne et de mieux peser sur ses éléments critiques. Les militants étudiants de la TMR IV sont eux favorables à une alliance avec les « italiens » (Jean-Pierre Vigier, Serge Depaquit) de façon à gagner l'UEC à une politique autonome et à porter la crise dans le PCF. Cette attitude pouvait être principalement plus juste mais, en fait, ces militants seront amenés à quitter le PC deux ans plus tard dans l'isolement.⁴⁵

Le PCI « minoritaire » maintiendra quelques militants dans le PCF, comme André Fichaud jusqu'en 1969 où il est exclu du PCF pour son soutien à la candidature d'Alain Krivine.

Le frère aîné d'Alain Krivine, Jean-Michel Krivine (1932-2013), chirurgien à l'hôpital d'Eaubonne (Val-d'Oise), a milité aux Jeunesses socialistes de 1946 à 1947, au Rassemblement démocratique révolutionnaire en 1948, au PCF de 1948 à 1970, tout en étant membre en parallèle du PCI « minoritaire » à partir de 1956. Il a donc été « gagné » au trotskysme par Simone Minguet et Pierre Frank en 1956, devenant un entrisme du PCI « minoritaire », il restera au PCF jusqu'en 1970. Il sera

⁴³Dans la rhétorique marxiste-révolutionnaire ou trotskiste, le « centrisme » désigne des organisations qui se situent entre les organisations réformistes comme le PC et le PS et les organisations révolutionnaires souvent limitées à « leur » organisation trotskiste, souvent du fait de ruptures internes à ces organisations réformistes, comme le PSOP en 1938 et le PSU en 1960. C'est pourquoi les organisations trotskistes rivales se qualifient mutuellement de « centristes ».

⁴⁴ L'Internationale n° 4, octobre 1970, « La tactique entrisme *sui generis* ». L'Internationale est le bimensuel de l'Alliance marxiste révolutionnaire

⁴⁵Sur la crise de l'UEC, les doutes et les ruptures des militants communistes, leurs prises de contacts avec les trotskistes « entristes » comme Jean Grobla de la TMR IV, l'ouvrage de Philippe Robrieux, *Notre génération communiste 1953-1968* (Editions Robert Laffont, 1977), reste irremplaçable.

membre de la Ligue communiste, de la Ligue communiste révolutionnaire et du Nouveau parti anticapitaliste.

La revue *Autogestion* de 1966 à 1969 (numéro 1 de décembre 1966 au numéro 9-10 de septembre 1969) et *Autogestion et socialisme* de 1970 à 1979 (numéro 11-12 de mars-juin 1970 au numéro 43 de mars 1979).

Michel Raptis alias Michel Pablo est membre du comité de rédaction de cette revue avec Henri Lefèbvre, Daniel Guérin, Pierre Naville.

En 1980 (numéro 1 du premier trimestre 1980) et jusqu'au numéro 23 de 1986, une nouvelle revue prend le titre de *Autogestions*. Autogestion avec un S...

Le bilan de l'échec de la sortie des « Pablistes non JCR » ne sera jamais tiré explicitement par ce courant qui ne comprit pas, en l'occurrence, la modification essentielle survenue dans le mouvement ouvrier avec l'apparition du caractère centrifuge de la crise de ses organisations traditionnelles (notamment du PC) : c'était maintenant à l'extérieur du PC que toute une partie des éléments critiques allaient chercher à s'organiser. Le « *mouvement réel des masses* » ne changeait-il pas de contenu et de forme ? L'entrisme, basé sur une préoccupation louable en son temps, ne devenait-il pas caduc ?

Cette crise du PCF et du stalinisme, de « *centripète* », devient donc « *centrifuge* » : la tendance n'est plus pour les éléments radicalisés à se regrouper au sein des grands partis, mais à chercher à s'organiser à l'extérieur et à lutter directement sur la base d'un programme révolutionnaire. Mais après le ratage du « coche » JCR, les militants de la TMR IV (pas plus de deux dizaines) quittent les cellules du PCF avec quelques sympathisants.

Alain Krivine (10 juillet 1941 – 12 mars 2022), dans son livre de mémoires⁴⁶, rappelle :

« Au moment de sa dissolution, le secteur lettres de l'UEC comptait 500 membres et quelques ramifications dans d'autres villes, comme Rouen... »

Mais, comme on aurait pu s'y attendre avec plus d'expérience, entre ceux qu'influençaient l'opposition de gauche à l'intérieur de l'UEC et qui pouvaient potentiellement participer à l'aventure des JCR et ceux qui ont effectivement franchi le pas, l'écart a été considérable : de 1 à 5 ! Quand nous avons créé la nouvelle organisation avec mes complices Daniel Bensaïd et Henri Weber, nous n'étions plus que 150... »

Dans cet ouvrage, Alain Krivine précise qu'à la fin du mouvement de mai 68, aux JCR-PCI :

« Nous n'étions que 900 à la fin du mouvement : un chiffre à mettre en rapport avec les trois cent mille étudiants et les dix millions de travailleurs en grève ».

Enfin, Alain Krivine, dans son hommage à Michel Fiant décédé le 19 septembre 2007, souligne longuement le rôle de ce « pabliste » dans la crise de l'UEC et la constitution de la JCR. Cet hommage que nous reproduisons dans l'encart ci-dessous a été publié dans l'hebdomadaire de la LCR, *Rouge* n° 2220 du 27 septembre 2007.

Les Nôtres : Michel Fiant

Michel Fiant est décédé à l'hôpital de Toulon, des suites d'un cancer. Il avait plus de 80 ans, mais des dizaines d'années de militantisme au service du mouvement ouvrier. Il militait aux « Alternatifs », après avoir suivi les trajectoires de ses camarades « pablistes », à la Tendance marxiste révolutionnaire internationale (TMRI), à l'Alliance marxiste révolutionnaire (AMR), puis au Parti socialiste unifié (PSU), et, enfin, aux Comités communistes pour l'autogestion (CCA), à la suite de la rupture de ce courant, dirigé par Michel Pablo, avec la IVème Internationale, en 1965.

Mais les jeunes générations ignorent le rôle essentiel de Michel Fiant, « Morel », dans la crise des Étudiants communistes, de 1961 à 1965, et la création de la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR). Je fus très proche de lui pendant toutes ces années, et ses conseils furent décisifs dans cette bataille politique. Encore jeune communiste, c'est lui que je rencontrai en 1957, pour participer à l'aide clandestine à la Révolution algérienne. Il me fit rejoindre une organisation dont il était à la direction, Jeune Résistance, qui faisait un travail dans l'armée.

⁴⁶ Krivine Alain, *Ça te passera avec l'âge*, Flammarion, octobre 2006.

Par la suite, c'est en partie grâce à lui que je rejoins le Parti communiste internationaliste (PCI, section française de la IV^{ème} Internationale), dont il était l'un des principaux dirigeants. À partir de 1961, il s'occupe du petit groupe d'étudiants communistes qui a adhéré au PCI, mais a réussi à construire une opposition de gauche dans l'Union des étudiants communistes (UEC) et est majoritaire à la Sorbonne (environ 500 adhérents...). Sans être étudiant, Michel Fiant avait appris à connaître tous les protagonistes de cette crise et ses conseils étaient précieux.

Pas toujours facile à vivre et connu pour quelques colères célèbres, notamment contre Pierre Frank, ancien compagnon de Trotski et principal dirigeant du PCI, Michel était un militant au dévouement sans bornes et un intellectuel qui consacra de nombreux textes à la question de l'autogestion socialiste, que la LCR n'oubliera pas, quels qu'aient été nos désaccords par la suite.

Salut et respect, Michel.
Alain Krivine

Dans un courriel du 7 septembre 2021, Gilbert Dalgalian précise :

*« Je confirme les rôles respectifs de Michel Fiant et d'Alain Krivine dans Jeune Résistance, mais Alain n'était pas affecté au travail dans l'armée ; il était chargé du secteur lycéen ; j'étais le chaînon intermédiaire entre Alain et un camarade qui travaillait avec Fiant ; c'est après de longs mois de ses bons et loyaux services au sein de Jeune Résistance que je me décidai à mettre Alain Krivine face à ses contradictions – il n'était pas en accord avec son parti (le PCF) ni sur l'Algérie, ni sur le vote des pouvoirs spéciaux, ni sur la Hongrie – et patatras ! je lui révèle que son aîné Jean-Michel et son jumeau Hubert sont membres de la IV^{ème} Internationale. Il accepte de rencontrer Pierre Frank, qui lui demande de ne pas quitter le PC ».*⁴⁷

Au niveau international, la TMR IV avait la conviction jusqu'à la fin des années 70 que la rupture avec la IV^{ème} Internationale était provisoire. On comprend que construire une véritable organisation indépendante n'était pas, dans ces conditions, le souci premier de ce courant. Il en résultait en pratique une propension à se contenter d'être un groupe de cadres politiques de « haut niveau », jouant un rôle de conseillers politiques du mouvement de masse et en particulier des courants critiques de la CGT et du PC. Et cette propension devait s'avérer durable, comme nous le verrons.

La faible TMR IV, bien que dotée d'un programme clairvoyant intitulé « *Le marxisme et notre époque* » qui fut rédigé en 1966 et adopté en 1967, ne parvint pas à faire entendre sa voix lors de la crise révolutionnaire de Mai 68. Mais elle n'a pas davantage réussi à capter à son profit la révolte de la jeunesse.

Ses militants lancent et développent les Comités Vietnam lycéens et les CAL (Comités d'action lycéens), dont certains de ses militants étaient les « dirigeants de premier plan » (Maurice Najman, Nicolas Baby, Bernard Schalscha, Joel Grynbaum...). Les CAL joueront un rôle important en mai 68, et l'axe UNEF-SNES-sup-CAL-mouvement-du-22-mars servira, autour du journal *Action*, de véritable direction politique du mouvement de Mai 68.

En mai-juin 1968, la TMR IV publie une série de huit tracts⁴⁸. Dans celui daté du 15 mai 1968, la TMR IV fait un appel :

- pour la jonction avec la classe ouvrière dans un mouvement unique axé sur l'autogestion des usines, des écoles, des universités, des services publics par les travailleurs et les citoyens ;
- pour la charte de gestion démocratique de l'université et l'éducation en général, que dégageront les assises nationales démocratiques des étudiants, des lycéens, des professeurs et des travailleurs ;
- pour l'Organisation Révolutionnaire et Démocratique Unique de la Jeunesse étudiante et ouvrière ;
- pour la Nouvelle Centrale Syndicale démocratique des étudiants et lycéens

⁴⁷ Courriel du 7 septembre 2021 de Gilbert Dalgalian à Jean-Pierre HARDY.

⁴⁸ Ces huit tracts et plusieurs articles de Michel Pablo sont publiés en juillet 1968 dans une brochure : « La crise révolutionnaire en France (mai-juin 1968) », supplément à *Sous le drapeau du socialisme* n° 45

– pour les Comités d'Action Révolutionnaire partout dans le pays réclamant la convocation de l'Assemblée Constituante Révolutionnaire et Démocratique que les circonstances générales dans lesquelles se trouve actuellement le pays exigent ».

Dans son deuxième tract daté du 18 mai 1968, la TMR IV invite les « camarades ouvriers » à imiter « l'exemple des étudiants du pays et des travailleurs de Tchécoslovaquie : créez partout le vaste réseau des conseils ouvriers démocratiques élus, ouverts à toutes les tendances idéologiques du mouvement ouvrier, qui poseront la question dans des formes concrètes de la gestion des entreprises par les travailleurs. C'est le mot d'ordre essentiel à l'heure actuelle ».

Dans les autres tracts, la TMR IV appelle les dix millions de grévistes à passer de l'occupation passive des lieux de travail à la grève active par l'autogestion des entreprises.

Face à la perspective des élections législatives anticipées, dans un tract du 10 mai 1968, la TMR IV appelle à voter pour les candidats se réclamant de la classe ouvrière sur un mandat précis : « Pour la transformation de la chambre à élire en Assemblée Constituante, pour un gouvernement sans ministres capitalistes ». Avec la future LO, la TMRIV appellera à voter pour les candidats du PSU, alors que les JCR dissoutes et les différents maoïstes appellent au boycott : « Elections, piège à cons ».

Aussi, en mai-juin 1968, la TMR IV ne se contente pas de réclamer un « contrôle ouvrier » mais plaide pour l'autogestion et « un programme de transition adéquate ». Elle dénonce enfin les mots d'ordre vagues et la « phrase révolutionnaire ».

Dans son article du 21 juin 1968, « Actualité brûlante de l'autogestion », Michel Pablo, après avoir dénoncé l'absence de mots d'ordre transitoires appropriés, affirme que « le mot d'ordre d'autogestion a la particularité d'être à la fois un mot d'ordre transitoire et mot d'ordre carrément socialiste ». Il précise :

« Il n'est pas du tout nécessaire de conquérir préalablement le pouvoir pour lutter pour l'autogestion. Il faut commencer par poser la question de l'autogestion des lieux de travail pour entamer la lutte pour le pouvoir tout entier.

C'est donc dans cette logique, dans ce développement dynamique, que réside le caractère transitoire par excellence de l'autogestion [...]

L'autogestion dans la société de transition du capitalisme ou socialisme parachevé, doit nécessairement s'articuler adéquatement d'un côté avec le plan et de l'autre avec le marché ».

Le 1er juin 1968, la TMR IV participe à la fondation du « Mouvement Révolutionnaire », qui était une tentative pour créer sous la pression de la situation révolutionnaire une structure unitaire des révolutionnaires. Il s'agissait d'une recherche pragmatique d'une solution au problème de la direction transitoire du processus révolutionnaire. Outre des militants inorganisés, la « Voix Ouvrière » future LO, la JCR, les « ex-italiens » de l'UEC avec Serge Depaquit (1929-2022), les conseillistes de Pouvoir ouvrier, des communistes libertaires de la Tribune anarcho-communiste (TAC) participent au « Mouvement Révolutionnaire ».

Aux élections législatives de 1968, la TMR IV et « Voix Ouvrière » appelle à voter pour le PSU alors que les autres organisations d'extrême gauche dissoutes appellent au boycott.

Mai 68 touche à sa fin. Les militants de la TMR IV sont seuls avec certains « ex-italiens » à soutenir l'expérience. Pourtant le « Mouvement Révolutionnaire » est mort, et en septembre 1968 se constitue le CIMR (Comité d'initiative pour un mouvement révolutionnaire) dont l'hétérogénéité politique est grande et la structuration floue. Jean-Pierre Vigier et Serge Depaquit sont parties prenantes du CIMR. Danièle Riva qui travaille à la BNP avec Nicole Marquis (femme de Gilbert Marquis et sœur de Michel Fiant) adhère au CIMR et ne quittera plus le « courant pabliste » et suivra tous les détours organisationnels proposés par Michel Pablo puis Gilbert Marquis (AMR, tendance B du PSU, CCA, AMR 2, FGA, AREV, LCR, revue « Utopie Critique »).

Lors du référendum du 27 avril 1969 sur la participation et la réforme du Sénat voulu par de Gaulle, la TMR IV estime « qu'il est erroné de s'abstenir ». Le NON doit chasser de Gaulle et ouvrir une crise

Les marxistes-révolutionnaires pour l'autogestion dits « pablistes » : des « pieds rouges » d'Algérie aux altermondialistes Jean-Pierre HARDY. Juillet 2023.

politique. La CGT, FO, l'OCI et le PC appellent à voter NON, tandis que la CFDT, LO et la LC appellent à l'abstention. Le PSU appelle aussi à voter « NON » alors que Michel Rocard préconisait le boycott.

Lors de l'élection présidentielle qui suit le départ de De Gaulle après le Non à son référendum, la TMR IV appelle à voter pour Alain Krivine, candidat de la Ligue communiste (LC). C'est André Fichaut (1927-2009)⁴⁹ qui avait été pressenti pour être le candidat de la LC, mais à cette époque, tout en étant au comité central du PCI de Pierre Frank puis de la LC, il est toujours en train de pratiquer l'entrisme dans le PCF qu'il avait entamé en 1956. André Fichaut va soutenir Krivine et va quitter concomitamment le PC qui présente Jacques Duclos et en être exclu. Michel Rocard est le « *candidat du socialisme* » soutenu par le PSU. Il obtient 3,61% des suffrages exprimés alors qu'Alain Krivine obtient 1,06 %, Gaston Deferre candidat de la SFIO 5,01% et Jacques Duclos pour le PCF 21,27%. Ces résultats expriment les rapports de forces politiques et sociaux dans la gauche à l'époque.

En octobre 1969, à la faveur d'une élection législative partielle, Michel Rocard devient député des Yvelines battant au premier tour un communiste et Maurice Couve de Murville (Premier ministre du 10 juillet 1968 au 20 juin 1969, le dernier sous la présidence de Charles de Gaulle) au second tour.

Après Mai 68, les militants lycéens de la TMR IV ne purent maintenir les CAL comme structures de masse à caractère syndical. La Ligue communiste, qui dominait à l'époque et pour quelque temps le mouvement de la jeunesse, liquida délibérément les CAL pour les transformer en ses « Comités Rouge » (Sur cette période et ces événements, voir le film de Romain Goupil : « Mourir à 30 ans ».)

Maurice Najman et les comités d'action lycéens (CAL)

Maurice Najman naquit à Paris dans une famille juive d'origine polonaise arrivée à Paris au début des années 30. Son père milita longtemps au Parti communiste. Sa mère Solange et sa grand-mère maternelle, yiddishophones, étaient des rescapées des camps d'extermination nazis. Son frère Charlie a consacré à leur mère un documentaire-fiction intense : « La mémoire est-elle soluble dans l'eau ? » (1996). Un oncle, homonyme (Maurice Najman) mourut comme volontaire en Espagne républicaine.

Maurice Najman était un des rares de sa génération à parler le yiddish. Juif, athée, il était antisioniste. Élève au lycée Jacques-Decour à Paris, il milita aux Jeunesses communistes dès 1964. Il fut rapidement en désaccord avec le mot d'ordre « Paix au Vietnam » qu'il considérait comme « pacifiste » et « petit-bourgeois ». En septembre 1966, il créa au lycée Jacques-Decour le premier Comité Vietnam lycéen autour du mot d'ordre « FNL vaincra ». Affilié au Comité Vietnam National (CVN) dirigé par Madeleine Rebérioux et Laurent Schwartz, il représenta bientôt les Comités lycéens à la direction nationale. À la même époque, il est en contact par l'intermédiaire de Michel Fiant et de Gilbert Marquis avec la Tendence Marxiste Révolutionnaire Internationale de la IVème Internationale (TMRI IV) dirigée par Michel Raptis dit Pablo, qui venait de rompre avec la Quatrième Internationale. Ce regroupement politique, tout en s'efforçant de s'implanter dans la classe ouvrière, accorde beaucoup d'importance aux jeunes, aux femmes, plus généralement aux nouveaux terrains de lutte comme la famille ou la sexualité.

À la rentrée 1967, étudiants et lycéens parisiens se mobilisèrent notamment contre le Plan Fouchet et contre les Ordonnances. Certains lycées parisiens étaient en grève le 13 décembre. Celle-ci précipita la formation du premier Comité d'Action Lycéen (CAL), lors d'un meeting de 100/120 lycéens au Lycée Jacques Decour, le 15 décembre. Maurice Najman y prit une part très active. Les CAL se battaient aussi contre les lycées-casernes, pour la liberté vestimentaire et la liberté d'expression plus généralement. Même après que la JCR se soit lancée dans la construction des CAL et que Michel Recanati en soit devenu le leader national, Maurice Najman apparaissait comme le porte-parole le plus brillant, mêlant parfaitement « culture rock » et engagement marxiste. [...]

Jean-Pierre Salles Premiers paragraphes de la biographie pour le Maitron de Maurice Najman,

⁴⁹ André Fichaut, *Sur le pont : souvenirs d'un ouvrier trotskyste breton*, Editions Syllepse, 2003.



Daniel Cohn-Bendit et Maurice Najman en mai 1968

En juin 1969 se produit au sein du CIMR une rupture qui donne naissance à l'Alliance marxiste révolutionnaire (AMR).

1.3. L'Alliance Marxiste-Révolutionnaire –AMR- (juin 1969-février 1975)

Malgré la scission de la gauche de l'UEC, les événements de Mai 68, la TMR IV a sous-estimé l'importance plus grande qu'il fallait donner au travail indépendant pour organiser les travailleurs et les jeunes en rupture avec le PC, et ainsi œuvrer à la crise interne au sein du PCF.

La constitution d'une organisation indépendante ne se fait donc qu'avec l'AMR, les 28 et 29 juin 1969, lors d'un congrès constitutif à Lyon, c'est-à-dire beaucoup trop tard pour participer à la première vague de recomposition du mouvement ouvrier qui vit la formation d'une gauche révolutionnaire à écho de masse. Elle se fait de surcroît malgré l'hostilité de la direction internationale de la TMR IV.

« Le congrès constitutif de l'AMR, en juin 1969, devait adapter la politique entriste aux nouvelles conditions de la lutte de classe issues de l'épreuve de Mai 68... L'objectif stratégique de l'AMR impliquait donc la modification de la tactique entriste. Le pôle extérieur ne pouvait se limiter à un rôle propagandiste. Il devait organiser sur une orientation révolutionnaire les secteurs du mouvement de masse qui s'émançaient du contrôle direct des organisations traditionnelles. Et, en premier lieu à l'époque, le mouvement de la jeunesse scolarisée. »

L'AMR continue donc à porter une grande attention au développement de l'opposition communiste dans le PCF. Aussi, elle privilégie les contacts, les débats, les échanges avec le groupe oppositionnel « UNIR pour le socialisme », puis plus tard avec les CIC (Centres d'initiative communiste). Elle cherche à renforcer cette opposition, considérée comme complémentaire à elle. L'organe de l'AMR « L'Internationale » offre des tribunes et consacre de nombreux articles à l'opposition interne dans le PC. Aussi, en 1969, si l'AMR est constituée, il est déjà trop tard pour tenter de capitaliser la vague de radicalisation de la jeunesse de 1968. D'autant que l'AMR n'a initialement pas une idée parfaitement claire de son rôle : véritable organisation indépendante pratiquant son programme ou pôle externe tourné essentiellement vers les courants critiques du PC.

Si le développement de l'AMR est incontestable, il est pourtant sans commune mesure avec celui d'autres courants d'extrême gauche qui apparaissent, aux yeux des éléments radicaux de la jeunesse quelque peu désorientés dans les années d'après 1968, comme des cadres autrement plus confortables et sécurisants...

Il y aura donc dans l'orientation de l'AMR, et ce jusqu'en 1972, deux logiques :

- La logique de « l'entrisme *sui generis* » ;
- La logique de la construction d'une organisation indépendante intervenant et faisant des démonstrations sur la base de son orientation et de son programme révolutionnaire pour l'autogestion.

Il serait faux de dire qu'à l'époque ces deux logiques apparaissent contradictoires. Elles se mêlent et se combinent notamment parce que « l'entrisme *sui generis* » implique la nécessité d'un travail indépendant (notamment un organe de presse 100 % marxiste-révolutionnaire) combiné à un travail entriste proprement dit. Mais cette conception n'est « équilibrée et globale » qu'en théorie. Dans la pratique, « l'entrisme *sui generis* » qui se réalise sur la base de forces limitées signifie la priorité au secteur « entriste » et la limitation de l'activité indépendante à de la propagande plus ou moins régulière.

D'ailleurs, dans une série de pays où la TMRI a cette politique « entriste » (PS au Chili, parti travailliste et PC en Australie, PC italien, etc.), il n'existe pas, ou alors très épisodiquement, de publications indépendantes. Cette pratique contredit en outre la bataille menée dans les années 1950 par Pablo contre Germain-Mandel qui, en Belgique et en RFA, refusait de combiner entrisme dans la social-démocratie et apparition indépendante de la IV^{ème} Internationale.

« L'entrisme *sui generis* » se concrétise généralement par une activité de « conseillers politiques » des éléments critiques du PCF et de la CGT. Cette organisation de « conseillers politiques » ne peut qu'être composée de cadres politiques, ce qui limite son recrutement et lui donne un caractère élitiste.

Il y aura donc jusqu'en 1972, c'est-à-dire jusqu'à ce que l'AMR s'oriente plus fermement vers une politique de regroupement des révolutionnaires pour l'autogestion, compromis entre ces deux logiques. Ce compromis est rendu facile du fait de la réalité contradictoire :

- Il y a développement de secteurs extérieurs au mouvement ouvrier traditionnel, et plus particulièrement du PCF et de la CGT : formation d'une gauche révolutionnaire, montée de la CFDT « syndicat proto-parti » socialiste autogestionnaire, développement du mouvement de la jeunesse ;
- L'influence du mouvement ouvrier traditionnel sur la majorité de la classe ouvrière est maintenue.

La tendance internationale (TMRI) penchait pour l'orientation « entrisme *sui generis* ». L'AMR, elle, était sensible à la pression du mouvement de la jeunesse dans lequel elle intervenait sur son programme et où elle recrutait. Cette pression avait déjà amené les militants de la section française de la TMR IV à des initiatives indépendantes : comités Vietnam lycéens, CAL en 1967, Comité d'initiative pour un front révolutionnaire de la jeunesse (CIFRJ).

1.3.1. L'intervention de l'AMR dans les « nouveaux mouvements sociaux »

Sur la base des acquis programmatiques de la TMR IV, l'AMR intervient et se développe quelque peu dans les secteurs de la jeunesse scolarisée.

En effet, partant de sa compréhension de l'autogestion comme « clef de voûte » du programme révolutionnaire de notre époque, de son analyse du capitalisme de survie et de sa crise généralisée, l'AMR, poursuivant l'élaboration commencée en 1967 (articles de SDS sur le mouvement de la jeunesse, sa radicalisation, sa prolétarianisation et ses nouvelles aspirations), en tira des conclusions sur la prolétarianisation croissante de couches sociales et sur l'irruption des jeunes et des femmes dans la lutte de classe.

L'AMR est en effet très sensible à l'importance du mouvement de la jeunesse et du mouvement des femmes, à l'époque où la gauche révolutionnaire n'y voyait que manifestations petites bourgeoises. Seule organisation de la gauche révolutionnaire à entreprendre une élaboration politique sur ces nouveaux mouvements sociaux, l'AMR, tout en avançant des analyses (prolétarianisation croissante de couches sociales, les étudiants sont dans leur grande majorité des travailleurs en formation, etc.) dont la pertinence sera reconnue plus tard par l'extrême gauche et la gauche, développe aussi des thèses confuses et inachevées offrant des possibilités d'interprétations diverses...

Ces thèses surestiment la dynamique révolutionnaire de ces mouvements, leur caractère autogestionnaire étant censé les rendre objectivement révolutionnaires. Ces mouvements ayant un caractère révolutionnaire et autogestionnaire, l'idée de la nécessité d'une « *nouvelle alliance révolutionnaire* », à laquelle il fallait aussi donner des formes organisationnelles, est avancée.

Cette idée de la « *nouvelle alliance* » avancée par Pablo dans une série d'articles dans "L'internationale" est débattue dans l'AMR à son 2e congrès (juin 1973). Ouvrant des possibilités de « théorisations » multiples, elle avait le grave défaut de laisser supposer que les jeunes et les femmes formaient à côté de la classe ouvrière des couches sociales entièrement distinctes, des « quasi-classes », dont les intérêts historiques spécifiques devaient les conduire à la révolution et à l'autogestion.

Sur l'analyse de ces « nouveaux mouvements sociaux », donc, contrairement à la sclérose idéologique et programmatique du reste de l'extrême gauche, toutes variétés de maoïsmes et de trotskismes confondus, l'AMR progresse positivement tout en ne maîtrisant pas entièrement toutes les données du problème.

L'AMR peut s'appuyer sur les écrits de prison de 1960 de Michel Pablo sur la libération des femmes⁵⁰.

Pour ce qui est de l'activité pratique, l'AMR :

- S'investit par ses militantes, dès décembre 1970, dans le Mouvement de libération des femmes (MLF) et contribue à l'organisation des grandes manifestations et apparitions qui ont marqué le MLF au début des années 1970.
- Développe des positions anticapitalistes et autogestionnaires dans le MLF avec la charte des cercles Elisabeth Dmitriev, « Pour un féminisme autogestionnaire »⁵¹, et défend tout à la fois son autonomie et sa nécessaire liaison avec le mouvement ouvrier.

Encadré 1:

Jalon pour notre histoire : Rapide histoire du Cercle féministe autogestionnaire Elisabeth Dimitrieff (1970/1975), par Danielle Riva⁵²

Nous avons imposé en Novembre 1970 une Assemblée Générale à toute l'AMR avec l'ambition de vouloir intégrer une bonne fois pour toute la critique du patriarcat dans le projet révolutionnaire tout en participant à la construction d'un mouvement de femmes autonome et non mixte [...].

Nous ne voulions pas nous couper de cette organisation mais cela dépendrait de leur attitude. Ce fut assez épique malgré tout. Quoi qu'il en soit à la fin de cette A.G nous l'avions emporté politiquement une vraie exception dans l'extrême gauche à ce moment-là [...].

Nous avons été happées par le mouvement, les groupes de conscience et les A.G. des Beaux-Arts, emportées par un torrent d'affects et de paroles libérées. Nous n'étions pas mandatées par l'AMR, nous n'étions pas là pour faire un travail de fraction sectaire ni prendre un quelconque pouvoir ou autorité sur le mouvement. Nous ne pouvions que nous impliquer personnellement et nous remettre en question. Autant de raisons pour lesquelles nous avons été acceptées sans problèmes, tout en étant reconnues comme militantes d'une organisation politique, à la différence des filles venant du maoïsme qui avaient dû rompre avec leurs organisations, alors que la Ligue Communiste n'a pris conscience que plus tardivement de l'importance du mouvement [...].

Nous revendiquions le féminisme et le marxisme et nous voulions être un lieu de propositions et de débats. Avec quelques filles du mouvement (comme Emmanuelle de Lesseps qui fonda par la suite avec Christine Delphy, Questions féministes) nous avons mis en place un courant, non mixte, ouvert à toutes : le cercle Elisabeth Dimitrieff, essentiellement à Paris, puis à Lyon et ensuite à Bordeaux et à Nantes [...]

Elisabeth Dimitrieff a fondé avec Nathalie Lemel « *l'Union des femmes pour la défense de Paris* » en avril 1871. Elle militait pour la création d'ateliers coopératifs féminins [...].

Toute notre action dans le mouvement a été déterminée par le fait qu'il ne devait pas se résumer à

⁵⁰ Hall Greenland, The odyssey of Michel Pablo : the life and times of Michalis Raptis (1911-1996), Chapitre 10 écrits de prison 1960-61 à paraître et l'article dans la revue *Quatrième Internationale* d'octobre 1960.

⁵¹ *Brève histoire du MLF : pour un féminisme autogestionnaire*, Edition Savelli, 1976.

⁵² Ce texte rappelant l'histoire du cercle féministe autogestionnaire Elisabeth Dimitrieff a été présenté par Danielle Riva le 25 septembre 2010 à l'occasion du colloque "*Faire et écrire l'histoire féministe et lutte de classes de 1970 à nos jours*", colloque organisé à Paris par le collectif Droits des femmes.

un mouvement d'intellectuelles et d'étudiantes mais qu'il avait vocation à devenir un mouvement féministe de masse [...].

Nous avons défendu le Manifeste des 343 et l'avons réalisé de bout en bout jusqu'à sa sortie dans la presse (5 avril 1971) [...].

Le M.L.A (Mouvement pour la Liberté de l'Avortement) donna naissance au Manifeste des 331 médecins qui déclarèrent avoir pratiqué des avortements puis au MLAC national (Mouvement pour la Liberté de l'Avortement et pour la Contraception) qui se réunissait dans les locaux de la CFDT à Montholon avec Jeannette Laot (Secrétaire nationale), Simone Iff du Planning familial et quelques représentantes politiques : Arlette Laguiller pour L.O. et qui ne disait jamais rien, Irène Krivine pour la Ligue communiste, Colette Audry le PS, Irène Charamande le PSU, moi pour l'AMR et Dimitrieff.

Nous avons donc participé à l'élaboration de la chartre du MLAC et nous avons été par ailleurs le seul courant politique à soutenir le meeting de lancement organisé par le MLAC national et le Planning à la Mutualité en février 1973 [...].

C'est au cercle E. Dimitrieff que l'on doit dès le début de 1971 l'impulsion pour la création des comités de quartiers. Le premier créé en mars 1971 a été le 18ème suivi par le 20ème et le 15ème [...]. Avec le groupe du 18ème nous avons été à l'initiative de la première coordination des groupes de quartier vers la fin janvier 1972. Ensuite, avec le 18e et Nanterre nous avons lancé les premiers débats sur le thème « luttes de femmes/luttes de classes », les 10 et 17 Juin 1972 [...].

Plusieurs questions ont alors été abordées : Quels rapports entre patriarcat et capitalisme ? Quelle analyse de classe sur l'oppression des femmes ? Conscience féministe/conscience de classe ? [...]

[...] notre publication, la brochure « *Sortir de l'ombre* » en mai 1972, rééditée et réactualisée avec un bilan critique en avril 1975 sous le titre – « *Pour un féminisme autogestionnaire* ».

Aujourd'hui on parle du « Care », nous à l'époque nous étions (et je reste toujours) pour la socialisation de toutes les tâches dites domestiques dans des structures autogérées, ouvertes 24h/24, gratuites, avec un personnel formé et bien rémunéré, à la totale disposition de qui voulaient les utiliser. Nous y abordions aussi diverses questions : qu'est-ce que la virilité, « l'éternel féminin », l'amour, la sexualité, le travail, sans omettre de réaffirmer la nécessité de la pérennité d'un mouvement de femmes autonome et non mixte dans la lutte pour une société socialiste autogérée.

Le cercle s'est auto-dissout peu à peu avant la fin de l'année 1975. Le mouvement se renforçait mais la pratique féministe était éclatée entre groupes de conscience, groupes de travail, groupes de quartiers, les F.R d'un côté, Psy et Po de l'autre et par ailleurs les « gouines rouges » [...].

[...] militer au mouvement des femmes se révéla être un militantisme intense même s'il était plein de joie et d'humour. Une lassitude physique commençait à poindre car il fallait, quand même, pour une partie d'entre nous se rendre quotidiennement au boulot et assumer non pas la double, mais la quadruple journée si l'on ajoutait à la journée de travail, militantisme féministe, syndical et politique.

Mais surtout le militantisme féministe collectif du cercle n'a pas résisté aux aléas de la vie politique qui ont suivi le reflux de Mai 68 et qui ont conduits l'A.M.R. à rejoindre fin 1974 début 1975 le PSU alors parti des LIP et de l'autogestion.

Des dissensions sont apparues sur l'avenir du cercle, entre nous et entre nous et les femmes du PSU, malgré le soutien d'Yvette Bouchardeau secrétaire nationale responsable du travail femmes.

Quelle commission femmes mixte ou non mixte ? Quels rapports entre cette commission femmes PSU et le Cercle ? Quelle autonomie ? Cercle de réflexion féministe autonome et non mixte ou cercle de propagande du PSU dans le MLF ?

Nous avons décidé de faire le point, de rééditer la chartre en avril 75 en la réactualisant.

Peu à peu, toutefois, chacune s'est désinvestie choisissant son propre chemin militant. 40 ans plus tard la société n'est plus exactement la même [...].

- Dans le mouvement lycéen, comme nous l'avons déjà rappelé, dès les premières luttes contre le port obligatoire de la blouse, elle lance les Comités d'action lycéens (CAL) en 1967 et, dans l'enseignement technique, les CAET (Comités d'action de l'enseignement technique). L'AMR, qui ne parvint pas à sauvegarder ces organismes et à leur donner un caractère de masse et syndical, participa aux différentes mobilisations lycéennes. Dans le mouvement lycéen contre la loi Debré en 1973, certains de ses cadres jeunes (Charly Najman (1956-2016) qui participe au débat télévisé crucial sur la 2ème chaine du 2 avril

1973 se hissèrent comme « leaders » de ce mouvement avec des militants de l'époque de la Ligue communiste (Michel Field). L'AMR, enfin, impulsa les premières expériences de « 10 % sauvages »⁵³ dans les lycées. Dans le mouvement lycéen et ses mobilisations, elle défend la nécessité d'un syndicat lycéen⁵⁴. La Ligue communiste et les autres groupes gauchistes ont pour politique d'instrumentaliser les mobilisations lycéennes à leur profit. Cette politique isolera la gauche révolutionnaire du mouvement lycéen, qui ne tardera pas à la vomir.

- Dans le mouvement étudiant, après 1968, les organisations révolutionnaires qui se développent n'ont ni programme syndical, ni programme autogestionnaire. La Ligue communiste, les mao-spontanéistes, la direction du PSU prônent la « désyndicalisation » de l'UNEF, qui devient le champ clos des rivalités et des affrontements des groupes d'extrême gauche qui veulent la transformer en (leur) « mouvement politique de masse » révolutionnaire. L'UNEF est alors désertée par les étudiants, la Ligue communiste et les « maos » la quittent, puis c'est le tour de la direction du PSU, si bien que l'UNEF éclate en deux fractions politiques : L'UNEF-AJS (lambertiste), qui prendra le nom d'UNEF-US (US = Unité Syndicale) après avoir été appelée « UNEF Soufflot » (siège historique de l'UNEF rue de Soufflot, conquis « physiquement » par l'AJS) , et l'UNEF-UEC qui prendra le nom d'UNEF-renouveau.⁵⁵

Dans les lycées, Charly Najman⁵⁶ participe au nom de l'AMR activement à tous les mouvements d'ampleur nationale. Dans « l'Affaire Guiot » (février 1971) il fait adopter au nom du CLL (Centre de luttes lycéens) associant entre autres l'AMR, la JEC, des lycéens du PSU, le principe d'un sit-in à Saint-Michel le jour du procès en appel de Gilles Guiot. Présent dans la lutte contre la « circulaire Guichard » (novembre 1971), c'est principalement dans le mouvement contre la Loi Debré de réforme des sursis (printemps 1973) qu'il confirme comme d'autres militants ses capacités d'initiative ; il est membre du collectif de la coordination et passe dans plusieurs émissions d'actualité. Il est au cours de cette période sanctionné pour ses activités, passant de lycée en lycée : Jacques Decour, Balzac, Colbert, Voltaire. Dans les universités, il un des leaders du mouvement contre la réforme du deuxième cycle, et un des dirigeants du MAS (Mouvement d'action syndicale) syndicat « anticapitaliste et autogestionnaire » en lien avec la CFDT, fondé en mai 1976.

L'AMR n'est donc pas tombée dans les errements antisyndicaux. De 1969 à 1971, elle défend dans l'UNEF une ligne du « syndicalisme révolutionnaire » qui vise à doter le syndicalisme étudiant d'un programme dont l'axe est le contrôle étudiant, « le présalaire », l'élection des délégués de lutte et de contrôle. Cette ligne s'inscrit dans la construction de l'UNEF comme seul cadre unitaire et syndical du milieu, au travers de l'existence de la Tendence syndicaliste révolutionnaire (TSR).⁵⁷

Le fait que l'AMR n'ait pas réussi à faire triompher son orientation dans le mouvement de la jeunesse scolarisée, sa constitution avec retard et son dilettantisme organisationnel connu, expliquent le non-développement de cette AMR par rapport aux autres organisations d'extrême gauche.

⁵³Fruit de Mai 68, l'administration scolaire pouvait librement utiliser 10 % du temps scolaire. Avec les « 10 % sauvages », les lycéens décident eux-mêmes de l'utilisation de ce temps en organisant des débats et en invitant des intervenants extérieurs pour traiter, par exemple, de l'avortement et de la contraception...

⁵⁴Leschi Didier et Morder Roby, *Quand les lycéens prenaient la parole : les années 68*, Editions Syllepse, 2018.

⁵⁵Résolution de la conférence nationale étudiante de juin 1980 des CCA : « Notre orientation ces 12 dernières années ».

⁵⁶Morder Robi, *Charlie Najman, années 68-70, du Sthetel à l'internationale, un cosmopolite* ; Le blog de ROBI MORDER, 26 juillet 2016.

⁵⁷Morder Robi, *Années 1970 et 1980 : décompositions et recompositions*, sous la direction de Jean-Philippe Legois, Alain Minchablon, Robi Morder, *Cent ans de mouvement étudiant*, Editions Syllepse, mars 2007.



Charles (Charly) Najman, 1972, l'Internationale (journal de l'AMR) dans les mains



Michel Fiant et Gilbert Marquis écrivaient en 1977 dans leurs "Réflexions sur le bilan de l'AMR (Alliance marxiste révolutionnaire)" :

« Mais nous nous construisions le mouvement de masse, pendant que d'autres construisaient leurs organisations (...)

*Il est clair qu'une telle pratique appelle sa théorisation. Si l'organisation révolutionnaire ne parvient pas à répondre rapidement aux nouveaux problèmes, c'est qu'elle n'est pas qualifiée pour le faire, les réponses des structures du mouvement de masse sont suffisantes ».*⁵⁸

Il est dès lors possible de comprendre pourquoi et comment, dans de telles conditions, ce courant fut tenté de théoriser la relativisation du rôle de l'organisation. En quoi celles qui existaient à l'extrême

⁵⁸ Lettre Politique de la TMRI n° 16. Oct. 77

gauche pouvaient-elles prétendre être d'un apport politique essentiel⁵⁹ ? N'étaient-elles pas plutôt des indices, des témoins, d'une recomposition en marche du mouvement ouvrier ? En parallèle, l'AMR surestime quelque peu la sensibilité du mouvement de masse et sa dynamique « naturelle ».

L'AMR lutte très tôt pour un syndicat de soldats dans l'armée. Ses militants structurent les premiers comités de soldats de masse à caractère syndical (Reims, Mourmelon) et fondent avec le PSU et des militants socialistes « Information pour les Droits du Soldat » (IDS), dont ils seront les principaux animateurs jusqu'à la disparition de cette organisation du fait de la suppression de la conscription au profit de l'armée professionnelle à la fin des années 1990.

Dans les entreprises, tout en conservant une implantation dans la métallurgie⁶⁰, l'AMR réalise « *une pénétration assez avancée et souvent fonctionnelle dans les secteurs comme les banques, les PTT, la santé, le commerce, le transport à Paris comme en province* »⁶¹. Nicole Marquis et Danielle Riva impulsent l'implantation de l'AMR dans le secteur bancaire, en particulier à la BNP. A l'occasion du décès de Gilbert Marquis son fils, serge⁶², fait aussi un portrait émouvant de sa mère.

Nicole Marquis

Je peux difficilement évoquer mon père sans parler de ma mère, avec laquelle il avait trouvé un équilibre. J'entends encore le cliquetis des machines à écrire dans la grande salle des sténodactylos où elle travaillait, en rangs serrés, boulevard Barbès (18^e) au siège de la BNP – ce bruit permanent matin, midi et soir, les touches qui frappent, le retour chariot, la pointeuse, la cantine, les milliers d'employés s'agitant à cette occasion [...]

Encore un mot concernant ma mère chérie, Nicole, qui a toujours su s'occuper de mon frère et moi : elle est décédée à l'âge de soixante-quatre ans. Médaille du travail, début du boulot à moins de seize ans après le certificat d'étude, une riche activité syndicale, pas d'évolution de carrière bien sûr. Les syndicalistes le savent, le bas salaire, c'est pour eux tout du long de la vie. Après mai-68, elle est élue au Comité exécutif de la CFDT BNP-Paris. Mais Edmond Maire veillait : leur section syndicale a été dissoute, premier exemple de ce que l'on a appelé le « *recentrage* » (1977), et qui conduira à la dissidence et, bien des années plus tard, à la création de SUD. Perdant tous ses mandats, ma mère s'est retrouvée de nouveau en proie aux tracasseries patronales, baladée d'une agence à l'autre, d'un bureau sans fenêtre à l'autre. Elle redevint déléguée du personnel, ré-adhéra à la CGT, puis déléguée syndicale à nouveau. Une vie de bagarres permanentes pour une femme courageuse qui prenait tout à cœur. A son décès, nous avons écrit une épitaphe sur le faire-part : « *Nicole, toujours droite !* »

Cette implantation lui permet d'être partie prenante des grandes luttes dans ces secteurs en 1973-1974 (banques, PTT). A la conférence nationale ouvrière de 1972 organisée en commun par l'AMR, Lutte ouvrière (LO) et le PSU, l'AMR propose aux camarades du PSU de Lip l'exemple des chantiers navals de la Clyde en Grande-Bretagne comme exemple de lutte autogestionnaire avec remise en route de la production.

Nicole Marquis, élue au Comité exécutif de la CFDT BNP-Paris voit sa section syndicale dissoute en 1977 dans le sillage des grèves qui ont eu lieu depuis trois ans dans le secteur bancaire, auxquelles ont participé activement deux autres militants de l'AMR, Joël Grymbaum et Alain Mamou-Mani.

⁵⁹ Filoche Gérard, *Mai 68, histoire sans fin, tome 1*, Jean-Claude Gawsewitch éditeur, octobre 2007. Il dénonce les politiques manipulatoires de la LCR dans ces nouveaux mouvements sociaux qu'il fallait instrumentaliser avec des « fronts rouges » pour d'abord se construire soi-même.

⁶⁰ Il y a les portraits d'un certain nombre de militants « pablistes » de l'usine de Chausson dans l'ouvrage : *Chausson : une dignité ouvrière*, Bernard Masséra et Daniel Grason, Editions Syllepse, 2004.

Benoit Henri et Clara, *L'Algérie au cœur : révolutionnaires et anticolonialistes à Renault Billancourt*, Editions Syllepse, octobre 2014.

La revue du syndicat Solidaire, « Les Utopiques » n°7 Printemps 2018, présentent les portraits d'Alain Martinez et Henri Benoit, militants « pablistes » dans la métallurgie.

Dans un ouvrage publié en 2022, par la maison d'édition de Lutte Ouvrière, « Les Bons Caractères », intitulé « Vivre Heureux en luttant », le cadre historique de Voix Ouvrière-Lutte Ouvrière, Désiré Nogrette précise que pendant la grève de 1975 « Alain Martinez, militant de l'AMR (qui a fusionné avec le PSU) fut élu président du comité de grève du bâtiment G » (page 110) de l'usine Chausson d'Asnières Gennevilliers ; Selon lui, « sept ou huit jeunes entouraient Martinez (délégué CGT au CHS) militant de l'AMR à l'époque au PSU » (page 97).

⁶¹ Courrier du PSU, nouvelle série n° 1 février 1975 : dossier AMR

⁶² Serge Marquis, *Gilbert Marquis, mon père*, Médiapart, 9 février 2015.

L'AMR défendit avec constance et fermeté, et ce dès les premiers balbutiements de l'Union de la gauche, la nécessité d'une politique de Front unique ouvrier prenant en France la forme de la lutte pour un gouvernement du PC et du PS sur un programme anticapitaliste appuyé et contrôlé par des comités unitaires à la base.

Ce courant a réellement joué un rôle d'avant-garde au sens où il fut capable de dégager, au milieu de la complexité du réel, les tendances déterminantes des évolutions futures et des voies de radicalisation du mouvement social. Et pourtant, donc, ce courant n'a jamais réussi à construire un outil organisationnel à la hauteur des ambitions que justifiaient ses capacités d'analyse et sa sensibilité au mouvement multiforme des travailleurs et de la jeunesse. Nous ne pouvons voir dans de telles carences le seul fruit de coïncidences malheureuses, de circonstances néfastes. Même si elles ont pu peser parfois d'un poids non négligeable, elles ne suffisent pas à expliquer cet échec. Mais nous voudrions souligner combien grande a été la contradiction permanente entre la capacité novatrice qui présida à l'élaboration de ce courant et sa faiblesse organisationnelle durable. Comment ne pas être frappés par ce contraste alors que, aux mêmes périodes, des courants d'extrême gauche beaucoup moins bien armés théoriquement réussissaient à construire des « appareils » (dont certains se sont, il est vrai, révélés bien éphémères, mais d'autres perdurent encore).

Pour ce qui est de son fonctionnement, l'AMR se réfère au « centralisme démocratique », même si à son deuxième congrès elle discute d'un système d'organisation propre à une organisation révolutionnaire autogestionnaire. Ces débats n'iront pas à leur terme et, comme nous le verrons, lors de la sortie de la tendance B (TB) du PSU, des militants ex-AMR les reposeront. Mais, pour n'avoir jamais été maîtrisés, ils auront des effets désagrégeurs.

1.3.2. L'AMR et l'unité des révolutionnaires

Lors des élections municipales de 1971, l'AMR appelle à voter au 1^{er} tour pour les listes du PSU et de la gauche révolutionnaire.

Sur Paris, il y a des rapprochements entre le PSU et LO ; l'AMR y participe mais sans concrétiser sa présence dans les listes. Ces listes PSU-LO font dans certains arrondissements entre 5 à 9 % des voix. Au 2^e tour, l'AMR appelle au vote pour les listes PC-PS sans le parti radical.⁶³

Lors d'élections législatives partielles sur Paris, il y a des candidatures communes, PSU-LO soutenues par l'AMR et la ligue communiste, sachant que la fédération de Paris du PSU est dominée par le courant marxiste-révolutionnaire du PSU, notamment des proches d'Yvan Craipeau.

Rappelons que déjà aux élections législatives de juin 1968, VO dissoute future LO avait appelé à voter pour les candidats du PSU alors que la future LC appelait au boycott.

A son premier congrès, qui se tient à Paris du 18 au 20 décembre 1971, l'AMR insiste encore sur l'importance d'un travail en direction du PCF. Elle souligne que le congrès d'Épinay, qui vient de se tenir, va entraîner « le renouveau du PS ». Aussi l'AMR appelle-t-elle tous les révolutionnaires à s'unir pour un gouvernement anticapitaliste s'appuyant sur un réseau de comités de base et pour la convocation d'une assemblée constituante fondée sur ces comités de base.

Ce congrès élit un bureau exécutif (BE) composé de sept membres : Michel Fiant, Gilbert Marquis, Maurice Najman, J. Frédéric, Jean-Louis Weissberg, Bernard Schalscha, Paquito Schmidt.

Dans une lettre ouverte aux organisations révolutionnaires et au PSU du 5 janvier 1972 publiée dans « l'Internationale » n° 15 de janvier 1972, l'AMR appelle à s'unir pour « *un gouvernement des travailleurs* » et propose une campagne commune appelant à la constitution de « *comités pour un gouvernement des travailleurs* ».

⁶³ L'Internationale n° 8, février 1971



Manifestation du 1er mai 1971, Paris. De gauche à droite : Alain Krivine, Michel Rocard, Gilbert Marquis, Michel Fiant.



Elections législatives partielles de juin 1970.

Cette lettre ouverte est adressée aux Centres d'initiative communiste (CIC), à la Ligue communiste (LC), à Lutte ouvrière (LO), à l'Organisation communiste internationaliste (OCI), à l'Organisation révolutionnaire anarchiste (ORA), au Parti socialiste unifié (PSU) et à l'organisation communiste « Révolution », mais pas aux organisations maoïstes et mao-staliniennes.

L'extrême gauche et le PSU opposèrent à cette proposition des refus et des sarcasmes : ils ne voyaient pas que l'accord d'union de la gauche, loin d'être purement conjoncturel, offrait une alternative crédible pour les travailleurs, qu'il s'agissait d'une réponse réformiste à Mai 68

Les marxistes-révolutionnaires pour l'autogestion dits « pablistes » : des « pieds rouges » d'Algérie aux altermondialistes Jean-Pierre HARDY. Juillet 2023.

L'unité des révolutionnaires défendue par l'AMR est une idée cohérente avec son programme. En effet, le parti révolutionnaire ne sera pas forcément unique et suffisamment construit dans les échéances révolutionnaires. A défaut d'un parti révolutionnaire constitué et ayant une influence de masse, il est nécessaire de constituer « *une direction révolutionnaire transitoire* » grâce à un front unique de groupes et tendances révolutionnaires. Il est évident que l'unité des révolutionnaires permet un meilleur rapport de force face aux réformistes à la condition que ce ne soit pas pour une politique ultragauche du type FUR (Front unique des révolutionnaires) portugais en 1975. En 1977-1978, comme nous le verrons, les Comités communistes pour l'autogestion (CCA) feront campagne pour « *l'unité des révolutionnaires pour l'unité ouvrière* ».

Ce meilleur rapport de force permet soit d'imposer l'unité aux réformistes sur des objectifs partiels, soit de mener campagne de manière autonome sur des objectifs unitaires repoussés par les réformistes.

Dans une note (courrier du PSU n° 1 de février 1975), le Bureau exécutif (BE) de l'AMR présente cette politique ainsi :

« Il ne s'agissait pas d'une tentative œcuménique et idéaliste ; il s'agissait de partir des constatations suivantes :

- *Mai 68 a fait émerger un « pôle » révolutionnaire à la gauche des organisations traditionnelles, qui est devenu une constante de la vie politique en France.*
- *Ce pôle, pris globalement, constitue une référence pour nombre de travailleurs et de jeunes combattifs.*
- *La mobilisation unitaire de l'extrême gauche peut être capable d'imposer « l'unité de tout le mouvement ouvrier sur des objectifs anticapitalistes » (ex. : manif du 13 mai 1968, mouvement contre la loi Debré en 1973 et plus récemment la campagne pour les 3 de Draguignan...*

Il fallait donc que l'extrême gauche se mette d'accord sur des campagnes communes pour impulser de tels mouvements. C'est la raison pour laquelle dans les années 69, 70, 71 nous proposons la mise sur pied d'un Comité de Liaison Permanent des Révolutionnaires où ces problèmes auraient pu être discutés. Malheureusement, là encore, la politique boutiquière et à courte vue de l'extrême gauche ne put faire aboutir cette proposition ».

Les autres organisations révolutionnaires invoquèrent à certaines périodes (électorales surtout) la nécessité de l'unité des révolutionnaires. Pour elles, cependant, cette bataille n'était pas la conséquence d'une orientation de principe, partie constitutive d'une politique correcte de Front unique ouvrier (FUO), mais une simple question de rapport de force interne à la gauche révolutionnaire, et donc variant avec ce dernier.

Encadré 2

Le PSU (1960-1971) : parti de l'unité des révolutionnaires ou 3^{ème} parti de l'union de la gauche

On retrouve dans le PSU créé en 1960 :

- La mouvance mendésiste (Pierre Mendès France a été membre du PSA puis du PSU dont il a été le député à Grenoble. Il quitte le PSU après Mai 68)
- Des chrétiens de gauche
- Des sociaux-démocrates en rupture avec la SFIO qui soutenait l'Algérie Française et le coup d'Etat bonapartiste gaulliste
- Des « néo-réformistes »
- Des ex-membres du PCF
- Des marxistes-révolutionnaires de diverses obédiences dont des « pablistes » ne pouvant pas faire de l'entrisme dans le PCF et des « trotskistes » issus de différentes ruptures au sein de la 4^{ème} Internationale, des trotskistes hétérodoxes, tous à la recherche de voies nouvelles.
- Divers courants maoïstes prochinois

Pas étonnant qu'il n'y a donc pas eu un PSU, mais des PSU selon les périodes et aussi des PSU dans le PSU.

Le 1^{er} congrès du PSU en mars 1961 se prononce à 84% pour un « *Front socialiste* » excluant « *les*

démocrates non-socialistes et autres républicains ». La motion « *socialisme moderne* » d'inspiration mendésiste fait 16% des mandats. Le 2^{ème} congrès du PSU de janvier 1963, congrès dit des 7 tendances, suivi du 3^{ème} congrès de novembre 1963 dégage une courte majorité (52%) dite « *moderniste* » compte tenu du ralliement du courant mendésiste au courant Depreux-Rocard. Jean Poperen (1925-1997) coalise la minorité avec son courant et la Tendance Socialiste Révolutionnaire (TSR) pour défendre un « *contrat d'unité* » entre le PCF, la SFIO et le PSU qui devra être conclu sur un « *programme de transition vers le socialisme* ». Si le courant de Jean Poperen s'oppose, au nom de la lutte des classes, à la branche « *moderniste* » du PSU qui serait fascinée par la « *nouvelle bourgeoisie technicienne* », la TSR soutient la motion qui va le plus dans le sens d'une politique de « *front unique ouvrier* », un classique du mouvement trotskyste.

Après avoir condamné la tentative de Gaston Defferre de constituer une « *grande fédération* » avec les centristes et les démocrates-chrétiens excluant le PCF, le 4^{ème} congrès du PSU en juin 1965 apporte son soutien à la candidature de François Mitterrand à la première élection présidentielle au suffrage universel direct et adopte le principe d'une campagne autonome sur le programme du PSU.

Selon Roland Cayrol⁶⁴ :

« Entre les élections présidentielles de 1965 et les élections législatives de 1967, le PSU, va continuer à suivre une ligne qui maintienne ouverte les deux perspectives : construction d'un courant autonome du renouveau socialiste, en liaison avec les « couches nouvelles » ou alliance avec la gauche non-communiste, avec l'espoir d'y triompher de l'intérieur ».

Bernard Ravenel parle du PSU comme d'un « *chaudron* »⁶⁵. Reprenant cette notion de parti « *chaudron* », Patrick Silberstein précise dans son article :

« [...] d'un parti où les cultures politiques nombreuses et diverses ont pu se mélanger, un peu, beaucoup, passionnément, voire pas du tout, pour qu'émerge une nouvelle culture commune, autogestionnaire et révolutionnaire. Un melting-pot, ça marche où ça marche pas. Nul ne peut penser que la construction d'une telle culture commune puisse se monter, sans confrontations à la fois idéologique et pratique, comme un mécano. La marche des événements politiques et sociaux n'est évidemment pas étrangère au résultat. Et on se souvient que l'époque était celle d'un immense bouillonnement. Tout avait semblé possible. Les alliages qui sortent du chaudron sont bien entendu déterminés par la température de chauffe. Mais ce n'est pas parce du chaudron est sorti un Michel Rocard qui évolue rapidement vers une social-démocratie moderniste ou encore des courants « prochinois » qu'il faut pour autant jeter l'alliage avec l'eau du bain ».

Les idées « *modernistes* » du PSU dans les années 1960 notamment sur la décentralisation, la régionalisation, la gestion municipale, le contreplan peuvent avoir deux faces comme Janus.

S'agissant par exemple du contreplan, Patrick Silberstein pose la bonne question : « *s'agit-il simplement d'opposer au plan gaulliste un plan qui resterait inscrit dans le cadre des frontières du capitalisme français en plein bouleversement ou s'agit-il de jeter « la base économique du programme de transition » au socialisme, comme le défendent certains [la TSR du PSU] au congrès de 1963 ?* ». Il insiste sur le fait que :

*« Dans le « chaudron » PSU – comme d'ailleurs dans la CFDT – s'oppose deux grandes options sur la question du contre-plan: celle de ce qu'on appellera plus tard la « deuxième gauche » – une gauche de pacification défendant le réalisme et la modération dans l'élaboration du contre-plan – et celle qui conçoit celui-ci comme un outil programmatique de construction d'un bloc social porteur de transformation. Il n'est donc pas impossible que cette contradiction ait aveuglé la gauche révolutionnaire – qui existera massivement à côté du PSU à partir de Mai 68 et qui est elle-même aveuglée par le gauchisme et l'horizon de ses interprétations (diverses) du bolchévisme – qui passera largement, pour la plupart de ses composantes [à l'exception de l'AMR] à côté de la démarche alternative ».*⁶⁶

⁶⁴ Roland Cayrol, *Histoire et sociologie d'un parti*, in Michel Rocard, *Le PSU et l'avenir socialiste de la France*, pages 5 à 44, Editions Seuil collection Politique, 1969.

⁶⁵ Bernard Ravenel, *Quand la gauche se réinventait, histoire d'un parti visionnaire*, Editions La Découverte, 2016.

⁶⁶ Patrick Silberstein, *Le PSU, un parti germe pour l'autogestion*, 9 mai 2016, site internet de l'Association pour l'Autogestion, repris dans la revue « *Contre Temps* » n°30, Paris, Syllepse, juillet 2016, pages 138 à 146.

Le 5^{ème} congrès du PSU de Paris en juin 1967 voit l'orientation « autonome » et « moderniste » du PSU confirmée et, surtout, le refus de la majorité du PSU d'intégrer la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste (FGDS) en cours de constitution dans la continuité de la candidature de François Mitterrand à l'élection présidentielle de 1965. Les partisans de l'adhésion à la FGDS conduit notamment par Gilles Martinet, Jean Poperen, Pierre Bérégovov, Serge Mallet n'obtient que 30% des mandats. C'est à ce congrès que Michel Rocard remplace Edouard Depreux comme secrétaire national du PSU.

Jean Poperen constitue l'Union des groupes et clubs socialistes (UGCS) qui rejoint la FGDS en avril 1968, et est partie prenante de la refondation du Parti Socialiste (PS) au Congrès d'Issy-les-Moulineaux en juillet 1969 qui voit la création du « Nouveau Parti Socialiste » dont Alain Savary, un des fondateurs du PSU, devient le premier secrétaire.

Lors du congrès d'Épinay, en 1971, qui voit l'unité des socialistes se réaliser, Jean Poperen dépose une motion qui obtient 12 % des mandats. Il soutient Alain Savary, premier secrétaire du nouveau parti socialiste, contre François Mitterrand. Poperen défend l'union de la gauche, certes, mais refuse de se coaliser avec ceux qui, au sein de la SFIO, ont toujours défendu l'alliance au centre, et qui viennent, derrière Gaston Defferre de la SFIO dont la motion a obtenu 29 %, de se rallier opportunément à Mitterrand. Il doute de leur sincérité et s'oppose à cette combinaison d'appareil.

Les évènements de Mai-Juin 1968 ont commencé avant « ces jolis et joyeux mois » avec des grèves ouvrières très dures fin 1967 et début 1968. La fin des années 1960 et les premières années 1970 ont vu la montée des luttes ouvrières et populaires avec comme symboles les plus emblématiques LIP et le Larzac. En plus de l'insubordination ouvrière⁶⁷, vont éclore et prendre de l'ampleur les luttes féministes (droit à l'avortement et à la contraception), les luttes nationalitaires (Bretagne, Pays Basque, Corse, Occitanie, Catalogne), les luttes lycéennes et étudiantes, les luttes des appelés dans les armées, les premières luttes contre le nucléaire civile...

Politiquement, le « syndicat proto-parti » CFDT, qui a pour perspective la planification et l'autogestion socialiste généralisée dans tous les aspects de la vie sociale d'un pays développés et « cultivé » (entreprises, écoles, quartiers), voit affluer des adhérents avec une forte présence dans les cadres syndicaux d'adhérents (mais moins militants) du PSU.

Les diverses organisations d'extrême-gauche connaissent une forte croissance qui masque pour un temps leurs divisions mortifères. Cette extrême gauche est massivement étudiante. Mais les études sociologiques du devenir des militants « soixante-huitards » faites à l'occasion du cinquantième anniversaire de Mai 1968⁶⁸ vont montrer qu'il s'agit de la première génération de fils et filles d'ouvriers et de paysans à avoir eu accès au collège et lycée, et même à l'université. Ils et elles ont passé le BEPC à la fin du collège et le Bac à la fin du lycée. Ils et elles sont allés à la FAC quelques années avant de s'orienter professionnellement, notamment dans l'enseignement et le travail social. Aussi, ils et elles n'en sont pas restés comme leurs pères au certificat de fin d'études primaires (CEP), tandis que leurs mères finissaient leurs études primaires dans les écoles de filles (les écoles n'étaient pas mixtes) par des « cours ménagers ». Les médiatiques Cohn-Bendit et Serge July ne sont pas légions dans cette génération militante des années 68. Rappelons que lorsque les historiens traitent des « années 68 », il s'agit de la période 1967-1981.

Le PSU va être le réceptacle de ses années d'activisme politique et sociale (on ne parle pas encore de « sociétale ») qui ne trouveront pas un débouché politique propre (Mai 68 ce n'est pas une la répétition générale d'une révolution imminente), mais dans celui de la victoire de l'Union de la Gauche et de son programme commun PC-PS et Radicaux de gauche que le PSU refuse de rejoindre. Selon Roland Cayrol en 1969, 42% des adhérents sont des « adhérents de Mai 68 ».

Au 6^{ème} congrès du PSU à Dijon en mars 1969, la position défendue par Gilles Martinet (1916-2006) pour l'unité des forces de gauche « *sans laquelle aucune victoire n'est possible* » est ultra-minoritaire. Gilles Martinet qui a été partisan d'un PSU rejoignant la FGDS, s'était éloigné de plus en plus de la direction du PSU, condamnant ainsi sans nuance les positions de Jacques Sauvageot au moment de

⁶⁷ Xavier Vigna, *L'insubordination ouvrière dans les années 68*, Presse Universitaire de Rennes, 2007.

⁶⁸ Julie Pagis, *Mai 68, un pavé dans leur histoire*, Sciences Po Les Presses, 2018.

Sous la direction d'Olivier Fillieule, Sophie Bérout, Camille Masclet et Isabelle Sommier, avec le collectif Sombbrero, *Changer de monde Changer la vie*, Acte Sud, 2018.

Mai 68. Il finira par quitter le PSU en février 1972, et rejoindra le Parti socialiste. Il militera alors au sein du courant mené par Jean-Pierre Chevènement, le Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste (CERES) et sa revue « Repères ». C'est à ce titre qu'il devient membre du bureau exécutif du PS en 1973. Il rompt cependant avec Chevènement l'année suivante, alors que Michel Rocard rejoint le PS. Il devient alors un des animateurs du courant « rocardien »: en 1975, lors du congrès de Pau, les rocardiens (ex-PSU et quatrième composante des « assises su socialisme » avec des syndicalistes CFDT et des associatifs) se comptent au travers de « l'amendement Martinet », tout en participant de la motion majoritaire.

Le 6^{ème} congrès de Dijon de mars 1969 adopte « 17 thèses » et prône donc un PSU « parti révolutionnaire », autonome par rapport au PC et à la SFIO avec volonté de devenir le parti « canalisateur » à gauche.

La thèse 8 sur « *la place du PSU dans le courant socialiste* » rappelait les ambiguïtés du PSU auxquelles il fallait mettre fin :

« Dès son premier congrès, en 1960, le P.S.U. s'est prononcé pour la formation d'un Front Socialiste des travailleurs groupant les organisations et les hommes dont la lutte rejoint le combat pour le socialisme. Cette stratégie a connu des applications pratiques, notamment dans la lutte contre la guerre d'Algérie. Mais, surtout à partir de 1962, les difficultés pratiques rencontrées ont fait apparaître au sein du P.S.U. diverses orientations. Pour les uns, le P.S.U. devait unir la gauche traditionnelle ; pour d'autres, il était une fraction de la gauche non- communiste destinée à rénover celle-ci en s'agréant à elle ; pour d'autres enfin, il était un témoin protestataire, volontairement minoritaire, annonciateur d'une révolution lointaine ».

Sur l'orientation issue du congrès de Dijon de mars 1969, Michel Rocard rappelle :

*« C'est la première fois que le PSU définit de manière positive, et non plus de manière négative la tâche qu'il a entreprise : la construction d'une force socialiste neuve, différente du communisme et de la social-démocratie ».*⁶⁹

L'éditorial de Michel Rocard dans *Tribune Socialiste* du 15 janvier 1970 s'intitule : « *Pour un parti révolutionnaire* » et celui du 12 février 1970 : « *Pour le projet révolutionnaire* ». Le parti socialiste chilien de Salvador Allende, et même le MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire) chilien, sont, plus que la SFIO française, un modèle pour le Rocard de ces années-là.

Au conseil national de Rouen de fin juin 1970, Michel Rocard arrive à obtenir une synthèse sur la base :

- Maintien de l'autonomie du PSU
- Construction d'un parti révolutionnaire
- Maintien de l'unité d'action avec les « gauchistes »
- Front unique avec les communistes [pour obtenir le soutien du courant marxiste révolutionnaire du PSU qui privilégient le PC par rapport au PS].

Mais Michel Rocard est minoritaire au bureau national du PSU.

Au 7^{ème} congrès du PSU fin juin 1971 à Lille, Rocard obtient une courte majorité (53% des mandats) mais l'opposition est divisée entre :

- Les mao-staliniens de la Gauche Révolutionnaire marxiste-léniniste (GR ml) qui obtiennent 12% des mandats. Ils vont être exclus du PSU puisque « parti dans le parti » et rejoindront en majorité le Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France (PCMLF).
- Les maoïstes populistes qui vont constituer dans leur majorité la (plutôt les) Gauche Ouvrière et Paysanne (GOP) obtiennent 20% des mandats.
- Le courant marxiste-révolutionnaire dite tendance « trotskysante » fait 14% des mandats dont une partie rejoindra en 1972 la Ligue Communiste.

La mention finale de ce congrès intitulée « *Pour une orientation révolutionnaire* » ignore le nouveau

⁶⁹ Michel Rocard, *Le PSU et l'avenir socialiste de la France*, page 49 Editions Seuil collection Politique, 1969.

PS qui vient de naître à Epinay sur Seine. Comme depuis Mai 68, le PSU continue à être opposé à un programme commun de gouvernement de la gauche réformatrice. Au cours des débats de ce congrès, le PSU se rallie à la « *dictature du prolétariat* » et au « *centralisme démocratique* ». On ne sait s'il s'agit de l'adoption de la version stalinienne et maoïste de ces notions, ce qui voudrait dire dictature d'un parti monolithique de nature stalinienne sur le prolétariat. Ou, si ce sont les versions marxistes et trotskystes selon lesquelles, comme l'avait déclaré Karl Marx, la forme de la dictature du prolétariat opposée à la dictature de la bourgeoisie (suffrage censitaire, dictature économique) était celle de la Commune de Paris en 1871. Aujourd'hui on opposerait la dictature du précaire à la dictature de l'actionnariat, la dictature des précaires dont les prolétaires modernes à la dictature des actionnaires du capitalisme financier. Rappelons que les statuts de la SFIO, il y a une référence à l'objectif de la « dictature du prolétariat », les statuts du nouveau PS dans lequel la SFIO se fondra zappera cette notion.

Michel Rocard demeure secrétaire national du PSU jusqu'en 1973, il laisse s'initier le regroupement des partisans révolutionnaires de l'autogestion.

Le PSU de Rocard (1967-1973) a à sa tête un « Rocard caméléon » qui a pris jusqu'à son départ au PS en 1974 la couleur dominante du PSU du moment. Le « rocardisme » au PSU, ce n'est pas encore, loin de là, la « deuxième gauche » du dernier quart du XXème siècle. Cette « deuxième gauche » et la grande majorité de la « première gauche » vont d'ailleurs se convertir au « social-libéralisme » et à l'Europe libérale et atlantiste.

En 1972, l'AMR appelle, comme d'ailleurs le « Nouveau PS », à l'abstention lors du référendum sur l'entrée de la Grande-Bretagne dans le marché commun ; le PCF, l'OCI et les CIC appellent à voter NON, tandis que LO, la LC et le PSU appellent au boycott. Pour l'AMR, le référendum voulu par Pompidou est une manœuvre pour diviser la gauche en voie de s'unir. Aussi l'abstention est-elle la seule position qui puisse réunir tout le mouvement ouvrier.

Dans le cadre de cette unité des révolutionnaires, l'AMR participe aux affrontements du 21 juin 1973, où l'extrême gauche emmené par la Ligue communiste a voulu interdire physiquement le meeting de groupe fasciste « Ordre Nouveau ». La Ligue communiste, comme elle l'a fait avec l'organisation communiste « révolution ! », a confié à l'AMR, qui « vient au complet », un secteur pour conduire l'assaut du meeting qui est sous la protection de la police. Les combats avec plusieurs milliers de militants d'extrême gauche laissent 150 policiers blessés. Dans l'ouvrage de Christophe Nick⁷⁰, il est narré l'insouciance de Charly Najman qui participe à l'assaut du service d'ordre de l'AMR en sabots « baba cool » très à la mode à l'époque et non avec les fameuses Santiags des jeunes de l'AMR ; ce qui le fait glisser compte tenu des cocktails Molotov trop huileux fabriqués massivement par la Ligue communiste, tandis que le syndicaliste de l'ancienne génération, Henri Benoît, manie la barre de fer contre les policiers avec détermination.

À la suite de ces événements du 21 juin 1973 et de leurs analyses critiques qui constitueront un tournant dans la vie de l'extrême gauche, l'AMR n'est pas inquiétée et seule la Ligue communiste est dissoute conjointement à l'organisation fasciste « Ordre Nouveau ». L'extrême gauche et l'ensemble de la gauche politique et syndicale, y compris pour la première fois le PCF qui participe avec comme porte-parole le vieux dirigeant stalinien Jacques Duclos au meeting de protestation du Cirque d'hiver, se solidarisent avec la Ligue communiste dont les dirigeants Alain Krivine et Pierre Rousset ont été emprisonnés.

Michel Recanati dit « Ludo » responsable du service d'ordre, dénommé « commission technique spéciale », de la Ligue communiste s'exile quelques temps à l'étranger, puis revient purger plusieurs mois de prison en France. Mis en accusation après ces événements pour « dérive militariste », Recanati s'éloigne progressivement d'une activité militante intense dans la nouvelle organisation mise en place, la ligue communiste révolutionnaire qu'il quitte en 1975. Marqué par des difficultés personnelles, il disparaît, puis se suicide le 23 mars 1978 en se jetant sous un train (on n'identifiera le cadavre que quelque temps après sa mort).⁷¹

⁷⁰ Nick Christophe, *Les trotskistes*, Éditions Fayard, 2002.

⁷¹ Film documentaire de Romain Goupil, *Mourir à 30 ans*, 1982.

1.4. Le regroupement des partisans révolutionnaires de l'autogestion.

La campagne pour l'unité des révolutionnaires ne connaît pas le succès escompté du fait du sectarisme et de la faiblesse programmatique de l'extrême gauche : son refus de toute politique de FUO (Front unique ouvrier), son hostilité aux aspirations autogestionnaires, rendait cette unité vide de contenu.

Aussi l'AMR s'orientait-elle vers le regroupement des révolutionnaires autogestionnaires.

Pour elle, l'autogestion jouera un rôle central dans la restructuration du mouvement ouvrier. Pour l'AMR, si les partis réformistes et centristes se réclament de l'autogestion, cela ne prouve pas l'ambiguïté de ce thème (les mêmes organisations se réclament à l'époque aussi du socialisme, de la lutte de classe, du marxisme) mais prouve au contraire la force réelle, matérielle de cette idée.

L'AMR a aussi pour orientation débattue à son 2^e congrès, en juin 1973, d'aider à la structuration du « courant autogestionnaire large » pour regrouper en son sein les partisans révolutionnaires de l'autogestion.

A cette époque commence à apparaître l'idée du « double clivage » au sein du mouvement ouvrier. C'est-à-dire qu'au clivage entre réformistes et révolutionnaires (destruction ou réforme de l'État bourgeois), s'ajoute un nouveau clivage entre partisans et adversaires de l'autogestion, ces deux clivages ne se superposant absolument pas.

Cette orientation amène l'AMR à s'intéresser particulièrement au Parti socialiste unifié (PSU).

Déjà en 1971, l'AMR avait noué des contacts avec le « courant marxiste-révolutionnaire du PSU » (voir encadré ci-dessous sur les marxistes révolutionnaires du/dans le PSU). Lorsqu'une partie de ce courant, emmenée par Jacques Kergoat (1939-1999), Christian Leucate, Francis Sittel, Jean-Claude Vessilier, Denis Berger⁷² (1932-2013), Jean-Marie Vincent (1934-2004), rejoint la ligue communiste (LC) fin 1972 avec, selon Alain Krivine, 200 militants⁷³ et, selon Gérard Filoche, 172 militants⁷⁴, l'AMR soutient, elle, ceux qui restent (articles de « L'Internationale » de l'époque) et les aide matériellement (édition de bulletins). Pour l'AMR, il faut gagner le PSU, organisation « centriste » exprimant la radicalisation de certains secteurs à la révolution, et non le casser, ce qui serait passer à côté du phénomène social exprimé transitoirement par le PSU.

Encadre 3

Les Marxistes-Révolutionnaires du/dans le PSU

Le PSU, fondé le 3 avril 1960, unifie le parti socialiste autonome (PSA), issu d'une scission de la SFIO sur les questions de la guerre d'Algérie et de l'appréciation de la V^e République gaulliste, avec *Tribune du Communisme* de Jean Popereen (1925-1997), issue d'une dissidence du PCF en 1956, et l'Union de la gauche socialiste (UGS).

L'UGS est issue d'un regroupement entre la Nouvelle gauche qui a attiré la diaspora trotskyste de l'après seconde guerre mondiale, le Mouvement de libération du peuple (chrétiens de gauche), la majorité de Jeune République et des groupes d'action et d'unité socialiste. Cette UGS conserve sa force d'attraction sur des marxistes-révolutionnaires de diverses obédiences dont des « pablistes » ne pouvant pas faire de l'entrisme dans le PCF et des « trotskistes » issus de différentes ruptures au sein de la 4^{ème} Internationale, à la recherche de voies nouvelles.

Les marxistes-révolutionnaires se retrouvent dans la Tendance Socialiste Révolutionnaire (TSR) et soutiennent au 1^{er} congrès du PSU en mars 1961 l'orientation pour un « Front socialiste » excluant « les démocrates non-socialistes et autres républicains ». Cette motion recueille 84% des mandats alors que la motion « socialisme moderne » d'inspiration mendésiste fait 16% des mandats. La notion de « Front socialiste » qui sent bon le « Front unique ouvrier » sans organisations bourgeoises cher aux trotskystes et ex-trotskystes, a entraîné le soutien de ces derniers à cette motion.

⁷² Si Denis Berger, ancien « entriste » du PCI dans le PCF quitte le PSU avec cette partie de son courant marxiste révolutionnaire, il ne rejoindra la LCR qu'en 1976 avec le projet de fusion LCR-PSU.

⁷³ Krivine Alain, *Ça te passera avec l'âge*, Flammarion, octobre 2006

⁷⁴ Filoche Gérard, *Mai 68, histoire sans fin*, Jean-Claude Gawsewitch éditeur, octobre 2007.

Au 2^{ème} congrès du PSU de janvier 1963, congrès dit des 7 tendances, et au 3^{ème} congrès qui suit en novembre 1963, dégagent une courte majorité (52%) dite « *moderniste* » compte tenu du ralliement du courant mendésiste au courant Depreux-Rocard. Jean Poperen coalise la minorité avec son courant et la TSR pour défendre un « *contrat d'unité* » entre le PCF, la SFIO et le PSU qui devra être conclu sur un « *programme de transition vers le socialisme* ». (Cf. Supra dans le 1.3.2. L'encadré 2 : Le PSU (1960-1971): parti des révolutionnaires ou 3^{ème} parti de la gauche, pages 31 à 35)

Yvan Craipeau (1911-2001), un des dirigeants historiques du mouvement trotskiste français de sa fondation à 1948, où il fait partie avec Jean-René Chauvin (1918-2011) des « *droitiers* » du PCI qui rejoignent l'éphémère Rassemblement démocratique révolutionnaire (RDS) de Jean-Paul Sartre, participe à la fondation de la Nouvelle gauche, puis au regroupement de l'UGS. Des trotskistes hétérodoxes, comme Pierre Naville (1904-1993) et Marcel Pannetier (1914-1993) rejoignent l'UGS puis le PSU.

Michel Lequenne (1921-2020) et Marcel Bleibtreu (1918-2001) constituent le Groupe bolchevik léniniste (GBL) après leur exclusion en 1955 par Pierre Lambert du PCI « *majoritaire* ». C'étaient pourtant eux qui avaient conduit l'opposition dans le PCI français à l'orientation « *entriste sui generis* » de Pablo, Frank, Mandel et Maitan, majoritaire au niveau de la 4^e Internationale mais minoritaire dans le PCI français, d'où une scission et la constitution en France de deux PCI désormais appelés par les historiens le PCI « *majoritaire* » (appelé encore « *lambertiste* », même si à l'origine il avait à sa tête Marcel Bleibtreu et Michel Lequenne outre Pierre Lambert) et le PCI « *minoritaire* » de Pierre Frank et Michel Pablo. Le PCI « *majoritaire* » après des exclusions bureaucratiques se réduit au « *groupe Lambert* » ou groupe « *La Vérité* » (du nom du journal du groupe) avant de se proclamer Organisation Communiste Internationaliste (OCI) en 1965, laissant ainsi le sigle du PCI au seul PCI « *minoritaire* ». Le PCI « *minoritaire* » avec son secteur « *indépendant* », « *les entristes dans le PCF* » et ses militants dans la TSR du PSU était devenu plus important que « *le groupe Lambert* ». Le PCI fera partie des organisations d'extrême-gauche dissoutes par le gouvernement après Mai 1969. Yvan Craipeau réussit à convaincre le Groupe bolchevik léniniste (GBL) de Michel Lequenne et Marcel Bleibtreu de rejoindre la Nouvelle gauche puis l'UGS, où ils éditent durant les années 1957-1960 la revue *Tribune marxiste*, qui va se prolonger en 1961 et 1962 dans la *Nouvelle revue marxiste*, revues auxquelles Edgard Morin collabore.

Des membres du PCI « *minoritaire* » (Simonne Minguet, Henri Benoît, Rodolphe Prager) qui ne peuvent pas pratiquer « *l'entrisme sui generis* » dans le PCF militent dans l'UGS et le PSU. En effet, les « *pablistes* » Simonne Minguet⁷⁵, Henri Benoît⁷⁶ sont bien connus comme des trotskistes des usines de l'automobile et ne peuvent pas renier ce passé, ce qui met à mal une légende lambertiste selon laquelle l'entrisme au PC devait se faire y compris au prix de reniements et de capitulations.

La tendance « *socialiste révolutionnaire* » du PSU de 1960 à 1969.

Dès la fondation du PSU, la Tendance socialiste-révolutionnaire (TSR) se constitue sous l'impulsion de Michel Lequenne⁷⁷. Elle regroupe donc des membres du PCI « *minoritaire* » et les membres exclus du PCI « *majoritaire* » qui sont passés par le GBL et la revue *Tribune marxiste*. Il s'agit pour les membres du PCI « *minoritaire* » d'une double appartenance moins clandestine que celle de leurs camarades « *entristes* » dans le PCF.

D'anciens dirigeants trotskistes historiques comme Roger Foirier (1910-1989), Marcel Pannetier (1914-1993), André Calvès (1920-1996)⁷⁸, sont des animateurs de cette tendance et de jeunes militants comme Michael Löwy et Jacques Pesquet (1937-1996) vont y être « *gagnés au trotskisme* » ...

Sur l'invitation de la « *pabliste* » Simonne Minguet⁷⁹, quatorze membres de l'ex-GBL issu de l'exclusion du PCI « *majoritaire* » en 1955, emmenés par Michel Lequenne, vont rejoindre en 1961 le PCI « *minoritaire* » tout en restant à la TSR du PSU jusqu'en 1963. Ce renfort au sein du PCI « *minoritaire* »

⁷⁵ Minguet Simonne, *Mes années Caudron, une usine autogérée à la libération*, Edition Syllepse, 1997.

⁷⁶ Henri Benoît, ouvrier trotskiste chez Renault et secrétaire de la section d'entreprise PSU à Boulogne selon Marc Heurgon dans son *Histoire du PSU : I- la fondation et la guerre d'Algérie (1958-1962)*, Editions de La Découverte, 1994.

Benoît Henri et Clara, *L'Algérie au cœur : révolutionnaires et anticolonialistes à Renault Billancourt*, Editions Syllepse, octobre 2014.

⁷⁷ Lequenne Michel ; *Le catalogue (pour mémoires)*, éditions Syllepse, novembre 2009.

⁷⁸ Calvès André, *Sans bottes ni médailles : un trotskyste breton dans la guerre*, La Brèche, 1984.

⁷⁹ Lequenne Michel ; *Le catalogue (pour mémoires)*, éditions Syllepse, novembre 2009.

va faciliter l'exclusion en 1965 par Pierre Frank, dirigeant de ce PCI « minoritaire », de la trentaine de partisans de Michel Pablo (cf. supra.1.1.) dont les camarades de la TSR du PSU comme Simonne Minguet et Henri Benoît. Cette exclusion est aussi facilitée par l'affaiblissement du PCI « minoritaire », qui perd à la fin en 1958 entre 30 et 40 militants sur 150 avec la rupture de « *La Voie communiste* » autour d'une revue du même nom animée par Denis Berger (sur « *La Voie communiste* » se reporter aux développements (Cf. Infra 1.4.1. L'encadré « *Au PSU : récriminations entre anciens trotskystes « entristés » dans le PCF et anciens oppositionnels du PCF* »). Denis Berger rejoindra avec une dizaine de militants de *La Voie communiste*, la tendance marxiste-révolutionnaire du PSU dont il sera l'un des animateurs. Alors qu'en 1972, moins de 200 militant de tendance marxiste révolutionnaire rejoignent la LCR (Cf. Infra dans cet encadré), Denis Berger (1932-2013), s'il quitte le PSU avec eux, ne le fera qu'en 1975. Il sera avec Michel Lequenne l'un des animateurs des différentes tendances 3 (T3) de la LCR avant de coopérer dans les années 1980 (cf. infra 1.20.) avec la FGA et avec la TMRI.

Marcel Bleibtreu reste, lui, au PSU jusqu'en 1964 sans rejoindre le PCI « minoritaire » avec Michel Lequenne. Il va ensuite impulser ou rejoindre des regroupements contre l'OTAN et anti-impérialiste US dont ceux de Michel Pablo avant la mort de ce dernier (Cf. infra : 1.21). Il sera l'un des piliers de la commission « Santé » de la campagne présidentielle de Pierre Juquin en 1988 (Cf. infra : 1.22) Son fils Jacques sera également militant du PSU, actif dans le service d'ordre de ce dernier, et deviendra « pabliste ». Sa fille Françoise sera aussi militante étudiante du PSU et de sa tendance B, et participera à la constitution des CCA qu'elle quittera rapidement avec le courant « mouvementiste » cristallisé par Charly Najman (Cf. infra 1. 6.).

Jean Baumgarten (1932-2012) rejoint l'UGS avec le Groupe bolchevik léniniste (GBL), adhère au PSU et a sa TSR. Il quittera le PSU en 1977 et adhère aux « verts » en 1995 puis en 2002 à la LCR qu'il quittera en 2005. En 2009, il adhère au NPA qu'il quittera 16 mois plus tard.

Jacques Pesquet qui sera l'auteur « *Des soviets à Sarclay* »⁸⁰ adhère au PSU en 1961 et à sa TSR. Il participe avec André Calvez qui avait créé à l'intérieur du PSU un centre de liaison et de regroupement socialiste (CLRS), à l'édition de bulletins d'entreprises, tous titrés « *L'étincelle* ». Le CLRS regroupe des militants ouvriers très actifs lors de la grève des mineurs de 1963. Jacques Pesquet rejoint le PCI « minoritaire » avec Michel Lequenne en 1963. Claude Rougeot (1937-2022) de la TSR quitte le PSU en 1965 avec une quinzaine de militants qui diffusaient « *L'étincelle* », une « feuille de boîte » sur plusieurs entreprises dijonnaises. Claude Rougeot va être le secrétaire de Pierre Frank et va militer activement à la LCR puis au NPA jusqu'à la fin de sa vie.⁸¹

Arlette Laguiller, militante du PSU au début des années 60, est influencée par le travail « entreprises » de la TSR du PSU, qui publie des « feuilles de boîte » sous le titre de *L'étincelle*, mais elle rejoindra « Voix ouvrière » (VO), ancêtre de Lutte ouvrière (LO).⁸²

Jules Fourier⁸³ est un ancien député communiste sous le Front populaire, ancien volontaire des brigades internationales en Espagne, ancien résistant et déporté. Ayant rompu avec le PCF il soutient la liste du PCI (trotskiste) aux législatives de novembre 1946 en Creuse. Il rejoint l'UGS et la TSR du PSU et passera à la Ligue communiste (LC).

Jean-René Chauvin qui a suivi l'itinéraire organisationnel d'Yvan Craipeau dans les années 1940 et 1950, et Jean Verger, avec des militants qui vont former l'AMR, publient au sein du PSU le bulletin « Initiative Socialiste ». Jean-René Chauvin et Rodolphe Prager⁸⁴, membre de la TSR du PSU, seront exclus de ce parti en 1969 pour avoir soutenu la candidature d'Alain Krivine aux présidentielles contre celle de Michel Rocard, qui était le candidat du PSU. Jean-René Chauvin acceptera d'être la « boîte aux lettres » de Voix Ouvrière dissoute en juin 1968 jusqu'à sa reconstitution en tant que Lutte Ouvrière. Jean-René Chauvin quittera la LCR avec la T3 de cette organisation pour rejoindre la FGA et la TMRI

⁸⁰ Jacques Pesquet, *Des soviets à Sarclay*, Editions François Maspéro, cahiers libres n°127,1968.

⁸¹ L'anticapitaliste n°637 du 17 novembre 2022, Claude Rougeot dit « Galien ».

⁸² Arlette Laguiller, « *Moi, une militante* », Editions Stock, 1974. Arlette Laguiller, « *Toujours militante* », Les Bons caractères, 2021.

⁸³ Jules Fournier, *Graine rouge*, Editions La Brèche, 1983.

⁸⁴ Rodolphe Prager (1918-2002) est un trotskiste historique : JSR de la SFIO, PCI de Frank-Molinier, CCI, PCI. Au bureau politique du PCI de 1953 à 1959. Il adhère au PSA et au PSU. Après avoir été en Tunisie de 1959 à 1963, il revient au BP du PCI de 1963 à 1969 et est membre de la commission de contrôle de la IVème Internationale. En 1967, à la suite du congrès qui rejette l'adhésion du PSU à la FGDS, il est l'un des 47 membres de la tendance majoritaire menée par Michel Rocard nouveau secrétaire national du PSU.

(cf. infra 2.3.). Il quittera l'AREV et la TMRI, parce qu'elles ne s'engagent pas assez dans le soutien à la Bosnie issue de l'éclatement de la Yougoslavie et parce que l'AREV se laisse « dépouiller » par les « Verts » Il retournera à la LCR après le premier succès d'Olivier Besancenot aux élections présidentielles de 2002, en signant une lettre d'adhésion avec 11 autres militants du « courant pabliste » (cf. infra 1.23.6.).

Bernard Ravenel (1936-2023) qui adhère au PSU avec « *Tribune du Communisme* » va s'affilier à la TSR puis le courant marxiste-révolutionnaire.

Gérard Martin (1942-2018) adhère au PSU à la fin de la guerre d'Algérie. En 1977, il devient maire adjoint de la municipalité autogestionnaire de Louviers⁸⁵ en Normandie et est l'un des fondateurs de la Fédération des Elus Autogestionnaires (FEA). En 1991, il est l'un des initiateurs de « *A Gauche Vraiment* » (AVG) qui va fusionner avec la section locale de la LCR lors du processus de création du Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA).⁸⁶

La TSR du PSU participe à la publication des Cahiers du centre d'études socialistes.

Les « lambertistes » ont eux aussi des militants « entristes » dans l'UGS et surtout le PSA puis le PSU⁸⁷, notamment le futur leader charismatique de l'Alliance [lambertiste] des Jeunes pour le Socialisme (AJS) Charles Berg, François De Massot et l'historien Jean-Jacques Marie, où ils engagent un travail en direction des militants issus de la social-démocratie et des partisans de Jean Poperen. Christian Leucate faisait partie de ces militants « lambertistes » dans le PSU. En mai 1972, il rejoindra la LC avec près de 200 militants de la tendance marxiste-révolutionnaire du PSU pour y accomplir un long travail « entriste » (à la LC, il prend le pseudonyme de Nemo) pour le compte de Pierre Lambert, qui se terminera en 1979 par la scission de 400 militants de la LCR qui, après avoir constitué la LCI (Ligue communiste internationaliste), rejoindront l'OCI « lambertiste ». Christian Leucate restera quelques mois à l'OCI unifiée et ses instances dirigeantes, qu'il fuira, épouvanté par son fonctionnement bureaucratique et son caudillisme.

Charles Chémery (1920-2002) est un « entriste lambertiste » dans le PSA puis le PSU. Il est de ceux qui propose en vain avec Jean Poperen l'adhésion du PSU à la FGDS. Responsable de la FEN, il sera conseiller à l'Élysée sur les questions d'éducation du Président de la République François Mitterrand.

Pour Jacques Kergoat (1939-1999), la TSR : « abordait une série de problèmes (les conseils ouvriers, la grève générale, voire, la dictature du prolétariat) qui, pour les militants du PSU de l'époque, fanatiques du « concret », avaient un délicieux parfum « quarante-huitard ». La personnalité des dirigeants de ce courant renforçait même cette impression : tous, de Bleibtreu à Pennetier, en passant par Lequenne, avaient rompu avec la Quatrième internationale en gros à la même époque, mais chacun sur un point de désaccord spécifique. Pour le militant PSU « moyen », ils incarnaient les vestiges d'un passé révolu : le courant socialiste-révolutionnaire apparaissait comme une relique un peu désuète en tout cas bien poussiéreuse. De plus, il recrutait davantage sur la base de l'activisme militant que sur une ligne politique donnée.

Aux plus grandes heures de sa gloire, il ne dépassa jamais les 10% avant de s'effondrer naturellement. Les lambertistes quant à eux, n'avaient pas négligé l'entrisme au PSU : Garabuau et Berg dirigeaient en les Jeunesses Socialistes Unifiées. Fidèles à eux-mêmes, ils ne participèrent pas à la tendance « socialiste-révolutionnaire » mais parasitèrent le courant « unitaire » que dirigeait Jean Poperen ».⁸⁸

Au 1^{er} congrès du PSU, les 24 au 26 mars 1961 à Clichy, la TSR seule fait 11 % des votes. Comme cela a déjà été précisé au cours du congrès elle rejoint la synthèse autour de la motion « Front socialiste » qui fait 84% des mandats contre la motion « mendésiste ». Au deuxième congrès d'Alfortville, les 28 au 30 janvier 1963, la TSR fait 10% des mandats.

Au 5^{ème} congrès de 1967, la tendance Martinet Bérégovoy préconise une stratégie de rapprochement

⁸⁵ Wargny Christophe, Louviers sur la route de l'autogestion ?, Syros, 1976.

⁸⁶ L'Anticapitaliste n°424 du 5 avril 2018.

⁸⁷ Jean Hentzgen, dans sa thèse soutenue le 13 juin 2019, « Du trotskysme à la social-démocratie : le courant lambertiste en France jusqu'en 1963 », Université Le Havre Normandie consacre des paragraphes à cet entrisme lambertiste.

⁸⁸ D Hué, J Kergoat, C Leucate, P.Tallov, JC Vesselier, *Des militants du PSU rejoignent, la Ligue communiste, pourquoi ? Un bilan du PSU*, Brochure, 1972

avec les socialistes et la FGDS. Cette tendance obtient 28,95% des mandats avec le soutien de Jean Poperen et de Daniel Mayer. La tendance Heurgon Rocard défend l'autonomie du PSU avec le soutien des ex-trotskyistes et marxistes révolutionnaires du PSU (Pierre Naville, Jean-Marie Vincent, Jacques Kergoat, Rodolphe Prager). Cette tendance obtient 48,35% des mandats mais la motion 3 qui a 21,49% des mandats se rallie à elle. Michel Rocard succède à Édouard Depreux comme secrétaire national du PSU.

Le courant marxiste-révolutionnaire (CMR) du PSU (1971-1975).

Les marxistes-révolutionnaires participent à l'unanimité entre tous les courants, à l'exception de celui du maoïste Alain Babiou, du 6^{ème} congrès du 14 au 16 mars 1969 à Dijon qui fait suite aux événements de Mai-Juin 1968 et qui précède le référendum du 27 avril 1969. Ce congrès de Dijon de 1969 prône un PSU « *parti révolutionnaire* », autonome par rapport au PC et à la SFIO avec volonté de devenir le parti « *dominant* » à gauche.

Pourtant en 1970, « *l'alternative dessinée par les dirigeants de la Ligue est, à ce moment très ambitieux : « mutation ou scission du PSU » »*.⁸⁹

Dans la perspective du 7^e congrès du PSU de Lille, de fin juin 1971, un courant marxiste-révolutionnaire (CMR) se reconfigure pour s'opposer à la fois au rocardisme, aux mao-staliniens de la Gauche Révolutionnaire (GR) et aux mao-populistes du courant 5 qui deviendra la Gauche Ouvrière et Paysanne (GOP). Ce courant marxiste-révolutionnaire regroupe deux sous-courants : le courant « Kergoat » et le courant « Simon ».

Le courant « Kergoat » (Jacques Kergoat) reprend les orientations de la Ligue communiste et veut que les marxistes-révolutionnaires se structurent plus fortement. Le courant « Simon » (Philippe Simon) avec Yvan Craipeau, Pierre Régner (Pierre Eggenwiller) et Jean-Marie Vincent ne souhaite pas une cristallisation en tendance devant conduire à la scission. Il veut constituer une opposition de gauche plus large avec le courant 5⁹⁰ qui allaient constituer la Gauche Ouvrière et Paysanne (GOP) du PSU.

Dans le PSU, ces deux sous-courants œuvrent ensemble contre la montée du « basisme » et le « mouvementisme » maoïsant : anti-syndicalisme primaire, défense des comités de grèves et des comités de soutien aux grèves contre les comités de lutte minoritaires antisyndicaux, critique des assemblées ouvrières et paysannes (AOP)⁹¹ et du concept de « *mouvement politique de masse* », nécessité de l'unité d'action avec la gauche... Ce « basisme » des militants d'origine chrétienne et des militants maoïsants (les deux allant souvent ensemble) permet à la direction rocardienne de leur laisser le pouvoir localement pour mieux faire ce qu'elle veut nationalement.

Jean-Claude Gillet⁹² qui avait présenté l'orientation du courant 5 au congrès de Lille, rappelle que : « le courant qui sera appelé « *marxiste révolutionnaire* » dont les porte-parole sont Jacques Kergoat et Philippe Simon (14% des mandats) dénonce à la fois « *le verbalisme de gauche* » du courant dit 5 (parfois appelé courant pour un « *mouvement politique de masse* ») ainsi que « *le dilettantisme [et] l'opportunisme qui ont marqué trop souvent l'attitude de ce bureau national* » allié aux « *colonels de provinces* » héritiers du « *passé social-démocrate* » du PSU ».

Le CMR critique l'absence d'internationalisme du PSU qui entretient des relations avec des tas d'organisations sans vouloir construire une internationale, Les relations du PSU avec le FLN algérien de Boumediene et le parti Baas syrien sont critiquées.

Le CMR critique la tradition « municipaliste » du PSU. En 1971, le conseil national d'Orsay acte la

⁸⁹ Buton Philippe, *Le PSU et l'extrême gauche*, sous la direction de Noëline Gastagnez, Laurent Jalabert, Marc Lazar, Gilles Morin et Jean-François Sirinelli, *Le Parti Socialiste Unifié : histoire et postérité*, Presse Universitaire de Rennes, septembre 2013.

⁹⁰ Le courant 5 est un courant maoïsant qui a fait 20% des mandats au congrès de Lille de juin 1971. En 1972, il devient la Gauche Ouvrière et Paysanne (GOP) animée notamment par Marc Heurgon, Jacques Sauvageot, Alain Lipietz et fait 16% des mandats au congrès de Toulouse de décembre 1972. A la suite de ce congrès une partie de la GOP quitte le PSU et fonde « Pour Le Communisme » (PLC). Après le refus de la candidature de Charles Piaget, leader des Lips, à la présidentielle de 1974, l'autre partie de la GOP quitte le PSU et fonde le Parti d'Unité Populaire (PDUP). En octobre 1975, PLC et le PDUP fusionnent pour constituer l'Organisation Communiste Gauche Ouvrière et Populaire (OC GOP) qui elle-même fusionnera avec l'Organisation Communiste Révolution ! (OCR) pour constituer fin 1976, l'Organisation Communiste des travailleurs (OCT).

⁹¹ Sauvageot Jacques, *PSU, des idées pour un socialisme du XXI^e siècle*, PUR, février 2013.

⁹² Gillet Jean-Claude, *Le parti révolutionnaire : une illusion tenace abandonnée au congrès de Toulouse en 1972*, sous la direction de Jean-Claude Gillet et Michel Mousel, *Parti et mouvement social, le chantier ouvert par le PSU*, Éditions L'Harmattan, décembre 2011.

rupture des négociations pour un accord PSU-PC aux élections municipales de 1971. Cette rupture permet au PSU de reconduire des alliances locales avec la vieille SFIO et les « modernistes » des Groupes d'Action Municipale (GAM) comme à Grenoble.

Le CMR est majoritaire dans la fédération de Paris et fait une liste avec Lutte Ouvrière (LO) aux municipales : « *Paris aux travailleurs* » qui s'inscrit dans la continuité de la campagne PSU-LO sur les conditions et les coûts des transports sur Paris. Cette réalise de bons résultats dans certains arrondissements (5 à 9%).

Au 7^{ème} congrès de Lille en 1971, le CMR fait 14 % des votes tandis que la majorité du PSU derrière Michel Rocard en fait 53 %. A la suite de congrès, la Gauche Révolutionnaire (GR) qui fait 12% des mandats est exclue du PSU puisque c'est un « parti dans le parti ». Cette GR qui devient Gauche Révolutionnaire marxiste-léniniste (GR ml) fusionnera avec le très mao-stalinien PCMLF. Le courant 5 futur GOP fait 20% des mandats.

En 1972, le PSU a 5 000 membres. Constatant des départs individuels vers la Ligue communiste, 172 militants du CMR dont Jacques Kergoat, Denis Berger⁹³, Christian Leucate, Francis Sitel, Jean-Marie Vincent, Jean-Claude Vessilier, rejoignent donc la LC tandis que Manuel Bridier (1925-2003) rejoint l'organisation communiste « Révolution ! »⁹⁴. Cette organisation avait été rejointe en 1971 par Louis Adam (1949-2022). La partie du CMR qui ne rejoint pas la Ligue, regroupe des militants ayant eu une filiation avec la IV^{ème} Internationale (Yvan Craipeau, Pierre Régnier) ou pas (Bernard Ravenel, Michel Mousel).

L'AMR, qui fusionne dans le PSU en 1975, et une partie de le CMR du PSU (Yvan Craipeau, Maguy Guillien, Marie Hélène et Lionel Prouteau, Jacques Bleibtreu, Pierre Bartolli, Bernard Lecorre...) constituent la tendance B du PSU, qui vont constituer les Comités communistes pour l'autogestion (CCA) en mai 1977 (cf. infra 1.6.).

La rupture de la TB du PSU en 1977 ne signifie pas la disparition de la mouvance marxiste-révolutionnaire dans le PSU. Après l'entrée d'Huguette Bouchardeau en 1983 dans le gouvernement de Laurent Fabius, la tendance gauche autogestionnaire quitte le PSU (Jean-Pierre Lemaire, Daniel Ritcher, Jean-Jacques Ughetto, Viviane Carthairade). Jean-Jacques Ughetto (1952-2022), Viviane Cartairade rejoindront les CCA et avec ces derniers la FGA. Jean-Pierre Lemaire participera aux travaux de la TMRI jusqu'au retour de cette dernière dans la IV^{ème} Internationale.

Yvan Craipeau, fondateur et dirigeant historique du mouvement trotskyste en France, invite les trotskistes à rester au PSU ou à le rejoindre pour le transformer en parti révolutionnaire pour l'autogestion. Il débat avec les « pablistes » de la question du parti. Il reproduit dans son ouvrage sur l'histoire du mouvement trotskiste⁹⁵ sa contribution au débat, publiée dans la revue de la TMRI *Sous le drapeau du socialisme* (SDS), intitulée : « *Masses, avant-garde, parti* ».

L'AMR vis-à-vis du PSU a donc pour politique :

- L'unité d'action ;
- Des relations privilégiées avec son aile marxiste-révolutionnaire ;
- Des polémiques idéologiques dans son bimensuel « L'Internationale » contre son orientation, sa pratique et ses structures « centristes ».

L'AMR souligne l'évolution positive du PSU qui adopte en décembre 1972, lors de son congrès 8^{ème} à Toulouse, le manifeste autogestionnaire : « *Contrôler aujourd'hui pour décider demain* ». Ce manifeste est adopté par 83% des mandats alors que la tendance maoïsante Gauche Ouvrière et Paysanne (GOP) lui oppose ses thèses : « Vers le communisme ». Selon André Fontaine du courant 5 du PSU et après 1976 de la tendance C de ce parti, ce manifeste autogestionnaire est le fruit d'une alliance entre « rocardiens et trotskisans » du PSU⁹⁶

⁹³ Denis Berger quitte le PSU mais ne rejoindra la LCR qu'en 1975 avec comme projet la fusion LCR-PSU. Dans le CMR du PSU, il était pour quitter le PSU afin de constituer une nouvelle organisation négociant sa fusion avec la Ligue communiste.

⁹⁴ « Révolution ! » est une scission de la Ligue communistes emmenée par les frères Josua et Christian Picquet. Cette organisation tente une synthèse du trotskisme et du maoïsme. Elle fusionnera en 1976 avec la GOP issu du PSU pour fonder l'OCT.

⁹⁵ Craipeau Yvan, *Le mouvement trotskyste en France : des origines aux enseignements de Mai 68*, Editions Syros, 2^e trimestre 1971.

⁹⁶ Fontaine André, *Mai 68 dans l'histoire, les ambiguïtés du socialisme autogestionnaire*, L'Harmattan, janvier 2012.

Si le PSU devient le « parti germe de l'autogestion » en 1973, rappelons que dès le mois de novembre 1968, le PSU avait publié un document de travail intitulé « *Du contrôle ouvrier au pouvoir des travailleurs, vers l'autogestion* ». ⁹⁷

Au congrès 6^{ème} congrès de Dijon de mars 1969, le PSU adopte très largement « 17 thèses ».

S'agissant des nationalisations et de l'appropriation collective des moyens de production et d'échange, le point 9 de la thèse 6 avance prudemment et timidement :

« Dans le reste de l'appareil de production, le problème-clé est le contrôle démocratique des décisions des entreprises. Là où les techniques de production ou le niveau de qualification élevé des travailleurs le permet, l'autogestion, c'est-à-dire la prise des décisions essentielles, le choix des directeurs et leur révocabilité par des conseils élus par les travailleurs de l'entreprise, devra être mise en place. Partout ailleurs, à chaque niveau de l'entreprise (atelier, département, usine, groupe) les directions resteront nommées, mais des représentations ouvrières devront exercer sur les décisions un contrôle sanctionné par un droit de veto. Le mouvement syndical de son côté restera libre de contester la gestion comme d'en faire évoluer les conditions par des accords contractuels. Le passage à l'autogestion complète pourra se faire sur la demande des travailleurs, après l'approbation de la collectivité régionale, tutrice des entreprises en ce qui concerne le respect de la légalité socialiste comme l'application du plan ».

Le point 10 de la thèse 6 réaffirme l'antiétatisme et le régionalisme du PSU :

« En premier lieu la liberté d'expression sera assurée à tous les courants, amis ou ennemis, qui subsisteront dans une société pluraliste. Elle sera garantie par le statut de la radio-télévision, par la nationalisation des moyens de presse (imprimerie — messagerie — publicité), grâce à la création d'offices nationaux, gérés par les représentants des travailleurs, qui mettront les moyens techniques d'information à la disposition des divers courants d'opinion.

En second lieu, la liberté résultera également de la diminution des fonctions de l'Etat central. Chargé de préparer l'avenir, de diriger la planification et d'orienter la recherche, l'Etat devra être déchargé de l'essentiel de ses fonctions de gestion courante, soit au profit de services publics autogérés (éducation, santé) soit au profit des collectivités régionales (aménagement du territoire, tutelle des entreprises de dimension régionale : logement, etc.), ou locales ».

Aussi, à partir de 1973, la possibilité d'entrer au PSU est posée pour fusionner avec son aile gauche et le gagner au « *programme marxiste-révolutionnaire pour l'autogestion* ». ⁹⁸

1.4.1. Le Comité de liaison pour l'autogestion socialiste (CLAS)

Par le biais de son organe bimensuel « L'Internationale », l'AMR débat et échange des tribunes avec les CIC (Centres d'initiative communiste) qui se sont créés en 1971. Cette formation regroupe des oppositionnels communistes liés à « UNIR », des militants de l'ex-CIMR (Depaquit, Vigier), d'anciens responsables du PCF comme Victor Leduc. Des négociations de fusion s'engagent avec les CIC malgré de vieilles crispations et rancœurs (Cf. Encadré 4 ci-dessous « Au PSU : récriminations entre trotskystes « entristés » dans le PCF et anciens oppositionnels dans le PCF des années 1950 ».). Mais ceux-ci sont, tout comme l'AMR, intéressés par le PSU, et ils proposent une perspective « plus vaste » : associer systématiquement les trois organisations pour aller vers un « Parti des travailleurs pour l'autogestion ».

L'AMR finit par accepter cette perspective et s'engage dans la création du Comité de liaison pour l'autogestion socialiste (CLAS) le 28 janvier 1973. En février 1973, une campagne commune AMR-

⁹⁷ Patrick Silberstein, *Le PSU, un parti germe pour l'autogestion*, 9 mai 2016, site internet de l'Association pour l'Autogestion, repris dans la revue « Contre Temps » n°30, Paris, Syllepse, juillet 2016, pages 138 à 146.

⁹⁸ « *Mouvement syndical, forces politiques et autogestion* », Bruno Della Sudda, Jean-Pierre Hardy, Patrick Silberstein, in « *Autogestion : hier, aujourd'hui, demain* », Editions Syllepse, 2010. Repris et développé dans l'Encyclopédie Internationale de l'Autogestion, Tome 5, pages 138 à 167, Editions Syllepse 2019, téléchargeable gratuitement sur le site des éditions Syllepse.

CIC-PSU sur le thème : « *Si la gauche gagnait...* », s'inscrivant dans la préparation des législatives, donna lieu à une série de meetings à Paris et en province.

Aux élections législatives de mars 73, l'AMR appelle à voter au premier tour pour les candidats révolutionnaires pour l'autogestion, c'est-à-dire pour les candidats PSU dans la plupart des cas, et au 2^e tour pour le « *candidat ouvrier le mieux placé* », à savoir les candidats du PCF et du PS.⁹⁹

Lors de ces élections législatives de 1973, la Ligue communiste et Lutte ouvrière se sont mises d'accord sur un partage des circonscriptions afin d'éviter de se faire concurrence. La LC appellera à voter et à se désister pour la gauche, y compris les radicaux de gauche. Il est vrai que, par alliance de différents courants, la LC caractérise majoritairement le PS comme étant un parti « bourgeois ».

L'AMR refuse le vote et le désistement pour les radicaux de gauche et caractérise, dans la tradition trotskiste, le PS comme parti « ouvrier bourgeois ».

Cette campagne législatives commune AMR-CIC-PSU sous l'égide du CLAS faisait espérer le dépassement organisationnel de ces trois organisations et la constitution d'un nouveau parti révolutionnaire pour l'autogestion.

Encadré 4 :

Au PSU : récriminations entre trotskystes « entristes » dans le PCF et anciens oppositionnels du PCF des années 1950.¹⁰⁰

Victor Leduc est un cadre du PCF, oppositionnel interne de 1956 à la suite de l'écrasement des conseils ouvriers de Hongrie jusqu'à son exclusion en 1970. Il rappelle dans ses mémoires¹⁰¹ sa découverte en 1957 que Denis Berger, Michel Fiant et Gilbert Marquis, animateurs du bulletin oppositionnel dans le PCF « *Tribune de discussion* » autour de Félix Guattari (1932-1992) et Lucien Sebag avec des oppositionnels du PCF ; et qui se rapprochent de son bulletin « *l'Étincelle* », sont des trotskistes « entristes » du PCI « minoritaire ». Il y a aussi comme trotskystes « entristes », Michel Ravelli (1924-2006), Claude Kowal qui a été recruté par Gilbert Dalgalian va, lui, recruté Hubert Krivine au Lycée Voltaire. Jean-Michel Krivine adhère au PCI « minoritaire » à la suite d'un autre médecin, Farandjis, bien avant ses frères cadets. Alain Krivine apprendra par Gilbert Dalgalian¹⁰² que son aîné, Jean-Michel, et son frère jumeau, Hubert, sont au PCI « minoritaire », lorsque lui-même cornaqué par Michel Fiant, y sera admis.

Depuis 1952, le lycéen Gilbert Dalgalian pratique « *l'entrisme sui generis* » qui le fait participer aux bulletins « *L'Étincelle*, *Tribune de discussion* », puis à la « *Voie Communiste* » au début, avant le départ de Denis Berger de la IV^e Internationale. Par ailleurs, Gilbert Dalgalian apporte un soutien actif à la fédération de France du FNL algérien.

C'est Michèle Mestre, de son vrai nom Lucienne Abraham, qui a informé Victor Leduc que Denis Berger chef de file de « *Tribune de discussion* » était un trotskyste « entriste » membre du PCI minoritaire et de la IV^e Internationale.

Michèle Mestre (1916-1970)¹⁰³ et Mathias Corvin (1911-1983)¹⁰⁴, dont le pseudonyme est Victor, qui se marièrent en 1954, ont soutenu dans le PCI et la IV^e Internationale le tournant de « *l'entrisme sui generis* » impulsé par Michel Pablo. Ils sont favorables aux reniements du trotskysme officiel et sont opposés à une combinaison d'un travail interne dans le PCF et d'une organisation externe (publication de la « *Vérité des travailleurs* », organe du PCI « minoritaire » et de la revue « Quatrième Internationale »), et au maintien de la IV^e Internationale qu'ils quittent après son congrès mondial de 1954. Ils vont donc rompre avec « *l'entrisme sui generis* » en renonçant à la construction d'un

⁹⁹ Déclaration du bureau exécutif de l'AMR du 10 février 1973 publiée dans « L'Internationale » n° 32, 1^{re} quinzaine février 1973.

¹⁰⁰ Gryzbek Gérard, *Les Trotskystes dans les organisations communistes françaises pendant les années cinquante*, mémoire de maîtrise d'histoire, Université de Paris VIII, 1975.

¹⁰¹ Leduc Victor, *Les tribulations d'un idéologue*, Editions Syros, 1986.

¹⁰² Courriel du 9 septembre 2021 de Gilbert Dalgalian à Jean-Pierre Hardy.

¹⁰³ <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article121917>, notice MESTRE Michèle [ABRAHAM Lucienne dite] par Rodolphe Prager, version mise en ligne le 30 novembre 2010, dernière modification le 30 novembre 2010.

¹⁰⁴ <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article106857>, notice CORVIN Mathias, Victor par Jean-Michel Brabant, version mise en ligne le 4 novembre 2010, dernière modification le 19 mars 2015.

nouveau parti et en proposant d'œuvrer à « la transformation révolutionnaire du PCF ». Théorisant une intégration totale dans le PCF, ils fondent avec leur groupe, en août 1954, le journal des trotskystes du PCF « *Le Communiste* » dans lequel ils vont soutenir les positions les plus stalinienne et pro-URSS (hostilité à l'union avec le PS réformiste, soutien à la politique internationale de l'URSS). Après le décès de Michèle Mestre survenu le 4 février 1970, Mathias Corvin resta l'animateur du journal et du groupe qui le publiait. Membre de l'ANACR (Association nationale des anciens combattants de la Résistance), selon le témoignage de Jean-Jacques Aisenmann. Mathias Corvin avait pu coopérer avec des résistants communistes et gaullistes au camp de Sachsenhausen. Il passa ensuite par Buchenwald et dans le train qui le ramenait des camps, un déporté gaulliste lui dit de se tenir sur ses gardes et de changer de wagon car les déportés communistes avaient décidé de le tuer. Il tint compte du conseil et rien ne se passa. En 1975, à l'occasion d'un congrès de l'ANACR, Aisenmann vit un délégué saluer chaleureusement Corvin et lui dire : « *Tu sais, à la sortie des camps j'étais chargé de t'assassiner* ». Mathias Corvin était chevalier de la Légion d'honneur à titre militaire. Émile Fabrol (1950-2020) participa dans les années 1970 à la rédaction du « *Le Communiste* ». C'est durant cette période qu'Émile Fabrol rencontra celle qui devint la compagne de toute sa vie, sa camarade : Yannick. Tous les deux s'engagèrent à fond dans le groupe. Émile Fabrol participa au petit noyau dirigeant, Yannick, employée à l'Assurance maladie, assura le secrétariat pour Mathias Corvin.¹⁰⁵ Après la chute du mur de Berlin, les derniers membres de ce groupe, emmené par Émile Fabrol¹⁰⁶ se rallieront à la très crypto-stalinienne Ligue Trotskyste de France, section française la ligue Spartacist. L'expérience ne dura cependant que 10 mois, car il fallait obéir à la moindre directive de la direction états-unienne. La rupture se fit sur le refus de l'appel à envoyer des brigades internationales en Afghanistan.

La découverte des activités entristes des trotskystes du PCI « minoritaire » conduit le groupe de « *L'Étincelle* » de Victor Leduc à prendre ses distances.

En 1958, Denis Berger fonde alors la revue « *La Voie communiste* » en rupture claire et complète avec la direction du PCI « minoritaire » de Pierre Frank. Gilbert Dalgalian, malgré sa proximité avec Denis Berger, ne le suivra à la « *Voie Communiste* »¹⁰⁷. Denis Berger défend l'idée d'une fusion au sein d'un mouvement associant largement tous les communistes oppositionnels au sein du PCF et en rupture avec lui.

« *La Voie communiste* » rompt avec le PCI « minoritaire », qui perd ainsi entre 30 et 40 militants sur 150, pour opérer un regroupement plus large, indépendant du travail « entriste ». Gérard Spitzer et Roger Rey du PCF, des communistes libertaires (Gabriel Cohn-Bendit, Daniel Guérin, Georges Fontenis), Lucien Sebag, Félix Guattari, Simon Blumenthal, Michèle Firk qui rejoindra la guérilla du Guatemala et se suicide pour ne pas parler sous la torture¹⁰⁸, participent à ce journal. Michel Fiant, Michel Lequenne et Michael Löwy écrivent aussi dans « *La Voie communiste* ». La publication de cette revue vaut à Denis Berger d'être exclu du PCF en 1960. Denis Berger et Gérard Spitzer sont les « chevilles ouvrières » de « *La Voie communiste* ».

A cette stratégie d'opposition « interne externe », le PCI « minoritaire » prône le maintien d'un entrisme où les oppositionnels « gagnés » sont invités à ne pas aller à la rupture organisationnelle avec le PC, mais à s'y maintenir pour poursuivre le travail d'opposition interne. Cette stratégie d'entrisme prolongé opposée à un entrisme « razzia » sera défendue par la TMR IV (Cf. Supra.1.2.) hostile à des « sorties précipitées » de l'UEC ou du PCF.

¹⁰⁵ <https://maitron.fr/spip.php?article243928>, notice FABROL Émile par Pierre Vandevoorde, version mise en ligne le 22 novembre 2021,

¹⁰⁶ Émile Fabrol, décédé en mai 2020, a rejoint en 1968 ce groupe trotskyste du PCF « *Le Communiste* ». Il publie en Seine Saint Denis « *Tribune communiste* ». Un tract de la Ligue Trotskyste de France (LTF) lors du meeting présidentiel de Pierre Juquin en 1988 annonce triomphalement la fusion absorption du « *Le Communiste* » qui a renié son « entrisme ultra-pabliste ». Les deux groupes étaient en accord pour soutenir « l'armée en rouge libératrice en Afghanistan » et pour « demander l'écrasement de Solidarnosc agent de la CIA et du Vatican ». Après avoir quitté la LTF, il va se doter d'un titre de presse « *Prométhée* » qu'il mettra au service de diverses tentatives de regroupements avec la Gauche Révolutionnaire avant sa prise de contrôle par une des tendances internationales du trotskysme britannique et la Gauche Communiste du PCF de Jean-Jacques Karman, pour finalement se retirer en emportant son titre de presse déposé et protégé... « *Prométhée-Tribune Communiste* » (revue et site internet) va être l'un des microgroupes qui va rejoindre le NPA à sa création. A sa mort, il anime le NPA de Pantin (93) et participe au bulletin de la « coopérative Cerise » avec des « communistes unitaires » passés par la FASE, des libertaires de l'Union communiste libertaire (UCL) et des membres du réseau AAAEF membres d'E ! dont des post-pablistes de l'AMR et des CCA,

¹⁰⁷ Courriel du 9 septembre 2021 de Gilbert Dalgalian à Jean-Pierre Hardy.

¹⁰⁸ Firk Michèle, *Michèle Firk est restée au Guatemala*, Editions Syllepse, 2004.

L'essentiel de l'activité militante de « *La Voie communiste* » va se centrer sur le soutien aux nationalistes algériens, et notamment à Mohamed Boudiaf et à son Parti de la révolution socialiste.

« *La Voie communiste* » éclate en 1965, son anti-impérialisme et son anticolonialisme ne résistant pas aux débats sur la nature du maoïsme et de l'Algérie indépendante. Denis Berger continue la publication d'une feuille plus modeste, appelée simplement « *La Voie* ». En 1971, Berger décide d'adhérer au PSU, et d'y militer au sein du courant marxiste-révolutionnaire, animé par Jacques Kergoat et Jean-Marie Vincent. Il quitte le PSU avec les militants de ce courant l'année suivante, mais n'adhère à la Ligue communiste révolutionnaire qu'en 1975.

Jean Grobla (1937-2021), adhère à l'Union des étudiants communistes (UEC) en 1956, membre du PCF jusqu'en 1969 et du Comité National de l'UEC de 1963 à 1965, se rapproche en 1968 des Comités d'Initiative pour un Mouvement Révolutionnaire, peu avant la dissolution de la cellule à laquelle il appartenait. L'engagement de J. Grobla dans ces comités, portés par des dissidents communistes, des anarchistes et des trotskistes de tendance pabliste, marque un tournant dans son engagement militant, qui, dès lors se poursuivra aux côtés de la Tendance Marxiste Révolutionnaire de la IV^{ème} Internationale (TMR-IV), de l'AMR et de la tendance B du PSU. Il a été l'un des animateurs du « comité du 5 janvier pour une Tchécoslovaquie libre et socialiste ».

Victor Leduc gardera de la période « entriste » dans le PCF, une méfiance à l'égard des « pablistes » qu'il va retrouver dans le PSU en 1975 puis dans la mouvance « rénovateurs communistes » qu'il rejoint à la suite des résultats décevants de la candidature de Pierre Juquin aux présidentielles de 1986.

Le philosophe oppositionnel Henri Lefebvre (1901-1991) participe à « *Tribune de discussion* », ce qui favorisera une collaboration épisodique jusqu'à sa mort avec des cadres politiques « pablistes » dont il inspire nombre de thèses sur les nouveaux mouvements sociaux. Henri Lefebvre sera membre avec Michel Pablo du comité de rédaction de la revue *Autogestion* (1966-1970).

Le 2^{ème} congrès de l'AMR de début juin 1973 appelle à la fusion AMR-CIC-PSU. Ce congrès reçoit des messages de salut d'UNIR (groupe oppositionnel du PCF), du PSU et du FLN algérien « clandestin », Hocine Zahouane et Mohammed Harbi venant par ailleurs d'être libérés.¹⁰⁹

Pour Sophie Bérout, René Mouriaux et Patrick Silberstein¹¹⁰, la résolution générale de ce deuxième congrès de l'AMR donne assez précisément le sens donné à l'autogestion¹¹¹ par ce courant en la situant dans sa filiation politique : « *L'autogestion constitue, pour nous, l'axe stratégique du nouveau programme de transition* ». Selon ce texte, l'autogestion trouve ses fondements dans « *les conditions nouvelles de la socialisation capitaliste de la production, de la consommation, de l'espace, du temps, et des relations sociales* ». La stratégie autogestionnaire est subversive en ce sens qu'elle s'attaque de facto à l'exploitation capitaliste et « *au mode de production des individus aptes à reproduire les conditions de la dictature de la bourgeoisie* ». La stratégie autogestionnaire implique un « *dépassement-élargissement* » des objectifs, dans la mesure où la défense de la force de travail « *s'articule et s'éclaire avec la remise en cause du travail et de son organisation* ». Selon l'AMR, ce qui est improprement appelé à cette époque « *revendication qualitative* » renvoie « *à ce lieu où la libération de la force de travail, la libération du corps, et la "libération des désirs et des pensées" (Marx), ne font qu'un* ». De ce point de vue, c'est par l'autogestion que peut se sceller l'alliance du mouvement ouvrier et des mouvements sociaux, ceux de la jeunesse et des femmes en particulier.

¹⁰⁹L'Internationale n° 37 du 19 juin 1973.

¹¹⁰ *Eléments pour l'étude de la tendance marxiste-révolutionnaire : discours et pratiques autogestionnaires*, texte en partie publié dans l'ouvrage *L'autogestion : la dernière utopie ?*, sous la direction de Frank Georgi, « *Eléments pour l'étude du courant « pabliste » : discours et pratiques autogestionnaires* », Sophie Bérout, Patrick Le Tréhondat, René Mouriaux, Patrick Silberstein, Publications de la Sorbonne, édition de juin 2003.

¹¹¹L'élaboration du courant « pabliste » sur l'autogestion comme celles des autres partis politiques et syndicats a été présentée dans : « *Mouvement syndical, forces politiques et autogestion* », Bruno Della Sudda, Jean-Pierre Hardy, Patrick Silberstein, in « *Autogestion : hier, aujourd'hui, demain* », Editions Syllepse, 2010. Repris et développé dans l'Encyclopédie Internationale de l'Autogestion, Tome 5, pages 138 à 167, Editions Syllepse 2019, téléchargeable gratuitement sur le site des éditions Syllepse.

En effet, toujours selon Sophie Bérout, René Mouriaux et Patrick Silberstein, le fait de mettre l'autogestion au centre des préoccupations stratégiques modifie considérablement les conceptions générales issues de la filiation revendiquée par ce courant. La stratégie pour l'autogestion :

« ...suppose la reconnaissance de multiples déterminations dans la conscience de la lutte anticapitaliste, qui peuvent donner naissance à des mouvements spécifiques et autonomes. [Il nous faut] prendre pour point de vue la totalité de la formation sociale, c'est-à-dire la totalité des manifestations de la crise, donc la totalité des facteurs qui minent la société bourgeoise, en les articulant dans un projet conscient. Il s'agit pour cela d'apprécier l'importance historique profonde des mouvements de " contestation" des structures matérielles de l'idéologie (famille, école, relations sociales), dans un projet révolutionnaire total où l'"utopie communiste" n'est plus l'impossible, mais se fraye au contraire un chemin au sein même de la barbarie capitaliste.

[...] L'autogestion constitue l'axe stratégique de préparation de la crise révolutionnaire, moment qualitatif de l'affrontement avec l'État. L'interpénétration des sphères de production, distribution, consommation, comme l'approfondissement des contraintes sociales (habitat, école, transports) ouvrent la voie aux revendications du contrôle de la communauté sociale sur le mode d'existence. La politique autogestionnaire est donc celle qui tend à construire une dualité de pouvoir à l'aide d'un corps d'objectifs partant d'une critique pratique de la "qualité de la vie quotidienne". »¹¹²

Comme le soulignent Sophie Bérout, René Mouriaux et Patrick Silberstein¹¹³, la pratique autogestionnaire est explicitement définie comme une pratique qui questionne dans l'action la finalité des institutions et des valeurs de la société bourgeoise. C'est pourquoi ils rappellent que pour les « pablistes », le mot d'ordre de l'autogestion est donc riche de sa particularité : c'est à la fois un mot d'ordre transitoire et un mot d'ordre carrément socialiste.

Les 19 et 20 mai 1973, à Paris, se sont tenues deux journées de travail sur « Organisation Politique et Autogestion », organisées par le P.S.U., l'A.M.R., les C.I.C. et Objectif Socialiste qui avaient ensemble fondé le Comité de Liaison pour l'Autogestion Socialiste (C.L.A.S.), ces journées ont abouti à un premier texte commun de référence soumis aux débats des diverses organisations. Ce texte rédigé par Victor Leduc¹¹⁴, animateur des Centres d'Initiatives Communistes (CIC), se présente sous forme de 14 thèses sur le socialisme et l'autogestion qui restent encore des thèses de référence.¹¹⁵ Cette rencontre nationale engage les membres du CLAS dans la construction d'une organisation des partisans révolutionnaires de l'autogestion, le parti des travailleurs pour l'autogestion socialiste (PTAS) ce qui passe par la création de comités de base du CLAS. Ces comités de base n'existeront que là où l'AMR fait le poids. L'AMR est implantée sur Paris, Lyon, Bordeaux, Marseille, Aix, Toulouse et Limoges. Cependant, la direction du PSU (Chapuis-Rocard-Le Garrec) y avait fait adhérer « Objectif socialiste », un club réformiste d'origine chrétienne de gauche, ce qui inquiète l'AMR.

Dans le document qu'elle présente aux journées d'études du CLAS en novembre 1973, l'AMR précise que la stratégie de l'autogestion réclame une nouvelle conception de l'organisation révolutionnaire dite d'avant-garde :

« Puisque la stratégie autogestionnaire élargit le champ de l'activité des révolutionnaires à l'ensemble des domaines où le capitalisme a étendu le règne de la marchandise et que de nouveaux mouvements sociaux (jeunes, femmes, minorités...) se développent d'une façon autonome, une organisation révolutionnaire autogestionnaire ne peut développer avec ces mouvements et organisations des relations de type hiérarchique. [...] C'est dans le cadre d'un large mouvement pour l'autogestion socialiste que ces relations nouvelles peuvent s'expérimenter. Un tel mouvement pourrait réunir dans un même projet social des organisations politiques, syndicales culturelles, spécifiques... »

¹¹² Résolution du 2^e congrès de l'AMR (juin 1973).

¹¹³ *Eléments pour l'étude de la tendance marxiste-révolutionnaire : discours et pratiques autogestionnaires*, texte en partie publié dans l'ouvrage *L'autogestion : la dernière utopie ?* Sous la direction de Frank Georgi, « Eléments pour l'étude du courant « pabliste » : discours et pratiques autogestionnaires », Sophie Bérout, Patrick Le Tréhondat, René Mouriaux, Patrick Silberstein, Publications de la Sorbonne, édition de juin 2003.

¹¹⁴ Leduc Victor, *Aliénation ou autogestion, le dilemme de notre temps*, Editions La Brèche, 1989.

¹¹⁵ Téléchargeable sur le site de l'Association pour l'Autogestion.

Des « Six heures pour l'autogestion » sont organisées dans plusieurs villes avec Victor Leduc pour les CIC, Maurice Najman pour l'AMR et Michel Rocard ou Charles Piaget pour le PSU.



Encadré 5

Les Quatorze thèses pour l'autogestion du CLAS

1. Le capitalisme, sous sa forme nationale ou multinationale, s'est aujourd'hui saisi, dans notre pays, de l'ensemble des activités humaines et des conditions de l'existence quotidienne, du travail à la chaîne à la télévision en passant par les cités parkings, les HLM, les marchés du loisir et de la culture, etc. L'Etat et l'ensemble des pouvoirs, qu'ils s'exercent à l'entreprise, sur la terre, sur la ville, sur l'information, sur l'enseignement, etc., ont pour fonction d'imposer, aussi bien par la répression que par une prétendue participation, un mode de vie permettant un constant élargissement de la production de plus-value. Le règne universel de la marchandise ébranle toutes les institutions et toutes les valeurs établies, met la société tout entière en état de crise permanente.
2. Face à cette crise, le terme d'autogestion exprime le sens de la solution révolutionnaire globale vers laquelle s'orientent les luttes présentes qui s'étendent à tous les secteurs de la vie sociale. Ces luttes remettent en cause l'organisation capitaliste du travail, le principe d'autorité et l'ordre hiérarchique dans tous les domaines, une école qui perpétue la séparation du travail manuel et du travail intellectuel, la fonction de classe de l'armée, de la police, de la justice, l'emprisonnement de la jeunesse dans les mécanismes de reproduction du capital, l'inégalité et la subordination de la condition féminine liées aux structures rétrogrades de l'institution familiale et de la vie sexuelle, l'exploitation sauvage des travailleurs immigrés, l'oppression économique et culturelle des minorités nationales de notre propre pays. On constate aujourd'hui que la croissance capitaliste aboutit à l'irrationalité de la vie quotidienne, à la pollution, à la destruction des cycles écologiques et cela dans le cadre d'une surexploitation et d'une misère accrues imposées aux peuples du tiers monde. C'est pourquoi la finalité de cette croissance est elle-même largement remise en question.

Les marxistes-révolutionnaires pour l'autogestion dits « pablistes » : des « pieds rouges » d'Algérie aux altermondialistes Jean-Pierre HARDY. Juillet 2023.

3. Dans l'action contre toutes les formes d'exploitation, d'oppression et d'aliénation qu'engendre le capitalisme actuel, se constitue un nouveau bloc de forces sociales, fondé non sur une alliance provisoire et circonstancielle de classes ayant des intérêts divergents ou contradictoires, mais sur l'aspiration commune à un changement fondamental des structures des rapports entre les hommes et avec la nature, des modes de vie et de civilisation, à une autodétermination complète des peuples et des individus. Dans ce bloc, la classe ouvrière, en fonction de sa situation de classe la plus exploitée, joue un rôle central, mais les autres catégories de travailleurs et tous ceux, jeunes, femmes, etc., qui prennent conscience dans la lutte de la nécessité d'en finir de façon radicale avec le système capitaliste y ont leur place.
4. La révolution socialiste autogestionnaire trouve sa base objective dans le fait que la convergence des forces anticapitalistes peut se réaliser dans une période où sont réunies les conditions matérielles, scientifiques et techniques dans lesquelles notre société peut organiser rationnellement la production et la répartition en réduisant au minimum les contraintes de l'accumulation, en mettant fin à tout système autoritaire et hiérarchisé. Avec les moyens modernes d'information et de formation, le problème des décisions peut être résolu de façon rationnelle par les intéressés eux-mêmes à toutes les instances de la vie économique, sociale et politique.
5. Le socialisme autogestionnaire se fonde sur l'appropriation sociale des moyens de production et sur leur gestion directe par les travailleurs, déterminant eux-mêmes, dans le cadre d'un plan élaboré démocratiquement, les finalités, les conditions et la rétribution de leur travail. Sur cette base, il réalise le pouvoir des travailleurs à l'entreprise, dans les services, dans toutes les institutions ainsi qu'aux niveaux communal, régional, national. L'information et l'expression libres, la liberté d'association, de propagande et d'action syndicale, politique, culturelle permettent à tous les membres de la société d'assurer leur autodétermination et leur donnent la possibilité d'un développement collectif et d'un épanouissement personnel.
6. Même s'il aspirait dès sa naissance à ce type de société, le mouvement ouvrier n'a pu encore y accéder, tant en raison de l'absence de maturité des conditions matérielles que par l'effet d'illusions sur les possibilités d'y parvenir sans détruire le système capitaliste et son Etat, ou parce que les forces révolutionnaires, là où elles ont triomphé, ont mis en place des Etats à dominante bureaucratique fondée sur la direction de l'économie et de l'ensemble de la société par un seul parti hégémonique, lui-même organisé selon les principes du monolithisme. Dans ces conditions, les travailleurs, privés des libertés essentielles, restent également frustrés de la réalité des pouvoirs de décision et de gestion à l'entreprise et dans tous les secteurs de la vie sociale.
7. Tel qu'il s'exprime dans le Programme commun de gouvernement, le projet de société demeure tributaire de ces deux tares historiques. D'une part il diffuse la croyance selon laquelle il est possible d'avancer vers le socialisme dans le cadre même du système économique actuel et en laissant subsister les formes institutionnelles de son appareil d'Etat. D'autre part, il annonce l'installation progressive d'un capitalisme d'Etat assorti d'une gestion dite démocratique, mais dans laquelle ce sont les appareils des partis et de syndicats qui, dans le cadre de la propriété étatique des moyens de production, assument le rôle dirigeant. Toute l'expérience du mouvement ouvrier montre que, dans un tel système, c'est au parti de type monolithique que reviendrait tôt ou tard l'hégémonie politique. La pire des illusions consisterait à croire que les perspectives tracées par ce programme sont compatibles avec l'autogestion socialiste.
8. Le combat pour le socialisme autogestionnaire prend appui sur les luttes actuelles contre l'exploitation et l'oppression, luttes qui, dans leur forme (autodirection par les travailleurs et tout récemment par les lycéens et par les étudiants) et dans leur contenu, posent de plus en plus le problème de la transformation des rapports de production et des rapports sociaux. Ces problèmes sont également posés dans les actions qui se développent dans les domaines de l'école, du cadre de vie, de la santé, de l'habitat, des transports, dans les actions que mènent les jeunes, les femmes, les travailleurs immigrés, les minorités nationales. Mais ces luttes ne peuvent déboucher spontanément sur l'autogestion socialiste, pas plus que n'y peut conduire une politique réformatrice ou l'hégémonie de directions bureaucratiques sur le mouvement ouvrier.

9. La destruction de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie et de tous les pouvoirs sur lesquels il s'appuie, sur l'entreprise, sur l'éducation, sur le cadre de vie et sur le mode de vie, est le préalable à l'instauration du socialisme autogestionnaire. C'est donc un problème politique qu'affronte nécessairement le gouvernement pour l'autogestion. Celui-ci doit élaborer et appliquer une stratégie révolutionnaire adaptée aux conditions actuelles de la lutte des classes, stratégie dans laquelle les luttes pour le contrôle des travailleurs sur les entreprises et les services et pour le contrôle populaire sur l'habitat et le cadre de vie, l'éducation, la santé, etc., peuvent constituer des objectifs intermédiaires préparant la crise révolutionnaire. Au cours de cette crise, l'instauration d'un réseau de bases d'autogestion peut être une arme essentielle dans la bataille pour abattre le pouvoir de la bourgeoisie.
10. Confronté à cette tâche historique, le mouvement révolutionnaire pour l'autogestion ne peut se développer sans disposer d'une instance capable d'élaboration politique et théorique, capable de regrouper des forces sociales engagées ou susceptibles d'être engagées dans les luttes, capable de dégager scientifiquement les perspectives générales et de les proposer pour des luttes nouvelles. L'organisation révolutionnaire qui assumera ce rôle doit rejeter les schémas dépassés d'une avant-garde qui se rassemble sur la base d'un programme élaboré en vase clos et sur un modèle préétabli d'organisation et qui se tient pour l'incarnation de la classe ouvrière et de la conscience révolutionnaire. La conscience et les forces révolutionnaires se constituent dans un rapport constant entre le mouvement autonome des masses, les luttes réelles et l'organisation politique.
11. Entre l'organisation politique et les organisations de masse, qu'elles soient permanentes comme les syndicats ou temporaires comme les comités de lutte, les comités de grève, etc., les liens doivent être multiples à tous les échelons et contribuer, tant sur la base géographique que sur celle des secteurs d'intervention, à l'élaboration de la ligne politique et des décisions.
12. Dans ses structures, l'organisation doit préfigurer les rapports sociaux du socialisme d'autogestion. Elle doit être suffisamment décentralisée pour permettre aux militants la plus grande autonomie dans les luttes et la capacité d'élaboration et de décision à la base. La libre circulation des idées, la confrontation des points de vue, la reconnaissance explicite des courants et leur représentation briseront toute possibilité de monolithisme et de captation bureaucratique de la direction. Mais l'organisation doit garantir sa cohérence et sa capacité d'action révolutionnaire par une définition suffisamment claire et précise de ses orientations de base.
13. Dans une telle organisation, l'engagement politique n'est pas le renoncement sécurisant à prendre des initiatives et des responsabilités. Chaque militant est au contraire appelé à développer dans l'élaboration et dans l'action ses capacités de création, et tout l'effort de formation et d'information, la pratique politique et le langage lui-même doivent tendre à lui permettre d'affirmer sa personnalité dans la lutte collective pour la révolution et le socialisme autogestionnaire.
14. La création de l'organisation révolutionnaire pour l'autogestion est l'objectif commun des partis et groupements révolutionnaires qui rejettent le passage par une phase de direction centraliste de l'économie et de l'Etat et qui ont pris position sans équivoque pour l'autogestion socialiste. Mais elle nécessitera la réunion de dizaines de milliers de travailleurs et militants des organisations syndicales, sociales, culturelles qui seront appelés dans des assemblées de base à construire ensemble l'instrument politique indispensable à la coordination et à la convergence de leurs luttes vers la révolution socialiste autogestionnaire.

Après l'élargissement du CLAS à « Objectif socialiste », la direction du PSU ouvre à des mouvements et des organisations qui n'ont rien à voir avec la perspective de construction d'un parti révolutionnaire : « Vie nouvelle » (chrétiens de gauche), ainsi que des associations culturelles, familiales et populaires. La direction du PSU voit le CLAS comme un large mouvement pour l'autogestion qui lui est utile pour faire pression sur l'Union de la gauche.

La signification initiale du CLAS se transformait donc complètement. Si l'AMR ne s'opposait pas à la constitution d'un mouvement large pour l'autogestion, structure de débat et de confrontation, elle refusait toute confusion entre une telle structure et une organisation politique révolutionnaire. Par ailleurs, le PSU propose en novembre 1973 à l'AMR et aux CIC d'intégrer le PSU.

La direction du PSU veut que le courant autogestionnaire participe à l'union de la gauche : discussions avec le PS et surtout avec le PCF pour un « pacte d'unité populaire » qui deviendra sous la pression de la gauche du PSU « pacte d'unité d'action anticapitaliste ». L'AMR, tout en défendant une politique de Front unique, refuse de faire du courant autogestionnaire le flanc gauche de l'Union de la gauche (UG), symétrie de son flanc droit : les radicaux de gauche.

Pour l'AMR, le PSU reste une organisation « centriste » marquée par les illusions du christianisme social. Elle reproche au PSU de se contenter d'être le « haut-parleur » des luttes, et de se limiter à les populariser sans y intervenir pour y défendre et élaborer son programme, ce qui est pourtant bien la fonction spécifique et irremplaçable d'un parti.

La gauche du PSU s'oppose à cette orientation qui vise à faire du PSU le wagon de queue de l'Union de la gauche. Sous sa pression, la bataille pour « un pacte d'unité populaire » devient, comme cela a déjà été précisé, bataille pour un « pacte d'unité d'action anticapitaliste » qui « ne saurait être confondu avec un accord de gouvernement ». Il en sort des textes de compromis, « nègres blancs » où le vote sous la pression de la gauche d'amendements « garde-fous » donne des résolutions où l'on trouve tout et son contraire.

Malgré les péripéties du CLAS, l'AMR a rompu son isolement et multiplié les contacts et pense enfin peser sur la situation. Le comité central de l'AMR des 20 et 21 janvier 1974 accepte ce qu'il avait refusé quelques mois auparavant : le regroupement avec le PSU.

Cette décision est aussi la conséquence de la montée de l'Union de la gauche, qui impose selon l'AMR des choix nouveaux pour jouer un rôle actif. De plus, les CIC derrière Victor Leduc et Serge Depaquit sont entrés au PSU. Les ex-CIC et la gauche du PSU animée par Yvan Craipeau exhortent l'AMR à participer de l'intérieur du PSU à leur combat pour sa réorientation sur des bases révolutionnaires. Le PSU n'était-il pas le parti des « Lip » selon une expression d'Yvan Craipeau qui voulait organiser au PSU les nombreux militants qui avaient participé à la marche sur Besançon (100 000 personnes) ? N'était-il pas le parti de la gauche ouvrière riche en cadres syndicaux CFDT radicalisés ? Selon Bernard Ravenel, jusqu'en avril 1968, le PSU comptait à peine une dizaine de sections d'entreprise. En 1969, il en compte près de 150. Au printemps 1970, la conférence nationale ouvrière du PSU réunit quelque 350 sections et groupes d'entreprise et 200 délégués, « *une majorité d'hommes (sauf exception notable pour les Chèques postaux), une moyenne d'âge de trente ans, une qualification moyenne assez élevée* ». ¹¹⁶

Aussi l'AMR, tout en affirmant qu'elle « *n'abandonne en rien, bien entendu, l'intégralité de ses idées, non plus que les critiques qu'elle a adressées, et qu'elle adresse toujours au PSU et à sa direction sur ses multiples limitations* », adopte une orientation visant « *à préparer le processus d'unification des révolutionnaires pour l'autogestion au sein du PSU* ». La sclérose de la gauche révolutionnaire l'encourage dans sa démarche.

Alain Krivine dans *Rouge* demande à l'AMR de condamner l'exclusion de son organisation des colloques sur l'autogestion organisés par la CFDT auxquels l'AMR participe.¹¹⁷

A l'occasion de ce colloque organisé par la CFDT à Paris (février 74), Michel Raptis dit Pablo synthétise la pensée stratégique du courant « pabliste » à cette époque :

« Il me paraît difficile d'aborder la question de l'autogestion du particulier au général, de vouloir par exemple examiner les questions que posent l'organisation et la division du travail dans le cadre des entreprises, sans préciser la conception globale de l'autogestion. Car il est évident que nombre des questions posées au niveau de l'entreprise se trouvent éclairées, facilitées dès qu'on envisage le fonctionnement de l'entreprise dans son contexte global, celui d'une société gérée dans tous les domaines et à tous les niveaux par le principe de l'autogestion. Par exemple l'ampleur et les limitations de l'autogestion au niveau d'une entreprise s'éclairent quand on considère l'entreprise dans son insertion dans l'ensemble de la société autogérée, dans le plan social global qui la caractérise, démocratiquement élaboré et appliqué. [...] Machines, énergie, conditions et finalité de la production sont des facteurs en

¹¹⁶ Bernard Ravenel, *Quand la gauche se réinventait, histoire d'un parti visionnaire*, Editions La Découverte, 2016.

¹¹⁷ L'Internationale n° 45 du 15 février 1974.

interaction, mais en dernière analyse déterminés par ceux qui décident de la production et de sa finalité. Dans une société autogérée, la production aura une finalité sociale démocratiquement définie, qui conditionnera pour beaucoup le genre des machines et de l'énergie et l'organisation des hommes, par rapport à une telle production, dans de telles conditions matérielles. [...] Il ne s'agit pas d'appliquer d'emblée l'autogestion « parfaite » mais de la concevoir comme un processus de perfectionnement incessant. [...] Les conditions de l'autogestion conçue comme un processus global, historique (s'étalant sur toute une période historique) sont d'ordres objectif et subjectif. Ordre objectif tout d'abord : c'est le nouveau niveau atteint par les forces productives, leur nouvelle qualité, qui rend l'autogestion socialiste à la fois nécessaire et possible : il est donc limitatif de se référer à l'Autogestion comme étant essentiellement l'aspiration séculaire des travailleurs à la démocratie directe. Ce qui est nouveau, déterminant, c'est que cette aspiration est actuellement nécessaire et possible, découlant du nouveau niveau atteint par les forces productives [...] et permet une autre organisation de la société. Ordre subjectif également : [...] il sera nécessaire d'accomplir une véritable " révolution culturelle " afin que les partis et les syndicats se réclamant du socialisme abandonnent leurs conceptions élitistes, cessent de concevoir le socialisme comme le régime où la classe et les travailleurs gouvernent essentiellement à travers les médiations de l'État [...]. Il faut (faire) dès maintenant un immense effort de formation et d'éducation des travailleurs et des citoyens, diffusant, explicitant par tous les moyens possibles la conception du processus global de l'autogestion socialiste. Pas seulement d'ailleurs la conception, mais également la pratique de l'autogestion, aussi limitée qu'elle soit à l'étape actuelle. [...] Une expérience " à la Lip " constitue une étape supérieure. Une expérience à la " Mai 68 " de nouveau possible, dans le contexte de la longue et profonde crise inédite qui s'empare du système capitaliste, pose la question sur un niveau encore plus élevé. Il s'agit là d'une crise nationale révolutionnaire majeure où des millions de travailleurs et de citoyens se mobilisent activement, occupant entreprises, services sociaux divers, écoles, etc., et les gérant eux-mêmes. En agissant ainsi, ils posent objectivement la question de la prise du pouvoir total, du passage du pouvoir partiel, qu'ils détiennent ainsi, au pouvoir total. Ainsi s'éclaire mieux la conception globale de la stratégie de l'autogestion, pédagogie de la lutte révolutionnaire pour le pouvoir et base du socialisme de demain. »¹¹⁸



¹¹⁸« Sur le concept global de l'autogestion », *Sous le drapeau du socialisme*, n° 62, avril 1974.



Marche sur LIP, septembre 1973. Gilbert Marquis de l'AMR est à droite, avec sa casquette. A côté, Michel Rocard, Robert Chapuis, Jean Le Garrec qui rejoindront le PS de Mitterrand un an plus tard

Avril 1974, le président de la République Georges Pompidou meurt. Pour les élections présidentielles, la gauche du PSU (Mousel, Leduc, Depaquit, Craipeau) et l'AMR veulent présenter Charles Piaget, « leader » de LIP et membre du PSU. Cette idée rencontre un écho favorable dans la CFDT. La LCR et l'organisation communiste « Révolution ! » (OCR future OCT) en soutiennent le principe, ainsi que des journaux comme Politique Hebdo et Libération. René Dumont déclare qu'il ne se présentera pas comme premier candidat écologiste aux élections présidentielles si Charles Piaget est candidat.

La direction du PSU est pour le soutien dès le premier tour à François Mitterrand « candidat de toute la gauche » alors que ce dernier se démarque sur la droite du Programme commun de la gauche. Rocard et la direction du PSU s'engagent dans l'opération des « assises du socialisme » qui devait permettre le regroupement du PS, du courant Rocard du PSU, de « Objectif socialiste » et d'une quatrième composante formée par des cadres et militants de la CFDT et de diverses associations populaires et familiales. Cette opération visait à faire entrer les forces autogestionnaires dans un grand parti réformiste, le PS, qui devait s'appeler le Parti DES socialistes.

Les marxistes-révolutionnaires pour l'autogestion dits « pablistes » : des « pieds rouges » d'Algérie aux altermondialistes Jean-Pierre HARDY. Juillet 2023.

Cette bataille pour la candidature Piaget¹¹⁹ renforce les liens entre l'AMR et la gauche du PSU. Ensemble, ils forment les « Comités du 20 mai pour l'autogestion socialiste »¹²⁰ et publient un journal qui aura quatre numéros et qui développe des positions clairement révolutionnaires. L'AMR rompt dans le même temps avec la direction droitière du PSU.

Au premier tour de ces élections présidentielles de 1974, l'AMR appelle à « voter révolutionnaire », c'est-à-dire pour Alain Krivine (FCR) ou Arlette Laguiller (LO), et au deuxième tour pour François Mitterrand.

Le 1^{er} septembre 1974, une assemblée de 200 militants du PSU avec une délégation de l'AMR participent à un stage de réflexion à Besançon sur le maintien d'un pôle autogestionnaire et révolutionnaire face au « dérapage réformiste » de la direction du PSU.

Le conseil national du PSU à Orléans (5 et 6 octobre 1974) met en minorité Rocard et son courant qui quitte le PSU pour le PS. Pour l'AMR, c'est un nouveau départ pour le PSU. Il peut être au centre du regroupement des révolutionnaires partisans de l'autogestion, le processus d'unification avec l'AMR doit reprendre. L'extrême gauche organisée comme les milliers de militants inorganisés seront polarisés par ce processus... Yvan Craipeau déclare : « le PSU de monsieur Rocard, c'est fini, vive le PSU des Lip¹²¹ ».

Une réelle dynamique est possible, elle n'aura lieu que là où l'AMR l'impose, car le courant Mousel-Leduc, grand vainqueur, s'allie avec l'autre courant centriste et conciliateur qui avait été hostile à la candidature Piaget (Barjonet, Gollet) pour faire croire que le « *PSU n'a pas changé et continue comme avant* », qu'il ne se marginalise pas à l'extrême gauche. Ces courants présentent un texte unique au 9^e congrès du PSU à Amiens (décembre 1974) et forment une direction commune. Le texte « *Pour un communisme autogestionnaire* », dernière survivance de la GOP présenté par cinq militants et André Fontaine futur dirigeant du courant C du PSU de 1976 à 1979, recueille 4,5% des mandats.

Encadré 6

Ce qu'Yvan Craipeau a dit de ces événements et de cette période dans ses mémoires : « Mémoire d'un dinosaure trotskyste », Editions L'Harmattan, 1999.

La direction rocardienne (officiellement le secrétaire n'est plus Rocard mais Robert Chapuis) a accepté l'idée de l'élargissement du parti en créant le Centre de liaison pour l'autogestion socialiste. Concrètement, cela se traduit par l'intégration des Cercles d'initiative communiste dont le dirigeant est mon ancien condisciple Victor Leduc Nechtschein qui a joué un rôle important au PC et a rompu avec lui. C'est en fait un petit groupe, comme l'AMR des trotskistes pablistes. Nous appuyons à fond cet élargissement, d'autant plus que nous comptons y trouver un renfort idéologique. Mais il ne suffit pas à transformer le PSU.

L'appui donné à Mitterrand pour la présidentielle et l'intégration de Rocard au brain-trust du candidat socialiste ont évidemment ouvert une logique contraire. Nous sommes informés de pourparlers entre Michel et Mauroy. J'attaque directement à la DPN. Réponse embarrassée de Michel : « Qu'allez-vous chercher là ? La rencontre avec Mauroy n'était qu'une conversation avec un vieux copain. » Ces dénégations ne nous trompent pas : « Je comprends, Michel, ça ne nous gênerait pas que le candidat du PS s'appelle Rocard au lieu de Mitterrand. Au contraire. Mais nous n'accepterons pas que tu essayes de liquider le PSU en trompant les militants. »

Les rocardiens vont jusqu'à faire une déclaration écrite dans laquelle en aucun cas ils ne rallieront le PS. Mais presque aussitôt Michel Rocard doit découvrir ses batteries. Dans *Libération* il dira même qu'il a fait son choix depuis 1971. Chapuis et Le Garrec camouflent encore leur position, affirmant qu'ils

¹¹⁹ - Charles Piaget, *On fabrique, on vend, on se paie : LIP 1973*, Editions Syllepse, 2021.

- Théo Roumier, *Leçons d'un candidat des luttes: enquête sur l'éphémère candidature de Charles Piaget à la présidentielle de 1974*, La Découverte « Revue du Crieur » 2022/1 N° 20 | pages 112 à 129

- Charles Piaget et Théo Roumier, *Autogestion et révolution, Charles Piaget interventions 1974*, Les Cahiers de l'ITS/les Editions du Croquant, 2022.

¹²⁰ Théo Roumier, *20 MAI 1974 : QUEL JOUR D'APRÈS ?*, sur le site internet de l'Association pour l'Autogestion, 15 février 2022.

¹²¹ « *LIP* », Bruno Della Sudda, Jean-Pierre Hardy, Patrick Silberstein, in *Autogestion : hier, aujourd'hui, demain*, Editions Syllepse, 2010. Repris dans l'Encyclopédie Internationale de l'Autogestion, Tome 2, pages 263 à 272, téléchargeable gratuitement sur le site des éditions Syllepse.

Les marxistes-révolutionnaires pour l'autogestion dits « pablistes » : des « pieds rouges » d'Algérie aux altermondialistes Jean-Pierre HARDY. Juillet 2023.

accepteront seulement « une fusion » avec le PS pour créer « un nouveau parti ». Foutaise ! répond Rocard, avec raison. La forme importe peu. Il s'efforce de me convaincre : « Toi, Yvan, tu sais ce qu'est l'entrisme, tu devrais être le premier à profiter d'une audience élargie. » Je lui réponds : « Tu fais semblant d'entrer au PS pour y développer une aile gauche. En réalité, au PS, tu occuperas une position à droite, non à gauche. »

Le plan de Rocard et de Mitterrand c'est de convoquer des assises du socialisme qui consacreront non seulement l'adhésion du PSU, mais celle des cadres de la CFDT. Pendant tout l'été se livre une violente bataille. Les rocardiens sillonnent les fédérations et organisent des débats ouverts pour entraîner la CFDT. La gauche riposte, avec à sa tête Charles Piaget et la fédération du Doubs. La décision doit être prise au conseil national d'octobre que les rocardiens ont convoqué dans leur fief d'Orléans. A leur résolution s'opposent deux textes : celui de la « gauche », que j'ai rédigé pour l'essentiel, et un autre, de Barjonnet, qui se contente de refuser la dissolution du parti. Toute la presse annonce cette dissolution. Car la majorité de Rocard ne fait aucun doute. En fait, il n'obtient qu'un tiers des mandats et la gauche obtient à elle seule la majorité.

J'imagine alors que le PSU va désormais suivre délibérément la politique que préconisait le texte majoritaire. C'était une fois de plus faire preuve de naïveté. Ce qui décide, ce ne sont pas les textes, mais ceux qui les mettent en œuvre. Pour moi, j'ai pris ma retraite pour être disponible, mais je vis à Nice. Seul Philippe Simon pouvait mettre en œuvre, à Paris, une orientation qui était aussi bien la sienne que la mienne. Mais, cyclothymique comme toujours, il ne participe plus depuis plusieurs mois à la fédération de Paris qu'il est censé diriger. Il participe bien au conseil d'Orléans, avec son autorité habituelle. Mais Mousel insiste pour qu'il ne fasse pas partie de la nouvelle direction. Je ne puis qu'en être d'accord. Une direction provisoire restreinte est constituée de 26 camarades dont trois de province (Schulbaum de Seine-et-Marne, Piaget de Besançon et moi). Le secrétariat sera celui de Mousel et C. Piaget, assistés de Barjonnet. Mais Piaget est trop loin pour participer vraiment et Barjonnet est en réalité incapable de diriger une organisation politique.

En fait, mes propositions ne seront jamais retenues. Mousel et Leduc ont pour principale préoccupation d'être reçus à la table des grands – celle du PC et du PS. À mon grand dam, ils sont suivis par mes amis de toujours comme Régnier ou Ravenel. Conscient de mon impuissance, je ne veux pas être candidat à la direction constituée au congrès d'Amiens, l'année suivante. Je ne cède à la pression de Mousel et des autres que pour permettre – au moins – l'adhésion de l'AMR.

Celle-ci a effectivement lieu en 1975, non pas sur un programme d'action, mais selon un protocole d'organisation : tant de militants cooptés à la direction, un militant devenant permanent – Maurice Najman qui, depuis 1968, n'a jamais cessé d'être permanent ! Deux à trois cents camarades avec leurs qualités militantes et leurs défauts – des habitudes fractionnistes très mal supportées au PSU de l'époque. Le soutien qu'ils m'apportent ne va pas sans danger.

Avec Mousel et Leduc, nous essayons en vain de nous mettre d'accord pour élaborer ensemble un texte d'orientation. Plusieurs jours passés ensemble – agréablement – ne nous permettent pas de progresser. Finalement je publierai seul *Le pouvoir à prendre* où fleurissent les illusions. Bien entendu, nous nous retrouvons sur bien des points de l'action du PSU : la défense du plateau du Larzac contre l'armée, la constitution des comités de soldats, la lutte écologiste, etc. Le grand moment pour le PSU est d'ailleurs la fête annuelle. Elle rassemble près de 100 000 spectateurs – plus intéressés, il est vrai, par le spectacle que par le meeting politique. Pour un parti restreint c'est une affaire énorme. Jean-Loup est un des animateurs du service d'ordre. Il ne manque pas de travail et se fait un mauvais sang du diable.

Tout cela est sympathique, mais ne détermine pas un rôle politique. Pour les élections municipales, le PSU participe aux listes d'union de la gauche, à condition qu'on ne lui impose pas de signer le programme commun PS-PC. Il y gagne quelques centaines de postes de conseillers municipaux mais n'occupe que des strapontins. Rares sont les villes où il inscrit son action dans le cadre d'une stratégie pour développer un pôle autogestionnaire. C'est le cas de nos amis de La-Roche-sur-Yon avec lesquels je reste très lié.

Pour moi le congrès de Strasbourg, en janvier 1977, sera celui de la dernière chance. La fédération des Alpes-Maritimes publie en brochure un texte que j'ai écrit : « Maintenant il faut choisir. » Mon premier titre était plus brutal : « Il est peut-être trop tard. » J'y polémiquai durement contre l'absence de politique

du PSU, choisissant comme tête de turc mon ami Victor Leduc qui ne me le pardonnera jamais.

L'impact de cette brochure est considérable dans le parti. Les camarades venus de l'AMR en sont particulièrement enthousiastes. Mais pour eux, les jeux sont faits. Ils s'appêtent à rompre avec le PSU qui les a déçus et à reprendre leur activité de petit groupe. Pour moi, il n'en est pas question. Je veux essayer de réorienter le PSU. L'étonnant c'est qu'en apparence je suis sur le point d'y parvenir. Au congrès de Strasbourg, Leduc et ses amis acceptent ma résolution moyennant un amendement qui leur permet de sauver la face. Seule une minorité – les partisans du programme commun – s'y refusent. Mais les irréductibles – l'AMR et ceux qui la suivent – ne veulent pas s'engager dans la poursuite de leur participation au PSU. Ils maintiennent ma résolution sans amendement. On vote donc absurdement pour ma résolution sans amendement contre ma résolution amendée. Mais cette quasi-unanimité est factice. Une fois de plus l'orientation qui l'emporte ne dispose d'aucune majorité à la direction pour l'appliquer. L'AMR retire ses billes, suivie de certains de nos vieux camarades comme Maguy Guillien dans les Alpes-Maritimes. Je constate que désormais, en effet, il n'existe plus de possibilité pour une politique autonome du PSU. Après avoir vérifié que la résolution votée ne sera suivie d'aucun effet, je me mets sur la touche. Je vais essayer de réfléchir sur les raisons essentielles qui ont amené l'impuissance de notre rêve socialiste.

Le 3^e congrès de l'AMR décide très largement la « fusion dans le PSU »¹²². Nicolas Baby du bureau exécutif de l'AMR présente cet accord dans le « *Nouvel Observateur* »¹²³. Comme en témoignera Colette Portman¹²⁴, lors d'une cérémonie d'hommage à Michel Fiant au local des Alternatifs le 28 septembre 2007 à la suite de son décès : « *Nous avons voté la dissolution de l'AMR et nous avons tous fondu en larmes* ».

Ce congrès voit aussi pour la première fois deux tendances s'affronter dans un débat consacré à la formulation d'un mot d'ordre transitoire de gouvernement capable d'ouvrir la voie au pouvoir des travailleurs. Une tendance (la majorité du Comité central emmenée par Michel Fiant) propose : « gouvernement PC-PS-PSU ». L'autre tendance (minorité du Comité central avec Gilbert Marquis et Maurice Najman) est pour le maintien du mot d'ordre « gouvernement PC-PS ». Les divergences portaient sur :

- Les conditions auxquelles une organisation révolutionnaire peut participer en Front unique avec des organisations réformistes à un gouvernement de transition ;
- La caractérisation du PSU (parti centriste ou parti révolutionnaire).

Le congrès trancha en faveur de la minorité du Comité central.

Au moment de se fondre dans le PSU en mars 75, l'AMR publie « *17 questions pour l'autogestion* »¹²⁵ qui se présentent, selon Sophie Bérout, René Mouriaux et Patrick Silberstein, comme une sorte de synthèse de l'état de ses conceptions.

« La forme de lutte précise des travailleurs de Lip n'est pas inédite (...) mais ce qui est inédit c'est son importance, son écho : en d'autres termes il s'agit de l'expression d'aspirations généralisées qui n'existaient qu'à l'état embryonnaire dans ces expériences révolutionnaires précédentes. Qu'est-ce qui a permis cette éclosion, qui a des effets si puissants et étendus ? Il y a la tradition politique prolétarienne et la première expérience malheureuse de début de construction du socialisme en URSS. Mais il y a surtout le développement très important de la production sociale [...]. Une "révolution scientifique et technologique" est actuellement en cours, qui est la fois le produit et la cause d'un développement des forces productives et d'une élévation du niveau culturel d'une intensité jamais atteinte auparavant. Mais cette progression est combinée avec d'autres phénomènes contraires. [La] contradiction entre développement productif et systèmes politiques et sociaux rétrogrades ; [...] la nécessité de régir une économie de plus en plus complexe, décentralisée, "socialisée", se combinent avec l'expérience politique des travailleurs pour les amener à combattre pour qu'ils puissent eux-mêmes diriger leur propre société, contrôler la production, affirmer leur pouvoir collectif sur leur vie sociale. Ceci est rendu possible par les débuts de cette révolution scientifique et

¹²² Protocole d'accord AMR-PSU, SDS n° 65, mai 1975.

¹²³ Nicolas Baby, *Les raisons d'une fusion*, Le Nouvel Observateur n°538, 3 mars 1975

¹²⁴ Colette Portman a été « recrutée » par Michel Fiant. Elle a été à la pointe du travail de l'AMR dans les collèges d'enseignement technique et dans le mouvement féministe.

¹²⁵ *L'Internationale*, numéro spécial 71-72, février 1975.

technologique qui [...] permet un dégagement de plus en plus important de l'homme du travail "productif direct" par l'automatisation de la production. De telles conditions permettent de plus en plus aux hommes qui interviennent dans ce processus productif de s'appréhender comme "travail collectif" [...]. »

Comme le rappellent Sophie Bérout, René Mouriaux et Patrick Silberstein¹²⁶, l'autogestion a donc pour objectif de transformer l'ensemble des pratiques sociales en investissant simultanément les institutions, les idéologies, les comportements qui favorisent le maintien des anciennes conditions de production et de reproduction. La stratégie autogestionnaire a pour but de rendre clair, dans le mouvement même de la lutte, les multiples déterminations qui font que la lutte pour la révolution est globale et universelle. Selon ces dernières thèses sur l'autogestion de l'AMR de mars 1975, la « *pratique autogestionnaire ne favorise pas formellement l'auto-organisation, (mais) c'est au contraire le contenu des luttes (autodétermination) qui implique leur forme auto-organisée* ». Ainsi, en mettant en cause dans l'activité sociale la finalité et le fonctionnement des institutions, la pratique autogestionnaire tend à se réapproprier ce que Marx appelait la « critique pratique » du système capitaliste. Pour l'AMR, cette « critique pratique » est observée et mise en forme politiquement dans de multiples conflits de cette période : « *occupation du bâtiment administratif de la faculté de Nanterre en mars 68 ; autorégulation des cadences à Pirelli ; occupations actives en Mai 68, la Clyde, Lip ; les contre-cours dans le mouvement lycéen ; l'ouverture des centres d'avortement par le MLF et le MLAC.* »

Ce même numéro spécial 71-72 de « *L'Internationale* » de février 1975 livre une appréciation de la grève des Lip et tire quelques leçons générales :

« L'analyse permet de comprendre les tendances fondamentales, elle ne donne pas la clé du langage. Pendant toutes ces années (nous nous sommes) efforcés de trouver, dans les mouvements [...] de la classe ouvrière, les revendications, les formes de lutte et d'organisation exprimant le mieux les aspirations du prolétariat au socialisme autogéré. Lip [...] montrait, comme nous l'avions envisagé quelques années plus tôt, la nécessité de la grève active comme forme autogestionnaire de double pouvoir. Dans la grève des Postes, les mots d'ordre tendant à l'utilisation de l'outil de travail par les postiers commençaient à circuler [...] : distribution de la presse syndicale [...], versements des mandats de sécurité sociale, des caisses de retraites, des allocations familiales. [...] Dans l'armée [...] la campagne pour les droits démocratiques des appelés et des engagés prenait corps, jusqu'à poser le problème d'un syndicat de soldats. »

Derrière cette quasi-unanimité dans la décision d'entrer au PSU, la direction de l'AMR est partagée, sans que cela soit formalisé, entre deux préoccupations :

- D'une part, entrer au PSU pour faire la jonction avec le « *mouvement réel des masses* » et les organisations traditionnelles des travailleurs et ainsi peser sur elles, à commencer par le PCF. Si l'entrée au PSU signifie l'abandon de la tactique de « l'entrisme *sui generis* », les préoccupations qui sont au fondement de cette tactique ne sont pas oubliées ;
- D'autre part, entrer au PSU pour y trouver le courant autogestionnaire, fusionner avec lui pour œuvrer à une grande recomposition du mouvement ouvrier.

Mais ce qui avait poussé au fond l'AMR à entrer au PSU, plus que ces deux préoccupations qui seront présentées comme contradictoires par la Tendance autogestion et internationalisme (TAI) des CCA en 1980, c'était l'impossibilité de poursuivre son existence autonome, sa conception néo-luxemburgiste de l'organisation bloquant son développement.

¹²⁶Eléments pour l'étude de la tendance marxiste-révolutionnaire : discours et pratiques autogestionnaires, texte en partie publié dans l'ouvrage *L'autogestion : la dernière utopie ?* sous la direction de Frank Georgi, *Eléments pour l'étude du courant « pabliste » : discours et pratiques autogestionnaires*, Sophie Bérout, Patrick Le Tréhondat, René Mouriaux, Patrick Silberstein, Publications de la Sorbonne, édition de juin 2003.

1.4.2. L'entrée de l'AMR dans le PSU et la tendance B du PSU (1975-1977)

Pour l'AMR, il ne s'agissait pas de pratiquer un « entrisme » ayant pour objet d'effectuer un raid et une razzia, ni un « entrisme *sui generis* » se proposant d'accompagner sur une longue période l'évolution d'un groupe entier de militants. Il s'agissait de fusionner avec la gauche du PSU afin d'aider à ce que le PSU se débarrasse de ses scories « centristes » en matière d'orientation et de structures, et se transforme dans sa majorité en un parti révolutionnaire pour l'autogestion.

36 ans plus tard, Michel Mousel secrétaire national du PSU de décembre 1974 à janvier 1979 en doute encore. « *Après avoir juré qu'en venant au PSU, ils ne faisaient pas d'entrisme à la mode des vieilles manigances trotskystes* », la rupture sur la stratégie pour les municipales de 1977 relève d'une tactique entriste compte tenu que « *dans nos conversations antérieures à leur adhésion, Gilbert Marquis et Maurice Najman, avertis par mes soins de la probabilité d'une politique d'union pour les municipales s'étaient montrés fort compréhensifs* ». ¹²⁷

Pour réussir son « *intégration dans le PSU* » et éviter les réactions de rejet, l'AMR se dissout effectivement, elle ne constitue pas de fraction.

Les militants de l'ex-AMR ne vont pas tarder à voir concrètement la difficulté d'intervenir dans le PSU :

- Structures de nature social-démocrate, avec ses sections locales qui se réunissent irrégulièrement pour des discussions peu ordonnées de caractère général ;
- Très faible structuration des secteurs et absence de centralisation politique. Les travailleurs sont abandonnés aux syndicats, les militants du cadre de vie à leurs associations ou leurs comités de quartier. Le PSU n'a pas l'habitude de discuter de l'intervention politique et syndicale de ses militants (les entreprises sont pour lui le domaine réservé des syndicats). Il n'y a pas d'élaboration, de confrontation des expériences pour aider ces militants dans leur militantisme quotidien. Il ne faut pas s'étonner alors que les militants du PSU soient dans toutes les tendances de la CFDT ou de la FEN...
- Si un nombre significatif de cadres syndicaux CFDT ont leur carte au PSU, ils ne participent pas ou très épisodiquement aux réunions, qui d'ailleurs ne peuvent pas leur être d'une grande utilité...
- Populisme de la base du PSU (refus des débats « théoriques » de congrès), activisme (culte du travail « concret » à la « base »), pragmatisme, etc.

Les prises de positions d'une partie de la gauche du PSU étaient essentiellement « littéraires ». Mousel, Leduc, Depaquit refusent de se démarquer du courant Barjonnet, Gollet, Hercet qui avait voté contre la candidature Piaget à la présidentielle et était favorable à l'intégration d'un PSU autonome dans le « *tissu unitaire* » de la gauche. L'AMR n'était pas sans connaître ces difficultés et ces dangers, mais elle mettait en avant le primat de l'insertion dans le « *mouvement réel des masses* » sur la définition programmatique et organisationnelle. Cependant, le protocole d'accord AMR-PSU pour la fusion prévoyait un congrès sur la question des structures et sur le programme.

Nallard (Maurice Najman), dans son « *Bilan de l'entrée de l'AMR dans le PSU* », ¹²⁸ nie que cette orientation ait été « *sans principes* » et compare cette politique à celle défendue par Trotski en 1932 vis-à-vis de l'ILP (Indépendant Labour Party) britannique. Trotski invitait ses partisans à y entrer pour le gagner dans son ensemble au communisme, même s'il fallait abandonner tout organe de presse autonome et sans constituer de fraction.

L'AMR comptait sur la TMRI, à laquelle ses militants restaient individuellement liés, pour continuer son élaboration et faire contrepoids à tous ces dangers. En réalité, la dissolution de l'AMR hypothéquera gravement l'activité de la TMRI. La parution très espacée de SDS privera les militants de l'ex-AMR de tout lieu d'élaboration. L'ex-AMR ne mesurait pas la faiblesse de son cadre international, due à l'absence d'une véritable politique d'organisation, à un grand pragmatisme et à un dilettantisme en la

¹²⁷ Mousel Michel, *Le quadruple virage du dernier quart du siècle*, sous la direction de Jean-Claude Gillet et Michel Mousel, *Parti et mouvement social, le chantier ouvert par le PSU*, Editions L'Harmattan, décembre 2011.

¹²⁸ Débat communiste pour l'autogestion de juin 1979 qui est le bulletin intérieur des CCA.

matière. Pourtant, Pierre Avot-meyers (1930-2009)¹²⁹et Simone Minguet (1920-2005)¹³⁰ de l'AMR n'adhèrent pas au PSU pour assurer le secrétariat de la TMRI et de Michel Pablo.

Encadré 7

Les différents « entrismes » trotskystes dans les organisations de la gauche

L'entrisme « drapeau déployé »

Il a été pratiqué, sous l'incitation de Trotsky lui-même qui en a convaincu Yvan Craipeau, par les trotskystes français en 1934 qui entre dans la SFIO « drapeau déployé ».

« Drapeau déployé » puisque l'identité politique trotskyste n'est pas dissimulé mais affirmé, avec une presse et des actions de formation propres. L'organisation trotskyste autonome devient une tendance intérieure au parti « entré » comme en 1934 avec la tendance bolchevik-léniniste de la SFIO.

Leurs départs résultent d'une exclusion par la direction bureaucratique du parti « entré » qui veut :

- mettre fin à la montée en puissance politique et organisationnelle de la tendance-fraction trotskyste qui a pu s'élargir à d'autres courants critiques dans le parti, ce qui se concrétise par la prise de la majorité et du contrôle de sections et de fédérations et souvent prise de contrôle de l'organisation de jeunesse
- se débarrasser d'une opposition devenue un obstacle à l'orientation et aux virages politiques décidés (démocratiquement et/ou bureaucratiquement) par la direction.

C'est un entrisme de courte durée qui laisse à penser à un « entrisme raid ou razzia ».

Yvan Craipeau exclut de l'organisation de jeunesse de la SFIO constitua le Parti Ouvrier Internationaliste (POI) en juin 1936. Dès la création du Parti Socialiste et Paysans (PSOP) de Marceau Pivert par la tendance « Gauche Révolutionnaire » de la SFIO qui a été « poussée dehors », il fut partisan de l'adhésion pure et simple du POI au nouveau Parti. Sur cette question, Craipeau, avec l'appui de Jean Rous et le soutien de Trotsky, prit la tête de la minorité du Parti Ouvrier Internationaliste (POI) qui adhéra, en février 1939, à la formation pivertiste. Il contribua au lancement de la revue *La Voie de Lénine* qui regroupa l'opposition marxiste-révolutionnaire dans le PSOP.

En 1947, des militants de jeunesse socialiste sont exclus accusés d'être trotskystes. Ils vont rejoindre l'Action socialiste et révolutionnaire (ASR) qui est un parti politique français, actif de décembre 1947 à 1957. L'ASR est d'abord un courant du Parti socialiste SFIO, créé par Yves Dechezelles après sa démission du poste de secrétaire général adjoint en juin 1947. Participant au congrès national d'août 1947, il finit par décider de quitter la SFIO en décembre de cette même année. L'ASR participa à la création du Rassemblement démocratique révolutionnaire, mais ce fut une expérience éphémère. L'ASR disparut en 1957, lorsqu'elle fusionna avec le Mouvement de libération du peuple pour créer l'Union de la gauche socialiste puis le PSU.

« L'entrisme profond »

Il a été pratiqué dans le parti travailliste britannique après la seconde guerre mondiale et continue encore aujourd'hui à l'être par une tendance du trotskysme britannique et de ses ramifications internationales affiliées à la Tendance Marxiste Internationale (TMI) qui a eu comme dirigeant Ted Grant (1913-2006).

« L'entrisme profond » consiste à faire un travail de tendance sur le long terme tant que le parti « entré » reste dominant dans le mouvement ouvrier et qu'il n'y a pas de perspective de débordements et de débouchés révolutionnaires à une échéance brève.

En 1964, Ted Grant fonde le journal « Militant » qui se présente officiellement comme le journal de la tendance marxiste et trotskiste du *Labour Party*. Dès lors, cette tendance au sein du parti travailliste britannique est connue sous le nom de *Militant Tendency*. En 1985, la *Militant Tendency* prend la

¹²⁹ PIERRE AVOT-MEYERS nous a quitté, Gilbert Marquis et Daneil Grason, Utopie Critique n°50, 1er trimestre 2010

¹³⁰ Mort de deux vétérans : Simone Minguet et Basile Karlinsky, Michel Lequenne, Critique Communiste n°179 – mars 2006. Simone Minguet, Michel Lequenne (Rouge n°2137 – 8 décembre 2005), Simone Minguet (1920-2005), Jean-Michel Krivine

majorité au conseil municipal de Liverpool, une des plus grandes villes du pays et un des bastions de la contestation sociale au Royaume-Uni. En 1990, le groupe impulse et anime le mouvement contre la Poll Tax, l'un des plus grands mouvements de contestation populaire britannique de la deuxième moitié du XX^{ème} siècle. Obligée de retirer sa taxe, Margaret Thatcher doit démissionner à la suite de ce mouvement.

Au début des années 1990, en raison de l'acharnement de la direction du Parti travailliste contre les membres de la Tendence Militante et de la croissance forte de l'organisation (7 000 à 8 000 membres revendiqués en 1991), un débat naît dans l'organisation sur l'opportunité de quitter le Parti travailliste pour fonder un nouveau parti. Lors d'un référendum interne en 1992, les tenants de cette dernière option menés par Peter Taaffe emportent la majorité avec 93 % des voix. Les 7 % restants, menés par Ted Grant vieillissant et Alan Woods décident de se maintenir en tant que groupe marxiste au sein du Parti travailliste et se regroupent autour du journal Socialist appeal.

En France, la TMI a opté de faire un « entrisme profond » dans le PCF autour du Journal « *La riposte* ». Lors du congrès de « *La Riposte* » de mai 2014, sa majorité « *propose de développer davantage notre travail en direction des jeunes. L'objectif est de gagner des jeunes aux idées du marxisme et, ainsi, de renforcer les rangs des organisations du mouvement ouvrier, à commencer par le PCF et la CGT* ».

La minorité considère que cela entraîne l'abandon de « l'entrisme profond » dans le PCF. Elle scissionne mais conserve « *La riposte* », journal communiste, son dirigeant Greg Oxley ayant déposé à son nom le titre à l'Institut National de la Propriété Industrielle. La TMI va se doter d'une nouvelle publication « *Révolution* » qui dans un premier temps avait en sous-titre « *membre de la France Insoumise* » avant de retirer cette référence. La TMI intervient avec difficultés en direction de la « *France Insoumise* » compte tenu de sa forme « *invertébrée gazeuse* », des tirages au sort qui ne lui ont pas été favorables et de sa non-cooptation dans les instances. Cela ne l'empêche pas d'appeler à soutenir Jean-Luc Mélenchon aux présidentielles de 2017 et 2022.

L'entrisme frelaté des lambertistes

Pierre Lambert dirigeant de l'Organisation Communiste Internationaliste (OCI) refuse d'accéder dans les années 1970 à la demande du florentin François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, qui propose aux lambertistes de venir faire un entrisme à « drapeau déployé » dans le PS pour contrecarrer le CERES de Jean-Pierre Chevènement que l'OCI dénonce comme crypto-stalinien. De plus, le CERES se déclare partisan de l'autogestion, alors que l'OCI avec son « théoricien » Stéphane Just, est la plus virulente opposante à l'autogestion « *cléricale et corporatiste* ».

L'OCI et l'UNEF qu'elle contrôle, vont « prêter » des militants et certains de ces cadres aux mitterrandistes pratiquant une sorte de « mercenariat politique ». C'est ainsi que le fantomatique syndicat étudiant mitterrandiste, le COSEF de Jean-Marie Leguen, se verra renforcé par des lambertistes pour pouvoir constituer un courant mitterrandiste lors de la réunification de l'UNEF sous la direction de Jean-Christophe Cambadélis.

Lambert envoie au PS des sous-marins (selon la formule de Michel Lequenne) dans le PS dont le plus célèbre (et non invisible) a été Lionel Jospin.

Lambert va se plaindre d'avoir fait l'objet d'un « entrisme inversé » en faveur du PS; ses sous-marins, ses fractions clandestines passant en PS à la suite d'un mélange d'évolution politique et de recherche de « rétributions militantes » comme des postes de permanents et des places éligibles. Jean-Christophe Cambadélis est le symbole de cet « entrisme inversé » en entraînant en 1986 plusieurs centaines de militants au PS, sans constituer de courant et en rejoignant la majorité mitterrandiste.

Le parti des travailleurs puis le parti ouvrier indépendant lambertiste prétendent agréger des courants provenant du PS et du PC qui s'avèrent fantomatiques et relever du bluff. Il s'agit de la réapparition au grand jour d'une partie des « sous-marins » et des « agents dormants » qui n'ont pas préféré se diluer discrètement dans les organisations qu'ils étaient censés cliver pour les scissionner.

L'entrisme « sui generis » des pablistes dans les organisations stalinienne dans une perspective de « *guerre mondiale révolution* » avec de forts risques d'extermination physique, a été présenté (Cf.

Supra. 1.2.)

Il ne faut pas confondre « tendance » dans une organisation et « entrisme ».

A l'exception des partis staliniens et lambertistes, en France les organisations de gauche et d'extrême gauche reconnaissent le droit de tendance et tolèrent plus ou moins les tendances.

Une tendance a vocation à gagner la majorité sur ses orientations, avec ou sans alliance avec d'autres tendances, dans son parti. Selon les organisations, elle doit se dissoudre après un congrès et se constituer ou reconstituer à l'ouverture du congrès suivant. Des organisations admettent des tendances permanentes avec possibilité d'avoir une propre expression : réunion, bulletin de liaison, revue, lettre électronique...

Une tendance scissionne lorsqu'elle estime que son organisation a, selon l'expression du militantisme de gauche, « franchi le Rubicon », c'est-à-dire, qu'elle a fait des choix politiques ou un acte politique d'une gravité pourtant différente (vote des crédits de guerre, caution d'une intervention militaire, participation au gouvernement, ralliement à une initiative politique, dénonciation d'une action...) qui relèveraient de la trahison des fondamentaux constitutifs du parti « maison mère commune ».

La tendance minoritaire perpétuellement ou devenu minoritaire peut être exclu, « se mettre elle-même en dehors du parti », « être mis hors des normes », par la majorité du parti qui ne supporte plus les « ruptures de la discipline », les comportements rendant impossible la cohabitation dans la même organisation.

Une tendance minoritaire peut choisir de quitter son parti « père » pour rompre son isolement et l'ostracisme dont elle s'estime victime, pour se dépasser dans des perspectives de fusion avec d'autres courants ou « céder aux sirènes » d'une autre organisation dont le rapprochement paraît plus prometteur.

L'histoire du PSU est « riche » de tendances (courants selon le narratif PSU) qui ont rejoint tout au long de son histoire (1960-1989) le PS, les « Verts » et les diverses organisations d'extrême gauche, puis de la gauche alternative ou radicale.

L'ex-AMR surestimait le rôle objectif de l'autogestion dans la radicalisation des courants « centristes », d'où sa surestimation de la direction Mousel-Leduc-Depaquit. Ces erreurs ont pour cause l'objectivisme et l'idéologisme qui caractérisent la TMRI.

L'AMR entre au PSU alors que le processus révolutionnaire au Portugal se développe. Le PSU soutient cette « révolution en marche » en étant « suiviste » par rapport aux groupes gauchistes (MES, LUAR, PRP-BR). La TMRI avec Michel Pablo qui est sur place¹³¹ défend un politique de front unique avec le mot d'ordre gouvernemental transitoire de « gouvernement PC-PS-gauche

¹³¹ Michel Pablo, en « globe-trotteur de la révolution », est au Portugal. Dans la partie de leur ouvrage *Les éminences grises* consacrée à Michel Pablo, « Pablo le dernier des Mohicans », aux éditions Fayard, août 1992, Roger Faligot et Rémi Kauffer précisent que Pablo a noué des liens avec Otelo de Carvalho, lors des conférences qu'ils donnent aux officiers révolutionnaires du MFA sur l'autogestion. De plus, Otelo de Carvalho négocie l'indépendance du Mozambique avec notamment Aquino de Bragança qui avait été en contact avec Pablo à Alger en 1962, Pablo obtenant même de Ben Bella un soutien pour le Front de libération du Mozambique. Aquino de Bragança renoue ses contacts avec Pablo à Lisbonne en 1974-1975.

Au Portugal, Pablo est assisté par l'argentin Hugo Murio Moreno (1943-2017). Il a été membre à 15 ans du Parti Ouvrier Révolutionnaire (POR) dirigé par Juan Posadas qui a été reconnu comme la section argentine de la IVème Internationale au détriment de l'organisation de Manuel Moreno à l'origine du courant « moréniste ». Contrairement à Guillermo Almeyra (1928-2019), à Adolpho Gilly et Angel Fanjul (1927-2009) [qui rejoindront plus tard la TMRI], il ne suit pas Posadas dirigeant du bureau latino-américain dans sa création d'une Quatrième internationale « Posadiste » appelant l'URSS à une guerre nucléaire préventive contre les USA et affirmant qu'il faut accueillir les extra-terrestres dont la technologie avancée n'a pu s'épanouir que sous un régime socialiste... Il a connu la prison et la torture au Brésil et en Argentine, et fut un des premiers prisonniers à être transporté clandestinement d'un pays à l'autre, prélude de l'opération Condor. En 1973, il fait la connaissance de Michel Pablo, lors de son séjour dans le Chili de Salvador Allende. Il adhère à la TMRI. En 1975, menacé par la Triple A, alors qu'il milite avec la gauche péroniste (les Monténéros), il est obligé de quitter Buenos Aires où il travaille à l'Université. Il prend le chemin d'un exil à Lisbonne où la révolution a commencé... Il a alors un passeport bleu délivré par l'ONU portant le cachet « Valide pour tous les pays sauf l'Argentine ». Arrivé en France, le pabliste Jacques Grimblat alias Jacques Privas, co-fondateur avec André Essel de la FNAC, lui trouve un emploi de bibliothécaire. Il fut élu délégué du personnel. Il s'est forgé une culture forte qui lui permettra de devenir en 1984 professeur à l'Université de Paris VIII, dans un département, dirigé par Jean Marie Vincent, ami et collègue. Son livre, « *Le Désastre argentin* », a été publié par les éditions Syllepse en 2005.

révolutionnaire du MFA ». Des cadres de l'ex-AMR et les militants de Bordeaux se déplacent fréquemment au Portugal.

L'Unité populaire dont se réclame le PSU voit sa version gauchiste, qui ressemble à celle que l'organisation « Révolution ! » des frères Joshua et de Christian Picquet et le PCR-ML mettent en avant. Il s'agit de faire « l'unité populaire » à la base sans les organisations qui représentent la grande masse des travailleurs, voire contre elles.

Le PSU occulte les erreurs de l'extrême gauche portugaise (FUR). En juin 1975, le PSU voulait organiser une « conférence européenne des organisations révolutionnaires de l'Europe du Sud ». Lorsque la révolution portugaise tourne court, le PSU se dédit et se prononce pour une conférence plus large. Cette conférence aura lieu sans organisations révolutionnaires mais avec des partis réformistes et des organisations comme le parti BAAS syrien ou le parti Destourien de Tunisie... Au conseil national du PSU sur les questions internationales en novembre 1975, la majorité du PSU, derrière Mousel et Leduc, renonce à tout projet organisationnel international des révolutionnaires pour l'autogestion qui était dans le protocole de fusion de l'AMR dans le PSU.

Encadré 8

L'euro-méditerranéisme du PSU et son financement

Comme le souligne Bernard Ravenel :

« Mais la tenue de la conférence euro-méditerranéenne envisagée par le PSU nécessite un financement qu'il ne peut assurer. Il faut compter sur les partis-Etats invités, le FNL algériens ou l'Union Socialiste Arabe (USA) libyenne. Outre l'Algérie, la Lybie fournira la plus grande partie du financement. Pour le PSU, qui cherche à diversifier ses relations en Méditerranée, l'occasion se présente d'établir des relations politiques avec le régime de Kadhafi. Dès novembre 1970, un an après le renversement du régime monarchique par des officiers nassériens, le PSU avait donné une appréciation positive de la création d'une république libyenne, qui se situait dans le cadre de la lutte des peuples du tiers monde contre l'impérialisme. Les mesures politiques et économiques prises par le nouveau pouvoir avait porté un coup sévère aux intérêts étrangers et l'indépendance de la jeune République devait être garantie contre toute menace extérieure. A l'invitation de l'USA, une délégation du PSU se rend à Tripoli du 30 avril au 3 mai 1976, pour rencontrer ses responsables, y compris Kadhafi, soucieux de sortir de l'isolement international, les libyens se montrent très intéressés par le thème de la conférence et acceptent de contribuer à son financement. »¹³²

Jean-Claude Gillet confirme et ajoute :

« Depuis la naissance du PSU, ce parti a été attiré par le bassin méditerranéen, en partie en raison de la lutte de plusieurs pays contre le colonialisme et parallèlement par le refus du PSU de la guerre en Algérie et par son soutien à l'indépendance de ce pays. Ce fut ensuite le cas de la Syrie avec le Bass nationaliste arabe socialiste et laïque en 1965 où fut signé un accord politique lors d'un voyage d'une délégation du PSU avec notamment Serge Mallet et Marc Heurgon, à Damas. Puis, dans le cadre de la préparation d'une conférence des forces de gauche d'Europe du sud, Michel Mousel, avec une délégation du PSU, rencontre à Tripoli l'USA (Union Socialiste Arabe) libyenne et Kadhafi. »¹³³

Jean-Claude Gillet signale :

« Directives rend compte de la « réunion préparatoire à la conférence des femmes des partis progressistes des pays méditerranéens (Tripoli du 15 au 18 janvier 1980) [...] Des organisations de Yougoslavie, Chypre, Malte, Libye, Grèce, France, Espagne, Palestine, Italie étaient présentes. Il s'agit d'une deuxième réunion d'organisation de la future conférence, la première ayant eu lieu en novembre 1979 à Athènes à l'initiative du PASOK (le PSU invité n'y fut pas représenté). »¹³⁴

¹³² Bernard Ravenel, *Quand la gauche se réinventait : le PSU, histoire d'un parti visionnaire 1960-1989*, page 310, La Découverte, 2016

¹³³ Jean-Claude Gillet avec la collaboration de Josette Boisgibault, *Des droits des femmes au féminisme : la participation du PSU à la lutte des femmes pour leur émancipation (1960-1990)* page 232, Dossiers et document de l'ITS, Editions du Croquant, 2021.

¹³⁴ Jean-Claude Gillet avec la collaboration de Josette Boisgibault, *Des droits des femmes au féminisme : la participation du PSU à la lutte des femmes pour leur émancipation (1960-1990)* page 236, Dossiers et document de l'ITS, Editions du Croquant, 2021.

Dans la biographie de Bernard Ravenel (1936-2023) mis en ligne sur le site du Maitron, il est précisé :

« Il fut chargé d'organiser une conférence des forces progressistes de la Méditerranée pour dégager une stratégie commune indépendante des deux blocs. Quatre rencontres réunissant des socialistes, des communistes mais aussi l'OLP et des partis-États post-coloniaux comme l'Algérie et la Libye, se tinrent successivement à Barcelone, Malte, Athènes, Belgrade ».

Le PSU a des relations avec l'Organisation de Libération de la Palestine.

Le combat des marxistes-révolutionnaires pour l'autogestion, leur propre existence influent sur l'évolution de la LCR et contribuent à ce que des éléments dans ses rangs, aidés par leur propre expérience, parviennent à des positions plus proches du programme des « pablistes ».

En septembre 1974, le comité central de la LCR, « *contre l'avis de Gérard Filoche et de ses amis* »¹³⁵ propose la fusion avec le PSU.

La LCR globalement connaît à ce moment une évolution positive – réappréciation du rôle du parti, avancées timides sur l'autogestion, autocritiques sur le travail de masse – mais elle s'oppose encore à une politique de Front unique. La LCR va donc jusqu'à une proposition de fusion PSU-LCR. Cette proposition sera soutenue constamment par le courant marxiste-révolutionnaire pour l'autogestion du PSU. A l'époque, il écrivait :

« Il est nécessaire que se crée une organisation marxiste-révolutionnaire importante. Un premier pas dans cette direction a été accompli avec l'entrée de l'AMR dans le PSU. Une seconde étape est maintenant nécessaire, et ce pourrait être la fusion du PSU et de la LCR à condition que ce soit sur des bases claires et principielles qui comporteraient entre autres une attitude correcte, non sectaire envers le PC et le PS. » (Courrier du PSU n° 9, avril 1976)

La direction du PSU refuse la discussion avec la LCR et la limite à un échange entre le bureau national (BN) du PSU et le bureau politique (BP) de la LCR, qui devait rester interne. Le courant marxiste-révolutionnaire pour l'autogestion du PSU souhaitait, lui, un réel débat public et voulait l'élargir à d'autres groupes et à des militants inorganisés.

Voici ce qu'écrivaient les principaux animateurs de la « gauche » de l'époque de la LCR sur la fusion PSU-LCR :

« Ces critiques avancées par la LCR rencontrent un écho certain dans le PSU. Une tendance "unitaire" s'y est constituée qui partage pour l'essentiel la conception de la recomposition du mouvement ouvrier et du dépassement révolutionnaire de l'Union de la gauche que formule la Ligue. Si la majorité du PSU finit par se ranger sur ces positions, si l'unité du PSU et de la Ligue se scelle sur un accord stratégique, l'addition des forces respectives des deux organisations, et plus encore l'effet d'attraction qu'exercera leur regroupement, quelle qu'en soit la forme, sur de nombreux militants et groupes d'extrême gauche, doteront le mouvement ouvrier français d'un pôle révolutionnaire conséquent, susceptible de peser efficacement sur le cours de la lutte des classes et d'influer lourdement sur les contradictions des organisations réformistes.

*Si un tel regroupement voit le jour, le débordement de l'Union de la gauche cesse d'être une hypothèse d'école. »*¹³⁶

L'échec de la fusion PSU-LCR tient essentiellement au cours droitier du PSU que la gauche du PSU et l'ex-AMR n'ont pas réussi à stopper. Mais aussi, aux blocages bureaucratiques de la LCR : cette fusion aurait rejeté quelques droitiers du PSU et quelques sectaires de la LCR, son axe central aurait été la gauche de la LCR et la gauche du PSU, le mini-appareil LCR qui dirigeait la Ligue depuis des années sur des lignes complètement différentes en aurait donc aussi fait les frais... Ce mini-appareil a tendu à privilégier ses propres intérêts par rapport à ceux du mouvement révolutionnaire...

Force est de constater que les ouvrages sur la LCR fait par des cadres de la LCR, notamment « *C'était la ligue* »¹³⁷, « zappent » cette tentative de fusion PSU-LCR.

¹³⁵ Buton Philippe, *Le PSU et l'extrême gauche*, sous la direction de Noëlle Gastagnez, Laurent Jalabert, Marc Lazar, Gilles Morin et Jean-François Sirinelli, *Le Parti Socialiste Unifié : histoire et postérité*, Presse Universitaire de Rennes, septembre 2013.

¹³⁶ Berger Denis, Weber Henri, Vincent Jean-Marie, *La Ve République à bout de souffle*, Éditions Galilée, 1er trimestre 1977.

Dans le PSU, l'ex-AMR, avec des éléments de la gauche du PSU, acquiert une rapide hégémonie dans le secteur « femmes », et une forte audience dans le secteur « entreprises » dont Gilbert Marquis prend la responsabilité avec Henri Benoit. Michel Fiant prend la responsabilité du secteur « écologie et cadre de vie » et, en 1975, le PSU organise avec les « Amis de la Terre » la première grande manifestation nationale contre le programme électronucléaire français.

Les militants de l'ex-AMR et la gauche marxiste-révolutionnaire du PSU prennent les directions locales du PSU à Bordeaux, Lyon, Nantes et Paris 20e.

Gilbert Marquis

Né en 1930 dans une famille ouvrière d'origine paysanne, ayant commencé à travailler très tôt (vendeur de journaux à 11 ans) il est ouvrier à l'usine Chausson quand il rencontre l'autogestion en Yougoslavie en 1949 ; Il participe en effet – comme tant d'autres – tel Felix Guattari– aux brigades de solidarité organisées par la Quatrième internationale en soutien à une révolution menée sous la direction de Tito contre la volonté de Staline. Face au modèle bureaucratique soviétique, l'autogestion apparaît dès lors porteuse d'une alternative au « modèle » stalinien. Gilbert Marquis adhère à son retour de Yougoslavie au Parti Communiste Internationaliste (PCI), la section française de la Quatrième internationale. Syndicaliste actif, ouvrier à l'usine Chausson de Gennevilliers, puis de Meudon, il devient permanent syndical CGT à la Fédération des métaux de Seine-et-Oise.¹³⁸

Mon père travaille comme ouvrier à l'usine Chausson de Gennevilliers, puis il est devenu permanent syndical CGT à la Fédération des métaux de Seine-et-Oise. Il se retrouve par la suite à Nord-Aviation où, à la tête de la section PCF, se trouve un certain Georges Marchais.¹³⁹

La greffe des ex-militants de l'AMR avec ceux du PSU ne se fait pas sans attitudes répulsives de la part des PSU « canal historique ». Dans son ouvrage sur le PSU, Guy Philippon¹⁴⁰ raconte la difficile greffe de la vingtaine de militantes féministes et de militant(e)s dans les banques de l'ex-AMR dans la section du PSU du XXe arrondissement de Paris. Le fait que la scission de la tendance B du PSU vers les Comités communistes pour l'autogestion (CCA) entraîne plus de militants de son XXe arrondissement que ceux issus de l'AMR lui font conclure qu'il s'agissait d'un « entrisme » ...

Au niveau étudiant où elle est majoritaire, avec les étudiants proches de Jean-Jacques Salvator et Hélène Mathieu, elle re-syndicalise le PSU.¹⁴¹ Les étudiants du PSU entrent dans le MARC (Mouvement d'action et de recherche critique) proche de la CFDT et engagent son dépassement pour la création d'un syndicat anticapitaliste et autogestionnaire à l'université. Le CNIL (Comité national d'initiative et de liaison) est fondé et aboutira à la création du MAS (Mouvement d'action syndical) en pleine grève générale de 1976. Charly Najman apparaîtra comme l'un des principaux « dirigeants » de cette grève générale, dont la « direction » est formée par un compromis entre le MARC et la LCR.

L'arrivée de l'AMR renforce le soutien du PSU au féminisme comme le reconnaissent Bibia Pavard¹⁴² et Huguette Bouchardeau¹⁴³. Cette dernière rappelle « *que les militantes de l'AMR avaient une expérience importante du mouvement de libération des femmes et notamment des assemblées parisiennes, contrairement à la plupart des militant du PSU, peu armées dans le vocabulaire et l'argumentaire féministe* ». Par contre, les thèses du 2^{ème} congrès des CCA en 1979 : « *Pour un féminisme autogestionnaire* », pointent le rôle de Huguette Bouchardeau chargée de surveiller le secteur femme du PSU et de contrôler les avancées féministes proposées par les militantes de l'ex-AMR.

¹³⁷ Hélène Adam et François Coustal, *C'était la ligue*, Syllepse et Arcane 17, 2018.

¹³⁸ Gilbert Marquis : un militant de l'autogestion et de l'internationalisme, par Robi Morder, publié le 12 février 2015 sur le site de l'Association pour l'Autogestion

¹³⁹ Gilbert Marquis, mon père..., par Serge Marquis, 9 février 2015, Médiapart

¹⁴⁰ Philippon Guy, *Mon PSU*, éditions les Petits Matins, avril 2013.

¹⁴¹ Déclaration du BN du PSU sur les problèmes étudiants, Critique Socialiste n°22, Mars-Avril 1975.

¹⁴² Pavard Bibia, « *Un coin dans leur monde* » ? *Le PSU et les femmes (1960-1981)*, sous la direction de Noëlle Gastagnez, Laurent Jalabert, Marc Lazar, Gilles Morin et Jean-François Sirinelli, *Le Parti Socialiste Unifié : histoire et postérité*, Presse Universitaire de Rennes, septembre 2013.

¹⁴³ Huguette Bouchardeau, secrétaire national du PSU de 1979 à 1983. Candidate du PSU à l'élection présidentielle de 1981.

Jean-Claude Gillet (1941-2020) dans son dernier ouvrage sur l'histoire du PSU¹⁴⁴ embrouille et sème la confusion¹⁴⁵ sur le rôle des militantes féministes de la tendance B du PSU entre 1975 et 1977 ex-AMR et militantes « historiques » du PSU comme Maguy Guillien (Cf. Infra 1.13 et 2.2.3.) ou Marie-Hélène Prouteau de Nantes.

Dans son histoire du gauchisme¹⁴⁶, Philippe Buton, classe le PSU et l'AMR sur la question du féminisme comme des « pionniers », la LCR dans les « hésitants », LO dans les « rétifs » et le PCMLF et l'UCFml d'Alain Badiou dans les « réfractaires ».

*« Dans les autres organisations, un douloureux phénomène d'acculturation féministe tend à se produire. A nouveau le PSU est un des partis les plus précoces dans ce domaine. Dès le début de l'année 1971 apparaît un courant explicitement féministe au sein du parti puis des réunions internes de femmes se tiennent, qui traquent le sexisme de l'intérieur du parti. La réflexion bénéficie, en 1974, des féministes aguerries que sont les militantes de l'AMR qui adhèrent au PSU ».*¹⁴⁷

En matière de « cadre de vie puis d'écologie », Philippe Buton toujours dans son histoire du gauchisme, classe le PSU et l'AMR en y ajoutant le groupe mao-spontanéiste VLR ! (Vive La Révolution !) dans les « pionniers » par rapport aux autres organisations « gauchistes » (anarchistes, trotskystes et maoïstes) qui sont classés dans les « suivistes » et même les « réfractaires ».

Comme le rappelle Bernard Ravenel¹⁴⁸, le PSU est contacté en avril 1974 par l'AMR pour constituer Informations pour les Droits des Soldats (IDS) pour aller vers la syndicalisation des appelés et des engagés. Le secrétaire national du PSU, Robert Chapuis, donne son feu vert à la création par le PSU et l'AMR d'IDS en juillet 1974. Le MJS accepte de faire partie du bureau aux côtés du PSU et de l'AMR. En mars 1975 se tient à Suresnes la première conférence d'IDS en présence de deux cents délégués : ils décident de prendre comme axe principal de revendication « A l'armée comme à l'usine, le droit syndical ».

Le 4 novembre 1975, avec le soutien d'Information pour les droits du soldat (IDS) et de l'union locale CFDT, le comité de soldats du 19^e régiment de génie de Besançon se transforme en section syndicale. Le comité de soldats du 503^e régiment d'artillerie de Chaumont fait de même. Fin 1975-début 1976, c'est la répression, les locaux du PSU et de la LCR sont perquisitionnés, il y a 53 inculpations devant la Cour de sûreté de l'État, dont 22 civils. Le 18 décembre 1975, une manifestation nationale contre la répression réunit 30 000 personnes. A Rennes à 4 heures du matin, heure du départ du car pour cette manifestation nationale, un commando fasciste du Front de la jeunesse GUD attaque les premiers arrivants., Jean-Pierre Hardy, militant du PSU et du MARC, est roué de coups et grièvement blessé.

IDS et le PSU sont particulièrement touchés par la répression. Le PSU et la CFDT sont les seuls avec la gauche révolutionnaire à lutter contre la répression. La direction du PSU, comme la CFDT, cherche cependant à se démarquer de l'extrême gauche et des « antimilitaristes ». La direction de la CFDT invite la direction du PSU à mieux contrôler les militants PSU d'IDS.

Michel Mousel, plus de 30 ans après confirme à sa manière :

« Il y eu évidemment des fautes ou plutôt venant du PSU, quelques maladresses. [...] que l'affaire des soldats ait compliqué les problèmes surtout au niveau des unions départementales et locales, c'est probable, et d'autant plus que le PSU n'avait peut-être pas

¹⁴⁴ Jean-Claude Gillet avec la collaboration de Josette Boisgibault, *Des droits des femmes au féminisme : la participation du PSU à la lutte des femmes pour leur émancipation (1960-1990)*, Dossiers et document de l'ITS, Editions du Croquant, 2021.

¹⁴⁵ Par des renvois successifs entre des notes de bas de page, la note 175 page 96 met en avant un extrait d'un article de Madeleine Estryn de la commission nationale Femmes dénonçant le « féminisme bourgeois » de l'AMR. La note 187 de la page 100, nous apprend indirectement que Madeleine Estryn représente, avec notamment Jean-Claude Gillet, la tendance maoïste « Gauche Ouvrière et Paysanne » (GOP) à la direction politique nationale (DPN) du PSU. Pour cette tendance, la lutte des classes et la dictature du prolétariat libèrera les femmes alors que pour les ex-AMR et la tendance B du PSU, l'anticapitalisme n'est pas réductible à la fin du patriarcat pour la libération des femmes. Page 203, il n'est pas rappelé que l'important texte du secteur Femmes adopté par le DPN de juin 1976 reprend largement les thèses « pour un féminisme révolutionnaire et autogestionnaire » de l'ex-AMR qui seront plus librement repris et développées par la TB du PSU puis les CCA.

¹⁴⁶ Philippe Buton, *Histoire du gauchisme : l'héritage de mai 1968*, éditions Perrin, 2021.

¹⁴⁷ Philippe Buton, *Histoire du gauchisme : l'héritage de mai 1968*, éditions Perrin, 2021, p 353.

¹⁴⁸ Ravenel Bernard, *Quand la gauche se réinventait : le PSU, histoire d'un parti visionnaire 1960-1989*, La Découverte, 2016.

toujours averti les militants d'IDS, dont beaucoup venaient de l'AMR (mais certains étaient membre du PS !) sur les prudence nécessaires ».¹⁴⁹

Les pressions de l'Union de la gauche et de la direction de la CFDT se font de plus en plus fortes et la direction du PSU semble incapable d'y résister. Le PSU ne veut pas que la CFDT le débranche dans les relations Parti-Syndicat au profit du seul PS. La gauche du PSU risque de provoquer des courts circuits. La fameuse courroie de transmission Parti-Syndicat entre le PCF dictant à la CGT sa politique, fonctionne à l'envers avec la CFDT. Le tandem Edmond Maire Michel Rocard roule encore.

Pour les municipales de 1977, la direction choisit de passer une alliance avec l'Union de la gauche pour avoir quelques élus dans les municipalités. Cette orientation stratégique, acceptée par la majorité du PSU au conseil national de septembre 1976, a pour conséquence de mettre le PSU à la remorque de l'Union de la gauche. Le PSU doit, pour avoir quelques conseillers municipaux, signer des accords se réclamant du Programme commun de la gauche et de la solidarité de gestion. La direction du PSU renonce donc à la construction d'une direction révolutionnaire alternative.

L'ex-AMR et la gauche du PSU réunies à Bordeaux en juin 1976 avaient proposé la formation de listes révolutionnaires et autogestionnaires. Cette proposition recueille un écho dans la LCR.

René Yvetot, dans un article paru dans *Rouge* n° 55 et « Politique Hebdo » n° 221 intitulé « L'unité des forces révolutionnaires. Pourquoi ? Comment ? Sans sectarisme vis-à-vis du mouvement ouvrier traditionnel, ni opportunisme à son égard », écrit :

« Nous sommes enfin d'accord pour rechercher, notamment à l'occasion des municipales, un consensus large qui ne se limite pas à un cartel d'organisations, mais aussi associe le maximum de militants représentatifs des luttes diverses. Sous réserve toutefois :

1° que la plate-forme politique soit préalablement et politiquement discutée ;

2° que chaque organisation appuyant les listes unitaires conserve sa liberté d'expression ;

3° que ceux qui parlent "au nom des luttes" le fassent sans ambiguïtés soit en leur nom propre, soit mandatés par une organisation de masse. Ceci pour éviter de reproduire l'imbroglio de Tours.

Bref, nous tirons les leçons du FUR portugais en gardant ce qui fut son intérêt : la réponse unitaire des révolutionnaires, et en rejetant ses errements : sectarisme et confusion. »

Dans un autre article de *Rouge*, «*Votre débat nous intéresse*», paru à la veille du conseil national du PSU, la LCR affirmait qu'en cas de victoire de la gauche du PSU, un accord serait possible avec elle...

Ce combat pour une orientation alternative aux municipales montra l'hétérogénéité de la « nouvelle » gauche du PSU. Sous la pression de sous-courants conciliateurs, à la veille du conseil national, la gauche du PSU reformule sa proposition. Il s'agissait désormais :

- De constituer des listes autogestionnaires ;
- D'ouvrir des discussions avec l'Union de la gauche pour y insérer une partie de cette liste autogestionnaire sur la base de son programme. La liste autogestionnaire devait dans tous les cas mener sa propre campagne ;
- En cas d'échec des négociations avec l'Union de la gauche, si cette dernière voulait imposer son programme et ses références, alors la liste autogestionnaire devrait se présenter.

Cette proposition pouvait apparaître pour le moins confuse et manœuvrière.

Aux élections législatives partielles de novembre 1976, la gauche du PSU (future Tendance B) impose son orientation là où elle est majoritaire :

- Candidat révolutionnaire pour l'autogestion soutenu par le PSU de la Gironde, la LCR, Volèm Viure Al Pais (VVAP) et un comité de soutien composé de militants inorganisés ;
- Candidature de Maguy Guillien en Corrèze contre Chirac soutenue par le PSU et la LCR.

¹⁴⁹ Mousel Michel, *Le quadruple virage du dernier quart du siècle*, dans sous la direction de Jean-Claude Gillet et Michel Mousel, *Parti et mouvement social, le chantier ouvert par le PSU*, Editions L'Harmattan, décembre 2011.

La gauche du PSU est donc hétérogène, y cohabitent les militants de l'ex-AMR et l'ancien « courant marxiste-révolutionnaire du PSU ». Ce courant avait voulu faire évoluer le PSU vers des positions de type « trotskistes ouvertes » et avait connu dans les années 1971-1972 les échecs des départs à la Ligue Communiste de groupes de militants et d'animateurs de ce courant (Vincent, Kergoat, Leucate).

Parmi les « personnages » de ce courant, il y a Yvan Craipeau qui « anime » un sous-courant informel. Craipeau a écrit pour le débat sur les municipales une brochure, *“Maintenant il faut choisir”*, et un livre, *Le pouvoir à prendre* (éditions Syros, 1976), dans la perspective de la victoire de l'Union de la gauche et de l'ouverture révolutionnaire qui s'ensuivrait. Craipeau avance la nécessité de construire une direction révolutionnaire alternative et souhaite engager le processus de fusion LCR-PSU.

Ces deux courants forment la Tendence B du PSU lors d'une AG à Lyon en novembre 1976. Yvan Craipeau, présent à cette réunion, était hostile à la constitution de la gauche marxiste-révolutionnaire du PSU en tendance. Cette AG avait été convoquée pour préparer le 10^e congrès du PSU en janvier 1977. La TB décide de sortir un Bulletin interne de débat » (qu'elle invite à diffuser largement) : le Courrier de Lyon, qui aura 4 numéros.

L'ex-AMR prend rapidement la direction de cette TB. Cela tient au fait que l'ex-AMR pouvait donner à cette tendance un programme et une stratégie cohérente : stratégie révolutionnaire pour l'autogestion, politique de Front unique vis-à-vis du PC et du PS, mot d'ordre gouvernemental transitoire, etc. Ce programme de la TB du PSU est présenté au 10^e congrès du PSU et est publié dans la revue *Mise à jour* n° 1. Pourtant, la direction de l'ex-AMR à qui on offre la direction de la TB du PSU est loin d'avoir la cohérence imaginée. Les mois qui suivront le démontreront clairement.

Au conseil national de Joinville d'octobre 1976, la stratégie du PSU pour les élections municipales de Mars 1977 oppose la majorité du courant A qui recueille 62% des mandats, la tendance B avec 21% des mandats et le courant C avec 17% des mandats.

Au 10^e congrès du PSU à Strasbourg en janvier 1977, la TB du PSU fit 20 % des mandats. L'orientation de ralliement à l'Union de la gauche est acceptée comme un « *mal nécessaire* » par les militants du PSU qui pensent que pour « *être dans le coup* », il faut être avec l'Union de la gauche.

Le courant C animé par André Fontaine développe des thèses sur l'opposition entre « compétents » et « exécutants », l'autogestion étant la bannière pour la prise du pouvoir des « compétents » au détriment à la fois de la vieille bourgeoisie et des « exécutants » nouveau prolétariat exploité et aliéné¹⁵⁰. Le courant C refuse toute alliance avec « *les idéologues compétents* » de la tendance B. Le courant C quittera le PSU après 1979. Au congrès du PSU de Saint Etienne de janvier 1979, il regroupe encore 11% des mandats, mais passe à 6% des mandats au conseil national du Havre de novembre 1979.

Les accords municipaux pour mars 1977 avec l'Union de la gauche font du PSU l'appendice de gauche et l'alibi autogestionnaire de la gauche réformiste. Ces accords violent même les textes du conseil national de septembre 1976, où les militants du PSU avaient voté des amendements « garde-fous » pour éviter le « dérapage » du PSU dans la coalition réformiste. Pour quelques conseillers municipaux qui auront le même poids dans les meilleurs des cas que les radicaux de gauche, les gaullistes d'opposition, le PSU sacrifie les espoirs que l'on mettait en lui après le départ de Rocard.

Ce ralliement à l'Union de la gauche n'est pas sans conséquences dans le travail de masse :

- La direction du PSU soutient la direction de la CFDT, qui pourtant part à l'offensive contre la gauche syndicale (chasse aux « coucous ») ;
- Dans le mouvement paysan, la direction du PSU soutient le projet de formation d'un « grand » syndicat lié aux réformistes et participe à l'offensive contre le mouvement des « Paysans-travailleurs » (Courrier de Lyon n° 3) ;
- La direction du MAS (PS et majorité du PSU), sous la pression du bureau confédéral de la CFDT, s'attache à normaliser ce syndicat étudiant. En effet, la CFDT veut, alors que la victoire de l'Union de la gauche en 1978 semble certaine, aligner le MAS sur cette Union

¹⁵⁰ André Fontaine, *Mai 68 dans l'histoire : ambiguïtés du socialisme autogestionnaire*, L'Harmattan, janvier 2012.

de la gauche. Elle veut surtout avoir une organisation qui contrôle le milieu étudiant. L'écrasante majorité du secteur étudiant du PSU est à la tendance B et combat ce cours.

La rupture programmatique, stratégique et militante est effective entre la tendance B et la majorité du PSU. La sortie du PSU paraît inévitable.

Les municipales de mars 1977 ont vu les listes « Pour le Socialisme, le pouvoir aux travailleurs » du cartel LCR-LO-OCT pourtant sur un programme particulièrement pauvre et sans aucune dynamique, ainsi que les listes écologistes, faire des scores significatifs (souvent plus de 5 %, parfois plus de 10 %). L'extrême gauche réalise ses meilleurs scores dans les quartiers ouvriers (courrier de Lyon n°3)¹⁵¹. Les listes écologistes font aussi de bons scores comme à Lille (Écologistes : 6,8%, extrême gauche : 6,37%) ainsi que les listes « autogestionnaires » comme « Rennes Autogestion Socialistes » présentée par le PSU, les Amis de la Terre et le Mouvement pour une Alternative à la Violence qui fait 5,33% des voix.

Pour la TB du PSU, le fait que, avant même la victoire de l'Union de la gauche, un large courant de défiance se soit exprimé montre, à une petite échelle, ce qui peut se passer après. C'est là le courant autogestionnaire et révolutionnaire que le PSU se devait d'organiser.

Mais le PSU persévère dans sa politique qui vise à se situer dans le cadre de l'Union de la gauche. Il répond favorablement à l'appel du comité central du PCF et décide d'engager des pourparlers sur la révision du programme d'un gouvernement de gauche. Il espère faire accepter et signer des annexes au Programme commun de la gauche sur l'écologie, les droits des femmes, etc. Certains membres de la direction du PSU veulent signer le programme commun en voie de réactualisation (Berthinier, Fay). S'il n'y a pas de participation directe à la réactualisation du Programme commun, le PSU se soumet à la stratégie réformiste qu'il espère modifier de l'intérieur.

Pour la TB, il fallait donc bien sortir du PSU. Mais cette sortie devait se faire sur des bases politiques et des perspectives organisationnelles claires. Faute d'en avoir été ainsi, ce courant en paiera un prix très fort.

1.5. La sortie du PSU et les 7 et 8 mai 1977.

La direction de la TB du PSU, c'est-à-dire pour l'essentiel la direction de l'ex-AMR, s'est révélée incapable de maîtriser la sortie. Elle a ainsi complètement failli à ses responsabilités de direction en la matière. Outre cette carence, l'échec total de cette sortie du PSU tenait à :

- L'absence de pratique coordonnée et de pensée collective des ex-AMR, ainsi qu'aux carences de la TMRI (sortie épisodique de *SDS*). Aussi, des tendances « centristes » sont-elles alimentées par l'ex-AMR elle-même ;
- La grande hétérogénéité persistante de la TB du PSU : présence de divers courants marxistes-révolutionnaires et « centristes de gauche » ;
- Les élaborations inachevées et imprécises de l'AMR et de la TMRI, qui offraient des possibilités d'interprétations multiples sur les rapports entre les « nouveaux mouvements sociaux » et le mouvement ouvrier (la « nouvelle alliance »), l'analyse du « courant autogestionnaire » : le débat sur la relativité historique du léninisme, sur la nécessaire remise en cause du « centralisme démocratique » dans une organisation politique à l'heure où l'autogestion était d'actualité, ressurgirent lorsque la sortie de la TB fut posée. L'absence de centralisation politique dans le PSU et sa Tendance B, l'univers centriste et dépolitisant du PSU, aidèrent alors au développement de multiples « théorisations » qu'on allait bientôt voir surgir lors de l'assemblée générale (AG) des 7 et 8 mai 1977.

Il y avait là assez d'éléments pour rendre inévitable un départ dans la confusion, et ce d'autant plus que les perspectives organisationnelles proposées par le secrétariat de la TB ajoutaient à cette confusion.

¹⁵¹ Nancy 8,33% des voix, avec des pointes à 14,4% dans le quartier populaire du Haut-du-Lièvre. Orléans 11,98% des voix, avec des scores de 17 à 18% dans les quartiers ouvriers. Montbéliard (9,48%). Rouen (7,6%). Caen (8,3%). Lille (6,37%). Vénissieux (9,82%). 9,49% à Saint-Ouen. 6,72% à Aubervilliers. Colombes (4,79%). Vanves (3,14%). Saint-Étienne 3,20% des voix.

Dans un texte intitulé « *Où va le PSU, perspectives pour notre tendance* », il était proposé aux militants de la TB :

« Ils sont maintenant nombreux, sympathisants de nos positions qui refusent, compte tenu de son orientation, d'adhérer au parti. Ils sont aussi nombreux ceux qui, ayant mené la bataille interne, refusent désormais de s'y laisser enfermer, préférant militer ouvertement et sans entraves sur la base de ce qu'ils croient juste.

Pouvons-nous les "exclure" de notre travail, de notre élaboration. Évidemment pas. En même temps notre tendance étant interne au PSU, il est impossible que des non-membres du parti y participent organiquement. La création, de ce point de vue, d'un Comité de Liaison des Communistes Autogestionnaires peut être une solution envisageable.

Un tel comité, auquel adhèreraient une fédération, une section, un groupe de membres du PSU, un groupe de syndicalistes ou de militants non-membres du parti, des militants à titre individuel, etc., serait une structure souple, adéquate au débat nécessaire. »

Outre cette perspective organisationnelle, ce texte repose dans la TB les débats non maîtrisés et non menés à leur terme dans l'AMR (cf. supra 1.3.1.) : « nouvelle alliance », « courant autogestionnaire large », caducité du « centralisme démocratique » et mise en avant d'un nouveau principe de « démocratie centralisée » ou « coordonnée », sans oublier le débat qui faisait rage à l'époque dans toute l'extrême gauche : la crise du militantisme...Ce texte ouvrait donc beaucoup de débats qu'il fallait absolument maîtriser. Mais le secrétariat de la TB ne prit pas le temps de le faire, des perspectives plus « grandioses » s'ouvrant...

La LCR connaît une crise marquée par des hémorragies militantes importantes qui ont pour principales causes :

- Le refus d'une politique de Front unique ;
- Un travail de masse (femmes, étudiants, lycéens) qui s'est fait contre le mouvement de masse lui-même : refus du syndicalisme dans la jeunesse scolarisée et dans l'armée, hostilité au mouvement autonome des femmes, etc. ;
- La conception qu'elle a d'elle-même comme étant le noyau du futur parti révolutionnaire ;
- Sa prétention à être à l'avant-garde, alors qu'elle comprend avec un temps de retard les phénomènes sociaux nouveaux (féminisme), parfois bien après les réformistes et les « centristes » (syndicalisme dans les armées) ;
- Ses réticences à l'autogestion, fruit des limitations déjà rappelées ;
- La crise du militantisme qui la frappe plus particulièrement et qui a, entre autres fondements, la crise des modèles militants fruit de la crise générale des valeurs, la remise en cause du fonctionnement interne, une trop longue négligence du féminisme qui fait irruption dans les organisations d'extrême gauche sous la forme de la crise du militantisme des femmes et le débat sur la « double appartenance ».

Un beau matin du début du mois d'avril 1977 (ce n'était pas le 1er avril mais le 6), *Libération* publie un communiqué de grève de la section LCR du XVII^e arrondissement.

La TMRI entretenait des contacts avec des militants de la LCR, et en particulier avec le groupe de travail "Carrefour" (du texte « *La civilisation au carrefour, la ligue au feu rouge* » qui deviendra « *La civilisation au carrefour : priorité à l'autogestion* »), lequel était arrivé à des conclusions politiques et programmatiques proches d'elle. Le groupe « Carrefour » est implanté dans les secteurs « étudiant », « lycéen » et « santé » de la LCR avec Gilles Casanova (Swanee), Gérard Delahaye (Ingrid), Robi Morder¹⁵² (Ernesto), François Morvan (Dietrich), Marc Coutty (1952-2004).

Certains membres du secrétariat de la TB du PSU poussent ces militants de la LCR à sortir (Charly Najman ira jusqu'à envoyer à *Libération* un communiqué de soutien aux « grévistes » de la LCR signé Gilles Casanova sans que ce dernier en soit d'accord). Dans le même temps, des assemblées régionales de la TB du PSU se réunissent. Elles décident la sortie du PSU et la préparation de l'AG des 7 et 8 mai 1977 pour le « regroupement des communistes autogestionnaires ». Le groupe « Carrefour » de la LCR emmené par François Morvan (François Dietrich) sort donc, ainsi que la

¹⁵² Robi Morder est l'un des dirigeants du secteur lycéen de la LCR qui a eu comme leader le médiatique Michel Field.

direction lycéenne de la LCR (lettre de 13 lycéens dont Robi Morder) qui a le problème de l'organisation de jeunesse comme désaccord supplémentaire avec la LCR.

Des responsables syndicaux inorganisés politiquement signent aussi l'appel aux 7 et 8 mai dans Politique Hebdo n°268 du 9 au 15 mai 1977, la participation de militants de l'OCT est annoncée (au final Didier Leschi et Michel Taubmann de l'OCT rejoindront la nouvelle organisation).

Tous ces militants sont d'accord pour dire que le PSU ne peut plus être l'outil révolutionnaire de la période. De même, l'extrême gauche, marquée par l'inadaptation tant de son programme que de son mode de fonctionnement, ne peut pas l'être non plus. Il s'agissait donc de surmonter l'échec du projet de fusion PSU-LCR du fait, d'une part, de l'échec de l'entrée de l'AMR dans le PSU, d'autre part de la déliquescence de la T3 du 2^e congrès de la LCR, qui est tombée dans une opération de replâtrage de la direction de la Ligue pour sauver l'appareil organisationnel et par crainte de la progression des courants dogmatiques pro-lambertistes (qui se sont finalement nourris de ce recul). La gauche de la LCR avait alors éclaté en une myriade de groupes de travail refusant toute cohérence politique, renonçant à affronter la direction sur son orientation politique, se discréditant à mener une bataille sans contenu sur la démocratie et les structures tout en refusant de proposer une alternative.

Les 7 et 8 mai 1977 devaient être une échéance de recomposition de l'extrême gauche associant trois traditions politiques tendant à une synthèse : l'expérience « centriste » de gauche du PSU, celle de la TMRI et celle d'une frange de la LCR, avec en plus des militants qui « *avaient quitté l'extrême gauche par déception* » ou qui « *ne l'avaient pas rejointe par méfiance* ».

La deuxième composante était au centre du processus, sa stratégie révolutionnaire pour l'autogestion et sa conception du Front unique constituant la problématique du nouveau regroupement. A bon droit, elle seule pouvait considérer se situer en continuité avec son histoire, les deux autres composantes étant en rupture théorique et militante avec leurs organisations d'origine.

Mais les 7 et 8 mai allaient révéler que le courant issu de la TMRI ne maîtrisait pas toutes les données. Et, pour la première fois, la TMRI éclatera à cette assemblée.

Pour ces militants qui sortent du PSU ou de la LCR, l'arrivée de la gauche au pouvoir est acquise : toutes les élections législatives partielles, cantonales et municipales le montrent bien, ce qui devrait permettre une ouverture révolutionnaire ou prérévolutionnaire en France à court ou moyen terme. La montée de l'Union de la gauche, qui semble en mai 1977 irrésistible, jointe au maintien des oppositions au sein des grandes centrales syndicales et à l'existence d'un courant de défiance (simple partie émergée de l'iceberg) qui s'était exprimé aux municipales, faisaient penser que l'apparition d'un pôle révolutionnaire, capable de mettre bien en avant la nécessité d'une stratégie révolutionnaire pour l'autogestion pour la conquête du pouvoir par les travailleurs, permettrait assez rapidement le regroupement autour de ce pôle d'une partie de ces oppositions. En même temps, le centre de gravité de l'extrême gauche s'en serait trouvé déplacé en sa faveur, ce qui pouvait permettre le redressement des groupes les moins sclérosés, notamment la LCR, voire l'OCT. Le millier de militants sortants du PSU devait être le fer de lance de l'opération.

L'essentiel résidait bien dans le pronostic de proximité d'une évolution significative de la situation française avec l'arrivée supposée de l'Union de la gauche au gouvernement, prévue par beaucoup pour mars 1978. Un tel événement était donc censé engendrer rapidement des situations de « débordement » qui nécessitaient la présence active d'une organisation révolutionnaire pour l'autogestion. Ainsi la Tendence B du PSU « sortiste » écrivait-elle dans sa lettre de départ, aux militants du PSU :

« Nous sommes persuadés que la victoire d'un gouvernement de gauche ouvrira une période de luttes de classe accrues, dont l'enjeu sera RAPIDEMENT [souligné dans le texte] celui du pouvoir, c'est-à-dire concrètement celui de la rupture des partis ouvriers avec la bourgeoisie, de la systématisation, généralisation de la dualité de pouvoir, des affrontements avec le pouvoir d'État [...] Le fait qu'avant même la victoire probable de la gauche, un large courant de défiance se soit exprimé, montre, à une petite échelle, ce qui peut se passer après. [Il est ici fait référence aux résultats d'extrême gauche et des écologistes aux municipales de 77] [...] Inévitablement, la politique de collaboration de classe se heurtera, en cette période de crise, à la volonté de larges fractions ouvrières : le mouvement naturel sera d'aller plus loin, plus vite, de chercher à

contrecarrer les tergiversations des directions traditionnelles, la résistance de la bourgeoisie ne pourra être combattue que par la mobilisation extraparlamentaire, par le contrôle ouvrier [...] Ce « débordement » (mot qui fait si peur dans les Directions politiques Nationales du PSU), voilà la crainte des Mitterrand et Marchais [...] »

Lettre ouverte aux militants du PSU

1.6. Les 7 et 8 mai 1977 et la formation des CCA.

A cette AG pour le « regroupement des communistes autogestionnaires », grosso modo deux projets étaient présents :

- Les uns voulaient construire une OCA (organisation communiste pour l'autogestion) ;
- Les autres, estimant que les nouveaux mouvements sociaux ne rendaient plus la médiation d'un parti révolutionnaire nécessaire, s'affirmaient partisans de larges convergences autogestionnaires des mouvements sociaux.

Dans cette AG, la TMRI se révéla, tout comme les autres composantes, gagnée par un « ultra-gauchisme » et un « néo-spontanéisme », certains cadres de la TMRI (du secteur « jeunes » : Nicolas Baby, Charly Najman, Jean-Louis Weissberg, et du secteur « femmes » : Corinne Welger) en assurèrent d'ailleurs la cristallisation en tendant à opposer les « nouveaux mouvements sociaux » et la classe ouvrière.

Les 7 et 8 mai 1977 prirent donc principalement la forme d'un rendez-vous manqué entre des militants qui n'avaient plus beaucoup de points communs, à tel point qu'il fut nécessaire d'avoir recours en cours de séance à une motion préalable fixant la nature de la réunion et la nécessité qu'en sorte une OCA.

Comment un tel fiasco a-t-il été rendu possible ? On peut mettre en avant deux des erreurs de ce courant :

- Si, contrairement à la gauche révolutionnaire, il a été sensible très vite à tous les nouveaux phénomènes sociaux, il a toujours surestimé la dynamique et le caractère objectivement révolutionnaire des « nouveaux mouvements sociaux ». Ces derniers ne peuvent pas, en effet, par eux-mêmes et dans leur ensemble, arriver à la conclusion de la nécessité de renverser l'État bourgeois obstacle à la réalisation de leurs aspirations autogestionnaires ;
- Là encore, il a surestimé le rôle objectif de la référence à l'autogestion, ce qui l'a amené à la recherche de ce nouveau raccourci organisationnel.

Les 7 et 8 mai étaient donc un lieu où a régné une extrême confusion. Des textes de compromis avec le courant hostile à l'OCA furent votés, des proclamations comme celle de l'Organisation révolutionnaire autonome de la jeunesse (ORAJ) furent adoptées à l'applaudimètre.

L'affaire de l'ORAJ est particulièrement significative de cette AG. Sans débat préalable avant les 7 et 8 mai, sinon dans la commission du samedi matin, sans que l'AG émette un avis, les militants présents étaient engagés par un texte émanant de quelques-uns de leurs camarades dans l'aventure d'une organisation révolutionnaire de la jeunesse dont ils ne savaient pas si le « A » voulait dire autonome ou autogestionnaire; dont ils ne connaissaient du programme qu'un appel à la libération de la marijuana, à faire de Malville¹⁵³ un lieu de loisirs autogérés de la jeunesse et à passer en force aux concerts de rock 'n' roll¹⁵⁴ organisés par la compagnie KCP. Il perdra dans cette aventure le secteur étudiant parisien, et son intervention étudiante déstructurée mettra une année à s'en remettre.

Cette AG refuse de se doter d'une direction (terme banni) et donne à un collectif national de simples fonctions techniques : sortir les textes de préparation d'un congrès constitutif à l'automne 77.

¹⁵³ Lieu où devait être construit une centrale nucléaire EPR Superphénix.

¹⁵⁴ Le 7 mai au soir, pour fêter la création des CCA, un concert a été organisé par les frères Najman qui firent intervenir un groupe quasi inconnu qui sera rapidement très célèbre : le groupe « Téléphone » de Jean-Louis Aubert.

1.6.1. Les conséquences des 7 et 8 mai 1977

Les 7 et 8 mai ont pour conséquences :

- Des militants partisans de l'OCA se découragent et quittent cette structure informelle ;
- D'autres militants préfèrent rester dans leurs organisations d'origine ;
- Les courants « néo-spontanéiste » et « ultragauchiste » partent. Ils n'iront même pas au 1er congrès défendre leurs points de vue. La plupart de ces militants vont rompre avec tout militantisme.

Aussi, du millier de militants des 7 et 8 mai ; il n'en restera que deux centaines (les plus militants) au 1er congrès des CCA à la Toussaint 1977 à Lyon.

Des 7 et 8 mai au congrès constitutif, le Collectif national constitué sur la base des secteurs, des régions et d'une liste ouverte s'arroge de plus en plus de fonctions de direction pour permettre l'intervention des communistes autogestionnaires et une relative centralisation politique, ce qui avait été rejeté aux 7 et 8 mai et qui avait paralysé l'intervention des CCA lors de la grève générale du 24 mai 1977. Aussi, les CCA mènent campagne pour l'unité des travailleurs et de leurs organisations et pour l'autodéfense ouvrière après l'assassinat d'un ouvrier gréviste à Reims par le syndicat « jaune » CFT. Un front PSU-LCR-OCT-UTCL¹⁵⁵-CCA se réalise même sur ces thèmes pour quelque temps.

Les CCA participent aux mobilisations de l'été 1977 : marche antinucléaire de Malville contre Superphénix, rassemblement du Larzac. Le séminaire d'été¹⁵⁶ permet de redresser quelque peu la barre en avançant positivement dans les débats laissés sans conclusions par la TMRI et qui l'avaient fait éclater les 7 et 8 mai.

A la veille du 1er congrès, dans son texte « *Pour un bilan des CCA* », Gilles Casanova souligne : « *Nous couvrons presque autant de villes que les grosses organisations d'extrême gauche, mais c'est souvent avec des camarades isolés et travailleurs. Notre implantation sociale est principalement formée de salariés du secteur dit "tertiaire" (globalement, employés de bureau) dans les banques, les PTT, services sociaux, santé... Nous avons eu égard à notre taille une implantation ouvrière traditionnelle qui n'est pas insignifiante : métallurgie (Renault, Chausson, Michelin), sidérurgie (Lorraine), construction électrique, etc. Au niveau de l'âge, nous sommes probablement un peu plus vieux que le reste de l'extrême gauche.* »

Des militants de la TB du PSU puis, pour certains d'entre eux, des CCA et des syndicalistes de la santé (organisations syndicales de salariés des hôpitaux, syndicats progressifs de médecins libéraux) animent une revue, la revue *Fracture*¹⁵⁷ dont le sous-titre est : Santé/Critiques pratiques/Autogestion. Cette revue trimestrielle dont le premier numéro est daté de mars 1977 et le dernier numéro (le n° 6) paraît au 4e trimestre 1978 veut impulser une démarche de contrôle dans le secteur de la santé afin de préparer son autogestion et met en cause le pouvoir médical qui condamne les travailleurs à une position d'assistés.

1.6.2. Le 1er congrès des Comités communistes pour l'autogestion (CCA) – Toussaint 1977

Le congrès, qui se tient à Lyon, revient sur l'erreur qui consiste à chercher à instrumentaliser, à capter de manière à part le « courant autogestionnaire » qui traverse tout le mouvement des travailleurs et y trouve son terrain naturel de développement, de radicalisation et de différenciation. « *Ce courant parce qu'il traverse, en tant qu'expression de sa restructuration, tout le mouvement ouvrier, est lui-même traversé par de nombreux courants politiques. C'est donc au sein des organisations de masse traditionnelles ou nouvelles qu'il se développe et qu'il faut chercher à le développer* » (Résolution du 1er congrès des CCA).

Le congrès maintient sa politique de regroupement des partisans révolutionnaires de l'autogestion qui « *recoupe mais ne s'identifie pas à la politique d'unité des révolutionnaires* » (Résolution déjà citée).

¹⁵⁵ Théo Rival, *Syndicalistes et libertaires*, Editions d'Alternative Libertaire, juin 2013.

¹⁵⁶ Ce séminaire d'été organisé matériellement par Maguy Guillien se tient à « LARZAC Université » situé dans la partie du camp militaire du Larzac occupée illégalement, à quelques pas d'une bergerie occupée et ré-exploitée par José Bové. Les conditions matérielles de ce séminaire furent spartiates et « héroïques ».

¹⁵⁷ Patrick Silberstein, La revue *Fracture*, Les Utopiques n°12, Hivers 2019-2020, pages 166 à 171, Editions Syllepse et Union Syndicale Solidaire.

Le congrès analyse la crise de l'Union de la gauche (rupture du Programme commun) et estime que le combat pour le FOU et son gouvernement prend une importance décuplée.

Le congrès avait à son ordre du jour un débat sur la jeunesse, les nouveaux mouvements sociaux et le droit pour les secteurs d'expérimenter leur propre orientation. Dans ces débats, la direction de l'ex-AMR et de la TMRI éclatent une nouvelle fois. Une partie de ses membres (ce qui reste des secteurs « jeunes » et « femmes » de l'ex-AMR : Jean-Louis Weissberg, Françoise Bleibtreu, Charly Najman, Corinne Welger) propose la constitution d'une organisation lâche et fédérative (droit d'expérimentation pour les différents secteurs de l'organisation), reprend la thèse de la « nouvelle alliance » des forces sociales de la révolution conçue comme une simple addition du mouvement ouvrier traditionnel et des « nouveaux mouvements sociaux ». D'autres cadres de l'ex-AMR hésitent et s'abstiennent dans ces débats (Maurice Najman). Cette aile minoritaire, qui ne s'était pas constituée en tendance, allait quitter dans les mois suivants sur la pointe des pieds les CCA. Ils abandonneront tout militantisme politique, voire tout militantisme y compris dans les « nouveaux mouvements sociaux » qu'ils magnifiaient.

Pour la majorité du congrès :

« Le développement d'une multitude d'organisations et de mouvements intervenant sur tous les terrains de la crise généralisée du capitalisme est une manifestation concrète du processus de restructuration du mouvement des travailleurs. C'est la domination des partis réformistes qui amène une bonne partie de ces mouvements à se développer à l'extérieur des structures actuelles du mouvement ouvrier. Mais en retour, ces nouveaux combats (féministe, antinucléaire et écologiste), parce qu'ils naissent des contradictions contemporaines du capitalisme, ne sont pas « extérieurs » aux luttes de la classe ouvrière et agissent en profondeur au sein de ses organisations. L'éclosion de théorisations fausses et abusives qui ont surévalué les capacités révolutionnaires des « nouveaux mouvements sociaux », sans parler des thèses qui ont affirmé que la lutte des sexes prévalait sur la lutte des classes, ou que l'écologie était une nouvelle économie politique, provient de la tendance que les militants de ces mouvements ont de substituer à une analyse globale de l'ensemble des contradictions du capitalisme d'aujourd'hui leur point de vue partiel. Cette éclosion de théories abusives était d'autant plus difficile à éviter que l'hostilité du mouvement ouvrier traditionnel et l'incompréhension de l'extrême gauche ne pouvaient bien évidemment qu'alimenter de telles théorisations. Le courant « pabliste », s'il n'a pas été sectaire vis-à-vis de ces mouvements, n'a pas eu une appréhension dialectique des rapports entre ces mouvements sociaux et une organisation politique. C'est pourquoi, bien souvent, il a tendu à tracer rapidement et faussement un trait d'égalité entre les aspirations autogestionnaires défendues par ces mouvements et le programme révolutionnaire pour l'autogestion que seule une organisation marxiste-révolutionnaire peut élaborer. Ce courant, s'il a très bien et très justement « réglé son compte » à la thèse qui affirmait que « tout vient du parti », a été plus faible dans sa critique de la thèse opposée selon laquelle « tout vient du mouvement de masse ».

S'appuyant sur son analyse, qui date déjà de la fin des années 1960, de la prolétarisation croissante de couches sociales dans les pays capitalistes avancés qui permet l'extension et la différenciation du prolétariat, le 1^{er} congrès des CCA réaffirme que les « nouveaux mouvements sociaux » sont l'expression de l'extension dans tous les domaines de la vie sociale de la crise généralisée du capitalisme. Et, si c'est dans les nouvelles couches de travailleurs que ces mouvements se développent, le prolétariat classique n'y est pas insensible. Le problème essentiel est le blocage du mouvement ouvrier traditionnel sur ces questions, ce qui rend les relations avec ces mouvements, forcément conflictuelles. D'ailleurs, le mouvement ouvrier commence à intégrer les aspirations et les luttes de ces mouvements (la CFDT et la lutte contre le nucléaire, la CGT et le féminisme). La politique à mener n'est donc pas d'opposer ou d'isoler ces mouvements et le mouvement ouvrier, mais de faire reprendre par le mouvement ouvrier les revendications de ces mouvements. La lutte pour le FOU, c'est-à-dire la lutte pour l'unité des travailleurs et de leurs organisations, ne doit pas oublier d'associer à cette unité les organisations dont se sont dotés ces « nouveaux mouvements sociaux ».

C'est donc bien parce que le mouvement ouvrier traditionnel n'a pas pris en compte, voire a combattu, les luttes écologistes et antinucléaires, la lutte des soldats et de la jeunesse scolarisée, qu'un mouvement écologique, qu'un mouvement des soldats et de la jeunesse se sont développés en

dehors de lui, parfois contre lui. Cela ne prouve en rien que cette situation soit immuable. L'intervention à l'extérieur, sur leurs propres revendications, de ces mouvements permet la pénétration de leurs aspirations dans le mouvement ouvrier, et peut changer la situation conflictuelle actuelle. Surtout si à l'intérieur des organisations du mouvement ouvrier des militants et des courants interviennent dans ce sens.



Par contre, le congrès insiste sur la nécessité de défendre l'autonomie des mouvements (femmes, homosexuels) qui se fondent sur la base d'une oppression spécifique. Cette autonomie se fonde sur le fait que cette oppression spécifique n'est pas réductible à la structure de classe actuelle, même si la lutte de classe les surdétermine tous, mais qu'elle est un produit historique profondément enraciné. La reconnaissance par les CCA de l'autonomie de ces mouvements, c'est la reconnaissance de leur droit inaliénable à poser leurs revendications propres par rapport à une oppression spécifique et à s'organiser pour obtenir satisfaction. Pour les CCA, bien que ces mouvements s'affrontent souvent à l'État bourgeois qui fait obstacle à leurs revendications, ces mouvements se révèlent incapables de préconiser une stratégie propre pour le renversement de cet État bourgeois. De plus, si ces mouvements sont permanents et se maintiennent, leur importance fluctue selon la situation politique, c'est-à-dire avec les flux et les reflux de la lutte des classes. Seule une organisation politique peut avoir la compréhension de la signification profonde de ces mouvements. Il y a donc bien des apports réciproques entre organisation politique et « nouveaux mouvements sociaux ».

À la fin de ce premier congrès, on pouvait donc croire que ce courant, ayant enfin débattu à fond de ces problèmes et tordu le cou à toutes les « thèses » fausses ou ambiguës qui remettaient en cause les fondements de l'analyse marxiste ; avait surmonté la crise des 7 et 8 mai 1977 en arrachant les racines théoriques qui avaient permis son développement. Dans le prolongement du séminaire de l'été 77 et des débats de ce 1^{er} congrès, les thèses du 2^e congrès développeront plus amplement que la résolution politique générale du 1^{er} congrès l'analyse de ces mouvements sociaux. Et c'est pourtant à ce 2^e congrès qu'une tendance et cette fois la direction de la TMRI commenceront à reprendre des idées qu'elles avaient combattues les 7 et 8 mai et à ce 1^{er} congrès.

Le congrès enfin, adopte des statuts qui permettent le droit de tendance permanent, y compris public, la création de secteurs organiques élisant, à partir des cellules, leurs propres directions. L'élection du comité central en plusieurs collèges (femmes, entreprises, liste ouverte) ratifiés par le congrès, participation de délégués élus par les régions constituées au comité central, liberté des secteurs dans l'application de leurs orientations dans le cadre stratégique défini par le congrès, etc. De tels statuts, s'ils modifient sérieusement le fonctionnement traditionnel d'une organisation révolutionnaire, sont bâtards et teintés de fédéralisme à tous les niveaux et ne traitent pas de la question du « centralisme démocratique » ni repoussé, ni adopté, ni mentionné.

Les marxistes-révolutionnaires pour l'autogestion dits « pablistes » : des « pieds rouges » d'Algérie aux altermondialistes Jean-Pierre HARDY. Juillet 2023.

Si ce courant s'était redressé et sauvé à ce congrès, ce n'était donc pas sans laisser quelques ambiguïtés. Ce défaut de cohérence d'ensemble ne tardera pas à alimenter sa prochaine crise. Sur la base de ces flous, un autre courant du 1^{er} congrès allait quitter les CCA pour la LCR : le camarade Pierre Bron (Pierre Bartoli¹⁵⁸ de son vrai nom) en novembre 77, un camarade de Michelin en décembre, le groupe de Montpellier en juin 78...

A ce congrès, la LCR propose dans un message la fusion aux CCA. La réponse du Comité central (CC) des CCA, proposant un débat et une unité d'action permanente pour tester si les bases d'un accord de fusion existent, n'a pas reçu la moindre réponse...

1.7. La campagne des législatives de mars 1978.

Les CCA proposent en juin 1977, dans une lettre ouverte aux organisations révolutionnaires (LO-LCR-OCT) et au PSU, une campagne unitaire s'appuyant sur des comités de campagne non cartellisés, ouverts à tous ceux qui se reconnaîtraient dans la plate-forme nationale commune.

Pour les CCA, il fallait sans tarder :

- Rassembler partout à la base les militants et militantes qui cherchent la constitution d'une alternative révolutionnaire à la crise du capitalisme ;
- Engager tout de suite l'action pour l'unité ouvrière, pour engager le débat à la base, sur les nationalisations, sur le nucléaire, sur le programme d'un gouvernement PC-PS...

« *La bataille pour l'unité des forces révolutionnaires pour l'unité ouvrière, pour l'autogestion socialiste est plus actuelle que jamais* » (Tract national : "Rupture de l'Union de la gauche... La responsabilité des révolutionnaires").

Cette campagne pour l'unité des révolutionnaires pour l'unité ouvrière fait aussi l'objet d'une affiche nationale.

Début décembre 1977, sous la pression des CCA, un accord unitaire LCR-OCT-CCA est accepté par la LCR (la LCR était hostile à un accord à deux LCR-CCA).

Une plate-forme unitaire « *Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs* » (PLS, LPT) est élaborée par ces organisations. Elles gardent la possibilité de faire une campagne autonome sur les thèmes non traités ou de façon insuffisante par la plate-forme. La LCR refuse un accord LCR-CCA qui aille plus loin que la plate-forme, notamment sur le non-désistement à l'égard des radicaux ou gaullistes de gauche et sur le mot d'ordre de gouvernement PC-PS.

Les CCA défendirent seuls, dans le cadre de cette campagne électorale, leur mot d'ordre de « nationalisations sous gestion ouvrière » alors que la LCR faisait campagne pour des « nationalisations sous contrôle ouvrier ». Après 1981, conformément au programme commun actualisé du PC et du PS, après la première vague de nationalisations qui faisait suite à l'arrivée de François Mitterrand et de la gauche au pouvoir, les CCA firent campagne sur ce mot d'ordre de « nationalisations sous gestion ouvrière ».

La plate-forme « PLS, LPT » fut réduite par la LCR à un récitatif propagandiste, alors qu'elle aurait dû être pour les CCA une plate-forme d'action permettant de réaliser quelques démonstrations et de créer une dynamique autour de quelques thèmes.

« *En fait, l'accord fut réduit par la LCR à « une base politique de répartition des circonscriptions ». A partir de là, peu de démonstrations restaient possibles, l'élément dynamique étant délibérément brisé par la direction de la LCR, de crainte de ne pouvoir contrôler son évolution, surtout en cas de victoire des partis ouvriers* » (Résolution du CC des CCA des 8 et 9 avril 1978 ; Commune n° 17).

Pour les CCA, la LCR a fait une manœuvre sans principe en discutant longuement et en signant un accord avec l'OCT et les CCA, alors qu'elle voulait simplement éviter des candidatures concurrentes.

¹⁵⁸ Pierre Bartoli avant de se suicider animera la T3 de la LCR puis il va rejoindre la nouvelle gauche et l'AREV dans la foulée de la candidature aux présidentielles de 1988 de Pierre Juquin.

Une fois qu'elle a obtenu le gros des circonscriptions du fait de son poids organisationnel, et après des discussions de marchands de tapis, elle a fait de l'accord un « chiffon de papier ». Lors de son intervention à la télévision, elle a juste mentionné qu'elle avait signé un accord avec « les cécéha et l'océté ». Cette intervention fera d'ailleurs l'objet d'une autocritique de la LCR. Mais selon les CCA, la LCR a l'habitude des autocritiques, cela ne l'a jamais empêchée de recommencer les mêmes erreurs...

Pour les CCA :

« La politique du FOU suppose l'organisation de masse, même à un niveau réduit, plus largement que le simple front d'organisations, alors que la LCR se refuse à donner une capacité d'initiative aux comités unitaires de campagne et ne veut les concevoir que comme comités de soutien à tel ou tel candidat d'organisation.

Cela nous semble l'inverse de la politique de front unique qui ne présuppose pas l'accord et le soutien à une organisation pour participer aux structures unitaires de base mais l'accord sur les mots d'ordre d'action... Votre refus de constituer des comités de campagne tant que le candidat d'organisation n'est pas désigné nous semble, là encore, aller à l'encontre d'une politique dynamique de front unique... » (Tribune des CCA dans Rouge des 14 et 15 janvier 1978).

Nous n'avons pas deux démarches : une pour les réformistes, une pour les révolutionnaires. Quand nous disons unité des travailleurs et de leurs organisations, nous commençons par le faire...

Nous disons ensemble : non aux intérêts des grandes boutiques qui freinent, excluent la participation des travailleurs et des masses aux débats, qui en font des spectateurs passifs.

Et bien nous, CCA, disons non aux intérêts des petites boutiques qui freinent la participation de la plus grande partie du courant révolutionnaire plus large que les organisations...

Que la campagne se mène sur cette base n'empêche pas chaque organisation de s'exprimer. C'est ça le front unique : frapper ensemble, marcher séparément. » (Intervention de Maurice Najman à la Mutualité lors d'un meeting LCR-CCA-OCT)

La campagne sera peu mobilisatrice à gauche comme à l'extrême gauche. A quelques exceptions près, il n'y aura pas de campagne unitaire « PLS, LPT ». Les CCA ou un collectif autogestionnaire local réussirent à imposer quelques campagnes unitaires entraînant parfois le PSU (Rouen, La-Roche-sur-Yon).

Lors de cette campagne des législatives, les CCA ont fait beaucoup avec peu de forces. Cette campagne les a entièrement mobilisés pendant plusieurs mois. Mars 78, c'est l'échec électoral du fait de la division de la gauche. Cet échec est analysé par les CCA comme un recul et non une défaite sans combat du mouvement ouvrier...

Tout le mouvement social subira ce recul : syndicats, mouvement des femmes, écologistes, mouvement des soldats. Le PC entre en crise, l'extrême gauche n'est pas non plus épargnée par ce recul : les effectifs des organisations révolutionnaires stagnent ou baissent, les organisations dont le programme refusait une politique d'unité ouvrière s'effondrent (OCT, PCMLF, PCR-ML).

Les CCA s'étaient constitués dans l'optique de la victoire du mouvement ouvrier. C'est donc à une toute autre situation qu'ils se trouvent aux lendemains de mars 1978. Le projet politique et organisationnel des CCA est cependant maintenu.

Lors de ces législatives de 1978, au grand agacement de la LCR, les CCA soutiennent la candidature de l'appelé médecin militaire Jacky Mamou¹⁵⁹ présenté par IDS (Information pour les droits du soldat)

¹⁵⁹ Jacky Mamou a été un militant « pabliste » (AMR-PSU-CCA). Médecin humanitaire, il portera dans le début des années 1980 les valises de Michel Pablo et de la TMRI en Amérique Latine, au Chili en particulier. Après avoir coordonné des missions au Chili et dans les pays alentour, il rentre à Paris et devient, de 1996 à 2000, président de « Médecins du Monde ». Il préside le « Collectif Urgence Darfour » qui plaide pour une « ingérence humanitaire » devant prendre la forme d'une intervention militaire pour mettre fin à ce qu'il qualifie de « génocide ». Il a rejoint le « Cercle de l'Oratoire ». Ce « cercle » se réunit autour du journaliste Michel Taubmann, lui aussi ancien « pabliste » (venant de l'OCT, il a rejoint les CCA lors de leur constitution les 7 et 8 mai 1977 et a participé à la reconstitution en 1981 de l'AMR), et de son épouse Florence (pasteur du Temple de l'Oratoire du Louvre et vice-présidente de l'Amitié judéo-chrétienne). Le cercle est composé d'un groupe d'intellectuels comme André Glucksmann et Pascal Bruckner, de réalisateurs comme Roman Goupil (ex-LCR) et

à Paris dans la circonscription où est situé l'état-major des armées. Il s'agit pour IDS de se saisir de ces élections (qui devaient amener la gauche au pouvoir) pour poser la question des droits démocratiques dans l'armée. Un autre candidat soldat, Dominique Péré, sera présenté par IDS à Lyon tandis que la LCR présentera sous ses couleurs cinq soldats révolutionnaires¹⁶⁰.

Dans la perspective de ces élections législatives de mars 1978, le 11 janvier 1978 le PSU et le Mouvement pour une Alternative Non-violente (MAN) lancent un appel pour constituer un « *Front Autogestionnaire* » (FA) afin de faire émerger une « *nouvelle gauche socialiste, écologiste et autogestionnaire* ». Force est de constater qu'il n'y a pas « le féminisme ».

Le Front autogestionnaire qui se voulait plus large que le PSU ne rallie que le mouvement pour une alternative non-violente (MAN) et obtient 1,11% des voix avec 220 candidats. Les écologistes se présentent eux sous l'étiquette « *Ecologie 78* » recueillent 2,18% des voix. Lutte ouvrière qui a présenté 470 candidatures recueille 1,70% des voix. Les candidats LCR CCA OCT et les divers extrêmes gauches¹⁶¹ recueillent 0,47% des voix pour 335 candidats.

Alors que le PSU lors des élections municipales de 1977 avait opté pour des listes unitaires avec toute la gauche au détriment de listes autogestionnaires autonomes, pour les élections législatives de 1978, le PSU privilégie son affirmation autonome estimant la fracture PC-PS non-réductible et la victoire de Giscard assurée. Le Front Autogestionnaire se préoccupe peu de la division mortifère entre le PC et le PS, alors que les CCA et la LCR avec des « communistes unitaires » et des « socialistes unitaires » vont faire campagne dans le cadre du mouvement « *Union dans les luttes* » (UDL) pour « l'unité ouvrière pour battre Giscard », le désistement automatique pour le candidat de gauche arrivé en tête au premier tour. Si des membres du PSU participent à UDL, le PSU en tant que tel ne s'y investit pas. Le PCF qui apprécie que le PSU n'ait pas pris parti pour le PS dans la rupture de l'union de la gauche, se retire au premier tour de ces élections législatives de 1978 au profit du FA/PSU dans quatre circonscriptions dont celle de Villeurbanne où se présentait Claude Bourdet.

A Poitiers en novembre 1978, le FA/PSU affirme sa volonté de fédérer les regroupements locaux qui ont émergé à l'occasion des élections législatives sous le nom de « *convergence pour l'autogestion* ».

Au congrès de Saint Etienne en janvier 1979, le PSU adopte l'orientation de développer un « *troisième courant* » dans la gauche. Lors de la réunion de la direction politique du 30 juin 1979, des membres du bureau politique (Berger, Goldberg, Demaldent, Jayet, Petiot) présentent un texte intitulé « *Contre la dérive* » qui considère qu'une partie de la majorité pousse le PSU hors du mouvement ouvrier. En novembre 1979, au conseil national du Havre, ils présentent dans le « *Courrier du PSU, n° 28, d'octobre 1979* », un texte d'orientation critiquant une « *dérive du PSU par rapport à son insertion dans le mouvement ouvrier* ». Pour eux, le regroupement hypothétique des nouveaux mouvements sociaux ne peut constituer une alternative à la gauche traditionnelle. Une bonne partie de ce courant avec Victor Fay va refuser la candidature d'Huguette Bouchardeau aux élections présidentielles de 1981, soutenir dès le premier tour François Mitterrand et rejoindre le PS.

1.8. L'adhésion des CCA à la TMRI.

Le 1^{er} congrès des CCA avait affirmé la « *nécessité d'une organisation internationale des marxistes-révolutionnaires pour l'autogestion qui, seule, peut permettre l'élaboration d'une stratégie dépassant les limites du cadre national et qui, seule, peut agir consciemment pour la construction d'une véritable internationale révolutionnaire de masse pour l'autogestion, liée à l'expérience du mouvement réel des travailleurs* » (Résolution du congrès constitutif des CCA).

d'historiens comme Stéphane Courtois (ex-maoïste coordonnateur du Livre noir du communisme). Ce cercle est proche des néoconservateurs américains, lesquels sont eux-mêmes animés par des anciens trotskistes des États-Unis. Il a été favorable à l'intervention militaire américaine en Irak en 2003 et pourfend l'islamisme radical. Pour justifier cette trajectoire, Jacky Mamou et Michel Taubmann revendiquent le fait qu'ils ont été formés chez les trotskistes, tendance « *pabliste* », où l'on a toujours dénoncé le goulag. Michel Taubmann sera le biographe officiel et autorisé de Dominique Strauss-Kahn. Il publie en 2011 aux éditions du Moment, *Le roman vrai de Dominique Strauss-Kahn* dans la perspective des élections présidentielles de 2012. Le quotidien *Le monde* le présente comme « *l'apologue de DSK* »).

¹⁶⁰ Filoche Gérard, *Mai 68, histoire sans fin, tome 1*, Jean-Claude Gawsewitch éditeur, 1998. Dans son ouvrage de mémoires et témoignages, Gérard Filoche, qui a été responsable du « *travail armée* », signale fièrement ces candidatures, zappe celles d'IDS et, dans cette partie, oublie le rôle d'IDS dans le mouvement des soldats en France, notamment dans la création des premiers syndicats de soldats avec le soutien d'unions locales CFDT.

¹⁶¹ Les mao-staliniens du PCML et du PCRml se présente ensemble pour la première et dernière fois sous l'étiquette de l'« *Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne* » (UOPDP), l'OCFml faisant bande à part et l'UCFml boycottant...

C'est bien pourquoi ils avaient décidé d'entretenir des liens privilégiés avec la TMRI.

L'hebdomadaire des CCA, *Commune*, n° 12 du 24 février au 2 mars 1978, annonce que le comité central des CCA a décidé, afin de mieux identifier les CCA dans leur campagne électorale des élections législatives de 1978, de reprendre comme symbole (aujourd'hui on dirait logo) la faucille et le marteau dessinés par le poète russe Maïakovski qui s'est suicidé en 1930, désespéré par le cours de la révolution russe après la mort de Lénine. Cette faucille et ce marteau forment ensemble un point d'interrogation afin de symboliser la grande question à résoudre : socialisme ou barbarie ?



Ce symbole est bien dans la « philosophie » et le questionnement, pour ne pas dire le doute et l'angoisse, des « pablistes ». Cependant, en adoptant ce symbole qui a été celui de l'AMR et est aussi celui de la TMRI, on passe d'une filiation à une affiliation au courant pabliste international.

La TMR IV devint TMRI, lorsque, le 23 mai 1972, sa quatrième conférence décida de rompre toute référence avec la (les ?) IV^{ème} Internationale, considérant qu'il s'agissait d'un cadre organisationnel historiquement dépassé.

Pourtant, jusqu'en 1972, la TMR IV considérait son séjour hors de la IV^{ème} Internationale comme temporaire. Elle comptait que, la pratique lui donnant raison sur nombre de questions, la IV^{ème} Internationale se redresserait et ferait appel à elle. Se trouvant dans de telles dispositions, on comprend que la TMR IV n'ait pas trop cherché à se construire...

La IV^{ème} Internationale était devenue pour la TMRI un cadre sclérosé et incapable de jouer un rôle quelconque d'avant-garde, puisqu'elle refusait de « *mettre l'autogestion au centre du programme de notre époque* » et qu'elle avait la prétention de réaliser le regroupement des forces révolutionnaires mondiales dans son propre cadre et sur la base de son programme traditionnel.

Comme le soulignent Sophie Bérout, René Mouriaux, Patrick Le tréhondat et Patrick Silberstein¹⁶², les militants de la TMR IV, puis de la TMRI, auront ainsi à cœur de revenir sur les concepts de dictature du prolétariat, d'État ouvrier, d'avant-garde révolutionnaire, pour tenter de les refonder à partir de l'exigence autogestionnaire. La conception d'une économie basée sur la seule planification hypercentralisée sera remise en cause, comme celle du parti d'avant-garde, tandis que dès le début des années 70, l'exigence du multipartisme lors de la phase de transition au socialisme est défendue par cette tendance.

¹⁶² 103 L'AUTOGESTION : LA DERNIERE UTOPIE ? », Sous la direction de Franck Georgi, « Eléments pour l'étude du courant « pabliste » : discours et pratiques autogestionnaires », Sophie Bérout, Patrick Le Tréhondat, René Mouriaux, Patrick Silberstein, Publication de la Sorbonne, 2003.

La TMRI a tenu sa cinquième conférence en mars 1975, en pleine période d'adhésion de l'AMR au PSU. Elle tient sa 6^e conférence en décembre 1977. Selon son message aux CCA du 20 janvier 1978 :

« La conférence fut unanime à considérer que la TMRI doit continuer à œuvrer dans la perspective de l'AMRI (Alliance marxiste-révolutionnaire internationale), opérant un redressement rigoureux sur le plan de son organisation et de son activité. »

Pour ce faire :

« La conférence a décidé de vous adresser un appel franc pour que votre organisation adhère au plus vite dans sa totalité à la TMRI en tant que section française de celle-ci. »

Les CCA sont unanimes pour reconnaître leur filiation idéologique et leur convergence programmatique avec la TMRI, et convenir que rester en tant que simple organisation nationale est gros de risques de dégénérescence « centriste ». Mais certains au comité central (Dietrich) et dans les cellules (motion de la région Ouest) (*Liaison*¹⁶³ numéros 10, 11, 12) font le constat des carences organisationnelles de la TMRI, qui n'a pas cessé de s'affaiblir internationalement.

Encadré 9

Déclaration constitutive de la TMRI (mai 1972)

La TMRI combat pour un socialisme basé sur l'autogestion organisation démocratique de l'administration de la société, dans tous les domaines et à tous les niveaux, assumée directement par les producteurs et les citoyens.

Tirant à fond les conclusions de l'expérience de la construction du socialisme dans les Etats ouvriers bureaucratisés et extrêmement attentifs aux besoins et aspirations' des nouvelles générations de travailleurs, des femmes des jeunes, des minorités ethniques, dans les pays capitalistes avancés, dans les Etats « ouvriers », dans les pays sous-développés, tels que nous les enregistrons dans leurs luttes actuelles multiformes, nous sommes amenés à reconsidérer nombre d'idées et de pratiques propres au passé du mouvement ouvrier, y compris de ses traditions marxistes-révolutionnaires.

- En reprécisant le contenu du socialisme pour lequel nous combattons, comme synonyme de la conception globale de l'autogestion, nous sommes amenés à redéfinir également le rôle des partis politiques, des syndicats et, de façon général, de toutes formes de délégation du pouvoir de la classe ouvrière et des travailleurs.
- Pour nous, partis et syndicats, absolument nécessaires pour toute une période historique, transitoire du capitalisme au socialisme internationalement parachevé, doivent avoir comme but primordial d'aider le prolétariat et les travailleurs à gérer eux-mêmes leurs luttes pour le pouvoir, ainsi que la société qui résultera de la conquête de ce dernier.
- Nous sommes donc résolument contre tout modèle, dans la stratégie révolutionnaire et le socialisme, qui favorise systématiquement, explicitement ou implicitement la délégation de pouvoir du prolétariat et des travailleurs à des institutions (Etat, partis, syndicats) se réclamant d'eux, et qui inexorablement, s'installent ainsi, insensiblement, dans la voie de la bureaucratisation.
- Dans le cadre de cette conception générale, nous définissons également le but essentiel de l'organisation, internationale et nationale, absolument indispensable des marxistes-révolutionnaires, comme étant d'aider, plus consciemment systématiquement et efficacement que les autres formations politiques se réclamant du mouvement ouvrier et du socialisme, les ouvriers et les travailleurs à s'engager dès maintenant dans la préparation idéologique et pratique de leur propre pouvoir.
- C'est notre conviction profonde qu'en agissant ainsi, ceux qui se réclament du marxisme révolutionnaire démontreraient - non devant leur propre jugement subjectif, mais devant celui de l'Histoire - avoir vraiment mérité ce titre par rapport aux autres courants et formations représentatives des différentes couches et moments de conscience du prolétariat et des travailleurs dans la lutte commune pour la révolution socialiste. De ce point de vue, il ne s'agit pas, pour nous, venant d'horizons idéologiques divers, de créer une nouvelle formation internationale fermée idéologiquement et surtout organisationnellement, c'est-à-dire une

¹⁶³*Liaison* est le bulletin intérieur des CCA qui prendra ensuite le titre de « Débats Communistes pour l'Autogestion » (DCA).

formation qui déclarerait que son programme est quasi parachevé et que son cadre organisationnel est celui dans lequel, nécessairement, doit avoir lieu le regroupement des forces révolutionnaires nouvelles, se dégageant du processus révolutionnaire multiforme à l'échelle mondiale.

- La TMRI œuvre dans la perspective d'une alliance des forces marxistes-révolutionnaires internationales, étape vers la construction de l'Internationale de masse de demain.

Nous considérons aussi bien le programme que le cadre d'une telle alliance comme restant ouverts, c'est-à-dire susceptibles de s'enrichir et de se transformer par l'apport collectif de l'expérience révolutionnaire incessante et la contribution subjective de nouvelles forces révolutionnaires. De ce point de vue également, nous considérons que la référence suprême doit être celle du marxisme-révolutionnaire en général et non celle de moments précis de son développement historique qui personnalisent et limitent la portée gnoseologique, et surtout méthodologique, de cette référence.

Rester vraiment fidèle à l'acquis et à la méthode de Marx, de Posa Luxembourg, de Lénine, de Trotsky, doit signifier avant tout se montrer capables de développer de manière critique et créatrice le marxisme-révolutionnaire à notre époque, et faciliter au maximum la mobilisation, coordination et structuration sur le plan national et international, des forces réelles militant pour la révolution socialiste.

C'est la tâche à laquelle nous voulons nous consacrer, en communion étroite avec toutes les forces révolutionnaires nouvelles dont le développement idéologique converge essentiellement avec le nôtre.

On ne sait d'ailleurs que peu de choses sur la TMRI et son activité. Selon Nallard (Maurice Najman) :

« A part certains pays européens où notre tendance a pris la forme d'une organisation indépendante (France, Hollande, Grèce), nous sommes partout une tendance au sens strict du mot (du Labour Party en Grande-Bretagne, du PCI en Italie, de l'EDEK à Chypre, du PS au Chili, des "montos" en Argentine, du parti social-démocrate et du PC en Australie, de l'opposition « post ben-belliste » en Algérie, etc.). Ceci pour les pays où nous disposons d'un minimum de cadres organisés. Dans les pays où nous travaillons avec des "contacts" proches ou acquis à nos positions, nous cherchons à intervenir dans le sens de constituer de telles tendances idéologiques et/ou organisationnelles. C'est le cas de l'Espagne, du Portugal, de la Belgique, de la RFA, du Danemark, du Moyen-Orient, de l'Iran, de l'Irlande, de certains pays africains (Angola, Mozambique, Afrique du Sud) ou asiatiques (Ceylan, Japon) ou latino-américains (Pérou, Colombie, Mexique). »

Un point obscur du courant pabliste au Pérou reste la trajectoire d'un de ses dirigeants, Frias, membre du comité de rédaction de SDS, revue de la commission africaine de la IV^{ème} Internationale et exclu avec Michel Pablo. Il entraîne les militants péruviens dans le soutien aux militaires progressistes dirigés par le général Valesco, « président du gouvernement révolutionnaire » d'octobre 1968 à août 1975. Cette junte militaire progressiste et anti-impérialiste nationalise les ressources du pays et impulse une réforme agraire s'appuyant sur l'autogestion paysanne dans les communautés indiennes andines^{164 165}.

Michel Pablo et sa compagne Hélène voyagent ensemble et séparément au Pérou et au Chili, où ils prodiguent leurs conseils à Salvador Allende, aux dirigeants du PS chilien, du MIR et du MAPU et font des conférences sur l'autogestion¹⁶⁶. Maurice Najman qui fait aussi des séjours au Chili publie aussi un ouvrage sur les luttes révolutionnaires et autogestionnaires sous Allende.¹⁶⁷

Lors du coup d'Etat du 11 septembre 1973, Hélène est au Chili. Pablo précisera qu'elle en sera exfiltrée pour l'Argentine et ensuite la Suisse grâce à « un bon samaritain » qui reste un des secrets qu'il a emportés avec lui. On sait qu'en moment du coup d'Etat de Boumediene en Algérie en 1965, Pablo avait pu s'exfiltrer et échapper à la torture et à la mort grâce à un passeport diplomatique

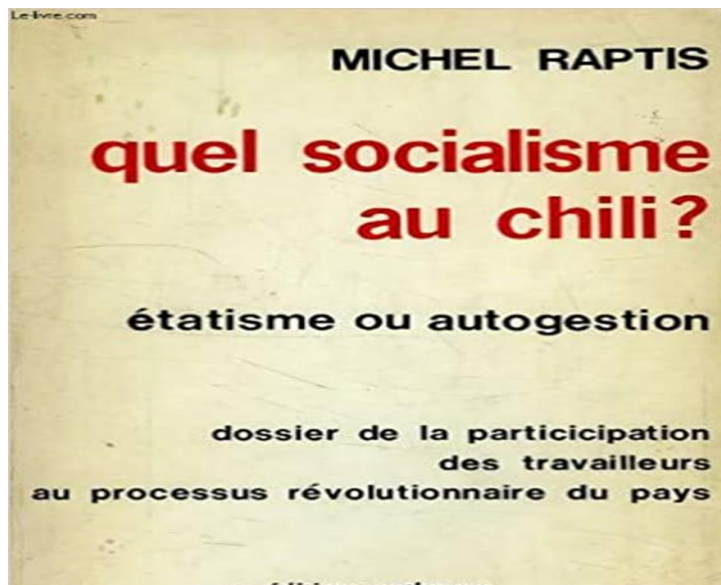
¹⁶⁴ Raptis Michel, *Ni capitalisme, ni socialisme coercitif : les travailleurs et l'autogestion au Chili et au Pérou*, Le Monde Diplomatique, février 1973. Article repris dans *Les travailleurs et l'autogestion au Chili et au Pérou*, Manière de Voir n°103, février-Mars 2009.

¹⁶⁵ *Pérou 1968-1980 : quand les militaires s'en mêlent...*, Revue AUTOGESTIONS n°4, 1980.

¹⁶⁶ Raptis Michel, *Quel Socialisme au Chili ? Etatisme ou autogestion*, Editions Anthropos, 1973.

¹⁶⁷ Maurice Najman, *Le Chili est proche*, Cahiers Libres, Editions François Maspero, 1974.

chypriote de Consul « offert » par Monseigneur Makários III¹⁶⁸. Il put rejoindre en Suisse Héléne qui avait quitté Alger peu avant le coup d'Etat¹⁶⁹.



La relecture de SDS montre que d'année en année le nombre de publications se réclamant de la TMRI diminue. Si SDS n° 60 de mai-juin 1973 mentionne les organes de presse des sections néerlandaise, grecque, australienne¹⁷⁰, allemande, autrichienne et belge¹⁷¹ et un bulletin en anglais, SDS n° 86 de février-mars 1981 ne mentionne plus que la presse des sections néerlandaise et française de la TMRI (CCA pour la France) et les coordonnées postales de groupes TMRI en Autriche et en Grèce. Ces références aux sections et groupes TMRI cesseront jusqu'au n° 97-98 de juin 1984, où réapparaissent les références aux publications de la section néerlandaise, de l'AMR 2 pour la France, une revue de langue allemande et une autre en langue espagnole. La référence à la section néerlandaise va disparaître à partir du n° 100 de SDS (juin-juillet 1985).

Sous l'impulsion des militants qui adhèrent d'une manière critique à la TMRI, le congrès de la fin juin 1978, qui décide l'affiliation des CCA à la TMRI, exige un « *bilan politique et organisationnel sérieux de la TMRI* ». Ce dernier, redemandé et promis à plusieurs reprises, ne sera jamais fait. François Morvan (Dietrich) et Gilles Casanova (Swanee) pour les ex-LCR, Lionel Prouteau (Gérard) de Nantes et Maguy Guillien (Lafleur) pour les ex marxistes révolutionnaires du PSU, vont entrer au secrétariat international (SI) de la TMRI à la suite de cette adhésion des CCA à la TMRI.

Dans les débats pour l'affiliation, le SI de la TMRI affirmait que « *ceux qui avaient une vision purement propagandiste du programme qu'il faut proposer aux masses en attendant qu'elles soient frappées de révolutions* » n'appartenaient plus à la TMRI.

¹⁶⁸ Makários III (1913-1977) fut archevêque et primat de l'Église orthodoxe de Chypre de 1950 à sa mort. Il fut élu président de la république de Chypre en décembre 1959 et prit ses fonctions le 16 août 1960 à l'indépendance de Chypre. Réélu en 1968 et 1973, il resta en fonctions jusqu'à sa mort, sauf pendant une brève période en 1974 quand il fut déposé par un coup d'État militaire soutenu par la junte au pouvoir en Grèce.

¹⁶⁹ Greek Magazine: WOMAN ; Love and Révolution by Stavroula Panagiotaki (Traduction Dorothy Economou), 1997.

Cet article de ce magazine grec écrit et publié après la mort de Michel consacre un article à sa « compagne/partenaire » Ellie (Héléne en français). Ellie maîtrise 4 langues (français, anglais, espagnol, allemand). C'est une femme libre, indépendante et plus radicale que Pablo. Malgré une image médiatique suggérant qu'elle vivait dans l'ombre de Pablo. Pablo et Ellie sont « deux personnes dynamiques, profondément éduquées, révolutionnaire, dans une relation égale » et non un couple révolutionnaire. Révolutionnaires « non pas de livres et d'études, mais d'actions et de faits. »

¹⁷⁰ Le 12 février 2015, lors de la cérémonie d'adieu et d'hommage rendu à Gilbert Marquis. Un message transmis par un groupe se revendiquant « pabliste » est lu. Hall Greenland (ancien de la section australienne de la TMRI) nous a transmis une brève histoire des « pablistes australiens » : division entre les pratiquants de l'entrisme dans la social-démocratie australienne et l'entrisme dans le PC australien, disparition du PC et néo-libéralisation complète de la social-démocratie, reconversions militantes dans les luttes écologistes et pour les droits des aborigènes...

¹⁷¹ « Tout le pouvoir aux travailleurs » de Georges Vereecken.

La conférence de la TMRI en décembre 1977 avait été particulièrement constructive : elle avait reprécisé ses conceptions sur la nécessité d'une avant-garde en précisant son rôle et sa fonction, ainsi que sa conception de la direction révolutionnaire et du Front unique. Cette 6^e conférence décida aussi que « l'entrisme *sui generis* » avait répondu « *aux nécessités d'une période historique largement révolue* ».

Les CCA dans leurs statuts vont se revendiquer des quatre premiers congrès de 1919 à 1923 de la 3^{ème} internationale communiste, des six premiers congrès de la IV^{ème} Internationale de 1938 à 1961¹⁷² et des conférences de la TMRI (Marx, Engel, Lénine, Trotski, Pablo).

La TMRI se révéla incapable d'opérer le redressement promis. Cela tient aux habitudes de travail complètement individualistes des cadres internationaux de la TMRI : chacun fait ce qu'il veut dans son coin. C'est bien pourquoi la TMRI a été incapable d'agir internationalement. La TMRI n'est en fait qu'un simple et très souple réseau de correspondants ; le SI tient plus d'un club de discussions coupé des réalités militantes et où règne la magie des mots. Cette réalité de la TMRI, les militants des CCA non issus de l'ex-AMR ne pouvaient pas la percevoir clairement en juin 1978.

La défaite électorale de 1978 et le recul de la révolution européenne n'offraient d'ailleurs pas des conditions favorables à un redressement qui devait être énergique étant donné le retard et les mauvaises habitudes en la matière.

Aussi la TMRI commença-t-elle à théoriser, ce qu'elle n'avait jamais osé faire, sa pratique de « pôle » idéologique rebaptisée « ferment idéologique », son rôle de « conseiller politique » des organisations déjà constituées des travailleurs. La 7^e conférence de la TMRI en décembre 1981 consacra l'achèvement de ce processus, mais nous y reviendrons...

Des membres des CCA et de la TMRI font des comparaisons historiques entre leur situation organisationnelle et programmatique et celle de l'organisation « inter-rayons » de Trotski. En effet, Trotski, depuis 1905, s'était souvent opposé à Lénine et n'avait réussi à constituer qu'une petite organisation appelée « inter-rayons », qui ralliera le parti bolchevik en 1917 alors que ce dernier se rapprochait du programme de Trotski.

1.9. La Tendance Autogestion et Internationalisme (TAI) des CCA

L'échec de l'Union de la gauche en 1978 ne se fait pas immédiatement ressentir dans les CCA. Leur projet – construire une OCA, expérimenter son orientation, faire des démonstrations – est maintenu bien qu'initialement conçu dans une perspective de victoire de l'Union de gauche enclenchant un nouveau Juin 1936.

A vrai dire, on ne peut guère, même *a posteriori*, reprocher cette erreur de jugement que beaucoup ont faite. Néanmoins, pour cette petite organisation, c'était un « coup dur ». Il n'avait cependant rien d'irréparable en lui-même, si les CCA réagissaient en montrant leur capacité collective à analyser et à comprendre la nature de cet événement et sa portée : engageait-il le mouvement ouvrier dans une profonde défaite ou marquait-il seulement un palier dans la lutte entre la bourgeoisie et les travailleurs ?

Le secteur étudiant se restructure et son élaboration reprend. Dans le mouvement étudiant, il impulse la formation de la TSA (Tendance syndicaliste autogestionnaire) du Mouvement d'action syndical (MAS) en 1979. En 1980, il participe à la réunification partielle du mouvement étudiant dans l'UNEF Indépendante et démocratique (UNEF-ID)¹⁷³; c'est la proposition de la TSA de comités syndicaux unitaires préparant un congrès syndical d'unification qui est reprise^{174 175}.

¹⁷² Congrès de fondation de 1938, 2^{ème} congrès de 1948, 3^{ème} congrès de 1951, 4^{ème} congrès de 1954 ; 5^{ème} congrès de 1957 et 6^{ème} congrès de 1961. Le congrès de réunification de 1963 est donc exclu.

¹⁷³Cambadélis Jean-Christophe, *Le chuchotement de la vérité*, Editions Plon, 2000. Dans cet ouvrage, Jean-Christophe Cambadélis reconnaît le rôle des militants « pablistes » de l'époque, en particulier, Charly Najman, Gilles Casanova, Didier Leschi, Robi Morder, François Legrand, même s'il commet des erreurs chronologiques sur les appartenances organisationnelles successives (AMR, PSU, LCR, CCA) de ces militants qui ont été tous, à l'exception de Charly Najman qui quitta le courant « pabliste » dans la foulée des 7 et 8 mai 1997, des animateurs de la tendance 2 des CCA.

¹⁷⁴ Résolution de la conférence nationale étudiante des CCA de juin 1980.

¹⁷⁵ Robi Morder, *Années 1970 et 1980 : décompositions et recompositions*, sous la direction de Jean-Philippe Legois, Alain Minchablon, Robi Morder, Editions Syllepse, mars 2007.

Dans les lycées, l'automne 1978 met en mouvement :

« Une nouvelle génération sur des problèmes à caractères syndicaux (25 élèves par classe) et qui réagira violemment aux tentatives d'instrumentalisation, même si elle n'en comprend pas la logique. C'est une génération qui repartira au niveau formes de lutte là où la dernière s'était arrêtée. En 1973 les occupations de lycées avec contre cours étaient apparues en fin de mouvement. En 1978, elles apparaissent dès le début, de jour et de nuit, avec remise en marche des cantines et apparaissent même des contre-plans de fonctionnement du lycée.

Il y a donc prise de conscience de la nécessité syndicale. Nous participons activement, avec au départ de très faibles forces mais une aide et un suivi sérieux du bureau exécutif (BE), à la construction de la Coordination permanente (CP) des CET/LEP et à la constitution de la coordination permanente lycéenne (CPL).

Paradoxalement, c'est la bataille politique que nous menons contre la LCR et sa nouvelle tentative d'instrumentalisation et son orientation "politico-revendicative" (appel incantatoire à la grève générale et à l'unité des organisations) qui nous permet d'être reconnus par le courant syndicaliste du mouvement. Ce courant trouvera autour de nous l'assurance nécessaire pour imposer majoritairement ce que lui enseigne son expérience, c'est-à-dire une structuration permanente autour d'un projet syndical. La mise en minorité de la LCR au sein de la coordination nationale lycéenne de février 1979 (pourtant mise en place par elle et appelée dans sa presse sur ses mots d'ordre) permettra l'émergence de la CPL.

Alors la LCR/JCR scissionne la CPL et essaie de la briser définitivement. En vain, grâce à notre rôle dans la CPL. Les JCR réintégreront la CPL et la scissionneront une deuxième fois en 1981 pour rejoindre l'OCI dans l'opération du "Syndicat lycéen". Au niveau politique, nous construisons et stabilisons un secteur lycéen qui sera affronté à la difficulté d'avoir une intervention politique CCA alors qu'il est entièrement pris dans la gestion et la stabilisation de la CPL. »¹⁷⁶

Au cours de ces batailles politiques lycéennes opposant les CCA et la JCR-LCR, le secteur jeune des CCA animé par Didier Leschi, Gilles Casanova et Robi Morder gagne des jeunes lycéens de la JCR, notamment Christophe Ramaux (pseudonyme Kermitt), aujourd'hui économiste antilibéral et néokeynésien reconnu.¹⁷⁷ Avec Patrick Worms (pseudonyme Laszlo), ils vont tous animer et développer le secteur « jeunes » sur Paris, Nantes, Le Mans et Reims.

Dans la campagne Avortement /contraception /sexualité lors de l'échéance de réexamen de la loi Veil sur l'IVG, les CCA font campagne dans les collectifs unitaires pour des centres d'orthogénie autogérés par les femmes.

L'OCT¹⁷⁸ créée les 4 et 5 décembre 1976 se meurt lentement : son refus d'une politique de front unique, l'écroulement du mythe de la Chine « paradis socialiste », son fonctionnement interne et son travail de masse provoquent des crises à répétition.

En janvier 1978, à la suite de son deuxième congrès de décembre 1977, le courant A (800 militants) était parti en opposant les « nouveaux mouvements sociaux » et le mouvement ouvrier et en rejetant la nécessité d'une organisation politique communiste. Les plus militants du courant A formeront avec Alain Lipietz la revue mensuelle *Partis Pris* dont le premier numéro est publié en juin 1978 et qui développera toutes ces thèses dans une vingtaine de numéros avant de disparaître.

Dans la préparation de son 3^e congrès, un courant (le courant 3 principalement implanté à Caen) se dégage en rupture avec l'histoire de l'OCT. Yves Sintomer appartient à ce courant. En effet, il se réclame de l'autogestion et du front unique. Il souhaite l'unité d'action OCT-CCA-LCR. Cette évolution positive, même s'il y a encore des insuffisances, a été aidée par les contacts que ce courant 3 avait

¹⁷⁶ « Bilan de notre orientation et de notre intervention dans le mouvement lycéen », T2 des CCA, mai 1982.

¹⁷⁷ Didier Leschi et Roby Morder, *Quand les lycéens prenaient la parole : les années 68*, Editions Syllepse, 2018.

¹⁷⁸ L'Organisation Communiste des Travailleurs (OCT) est le fruit de la fusion de l'organisation communiste « Révolution ! » issue d'une scission en 1971 de la Ligue communiste et de l'organisation communiste « Gauche ouvrière et paysanne ». La GOP est une tendance maoïsante du PSU qui a quitté ce dernier en deux vagues et qui lui donne une base ouvrière, surtout dans la région lyonnaise. Alain Lipietz en est l'un des « leaders ».

pris avec le BE des CCA. Certains membres du BE (Swanee, pseudonyme de Gilles Casanova) souhaitent que les CCA engagent une démarche en direction de ce courant dans le but d'essayer une fusion avec lui. Le comité central, plus prudent ou plus timide, rejette cette proposition. En juin 1979, les courants 2, 3 et 5 de l'OCT représentant 39 % de l'organisation avec, selon Alain Krivine¹⁷⁹, 200 militants, scissionneront et préféreront fusionner en novembre 1979 avec une LCR plus grosse que les CCA, et donc plus crédible, plus fonctionnelle, plus sécurisante...

En juin 1979, les CCA appellent à voter aux premières élections européennes pour la liste LCR-LO.

1.10. Le 2^{ème} congrès des CCA (juillet et décembre 1979)

A son ordre du jour, ce congrès a, outre des thèses sur le mouvement des femmes, des thèses politiques d'une portée plus générale comme l'indique son titre : « *Face au dernier quart de siècle* ».

Après la résolution de politique générale du 1er congrès, ces thèses prétendent assurer la continuité des orientations fondamentales du courant marxiste-révolutionnaire pour l'autogestion, telles qu'elles ont été développées par la TMR IV puis la TMRI, mais constituent aussi une réelle élaboration politique.

Elles visent à permettre aux CCA de dépasser définitivement et totalement des conceptions anciennes et ambiguës de l'AMR, notamment sur la « nouvelle alliance » et sur les relations entre mouvement ouvrier traditionnel et les « nouveaux mouvements sociaux ». Les thèses précisent qu'il ne s'agit nullement d'addition d'entités extérieures mais de « *dialectique interne à la classe ouvrière moderne, numériquement accrue et profondément renouvelée* ».

Les thèses analysent la phase actuelle des luttes de classe internationales comme étant toujours dominée par la montée globale de la révolution à l'échelle mondiale. Elles analysent l'approfondissement de la crise économique et générale du capitalisme et affirment que la dynamique est celle d'une exacerbation des conflits de classe dans une situation où ni la bourgeoisie, ni les travailleurs ne sont en mesure d'imposer leurs solutions. La bourgeoisie ayant besoin pour rétablir ses profits de réduire durement le niveau de vie des travailleurs, « *les affrontements de classe déterminants sont encore devant nous et non derrière* ».

Ces thèses abordent la question de la restructuration du mouvement ouvrier, dans lequel le PCF et la CGT ont définitivement perdu leur hégémonie. Le mouvement ouvrier français est aujourd'hui « multipolaire » : accentuation de la crise du stalinisme, montée de la social-démocratie, place du « parti-syndicat » CFDT, maintien de l'extrême gauche. Aussi l'entrisme *sui generis* ne répond-il plus du tout à la situation actuelle. La recomposition du mouvement ouvrier sera le fruit d'une dialectique interne externe aux organisations traditionnelles, l'expérimentation du programme autogestionnaire est indispensable, il y a donc place et nécessité pour une organisation marxiste-révolutionnaire pour l'autogestion, seule capable d'une telle pratique et d'une telle élaboration.

A la veille du 2^e congrès (juillet 1979), une tendance se forme autour d'une résolution politique. Cette tendance obtiendra qu'une deuxième session du 2^e congrès ait lieu en décembre 1979, où, après s'être constituée en tendance (la TA), elle défendra des thèses complètement opposées à celles brièvement exposées ci-dessus.

Cette première session du 2^e congrès adopte cependant à l'unanimité des thèses « *Pour un féminisme autogestionnaire* ». Ces thèses féministes après une analyse critique du MLF, du MLAC et de l'action du cercle Elisabeth Dimitriev de l'ex-AMR qui regroupait une cinquantaine de femmes, invitent à la structuration d'un large courant féministe autogestionnaire et anticapitaliste au sein du mouvement des femmes. Seules les militantes féministes des CCA de Nantes constitueront jusqu'au début des années 1980 un collectif consistant et actif « Femmes Alternatives » se réclamant de la démarche autogestionnaire dont certains textes ont été republiés dans l'Encyclopédie Internationale de l'Autogestion téléchargeable gratuitement sur le site internet des Editions Syllepse.

¹⁷⁹ Alain Krivine, *Ça te passera avec l'âge*, Editions Flammarion, octobre 2006



Pour la TA qui se constituera en fraction appelée TAI (Tendance autogestion et internationalisme) en juin 1980 :

- Nous entrons dans une longue phase de recul de la révolution en France et en Europe. La bourgeoisie dispose de stratégies de sorties de crise : précarisation du salariat, court-circuitage des syndicats, nouvelle gestion de la force de travail (intérim, sous-traitance, travail à temps partiel, etc.). Grâce aux innovations technologiques, le capitalisme peut surmonter sa crise ;
- De 1968 à 1978, le mouvement ouvrier s'est recomposé à droite puisqu'il y a remontée de la social-démocratie. Malgré le recul à la suite de l'échec électoral de mars 1978, les couches actives et les moins démoralisées de la classe ouvrière se tournent vers le PCF qui va retrouver « une nouvelle fonctionnalité » et « vertèbre » le mouvement ouvrier français grâce à la GGT notamment. « *Le PCF rassemble encore, et rassemblera tant que cette expérience n'aura pas été dépassée sur la gauche, l'essentiel du courant révolutionnaire de la classe ouvrière.* » (Texte de constitution de la TAI, juin 1980, *Liaison* n° 23)

La TA puis la TAI affirment vouloir rétablir « *une continuité rompue de notre tendance internationale* ». Pour la TAI, le courant marxiste-révolutionnaire pour l'autogestion a oscillé entre deux stratégies qui se sont le plus souvent mêlées :

- L'entrisme *sui generis* ;
- Le rassemblement des autogestionnaires.

La première est présentée par la TAI comme étant dans la droite ligne des acquis de la TMRI, l'autre comme étant gauchiste et cherchant le raccourci politique... La TA/TAI qui n'est autre que le Bureau

du SI de la TMRI¹⁸⁰ oublie que la 6^e conférence de la TMRI de décembre 1977 avait déclaré que l'entrisme *sui generis* avait « répondu aux nécessités d'une période historique largement révolue ».

La TA/TAI préconise donc de renouer avec la stratégie de « l'entrisme *sui generis* », stratégie avec laquelle l'AMR avait rompu dans la pratique en entrant au PSU, tout en continuant à s'en réclamer formellement.

Si la TAI apparaît peu soucieuse d'objectivité, toute mobilisée qu'elle est à prétendre représenter la légitimité historique de la TMRI, par contre, elle a entièrement raison de dire que « *la crise des CCA est le fruit de la crise de notre courant. Elle remonte à longtemps* », et que « *la crise des CCA exprime à son niveau le plus élevé une crise non résolue, parce que jamais débattue comme telle, du courant marxiste-révolutionnaire pour l'autogestion en France. Crise qui est le fruit de son histoire et de l'histoire de son noyau de direction* ». (Texte de constitution de la TAI, juin 1980, *Liaison* n° 23)

La majorité des CCA répond à la TA/TAI que :

- La crise du PCF va s'amplifier et sa fonctionnalité diminuer d'autant. La crise du PCF s'installera dans la CGT. Les faits vérifieront cette analyse ;
- Le développement de la social-démocratie est le produit de la radicalisation de nouvelles couches salariées, preuve que l'ensemble de la société va « vers la gauche ». Le passage de voix du PCF vers le PS n'est pas un recul de la conscience de classe, mais la marque d'une aspiration à battre effectivement la bourgeoisie et à arrêter la politique de division dont le PCF a la plus lourde responsabilité. Il est aussi la conséquence du rejet du stalinisme et du modèle soviétique par l'écrasante majorité des travailleurs.

Si la TA, après s'être dissoute aux lendemains du congrès de décembre 1979, se reconstitue en fraction TAI en juin 1980, c'est parce que le climat dans les CCA se dégrade. La TAI refuse la discipline d'organisation dans l'intervention et compte appliquer et imposer sa propre orientation au nom des CCA. Il s'ensuit de graves incidents dans le mouvement « Union dans les luttes » (UDL) et vis-à-vis de l'opposition communiste. A Bordeaux, par exemple, deux orientations publiques CCA vis-à-vis d'UDL et du groupe communiste oppositionnel « Positions » sont défendues, si bien qu'aucune ne pourra être pratiquée ; les CCA en sortiront discrédités. La TAI est majoritaire à Bordeaux et gagne même des militants LCR comme Gilles Oberrieder à ses positions. Ces derniers rejoindront les CCA et constitueront l'AMR 2. Yann Couvidat va continuer à animer les CCA Bordelais, collaborateur d'Henri Lefebvre il va participer à la revue « M » (*M comme Mouvements*).

Les statuts des CCA ne permettant pas de gérer une telle situation de crise, celle-ci ne pouvait que s'envenimer et les incidents se multiplièrent. En effet, les statuts définissent bien des droits démocratiques pour les adhérents, avec des dispositions inédites dans l'histoire du mouvement communiste (droit permanent de tendance, bulletin de débat public). Ces mesures positives n'ont pas de limites bien définies et les obligations qui devraient y être attachées dans le domaine de la discipline manquent à l'appel.

Lors des débats préparatoires du 3^e congrès des CCA, la TAI ira jusqu'à refuser tout débat sur les statuts, débats réduits à un problème de cuisine disciplinaire. Dans certains de ses textes, elle en conclura que chaque militant doit pouvoir appliquer la ligne qu'il veut...

1.11. Les CCA dans la campagne « UNION DANS LES LUTTES » (UDL)

« *Notre insertion dans ce mouvement a permis aux CCA de franchir un seuil qualitatif dans son rapport au mouvement ouvrier organisé, et tout spécialement de tisser des liens avec les courants oppositionnels de gauche du PCF... Et, dans une moindre mesure de travailler avec divers courants du PS.* » (Rapport d'activité voté au 3^e congrès des CCA, octobre 1981)

Dans cette campagne UDL, le fait que la LCR polémique¹⁸¹ régulièrement avec les CCA alors qu'elle les ignorait et les méprisait depuis mars 1978 rend compte de l'impact de ces derniers dans ce

¹⁸⁰ Outre les vieux cadres « pablistes » de la TMR IV (Gilbert Marquis, Henri Benoît, Maurice Najman, Claude Kowal, Danièle Riva), il y a Gérard Gryzbeck de l'ex-AMR qui a fait un mémoire de DEA sur l'entrisme *sui generis* pratiqué dans le PCF dans les années 50-60, Isabelle Chauvenet issue du PSU, Michel Taubmann issu de l'OCT et des militants « sortis » de la LCR...

mouvement. Pour les CCA, cela prouve qu'ils étaient l'un des principaux obstacles à la politique de la LCR de manipulation et d'instrumentalisation d'UDL.

En effet, depuis les législatives de 1978, la LCR, oubliant sa proposition de fusion du 1er congrès, refusait tous débats et actions communes avec les CCA, ce qui avait amené ces derniers à faire une série de mises au point :

« Comment, révolutionnaires partisans de l'unité ouvrière, pouvons-nous récuser la division et les exclusions que le PC et le PS lancent contre les petites organisations du mouvement ouvrier que nous sommes, comment pouvons-nous prouver que notre bataille pour le front unique des partis et des syndicats de la base au sommet n'est pas une simple ruse ? Sinon en pratiquant nous-mêmes cette politique de manière cohérente à tous les niveaux. Votre refus régulier d'actions communes avec notre organisation, sous le prétexte qu'elle n'alignerait pas assez de divisions à votre goût, n'est pas non plus de nature à aider les révolutionnaires dans leur bataille pour l'unité face aux « grandes organisations » de la classe ouvrière qui se permettent, encore aujourd'hui, d'utiliser les mêmes arguments contre les « petits groupes » révolutionnaires ». (Lettre ouverte à la LCR : Refusons la tentation sectaire, 12/10/1978)

Les CCA ont su vite (dès le lancement de l'appel avec les 100 premiers signataires le 17 décembre 1979) et bien s'intégrer dans le mouvement UDL. L'objectif des 100 000 signatures, la structuration de ce mouvement d'opinion en comités et collectifs de signataires autour d'un journal national, sont des propositions que les CCA ont été les premiers à avancer, et à la réalisation desquelles ils ont grandement contribué.

UDL, avec la place importante qu'y prirent les communistes critiques, est, pour la majorité des CCA, la preuve que la crise du PCF était « centrifuge » et non « centripète ». Les oppositionnels du PCF ne se contentent plus d'une bataille interne, mais cherchent une expression externe et la confrontation avec d'autres courants politiques.

Pour la majorité des CCA :

« UDL en favorisant l'expérience entre des militants venus de divers horizons fait de ces occasions irremplaçables qui apparaîtront dans le processus de recomposition du mouvement ouvrier qui permettent de dépasser les barrières faites de traditions historiques et qui peuvent se maintenir au-delà des divergences théoriques et pratiques qui leur avaient donné naissance, et que nous devons saisir si notre but est bien la constitution d'une large organisation communiste pour l'autogestion dont les militants proviendront d'expériences nécessairement différentes. Il ne s'agissait pas d'espérer la construire à court terme dans ce mouvement mais de poser des jalons de travail commun qui en ouvrent la perspective. » (Rapport d'activité voté au 3^e congrès des CCA, octobre 1981)

La LCR, quant à elle, a longtemps hésité devant l'attitude à avoir face à cet appel qui prend rapidement beaucoup d'ampleur et devient un fait politique de grande importance. Elle n'appellera jamais à le signer et à le faire signer, tout en s'y déclarant favorable. Cette attitude de la LCR est due à la pression du lambertisme interne (ses courants dogmatiques) et externe (OCI et LCI) qui caractérise cet appel comme une démarche visant à reconstituer « l'Union de la gauche - Front populaire ». La LCR prend alors l'initiative d'amender l'appel UDL, ces amendements exhortant les directions politiques et syndicales du mouvement ouvrier à préparer la grève générale...

La LCR mène ainsi, en parasitant le mouvement UDL, une campagne pour la grève générale alors que, du fait de la division du mouvement ouvrier, le nombre de journées de grève atteint un des niveaux les plus bas depuis 1968...

Les CCA, pour leur part, précisent que s'ils avaient écrit cet appel, ils auraient employé d'autres formulations : par exemple, au lieu du terme « union des partis de gauche », ils auraient utilisé celui de « front unique des organisations ouvrières ». Mais l'essentiel pour les CCA est dans la dynamique de constitution de comités pour faire signer l'appel et débattre de ce qu'il est possible de faire pour

¹⁸¹ Dans *Rouge* et dans des articles plus argumentés de Critique Communiste, notamment le n° 33 d'octobre 1980 : « Les CCA aux prises avec la mise en pratique d'une orientation de front unique ouvrier ». Ce dernier article est signé par Pierre Rème, pseudonyme de Pierre Cours-Salies.

aller dans son sens. Si les CCA défendent leurs propositions de front unique pour un gouvernement du PC et du PS appuyé par des comités unitaires pour appliquer un programme anticapitaliste, ils se refusent, dans leur presse et les collectifs de signataires, à amender le texte dans leur sens. Cette attitude de la LCR est pour eux sectaire. Si chaque courant qui se reconnaissait dans UDL en avait fait autant, le mouvement UDL serait mort. D'ailleurs, cette attitude de la LCR a provoqué dans nombre d'endroits des ruptures dans UDL et la constitution de 2 collectifs UDL : l'un faisant signer l'appel initial, l'autre l'appel amendé par la LCR. La LCR a donc délibérément choisi de diviser « les militants de l'unité » en mettant en avant son appel incantatoire à la grève générale, espérant son propre renforcement par cette politique volontariste et incantatoire.

Le collectif national UDL du 26 octobre 1980 adopte un texte, « *Giscard peut et doit être battu* », qui se prononce pour le désistement. Pour les CCA, ce texte n'est pas « excellent » mais il a le mérite de préserver l'avenir et de permettre la présence d'UDL lors de la présidentielle. La LCR, elle, choisit de continuer à détourner la campagne UDL au profit de l'apparition de ses seules positions d'organisation en faisant signer des pétitions UDL appelant au « désistement et à un gouvernement PC-PS ». Pour faire passer ses positions d'organisation, la LCR n'hésite pas à jouer dans les collectifs UDL une stratégie de la tension permanente, frôlant à chaque fois la rupture, et parfois allant jusqu'à l'éclatement.

Les CCA sont bien entendu favorables au désistement inconditionnel et à un gouvernement du PC et du PS. Ils mènent d'ailleurs une campagne d'organisation sur ces thèmes. Mais dans UDL, il y a des militants du PC et ex-PC, du PS, du PSU ou inorganisés, sans la présence desquels UDL n'a plus aucune signification, et qui hésitent, voire sont en désaccord avec ces positions. Par exemple, certains militants du PC ou ex-PC veulent battre Giscard et condamnent la politique de Marchais qui vise à son maintien, mais ne souhaitent pas voir leur parti participer à un gouvernement dirigé par un PS réformiste. Ils espèrent que les travailleurs, faisant l'expérience du PS au pouvoir, seront convaincus par la pratique de la justesse de certaines critiques du PCF...

Pour les CCA, on peut certes regretter le retard politique de ces militants. On peut regretter la timidité des militants du PCF qui craignent d'apparaître dans leur parti, qui condamnent avec la CGT violemment UDL, comme des « supporters » de Mitterrand. En bref, on peut regretter qu'UDL n'ait pas adopté des positions proches de celles des marxistes-révolutionnaires. Il faut bien sûr œuvrer pour que la maturation politique d'UDL s'accélère grâce aux débats entre les différentes composantes de ce mouvement. Mais cela ne peut se faire qu'en respectant les rythmes d'évolution d'UDL, en sauvegardant son caractère unitaire, en respectant sa démocratie. Il ne peut y avoir de clarification par le vide.

La LCR a préféré à cette attitude une tout autre politique :

- Mépris des rythmes propres à UDL et à ses différentes composantes ;
- Volonté de « gauchir » artificiellement UDL, de dégager un courant radicalisé au sein d'UDL, à qui par la suite on offrira comme seule perspective l'adhésion à la LCR ;
- Volonté de faire passer ses positions à tout prix et d'instrumentaliser à son profit UDL.

Aussi, pour les CCA, la LCR donna une triste image des révolutionnaires avec lesquels les militants du PS et du PC commençaient juste à débattre et à agir en commun.

Comme cela a déjà été mentionné, le PSU et son Front Autogestionnaire se sont très faiblement engagés dans UDL et se préoccupe peu de la division mortifère entre le PC et le PS. Cette division met fin à ces tentatives de partenariat avec le PS et le PC sans avoir à se déchirer en interne pour ne pas être accusé de rejoindre le programme commun de l'union de la gauche.

1.12. Les CCA et la Présidentielle 1981

En juillet 1980, l'organisation décide de présenter une candidate à la candidature. Deux camarades, en raison de leur stature, sont sollicitées : Maguy Guillien (22/01/1924-18/04/2014)¹⁸², militante révolutionnaire et féministe connue (paysanne à la retraite, commandant des FTP dans la Résistance, dirigeante de l'UGS et du PSU, animatrice de la commission « paysanne » du PSU) et Monique

¹⁸² Maguy Guillien, dans le livre qui lui est consacré, est très elliptique sur son passage à la TB du PSU puis aux CCA de 1976 à 1982. *Quelle vie !* Editions syllepse, septembre 2004

Piton¹⁸³, féministe et une des principales animatrices de la lutte des LIP en 1973. Monique Piton avait écrit la brochure des CCA sur le « salaire ménager »¹⁸⁴.

Mais toutes deux se sont désistées, la crise des CCA contribuant à décourager ces militantes qui ont eu l'impression que leur organisation ne pouvait pas soutenir cette campagne qui serait retombée sur leurs seules épaules.

Cet échec force les CCA à se rabattre sur Alain Krivine et à soutenir sa candidature, qui n'obtiendra pas les 500 parrainages d'élus locaux nécessaires.

Krivine n'ayant pas pu être candidat, les CCA appellent à voter « ouvrier » au premier tour, c'est-à-dire : Mitterrand (PS) ou Marchais (PC) ou Laguiller (LO) ou Bouchardeau (PSU). La LCR adopte de son côté la même consigne de vote ce que LO mettra longtemps à lui pardonner. La LCR reproche à LO de refuser toute lutte contre la division du mouvement ouvrier et pour le désistement inconditionnel au deuxième tour. L'OCI lambertiste appelle à voter Mitterrand dès le premier tour.

En janvier 1979, au XI^{ème} congrès du PSU à Saint-Etienne, Huguette Bouchardeau devient secrétaire nationale. Elle remplace donc Michel Mousel qui occupait ce poste depuis 1974. Sa candidature à la prochaine élection présidentielle est retenue et elle affirme vouloir construire « *un troisième courant* » dans la gauche, un « *courant critique* », une « *gauche différente* ». Avant ce congrès, *Libération* a défini le PSU, comme « *un parti connu de tous, un parti charnière, un parti passoire et un parti de longue fidélité* ». Comme cela a déjà été précisé (Cf. Supra. 1.7), Victor Fay (1903-1991) et Jean-Marie Demaldent (1943-2020) fondateurs du PSU soutiennent la candidature de François Mitterrand et rejoignent le PS avec un groupe de membres du PSU.

Huguette Bouchardeau qui avait également le soutien du Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste (PCR ml) obtient 1,10% des suffrages exprimés contre 3,87% pour l'écologiste Brice Lalonde et 2,30% pour Arlette Laguillier de Lutte Ouvrière. Huguette Bouchardeau tente de marchander son désistement et elle relègue la question de l'unité au rang des accessoires secondaires.

Maurice Najman, lui, est le porte-plume des appels pour la vraie-fausse candidature de l'humoriste Coluche, qui met en émoi la classe politique compte tenu de l'importance des intentions de vote qui suivent sa déclaration de candidature.

1.13. Les CCA et la campagne des législatives de juin 1981

Suite à l'élection de Mitterrand, les CCA saisissent l'opportunité et la nécessité politique absolue de l'affirmation de leur courant à travers la campagne des élections législatives.

Sous l'impulsion de la tendance 2 (T2) qui venait de se constituer en avril 1981, et sans hésiter trop longtemps, les CCA se lancent dans une initiative volontariste : présentation de 83 candidatures pour avoir accès à l'ensemble des médias nationaux. Les CCA menèrent campagne dans seulement 13 des 83 circonscriptions et ne mirent des bulletins de vote à la disposition des électeurs que dans 10 de ces circonscriptions. Ce fut une campagne militante et dynamique menée correctement dans son fond politique et ses objectifs mais la TAI, qui l'avait boycottée, prit prétexte de cette campagne pour scissionner.

La LCR va, elle, présenter 35 candidats. Les scores des candidats « réels » CCA et ceux de la LCR seront similaires, à savoir autour de 1 %.

Le PSU, lui, se présente sur la base d'alliance locale diverse, avec des écologistes et le PCR(ml), ou de candidatures strictement autonomes avec de très faibles résultats. Huguette Bouchardeau se présente dans la Loire avec le soutien du PS, elle ne parvient pas au second tour. Au 13^{ème} congrès du PSU de Nantes (18-20 décembre 1981), la ligne de « soutien critique » au gouvernement de la gauche unie définie dès l'élection de François Mitterrand est approuvée par 60 % des délégués. La forte minorité restante considère que, si le PSU fait bien partie de la majorité populaire, il n'est pas

¹⁸³ Monique Piton *C'est possible*, Editions des femmes, 1975.

Monique Piton, *Mémoires libres*, Editions Syllepse, 2010.

¹⁸⁴ Monique Piton, *Le salaire ménager*, Brochure supplément à Commune n°31 23 février au 9 mars 1979.

question qu'il s'intègre à la majorité gouvernementale et parlementaire, le PS ne manifestant pas sa volonté de rompre avec le capitalisme.

1.14. La reconstitution d'une AMR

La TAI ne constitue pas une simple tendance politique, tout à fait normale dans le débat démocratique. La TAI constitue une « organisation dans l'organisation » avec sa pratique propre, sa discipline propre et ses perspectives propres.

En effet, la TAI met les CCA au pied du mur en pratiquant son orientation dans UDL. Les CCA bordelais éclatent en deux groupes. A Paris, où la TAI est majoritaire, la crise est permanente et les congrès extraordinaires parisiens se succèdent sans rien pouvoir résoudre, les statuts des CCA ayant bien prévu des droits pour la minorité qui les utilise à juste titre, mais pas les droits d'une majorité de voir son orientation, décidée démocratiquement, pratiquée afin d'en tester la validité et de pouvoir la remettre en cause... Les incidents se multiplient (Collectif national UDL du 22 juin 1980, publication des thèses de la TA, etc.).

La TMRI soutient la TAI. Cela n'a rien d'étonnant puisque le Bureau du SI de la TMRI et la direction de la TAI ne font qu'un.

Pas étonnant non plus que la TMRI initie les évolutions idéologiques de la TAI. Le SI de la TMRI propose pour la 7^e conférence de la TMRI un texte publié dans SDS n° 85 de novembre-décembre 1980 qui constitue, selon la majorité des CCA, une remise en cause non seulement des acquis de la TMRI elle-même, mais aussi du marxisme-révolutionnaire sur au moins trois points :

- L'analyse des États bureaucratiques conçus comme une « *nouvelle formation sociale en expansion* », c'est-à-dire un nouveau mode de production engendrant une nouvelle classe. Les CCA, quant à eux, à travers l'élaboration d'une problématique de la transition, abordent la question du dépassement des thèses trotskistes traditionnelles sur l'URSS et les États "dits" ouvriers ;^{185 186}
- La nouvelle alliance des forces sociales de la révolution conçue comme une simple addition du mouvement ouvrier traditionnel et des « nouveaux mouvements sociaux ». Le prolétariat est conçu au sens étroit du terme, comme le producteur direct de la plus-value, la TMRI « oublie » ses analyses des années 60 sur la prolétarisation croissante de couches sociales. Les femmes, les jeunes, les travailleurs, les ethnies, sont présentés comme des forces sociales indépendantes ;
- La conception du Parti assimilé à un « mouvement politico-social » dans lequel les marxistes-révolutionnaires pour l'autogestion ont pour fonction d'en être le « ferment idéologique ». L'entrisme *sui generis* est réaffirmé sans aucun bilan et sans explications, alors que la 6^{ème} conférence de la TMRI l'avait considéré comme « *largement dépassé* ».

Gilbert Dalgalian est professionnellement en poste dans différents pays de 1963 à 1981. Nous avons vu (Cf. Supra 1.1.) que de 1963 à 1965 en poste à Calcutta, il a fait partie de la section indienne de la IV^{ème} Internationale, juste avant la scission de décembre 1965, où les pablistes seront empêchés de participer au Congrès et exclus de facto. Parlant l'allemand, il fait partie de la brochette de pablistes envoyés à ce congrès à Francfort avec Denis Freinet et deux camarades danois. De 1965 à 1981, il reste en contact avec la TMRI et l'AMR lors de ses retours en été à Paris. A la conférence de la TMRI de décembre 1981, il présente un contre-texte qui sera rejeté, où il caractérise la bureaucratie soviétique comme une classe exploiteuse de facto, le régime économique comme un capitalisme d'Etat, et les interventions soviétiques, notamment en Afghanistan, comme une forme d'impérialisme spécifique.

L'échec électoral de mars 78 et le recul de la révolution européenne ont donc poussé la TMRI à théoriser pour la première fois de manière claire sa pratique propagandiste et « idéologiste ». Elle reprend les théorisations sur la « nouvelle alliance », qu'elle avait pourtant majoritairement combattues les 7 et 8 mai 1977 et au 1^{er} congrès des CCA.

¹⁸⁵ « États ouvriers ou États bureaucratiques : il est temps de trancher », SDS n° 87, juillet-août 1981.

¹⁸⁶ Cette réflexion sera menée (voir infra) dans les CCA et leur revue *Mise à Jour* par Michel Fiant et par François Dietrich, qui après son départ des CCA pour retourner à la LCR (il venait du groupe « Carrefour ») publia dans la revue de la LCR *Critique Communiste* d'importantes contributions novatrices qui finirent par rejoindre celles de Michel Lequenne et Angel Fanjul qui animent une tendance H H (H comme Hoffman pseudonyme de Michel Lequenne et H comme Hérída pseudonyme de l'argentin Fanjul) de la IV^{ème} Internationale.

Pour la majorité des CCA, l'orientation prise par la TMRI s'explique.

« C'est là la conséquence d'une coupure de plus en plus accentuée des problèmes concrets de la révolution dans les différents points du monde, due à un flou et au laxisme organisationnel qui a réduit la TMRI à une « peau de chagrin ». La TMRI a vécu pendant trop longtemps sur ses importants acquis programmatiques. Ses maigres forces l'ont empêchée de continuer son élaboration dans la continuité et pour dépasser ses acquis. La TMRI n'a en rien travaillé dans la perspective de l'Alliance Marxiste-Révolutionnaire Internationale (AMRI), ni opéré un redressement rigoureux sur le plan de son organisation et de son activité, comme elle s'y était engagée à plusieurs reprises (1er congrès des CCA, 6e conférence de la TMRI, congrès d'affiliation des CCA à la TMRI). Le refus d'un bilan politique et organisationnel est à cet égard très significatif, il ne pouvait cacher le caractère résiduel, voire déliquescents des forces organisées par la TMRI en dehors de France. »

La rupture était-elle inévitable ?

Pour les CCA, ce n'est pas un hasard si la TAI scissionne desdits CCA fin juin 1981 pour (re)constituer l'AMR. La victoire électorale du mouvement ouvrier en mai et juin 1981, l'effondrement du PCF, sanctionnent l'échec de ses thèses politiques défaitistes et de ses propositions liquidatrices en faveur d'un nouvel « entrisme *sui generis* » dans le PCF. Rester aux CCA après un tel échec politique, c'est à coup sûr se mettre en danger dans les débats du 3^e congrès.

La TAI scissionne donc en déclarant que l'élection de Mitterrand prouve bien que le mouvement ouvrier se recompose à droite. Le recul du PCF est assimilé à un recul pour la classe ouvrière puisque le PCF est « *le courant le plus combatif* » et le lieu de rassemblement du « *courant révolutionnaire de la classe ouvrière* ».

L'AMR 2 se reconstitue en groupe propagandiste tourné vers le PCF, faisant de l'entrisme dans ce parti et jouant les « conseillers politiques » de militants oppositionnels¹⁸⁷. Au début de ces années 80, outre son activité « entriste » dans le PCF, elle participe avec les restes du PCR-ML et de l'ex-OCT à la « Convention communiste » qui regroupe des militants (très peu) du PCF, des ex-PC passés par UDL et des militants d'extrême gauche.

Pour les CCA, la conférence de la TMRI du 13 décembre 1981¹⁸⁸, en adoptant les thèses proposées par son secrétariat international (SI), s'est suicidée politiquement.

Les CCA n'ont pas pu défendre leur point de vue à cette conférence, notamment leur proposition d'élargir la TMRI à d'autres organisations et à d'autres cadres politiques pour constituer une Alliance Internationale des Marxistes-révolutionnaires (AIMR). En effet, les CCA ont été exclus de la TMRI dès le début de la conférence.

Les CCA ne pouvaient pas être majoritaires puisque, la TMRI n'ayant pas de statuts¹⁸⁹, il n'y a pas de délimitations précises de ses sections et de ses membres. Par conséquent, le SI s'arroge le droit de définir le mode de représentation et de vote à la conférence. Pour la T2 des CCA, c'est là une nouvelle preuve que le refus du « centralisme démocratique » au nom de principes d'inspiration libertaire ne garantit pas la démocratie et ouvre la porte à des manœuvres bureaucratiques.

¹⁸⁷ Dans des articles et dans son livre, *La gauche en folie*, Editions Balland, 2003, Guy Konopnicki, ancien dirigeant de l'UEC, fait allusion au fait qu'il a été « gagné » par les « pablistes » et que Pablo voulait l'entraîner dans une activité « entriste » internationale visant à « gagner » des cadres du parti communiste roumain.

¹⁸⁸ Les CCA sont réunis en conférence nationale pour désigner leurs délégués à la VII^e conférence internationale de la TMRI lorsque Michel Fiant en pleurs leur annonce que vient de se produire le coup d'État en Pologne du général Jaruzelski contre la montée en puissance de la révolution autogestionnaire de Solidarnosc. Michel Fiant est convaincu que cela va se terminer dans un bain de sang comme en Hongrie en 1956. Le cortège des CCA dans la manifestation de protestation contre le coup d'État à l'ambassade de Pologne à Paris sera pour une fois consistant.

¹⁸⁹ Comme la TMRI n'a pas de statuts propres, elle en conclut qu'elle doit appliquer les statuts de la Quatrième Internationale dont elle est issue. Or, ces statuts qui ont été adoptés à l'unanimité moins une abstention au deuxième congrès mondiale de la Quatrième Internationale en 1948, sont très « centralisme démocratique à l'échelle internationale ». L'orientation internationalement décidée s'impose donc à toutes les sections nationales. Les CCA sont majoritaires en France mais pas au niveau international. Ils doivent donc préalablement à la conférence accepter de se soumettre aux conclusions de cette dernière. Faute de l'avoir fait, ils sont exclus de la conférence. La TMRI a donc fait aux CCA, fin 1981, le même « coup statutaire » que celui du SI de la IV^{ème} international au PCI « majoritaire » français de Bleitreu, Lequenne et Lambert au début des années 1950.

1.15. Le 3^{ème} congrès des CCA à Nantes (octobre 1981)

Les débats du 3^e congrès ne portaient pas sur des questions conjoncturelles, mais sur la nature d'une OCA, sur la conception de son rôle et de sa place dans le mouvement ouvrier en voie de recomposition.

La TAI avait explicité ses conceptions. La T2 des CCA se constitue en mars-avril 1981 pour répondre sur le fond à la TAI et pour faire retrouver aux CCA une cohérence d'ensemble. Il faut noter que les cadres qui animent cette T2 proviennent de la LCR et du PSU, il n'y a aucun ancien membre de l'ancienne AMR dans cette tendance.

Pour la T2 des CCA, l'existence de la TAI ne résume pas les problèmes des CCA, en ceci que les seuls facteurs objectifs d'après mars 1978 ne peuvent à eux seuls expliquer sa dérive idéologique de prime abord étonnante par sa rapidité et son ampleur. La T2 déclare vouloir dépasser les présupposés théoriques mêmes implicites qui ont permis le développement dans les rangs des CCA de la TAI. A défaut, selon elle, un phénomène analogue récidivera au moment de toute difficulté sérieuse, et il semble bien à la T2 que les prémices d'une telle rechute soient toujours présentes.

La T2 des CCA prétend vouloir aller à la racine des questions qui ont bloqué le développement du courant marxiste-révolutionnaire pour l'autogestion ces quinze dernières années. Elle veut liquider les bases théoriques implicites qui ont permis ces échecs. C'est pourquoi la T2 insiste sur l'absence de liens mécaniques entre, d'une part, la nécessité objective de l'autogestion procédant de la crise généralisée du capitalisme de survie¹⁹⁰ et, d'autre part, la maturité des conditions subjectives (conscience de classe) qu'exige la victoire d'un processus révolutionnaire. Pour la T2, si l'intégration du parti dans le mouvement réel des masses est indispensable, ce parti ne procède pas linéairement du mouvement de masse, la conscience révolutionnaire n'étant pas le produit spontané des luttes immédiates.

Si la T2 en a conclu à l'actualité méthodologique du bolchevisme en matière de formation de la conscience de classe, elle n'a à aucun moment voulu prétendre affirmer l'actualité persistante de l'ensemble du léninisme érigé en pseudo corps de doctrine achevée de réponses valables jusqu'à la nuit des temps. Mais tant que la révolution n'aura pas triomphé à une échelle significative, le noyau rationnel du léninisme qui se fonde sur l'analyse du prolétariat comme classe dominée et aliénée, rendant sa révolution historiquement originale par rapport à toutes les sociétés de classes antérieures, reste d'actualité. Ce n'est que dans le contexte d'une révolution s'étendant à l'échelle internationale, « désaliénant » le prolétariat, que cette théorie pourra, le cas échéant, et au feu de la pratique, être reconsidérée dans ses fondements.

Il y a donc nécessité d'une organisation d'avant-garde distincte du mouvement de masse tout en y étant profondément intégrée. Cette organisation doit être régie par le centralisme démocratique puisqu'elle doit indiquer la direction au mouvement de masse et qu'il ne doit pas y avoir de rapports de subordination entre cette organisation et les autres structures du mouvement des travailleurs.

La T2 des CCA arrive donc, selon elle, à une compréhension de la dialectique Parti-mouvement réel des masses. Pour la T2, la TMRI n'est pas parvenue à dépasser le cadre de la polémique Rosa Luxembourg-Lénine et jeune Trotski-Lénine sur les relations masses-Parti. La TMRI donne raison à Rosa Luxembourg, d'où son désintérêt pour les problèmes organisationnels réduits à des questions d'intendance, voire à des aspirations bureaucratiques, et son caractère idéologiste.

La TMRI, à juste titre, a compris que le parti révolutionnaire ne naîtra pas d'un simple auto-développement d'un noyau préétabli. Mais, pour la T2 des CCA, cela l'aurait amenée, d'autant plus que sa faiblesse organisationnelle limitait la portée de ses initiatives, à sous-estimer son propre rôle et à surestimer la dynamique du mouvement des masses et le caractère spontané de la formation de l'avant-garde révolutionnaire. La spontanéité révolutionnaire des travailleurs peut aller très loin, elle ne peut pas aller jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la révolution et au socialisme d'autogestion, sans être

¹⁹⁰ Le concept de « capitalisme de survie » provient du philosophe communiste contestataire et hétérodoxe Henri Lefebvre. Il a été repris par Pablo et son courant. Ernest Mandel, dirigeant du SU de la IV^{ème} internationale, développa celui de « capitalisme du 3^e âge ». Dans le même temps le courant lambertiste, fidèle à une formulation du programme de transition écrit par Trotski en 1938, continua et continue à prétendre que « les forces productives ont cessé de croître » ...

aidée par un parti révolutionnaire pour l'autogestion. Un tel parti ne sera pas inéluctablement constitué sans l'intervention d'une OCA.

La T2 des CCA reconnaît n'avoir pas « découvert la poudre », mais a la prétention de réaliser une synthèse : la synthèse entre le léninisme dans ce qu'il garde d'actuel et la stratégie révolutionnaire de l'autogestion avancée par la TMRI depuis quinze ans. Cette synthèse et cette liaison dialectique constituent le seul acquis spécifique de la T2 des CCA, les autres acquis que la T2 défendait n'étant que les acquis de la TMRI des années 1960 et 1970. Selon la T2, la T3 des CCA, elle, a préféré garder le flou et la confusion sur cette question du Parti.

La T3 des CCA s'est constituée après la T2 et après la scission de la TAI. Les cadres politiques qui allaient former cette T3 affirmaient en mai 1981 qu'ils n'avaient pas de divergences avec la T2. Woland (Gérard Feldman), qui sera un des animateurs de la T3 des CCA, fait au comité central des déclarations de défense du bolchevisme que la T2 modère. Il dépose, sur la question du bolchevisme, des amendements au texte d'ouverture du 3^e congrès que la T2 reprend aussitôt à son compte.

Ces militants rejettent la formation en tendance face à la fraction TAI pour ne pas crispier les débats et surtout pour rallier à leurs positions des hésitants comme Dupré (Michel Fiant). La T2 pense, elle, que pour convaincre des camarades qui hésitent à tirer les leçons des carences organisationnelles de ces quinze dernières années, il ne faut pas hésiter avec eux, mais affirmer ses positions. Et de fait, Woland amendera ses propres amendements et ne sera pas le dernier dans la T3 à assimiler les débats impulsés par la T2 à de l'archéologie, et à caricaturer les positions de la T2.

En restant, selon la T2 des CCA, dans le flou, la T3 qui obtient la majorité au 3^e congrès de Nantes, en octobre 1981, ne permet pas aux CCA de dépasser les impasses respectives de la IV^{ème} Internationale et de la TMRI.

Ce 3^e congrès des CCA qui se tient à Nantes adopte pourtant à l'unanimité des nouveaux statuts qui remplacent ceux particulièrement innovants mais peu opérationnels du congrès constitutif de la Toussaint 1977.

Ces statuts font que les CCA se revendiquent de Marx, Engels, Lénine, Rosa Luxembourg et Trotski, des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste (la III^{ème} Internationale), des congrès de la Quatrième Internationale jusqu'en 1963, et des conférences de la TMRI.

1.16. La tendance 2 des CCA

A son AG d'après congrès, les 14 et 15 novembre 1981 à Nantes, la T2 analyse la situation des CCA :

« La T2 n'a certes pas inventé la poudre, elle a simplement tenté de continuer dans la direction de cette synthèse nécessaire que les CCA dans leur ensemble avaient vocation d'entreprendre.

“C'EST PARCE QU'ELLE PENSE QUE LE DÉPASSEMENT DES CARENCES THÉORIQUES ET PRATIQUES DE LA TMRI EST LA CONDITION INDISPENSABLE POUR MAINTENIR VIVANTS SES ACQUIS QUE LA TENDANCE 2 NE PEUT SE DISSOUDRE. »

et plus loin :

« La T3 s'est refusée à maîtriser tous les éléments qui ont entraîné nos crises successives (7 et 8 mai 77, TAI) et nous pouvons craindre que les prémices de phénomènes analogues soient toujours présentes.

Refuser de tirer le bilan sur l'histoire politique et organisationnelle de notre courant, refuser d'aborder les questions de comment et pourquoi construire une OCA, c'est laisser des bombes à retardement dans notre organisation qui la mettent constamment en péril.

LES HYPOTHÈQUES QUI PÈSENT SUR L'AVENIR POLITIQUE ET ORGANISATIONNEL DE NOTRE COURANT NE SONT PAS LEVÉES, LE COMBAT DE LA T2 DOIT SE POURSUIVRE. ».

Malgré ce constat, la T2 décide de continuer à militer aux CCA pour les construire et les redresser, les CCA étant le seul cadre politique et organisationnel possible pour les communistes autogestionnaires.

Mais la T2, dans sa déclaration de maintien en tendance, tient à préciser :

« Jusque dans ces derniers mois, il apparaissait que le regroupement immédiat des communistes autogestionnaires en une organisation indépendante était la seule voie praticable. Mais les saignées militantes produites par les crises successives des dernières années, comme la confusion qui règne actuellement dans nos rangs, nous obligent à nous interroger. La faiblesse de nos forces est un handicap désormais très sérieux à la réalisation d'expériences de masse, c'est-à-dire à l'élaboration comme au recrutement. Car toute construction d'organisation implique un investissement minimal dans la construction d'un appareil (journal, local...). Le rapport entre les forces militantes qui y sont impliquées et l'activité de masse ne doit pas être trop grand sous peine de voir l'organisation se réduire à un groupe de réflexion propagandiste sans plus de rapport avec la réalité et par conséquent incapable de progresser. »

La T2 ajoute plus loin :

« De ce point de vue, il n'est donc pas interdit de réévaluer notre tactique de construction d'une OCA indépendante. »

Mais pour la T2 :

« Il n'existe cependant aucune solution actuelle réaliste. La LCR serait la candidate la mieux placée à certains égards. Mais il faudrait qu'elle échappe à la gravitation du lambertisme et nous sommes loin du compte. Cela impliquerait notamment que la LCR développe une orientation en positif même partiellement erronée, qui offre des perspectives d'expérience d'action, de réflexion aux jeunes, aux militants de la gauche syndicale qui pourraient voir dans la LCR un instrument révolutionnaire, et qu'elle rejette la perspective de dénonciation sans perspectives qui est la sienne aujourd'hui. L'adhésion collective au PS offrirait des avantages certains en ceci que l'ouverture au mouvement de masse y serait plus développée. Mais le PS est désormais au pouvoir et il n'y a pas comme en 1936 un mouvement d'adhésion tel qu'une perspective centriste de gauche en son sein possède une importance comparable à celle de 36. »

Cette déclaration arrive à la conclusion que :

« Nous n'avons donc pas aujourd'hui de solution miracle au problème qui nous est posé. Construire les CCA au mieux de nos possibilités reste donc notre objectif organisationnel. Mais les développements de la situation politique devront retenir toute notre attention au cas où un regroupement centriste de gauche ou une évolution de la LCR permettrait d'envisager des regroupements qui laissent intacte la possibilité de défendre l'ensemble de notre programme. »

Ces longues citations de la déclaration de la T2 des 14 et 15 novembre 1981 étaient nécessaires pour bien montrer l'état d'esprit de cette tendance.

La T2 met en doute les capacités de la majorité à assurer la direction d'une organisation capable d'expérimenter quelque chose. Elle considère que la T3 n'a pas l'énergie militante nécessaire pour cela, et qu'elle cultive les mêmes ambiguïtés et les mêmes confusions qui ont paralysé les CCA depuis leur constitution et qui sont autant d'écueils que la direction des CCA risque de ne pas pouvoir éviter. Mais l'orientation de la T2 est claire : MILITER AUX CCA.

Cette orientation est cependant remise en cause début 1982 par Mercadier, Swanee (Gilles Casanova), Yannick (Didier Leschi), qui soumettent à la T2 un texte prônant l'entrée collective au PS. Ce texte est amendé par Lafleur (Maguy Guillien), qui est favorable à une entrée à la LCR.

La T2 reprend donc le débat sur ses perspectives qu'elle pensait avoir tranché.

Les militants qui proposent l'entrée au PS et à la LCR prennent argument de la faiblesse numérique des CCA, le seuil de fonctionnalité n'ayant pas été franchi. Lors de la première session du 2^e congrès des CCA (juin 1979), il avait été débattu, pour la première fois sans doute dans l'histoire de ce courant, d'un plan d'organisation. Ce plan visait à dépasser le niveau de groupe propagandiste des CCA pour atteindre celui d'une organisation capable de faire à une échelle notable des démonstrations politiques. Le plan avait défini qu'en France, pour des raisons politiques matérielles et techniques, une telle fonctionnalité ne pouvait être atteinte à moins de 350 à 500 militants.

Or, pour ces militants :

« Nous nous étions fixés pour tâche de dépasser dans la fin des années 70 le seuil de 300 à 400 militants, seuil au-delà duquel il est impossible d'avoir sans requérir à un volontarisme et une tension extrême une existence nationale, une capacité à peser, même de manière très limitée sur certains secteurs avancés du mouvement de masse. Or le seuil que nous sommes en train de franchir à rebours, c'est le seuil en deçà duquel il n'est pas possible de prétendre à être une organisation militante dynamique tentant autre chose que le regroupement de quelques cadres ou le maintien et la défense d'une position politique et idéologique. » (Texte Mercadier-Yannick-Swanee)

Ces militants constatent que cet échec organisationnel n'a pas permis de tenir de manière correcte les projets de développement d'un système de presse (hebdo, revue théorique, brochures). L'hebdomadaire *Commune*, qui ne dispose d'aucun permanent, s'est dégradé : il a peu d'intérêt politique et sa qualité technique laisse plus qu'à désirer. Les CCA ont peu de moyens, peu ou pas de permanents politiques et techniques, et toutes les tâches retombent sur quelques camarades qui ont du mal à y faire face... Ils constatent que la rotation militante tant dénoncée dans le reste de la gauche révolutionnaire fait aussi ses ravages aux CCA. Ils constatent l'incapacité de la direction des CCA à construire l'organisation du fait de l'absence de positions précises et l'atmosphère de doute permanent : *« notre direction est passée maître dans l'art de douter de tout et d'abord d'elle-même »*.

Ils font remarquer que désormais les CCA tournent délibérément le dos aux échéances en refusant d'agir :

- Refus de participer aux mobilisations sur la réduction du service militaire à 6 mois ;
- Refus de préparer les États généraux sur le travail des femmes.

C'est bien la situation organisationnelle des CCA qui explique cette proposition d'orientation : abandon momentané de la construction d'une organisation marxiste-révolutionnaire pour l'autogestion indépendante, et entrée en fraction au PS¹⁹¹ ou dans la LCR. Pour ces camarades donc, cette orientation est à mettre en œuvre même si la T2 devient majoritaire dans les CCA, car le seuil de fonctionnalité n'a pas été atteint.

Une réunion nationale de la T2 à Paris les 27 et 28 mars 1982 discute de ces propositions.

La proposition d'entrée à la LCR, soutenue seulement par deux militants de la T2 (Lafleur, Guermeur), sera repoussée sans beaucoup de débats. La T2 prend en considération la partie du texte Mercadier-Swanee-Yannick qui exclut cette perspective.

« La LCR sur laquelle, dans le passé, nous avons pu fonder des espoirs de redressement au moins d'une aile notable de ses militants vient de voir avec son dernier congrès la disparition du courant le plus avancé de cette organisation, dont certains éléments étaient clairement influencés par le programme communiste autogestionnaire [...].

Si cette organisation est la seule aujourd'hui dont le nom est lié pour une frange de travailleurs à Mai 68, cela ne suffit pas à lui donner la fonctionnalité requise. Le développement numérique que peut connaître cette organisation restera limité, et ne compensera pas de toute façon la faiblesse politique de son programme et de ses militants. Elle ne peut en aucun cas faire oublier le double obstacle qui frappe cette organisation de graves limites, sa conception d'elle-même comme noyau-embryon du parti révolutionnaire et son refus pratique de la perspective stratégique de l'autogestion.

D'autre part ses limites politiques ont été expérimentées maintenant par des milliers de travailleurs avancés notamment dans les syndicats comme la CFDT, et la pratique manipulatoire qu'a pu avoir à de nombreuses occasions cette organisation lui ferme la possibilité de compter en son sein certains des militants les plus sensibles sur la question clef de l'autogestion. [...]

Enfin, nous savons de par l'expérience des dix dernières années que le débat interne n'a jamais fait évoluer la LCR d'un iota, que toutes les évolutions qui ont eu lieu au niveau de son

¹⁹¹Swanee (pseudonyme de Gilles Casanova) reconnaît avoir pris des contacts avec Lionel Jospin, dont les liens avec le lambertisme ne sont pas le mystère qui sera prétendument dévoilé en 2001.

orientation ne sont qu'un produit retardé des événements politiques extérieurs à son cadre. [...] »

Répondant à la proposition d'entrer en fraction au PS, un texte de Gérard (Lionel Prouteau) des CCA de Nantes, « *Ne pas perdre patience, ou pourquoi il faut continuer à militer aux CCA* », est adopté.

Ce texte prend en considération la partie bilan politique et organisationnel des CCA du texte Swanee et précise :

« ...qu'il n'y a rien dans la situation actuelle de la direction de cette organisation qui puisse susciter notre étonnement et que le seuil minimal de fonctionnalité dont parlent les camarades, il faut avouer sérieusement qu'à aucun moment depuis notre création, nous ne l'avons dépassé autrement que localement (Lyon, Nantes...) ».

Ce texte admet que :

« Nous n'avons pas réussi à constituer une OCA capable de peser à une échelle nationale, sur des secteurs significatifs du mouvement ouvrier en recomposition (extrême gauche, isolés en voie de radicalisation...). Nous n'avons jamais atteint une homogénéité politique et un seuil quantitatif nécessaire pour nous rapprocher de cet objectif. Cet échec, il est maintenant derrière nous, et les CCA ne peuvent espérer rattraper le temps perdu par la vertu de leur propre dynamique. Ce faisant, les formes et les rythmes de construction d'une telle organisation, dont la nécessité n'est pas moindre aujourd'hui qu'elle ne l'était hier, doivent être reconsidérés. »

Toutefois, il ajoute :

« Mais c'est toujours avec la même clarté que l'on doit souligner que cet échec susmentionné au regard de l'objectif global que nous nous étions fixé ne signifie pas pour nous bilan entièrement négatif. Le regroupement, même initié dans la tourmente des 7 et 8 mai, même sur des bases confuses, de communistes autogestionnaires d'horizons politiques différents dans une organisation indépendante, même capable d'expériences très limitées, a permis la constitution d'un lieu d'élaboration et de confrontation dont la richesse n'a rien à envier à ce que sont devenues des organisations comme le PSU et la LCR (à des niveaux différents bien entendu). »

Cette réunion décide donc de rester aux CCA pour :

« y MILITER pour aborder l'étape à venir de la recomposition du mouvement ouvrier dans des conditions numériques et programmatiques les meilleures pour les communistes autogestionnaires dont personne ne remplacera le rôle. »

Le texte adopté se termine par :

« Il reste qu'une possible liquéfaction de la direction actuelle des CCA ou que certaines accélérations des rythmes de la lutte des classes nécessiteraient bien évidemment une réévaluation d'un choix qui ne saurait être considéré comme un choix pour des « décennies », car l'existence même des CCA a toujours été considérée comme transitoire. Notre choix repose sur une dialectique situation politique/état des organisations du mouvement ouvrier, dialectique qui est en perpétuel mouvement et dont le développement à venir est gros d'espoir. Notre choix est un choix de raison, non de cœur ni de famille. Nous pourrions et devons dans l'avenir, de nouvelles conditions étant remplies (et alors seulement), envisager une solution différente à notre problème organisationnel, solution non pas pour la T2, mais pour l'ensemble des CCA, car n'en doutons pas, notre débat concerne de nombreux camarades de l'organisation qui, sans le dire, se posent le problème d'une éventuelle alternative. »

Cette réunion nationale tire le bilan du non-fonctionnement de la T2 comme lieu minimum de centralisation et de réflexion. Aussi, cette réunion consacre une journée à débattre de la révolution polonaise, ce qui concrétise les engagements pris à Nantes en novembre 1981 de faire de la T2 un intellectuel collectif « *comblant les insuffisances de l'organisation à l'heure où il ne nous est pas permis d'espérer un redressement prompt de la majorité* ».

Swanee, Mercadier et Yannick suivis de quelques autres ne participent pas aux débats sur la révolution polonaise... Leur proposition d'entrer au PS ayant été largement repoussée, ils sont prêts à

se soumettre à la majorité de la T2 à condition que celle-ci se transforme en fraction disciplinée de la base au sommet. La T2 refusant cette injonction qui avait pour logique une rupture à court terme avec l'organisation, ces camarades décident de déposer leur texte d'orientation et de constituer une autre tendance.

Swanee et Yannick reviendront sur cette décision quelques jours plus tard. Mais des camarades de la T2 favorables à une entrée dans le PS (Mercadier, Maya...) ou à la LCR (Lafleur¹⁹², Guermeur) quittent les CCA. La T2 n'est pas la seule à connaître des départs : à la T3 aussi, il y a des départs silencieux ou avec des déclarations critiquant le fonctionnement de la tendance (Lartigue)...

Malgré le comportement loyal de la T2 – aucune rupture de discipline (respect du centralisme démocratique) ni perspectives de scission ne pouvaient être mises à son compte – la T3 n'accepte pas l'existence de la T2 et considère que le débat de tendances ne peut avoir qu'une logique fractionnelle.

Le climat dans les CCA se dégrade.

« Une telle dégradation contient sa logique propre de crispations : si le 3ème congrès (octobre 1981) voyait l'adoption d'un document de conjoncture politique posant correctement les tâches des révolutionnaires après la victoire de Mitterrand (évitant la fuite en avant gauchiste), par contre, le débat sur les questions de l'organisation révolutionnaire et de la crise des Partis communistes fut un débat manqué : le climat entretenu par une direction traumatisée par le départ de la Tendance A et supportant de plus en plus mal les divergences ne fit que mener plus avant vers l'éclatement de nos faibles forces.

Dans une organisation, et notamment une petite organisation, ce n'est pas le débat de tendances qui est, en soi, mortel ; mais la façon de le mener peut l'être.

A vrai dire, gérer les divergences est un des rôles essentiels d'une organisation politique : sa force se démontre dans sa capacité à les gérer démocratiquement, c'est-à-dire sans les étouffer, mais sans qu'elles n'étouffent non plus la continuité organisationnelle. Sa faiblesse réside au contraire dans sa volonté de les ignorer, les écarter ou les contourner, que ce soit par un fonctionnement bureaucratique (c'est évident) mais aussi plus indirectement par le mythe du fonctionnement au consensus : inévitablement, les bases mêmes du consensus se réduisent au fur et à mesure qu'apparaît la complexité des problèmes. L'organisation s'affaiblit alors jusqu'à disparaître. »¹⁹³

Pour la T2, la T3 confine les divergences dans la caricature : toute expression de la T2 se résume à ses yeux à un « archéo-bolchevisme » dont les préoccupations s'éloignent de la lutte pour l'autogestion socialiste. La T3 est accusée de dénaturer les positions de la T2, qui serait composée de « psychotiques de l'organisation » et de « l'appareil ». Partant de la considération dangereuse et fautive que l'existence et le maintien d'une tendance minoritaire sont forcément générateurs d'éclatements, la T3 est plus préoccupée de disloquer la T2 (séparer le « bon grain » de « l'ivraie ») que d'assumer le débat. Il s'ensuit une série d'incidents : suspension de Yannick et Swanee de la commission jeunes alors qu'ils avaient exprimé un point de vue sur la campagne contre la guerre qui était celui de toute la T2... La T2 met en garde la majorité contre cette politique : déclaration de la T2 « *Un dangereux faux pas* » (mars 1982), déclaration de Yannick, Lazlo (pseudonyme de Patrick Worms), Ernesto au BE du 7 juin 1982...

Cette attitude de la T3 pèsera lourd dans la décision d'une vingtaine de militants, après le comité central des 18 et 19 septembre 1982, de quitter les CCA pour la LCR.

« Il est clair que ce n'est pas le libre jeu des tendances (une des composantes fondamentales du centralisme démocratique) qui est responsable de la situation actuelle. C'est plutôt le refus du débat qui a entraîné la majorité dans des manœuvres qui ont conduit à une nouvelle désagrégation politique et organisationnelle. » (Déclaration de Nantes du 20/11/1982 des militants de l'ex-T2 non « sortistes »)

¹⁹²Pseudonyme de Maguy Guillien.

¹⁹³« *Comprendre pour agir* », texte adopté par les CCA de Loire de Loire-Atlantique en novembre 1983.

Une telle logique n'est supportable que pendant un certain temps et dans certaines limites. Elle encourage inévitablement des contre-logiques qui conduisent à une scission qui affaiblit et détruit l'organisation dans son ensemble, et poussent la minorité à des actes irréflectifs et à des pseudo-solutions suicidaires...

La réunion nationale de la T2 de mars 1982 a donc tranché le débat au fond.

La T2, au moment de la venue de Reagan en Europe, reproche à la majorité de tourner le dos aux échéances en refusant de s'engager dans une campagne autonome.

L'AG de Nantes de la T2 des 11 et 12 septembre engage une élaboration T2 sur les « *Solutions ouvrières à la crise* » et le « *Programme d'action des communistes autogestionnaires* ». Cette élaboration était d'autant plus nécessaire que la CNE (Conférence nationale entreprises) de juillet 1982 avait montré l'impossibilité de débattre avec la majorité, conséquence de l'appauvrissement manifeste des activités et de la réflexion des CCA. A cette CNE, la T2 reproche à la majorité d'avoir couvert un texte de Livio (Guy Barbin), dirigeant syndical CFDT à Air Inter, avançant des idées comme « *la gestion du capital variable par les travailleurs* ».

Une semaine avant le Comité central fatidique des 18 et 19 septembre 1982, la T2 n'a donc aucune perspective de scission. Conformément à ses engagements de novembre 1981, confirmés en mars 1982, la T2 poursuit son élaboration et commence à concrétiser son ambition d'être un véritable intellectuel collectif.

1.17. L'adhésion de la majorité de la tendance 2 des CCA à la LCR

L'ensemble de la T2 partage la même appréciation de la portée du « tournant politique » opéré par le Comité central des CCA des 18 et 19 septembre 1982 (déclarations de la T2 dans *Liaison* n° 39).

« Le CC des 18 et 19/9/1982 a effectivement sanctionné à nos yeux un tournant politique de la majorité de l'organisation ; certes, d'un certain point de vue, il est vrai que ce comité central s'inscrivait dans une continuité : celle d'une logique dont nous avons, en tant que T2, souligné les dangers. Mais un pas supplémentaire était incontestablement franchi dans la "théorisation" de nos carences organisationnelles, et ce pas constituait effectivement une rupture dans la conception que nous pensions être partagée par tous jusque-là, du rôle d'une organisation communiste pour l'autogestion, même à l'état encore embryonnaire. C'est ce qui motiva la demande de disjonction du texte du BE puis notre demande de congrès extraordinaire après qu'un véritable débat eut été refusé. [...]

Les propositions concernant les Municipales, incluses dans la résolution en se limitant à une attitude propagandiste, nous laissaient désarmés devant une échéance politique importante. Mais là n'était pas le plus inquiétant : en « théorisant » pour la première fois de manière aussi claire cette inaction, la majorité semble remettre en cause le sens que nous croyions tous donner, depuis 1977, à l'existence des CCA. [...]

En effet, les CCA n'ont de sens que s'ils constituent, même avec des forces limitées, un pôle politique se fixant pour objectif d'expérimenter le programme marxiste-révolutionnaire dans son état actuel d'élaboration, pour l'enrichir et pour réaliser vis-à-vis des courants centristes et des travailleurs avancés un certain nombre de démonstrations pratiques. [...]

[...] la fonctionnalité des CCA comme courant politique indépendant se réduisait à une stratégie « d'accompagnement critique » d'expériences réalisées en dehors de nous par des couches particulières de la classe ouvrière... ».

La T2 dénonce :

« La réduction du rôle de l'organisation à celui d'un noyau de conseillers politiques (la « conscience extérieure » n'est pas là où on la croit) et d'un groupe de propagande idéologique, conceptions que nous avons combattues en leur temps face à la TAI et à la "majorité" de la TMRI. Après la TAI, l'abandon de la volonté de lier programme et organisation risque de mener à la même dégénérescence que la TMRI ;

[...]Théoriquement et pratiquement, un tel cours ne permet pas de construire les CCA. Il ne peut qu'alimenter une spirale de découragements qui puise ses sources à la conviction grandissante d'une utilité de plus en plus restreinte.

Enfin, les 18 et 19 septembre derniers, le refus du congrès extraordinaire demandé par plus d'un tiers du CC (droit démocratique élémentaire) constituait un pas de plus dans cette logique suicidaire. Persuadés que la finalité dernière de la T2 était la destruction de l'organisation, ces camarades affirmaient que tous les moyens étaient bons pour sauver les CCA. La majorité du CC vidait ainsi de tout sens les statuts votés au dernier congrès et faisait voler en éclat l'existence d'un code minimum de conduite et de coexistence. » (Extraits de la Déclaration de Nantes du 20/11/1982 des camarades T2 non « sortistes »)

Comme suite à ce CC, une AG de la T2 est convoquée à Nantes les 9 et 10 octobre 1982 pour examiner collectivement la situation ainsi créée dans les CCA. Quelques jours avant cette AG, les militants de la T2 reçoivent un projet de résolution du secrétariat de la T2 qui constate le tournant dans l'histoire des CCA que constitue la résolution votée au dernier CC.

Selon ce projet de résolution, le refus et l'incompréhension du centralisme démocratique conduisent à un mélange de laxisme organisationnel dans l'intervention extérieure et à un centralisme autoritaire (refus du congrès extraordinaire) au niveau interne. Ce projet affirme qu'en théorisant de manière irréversible son refus de la problématique communiste de l'organisation, de la conception dialectique des rapports avant-garde / mouvement des travailleurs, en lui substituant un spontanisme « éclairé » se fixant pour tâche centrale et quasi exclusive « l'accompagnement critique » des expériences réalisées en dehors de nous par des couches particulières et limitées du prolétariat, la majorité se condamne à une impuissance sans issue et rend le développement des CCA désormais impossible.

Le projet de résolution propose alors d'entrer à la LCR malgré les « *insuffisances criantes de cette organisation et nos divergences fondamentales* », parce que c'est la seule organisation critique existant à gauche des partis réformistes, et qui sera, de ce fait, un pôle attractif pour les courants centristes qui émergeront de la recomposition du mouvement ouvrier.

Une résolution de Kernelec (Jean-Pierre Hardy) et Gérard (Lionel Prouteau) de Nantes¹⁹⁴ réfute la conclusion du secrétariat de la T2 en considérant qu'aucune solution « *simple et homogène* » n'apparaît de nature à résoudre le problème posé. Partant, cette résolution propose, tout en continuant le combat politique au sein de l'organisation (en exigeant notamment la convocation d'un congrès extraordinaire), d'engager un débat dans la tendance sur les points suivants :

- Notre analyse de la conjoncture et de ses potentialités ;
- Le bilan des CCA ;
- Le bilan de la tendance 2 ;
- Les intérêts et les limites des différentes perspectives organisationnelles pour notre tendance.

Cette résolution, tout en admettant que l'orientation adoptée par l'AG de la T2 des CCA à Nantes en novembre 1981, et confirmée en mars 1982 – orientation qui était de militer aux CCA pour les construire – risque à tout moment de s'avérer dépassée, impraticable, puisque sans objet du fait de l'accélération de la dérive de la T3, et tout en réfutant la perspective d'entrer à la LCR, ne tranche pas définitivement et propose « *d'engager un sérieux débat sur les différentes possibilités qui s'offrent à nous pour sauvegarder notre capital organisationnel et continuer à défendre et développer ses acquis programmatiques de manière cohérente* ».

Aux militants de la minorité de la T2 qui mettent en avant qu'une « intégration-dislocation » dans la LCR signifie la liquidation du travail lycéen, étudiant et aussi armée, la majorité de la T2, reprenant les arguments déjà développés par Mercadier-Swanee-Yannick en mars, souligne que dans les secteurs où ils ont des forces conséquentes et bien structurées (secteur lycéen et, dans une bien moindre mesure, le secteur étudiant), le développement des CCA est bloqué. Certes, ces militants animent des luttes (luttes et grèves lycéennes de la rentrée 1981 dans la région parisienne) mais :

« C'est la faiblesse de notre appareil, seul soutien pratique de ces luttes, qui amena à une dislocation d'un mouvement prometteur et qui avait été correctement mené par l'ensemble de nos camarades. Dans cet échec, ce n'est pas seulement notre crédibilité en tant

¹⁹⁴Il convient de préciser que la T2 regroupait la totalité des militants de Nantes, Saint-Nazaire, Le Mans et Reims, les secteurs étudiants et lycéens. La T3 regroupait la totalité des militants de Lyon, Nice, Besançon, Rennes, Bordeaux. Seuls les militants parisiens étaient divisés entre les deux tendances reposant sur des « bastions » locaux.

qu'organisation qui a pâti, mais la crédibilité à réaliser l'ensemble des perspectives que nous avançons. » (Texte Mercadier-Swanee-Yannick)

Les camarades lycéens des CCA animent la CPL (coordination permanente lycéenne) mais, comme la T2 le souligne dans un texte faisant le bilan de l'intervention dans le mouvement lycéen déposé au CC de mai 1982 :

« Si la CPL a réussi à démontrer pratiquement, ce qui n'avait jamais été fait avant elle, la validité du syndicalisme autogestionnaire dans les lycées, son expérience pour faire un saut qualitatif vers le syndicat de masse des lycéens doit non seulement se baser sur une orientation syndicale correcte, mais aussi bénéficier d'une infrastructure matérielle lui permettant de pallier aux difficultés propres d'intervention dans un milieu instable et aux moyens limités.

Seule l'organisation des marxistes-révolutionnaires pouvait pallier aux carences du mouvement ouvrier sur ces questions. Ce qu'elle fit tout un temps. Mais confrontée à des besoins nouveaux beaucoup plus importants encore, qui sont nécessaires à son développement, la CPL, en l'absence de mouvement de masse, n'a pas trouvé auprès des marxistes-révolutionnaires, affaiblis par une récente scission, l'appui nécessaire pour lui permettre de faire le saut qualitatif. Cependant, l'ouverture politique créée par le 10 mai accentue aux yeux de la CFDT, seule organisation syndicale capable de trouver dans l'expérience CPL un intérêt, la nécessité qu'il y a pour le syndicalisme ouvrier de développer ses liens, autrement que de manière conflictuelle, avec le mouvement de la jeunesse scolarisée. Ainsi pourra peut-être s'opérer à temps la jonction nécessaire entre ces mouvements avant que la CPL, incapable d'aller de l'avant de manière qualitative dans son expérience sans soutien efficace des marxistes-révolutionnaires, ne régresse et ne se trouve incapable de répondre aux besoins d'un mouvement de masse qui se développerait dans les lycées face aux contradictions de la politique gouvernementale [...]

La génération de lutte qui a émergé en 1978 nous a permis de construire la CPL. Cette génération a maintenant disparu des lycées. La validité du projet syndicaliste autogestionnaire ne pourra dorénavant être véritablement testée que par les générations à venir dans le cadre de mouvements de masse. »

Ce constat est aussi valable pour la tendance syndicale autogestionnaire (TSA) de l'UNEF-ID que les étudiants des CCA et de l'AMR 2 animent et qui s'est surtout maintenue, du fait de sa faiblesse numérique, matérielle et organisationnelle, comme tendance syndicale plus programmatique que militante à quelques rares exceptions (Reims, Nantes).

IDS a été constitué par des militants du PSU, de l'AMR, du mouvement de jeunesse socialiste (MJS) et du mouvement rural de la jeunesse chrétienne (MRJC). En tant que tendance syndicale du mouvement des soldats, IDS a joué un rôle important et irremplaçable dans ce mouvement. Il n'est pas dans notre propos de retracer l'histoire et l'apport de cette organisation : cela mériterait de longs développements et une étude particulière, en grande partie réalisée¹⁹⁵ bien que méconnue. Il faut noter cependant que le courant marxiste-révolutionnaire pour l'autogestion a joué un rôle particulièrement important dans l'animation de cette organisation. Le faible investissement des militants du PS (plutôt des rocardiens) dans IDS, le soutien en « dents de scie » et pas toujours très sérieux du PSU qui est devenu, depuis le départ de sa TB en 1977, de plus en plus favorable aux luttes des objecteurs, insoumis et renvoyeurs de livret militaire, et beaucoup moins attentif aux luttes dans les casernes, ont fait que de lourdes responsabilités à la tête d'IDS ont été confiées aux militants « pablistes » des CCA¹⁹⁶ et de l'AMR 2¹⁹⁷. Le soutien de la CFDT depuis la création d'IDS ne compense pas encore la faiblesse de l'aide du PSU et de l'investissement des militants du PS, ainsi que des propres faiblesses numériques, matérielles et organisationnelles des CCA et de l'AMR 2.

¹⁹⁵ Le Tréfondat Patrick, Silberstein Patrick, Ughetto Jean-Jacques, *Crise et surprise dans l'institution militaire*, Editions Syllepse et Périscope, 1990.

¹⁹⁶ Qui plus est, des dirigeants d'IDS membres du PSU comme Jean-Jacques Ughetto ou Viviane Cartairade, ancienne membre du BP du PSU, à la suite de la scission du PSU entraînée par l'entrée d'Huguette Bouchardeau en mars 1983 au gouvernement Fabius, formeront la « Gauche autogestionnaire » et seront « gagnés » aux CCA en 1984.

¹⁹⁷ Avec notamment Gilles Buna de Lyon, jusqu'à son passage chez les « Verts » et ses succès électoraux locaux, et Patrick Le Tréfondat.

C'est essentiellement ce courant qui expérimente dans les casernes l'orientation d'IDS (Comités de soldats de masse à caractère syndical, pratiques syndicales¹⁹⁸). Les quelques militants CCA et de l'AMR 2 qui passent dans les casernes sont en général « utilisés à fond ». Le PSU, le PS et la CFDT fournissent peu de militants formés et prêts à animer des luttes dans les casernes... Au niveau des instances d'IDS, c'est le courant marxiste-révolutionnaire pour l'autogestion qui entraîne souvent, il est vrai sans grandes difficultés ou réticences, les rares camarades du PS ou des courants du PSU favorables à un travail dans l'armée. La composition large et pluraliste du comité de rédaction de l'ambitieux mensuel d'IDS *Le Soldat*.

Le comité de rédaction du « Le Soldat »

Philippe Arnaud, Nino Bardi, Michel Basile, Jean-Luc Benhamias¹⁹⁹, Olivier Benoît, Gilles Buna, Bernard Fradetal, Jean-Pierre Hardy, Arnold Himel, Laurent Lecoin, Daniel Lecomte, Bertrand Main, Jacky Mamou, Guy Paris, Dominique Péré, Jean-Marc Providence, Jean-René Quinard, Michel Renard, Patrick Silberstein, Pierre Vani, Benoît Willot

L'importance en nombre et la diversité des composantes de ce comité de rédaction cachent le fait que le poids de tâches pèse sur quelques personnes.

IDS ne défend pas seulement un syndicalisme dans les armées pour les appelés mais aussi pour les engagés, d'où son soutien au collectif des engagés de Jean-René Quinard.

Or, selon la T2 des CCA, le propagandisme qui atteint les CCA semble aussi frapper IDS qui refuse de s'insérer dans les casernes aux mobilisations (pétition pour les droits démocratiques et le service militaire à 6 mois) qui sont, certes, initiées par la LCR mais qui connaissent un certain écho et dans lesquelles IDS aurait pu développer son orientation (élection de délégués, comité d'hygiène et de sécurité). Pour la majorité de la T2, la transformation d'IDS, de tendance syndicale du mouvement des soldats en simple groupe propagandiste défendant une orientation correcte dans son fond mais incapable de l'expérimenter, est inéluctable du fait de l'orientation actuelle de la majorité des CCA.

Pour la majorité de la T2, les CCA sont désormais dans l'incapacité pratique et matérielle de réaliser une quelconque expérimentation. C'est bien pourquoi la majorité de l'organisation renonce à l'effort vigoureux nécessaire pour « redresser la barre » et préfère maintenant la propagande générique à toute tentative de démonstration. Aussi, selon elle, les CCA se résumeront dans peu de temps à un mensuel, *Commune*, et une revue, *Mise à Jour*, autour de quelques cadres, et ne seront que les frères jumeaux du mensuel *Pour l'autogestion* et de la revue SDS de l'AMR 2/TMRI autour de Pablo... Pour elle, un groupe propagandiste autour d'une revue qui paraîtra épisodiquement n'est d'aucune utilité. Ces publications connaissent et connaîtront des difficultés de parution. Cette revue sera une revue de plus et risque de connaître le même sort que les autres revues issues de l'extrême gauche : *Partis Pris*, *Tumulte*, *Franc-Tireur*²⁰⁰, *Que faire aujourd'hui ? ...*, qui ont vite disparu.

La majorité de la T2 (Paris, secteur lycéens et étudiants de Paris, Nantes, Le Mans) tranche en faveur de la résolution proposée par le secrétariat de la T2.

En fait, majorité et minorité sont au coude à coude, l'entrée de jeunes lycéens par la T2 à Paris, le ralliement de circonstance pour une entrée à la LCR des camarades en fait favorables à l'adhésion au PS comme c'était le cas de Gilles Casanova (qui ne retournera jamais à la LCR et ira directement au PS) et de Didier Leschi, a donné cette majorité.

¹⁹⁸ Interviews de trois soldats d'IDS : Bernard Garnier, Arnold Himel, Jean-Pierre Hardy sur leurs pratiques syndicales dans l'armée, *Le Monde* du 11 mars 1980.

A la deuxième conférence européenne des syndicats de soldats à Utrecht à la Toussaint 1979, la délégation d'IDS est composée pour le secteur interne aux armées des soldats Benoît Willot (rocardien du PS) et Jean-Pierre Hardy (CCA) avec, pour le secteur externe, Patrick Silberstein et Pierre Comte des CCA. Patrick Le Tréhondat de l'AMR 2 prendra le relais aux autres conférences européennes.

¹⁹⁹Qui a fait un petit tour aux CCA avant de rejoindre les « Verts » et d'y faire une carrière politique lui permettant de réussir son transfert en 2007 au Mouvement des démocrates de François Bayrou. En 2014, il refuse le rapprochement de Bayrou avec les centristes et Alain Juppé. Il choisit de soutenir François Hollande et constitue un front démocrate de centre gauche avec Gille Casanova qui lui rompt avec la Gauche moderne d'Alain Bockel qui refuse de se rallier à François Hollande. En 2022, il est un des animateurs de « Place Publique » de Raphael Gluckmann

²⁰⁰ Rien à voir avec l'hebdomadaire violemment hostile à la gauche « islamo-gauchiste et communautariste » créé en novembre 2021. Le titre de cette publication de la résistance communiste et des oppositionnels communistes des années 1970 ne devait pas être protégé par une propriété intellectuelle.

Didier Leschi rejoindra la LCR avec la majorité de la T2. S'il rejoint quelques temps après le PS s'est en service commandé du « secteur » de la LCR²⁰¹. La LCR a constitué sous le contrôle de deux membres de son bureau politique, à savoir à titre principal, Jacques Kergoat, un « secteur » pour organiser un travail entriste clandestin ou plus exactement fractionnel qui sera abandonné par décision du 11^{ème} congrès de la LCR en janvier 1994.²⁰² Didier Leschi et Gilles Casanova rejoignent le courant de Jean-Pierre Chevènement.

La minorité de la T2 (Nantes, Saint-Nazaire et Reims) considère la méthode erronée et dangereuse :

- Erronée parce qu'elle propose de tracer des perspectives avant de tirer le bilan ;
- Dangereuse parce qu'elle investit de ce fait ce bilan a posteriori d'un contenu auto-justificateur (par rapport aux décisions déjà prises) qui ne permet pas de s'armer véritablement devant les échéances qui arrivent. En effet, la minorité de la T2 proposait une nouvelle AG en janvier pour trancher ce débat sur les perspectives de la tendance après y avoir consacré le temps nécessaire, le débat ayant été jusque-là très limité et précipité. Prendre la décision en octobre, c'était pour la minorité de la T2 initier une logique qui tendait à rendre irréversible ce choix. D'ailleurs, la majorité de la T2 décide de se transformer en fraction publique. La minorité de la T2, quant à elle, s'y refuse, et l'AG se termine par l'éclatement de la T2 et la fin de son existence.

Pour la minorité de l'ex-T2, il s'agit d'une fuite en avant catastrophique. Elle avait invité ces militants à tirer toutes les conséquences des expériences passées, notamment de la sortie de la TB du PSU, et à continuer le débat pour bien maîtriser toutes les données du problème. Ce qui motivait la position de la minorité de l'ex-T2, qui fait l'objet d'un texte signé par 19 militants de Nantes, Saint-Nazaire et Reims, peut se résumer ainsi :

- La LCR ne leur paraissait pas constituer, en quoi que ce soit, un outil fonctionnel pour le projet de constitution d'une organisation révolutionnaire 'autogestionnaire de masse.
- Si le bilan des CCA était, sans contestation possible, un bilan d'échec, ils restaient néanmoins un cadre conservatoire pour examiner de nouvelles perspectives.
- Enfin, elle était convaincue de l'émergence, à plus ou moins long terme, de courants critiques posant au grand jour la question d'une alternative politique au réformisme. Il lui semblait dans ces conditions que son rôle devait être de participer à de tels processus et, si possible, de le faire avec ce qu'il restait des CCA.

Les militants de la nouvelle fraction déclarent cependant qu'il leur faut encore du temps pour affiner leur projet, et que c'est en janvier qu'une décision définitive sera prise. En attendant, ils sont d'accord pour continuer la bataille pour le congrès extraordinaire où ils proposeront leur orientation propre.

Mais la nouvelle fraction est engagée dans une fuite en avant. Comme le craignait la minorité de l'ex-T2, elle ne maîtrise plus rien, une rupture caricaturale²⁰³ était au bout de ce chemin.

Que s'est-il réellement passé ? Déménagement préventif du local par la T3 ? Provocation de la majorité dans laquelle la fraction serait tombée ? Coup de force, précipitation, panique de quelques membres de l'ex-T2 qui auraient mis au pied du mur leur fraction et voulu précipiter la sortie ?

Toujours est-il qu'une vingtaine de camarades, attendus par d'autres qui avaient quitté l'organisation depuis quelque temps, scissionnent des CCA pour rejoindre la LCR. Dès le départ de la majorité de la T2 des CCA en décembre 1982, l'AMR 2 propose la fusion avec ce qui reste des CCA.

La LCR n'a pas été très pressée de les intégrer, et préfère les faire attendre plusieurs mois. La LCR n'a d'ailleurs pas caché qu'elle aurait préféré que ces camarades mènent le débat dans les CCA dans l'espoir d'entraîner après les municipales le maximum de monde, et notamment convaincre tout le groupe CCA de Loire-Atlantique. En cas de réussite de cette opération, qui aurait aussi renversé la

²⁰¹ Leschi Didier, *Rien que notre défaite*, Le Cerf, 2018

²⁰² Adam Hélène et Coustal François, *C'était la Ligue*, Editions Syllepse/les éditions Arcane 17, 2018.

²⁰³ Les scissions dans les organisations d'extrême gauche posent le problème du partage des actifs corporels et incorporels (matériel d'impression, solde de trésorerie, fichiers abonnés). A défaut, comme pour une association « loi de 1901 » classique, de demander au tribunal de grande instance de trancher les désaccords, les affaires se règlent par des déménagements nocturnes et des réappropriations se passant des formalités du « droit bourgeois ». La propriété intellectuelle d'un titre de presse peut être conservée par un minoritaire scissionniste.

majorité nantaise proche de Gérard Filoche, une place au comité central de la LCR était, semble-t-il, promise à la T2, et à François Dietrich en particulier.

Les mois d'attente avant l'acceptation de leur adhésion à la LCR furent mis à profit par ces militants pour, outre la réponse au questionnaire du BP de la LCR, faire un bilan du courant marxiste-révolutionnaire pour l'autogestion dans un texte intitulé : « *Nos quinze années : la nature de la période et les tâches des marxistes-révolutionnaires* ».

Ce texte est adopté le 19 décembre 1982 par la majorité de l'ex-T2 des CCA comme base de demande d'adhésion collective à la LCR. Il affirme que :

- La création des CCA est une tentative de pallier l'échec du rapprochement entre le PSU et la LCR ;
- Les municipales de 1983 devraient permettre, grâce à un axe LCR-LO, de cristalliser les forces remettant en cause la politique de rigueur et d'austérité de la gauche au pouvoir ;
- L'anti-léninisme de la TMRI l'a conduite à détruire toutes les organisations qu'elle a, elle-même, créées.

Ce texte se veut aussi rassurant pour la LCR qui l'oblige à l'autocritique :

« Aux camarades de la LCR qui s'interrogent légitimement sur nos intentions, et d'autant plus vis-à-vis de ceux qui en furent membres dans le passé [...]

On ne peut reprocher aux camarades des CCA qui demandent aujourd'hui leur adhésion à la LCR d'en avoir été membres. Mais pour ceux qui les ont créés (les CCA) en venant de la LCR, nous n'avons pas de réticences à dire aujourd'hui, à la lumière de l'expérience, qu'ils se sont trompés. Les idées défendues nous semblent valides. Mais la voie pratique était fautive. Les illusions et la compréhension a posteriori sur le caractère petit-bourgeois profond de la TMRI auraient pu être évitées, si nous avions dès ce moment compris que la IV^{ème} Internationale constituait dans la période un cadre nécessaire, et que la volonté têtue de la TMRI de refuser ce constat devait nécessairement camoufler des divergences profondes quant aux perspectives les plus fondamentales...

Au lieu (les CCA) de dépasser positivement ces ambiguïtés, c'est une révision totale, en réalité un rejet de l'acquis commun de la IV^{ème} Internationale et de la TMRI qui eut lieu, abandonnant clairement, et dans les textes cette fois-ci, l'acquis léniniste ».

En février 1983, la majorité de l'ex-T2 des CCA répond aux sept questions préalables de la LCR. Une question porte sur l'un des débats favoris du mouvement trotskiste international depuis son origine, ce qui l'a souvent entraîné dans des ruptures, à savoir : la nature de l'URSS et des pays satellites de l'Est de l'Europe.

Elle reprend dans sa réponse les évolutions théoriques que la T2 et la T3 des CCA avaient initiées contre la TMRI. Si, comme la TMRI, les CCA rompaient avec la théorie trotskiste de « *l'État ouvrier dégénéré (URSS) ou déformé (pays de l'Est)* », ils refusaient la caractérisation « *d'État bureaucratique* » à laquelle était arrivés Pablo et la TMRI, puisqu'elle laissait supposer qu'il s'agissait d'une nouvelle classe dominante appelée à l'emporter mondialement.

Aussi, dans sa réponse, la majorité de l'ex-T2 des CCA souligne l'incapacité de ces sociétés à se hisser à un niveau supérieur à celui du capitalisme sur le plan du développement des forces productives, et conclut :

« L'État et la société soviétiques sont des dépendances et des avatars du capitalisme. Le prolétariat y constitue la classe exploitée et dominée. La bureaucratie n'est pas une classe dominante. Elle est l'instrument, l'organe indirect de la classe dominante mondiale, l'impérialisme. Ainsi, on pourrait avancer que l'URSS n'est pas une société capitaliste, mais que son État est un État bourgeois...

La révolution polonaise confirme l'inadéquation du programme de la révolution politique à la réalité contemporaine des pays satellites de l'URSS et à l'URSS elle-même, impliquant une véritable destruction de la planification bureaucratique pour y substituer la planification autogestionnaire, comprenant d'ailleurs des compromis partiels avec les lois du marché, encore mondialement dominantes. »

Michel Fiant, de la majorité des CCA, impulsait lui aussi des innovations théoriques l'amenant à qualifier ces États de « *post-capitalistes proto-ouvriers* »²⁰⁴.

Dans les années suivantes, François Dietrich a poursuivi dans *Critique communiste*, revue théorique de la LCR dont il fut un temps le rédacteur en chef, son élaboration sur cette question de la nature de l'URSS. Il rejoignit sur ce sujet les révisions novatrices de Michel Lequenne, qui animait sous le pseudonyme de Hoffmann une tendance internationale qui prolongeait le combat de la T3 de la LCR.

Le fait que la LCR et la majorité de la IV^{ème} Internationale en étaient restées à la caractérisation « *d'État ouvrier dégénéré (URSS) ou déformé (pays de l'Est)* » les avaient conduites, au nom du dogme trotskiste de la « *défense de l'URSS contre l'impérialisme* » et de la défense de ces États ouvriers, à ne pas, dans un premier temps, réclamer le retrait des troupes soviétiques qui avaient envahi l'Afghanistan en 1979. La TMRI ne commit pas cette erreur²⁰⁵ que la IV^e Internationale mit quelques mois à corriger, au prix de la scission différée du SWP américain. De même, CCA et AMR 2 avançaient, dans le mouvement anti-guerre qui s'est développé sous les années Reagan qui sont celles de la guerre des étoiles et de la course aux armements, le mot d'ordre « *Ni Pershings américains, ni SS 20 soviétiques en Europe de l'Ouest et de l'Est* » alors que la IV^{ème} Internationale se refusait à faire un parallèle entre la course aux armements des USA et le militarisme soviétique au nom de la « *défense de l'URSS* ».

L'adhésion formelle de ces militants à la LCR sera consacrée par une tribune intitulée « *Une internationale pour notre époque : des militants des CCA appellent à rejoindre la LCR* » dans *Critique communiste* n° 21 de juillet 1983.

Il s'agit d'un texte surprenant dans la mesure où il procède à une allégeance « béate et naïve » au léninisme et à son « centralisme démocratique » en matière organisationnelle qui va au-delà des positions défendues dans les CCA par l'ex-T2. Heureusement, François Dietrich, rédacteur avec Robi Morder de cette tribune, contribuera dans les années suivantes, dans la revue de la LCR *Critique communiste* dont il assumera quelque temps la responsabilité, à « réinterroger » l'actualité du léninisme et les responsabilités historiques de Lénine. Cela lui valut les foudres de David Assouline²⁰⁶ qui, avec d'autres « trotskistes orthodoxes et dogmatiques », était prompt à dénoncer ces questionnements comme une intolérable dérive vers l'acceptation d'une continuité entre léninisme et stalinisme. La rupture entre léninisme et stalinisme scellée par l'extermination de centaines de milliers de militants reste l'un des fondements de l'identité et des combats de nombre de militants trotskistes et ex-trotskistes de toutes les tendances, y compris ceux de la tendance « pabliste ».

Patrick Serand est à la LCR, il hésite entre renforcer la T2 des CCA qui va entrer à la LCR et rejoindre les CCA « maintenus ». Participant au « stage des cadres » d'août 1983, il révèle²⁰⁷ y avoir rencontré un participant parisien « Vincent », Vincent Peillon, le futur ministre PS de l'éducation du premier gouvernement du quinquennat de François Hollande. Patrick Serand (pseudonyme Glenn) rejoindra les CCA en 1984.

Les militants de l'ex-T2 des CCA ne constitueront pas une tendance dans la LCR. Ils rejoignent même sa majorité et non la tendance 3, proche des « pablistes » et animée par d'anciens et futurs

²⁰⁴ *Mise à Jour n°1 (nouvelle série, 4^e trimestre 1982. Michel Fiant « Pour une théorie marxiste de la société bureaucratique ».*

²⁰⁵ Alors que Gilbert Marquis voulait que la TMRI prenne une position similaire à celle de Trotski en 1940 lors de l'invasion de la Finlande par l'URSS, Michel Pablo reprit les choses en main pour que la TMRI non seulement condamne cette intervention mais demande aussi le retrait immédiat des troupes soviétiques.

²⁰⁶ David Assouline a animé avec ses frères la Ligue ouvrière révolutionnaire (LOR) créée après l'exclusion par l'OCI lambertiste de Varga à la suite d'un procès en sorcellerie de type stalinien (Varga, qui faisait de l'ombre à Lambert et à Stéphane Just, était accusé d'être un agent de la CIA et du KGB). La LOR, après avoir soutenu les listes LCR-LO aux municipales de 1983 et les listes « Voyez rouge » de la LCR aux législatives et régionales de 1986, rejoignit la LCR, notamment le courant de Gérard Filoche. David Assouline fut l'un des dirigeants des grèves étudiantes de 1986 et l'un des porte-parole de la campagne de Pierre Juquin aux présidentielles de 1988. Après des batailles internes dans la LCR avec Gérard Filoche, il rejoignit avec ce dernier le PS et sa gauche socialiste. A la suite de l'éclatement de cette gauche socialiste en 2002, il rejoint le courant du PS « nouveau parti socialiste » et devient sénateur de Paris. Lors de la présidentielle de 2007, il devient l'un des thuriféraires de Ségolène Royal. Lors des primaires pour désigner le candidat du parti socialiste aux élections présidentielles de 2017, il soutient Vincent Peillon. En 2022, il est dans l'équipe d'Anne Hidalgo et s'oppose à la création de la NUPES. Il reste au parti socialiste pour conserver son poste de sénateur.

²⁰⁷ Patrick Serand, *Parcours en hétérodoxie : fragments d'un itinéraire militant*, International Institute of Social History d'Amsterdam, 2018, p.16.

« pablistes »²⁰⁸. Ils n'accompagnèrent pas les différentes vagues de départs qui ont touché la T3 (Cf. infra. 1.20.). Didier Leschi, après être passé par la LCR et avoir joué un rôle dans le mouvement étudiant de 1986, a fait comme nous l'avons vu un travail fractionnel au PS à la demande du « secteur » (Cf. Supra) avant de prendre part, avec son ami Gilles Casanova, aux aventures « souverainistes de gauche » du courant de Jean-Pierre Chevènement.

Ce n'est que près de 20 ans après que, après l'adhésion en 1993 à la IV^{ème} Internationale du dernier cercle de militants « pablistes » de la TMRI, laquelle s'était d'abord transformée en Association Internationale des Marxistes-révolutionnaires (AIMR), que François Dietrich rompit avec la LCR en 1999 pour de nouvelles aventures avec Jean-Pierre Chevènement, notamment dans l'élection présidentielle de 2002 (Cf. infra 1.23.5.). Il y retrouva Gilles Casanova et Didier Leschi, mais laissera à la LCR Robi Morder.

1.18. La situation des CCA en 1983

La minorité de l'ex-T2 réunie à Nantes le 20 novembre 1982, après avoir analysé la situation créée dans les CCA par le Comité central de septembre 1982, décide de rester aux CCA, seul cadre conservatoire pour mener les débats, désormais incontournables après l'échec des CCA, sur l'avenir et les perspectives des communistes autogestionnaires, débats intimement liés à l'analyse des développements de la lutte de classe et de la recomposition du mouvement ouvrier en France à court et moyen terme.

Elle demande à nouveau que soit engagé et discuté au prochain congrès (le quatrième) un bilan politique et organisationnel du courant marxiste-révolutionnaire pour l'autogestion. Kernelec de Nantes boucle en décembre 2002 une première contribution de près de 70 pages intitulée « Notre histoire et ses enseignements » dont les principales conclusions sont reproduites dans l'encadré 10 ci-dessous.

Encadré 10

Extraits des conclusions du texte « Notre histoire et ses enseignements », Kernelec, Nantes, décembre 1982

Ce qui est frappant dans l'histoire de notre courant c'est :

- D'une part le caractère avancé de notre courant sur ce qui touche à la problématique du programme transitoire de notre époque, et sur la nature de la révolution et du socialisme aujourd'hui (stratégie révolutionnaire de l'autogestion).
- D'autre part, sur la question de l'organisation, le flou et l'opportunisme qui réduisent notre intervention concrète à partir de notre programme avancé. En France, les erreurs se sont accumulées pour des raisons de politique organisationnelle insuffisante : en 1967, sortie à retardement de l'UEC, retard dans la constitution et la construction de l'AMR, entrée dans le PSU où l'AMR se dissout, sortie précipitée de cette organisation en mai 1977...

L'AMR et, avant elle, la TMR IV, ont bien saisi les tendances essentielles mais ne se sont pas construites.

Pour expliquer ce paradoxe, les camarades Fiant et Marquis, dans un texte « *Réflexions sur le bilan de l'AMR* », font remarquer : « *mais nous construisons le mouvement de masse, pendant que d'autres construisaient leur organisation politique.* »

C'est d'ailleurs ce que confirme à sa manière la LCR en employant dans ses bilans autocritiques la fameuse formule : « *On a eu raison d'avoir eu tort* » (tort de briser des mouvements de masse pour nous construire, mais raison car nous nous sommes construits).

Mais c'est occulter le fait que le flou, l'imprécision, le refus de clarifier et de trancher sur la question de l'organisation, laissent le terrain libre à de multiples erreurs. Cette sous-estimation du problème de l'organisation nous a amenés à surestimer la dynamique propre du mouvement des masses et à sous-estimer notre propre rôle indépendant dans le cours des événements.

²⁰⁸Par exemple, Pierre Bron venait du PSU et des CCA, Denis Berger et Jean-René Chauvin du courant marxiste-révolutionnaire du PSU, Patrick Serand rejoignit dès 1984 les CCA et avec eux la FGA. Par contre, Michel Lequenne, principal animateur de cette T3 de la LCR sous le pseudonyme d'Hoffmann, conserva toujours une opposition personnelle farouche à l'égard de Pablo, cristallisée depuis les années 1950.

Il y a donc bien une distance entre notre existence programmatique et notre existence organisationnelle. Il y a eu difficulté à traduire en termes de médiations précises (politiques et organisationnelles) une orientation fondamentale et confirmée par tous les développements du mouvement social à l'Ouest comme à l'Est.

Cette faiblesse organisationnelle a entretenu un cercle vicieux : elle détermine une limitation des expériences et peut aussi conduire à la résignation à jouer un rôle limité, faiblement actif et relatif à d'autres forces.

Puisque notre influence est "négligeable", que les événements importants de la lutte des classes ont lieu néanmoins, et ce sans nous, le risque est grand de ramener l'histoire à un processus objectif.

Ces mécanismes aboutirent à la conception explicitement revendiquée par les courants minoritaires de la TMRI en 1977 (Baby, Charly Najman), et puis par la TMRI elle-même à sa 7^e conférence en décembre 1981, selon laquelle la TMRI doit être une "tendance idéologique" (Baby) ou un "ferment idéologique" de la lutte des classes et du front unique « politico-social » (TAI, AMR II, TMRI en 1981).

Cette conception aboutit à une fétichisation et au primat du programme, réduit à un texte écrit. Le programme se trouve ainsi séparé de son support nécessaire, grâce auquel il est une réalité vivante qu'il nourrit lui-même, l'organisation : l'organisation étant une partie constitutive du programme.

Nous reprochons à juste titre à la IV^{ème} Internationale de fétichiser son organisation au détriment du programme avec sa conception d'être le noyau du parti révolutionnaire mondial. Nous avons commis l'erreur inverse.

La conception qui a guidé notre courant a mélangé idéalisme, spontanéisme, élitisme. Notre courant international s'est souvent limité à jouer le rôle de "conseiller politique". Par exemple, lors de la révolution portugaise, la nécessité vitale d'une organisation marxiste-révolutionnaire est gravement sous-estimée. Pablo et la TMRI vont entretenir des contacts avec toutes sortes « d'amis », qui étaient d'ardents révolutionnaires et parfois des militaires hésitants. Jamais la TMRI ne leur proposera de constituer une organisation, insistant pour que, au contraire, chacun reste à sa place. La politique de la TMRI au Pérou, au Chili est d'ailleurs du même tonneau.

Depuis son exclusion de la IV^{ème} Internationale en 1965, notre courant s'est toujours caractérisé par :

- Son IDÉOLOGISME : notre courant international s'est souvent contenté de jouer un rôle de « conseiller politique » et s'est satisfait d'être une simple « tendance idéologique ». La propagande idéologique l'a emporté largement sur l'action concrète comme facteur fondamental d'évolution des consciences au sein du mouvement ouvrier et révolutionnaire international...
- Son OBJECTIVISME : il a consisté à croire à l'inéluctabilité de la victoire de nos idées du fait des facteurs objectifs à l'œuvre, à s'illusionner sur le fait que, dans sa remontée, le mouvement des masses s'emparera naturellement de nos idées.

Cet objectivisme a entre autres pour conséquences la sous-estimation de notre propre rôle (sous-estimation du rôle de l'avant-garde révolutionnaire) et une surestimation de la dynamique du mouvement des masses : surestimation du caractère révolutionnaire des luttes de la jeunesse et des femmes, surestimation du rôle objectif de l'autogestion dans la radicalisation du mouvement ouvrier, notamment de ses courants « centristes », d'où nos erreurs vis-à-vis du CLAS et dans le PSU.

L'erreur fondamentale de notre courant est d'avoir transposé les bouleversements objectifs (révolution scientifique et technique) au plan subjectif ; d'avoir eu une sous-estimation chronique des facteurs subjectifs dans l'histoire. Oui, il faut insister sur le fait que ce ne sont pas uniquement et principalement les phénomènes objectifs qui ont entraîné tous nos échecs, et ils sont nombreux : sortie à retardement de l'UEC, CIMR, entrée au PSU, 7 et 8 mai 1977...

Élaboration programmatique et construction organisationnelle sont intimement liées. Une organisation sans programme adapté à la période, si puissante soit-elle, n'a aucun avenir, l'histoire de l'extrême gauche française et européenne de ces dix dernières années en témoigne. En effet, les années 70 ont été marquées par l'incapacité de l'extrême gauche à constituer une alternative politique et

organisationnelle crédible pour les travailleurs. L'extrême gauche, à l'exception de notre courant, s'est refusée à prendre en compte le mouvement ouvrier tel qu'il était réellement, c'est-à-dire dominé par les partis et syndicats réformistes, et, par conséquent, à avoir une politique adaptée de Front unique. A cette absence d'orientation politique transitoire s'ajoutait un refus d'élaborer le programme de transition pour notre époque. Les slogans comme « Une seule solution, la révolution », pas plus que l'affirmation « Le programme de transition de 1938, c'est suffisant » et encore moins « le modèle, c'est la Chine rouge » n'étaient susceptibles de mobiliser les travailleurs pour faire une révolution qui ne tomberait pas dans les impasses de l'URSS. Lorsque ces carences d'orientation et de programme devinrent criantes par rapport à la réalité sociale, la crise de l'extrême gauche commença. Ce furent d'abord les organisations "maospontex" comme Vive La Révolution (VLR) et populistes qui disparurent. La montée irrésistible de l'Union de la Gauche derrière le Programme commun rendit plus que nécessaire l'adoption d'une politique de FUO. Pour ne pas l'avoir compris assez vite, la LCR a connu des hémorragies militantes importantes. L'OCT, pour ne l'avoir jamais compris, à l'exception du courant 3 constitué en 1979, a connu des scissions successives et a dû s'auto-dissoudre en septembre 1982. La fin du mythe des « paradis » socialistes en Chine et en Albanie a alimenté les crises de l'OCT et a fait quasiment disparaître les organisations mao-staliniennes (HR-PCMLF, PCR-ML, OCF-ML, etc.) qui avaient été des organisations très importantes... Les facteurs de crise examinés ci-dessus, cumulés à d'autres facteurs très importants comme la non-prise en compte des nouveaux mouvements sociaux et de leurs aspirations autogestionnaires, ou encore la conception du rôle du parti comme « parti-guide dirigeant », ont entraîné des crises, des scissions et des hémorragies militantes dans toutes ces organisations d'extrême gauche. De même, un programme sans une réelle organisation militante qui le teste aboutit aux mêmes résultats... Très vite, on en arrive à produire des idées pour des idées, et le discours tourne à vide. Les faiblesses organisationnelles hypothèquent même l'élaboration programmatique, car pour que celle-ci soit la plus correcte possible, il faut une implantation suffisamment importante dans tout le tissu social pour appréhender tous les phénomènes à l'œuvre. Nos idées doivent être expérimentées, nous ne pouvons pas nous limiter à chercher à les faire reprendre par d'autres. Nous ne serons pas jugés en fonction de la beauté et de la finesse de nos analyses, mais en fonction de notre activité. Seules nos démonstrations pourront influencer positivement la LCR, les oppositionnels du PCF ou les courants « centristes » qui émergeront du PS. Nous n'avons rien à attendre de la rente de nos discours... Là aussi, la crise du courant marxiste-révolutionnaire pour l'autogestion est là pour en témoigner. La crise des CCA est donc bien de nature différente que celle du reste de l'extrême gauche, elle risque de nous être tout aussi fatale.

Le camarade Pablo avait raison de dire dans son salut au 1^{er} congrès des CCA en novembre 1977 :
« Pour changer en tout cas quoi que ce soit dans ce monde dominé par les rapports de forces, y compris au sein du mouvement ouvrier, il faut être, camarades, une force réelle. Pas seulement des idées, mêmes les plus avancées, les plus correctes, mais également une force organisée. C'est à cette tâche, aussi bien sur le plan national qu'international, que va s'atteler maintenant la TMRI, en souhaitant que votre organisation y participe pleinement. »

Domage que ces paroles ne se soient pas concrétisées par des actes.

La tendance 2 des CCA a tendu à une synthèse pour éloigner notre courant des écueils qui ont empêché son développement.

Pour la T2, il est évident que le niveau de conscience des travailleurs est plus développé aujourd'hui qu'en 1917. Lénine avait lui-même rectifié les affirmations de "Que faire ?" sur l'horizon étroit, ne dépassant pas le niveau économique, de la spontanéité ouvrière. En 1905, il avait même écrit que spontanément, elle était social-démocrate. Mais quel que soit le niveau d'auto-activité et d'auto-organisation auquel peuvent arriver les travailleurs, toute l'expérience historique montre que s'ils peuvent « spontanément » développer pour les besoins de leurs luttes des éléments de « pouvoir ouvrier », voire commencer à les centraliser, ils ne peuvent pas sans l'intervention du parti révolutionnaire (ou d'un front d'organisations et de tendances révolutionnaires), les ériger en véritable pouvoir alternatif brisant l'État bourgeois.

Nous avons eu raison de lutter contre toutes les « théories » et pratiques substitutistes, et d'insister sur les conditions nouvelles de la révolution socialiste aujourd'hui par rapport à la révolution russe. Mais cela ne nous autorisait pas à reprendre implicitement, puis explicitement pour certains, une conception « pré-léniniste » du rôle et de la fonction du parti. Des conceptions comme les avaient défendues Rosa

Luxemburg ou le jeune Trotski, qui faisaient de l'organisation politique un simple lieu de « *diffusion d'idées justes* », un simple instrument de propagande au sein du mouvement de masse, un « *pôle idéologique* » visant à influencer et jouer les « *conseillers politiques* » d'autres courants politiques.

Notre courant n'a pas réussi à dépasser le cadre de la polémique Rosa Luxemburg et jeune Trotski contre Lénine, avant le ralliement de Trotski au parti bolchevique en 1917 puisque son organisation « inter-rayons » avait bien le programme le plus avancé, mais pas les forces militantes pour le mettre en œuvre. Notre courant a même donné raison aux premiers contre le second.

Notre courant n'a pas plus réussi à dépasser les impasses respectives de la IV^{ème} Internationale et de la TMRI. Bien sûr, la sclérose de la gauche révolutionnaire a pesé sur nous, dans le sens qu'elle nous a laissé un terrain libre pour nos dérapages théoriques. C'est dans ce contexte que nous avons commis les erreurs susmentionnées.

La pratique qui a été celle de notre courant appelait inévitablement sa propre théorisation : les courants minoritaires de la TMRI l'ont fait les 7 et 8 mai 1977 et au 1er congrès des CCA, la TMRI a suivi en 1980-1981, et aujourd'hui avec le tournant du CC de septembre dernier, la T3, c'est-à-dire la majorité des CCA, prend aussi ce chemin.

Cette répétition lassante des erreurs passées témoigne de la sclérose des CCA. Nos carences organisationnelles, notre absence de fonctionnalité et d'efficacité malgré nos « bonnes idées », ont été expérimentées et constatées par des milliers de militants avancés. Il est douteux que dans ces conditions nous puissions nous développer dans la conjoncture actuelle.

Dans le cadre des démarches d'adhésion à la LCR, la majorité d'ex-T2 des CCA produit, comme nous venons de le préciser, le texte « Nos quinze années ».

Faire le tour de la situation des CCA au premier semestre 1983 est facile. Ils sont implantés dans moins de 10 villes dont sérieusement dans 3 ou 4 d'entre elles. Avec le départ de la majorité de la T2, ils n'ont plus aucun secteur national structuré. Certes, des villes font un travail sérieux et efficace dans des secteurs : Reims au niveau « étudiant », Nantes au niveau « femmes ». Mais des secteurs au niveau national, il n'y en a plus.

Cette organisation n'a jamais brillé pour la centralisation d'initiatives et de son intervention. Elle a toujours laissé faire les choses, comptant sur le volontarisme et le dynamisme local ou de « secteur ». Tous les « bilan et perspectives » des congrès annuels des CCA de Nantes et de la Région Ouest depuis la création des CCA font le constat pour le condamner de cet isolement qui oblige à un fonctionnement local ou au renoncement à l'apparition CCA.

Ce dynamisme et cette fonctionnalité locale ou de secteur n'arrivent jamais à « cacher » aux yeux des sympathisants des CCA la réalité de l'organisation nationale. Ils sont bien obligés d'être ramenés à cette réalité lorsque, participants à des manifestations nationales, ils voient l'absence ou l'insignifiance des CCA.

Dans le cadre du rapport d'activité pour le 4^e congrès des CCA de juin 1983, la majorité peut insister sur des aspects organisationnels positifs comme :

- Le développement de la Région Bourgogne (Dijon) - Franche-Comté (Besançon) - Rhône-Alpes ;
- Le renforcement de Lyon ;
- Le travail « enseignants » reposant sur Lyon, permettant une élaboration qui fera l'objet d'un numéro spécial de la revue *Mise à Jour* ;
- Le développement de Reims.

Mais cela ne peut pas effacer le passif qui s'est accumulé depuis le précédent congrès :

- Disparition du secteur lycéen sur Paris et au niveau national, alors que sa formation et son développement significatif avaient été l'un des plus importants succès organisationnels des CCA de ces dernières années ;
- Départs importants (étant donné l'échelle des CCA) de militants, de la majorité de l'ex-T2 bien sûr, mais aussi de la T3 ;

- Quasi-disparition de l'organisation sur Paris, ce qui en reste ayant de surcroît toujours de gros problèmes de fonctionnement (absentéisme important aux réunions, inaction lors des municipales de 1993) ;
- Perte de cadres politiques de valeur qui avaient été à l'origine de la constitution des CCA et avaient animé ses courants d'origine : Maguy Guillen pour le PSU, François Morvan (Dietrich), Gilles Casanova (Swanee), Robi Morder (Ernesto) pour la LCR ;
- Mort de la Région Ouest du fait du départ avec l'ex-T2 des lycéens du Mans, de l'opposition entre les militants rennais appartenant à la majorité des CCA et des CCA de Nantes et Saint-Nazaire, tous à la minorité de l'ex-T2.
- Sur Bordeaux, les CCA se réduisent à Yann Couvidat, collaborateur d'Henri Lefebvre qui participe à la revue « *M* » (*M comme Mouvements*). Les CCA bordelais s'étaient pourtant renforcés par une scission d'étudiants de la LCR sur la ligne de la minorité TAI des CCA qui prône un travail « entriste » dans le PCF et ses oppositions. Ils vont participer à la refondation de l'AMR. Parmi ces étudiants, il y a Gilles Oberrieder (LCR, AMR, FGA, AREV) qui sera l'alter ego de Patrick Serand à la CGT finances et à la « Gauche Verte finances » (Cf. Infra. 1.22.).
- Sur Périgueux, Marc Lasaygues va animer le Réseau pour l'Alternative et l'Autogestion Périgourdin (RAAP).

Aux municipales de 1983, La LCR et LO forment des listes communes « des travailleurs contre l'austérité », cette austérité étant imposée par le gouvernement Mauroy-Delors avec participation de quatre ministres communistes. A Brest²⁰⁹, le PSU et la LCR, en opposition avec leurs directions nationales respectives, font une liste commune conduite par André Fichaut²¹⁰. Les listes « Alternative Socialiste Autogestionnaire » impulsées dans plusieurs arrondissements de Lyon par les CCA font plus de 2 % des voix (3,90 % sur Lyon 1 et 2,16 % sur Lyon 3) et rivalisent avec les scores LCR-LO. Il s'agit d'un réel succès. Il est dû à une activité militante sérieuse n'excluant pas un certain volontarisme (visibilité de l'organisation par des meetings et la participation avec son propre cortège dans les manifestations) des militants CCA de Lyon qui ont, les années précédentes, réalisé une accumulation primitive de forces qui leur permet de faire des démonstrations (colloque sur le programme autogestionnaire de Solidarnosc en Pologne, travail en direction de la génération des beurs).

Mais le volontarisme et le dynamisme local ne peuvent remplacer une volonté politique et une intervention qui doit avoir une dimension nationale. Les succès locaux (Lyon, Besançon) et les volontarismes locaux ne peuvent masquer qu'au niveau national la crédibilité des CCA est très faible, et que désormais leur capacité à jouer un rôle dans la recomposition du mouvement ouvrier est des plus minces. La gauche de la LCR en voie de reconstitution, la gauche du PSU (l'entrée dans le gouvernement Fabius de la secrétaire nationale du PSU Huguette Bouchardeau va entraîner la constitution et la scission de la « gauche autogestionnaire » animée notamment par Jean-Pierre Lemaire qui a appartenu à la TB du PSU avant 1977), les communistes critiques, ne les prennent pas au sérieux du fait de leurs déboires organisationnels. Les contacts des CCA avec ces militants et ces courants sont donc difficiles, du fait aussi de la concurrence de l'AMR 2 qui a proposé la fusion aux CCA débarrassés de la majorité de l'ex-T2 qui l'avait durement combattue.

Pour Kernelec, qui a quitté Nantes et rejoint la région parisienne pour des raisons professionnelles, le but du 4^e congrès des CCA en juin 1983 doit être :

« ... de partir de ce constat d'échec des CCA pour envisager les perspectives politiques et organisationnelles des communistes autogestionnaires. Il ne faut pas se contenter de renouveler le comité central dont il est désormais plus que nécessaire de réduire le nombre de ses membres, de "passer l'éponge" et de faire comme si rien ne s'était passé dans l'organisation depuis le dernier congrès... Notre réponse à la proposition de fusion de l'AMR II, le bilan de notre courant, notre analyse des rythmes de la recomposition du mouvement ouvrier, sont un seul et même débat que le 4^e congrès devra mener au fond. Ce débat est celui de l'avenir et des perspectives politiques et organisationnelles des communistes autogestionnaires. »

²⁰⁹ A Brest et dans le Finistère, il y aura des candidatures communes aux élections territoriales entre LCR, PSU puis les « Alternatifs » et oppositionnels du PCF, jusqu'en 2014.

²¹⁰ Fichaut André, *Sur le pont. Souvenirs d'un ouvrier trotskyste breton*, Syllepse, 2003

Le 4^e congrès se tient en juin 1983 à Besançon. Il doit traiter de la recomposition du mouvement ouvrier. Les CCA de Loire-Atlantique et de Reims de la minorité de l'ex-T2 ne se constituent pas en tendance mais amendent le texte d'orientation de la majorité des CCA.

Ces amendements visent à pousser les CCA à s'engager plus résolument dans les premières prémices de constitution et de recomposition d'une gauche alternative. La majorité des CCA dénonce la précipitation de sa minorité, tandis que cette dernière considère que les hésitations de la majorité cachent son sectarisme et sa coupure des réalités.

Si le texte adopté par ce 4^e congrès ménage toutes les sensibilités des CCA, les militants de Loire-Atlantique soulignent que « *la coupure entre les résolutions votées, les possibilités militantes et les pratiques devient un élément constitutif de notre fonctionnement...* »²¹¹

Lors de l'élection du nouveau comité central issu de ce 4^e congrès, un incident survient qui pèsera lourd dans la décision des CCA de Loire-Atlantique de quitter en novembre 1983 les CCA. En effet, l'élection se fait en permettant aux délégués de rayer les candidats qui n'avaient pas leur confiance. Ne sont élus, dans la limite du nombre de postes prévus, que ceux qui ont le plus de voix. Or Livio, cadre syndical CFDT d'Air Inter, est rayé non seulement par la minorité de l'ex-T2 mais aussi par les camarades de la majorité des CCA, qui sont aussi très critiques sur sa pratique syndicale et son militantisme dans les CCA. Livio va être « chassé » du CC et donc du bureau exécutif. Michel Fiant, qui estime sa présence indispensable, fait donc refaire l'élection du CC sur la base de présentation de listes complètes bloquées sous les tollés de la minorité de l'ex-T2 et la consternation de nombre de délégués de la majorité. Les CCA de Loire-Atlantique refusent de présenter leur liste et d'être dans celle proposée par Michel Fiant.

Ce genre d'incidents, qui paraît ubuesque des années après, est pourtant dévastateur en générant des rancœurs qui accélèrent les ruptures

Les relations entre le BE des CCA et les CCA de Loire-Atlantique vont se dégrader encore plus dans les semaines suivantes. C'est ainsi que le BE des CCA condamne le compte rendu du bureau local des CCA de Nantes sur le lancement de cercles pour l'alternative.

Au congrès des CCA de Loire-Atlantique de novembre 1983, ces derniers décident de quitter les CCA et de se constituer transitoirement en collectif des communistes autogestionnaires de Loire-Atlantique.

1.19. Le collectif des communistes autogestionnaires de Loire-Atlantique (CCA 44)

Le CCA de Loire-Atlantique considère que les CCA sont dans l'incapacité de s'inscrire de façon dynamique dans les processus de recomposition puisqu'ils ne portent plus attention au processus de déstructuration-restructuration du mouvement ouvrier.

« C'est cette capacité que nous perdons, lentement, mais sûrement : nous avons pu nous en rendre compte à l'occasion du lancement de l'Appel pour des Cercles de l'alternative de gauche. L'organisation se contentait, au départ, d'un rôle de commentateur plutôt extérieur pour modifier, au dernier moment, sa position en la transformant en un soutien déclaré. L'affaire n'était pas, en soi, catastrophique. Il est vrai, certes, que le lancement national de cet Appel s'est fait dans une certaine confusion (plusieurs projets successifs) : leur avenir dépend de la volonté d'en faire des lieux de débats mais aussi d'intervention (comme l'une des formulations le prévoyait).

Toutefois, cet épisode servait, pour nous, qui avons suivi dès le début cette initiative avec intérêt, de "révélateur" : il dévoilait une sclérose progressive des capacités de réaction et de compréhension des CCA, qui risque fort de les paralyser devant les épisodes à venir de la recomposition du mouvement ouvrier. Alors que l'idée d'une force alternative à la politique gouvernementale commence à faire son chemin à travers l'évolution de plusieurs courants, il importait pour nous de savoir si les CCA, en tant que collectif militant, étaient capables de s'inscrire de manière dynamique dans ces processus à l'œuvre.

²¹¹Lettre aux camarades des CCA, novembre 2003.

Après le 4^e congrès (juin 83), nous sommes parvenus à la conclusion que la réponse était de plus en plus incertaine, malgré les bonnes intentions de plus en plus formelles des déclarations de congrès et des sursauts individuels.

Des logiques, que les CCA n'inaugurent pas, sont à l'œuvre, elles ont fait périr d'autres organisations.

Il est donc devenu inutile, sauf à risquer de sombrer nous aussi dans la paralysie, de demeurer plus longtemps aux CCA, c'est-à-dire dans une organisation que le poids des échecs répétés est en train d'asphyxier en même temps qu'il asphyxie les faibles possibilités qu'elle conservait.

En prenant la décision de la quitter, nous n'entendons pas remettre en cause nos orientations fondamentales. Nous entendons, bien au contraire, poursuivre notre combat passé, sous des formes nécessairement nouvelles. »

Pour le CCA 44, le processus de restructuration du mouvement ouvrier engagé en 1968 se poursuit.

« En France, et même au-delà, Mai 68 a constitué dans ce processus une rupture importante.

Nous ne citerons ici que quelques-unes des manifestations de ce processus :

- Naissance d'une extrême gauche qui n'a pas su, dans les années qui ont suivi 1968, jouer le rôle qui aurait pu être le sien. Bien qu'elle ait failli aux yeux de nombreux travailleur(se)s, elle n'en conserve pas moins un écho sans rapport avec la situation qui était la sienne dans les décennies précédentes.
- Développement après 68 de la CFDT qui, par le caractère souple de ses structures et du rôle ambivalent de "parti-syndicat" qu'elle entendait jouer, servit, pendant un temps, de voie d'expression aux aspirations autogestionnaires de franges radicalisées.
- Développement de structures inédites, destinées, devant les réticences et les refus du mouvement ouvrier traditionnel à intégrer ces dimensions, à organiser la lutte contre des oppressions spécifiques (Mouvement des femmes) ou sur des terrains particuliers subissant les contrecoups de l'expansion du capital (Écologie).
- Déclin irréversible du PCF qui renvoie à la crise du mouvement « communiste » international. La crise du stalinisme transforme la référence au "modèle soviétique" qui, pendant des décennies, a constitué l'identité de ce mouvement aussi bien que la justification de toutes les trahisons, en repoussoir. En dévoilant le caractère mystificateur de leurs prétentions révolutionnaires, cette crise met à nu le caractère réformiste des PC, sans pour autant leur donner une idéologie de remplacement : la social-démocratie apparaît bien plus crédible pour gérer les affaires du capital. Les PC n'y pourront rien et l'impasse historique de ce courant apparaît clairement dans la désagrégation de leurs rangs aussi bien à travers le cours eurocommuniste (le PCI peut constituer une exception de ce point de vue, mais exception relative) qu'à travers les crispations sectaires et le retour à un « stalinisme honteux ».
- Montée du PS. La social-démocratie française n'est pas comparable à ses cousines anglaise ou allemande. Elle n'a jamais eu l'emprise de ces dernières sur la classe ouvrière, ni n'a jamais possédé leur "fonctionnalité". Des 5,1 % de Deferre-Mendès en 1969 au premier parti de France en juin 81, douze ans seulement se sont écoulés. Cette remontée fulgurante ne saurait être comprise comme une adhésion massive en positif aux thèses d'une social-démocratie rénovée. Elle est bien plutôt le fruit :
 - De son apparition comme seule alternative à la fois aux politiques bourgeoises de Giscard-Barre et aux errements monstrueux du stalinisme.
 - De la montée de nouvelles couches (ingénieurs, techniciens, nouvelles couches prolétarisées) qui, refusant un PC dont l'assise sociale est constituée de couches plus anciennes et qui est surtout définitivement déconsidéré par le stalinisme, n'ont trouvé que le PS pour faire leur première expérience politique.

Ainsi, une telle situation, ne reposant pas sur une adhésion en positif, est grosse de crises à venir :

- Crise du syndicalisme, qui au-delà des formes particulières à chaque centrale renvoie plus profondément à une crise du mode de fonctionnement des syndicats, à leur type traditionnel de relations à l'égard de leurs adhérents et des travailleurs. Il s'agit en réalité

d'une crise d'un syndicalisme de délégation de pouvoirs impuissant à impliquer les travailleurs.

- La distanciation croissante des travailleurs à l'égard de leurs organisations qui prolonge ces manifestations précédentes, distanciation qui s'exprime entre autres choses par le fait que voter pour un parti (PC ou PS) n'est plus une adhésion convaincue qui déclenche l'enthousiasme en cas de victoire : c'est une voie perçue comme obligée dans l'état actuel de la situation, pour échapper aux effets des politiques bourgeoises.

De nombreux travailleurs inorganisés aujourd'hui n'en sont pas moins porteurs d'une expérience politique effectuée dans (ou à la périphérie de) les organisations d'extrême gauche depuis 68.

De même que nous en avons souligné les manifestations, nous avons précisé la nature de ce processus de restructuration : la gestation de nouvelles structures et d'un nouveau fonctionnement du mouvement des travailleurs. Nous en avons également souligné l'enjeu : la constitution d'un parti révolutionnaire pour l'autogestion...

Mais il importe de noter que depuis mai-juin 81, une nouvelle étape de ce processus a été franchie.

L'expérience du pouvoir approfondit en effet la crise des organisations du mouvement ouvrier :

- La crise du syndicalisme se poursuit.
- Le déclin du PCF continue en dépit d'un équilibrisme qui tente de défier les lois de la pesanteur en conciliant l'inconciliable.
- Le mythe d'une social-démocratie "à la française", d'un "nouveau modèle social-démocrate" vole en éclat avec l'exercice du pouvoir. Les contradictions de cet exercice alimentent une contestation interne dont on a encore du mal à saisir la véritable ampleur. Mais l'attitude du CERES reflète, même de manière déformée, les interrogations et les mécontentements d'une partie au moins des militant(e)s.

L'orientation du CERES (productivisme + nationalisme), le caractère d'appareil de son combat (comme le montre sa capitulation au congrès de Bourg-en-Bresse devant les "intérêts supérieurs de la synthèse" !) ne permet pas à ce courant d'espérer structurer un courant critique de gauche dans le PS. Mais ses interpellations à l'égard de la politique suivie sont autant d'occasions pour engager une réflexion plus approfondie sur la nature d'une véritable alternative socialiste à la politique Delors. L'écho de ces contestations dans la CFDT ne doit pas non plus être négligé.

Les débats au sein du PS et du PC ont pour nous une grande importance car, nous l'avons dit, une véritable alternative anticapitaliste et autogestionnaire à la politique de collaboration de classes du gouvernement devra nécessairement intégrer une grande partie des militants du PS et du PC.

Mais il importe à notre point de vue de cerner la dialectique de développement de ces débats et contestations internes : un élément indispensable pour qu'ils puissent déboucher positivement réside dans l'EXISTENCE D'UN PÔLE EXTERNE AUX ORGANISATIONS TRADITIONNELLES.

Pour diverses raisons, dont la moindre n'est certainement pas le fonctionnement de ce parti, il est de plus en plus difficile d'envisager au sein du PC la constitution de tendances nationales durables. Les militants qui en ont fait la tentative ont dû quitter (souvent forcés) ses rangs, même si l'origine politique de ces camarades marque encore l'identité collective de leur regroupement externe.

Au PS, l'apparition d'une opposition significative de gauche ne pourra qu'être le fruit d'une dialectique interne-externe à ce parti et non le produit du seul jeu des tendances actuelles qui, même si elles continuent à exister, n'en ont pas moins perdu une partie de leur signification et de leur homogénéité originelles.

C'est aujourd'hui encore à l'extérieur de ces organisations que tentent de s'exprimer publiquement de la manière la plus significative les recherches de solutions alternatives au réformisme, à travers des formes transitoires que seule la nature de la période (déstructuration-restructuration) permet de comprendre.

C'est la constitution d'un pôle indépendant des organisations traditionnelles qui est dans l'immédiat l'enjeu.

L'extrême gauche ne peut prétendre jouer ce rôle de pôle dynamique. Elle aurait pu le faire en son temps. Elle n'a pas su saisir les occasions et s'est largement sclérosée. Les courants les plus importants de l'extrême gauche organisée se replient en effet sur des considérations de boutique et prétendent soulever l'enthousiasme de leurs militants en leur offrant comme perspective... la construction de mini-appareils

Bien sûr, ces considérations générales demandent à être actualisées en fonction de chaque courant. Pourtant aucun n'échappe à cette caractérisation générale rapide... mais néanmoins pertinente. Et il est intéressant de remarquer que c'est à partir de la crise de leur organisation, crise parfois fatale, que certains militants ou courants cherchent à sortir de cette impasse.

La LCR n'échappe pas, elle non plus, à ce verdict de faillite. Nous ferons néanmoins quelques remarques supplémentaires sur cette organisation, non pas en raison d'un sentiment freudien d'attraction-répulsion, mais en raison de l'histoire de notre courant qui a vu plus d'un militant(e) désorienté par nos faiblesses organisationnelles chercher une plus grande "sécurité" dans les rangs de la LCR, en raison aussi des illusions qu'elle peut encore véhiculer (à notre avis de moins en moins) aux yeux de camarades isolés.

Reprenons donc la question qui nous préoccupe : la LCR peut-elle être ce pôle capable de peser positivement sur les courants critiques qui se dessinent dans les organisations traditionnelles ou même à l'extérieur ? Peut-elle être un facteur dynamique qui favorise les débats et pratiques communes en respectant les rythmes et les expériences de ces courants ?

Toute la courte histoire de cette organisation montre que cela est de plus en plus improbable.

De manière plus générale, toute l'histoire de cette organisation montre qu'elle n'a jamais su comprendre ni a fortiori favoriser l'éclosion de phénomènes nouveaux dans la lutte des travailleurs. Ce n'est qu'a posteriori, souvent lorsque leur réalité s'était imposée à des franges entières de travailleurs radicalisés, que la LCR s'adaptait, avec plus ou moins de bonheur, à ces nouvelles situations. Il en est du Mouvement des femmes comme du syndicalisme à l'armée et de bien d'autres exemples encore.

Mais jamais ces adaptations empiriques n'ont permis à cette organisation de tirer de leçons pour l'avenir. L'empirisme est d'ailleurs devenu un élément constitutif du fonctionnement d'une organisation qui ne peut aujourd'hui choisir une quelconque orientation claire (qu'elle soit autogestionnaire ou, à ses antipodes, lambertiste) sans voir son éclatement.

On pouvait, dans un premier temps, attribuer ses faiblesses à l'inexpérience politique (erreurs de jeunesse en quelque sorte). Aujourd'hui on ne le peut plus.

De même qu'elle n'a jamais reconnu les nouvelles manifestations de la lutte des classes que contrainte et forcée, de même elle n'a jamais pu se départir d'une conception purement boutiquière, sectaire (plumer la volaille), dans ses rapports avec les autres courants du mouvement ouvrier.

De l'après-68, où la LCR cassait les Comités d'action lycéens pour construire ses Comités Rouge, à l'intervention parasitaire dans Union dans les Luttes, il y a plus qu'une accumulation de faux pas, il y a une véritable continuité.

Le "fil" de cette continuité réside dans le refus de s'inscrire dans une perspective autogestionnaire (malgré de timides avancées ponctuelles, mais sans lendemains, dans certains écrits) et dans la conception de noyau qu'elle a d'elle-même, dans sa compréhension de la construction d'un parti révolutionnaire.

C'est tout particulièrement cette conception qui l'empêcha de comprendre dans les années 70 qu'il y avait mieux à faire avec le PSU que de lui proposer la fusion... dans la LCR et la IVème Internationale. C'est cette conception qui l'empêche et l'empêchera d'offrir aux oppositionnels du PS et du PC d'autres perspectives que l'entrée dans la LCR.

Aujourd'hui, nombreux sont les militants radicalisés à avoir éprouvé, de l'intérieur ou de l'extérieur, ses limites et ses conceptions manipulatoires. Or, ces militant(e)s occupent une place importante dans la recomposition du mouvement ouvrier. La LCR, loin de constituer un pôle d'attraction, motive plutôt une défiance plus ou moins explicitée. Les dernières municipales ont montré que, même pour exprimer leur mécontentement, ces travailleurs hésitaient à donner leurs voix aux listes LCR-LO, en recul indiscutable par rapport à 1977.

Il est d'ailleurs significatif que, depuis quelques années, le rôle "attractif" de la LCR ne joue plus qu'auprès de militants traumatisés par des échecs (OCT ou même CCA). En 1972, les militants de la Tendance marxiste-révolutionnaire du PSU qui rejoignaient la LCR pouvaient arguer d'une certaine puissance d'attraction, dans certains milieux, de la LCR. Aujourd'hui, elle constitue tout au plus un refuge.

Bien sûr, diront certains, mais elle n'en continue pas moins d'exister ! Oui, c'est même le principal argument qu'elle avance pour motiver un recrutement face à la décomposition d'une partie de l'extrême gauche. Alors, pourquoi cette permanence ?

Certains ont été tentés d'y voir la marque d'une "continuité" avec le combat de "l'Opposition de gauche" entre les deux guerres. Un tel argument ne peut être retenu sérieusement. Si ce combat, dont la synthèse est représentée par le Programme de 1938 de Trotski, n'est pas réduit à ses conclusions conjoncturelles, mais si au contraire c'est dans la démarche méthodologique que l'on identifie la nature profonde de ce combat, alors nous ne pouvons défendre un instant de plus une prétendue continuité politique entre le Trotski de 1938 et les "trotskistes" d'aujourd'hui. Nous n'avons cessé de répéter, à juste titre, ces dernières années que la LCR, oscillant entre gauchisme et opportunisme, n'avait pas intégré la problématique des revendications transitoires. Nous n'avons cessé, dans les rares discussions que nous avons eues avec elle sur ce sujet, de dénoncer son caractère figé de l'analyse des pays de l'Est, en contradiction avec la méthode vivante de Trotski dans La Révolution trahie.

Certes, cette continuité, c'est l'image que la LCR cultive d'elle-même. Mais précisément, nous savons bien qu'on ne déduit pas la nature d'une organisation de l'image qu'elle donne d'elle-même, en faisant fi de sa pratique. Ou alors, il faut aussi admettre que c'est une semblable continuité qui explique la pérennité d'une organisation comme le PCI (ex-OCI) ! Ridicule !

Nous n'assimilons pas, d'ailleurs, ces deux dernières organisations. L'une (PCI) cultive un lien organique avec la social-démocratie, l'autre (LCR) pas. L'implantation militante et l'insertion concrète de l'une (PCI) la rend complètement figée et rétrograde, l'autre (LCR) est plus perméable aux évolutions qui traversent le mouvement ouvrier.

Mais alors, pourquoi la LCR survit-elle tandis que bien des organisations (maoïstes par exemple) se sont désagrégées ?

Reprenons la comparaison. Le fondement des organisations maoïstes résidait dans la référence quasi mystique au "modèle chinois", par ailleurs totalement inapproprié face à la réalité de la lutte des classes dans les pays industrialisés. Leur crise s'est accélérée avec la CHUTE du mythe, au gré des méandres de la politique intérieure chinoise.

Le référent de la LCR est différent. Elle tire la justification de son existence de la défense de la "pureté" du programme bolchevique, sans comprendre que ce programme correspond à une

époque révolue et que ses conclusions ne peuvent guère être fonctionnelles aujourd'hui dans la résolution des tâches auxquelles le mouvement ouvrier est confronté. Un nombre de travailleurs de plus en plus grand comprend ce dépassement et cherche une alternative. En attendant que se dessinent à peu près clairement les contours d'une telle alternative, des militants peuvent individuellement être tentés par la LCR, désorientés par la crise du mouvement ouvrier traditionnel et sa difficulté à accoucher de structures nouvelles. Mais la LCR ne peut prétendre jouer un rôle attractif pour des courants critiques se détachant des organisations traditionnelles, courants critiques dont les préoccupations sont toutes autres que de retrouver la pureté originelle du bolchevisme.

La permanence de la LCR dans ce contexte témoigne de la crise du mouvement ouvrier : elle n'en est pas une alternative. Au fur et à mesure que, au travers de médiations difficiles à prédéterminer, les contours de cette alternative se dessineront, la LCR verra sa crise s'approfondir en même temps qu'apparaîtra sans fard, concrètement, le peu d'utilité de ses considérations politiques.

C'est alors qu'une partie au moins de ses militants pourront dépasser les limites de ce courant, dans la confrontation avec ce pôle extérieur indispensable. De ce point de vue aussi (et nous ne négligeons pas l'apport de forces militantes en provenance de cette organisation), nous voyons que l'existence d'un pôle indépendant s'appuyant sur une stratégie autogestionnaire est indispensable. »²¹²

Mais ce pôle, n'est-ce pas l' Arlésienne dont on parle beaucoup mais qu'on ne voit jamais ?

Pour le CCA 44, le mouvement profond de la recomposition du mouvement ouvrier appelle la naissance d'une telle force sans pour autant anticiper sur les formes et les rythmes de sa constitution, ni même (car il n'y a pas de phénomènes inéluctables en politique) conclure que le processus est franchement engagé. Cependant ils en appréhendent en novembre 1983 les prémices :

- Au travers des convergences qui se dessinent entre des communistes critiques, des militants d'extrême gauche, des syndicalistes, des militants de la Gauche autogestionnaire, convergences qui se sont manifestées au milieu, il est vrai, d'une certaine confusion à Lyon les 24 et 25 septembre 1983.
- Au travers des récents développements de l'opposition interne à la CFDT, qui tente de prendre un nouvel essor en dépassant les horizons traditionnels de l' extrême gauche « patentée ».

Il ne s'agit nullement pour eux de tirer, à partir de ces éléments, des conclusions hâtives. Ils sont tout à fait conscients de leur fragilité, de leur caractère réversible. Il est évident pour eux que de tels processus ne pourront atteindre une véritable maturité indépendamment de l'évolution des luttes des travailleurs. Mais quel que soit l'avenir de ces premières tentatives, ils pensent raisonnablement pouvoir présumer qu'un pas est en train d'être franchi fin 1983, un pas de nature à mettre fin à cette apparence d'immobilisme qui règne depuis deux ans. L'élaboration d'une alternative socialiste à la politique gouvernementale est peu à peu mise publiquement à l'ordre du jour. Sa nécessité commence à être perçue au-delà des courants traditionnels d'extrême gauche. Il est donc primordial de FAVORISER CES PROCESSUS à l'œuvre en s'y inscrivant positivement.

C'est parce qu'ils doutent de la capacité des CCA à s'engager dans une telle voie qu'ils décident de les quitter à leur congrès de novembre 1983.

Ils décident de demeurer groupe local le temps nécessaire à leur objectif de dépassement.

Pour le nouveau CCA 44 :

« - Il n'est pas question de faire de notre constitution en collectif départemental une "voie royale". Nous avons, pendant des années, légitimé notre présence aux CCA par la conviction qu'il était nécessaire, pour agir dans la recomposition du mouvement ouvrier, qu'existât une organisation aux dimensions nationales et à l'insertion réelle. Nous ne ferons donc pas de

²¹² « Comprendre pour agir », congrès des 5 et 6 novembre 1983 des CCA de Loire-Atlantique.

nécessité vertu. Notre décision aujourd'hui est un repli mais qui se conçoit comme hautement transitoire.

- C'est qu'en effet, nous entendons donner à ce collectif local un caractère temporaire. Un tel groupe n'est que le moyen, nécessaire pendant un temps nous semble-t-il, de véhiculer une expérience originale et la mettre au service d'un processus de convergence de courants d'horizons divers. Il se fixe donc explicitement pour objectif de disparaître : sa durée procédera surtout des rythmes propres aux convergences envisagées plus haut.

Mais, pourrait-on nous dire, vous parlez de processus de convergence. Qu'est-ce qui vous permet de le faire ? Y a-t-il un tel processus ailleurs que dans vos têtes ?

La remarque est d'importance. Elle vaut qu'on s'y attache suffisamment, parce que nous pensons en effet que le processus de décomposition-recomposition du mouvement ouvrier est en train de franchir un pas supplémentaire qui fait de la constitution d'une force politique, dessinant une alternative socialiste au réformisme, une tâche d'actualité ».

Dans une lettre en date du 2 novembre 1983, le BE des CCA propose au collectif des communistes autogestionnaires de Loire-Atlantique de conserver des liens étroits et de l'inviter systématiquement à ses comités centraux, stages et séminaires comme observateur.

Cette lettre visait à dire en filigrane : « *votre départ nous affaiblit mais nous y survivrons puisque nous en avons vu d'autres... »*. En effet, cette lettre rédigée par Michel Fiant donne des chiffres intéressants quasi inédits sur les effectifs des « pablistes » :

« Lorsque nous avons pratiqué l'entrisme dans le PCF à la fin des années 50, nous étions moins de 40...

Dans le soutien à la révolution algérienne, nous étions moins de 50... A la TMR IV fin 1967, moins de 20... Au 3^e congrès de l'AMR, 185 militants... Après votre départ, les CCA seront encore une soixantaine... »

Les CCA gagnèrent en 1984 quelques cadres de la gauche autogestionnaire sortie du PSU, par ailleurs membre de la direction nationale d'IDS. C'est ainsi que Viviane Cartairade, ancienne membre du BP du PSU, et Jean-Jacques Uguetto, vont rejoindre les CCA en 1984. De même, Patrick Serand, syndicaliste aux finances (André Glen), passe en 1984 de la T3 de la LCR aux CCA et à la FGA.

La situation des effectifs des CCA, auxquels il faudrait ajouter l'AMR 2, peut être comparée à la LCR qui, selon les chiffres de Gérard Filoche, aurait eu 300 cotisants en 1972, 3 800 en 1978, 1 200 en 1980 et 750 en 1994²¹³.

Le CCA 44²¹⁴ appellera à voter pour la liste des Verts aux Européennes de 1984, tout comme l'AMR 2, les CCA et le groupe Liaison pour l'autogestion –LPA- (Cf. Infra. 1.20.).

Le CCA 44, affaibli par des départs pour des raisons professionnelles, va se dissoudre dans la Fédération pour la Gauche alternative (FGA). Ce collectif des communistes autogestionnaires de Loire-Atlantique se dissoudra formellement le 21 novembre 1987.

1.20. La « convergence des marxistes-révolutionnaires pour l'autogestion » dans/et la FGA

Dans une lettre du 17 janvier 1985, Patrick Caligari (Patrick Silberstein) pour les CCA propose une « convergence des marxistes-révolutionnaires pour l'autogestion » entre :

- Les CCA
- L'AMR 2,
- Le CCA 44,
- Le groupe autogestionnaire issu de la T3 de la LCR.

L'AMR 2 tergiverse tout en proposant la fusion rapide aux CCA. Le CCA 44 soutient l'initiative et participe régulièrement aux comités centraux des CCA, aux secrétariats internationaux de la TMRI et aux coordinations nationales de la FGA. Kernelec, qui avait quitté Nantes pour la Seine-Saint-Denis

²¹³Gérard Filoche, *Mai 68, histoire sans fin, tome 1*, Jean-Claude Gawsewitch éditeur, octobre 2007.

²¹⁴Ses bulletins de liaison vont du n° 1 du 3 novembre 1983 au n° 72 du 26 janvier 1987.

pour des raisons professionnelles et qui avait quitté les CCA avec le CCA 44, fait l'interface entre ces organisations et le CCA 44.

Le groupe autogestionnaire issu de la T3 de la LCR va prendre le nom de « Liaison pour l'autogestion » (LPA). LPA est animée notamment par Patrick Aubrac, Yves Sintomer, Denis Berger (1932-2013), Pierre-Yves Chanu, Frédéric Brun. LPA est issue d'une rupture initiale d'une trentaine de militants de la T3 de la LCR début 1986.

LPA va publier une revue du même nom, du numéro 1 de mars 1986 au numéro 10 de juillet 1987 et jusqu'au numéro 3 nouvelle série de novembre 1987.

LPA n° 6 de novembre 1986 annonce que les 15 et 16 novembre 1986, une cinquantaine de militants ont décidé de rester à la LCR jusqu'au prochain congrès. LPA n° 7 de janvier 1987 annonce le départ de 12 militants de la LCR dont Jean-René Chauvin.

La plupart des militants de LPA adhèrent aussi à la TMRI sans être obligés d'adhérer à la section française de la TMRI : l'AMR 2. Cette option de « double voies » pour le rattachement des pablistes français à la TMRI avait été refusée aux CCA. Cela allait avoir comme nous le verrons (Cf. Infra. 1.23.1) lors de la 9^{ème} conférence de la TMRI en juin 1988, un effet « bombe à retardement ». En effet, ces militants de LPA avec l'arrivée de trentenaires britanniques surtout, mais aussi des allemands et des italiens vont constituer la « troisième génération des « pablistes modernes » représentant 40% de la TMRI. Ils vont défendre une insertion (à ne pas confondre avec une quelconque forme d'entrisme) dans le mouvement politique écologiste (Les Verts en Europe) alors que l'AMR 2 restait largement encore sur une action privilégiée vers les oppositionnels dans le mouvement communiste. Les CCA eux, sont pour construire une nouvelle gauche radicale autogestionnaire et alternative.

Les CCA sont à nouveau affaiblis avant leur 5^e congrès de juin 1985 par le départ de la majorité des militants du « bastion historique » de l'AMR et des CCA de Lyon²¹⁵, emmenée par Woland (Gérard Feldman) avec notamment Jean Sintès.

Après le départ de la T2 des CCA, Woland a accepté, face à la quasi-disparition des CCA sur Paris, de se mettre en disponibilité professionnelle pour « monter » sur Paris et y devenir permanent. Le BE des CCA se fait par conférence téléphonique entre Paris et Lyon puisqu'il est composé des derniers cadres parisiens, par ailleurs pratiquement tous membres du comité central, et des cadres lyonnais. Ce passage à Paris lui sera fatidique : écrasé par les tâches matérielles ingrates de permanent, incapable de compenser les carences des CCA dans ses contacts avec les autres organisations nationales ; de retour sur Lyon, il va prendre la tête de ceux qui veulent tirer un trait sur les CCA compte tenu de leur échec organisationnel.

Les « Lyonnais » reprochent aux CCA :

- Leur politique en direction de la deuxième génération d'immigrés (la génération des beurs) qui est trop sectaire à l'égard des initiatives et structures « mixtes » (regroupant jeunes immigrés et autres militants) du type « marche pour l'égalité de 1983 », « convergence 84 » et « SOS racisme », et qui vise à faire de ce mouvement un nouveau mouvement social totalement autonome en s'appuyant sur sa composante jeune et maghrébine ;
- Leur refus sectaire de s'investir dans la revue syndicale oppositionnelle *Résister* ;
- Le faible investissement de l'organisation nationale dans la marche contre Superphénix à Malville ;
- Leur appel à voter blanc ou à s'abstenir au 1^{er} tour des élections cantonales en l'absence de listes alternatives ou d'extrême gauche, alors que les CCA avaient appelé à voter aux municipales pour les listes LCR-LO-PC-PS en l'absence de listes alternatives ;
- Le glissement du soutien à la lutte du peuple corse (les CCA ont impulsé les comités de soutien à la lutte du peuple corse) de l'orientation défendant le droit à l'autodétermination et les libertés démocratiques à un soutien à la stratégie nationaliste « sur tous les terrains ».

²¹⁵ Collectif de la Grande Côte, *Lyon en luttés dans les années 68 : lieux et trajectoire de la contestation*, Presse Universitaire de Lyon, 2018

Cette politique de soutien aux nationalistes corses divisa les CCA de Lyon non seulement politiquement mais aussi humainement, en entraînant une cassure entre les deux principaux animateurs historiques du courant « pabliste » sur Lyon : Gérard Feldman et Dominique Ghisoni.

Le second "corsisa" son prénom en Doumé et s'engagea dans un soutien actif aux nationalistes²¹⁶. Il fut appuyé en la matière par Michel Fiant, Patrick Silberstein, Bernard Lecorre et les militants rennais. Trois membres du BE des CCA sur les six suivaient « l'affaire Corse » en se déplaçant régulièrement dans l'île. Les militants lyonnais reprochaient ce « *soutien démesuré* », abusivement justifié par une « *assimilation faite avec la révolution algérienne* ».

Le courant « pabliste » (AMR puis TB du PSU) avait peu élaboré sur la question « nationalitaire » (néologisme qui est une contraction de « nationalisme » et « minoritaire »), c'est-à-dire des nations minoritaires au sein d'un État impérialiste en Europe. Les militants de la TB du PSU en Bretagne qui ont rejoint les CCA militaient au PSU Bretagne qui, lui, était très en pointe sur cette question, mais en Loire-Atlantique, il y avait deux PSU : le PSU Bretagne et le PSU Loire-Atlantique. Les militants des CCA de Nantes-Saint Nazaire---La Baule militaient au PSU 44.

« *L'Ouvre Boîte* » est une brochure que publient les CCA de Nantes (n° 1 octobre 1977 au n° 9 mai-juin 1979). Les numéros 2 (novembre 1977), 3 (décembre 1977) et 6 (mai-juin 1978) consacrent d'importants articles à la question « nationalitaire » bretonne²¹⁷. Les militants rennais (Eugène Bégoc et Alexandre Hervé) originaires du Finistère sont, eux, très sensibles à cette question.

A leur création, les CCA de la région Grand Ouest se prononceront (comme la LCR) pour le rattachement de la Loire-Atlantique à la Bretagne.

Ces militants mettent en exergue les luttes autogestionnaires des nationalistes corses qui instaurent des pouvoirs économiques et politiques parallèles au système dominé par le clanisme. Il convient de se souvenir que le mouvement nationaliste n'avait pas à l'époque sombré dans les guerres internes et les dérives mafieuses.

Dans leur texte d'hommage²¹⁸ à Michel Fiant, Bruno Della Sudda et Guy Giani rappellent :

« Avec Dominique Ghisoni, Michel nous incite, plus particulièrement Patrick Silberstein, Eugène Bégoc, Cécile Hochet, Bernard Lecorre et nous-mêmes, à voir de plus près l'émergence dans le nationalisme corse d'éléments d'autodétermination, d'émancipation sociale et d'autogestion.

Tous deux voient juste, même si ces éléments seront ensevelis au moment de la mainmise violente des nationalistes de droite sur ce processus dès la fin des années 80. On les retrouve cependant en partie vingt ans plus tard dans certaines luttes animées par le Syndicat des travailleurs corses (STC), comme on l'a vu au moment de la mobilisation, il y a deux ans, contre la privatisation de la SNCM. Le STC y avait défendu une orientation de défense des services publics reliée à une problématique d'aménagement du territoire, dans l'unité d'action avec la CGT. »

Patrick Caligari (pseudonyme de Patrick Silberstein) et Doumé Ghisoni travaillèrent à une coordination entre les nationalistes corses et les indépendantistes kanaks et antillais. Ils furent la cheville ouvrière de deux colloques sur le thème : « *Ces îles que l'on dit françaises* ». ²¹⁹

Ce soutien des CCA « à la lutte du peuple corse » fut compromis par le décès de Bernard Lecorre²²⁰ et surtout la mort accidentelle de Doumé Ghisoni et de sa compagne Isabelle Hochet. Les divisions sanglantes et les dérives du mouvement nationaliste corse firent le reste.

²¹⁶ Poggioli Pierre, l'un des fondateurs du FNLC, a salué le rôle de Doumé Ghisoni : *Journal de bord d'un nationaliste corse*, Editions de l'Aube, 1996.

²¹⁷ Kernalegenn Tudi, *Drapeaux rouges et Gwenn Ha Du : l'extrême gauche et la Bretagne dans les années 70*, Editions Apogée, septembre 2005.

²¹⁸ Michel Fiant 1928-2007 (Rouge et Vert n° 263 du 19/10/2007)

²¹⁹ *Ces îles que l'on dit françaises*, Editions L'Harmattan, 1988.

Le bicentenaire et ces îles que l'on dit françaises, Coédition Sritti et Syllepse, 1989.

²²⁰ Bernard Lecorre est issu de la tendance marxiste-révolutionnaire PSU, dirigeant syndical CFDT à EDF-GDF.

Dumé

La première fois que j'ai rencontré Dumé Ghisoni, je crois que les bombes américaines pleuvaient encore sur Hanoï Il ne s'appelait pas encore, pour nous, Dumé. Il s'appelait Wifaa ou Adrien, que sais-je encore ? C'était le temps où nous portions encore des pseudonymes, par tradition et parfois par nécessité. L'espoir de Mai l'animait. L'espoir d'un monde solidaire et fraternel, un monde d'égalité entre les peuples, une société sans classe. Le souffle de la révolution était passé sur sa vie. Il ne devait plus le quitter jusqu'à ce jour fatidique de février 1989...

Il appartenait à notre petite famille, celle des porteurs de valises. Ses choix, son expérience personnelle, l'avaient poussé vers ceux qui, quelques années auparavant, avaient porté celles du FLN algérien, vers ceux qui, quelques années avant la crise révolutionnaire de Mai 68, avaient rapporté dans leurs valises deux idées forces : celle de l'autogestion qui était en réalité l'idée originelle du socialisme, et celle que la révolution à venir ne ressemblerait pas à la précédente. Adrien était persuadé que regarder et commenter les combats de ses frères humains exploités et opprimés du monde, sans s'y plonger, sans mettre la main à la pâte n'avait guère de sens. Pas seulement par générosité mais parce qu'il savait que pour progresser et donc pour préparer les combats et les victoires, il faut s'imprégner du levain de l'expérience révolutionnaire d'ici et d'ailleurs, d'hier et d'aujourd'hui. Il était des nôtres. Il a suivi l'étroit chemin de ceux qui s'engagent corps et âme depuis l'aube du siècle, de Paris à Pétersbourg, de Vorkouta à Alger et de Paris à Bastia pour une certaine conception du socialisme et du monde.

Porteurs de valise, il était. Et des valises, il en a porté dans sa trop courte vie ! Et vous le savez, dans la grande sacoche de cuir qui lui servait de valise, il y a eu de tout. Des pièces de ronéo pour les syndicalistes autogestionnaires de Pologne, des cagoules de clandestin quand il était syndicaliste en uniforme dans les rangs de cette armée française dont les tristes exploits ne sont plus à conter. Il y a eu de tout et surtout des livres, beaucoup de livres dans cette valise. Quel que soit son nom, Dumé était avant tout un combattant et il combattait aussi avec les livres pour apprendre, comprendre et agir. Intellectuel combattant, internationaliste, il était normal naturel qu'il franchisse la Méditerranée et qu'il nous tire par la manche pour qu'on la franchisse avec lui, pour adhérer au combat de son peuple pour sa lutte de libération nationale et sociale Nous l'avons suivi, plus ou moins rapidement, et il faut le dire, nous avons été bien seuls à certains moments... Mais nous n'avons pas eu à le regretter, nous avons vu, appris, combattu. Il a encore une fois changé de nom, il est devenu, pour nous, Dumé. C'était en réalité son vrai nom depuis longtemps.

C'était notre ami, notre camarade, notre frère. Nous continuerons à lutter et à vivre avec son souvenir. Nos combats seront les siens et ce sera notre façon d'éloigner ce chien d'oubli.

Patrick Caligari, Sous le Drapeau du Socialisme n°110-111 mai-juin 1989

Aussi les militants lyonnais concluent-ils leur texte de rupture en affirmant :

« Les CCA sont devenus un cadre sclérosé et donc dépassé pour les communistes autogestionnaires. Nous disons que le meilleur moyen pour maintenir et même développer nos acquis réels est de prendre conscience collectivement pour nous insérer totalement dans les expériences sociales et politiques les plus avancées, pour construire effectivement la force politique alternative autogestionnaire indispensable à une rupture avec le capitalisme et la bureaucratie.

Certes cette position ne fait appel à aucun patriotisme de « parti ». Mais il existe des exemples beaucoup plus célèbres dans l'histoire où des organisations qui ont joué un rôle comparativement plus important que le nôtre, ont perdu leur fonctionnalité. Il suffit de se rappeler, entre autres, l'exemple de la Ligue des communistes où militaient Marx et Engels, il y a 150 ans. Alors, pourquoi pas nous ? C'est même une loi historique qui veut que les organisations naissent, se développent et meurent à un rythme déterminé en dernière instance par les conditions matérielles de leur existence.

Aux militants d'en tirer les conséquences pour forger de nouveaux outils plus adaptés à nos tâches. Rien n'est pire que de faire perdurer un cadre figé. »

Alors que ces militants avaient, avec la majorité des CCA, combattu l'ancienne T2, ils condamnent dans ce texte de rupture : « *l'assimilation de toute l'expérience bolchevique au socialisme réellement existant* » et « *une conception du rôle d'une organisation comme celui du « parti théoricien* » :

« *Cette conception du parti théoricien instrumentalise les masses non plus pour les diriger, mais pour connaître... ce qui revient au même. Cette conception reproduit les relations pyramidales, mais de manière différente.* »

Ils vont quitter les CCA sans constituer, comme la Loire-Atlantique un groupe local mais en se fondant dans la FGA avant de rejoindre pour la plupart les « Verts », suivant ainsi Gilles Buna de l'AMR 2, lequel deviendra un élu écologiste du quartier de la Croix-Rousse puis maire d'arrondissement.

Outre Gérard Feldman, des cadres syndicalistes enseignants et Jean Sintès²²¹ quittent les CCA. Jean Sintès, ancien ouvrier du bâtiment, est devenu responsable CGT de la branche commerce. Il s'attira l'attention de la grande presse en redistribuant aux organisations oppositionnelles de l'ancien bloc soviétique ses importantes indemnités de licenciement en tant que dirigeant syndical d'une grande enseigne du commerce. Jean Sintès participa à la revue « Alternative » qui soutenait ces oppositions. Début 2015, Jean et Marie-Line Sintès qui animent l'association « Bande de vieux », ouvre à Vaulx en Velin un immeuble autogéré pour personnes vieillissantes dans le cadre d'une coopérative d'habitat « la Chamarel »²²².

Les CCA de Reims animés par François Legrand et sa compagne d'alors Florence Tardat vont se rapprocher d'un groupe « ouvrieriste » animé par un vieux militant, René Schulbaum, un des fondateurs du PSU, qui a été trotskiste au PCI avant 1950. Il a quitté le PSU avec la « Gauche autogestionnaire » mais a constitué son propre groupe local en Lorraine. Ce groupe finira par se rapprocher du groupe libertaire alsacien « *A contre-courant* » autour d'Alain Bihr. François Legrand, après un bref passage par la FGA, rejoindra « Les Verts » et la tendance Waechter, qu'il accompagnera dans la scission des « Verts » à la suite de la prise de majorité par Dominique Voynet, qui était à l'époque tête de file de la gauche des « Verts ». Il deviendra par la suite conseiller général « divers droite ». Selon Patrick Serand, il est « *accusé de violences et d'attouchements divers, contraint à partir sur Mayotte pour y enseigner et pour finir j'apprendrai son décès « accidentel » fin décembre 2011* ». ²²³

Les 1^{er} et 2 juin 1985, le congrès de l'AMR 2, s'il confirme l'engagement de cette dernière dans la FGA, adopte une résolution insistant sur la nécessité d'un travail entriste à long terme en direction du PCF. Cette activité entriste à long terme a pour objectif :

« *Sur la base des contradictions et débats tels qu'ils s'expriment à l'intérieur des organisations communistes, de créer l'émergence d'un courant de gauche autogestionnaire... L'édition d'un bulletin fonctionnant comme tribune libre, tout en ne cachant pas ses principales options idéologiques, sera le vecteur essentiel du groupe de travail PCF.* »²²⁴

L'affaiblissement du courant communiste structuré par le PCF est analysé comme significatif d'un mouvement vers la droite de la société française et d'un recul de la conscience de classe des salariés.

Dans les faits, le travail entriste de l'AMR 2 dans le PCF fut de « très faible intensité » et ce bulletin n'a pas connu le jour...

Du 22 au 24 juin 1985 se tiennent le 5^e congrès des CCA et la 8^e conférence de la TMRI. Michel Fiant, dans le mensuel des CCA *Commune* n° 157 sept-octobre 1985, note les convergences entre les CCA et la TMRI sur :

²²¹ Dans « *changer le monde, changer sa vie : enquête sur les militantes et les militants des années 68 en France* », sous la direction d'Olivier Fillieule, Sophie Bérout, Camille Masclet, Isabelle Sommier, avec le collectif Sombbrero, ACTES SUD, 2018. Sous le nom d'Alain Domec, plusieurs paragraphes dans différentes parties du livre sont consacrés à Jean Sintès (collégien de l'enseignement technique, ouvrier CGT dans le bâtiment, responsable CGT dans la branche commerce au centre commercial de la Part Dieu, militant de l'AMR, de la TB du PSU et des CCA, membre des comités centraux de l'AMR et des CCA, oppositionnel CGT à la fin des années 1970 puis CFDT dans les 2000.

²²² Cette expérience est présentée dans l'ouvrage : CFDT : 1968-2018 Transformer le travail, transformer, Chronique Sociale, 2019 et dans l'Encyclopédie Internationale de l'Autogestion, téléchargeable gratuitement aux Editions Syllepse.

²²³ Patrick Serand, *Parcours en hétérodoxie : fragments d'un itinéraire militant*, International Institute of Social History d'Amsterdam, 2018, P.15.

²²⁴ Le congrès de l'Alliance marxiste-révolutionnaire ; revue *Sous le drapeau du socialisme (SDS)* n° 100 juin-juillet 1985.

- Les rapports de force internationaux,
- La conjoncture économique.

Cette 8^e conférence montre l'existence d'un « groupe » allemand (publication de *SDS* en allemand) et d'une publication en espagnol. Le fonctionnement de la TMRI autour d'un « centre » dirigeant (bureau du SI) et le rôle des « commissions » sont critiqués par Michel Fiant. Cependant, *SDS* n° 97-98 de juin 1984 est le dernier numéro qui fait référence à l'organe et à la revue théorique de la section néerlandaise de la TMRI.

Dans le cadre de la préparation de cette 8^{ème} conférence de la TMRI, Michel Pablo annonce dans un bulletin de débat²²⁵ que Jacques Grinblat (1917-1997), plus connu sous son pseudonyme Jacques Privas, en rupture avec le marxisme de Marx, ne peut plus être membre de la TMRI.

Compte tenu de cette mise à l'écart de Jacques Grinblat-Privas, sans opposition de la part de Maurice Najman, Gilbert Dalgalian prend ses distances et quitte la TMRI. Gilbert Dalgalian dénonce la stigmatisation « d'anti-marxisme » de Jacques Grinblat-Privas et salue ses travaux pour intégrer et articuler dans l'héritage de Marx, l'anthropologie et la psychanalyse. Jacques Grinblat-Privas veut prendre en compte « *les avancées des sciences humaines, par une radicalité de la pensée et par le décorticage sérieux de quelques fausses pistes chez Marx lui-même : la définition des « besoins », une conception inaboutie du travail libéré et, en fin de compte, une anthropologie réductive* ».

Gilbert Dalgalian qui a hérité des archives de Jacques Grinblat a publié en mars 2022 des écrits de Jacques Grinblat dans une œuvre posthume²²⁶.

Jacques Grinblat dit Privas (1917-1997)

Jacques Grinblat, pour avoir pris position contre les procès de Moscou et critiquer les compromis de Front populaire, est exclu des Jeunesses communistes en même temps que Pierre Boussel qui sera plus connu sous le nom de Pierre Lambert.

Il devient un des dirigeants du mouvement des Jeunesses socialistes ouvrières et paysannes (du nom du parti de Marceau Pivert). Il en est exclu 1939 pour ses relations avec la tendance trotskyste animée par Pierre Franck et Raymond Molinier.

Dans la clandestinité sous occupation allemande, il participe à la constitution des Comités communistes internationalistes qui se fondent en 1944 dans le Parti communiste internationaliste, section de la IV^{ème} Internationale. Il devient membre de la direction du PCI et de la IV^{ème} Internationale. Partisans de Pablo, il refuse cependant de voter les mesures disciplinaires contre la direction du PCI « majoritaire ».

Jacques Grinblat anime les actions contre les opérations coloniales, contre la guerre d'Indochine puis contre la guerre coloniale d'Algérie. Il est un des premiers condamnés en France pour ces activités dites anti-françaises.

À l'indépendance, il est aussi un des premiers à gagner l'Algérie pour se mettre au service de la Révolution algérienne dans le groupe de Pablo (Michel Raptis), que l'on désigne souvent comme étant celui des « pieds-rouges » autour du président Ben Bella. Ils soutiennent particulièrement les efforts d'autogestion. En 1965, il est exclu, avec Pablo, de la IV^{ème} Internationale.

De retour en France après le coup d'État du colonel Boumédiène en 1965, Jacques Grinblat lance le Mouvement des Volontaires pour le Viet-Nam qui recueille des centaines d'inscriptions dans toute l'Europe et l'Afrique du Nord. Il est l'un des animateurs du Comité Vietnam national.

Il est le fondateur de la FNAC avec André ESSEL et fera embaucher nombre d'exilés politiques amis de Michel Pablo.

²²⁵ « Pauvre Marx, réponse à Jacques Privas », Débat, édité par le SI de la TMRI, Préparation de la 8^{ème} conférence de la TMRI, supplément à Sous le Drapeau du Socialisme n°99

²²⁶ Jacques Grinblat, L'Etat sans la révolution et sans le peuple, Présentation, préface et postface de Gilbert Dalgalian, L'Harmattan, 2022.

André Berger,²²⁷ dans le bulletin de discussion édité pour la préparation de la 8^e conférence de la TMRI, dénonce le fait que « beaucoup de camarades n'ont pas suffisamment pris au sérieux leurs responsabilités, et il y a dans la TMRI un certain laxisme du sommet à la base ». Michel Pablo, dans le même bulletin de discussion,²²⁸ exhorte à un redressement organisationnel :

« a) Il faut que le centre actuel (le bureau du SI et ses commissions) soit constitué par une équipe de camarades intellectuellement et organisationnellement capables, qui animent théoriquement et politiquement l'ensemble de la tendance et son travail politique.

L'édition régulière de SDS, de l'organe allemand, espagnol et bientôt anglais, doit être une préoccupation prioritaire.

Le centre doit aussi apporter une aide permanente aux commissions (femmes, latino-américaine, Allemagne, guerre et paix) : chacune de ces commissions élabore politiquement dans son domaine et conduit le travail pratique.

La création d'un tel centre dynamique, capable, efficace est actuellement à la fois nécessaire et possible.

Tous les détails de son fonctionnement régulier et productif doivent faire l'objet d'une étude minutieuse, suivie de décisions.

b) Il faut conclure la discussion avec les camarades marxistes-révolutionnaires proches de nous pour aboutir à la plus étroite collaboration ou fusion possible.

c) Il faut conclure immédiatement les discussions avec les camarades arabes²²⁹ et communistes afin de parvenir à un résultat similaire.

d) Il faut clarifier la situation de la tendance en Italie, en Angleterre, en Australie, en Espagne, au Portugal pour parvenir à des appuis solides faisant un travail régulier (à préciser avec eux).

e) Il faut aider le travail grec qui peut considérablement s'élargir et constituer dans les années à venir une des principales bases de la tendance en Europe... »

La TMRI ne procéda pas à ce redressement, elle publiera cependant en polonais ses principaux textes sur l'autogestion.

Le processus de convergence CCA, AMR 2, CCA 44 et LPA sera relancé une dernière fois en octobre 1986 sans aboutir, ces organisations se fondant dans le FGA (cf. infra 23.).

1.21. Le soutien aux luttes autogestionnaires, antibureaucratiques et anti-impérialistes

Dénonciation du stalinisme, défense et soutien aux oppositions en URSS et dans les pays derrière le rideau de fer, discussions sur la nature de l'URSS, des pays de l'Est, de la Yougoslavie, de la Chine, du Vietnam, du Cambodge et de Cuba, débats sur la responsabilité du léninisme dans le stalinisme, sont des constantes de toutes les organisations trotskistes ou d'origine et de filiation trotskiste depuis l'origine du trotskisme jusqu'à l'implosion de l'URSS et le rétablissement du capitalisme dans l'ancien bloc socialiste et en Chine.²³⁰

Ces débats idéologiques, qui relevaient parfois d'un exercice imposé à toutes les générations de militants, ont régulièrement resurgi avec souvent les mêmes protagonistes, mais qui parfois reprenaient finalement les positions qu'ils avaient antérieurement combattues... En matière de débat récurrent sur le léninisme, il en va de même, puisque les animateurs de la T2 des CCA qui voulaient que le courant « pabliste » donne raison à Lénine contre Rosa Luxemburg et le « jeune » Trotski ont, pour la plupart, par la suite donné raison à ces derniers contre Lénine, même s'ils refusaient de mettre un trait d'égalité entre léninisme et stalinisme.

Le courant marxiste-révolutionnaire pour l'autogestion, dans toutes ses configurations organisationnelles, n'y a pas échappé. Il s'y est même plongé avec enthousiasme et, comme à son habitude, en faisant preuve de non-dogmatisme et d'innovations théoriques comme celles de Michel

²²⁷ « Réflexions critiques sur la réorientation de la TMRI » par André Berger, DEBAT, bulletin de discussion édité par le SI de la TMRI, préparation de la 8^e conférence de la TMRI.

²²⁸ « Renforcer sérieusement la TMRI, c'est nécessaire et également possible » par Michel Pablo, DEBAT, bulletin de discussion édité par le SI de la TMRI, préparation de la 8^e conférence de la TMRI.

²²⁹ Mohammed Harbi collabora à SDS jusqu'à son dernier numéro, le n° 122-123 de novembre 1992.

²³⁰ Patrick Silberstein, *La revanche du chien enragé*, Syllepse, 2022.

Fiant qui va proposer de rompre avec les notions trotskystes « d'Etats ouvriers dégénérés et d'Etats ouvriers déformés » pour les définir comme des Etats « post-capitalistes proto-ouvriers »²³¹.

Les « pablistes » se passionnent pour les productions théoriques²³² venues de tous ces pays et pour les luttes antibureaucratiques qui vont dans le sens de l'autogestion. Ils participent activement au « comité du 5 janvier pour une Tchécoslovaquie libre et socialiste », en particulier Jean Grobla (1936-2021), aux « comités de solidarité avec Solidarnosc », à la revue « Alternatives » (surtout Lionel Prouteau de Nantes et Jean Sintès de Lyon) qui soutient les oppositions sociales et nationales dans le pays du bloc soviétique.

Dans les comités de solidarité avec Solidarnosc, les « pablistes » interviennent pour que les actions ne se limitent pas à la défense des droits de l'homme, mais relaient le programme autogestionnaire du premier congrès de Solidarnosc²³³. Les « pablistes » dans toutes leurs nuances se passionnent pour ce programme, notamment le projet démocratique de double chambre (une chambre des producteurs issue des lieux de production et une chambre élue au suffrage universel à la proportionnelle) et les problématiques autour des articulations plan-marché... Les CCA organisent à Nantes et Lyon leurs propres séminaires sur ces questions, à revisiter à la lumière de la « révolution autogestionnaire polonaise » impulsée par le « syndicat mouvement social englobant toute la société » Solidarnosc. Les CCA avec la TMRI organisent des voyages dans ces pays (Lionel et Marie-Hélène Prouteau de Nantes en Roumanie, Dominique Ghisoni de Lyon en Pologne...) et du matériel est transporté clandestinement.

Comme le souligne Serge Marquis²³⁴ dans son hommage à son père :

« Gilbert sera étroitement associé à la révolte chypriote de Makarios, à la lutte contre la junte des colonels en Grèce, au soutien à l'ANC sud-africaine, au mouvement palestinien du FDLP — avec quelques faits d'armes, comme l'impression de l'organe clandestin du FLN en métropole ; l'évasion de prison en Turquie de Yilmaz Güney, le réalisateur de Yol, la permission, Palme d'or du festival de Cannes en 1982 ; la protection de Stokely Carmichael, alors porte-parole de la mouvance Black Panther Party, qui logeait chez nous à Clamart (92) ; le soutien aux dissidents de l'Est, comme Piotr Eguidès et Tamara Deutcher, et d'autres actions qui ne sont toujours pas prescrites.

Ce que confirme Gilbert Dalgalian qui était pour des raisons professionnelles dans la deuxième moitié des années 1970 à Munich et toujours militant de la TMRI :

« [...] à la demande de Gilbert, le dissident soviétique Piotr Eguidès, j'héberge chez moi pendant six ou sept mois, avant son départ pour la France [...]

Christophe Nick²³⁵ rapporte dans son livre l'entretien qu'il a eu avec Maurice Najman sur « le travail Pays de l'Est » – contacts avec les dissidents, soutien matériel – et une intervention de la DST visant à alerter des dangers d'une action.

Claude Kowal rappelle :

« Il rencontre le Tchèque Vaclav Havel et organise à Paris le soutien du groupe tchèque Plastic People ce qui permet de financer le disque, accompagné des textes de la Charte 77 et d'un livret fait par Kiki Picasso et les graphistes de Bazooka. Après la chute du mur de Berlin, Vaclav Havel le chargera d'organiser l'Assemblée des citoyens. »²³⁶

L'internationalisme en actes des « pablistes » ne se limite pas à l'ancien bloc soviétique.

²³¹ Michel Fiant, Pour une théorie marxiste de la société bureaucratique, Mise à Jour, 4^{ème} trimestre 1982.

²³² Bahro Rudolf, *L'alternative*, Stock 2, 1979.

Uhl Petr, *Le socialisme emprisonné*, Stock 2 – La Brèche, 1980.

Kowalewski Zbigniew, *Rendez-nous nos usines, Solidarnosc dans le combat pour l'autogestion ouvrière*, La Brèche, 1988.

²³³ « Solidarnosc », Bruno Della Sudda et Jean-Pierre Hardy, in *Autogestion : hier, aujourd'hui, demain*, Editions Syllepse, 2010. Repris dans l'Encyclopédie Internationale de l'Autogestion, Tome 3, pages 147 à 156, téléchargeable gratuitement aux Editions Syllepse.

²³⁴ Serge Marquis, *Gilbert Marquis, mon père*, 9 février 2015, Médiapart

²³⁵ Nick Christophe, *Les trotskistes*, Fayard, 2002.

²³⁶ Claude Kowal, MAURICE NAJMAN (1948-1999), note biographique du 17 janvier 2013, site internet de l'Association pour l'Autogestion

Il y a l'Algérie (campagnes régulières pour la libération de Ben Bella²³⁷), la Libye (campagnes contre les menaces d'interventions des USA), l'Irak (lutte contre le blocus) et la Palestine²³⁸ les mobilisent, mais concernent moins de militants, compte tenu des faibles forces des « pablistes », et parce que le bureau du SI de la TMRI en a fait sa « chasse gardée ».

Comme en témoigne, Serge Marquis ²³⁹:

« En 1984, Ben Bella en exil fait appel à mon père pour aider l'opposition démocratique algérienne. Mais les diverses publications dont Gilbert Marquis a l'autorité sont toutes interdites par les gouvernements de gauche comme de droite, au motif qu'elles sont « de nature à contrarier les intérêts diplomatiques de la France ». Leur avocat, Ali Mécili, est assassiné à Paris sur contrat de la Sécurité militaire. Son meurtrier est arrêté et expulsé en Algérie par Charles Pasqua. L'Algérie entamera ensuite une longue période sombre dont elle n'est pas sortie. Les émeutes d'octobre 1988, la fin du duo Ben Bella-Aït Ahmed, l'émergence des islamistes, le coup d'État, la guerre civile...

Nous avons connu tout cela, nous étions sur le bateau Le Hoggarde retour de Ben Bella vers Alger...

Il y aura aussi la chute du Mur, qui sera l'occasion pour lui et moi, ensemble, tous les deux, d'un voyage à Berlin et à l'Est, afin de mieux saisir l'aspiration des Allemands de l'Est à la réunification. Il sera à Moscou avec Maurice Najman et Marcus Wolf (l'ex-chef des services secrets est-allemands) lors de la tentative du coup d'État contre Gorbatchev en 1991. Puis, il marque son soutien au peuple irakien, contre le boycott, qui le conduira à rencontrer Saddam Hussein, tout comme Kadhafi quelque temps avant, ce qui lui fut reproché. Il était conscient que son action ne lui laissait pas toujours le choix des acteurs ».

Sur la question palestinienne :

« En 1969, il fut invité à Amman par le Front démocratique et populaire pour la libération de la Palestine, une scission du FPLP. Il visita également des camps palestiniens en compagnie de son ami tunisien Lafif Lahkdar et de l'écrivain français Gérard Chaliand. En 1969 toujours, Michel Pablo resserra ses liens avec les Palestiniens. Il mit également en contact trois militants du Front sandiniste nicaraguayen avec le FPLP de Habache (dont faisait partie un de ses amis d'Alger, Mohammed Boudia), pour qu'ils puissent s'entraîner dans des camps en Jordanie. [...]

En 1982, Michel Pablo appela, avec dix autres personnalités, au renforcement par tous les moyens, y compris militaires, de l'aide à la résistance palestinienne et libanaise face à l'invasion d'Israël. »²⁴⁰

Les rapports avec la Libye sont le domaine réservé de Michel Pablo et de Gilbert Marquis, les services secrets occidentaux étant menaçant. Personne n'est dupe lorsqu'il évoque un prochain voyage à Malte. Son fils Serge Marquis a levé le voile sur ses rapports en publiant son témoignage dans Médiapart le 23 août 2011.

²³⁷Dans son livre *L'extrémiste : François Génoud de Hitler à Carlos*, Editions Fayard, janvier 1996, Pierre Péan révèle les relations à Alger en 1963 de Pablo avec François Génoud, banquier du FLN, leurs contacts en 1968 pour le financement de la tentative de libération de Ben Bella, lequel avait pourtant fait emprisonner François Génoud, et leurs contacts en 1974 dans le cadre du financement d'organisations de la résistance palestinienne puis pendant la révolution portugaise. Les contacts avec des banquiers suisses pour blanchir l'argent de « l'impôt révolutionnaire » pour financer des livraisons d'armes et la fabrication de faux papiers ne relèvent d'une commission d'examen d'un appel d'offres pour des marchés publics ou de l'ouverture d'un livret d'épargne à la Caisse d'Épargne.

²³⁸Dans la partie de leur ouvrage *Les éminences grises* consacrée à Michel Pablo, « *Pablo le dernier des Mohicans* » (éditions Fayard, août 1992), Roger Faligot et René Kauffer traitent des liens que Pablo a noués au début des années 70 avec le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) de Georges Habbache et la scission marxiste de ce FPLP, à savoir, le Front démocratique populaire de libération de la Palestine (FDPLP) de Nayef Hawatmeh. Roger Faligot et René Kauffer relatent que Pablo a mis des cadres « sandinistes » nicaraguayens en contact avec ces organisations palestiniennes, dans les camps desquelles ils bénéficient d'un entraînement militaire. Au grand dam de Pablo, hostile au terrorisme, l'un d'entre eux, Patrick Arguello, sera tué lors d'une tentative de détournement d'avion aux Pays-Bas qui a échoué (trois autres détournements réussissent le même jour). Des militants de l'AMR vont faire la visite des camps du FDLP où ils peuvent « s'entraîner » ...

²³⁹ Serge Marquis, *Gilbert Marquis, mon père*, 9 février 2015, Médiapart

²⁴⁰ Jean-Guillaume Lanuque et Michael Löwy, PABLO Michel [RAPTIS Mikhalis, dit PABLO Michel, dit SPEROS, dit GABRIEL, dit PILAR, dit MOLITOR, dit JEROME, dit MARTIN Jean-Paul, dit MURAT, dit MIKE, dit ABDELKRIM, dit VALLIN], Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier (Le MAITRON)

Libye : lettre au Parti communiste français 23 août 2011 | PAR [SERGE MARQUIS](#)

La dernière fois que je me suis rendu en Libye, c'était en 1991, quinze jours avant la 1^{re} guerre du Golfe. Je venais pour y représenter le courant politique auquel j'appartenais alors. Une branche du trotskysme se revendiquant de l'autogestion ; le courant pabliste du nom de Michel Raptis alias Michel Pablo. Un courant fortement lié aux mouvements de libération nationale dans les années 60-70. Une réunion de conspirateurs. Il y avait là l'ANC, les sandinistes, les Cubains, Tupac-Amaru (Pérou), le PC philippin, une pléiade d'organisations africaines, notamment le FPR, les Angolais, etc. des gens comme Stokely Carmichael, l'ancien leader de la mouvance Blacks Panthers Party des années 60 et ex-mari de la chanteuse sud-africaine Miriam Makeba, des originalités comme le FULK (kanake), des Blacks muslims, des mexicanos, etc [...].

Alors que j'étais exfiltré par les « officiels » à l'aéroport, on m'a volé ma sacoche. A l'époque, je l'ai mis sur le compte de la CIA, dans le contexte de préparation de guerre, dans un mini pays sans guère d'Etat-nation. J'ai aujourd'hui quelques doutes. Un régime présente de multiples visages.

Un an et demi avant, je m'y étais rendu pour la première fois. Il s'agissait du XX^e anniversaire de la révolution.

On demanda aux délégations étrangères, dont une quinzaine de Français, de défiler avec un tee-shirt à l'effigie de Kadhafi. Nous refusâmes.

De même, nous obtînmes que la délégation américaine constituée de militants néo-nazis soit expressément expulsée du pays et de cette manifestation. Les Libyens les firent sortir et partir en car... et nous les retrouvâmes dans le stade ! Une pirouette, un manège.

Ce fut tout.

Ce fut assez pour que la rumeur enfle : nous étions financés par la Libye. Dans nos rangs, les militants nous tiraient des gueules. Notre camarade Maurice Najman, dans la nécrologie de Michel Pablo qu'il rédigea pour « Le Monde », critiqua même l'analyse ponctuelle, peu avérée, que ce dirigeant avait pu faire. Rumeur, extrapolation. Mais quand bien même ! La critique était justifiée.

Le « train de vie » des « pablistes », de leurs organisations et de leur presse, laisse à penser qu'ils n'ont pas profité d'une manne financière alors que d'autres courants politiques internationaux se sont laissés corrompre par l'argent de Kadhafi... Le plus important des courants trotskistes britanniques dirigé par Georges Healy s'est fait financer un quotidien, des locaux et une centaine de permanents soutenant de façon totalement acritique les régimes libyen, syrien et irakien avant de sombrer dans les scandales financiers et de mœurs sexuelles (viols par les dirigeants de militantes)...

La Chine a financé les partis-frères prochinois en prenant des dizaines de milliers d'abonnement à leurs publications. La TMRI n'avait pas des dizaines de permanents et les tirages de SDS n'ont pas explosés. Mais, Pablo a probablement joué les « go between » pour le soutien de la Lybie à certains mouvements (Sin Fein ?) comme il l'a fait sous Ben Bella au pouvoir et Ben Bella en exil puis de retour en Algérie (financement de la campagne présidentielle de Pierre Juquin, d'élections au Portugal...). Pablo avait un réseau d'amitiés et de fidélités qui pouvait mobiliser des financements. Et, s'il y a un « financier » sur lequel Pablo pouvait compter, c'est Ben Bella (la question de l'origine des ressources financières de Ben Bella est une autre question).

S'agissant de Michel Pablo lui-même, après son retour en Grèce en 1974 à la chute de la dictature, il devient un chroniqueur hebdomadaire pour deux quotidiens de centre-gauche d'Athènes, Ta Nea et To Vima.

Nous avons vu (Cf. Supra. 1.4.2. Encadré 8 sur l'euro-méditerranéisme du PSU et son financement) que les conférences euro-méditerranéennes impulsées par le PSU avaient le soutien financier de Kadhafi. Le trésorier du PSU de 1967 à 1970, Daniel Frachon, a révélé que face aux difficultés financières du PSU après les élections législatives de 1968 et les élections présidentielles de 1969,

les éditions Syros du PSU ont publié à des conditions financièrement avantageuses les discours du dictateur ultra-stalinien nord-coréen Kim Il-sung.²⁴¹

Pablo par contre « apporte sa caution » politique pour débloquer les demandes de financement de certains mouvements révolutionnaires ce qui lui vaut une reconnaissance internationale. Il est ainsi l'invité d'honneur d'un congrès de Sin Fein irlandais.

Le Kadhafi des années 1969-1980 n'était pas le Kadhafi (ou plutôt les divers Kadhafi) des décennies suivantes jusqu'à sa liquidation par les forces spéciales françaises en 2011²⁴².

Par contre les liens politiques mais aussi financiers avec Ben Bella sont réels.

Ben Bella qui a été renversé par le coup d'État de Houari Boumédiène le 19 juin 1965 à Alger, est emprisonné jusqu'en juillet 1979, puis assigné à résidence jusqu'à sa libération en octobre 1980. Comme cela a déjà été précisé, Pablo reste en contact avec Ben Bella pendant cette période et a monté des tentatives d'évasion.

Gracié par le président Chadli Bendjedid, Ben Bella s'exile en Suisse à partir de l'année 1981. Il crée alors le Mouvement pour la démocratie en Algérie (MDA) dont le congrès constitutif se tient les 26 et 27 mai 1984 au château de Montvillargène, près de Chantilly avec la présence de Michel Pablo. Ben Bella se rapproche d'un autre « chef historique » exilé de la révolution algérienne, Hocine Aït Ahmed. Revenu en France. Ben Bella charge Gilbert Marquis de diriger des revues d'opposition au régime algérien, toutes interdites par Paris pour motif diplomatique.

Après son retour à Alger le 27 septembre 1990 accompagné sur le ferry de retour par Gibert, Nicole et Serge Marquis, Ben Bella se retire de la vie politique algérienne et se consacre à des dossiers internationaux tels que la Palestine et l'Irak et rejoint les altermondialistes pour lutter contre « *la mondialisation capitaliste* ». Il prône une « *alliance arabe contre l'agression occidentale en Irak* ». Il déclare « *Les Algériens iront combattre, car là-bas, ce sont les intérêts de tous les Arabes qui sont menacés et nous assistons à la naissance d'une croisade, une autre croisade lancée contre les peuples arabes* ».

En 1995, Ben Bella signe à Rome, avec les représentants de six autres formations et des personnalités politiques, la Plate-forme de Sant Egidio pour la sortie de crise et pour le retour à la paix. Les signataires du « *Contrat national* » dit de Rome s'entendent sur un contrat politique constitué d'un ensemble d'engagements dont les plus importants sont l'alternance au pouvoir, la liberté de culte, la primauté de la loi légitime sur tout autre loi issue d'assemblées non élues légitimement, l'égalité des citoyens sans distinction d'aucune sorte, l'accession au pouvoir par des moyens pacifiques, le rejet de la violence pour se maintenir au pouvoir ou pour y parvenir. Le 10 juin 1997, le MDA est dissous par le tribunal d'Alger.

En 2007, il est nommé président du groupe des Sages de l'Union africaine. Par la suite, il devient membre du comité de parrainage du Tribunal Russell sur la Palestine dont les travaux ont commencé le 4 mars 2009.

Il continue de se revendiquer la lutte contre le colonialisme occidental et pour la défense du panarabisme. Il déclare dans Jeune Afrique en mai 2011 : « *Il faut faire l'Union du Maghreb. C'est tout à fait possible. Comment pourrais-je penser autrement alors que, même si je suis né en Algérie, même si j'ai été le chef de la rébellion algérienne, ma mère et mon père étaient tous deux marocains* ». Il fait par ailleurs de l'écologie l'une de ses principales préoccupations.

Le 11 avril 2012, il meurt à Alger. Le Gouvernement algérien décrète un deuil national de huit jours ; ses funérailles sont suivies par les plus hautes autorités algériennes et par des chefs d'État ou de Gouvernement des pays voisins. Il est inhumé le 13 avril 2012 à Alger au carré des Martyrs du cimetière d'El Alia. Le 16 avril 2012, le président de la République algérienne Abdelaziz Bouteflika

²⁴¹ Mémoires vives du PSU, Martine et Daniel Frachon s'entretiennent avec Jean-François Merle, 6 décembre 2023, Site Internet de l'Institut de Tribune Socialiste.

²⁴² Jacques Fontaine, *E.Kadhafi : du révolutionnaire au tyran*, Rouge et Vert n°322, 16 mars 2011.

annonce la publication d'un décret renommant l'aéroport d'Oran : « Aéroport international d'Oran Ahmed Ben Bella », en hommage au premier président de la République Ahmed Ben Bella.

Comme nous le verrons (1.22), selon Frédéric Brun, Ben Bella a soutenu financièrement la campagne de Pierre Juquin aux élections présidentielles de 1988.

*« C'est Ahmed Ben Bella qui a donné l'argent à Pierre Juquin par mon intermédiaire, c'est moi qui a amené le fric via Pablo. Pablo avait soutenu Ben Bella en 1962. Le seul à avoir vraiment soutenu Ben Bella quand il était en prison, c'était Pablo ».*²⁴³

Comme nous le verrons aussi (Cf. Infra. 1.23.2), la rupture entre Ben Bella et Pablo s'est faite sur la Yougoslavie. Cette rupture ne va pas seulement interrompre les liens politiques anciens sous le gouvernement de Ben Bella en Algérie, pendant la période d'emprisonnement, la période d'exil en Suisse à la suite de sa libération et son retour d'exil, mais aussi des relations financières avec ce dernier qui a soutenu aussi financièrement les « entreprises » (« aventures » pour certains) de Pablo.

Malgré cette rupture politique, des liens personnels sont maintenus jusqu'à la mort de Pablo. Dans les entretiens de la mer Egée²⁴⁴ a des questions d'Adolfo Gilly auxquelles il ne peut répondre ou craint d'apporter une réponse imprécise, il précise qu'il voit prochainement Ben Bella et qu'il pourra donc lui apporter les réponses.

Ben Bella selon Pablo a soutenu politiquement et financièrement la gauche du MFA :

*« J'ai été mêlé aussi à cette histoire de Ben Bella qui les a aidés. Il a aidé Eanes pour son élection d'une manière très importante, je crois avec l'accord soit de l'Irak, soit de Kadhafi. Ils ont donné beaucoup d'argent à Eanes pour qu'il gagne les élections ; et j'ai eu un contact avec Eanes, en parlant constamment entre autres de l'affaire d'Otelo... »*²⁴⁵

Antonio Ramalho EANES est élu Président de la République en juin 1976 avec 61% des voix et réélu en décembre 1980 avec 56% des voix.

L'AMR 2 (Patrick Le Tréhondat) et la TMRI seront particulièrement actives pour animer un comité pour la libération d'Otelo De Carvalho, général dirigeant de la gauche du MFA (Mouvement des Forces armées) pendant la révolution portugaise de 1974-1975. Otelo De Carvalho, qui a fait 15 % des voix à l'élection présidentielle de 1975, est emprisonné en juin 1984. La droite portugaise au pouvoir l'accuse de « terrorisme » et il est condamné à 15 ans de prison. Pablo lui rend des visites en prison où il passe cinq années ; il sera libéré en mai 1989. Dès sa libération, il voyage en France et en Grèce pour remercier ses amis « pablistes ».



Mon père Gilbert Marquis, ma mère Nicole, Otelo de Carvalho, une femme dont j'ignore l'identité, puis Jack Ralite et Gilles Perrault.

²⁴³ Nazaret Atrhur, *Une histoire de l'écologie politique : de René Dumont à Nicolas Hulot*, La Tengo Editions, février 2019.

²⁴⁴ Entretien au bord de la mer Egée entre Adolfo Gilly et Michel Pablo (les 22 et 23 juillet 1995). Transcription Marion Gevers, septembre-décembre 2020.

²⁴⁵ Entretien au bord de la mer Egée entre Adolfo Gilly et Michel Pablo (les 22 et 23 juillet 1995). Transcription Marion Gevers, septembre-décembre 2020.

Les contacts avec l'Amérique latine sont « entre les mains » du SI de la TMRI et d'une poignée de cadres politiques chiliens, argentins et mexicains. Michel Pablo est très critique sur la révolution sandiniste au Nicaragua, contrairement à la LCR. Les CCA de Nantes participent au comité Nicaragua et Kernelec participe à deux brigades de solidarité avec le Nicaragua en 1984 et 1985²⁴⁶.

Juin 1989, c'est le bain de sang de la place Tiananmen à Pékin. En novembre 1989, c'est la chute du mur de Berlin qui va être enchaînée par l'effondrement du bloc soviétique et l'échec de l'offensive du Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) au San Salvador qui sonne le glas de la révolution en Amérique centrale. En décembre, Reagan envahit la Grenade. En février 1990, les sandinistes perdent les élections et le pouvoir au Nicaragua.

En Janvier-Février 1991, c'est la première guerre du golfe. S'agissant de l'Irak, Pablo rappelle que :

« ...Ben Bella a donné un appui complet à l'Irak, il est allé là, il est allé au moment des grands bombardements, et il a tellement frappé l'imagination des Irakiens qu'il a aussi été décoré etc. Les Irakiens n'oublieront jamais que Ben Bella a été parmi les premiers et le seul qui est allé au moment où on bombardait Bagdad... »²⁴⁷

Sans transiger sur son soutien à la lutte pour l'autodétermination des Kurdes, Michel Pablo est le président de l'Association Irak-Grèce d'Amitié et d'Assistance mutuelle. Il précise :

« On n'était pas là pour soutenir Saddam. On était contre l'embargo imposé après ce qui s'était passé pour le peuple irakien, qui a été un embargo absolument terrible. Il n'y a pas eu seulement les victimes de la guerre, qui étaient des centaines de milliers de gens, il y a eu des centaines de milliers de gens morts depuis qu'il y a un embargo [...]

Non, on ne prend pas Saddam Hussein à sa charge ; le soutien était pour lever l'embargo qui frappe un peuple [...]

La première conférence que nous avons tenue à Athènes était contre l'embargo frappant la Libye, Cuba et l'Irak.

- [Adolfo Gilly] Les Cubains y étaient ?

- Ils étaient là. Et elle a eu un grand succès, cette conférence. C'est nous qui l'avons organisée à Athènes, avec de l'argent grec. Tout l'argent est venu des Grecs, pour les deux conférences²⁴⁸ [...]

...je ne suis pas pour justifier le maintien du pouvoir de Saddam par ce danger réel qu'après Saddam, par la démocratie entre peut-être l'impérialisme. Je ne suis pas d'accord. Il faut avancer vers la démocratie, il ne faut pas prendre prétexte qu'il y a un danger réel, mais seulement pour te dire comment eux comprennent la chose.

- [Adolfo Gilly] D'accord. Mais une dernière question : d'après toi, quelles couches sociales ou quelles tendances politico-sociales représentent ces deux dirigeants, Saddam et Kadhafi. Une tendance à la formation, à la constitution d'une nouvelle bourgeoisie, et en deuxième lieu il y a là, il doit y avoir une grande corruption étatique ! Je ne crois pas que les fonctionnaires de ces deux pays ne s'enrichissent pas, parce que ça n'existe pas.

- C'est une bureaucratie étatique qui a comme base sociale des couches de bourgeoisie nationale.

- [Adolfo Gilly] Une bureaucratie qui s'enrichit.

- Et qui est très corrompue. La seule chose, c'est que s'ils tombent, sans qu'il y ait préparation réelle d'un pouvoir révolutionnaire, après eux ne vient pas la démocratie, mais bien l'impérialisme tout court. C'est ça qui m'amène à faire une distinction.

²⁴⁶Une histoire de ces brigades et de ces brigadistes mériterait d'être écrite, comme cela s'est fait pour les brigadistes suisses avec *Les brigadistes suisses au Nicaragua (1982-1990)* de Thomas Kadelbach, Aux sources du temps présent, Université de Fribourg, Suisse, 2006.

La première brigade à laquelle Kernelec a participé a été infiltrée par un journaliste d'extrême-droite : Magazine Hebdo n° 60 du 2 novembre 1984, « *Un mois de stage révolutionnaire au Nicaragua, ce n'est pas triste, par Jacques Pallu* ».

La deuxième brigade de 1985 a fait l'objet d'un article dans la revue des Dominicains, *Echanges* n° 204, juin-juillet 1985, « *Le chemin d'une vraie délibération, par Norbert Viran* ».

²⁴⁷ Entretien au bord de la mer Egée entre Adolfo Gilly et Michel Pablo (les 22 et 23 juillet 1995). Transcription Marion Gevers, septembre-décembre 2020.

²⁴⁸ Dans ses recherches pour sa biographie de Michel Pablo, Hall Greenland a « déniché » dans les archives en Grèce que Margaret Papandreou, l'ex-épouse d'Andreas et la mère du futur Premier ministre, George, était l'un des sponsors grecs de haut niveau de ces conférences. Les sponsors internationaux comprenaient Ramsey Clark, l'ancien procureur général des États-Unis ; Tony Benn, le chef de la gauche du parti travailliste britannique ; l'écrivain et polémiste Christopher Hitchens ; et Ben Bella. Parmi les dizaines de sponsors moins connus se trouvait Marcel Bleibreu, un chirurgien et principal critique et opposant de Pablo dans la crise des trotskystes français en 1951-52. C'était selon lui un autre exemple de la fraternité qui se réaffirmait entre certains anciens camarades historiques.

- [Adolfo Gilly] Mais alors pour conclure, dans les couches de la bureaucratie étatique dans les deux pays, mais surtout en Irak, qui s'enrichissent, qui sont corrompues, qui sont de droite, qui vivent sur le peuple, sont en train de croître les tendances qui vont préparer la substitution. - C'est sûr. En réalité, le pouvoir est maintenu par un corps très dur de caractère bonapartiste, y compris contre sa propre base qui est prête à l'abandonner, et c'est ce qui donne cet aspect dictatorial au pouvoir politique, c'est-à-dire que Saddam doit se défendre avec un petit nombre de gens qui ont la conscience, disons, d'être un barrage à l'impérialisme contre son propre entourage ». ²⁴⁹

Dans leur biographie pour le Maitron²⁵⁰, Jean-Guillaume Lanuque et Michael Löwy précise :

« Michel Pablo organisa, en novembre 1993 et février 1995, à Athènes, deux conférences internationales contre les embargos de l'Irak, de la Libye et de Cuba, auxquelles participèrent des délégations de plus de trente pays. Toutes ces actions et prises de position s'inscrivaient dans son soutien aux "nations rebelles" à l'ordre mondial et à l'impérialisme américain. Sa réputation en Grèce était alors importante : il écrivit de nombreux articles sur l'actualité (ayant même sa propre rubrique de politique internationale dans le journal *Ta Nea*), l'histoire du mouvement ouvrier et de l'URSS, et fut régulièrement invité à la télévision ou dans des universités. Il s'investit également dans des manifestations, en défense de familles turques menacées d'expulsion ou de prostitués homosexuels maltraités ».

L'histoire ne doit pas s'écrire au présent. Le Kadhafi que Michel Pablo a côtoyé jusqu'à sa mort en février 1996 n'est pas le Kadhafi du début du XXIème siècle finalement liquidé par les forces spéciales français en 2011. Il y a eu différents Kadhafi avec différentes politiques intérieures et internationales²⁵¹.

Personne ne peut extrapoler sur les positionnements qui auraient été ceux de Michel Pablo sur les mutations internationales qui sont intervenues après sa mort.

Au carrefour des combats internationalistes contre l'impérialisme américain et la bureaucratie soviétique sans « campisme », toutes les organisations pablistes vont participer au Comité pour le désarmement nucléaire de l'Europe (CODENE) alors que la LCR va « coller » au Mouvement de la Paix contrôlé par le PCF (Cf. Encadré 11 ci-après : Le CODENE : Ni Pershing, Ni SS 20)

Encadré 11

Le CODENE : Ni Pershing, Ni SS 20

Pendant six années, de 1979 à 1985, d'importantes manifestations antinucléaires sont organisées contre l'installation des euromissiles dans toute l'Europe occidentale.

Dans le cadre de la course aux armements sur laquelle le président américain Reagan compte pour épuiser économiquement l'URSS, les USA dans le cadre de l'OTAN veulent installer sur le continent des missiles nucléaires : les Pershings. En face, le bloc soviétique dispose de missiles nucléaires les SS 20.

Faisant suite à des « Rencontres internationales pour la paix » durant l'été 1981 au Larzac, le « Comité pour le désarmement nucléaire de l'Europe » (CODENE) est fondé en décembre 1981 à l'initiative de plusieurs mouvements et organisations politiques pour lutter contre les armes nucléaires en Europe. Le PSU est la principale organisation politique française dans le CODENE. IDS, les CCA et l'AMR sont aussi membres du CODENE.

Le CODENE se constitue sous le mot d'ordre de « Ni Pershing, Ni SS 20 » sans conditionner le retrait des uns à la simultanéité du retrait des autres.

²⁴⁹ Entretien au bord de la mer Egée entre Adolfo Gilly et Michel Pablo (les 22 et 23 juillet 1995). Transcription Marion Gevers, septembre-décembre 2020.

²⁵⁰ PABLO Michel [RAPTIS Mikhailis, dit PABLO Michel, dit SPEROS, dit GABRIEL, dit PILAR, dit MOLITOR, dit JEROME, dit MARTIN Jean-Paul, dit MURAT, dit MIKE, dit ABDELKRIM, dit VALLIN], Jean-Guillaume Lanuque, Michael Löwy

Né le 24 août 1911 à Alexandrie (É)

²⁵¹ Jacques Fontaine, *E.Kadhafi : du révolutionnaire au tyran*, Rouge et Vert n°322, 16 mars 2011.

Le CODENE remet aussi en cause la force nucléaire de dissuasion française avec ses sous-marins nucléaires, les missiles Pluton, les armes nucléaires tactiques sensées arrêter les colonnes de chars russes avant leur déferlement sur la France. Le CODENE défend un désarmement nucléaire unilatéral par la France. C'est pourquoi les « 6 H pour le désarmement nucléaire », les manifestations se font sous le mot d'ordre « Ni Pershing, Ni SS 20, Ni Pluton ». Au Royaume-Uni, le mouvement pacifiste s'appuie sur le Parti travailliste qui connaît alors une évolution pacifiste sous la direction de Michael Foot, et exige le désarmement nucléaire unilatéral.

Le CODENE se différencie du Mouvement de la Paix lié au PCF dont le pacifisme entraîne un neutralisme vis-à-vis de l'URSS valant une défense de l'URSS. La LCR choisit de « coller » au Mouvement de la Paix et n'intègre pas le CODENE. Les personnalités et les mouvements constitutifs du CODENE ne se joignent pas aux manifestations organisées par le Mouvement de la Paix, le PCF et la CGT qu'ils jugent trop alignés sur les positions soviétiques. Ainsi, ils refusent de participer à la manifestation du 25 octobre 1981 à laquelle ces trois organisations appellent.

Les manifestations contre l'implantation de euromissiles sont particulièrement massives (plusieurs centaines de milliers de personnes) en Allemagne (la RFA de l'époque) mais aussi la Belgique, l'Italie, la Grande Bretagne. Elles sont plus modestes en France (30.000 manifestants).

Les militants PSU participent activement au CODENE. C'est le CODENE qui appelle au rassemblement pacifiste au Larzac en août 1983 avec l'objectif de pousser le gouvernement socialiste à prendre position en faveur du gel des armements nucléaires. Une caravane du PSU, « la caravane de la paix », part de Paris le 16 juillet et sillonne la France en douze étapes jusqu'au Larzac.

Le 23 octobre 1983, une chaîne humaine est formée à Paris entre les ambassades des États-Unis et de l'Union soviétique. Durant l'été 1984, 2 000 manifestants se rassemblent au Crozon près de la base de l'Île Longue des SNLE français en scandant « SS 20 niet, Pershing no, M20 non ».

Issu du mouvement écologiste et pacifiste de la fin des années 1970, le parti vert allemand (Die Grünen) est fondé en janvier 1980. Il prône la dénucléarisation de la RFA, son combat contre le nucléaire militaire est la suite logique de celui mené contre le nucléaire civil. Capitalisant sur sa capacité à mettre en place des centaines de comités d'action locaux pour la paix et l'écologie, il entre au Bundestag lors des élections de 1983.

Cela donne des idées au PSU, mais ce dernier n'est pas « proactif » pour se dépasser en parti écolo-alternatif. Son entrée au gouvernement avec Huguette Bouchardeau et un Président de la République, François Mitterrand, ayant déclaré « *les missiles sont à l'Est et les pacifistes à l'Ouest* » ne sont pas là pour faciliter l'affaire pour le PSU.

1.22. De la Fédération pour une Gauche Alternative (FGA) aux « Alternatifs »

A partir de 1984, le PCMLF²⁵², le PCR-m²⁵³, les ex-OCT, le PSU, les CCA, l'AMR 2 et la LCR collaborent de plus en plus dans des actions communes :

- Soutien à la lutte du peuple kanak ;
- Lutttes des chômeurs (cela aboutira à l'organisation AC !, Agir ensemble contre le chômage) ;
- Lutte antiraciste et contre le Front national ...

Le PCR-ML s'éloigne de son mao-stalinisme d'origine en appelant à voter lors de la présidentielle de 1981 pour Huguette Bouchardeau, présentée par le PSU. Aux législatives de 1981, il va présenter 17

²⁵²Le Parti communiste marxiste-léniniste de France, reconnu par la Chine populaire, a 1 500 militants en 1981 selon Pierre Turpin dans son ouvrage, *Les révolutionnaires dans la France social-démocrate 1981- 1995*, L'Harmattan, 1997. Une scission pro-albanaise du PCMLF en Alsace au moment de la rupture entre la Chine et l'Albanie d'Envers Hoxha donnera naissance au Parti Communiste des ouvriers de France (PCOF).

²⁵³Le Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste est une scission du PCMLF et est une organisation moins sectaire que cette dernière.

candidats sous l'étiquette « Pour une gauche nouvelle » et va conclure des accords électoraux avec le PSU. Il lance une revue plus ouverte, *Que faire aujourd'hui ?*

En mars 1982, l'OCT, le PCR-ML, l'AMR et des « communistes critiques » regroupés notamment, avec des anciens militants d'extrême gauche et d'Union dans les luttes (UDL), dans la « Convention communiste » décidèrent d'organiser des assises sur le thème « *l'actualité du communisme* ».

Après les journées de « l'appel de Lyon pour une FGA » des 24 et 25 septembre 1983, la conférence pour des assises constitutives de la FGA des 27 et 29 janvier 1984, les assises constitutives de la FGA ont lieu les 9, 10 et 11 mars 1984. Ainsi, les « derniers restes » de l'OCT animés par Françoise Galland et Patrick Petitjean, le PCR-ML « suspendu »²⁵⁴ animé par Jacques et Aline Archambault, des communistes critiques, la « gauche autogestionnaire » issue d'une scission du PSU emmené notamment par Jean-Pierre Lemaire et Daniel Ritcher²⁵⁵, au moment où Huguette Bouchardeau entra dans le gouvernement de Laurent Fabius, l'AMR et les CCA constituent la Fédération pour une gauche alternative (FGA).

Une petite organisation marxiste-léniniste bordelaise et une poignée de militants libertaires participe à ses débuts à la constitution de la FGA. Ces militants libertaires sont issus de la Tribune anarchiste-communiste (TAC), dont les plus vieux cadres ont participé aux réseaux de soutien au FLN et en 1968 et au CIMR (cf. Supra. 1.2.). Parmi eux il y a aussi Michel Ravelli (1924-2006), qui a été un militant « pabliste » ayant pratiqué dans les années 1950 « l'entrisme » dans le PCF. Il a soutenu le FLN Algérien et a rejoint en 1969 l'AMR, qu'il quittera en 1972 pour l'Organisation révolutionnaire anarchiste (ORA). Ces retrouvailles émouvantes avec les plus vieux « pablistes » seront de courte durée : ces militants s'inscriront finalement quelques années plus tard dans les regroupements des communistes libertaires qui donneront naissance à Alternative libertaire en passant par l'Union des travailleurs communistes libertaires (UTCL).

L'UTCL se constitue en 1978 et adopte en 1986 un programme communiste libertaire qui se réclame de la stratégie révolutionnaire pour l'autogestion. Ce programme est bien évidemment marqué par les thèses constitutives du courant libertaire : démocratie directe, refus de toute forme de délégation et de démocratie représentative, destruction rapide de l'État, absence d'articulation entre plan et marché... Si les courants anarchistes et communistes libertaires se réclament de l'autogestion en s'appuyant sur les déclarations et écrits des « pères fondateurs » de l'anarchisme du XIXe siècle, l'UTCL²⁵⁶ est la première organisation française de cette mouvance à élaborer des thèses qui lui soient propres sur l'autogestion, alors que le PSU, l'AMR-CCA et même le PS avec ses 15 thèses²⁵⁷ et la LCR, malgré des limites, l'avaient déjà fait. Ce programme a été repris par Alternative libertaire^{258 259}. L'UTCL et l'Alternative libertaire vont aussi rompre avec la tradition du courant anarchiste, pour qui les élections doivent être par principe et systématiquement boycottées (« élection piège à cons »), en donnant des consignes de vote tout en ne se présentant jamais...

Une fusion entre la « Gauche autogestionnaire » et la LCR est envisagée. Ces deux organisations organisent ensemble (mais c'est la LCR qui fait le boulot) les 26 et 27 mai 1984, un rassemblement festif et de débats de 3 000 personnes dans un des halls du parc des expositions du Bourget...

L'AMR, les CCA et la « Gauche autogestionnaire » ne se dissolvent pas immédiatement et maintiennent, comme nous l'avons déjà précisé, leur propre presse jusqu'en 1985, tandis que le PCR-ML « suspendu » ne lèvera jamais sa suspension, même s'il ne se dissout pas formellement.

²⁵⁴ Le PCR ml ne se dissout pas formellement, mais attend pour le faire un cadre pour s'y fondre, dans l'attente, il se dit « suspendu ».

²⁵⁵ Daniel Ritcher est un syndicaliste CFDT de Renault. Membre du PSU, il soutient en 1973 le projet de candidature Piaget. Il est membre de la direction politique du PSU de 1973 à 1977. Il désapprouve l'entrée d'Huguette Bouchardeau au gouvernement. Au congrès de Vénissieux, les partisans d'Huguette Bouchardeau l'emportant avec 56% des mandats, il quitte le PSU avec la gauche autogestionnaire et participe aux assises constitutives de la FGA en 1984. Daniel Ritcher, syndicaliste dans l'automobile, d'abord oppositionnel dans la CFDT va se rapprocher de la direction « recentré » de la CFDT qui lui donnera des responsabilités dans des instances de représentation, notamment sur les questions des travailleurs immigrés.

²⁵⁶ *Le projet communiste libertaire de l'UTCL de mars 1986*, Editions Le Fil du temps, 1988.

²⁵⁷ « *Mouvement syndical, forces politiques et autogestion* », Bruno Della Sudda, Jean-Pierre Hardy, Patrick Silberstein, in « *Autogestion : hier, aujourd'hui, demain* », Editions Syllepse, 2010. Repris et développé dans l'Encyclopédie Internationale de l'Autogestion, Tome 5, pages 138 à 167, Editions Syllepse 2019, téléchargeable gratuitement sur le site des éditions Syllepse.

²⁵⁸ « Le projet communiste libertaire », Editions d'Alternative libertaire, mai 2002.

²⁵⁹ Théo Rival, *Syndicalistes et libertaires*, Editions d'Alternative libertaire, juin 2013.

A partir de 1985, l'expression « à gauche de la gauche » est utilisée pour désigner les initiatives de regroupements « alternatifs » ou « pour l'alternative » (et non l'alternance) constitués par la LCR, le PSU, la FGA et une partie des écologistes. Cette stratégie de « l'alternative » et d'ouverture à un dépassement organisationnel ne fait pas l'unanimité à la LCR, des tendances se créent pour la combattre, sauver la Ligue et même privilégier le rapprochement avec LO. C'est notamment le cas de la tendance « Révolution » à laquelle appartient un jeune militant de la LCR, Olivier Besancenot. Vingt ans plus tard, après le succès du Non de gauche antilibérale au référendum sur l'Europe du 29 mai 2005, le débat sur la stratégie à la présidentielle de 2007 fut bien encore de la même nature.

A la Pentecôte 1985, la FGA et des « Verts »²⁶⁰ organisent les « *Rencontres des pratiques alternatives* », qui réunissent plus de 500 personnes et que le journal *Le Monde* qualifie de « *recherche d'un pôle alternatif entre Verts et extrême gauche* ».

Aux élections législatives et régionales du 16 mars 1986, la LCR, la FGA, le PSU, le PAC²⁶¹ et les « Verts » ne sont pas parvenus à des accords nationaux pour présenter des listes communes. Le scrutin proportionnel départemental attise les espoirs et les appétits. En effet, es élections régionales se font sur un scrutin de listes à la proportionnelle au niveau départemental. Pour avoir des élus, la liste doit dépasser les 5% des votants.

Aux législatives de 1986, la LCR va présenter 22 listes départementales « LCR, Voyez rouge » soutenues par la Ligue ouvrière révolutionnaire (LOR) des frères Assouline, une liste LCR-LO. Il y aura 12 listes « alternatives », dont 7 avec la participation de la LCR. Celle du département des Hauts-de-Seine est emmenée par Georges Labica et celle de Paris par le professeur Jacquard.

Aux régionales, il n'y a pas de listes LCR mais 19 listes « alternatives » dont 13 avec la participation de la LCR.

En Seine-Saint-Denis, la liste « Seine-Saint-Denis Autrement, les Verts, les autogestionnaires et les alternatifs » impulsée par le « Vert » Jean-Luc Benhamias, le PSU et la FGA (Jean-Pierre Hardy, Patrick Serand et Bernard Lecorre) est emmenée aux législatives par Alain Lipietz et aux régionales par Jean-Luc Benhamias (Les Verts), Jean-François Baillon (PSU) et Bernard Lecorre (FGA).

A ces élections régionales seuls trois « Verts » sont élus. Le seul écolo-alternatif élu est Marc Gicquel du PSU sur la liste « Anjou Ecologie Autogestion » dans le Maine et Loire. Les résultats décevants (1 à 2 % en moyenne) de ces listes poussent des militants à proposer un rapprochement avec « Les Verts ». Certains (Jacques Archimbault, ex-PCR-ML, Jean-Pierre Lemaire, Gauche autogestionnaire) commencent à parler de « *la nécessité de passer par le vert pour aller au rouge* ». Le sectarisme et le côté « khmer vert » de la direction des « Verts » qui était à l'époque aux mains des « environnementalistes » d'Antoine Waechter découragent encore les fuites en avant chez les « Verts ».

Le 6^{ème} congrès du PCMLF des 20 au 22 juin 1986 confirme la décision du « congrès spécial de 1985 » des se transformer en Parti pour une Alternative Communiste (PAC). Le fondateur et dirigeant historique du PCMLF, Jacques Jurquet (1922-2020)²⁶² avec Jean-Luc Einaudi (1951-2014) et les délégués de Grenoble refusent cette mutation et maintiennent leur attachement au mao-stalinisme des années 1960-1970 tout en soutenant la mutation de la Chine vers un capitalisme d'Etat bureaucratique et oligarchique. Jacques Jurquet dénonce la dérive social-démocrate du PAC. En 1985, le nombre des militants et sympathisants actifs du PCMLF est estimé à 300 contre 5000 en 1976. Le nombre de militant du PAC va descendre à 40 et le PAC se dissout fin 1988 après avoir soutenu la candidature de Pierre Juquin à l'élection présidentielle de 1988. Le dirigeant du PAC, Pierre Baudis, un ancien de la Gauche Révolutionnaires marxiste-léniniste (GR ml) du PSU du début des années 1970 va devenir un animateur de la Fondation Jean Jaurès lié au PS, où un refuge lui est offert.

A partir de 1985, les activités propres d'organisation de l'AMR 2, des CCA 44 et des CCA sont abandonnées petit à petit ; de façon d'ailleurs plus rapide pour l'AMR 2 et les CCA 44, mais finalement

²⁶⁰ Bennaïmias JL et Roche A, *Des verts de toutes les couleurs : histoire et sociologie du mouvement écolo*, Albin Michet, janvier 1992.

²⁶¹ Parti pour une alternative communiste, dernière mutation du PCMLF avant sa disparition.

²⁶² Jurquet Jacques, *A contre-courant 1963-1986*, Le temps des Cerises, septembre 2001.

aussi par les CCA. Aussi, leurs activités « entreprises », avec les contre-plans ouvriers alternatifs²⁶³ (naval, automobile), et armée, immigration, se font au profit de la FGA.

Commune n° 3 (nouvelle série) avril-mai 1986 est l'ultime numéro de cet organe des CCA. Sa rédaction annonce que c'est le dernier numéro puisqu'elle s'engage dans la publication du mensuel *Nouvelles pratiques pour une gauche alternative* de la FGA, dont le directeur de publication est Patrick Silberstein des CCA. Il y a, dans le comité de rédaction de cette publication de la FGA, Patrick Serand, Colette Portmann, Viviane Cartairade, eux aussi des CCA. Le mensuel *Pour l'autogestion* de l'AMR 2 cesse de paraître après son numéro 32 de mai 1986.

*Commune*²⁶⁴ et *Pour l'autogestion* disparaissent donc au profit de *Nouvelles pratiques pour une gauche alternative*, principalement animées par des cadres politiques des CCA et de l'AMR 2. Il y a aussi Jean-Pierre Lemaire de la Gauche autogestionnaire qui participe aux réunions de la TMRI. De nombreux articles de *Nouvelles pratiques pour une gauche alternative* sont produits sous leurs noms ou leurs pseudonymes par des « pablistes ».

Les CCA maintiennent la revue *Mise à Jour* qui devient une association : « Mise à jour pour une culture autogestionnaire ». Cette revue organise fin août 1987 son premier et dernier séminaire dans le Queyras avec pour intervenants Philippe Zarifian sur la démocratie industrielle, Pierre-Yves Chanu sur la démocratie syndicale, Dominique Ghisoni sur les mouvements autogestionnaires dans les pays de l'Est, Jean-Pierre Hardy sur la démocratie associative²⁶⁵, Michel Fiant sur l'autogestion généralisée.

Encadré 12

Le PSU écartelé entre la gauche gouvernementale, la gauche alternative et la gauche écologiste (1978-1989)

Le PSU, parti germe de l'autogestion (Cf. Supra. 1.4.) a renoncé à se transformer en parti des travailleurs pour l'autogestion socialiste entre 1974 et 1977. Le Front Autogestionnaire aux élections législatives de 1978 n'a pas transformé le « germe » en « jeune pousse » vigoureuse.

La rupture de l'Union de la Gauche sur l'actualisation de son programme commun en 1977 le sort du dilemme du ralliement à une union sous domination ou autonomie dans la marginalisation. Il peut donc prétendre être mis sur le même pied d'égalité avec les autres partis de gauche.

En janvier 1979, au 11^{ème} congrès du PSU à Saint-Etienne, Huguette Bouchardeau devient secrétaire nationale. Elle remplace donc Michel Mousel qui occupait ce poste depuis 1974. Elle affirme vouloir construire « un troisième courant » dans la gauche, un « courant critique » de la gauche, une « gauche différente ». Avant ce congrès, Libération a défini le PSU, comme « un parti connu de tous, un parti charnière, un parti passoire et un parti de longue fidélité ». Lors de la réunion de la direction politique du 30 juin 1979, des membres du bureau politique (Berger, Goldberg, Demaldent, Jayet, Petiot) présentent un texte intitulé « Contre la dérive » qui considère qu'une partie de la majorité pousse le PSU hors du mouvement ouvrier. En novembre, au conseil national du Havre, ils présentent un texte d'orientation critiquant une « dérive du PSU par rapport à son insertion dans le mouvement ouvrier ». Pour eux, le regroupement hypothétique des nouveaux mouvements sociaux ne peut constituer une alternative à la gauche traditionnelle. Une bonne partie de ce courant avec Victor Fay et Jean-Marie Demaldent va refuser la candidature d'Huguette Bouchardeau aux élections présidentielles de 1981, soutenir dès le premier tour François Mitterrand et rejoindre le PS.

Le PSU décide de présenter Huguette Bouchardeau à l'élection présidentielle de 1981. Les affiches de la campagne sont centrées sur la figure de la candidate, le logo du PSU n'apparaît pas, seul l'adresse nationale du PSU en bas des affiches rappelle qu'il y a le PSU derrière. Huguette Bouchardeau obtient 1,10% des suffrages exprimés contre 3,87% pour l'écologiste Brice Lalonde et

²⁶³ Hardy Jean-Pierre, « Les contre-plans ouvriers alternatifs », in *Autogestion : hier, aujourd'hui, demain*, Editions Syllepse, 2010. Repris dans l'Encyclopédie Internationale de l'Autogestion, Tome 4, pages 132 à 141, téléchargeable gratuitement aux Editions Syllepse.

²⁶⁴ *Commune* aura été l'organe (bimensuel puis mensuel) des CCA jusqu'au n° 157 sep-oct 1985 et une nouvelle série jusqu'au numéro 3 d'avril-mai 1986.

²⁶⁵ « Auto-organisation, association et démocratie », Jean-Pierre Hardy, in *Autogestion : hier, aujourd'hui, demain*, Editions Syllepse, 2010. Repris dans l'Encyclopédie Internationale de l'Autogestion, Tome 4, pages 101 à 107, téléchargeable gratuitement aux Editions Syllepse.

2,30% pour Arlette Laguillier de Lutte Ouvrière.

Au conseil national extraordinaire du 27 septembre 1981, la direction du PSU animée par Huguette Bouchardeau et Serge Depaquit (ancien des CIC avec Victor Leduc) affirme l'intégration à la majorité gouvernementale et propose que le PSU prenne toute sa place et toutes ses responsabilités dans les institutions. Le PSU veut apparaître comme « *la 3^{ème} gauche* » à côté du PC et du PS. Le PSU invite à la constitution dans tout le pays de « *comités pour l'unité* » puisque « *aucun parti n'a le monopole de la gauche* ». Au 13^{ème} congrès du PSU de Nantes (18-20 décembre 1981), la ligne de « *soutien critique* » définie dès l'élection de François Mitterrand est approuvée par 60 % des délégués. La forte minorité restante considère que, si le PSU fait bien partie de la majorité populaire, il n'est pas question qu'il s'intègre à la majorité gouvernementale et parlementaire, le PS ne manifestant pas sa volonté de rompre avec le capitalisme.

Aux élections municipales de mars 1983, le PSU participe aux listes d'Union de la Gauche. Le PSU obtient plus de 800 élus, notamment dans 82 villes de plus de 30 000 habitants (51 villes en 1977). Le PSU n'a pas voulu profiter du nouveau mode de scrutin à la proportionnelle partielle: 50% des sièges à la liste arrivée en tête, l'autre 50% étant réparti à la proportionnelle pour toutes les listes ayant plus de 5% des voix. L'ancien scrutin majoritaire poussait à des alliances dès le premier tour. Rappelons qu'aux élections municipales de mars 1977, le PSU avait autour d'un millier d'élus dans près de 400 communes sur des listes d'Union de la gauche, selon la tactique unitaire définie au congrès de Strasbourg en janvier 1977.

Après ces élections municipales de 1983, Huguette Bouchardeau entre au gouvernement. Huguette Bouchardeau est remplacée à la fonction de secrétaire national du PSU par Serge Depaquit.

Le 14^{ème} congrès extraordinaire du PSU tenu à Vénissieux en juin 1983 confirme la ligne de participation au gouvernement malgré une forte minorité qui va quitter le PSU en constituant la « *Gauche Autogestionnaire* » (Jean-Pierre Lemaire, Daniel Ritcher, Viviane Carthairade, Jean-Jacques Ughetto, Jean-Jacques Boilaroussie, René Schulbaun...).

Aux élections européennes de 1984, Serge Depaquit fait alliance avec Henri Fiszbin, élu communiste de Paris qui avait dénoncé la rupture par le PCF de l'Union de la Gauche en 1977. Il est exclu (« *mis hors-du-parti* ») du PCF en octobre 1981 pour « *activités fractionnelles* » et avoir créé une revue : *Rencontres communistes*. Réélu dans le 19^e arrondissement aux municipales de 1983 sur une liste distincte de celle du PC, il se présente, sous la dénomination « *Communistes démocrates et unitaires* », sur une liste commune aux élections européennes de 1984 avec le PSU. Au lendemain de l'échec électoral, Henri Fiszbin déclare « *les 0,72 % obtenus ont mis un point final à la crédibilité des entreprises visant à constituer l'électorat déçu du PC en force politique autonome* ».

Le PSU n'écouterait pas ce conseil sentencieux et soutiendrait le communiste rénovateur Pierre Juquin aux élections présidentielles de 1988.

Au 15^{ème} congrès du PSU à Bourges en décembre 1984, cinq textes d'orientation sont soumis aux délégués des fédérations. La direction sortante proche d'Huguette Bouchardeau est elle-même divisée en deux courants, le courant Depaquit et le courant Salvator. Aucune véritable majorité ne ressort des débats. Deux candidats postulent au secrétariat national : Jacques Salvator et Jean-Claude Le Scornet qui, finalement, profite du regroupement des courants oppositionnels. La direction sortante se retrouve ainsi mise en minorité et la minorité hostile à la présence d'Huguette Bouchardeau au gouvernement devient majoritaire. Jean-Claude Le Scornet devient secrétaire national du PSU.

Une partie de la « *Gauche Autogestionnaire* » avec Jean-Jacques Boilaroussie retourne au PSU. Une autre partie de cette « *Gauche Autogestionnaire* » va devenir une des composantes constitutives de la Fédération pour une Gauche Alternative (FGA). Dans les mois qui suivent, au printemps 1985, l'ancienne majorité quitte le parti. Jacques Salvator, avec deux cent cinquante militants, rejoint le PS, ce que les anciens secrétaires nationaux du PSU, Michel Mousel et Serge Depaquit, avaient déjà fait. Huguette Bouchardeau avait préféré constituer une petite organisation « *Libre Gauche* » avec des élus apparentés PS bien implantés dans les départements de la Loire et du Doubs. Une soixantaine de ces élus du Doubs avec Paulette Guinchard, future députée et secrétaire d'Etat en charge des personnes âgées du Premier Ministre Lionel Jospin, vont rejoindre aussi le PS.

Dans une lettre en date du 17 octobre 1986, du comité central des CCA à la direction politique nationale (DPN) du PSU, signée par Michel Fiant, Patrick Serand et Patrick Silberstein, les CCA propose au PSU qui vient de rompre avec le soutien au gouvernement de Mitterrand de s'allier pour constituer des regroupements « pour l'alternative et l'autogestion ». ²⁶⁶ Michel Fiant a l'intuition que c'est au PSU de « prendre la tête » de la constitution d'un parti écolo-alternatif sur le modèle du parti des « Grunen » allemands de l'époque qui n'avait rien à voir avec le parti « écolo-capitaliste » qu'il est devenu par la suite. La FGA est, selon lui, un regroupement de trop faible dimension et « sans histoire ». Aussi, la FGA ne peut pas servir de levier à un tel parti alors que le PSU malgré son affaiblissement conserve une image qui peut le lui permettre. Mais, ces troupes sont passées et veulent passer à la FGA. Alors, il ne lui reste plus qu'à suivre l'adage : « *suivons-les puisque c'est moi le chef* ».

Tout au long des années 1980, des cadres et militants du PSU et d'autres organisations de la gauche alternative ont pour modèle les « Grunens » allemands divisés entre « Fundis » (fondamentalistes) et les « Réalos » (réalistes). Les Grunens allemands sont le produit des luttes contre le nucléaire civil et les euromissiles ce que le PSU en pointe sur ces questions avec le CODENE n'a pas voulu, pas su ou pas pu faire (Cf. Infra 1.21. Encadré 11 : Le CODENE : Ni Pershing, Ni SS 20 pages 128-129).

En 1987, la structure informelle des opposants internes dans le PCF, le COCORECO (COmité de COordination des RENovateurs Communistes) met au débat le texte « *La révolution camarade* ».

Le bulletin « Liaison pour l'autogestion » (LPA) avec Patrick Abrac, Yves Sintomer, Denis Berger, Pierre-Yves Chanu, Frédéric Brun est issu de la T3 de la LCR. Leur départ de la LCR après le 7^{ème} congrès de cette organisation est justifié par le refus de cette dernière d'assumer pleinement une stratégie « *Pour l'alternative* ». Lors de sa conférence des 16 et 17 avril 1988 (rue d'Avron dans les locaux de la TMRI), la trentaine d'adhérents de LPA décide sa « fusion » complète dans la FGA et la plupart adhèrent individuellement à la TMRI...

L'ensemble des sensibilités se revendiquant ou issues du courant marxiste-révolutionnaire pour l'autogestion se dissolvent donc dans la FGA avant d'être prises avec cette dernière dans le soutien à la candidature à la présidentielle de Pierre Juquin, ce qui va les entraîner dans de nouvelles trajectoires organisationnelles.

Les deuxièmes « Assises hexagonales » de la FGA eurent lieu les 10 et 11 janvier 1986, les troisièmes les 16 et 17 mai 1987 et les quatrièmes les 21-22 mai 1988. Les thèses politiques de la FGA sont « de la plume » de Michel Fiant, Pierre-Yves Chanu et Philippe Zarifian.

La FGA perd des forces, surtout chez les « non-pablistes d'origine », après les élections de 1986. En effet, la force d'attraction des écologistes, et des « Verts » en particulier, entraîne un risque de satellisation pour la FGA.

Dans sa lettre électronique du 15 février 2006 sur la liste de discussion des « Alternatifs », où il motive sa démission de cette organisation, Philippe Zarifian, après avoir rappelé ses huit années à la CGT, où il a animé au niveau confédéral le conflit de la sidérurgie de 1978, combattu au 40^e congrès de la confédération syndicale la ligne « Marchais-Krasuki », puis subi en 1979-1980, avec Jean-Louis Moynot, un procès stalinien le conduisant en 1981 à la démission, suivie de sept terribles mois de chômage :

« *Après, ce fut le bonheur : l'expérience de la FGA, puis d'Arc-en-Ciel, j'en garde un très bon souvenir. La FGA était minuscule, comme nombre de militants, et je pense avoir été un des rares non-trotskistes. Mais quelle qualité de réflexion et quelle ouverture aux autres idées et organisations. Encore un immense merci à Michel Fiant, en particulier.* »

Comme Philippe Zarifian l'a rappelé à plusieurs reprises : « *dans l'exécutif dont la FGA se dote, je suis le seul non-trotskiste* ». Il aurait dû dire « non-pabliste ». Les ex-OCT et PCR-ml abandonnent en effet les postes à responsabilité, voire la FGA elle-même.

²⁶⁶PSU DOCUMENTATION : 1960-2010, 50ème anniversaire du PSU : 30 ans d'action pour le renouvellement de la gauche et la promotion du socialisme autogestionnaire, ATS, avril 2010, pages 105 et 106.

Le local de la FGA passe de la rue des Couronnes (ancien local du PCR-ml) au 42 de la rue d'Avron (local de la TMRI)²⁶⁷.

Dans ses mémoires²⁶⁸, Pierre Juquin assimile complètement (même si c'est à tort) la FGA au courant « pabliste » :

« *La FGA se rattache à une dissidence internationale du trotskisme, dirigée par le Grec Michel Raptis, dit « Pablo ». Cet aristocrate de la culture me rend visite à Paris. Nous passons des heures cordiales au café de Cluny, boulevard Saint-Michel. Que d'aventures dans la vie de Pablo ! Il aime les trappes et les passages secrets. Éminence grise des conflits méditerranéens, il a sympathisé avec le colonel libyen Kadhafi, il a soutenu le FLN algérien en lui livrant des bazookas, un émetteur radio, une fabrique de faux billets, et fourni quelques volumes du Capital à Ahmed Ben Bella emprisonné, il a aidé les capitaines portugais. Les « pablistes » me présentent aussi un jeune philosophe althussérien de l'université libre de Berlin Ouest, Frieder Otto Wolf. De son côté, Ernest Mandel, penseur de la IV^{ème} Internationale à laquelle la LCR appartient, vient me voir. Cet autodidacte qui a travaillé comme ouvrier dès sa prime adolescence est reconnu par les universitaires depuis Berlin jusqu'aux États-Unis. J'écoute les meilleurs de ces trotskistes, malgré ce qui nous sépare, et secrètement, je les aime bien. »*

Dans la foulée de la rencontre : « *Ecologie et mouvement ouvrier* » du 17 janvier 1987. Le 18 janvier 1987, l'appel à un « Arc-en ciel »²⁶⁹ animé par Félix Guattari et qui a même été signé par Daniel Cohn-Bendit, vise à fédérer les écologistes, le PSU, la FGA. Sa première assemblée générale le 22 mars 1987 réunit 350 signataires. Cet appel recueille très vite 2000 signatures, mais l'initiative sera happée par la dynamique autour de la candidature de Pierre Juquin à la présidentielle de 1988.

En effet, la présidentielle de 1988 approche et Pierre Juquin, communiste oppositionnel, décide de s'y présenter. La FGA et les « renovateurs communistes » l'encouragent à le faire. Au secrétariat de la FGA, seules Françoise Galland (ex PSU-GOP et OCT) et Daneille Banneyx (UML de Bordeaux) font part de leurs réticences au soutien à la candidature de Pierre Juquin et se mettent en retrait.

Une dynamique est créée. La LCR (majorité, tendance 3 de Michel Lequenne et la tendance de Gérard Filoche et David Assouline) décide de retirer le projet de candidature Krivine et de soutenir celle de Pierre Juquin lors d'une conférence nationale les 21 et 22 novembre 1987. Le 22 novembre 1987 aussi, la coordination nationale des regroupements locaux qui avaient pris la suite des listes « alternatives » présentées aux régionales et aux législatives de 1986 soutient le projet. Des comités de base dits Comités d'initiative et de soutien se créent par centaines dans des communes, des quartiers et des entreprises. Le 24 janvier 1988, une Rencontre nationale des Comités d'initiative et de soutien a lieu à Paris avec un millier de personnes, délégués et invités. Ces comités rassemblent alors 15 000 personnes à l'échelle nationale. Dans ses mémoires²⁷⁰, Pierre Juquin évalue à 100 000 les personnes ayant participé aux meetings et débats.

Si Pierre Juquin est affublé de deux porte-parole officiels – Kaïssa Titous, symbolisant les mobilisations des années 1980 de la deuxième génération des immigrés d'origine maghrébine, et David Assouline du mouvement étudiant de 1986 – un « staff » de campagne se constitue.

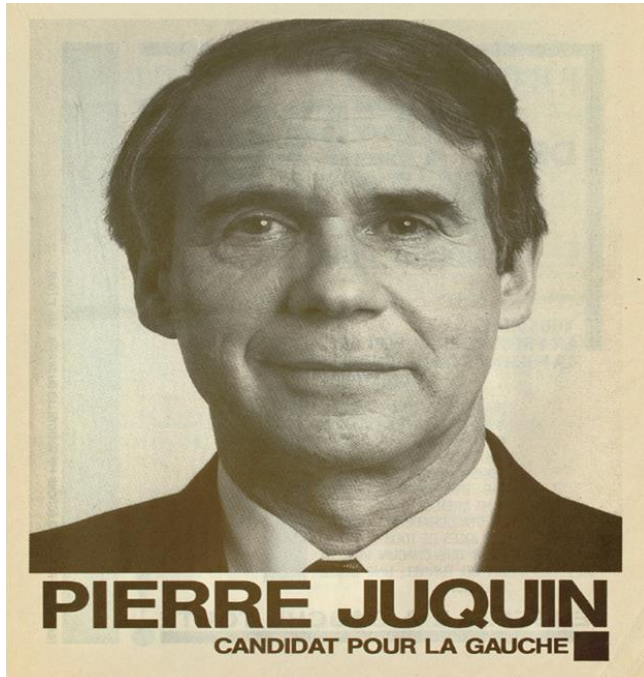
Maurice Najman, Frédéric Brun et Michel Fiant participent au « staff » national d'animation, dont le mode de fonctionnement et de décision posera des problèmes de prise de décisions démocratiques.

²⁶⁷ Ce local de la rue d'Avron restera celui de la TMRI puis de l'AMRI et de la revue internationale pour la république autogérée « Utopie Critique ». La revue « Utopie Critique » va rejoindre les locaux de la rue de Malte des Amis de Tribune socialiste (ex-PSU) qui abrite « Les Alternatifs ». Le local de la rue d'Avron sera mis à la disposition du mouvement « Agir contre le Chômage » (AC !) ...

²⁶⁸ Pierre Juquin, *De battre mon cœur n'a jamais cessé*, Editions L'Archipel, septembre 2006.

²⁶⁹ Bennahmias JL et Roche A, *Des verts de toutes les couleurs : histoire et sociologie du mouvement écolo*, Albin Michet, janvier 1992.

²⁷⁰ Juquin Pierre, *De battre mon cœur n'a jamais cessé*, Editions L'Archipel, septembre 2006.



Toujours dans ses mémoires²⁷¹, Pierre Juquin fait un portrait de Maurice Najman que tous ceux qui l'ont connu reconnaissent :

« Au centre de cette académie vivante, Maurice Najman se coupe en quatre pour impulser et coordonner. Il n'y a pas de mot pour peindre Maurice. On le dit arrière-petit-neveu de la grande Rosa Luxemburg – ou bien est-ce une légende familiale ? Quoi qu'il en soit, il lui ressemble comme deux gouttes d'eau. En mai 1968, il a occupé la Sorbonne et fondé les « comités d'action lycéens ». Il m'époustoufle le matin où, à la terrasse du café des Deux-Magots, nous traçons ensemble un organigramme des commissions. Généreux, inventif, original, plein d'humour, c'est une nature d'élite et un esprit hors normes. Polyglotte et curieux, il entretient de multiples contacts en Europe et dans le monde, jusqu'en Pologne, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en URSS même, secrètement, il va de soi. Un beau tempérament internationaliste. Et un culot ! Pendant toute la campagne, il cabriole en permanence sur la corde raide d'un emploi du temps démentiel. Ses cheveux noirs de jais semblent gonflés comme un nuage de pluie.

Maurice appartient à un groupe de quelques personnes qui s'est baptisé FGA (Fédération de la gauche alternative). La plupart d'entre eux sont d'anciens trotskistes. Leur secrétaire, Frédéric Brun, a appartenu à la direction de la LCR. Ils ne veulent pas laisser l'organisation d'Alain Krivine et Daniel Bensaïd contrôler les commissions. Mais la LCR s'intéresse moins à la recherche d'idées qu'à l'encadrement des comités d'action. L'un de ses dirigeants, le vigoureux Gérard Filoche, aujourd'hui membre du PS, se contente, dans de grandes occasions, de me rappeler un corps de doctrine tiré de Marx et de Trotsky.

Frédéric, bon organisateur chaleureux et bon enfant, sa voix bien timbrée, son sourire éclatant comme un jour de plage ensoleillé diffusent l'optimisme. Il a l'art de faire travailler ensemble des fous de Mozart et des fanatiques de rock and roll. Il est inventif. Venu aussi de la FGA. Philippe Zarifian – conseiller de la CGT, se distingue par sa capacité de synthèse et l'originalité de ses vues sur la citoyenneté économique. J'ai conservé les rapports qu'il m'a remis ».

La FGA participe aux commissions nationales chargées de proposer des éléments d'un programme alternatif. Elle se heurte aux courants « syndicalistes radicalisés » de la LCR, qui refusent les idées de contre-plans alternatifs. Dans la Commission nationale Santé, Patrick Silberstein et Jean-Pierre Hardy, soutenus par Marcel Bleibtreu ont du mal à faire accepter par les syndicalistes de la sécurité sociale et de la santé de la LCR la nécessité de ne pas en rester à la dénonciation de l'austérité, mais

²⁷¹ Juquin Pierre, *De battre mon cœur n'a jamais cessé*, Editions L'Archipel, septembre 2006.

d'élaborer un programme alternatif posant la question de la démocratisation de la gestion du système de santé et mettant en cause les besoins aliénés de santé.

Pierre Juquin souligne aussi le rôle de Michel Fiant :

« Un membre de la FGA, Michel Fiant, englobe dans la commission « cité, citoyen » l'urbanisme, le logement, les services de proximité. »

Sur le financement de la campagne présidentielle de Pierre Juquin, en février 2019 dans un ouvrage²⁷², Frédéric Brun fait une révélation :

« C'est Ahmed Ben Bella (Cf. Supra 1.21.) qui a donné l'argent à Pierre Juquin par mon intermédiaire. C'est moi qui a amené le fric via Pablo. Pablo avait soutenu Ben Bella en 1962. Le seul à avoir vraiment soutenu Ben Bella, quand il était en prison, c'était Pablo » (page 85).

Les résultats électoraux de Pierre Juquin furent décevants. 2,10 % des voix, un tout petit peu plus qu'Arlette Laguiller de LO (1,99 %) et moins qu'Antoine Waechter des « Verts » (3,78 %).

Cette campagne présidentielle se déroule concomitamment à une campagne de soutien aux luttes du peuple Kanak en Nouvelle Calédonie pour son indépendance. Ce mouvement animé depuis 1984 par le Front de libération nationale kanak et socialiste (FNLKS) est violemment réprimé et est soutenue activement par les « comités Juquin », la FGA, la LCR et le PSU. L'assaut sur la grotte d'Ouvéa, le 5 mai pour la Kanaky et le 4 mai en France métropolitaine, entraîne un massacre d'indépendantistes voulu par le gouvernement Chirac quelques jours avant le second tour des élections présidentielles du 8 mai.

Comme le résume Pierre Turpin ²⁷³, après la réélection de François Mitterrand :

« Les ex-Comités d'initiative et de soutien à la candidature de Pierre Juquin, devenus « Comités d'initiative pour une nouvelle politique à gauche » organisèrent des assises nationales [...] Celles-ci eurent lieu les 3-4 décembre 1988 à La Plaine Saint-Denis. Trois courants s'y exprimèrent. Le premier, qu'animait Pierre Juquin, proposait de transformer les comités en une organisation à part entière appelée « Nouvelle gauche », le second que formaient les militants de la LCR, représentés par David Assouline, suggérait au contraire que les comités restent des structures de base unitaire ; le troisième, dans lequel se retrouvaient les membres de la tendance 3 de la Ligue, animée notamment par Michel Lequenne, proposait une « troisième voie » consistant à doter le mouvement d'un projet politique homogène, mais sans créer de nouvelle organisation.

Après discussion, ces trois courants se répartirent de la façon suivante :

*Motion Pierre Juquin : 255 voix (63 %)
 Motion Jeanne Coudec : 78 voix (18 %)
 Motion David Assouline : 73 voix (17 %)
 NPPV : 3 voix
 Abstentions : 11 voix*

Ces votes concluaient un débat auquel participaient 423 délégués dont 118 femmes au début des assises. A raison d'un délégué pour cinq adhérents des comités, les assises étaient ainsi censées être représentatives d'environ 2 000 personnes. 169 délégués parlaient au nom des comités de la région parisienne et 64 départements avaient envoyé des délégations.

Le résultat de ces assises fut double : tout d'abord les Comités d'initiative pour une nouvelle politique à gauche éclatèrent ; la LCR conservant son indépendance tandis que les autres courants participèrent à la proclamation de la Nouvelle gauche ; ensuite les membres de la tendance 3 de la Ligue qui avaient soutenu la motion « Troisième voie » furent contraints de quitter leur organisation, la LCR ayant engagé contre eux une procédure d'exclusion pour « infraction à la discipline ». Les dissidents étaient environ 80 (c'est-à-dire à peu près la moitié de la T3), ce qui constituait pour la Ligue une perte sensiblement équivalente au nombre de

²⁷² Nazaret Atrhur, *Une histoire de l'écologie politique : de René Dumont à Nicolas Hulot*, La Tengo Editions, février 2019.

²⁷³ Turpin Pierre, *Les révolutionnaires dans la France social-démocrate 1981-1995*, L'Harmattan, 1997.

nouveaux membres qu'elle avait réussi à recruter dans la Santé pendant la grève des infirmières ».

Si la FGA se dissout « naturellement » dans cette « Nouvelle gauche », le MRC (Mouvement des rénovateurs communistes) avec Claude Llabrès refuse de la rejoindre. Le PSU organise son propre deuil. Après LPA qui avait rejoint la FGA, la tendance 3 de la LCR avec Pierre Bartoli (Pierre Bron ex-TB du PSU et CCA de Montpellier), Sylvia Zappi et Michel Lequenne rejoignent la « Nouvelle Gauche ».

Le MRC ne résistera pas à l'échec de sa liste « Europe Rénovateur » aux européennes de juin 1989 (0,42 %) et se dispersera entre le PS, les Verts, la création de la Convention pour une Alternative progressiste qui, elle-même, en 1997, se brisera entre les « Verts » et les « Alternatifs ». Par exemple, Zarifian, ex-PC après avoir animé la FGA, rejoindra après la campagne Juquin le MRC puis la CAP et enfin les « Alternatifs ». Victor Leduc, ancien dissident du PC devenu dirigeant du PSU, retournera au MRC.

A ces élections européennes de juin 1989, la « Nouvelle Gauche » et le PSU décidèrent de soutenir la liste des Verts emmenée par Antoine Waechter qui fait 10,59 % des voix (1,42 % pour LO).

Pierre Juquin passe chez les Verts avec Jean-Paul Deléage (ex-LCR) et Frédéric Brun (ex T3 LCR, LPA-FGA et membre de la TMRI). Ces deux derniers vont fonder la revue *Écologie Politique*. Les « Verts » exercent alors une force d'attraction sur la Nouvelle gauche, qui ne décolle pas et même s'affaiblit. Pierre Juquin va devoir poiroter plusieurs mois à la porte des « Verts » avant de pouvoir adhérer, des dirigeants « Verts » estimant qu'ils ne pouvaient pas recycler une « vieille huile stalinienne » ...

Pour le bicentenaire de la Révolution française, dans le cadre d'un collectif « CA SUFFAT COMME CI », le 8 juillet 1989 a lieu un des premiers grands rassemblements « anti mondialistes » pour l'annulation de la dette des pays en voie de développement, et contre l'Apartheid. La journée commence par une manifestation dans Paris, qui se termine place de la Bastille, où a lieu un grand concert gratuit avec Renaud, Johnny Clegg, Les Nègresses Vertes et la Mano Negra. Pour la dernière fois, les drapeaux rouges avec le « poing du PSU » sont sortis et les autocollants PSU sont sur les casques du contingent PSU du service d'ordre unitaire PSU, LCR, Nouvelle Gauche...

La fusion du PSU et de la Nouvelle Gauche a lieu les 25 et 26 novembre 1989 et donne naissance à l'Alternative rouge et verte (AREV) avec un potentiel de 6000 militants.

Cette dissolution du PSU est la conséquence logique de son écartèlement entre plusieurs orientations :

- Devenir la « 3^{ème} force » de la gauche, à gauche du PS et du PC, équivalent sur la droite des Radicaux de gauche
- Etre la force propulsive de successivement :
 - o L'unité des révolutionnaires et/ou des autogestionnaires pour (au choix d'une référence politique historique) l'unité ouvrière et/ou l'unité populaire
 - o Le rassemblement de la « gauche de gauche à gauche du PS social-libéral », « de la gauche alternative » et/ou de la « gauche radicale »
 - o Permettre à la « gauche écologiste » de prendre durablement l'hégémonie politique dans l'écologie politique

A ce congrès constitutif de l'AREV, Bernard Ravenel (PSU), Maurice Najman et Patrick Franjou (ex-LCR et FGA-TMRI) suscitent un courant informel qui prône la constitution « *d'un forum* » et non d'un nouveau parti (à l'époque le terme de « réseau » n'est pas usité). Pour Bernard Ravenel, la crise de la « *forme parti* » rend vaine toute velléité organisationnelle. Pour Patrick Franjou, la nouvelle organisation ne peut pas trouver son espace. Un troisième texte de Corinne Leenhardt et Sylvia Zappi propose le regroupement avec les « Verts ».

Maurice Najman ne propose pas explicitement une « dissémination » dans les Verts comme il l'avait fait dans un texte pour la 9^{ème} conférence de la TMRI des 16 au 20 juin 1988 comme nous le verrons in infra (Cf. 1.23.1.).

Les marxistes-révolutionnaires pour l'autogestion dits « pablistes » : des « pieds rouges » d'Algérie aux altermondialistes Jean-Pierre HARDY. Juillet 2023.

Après la 9^{ème} conférence de la TMRI, Maurice Najman va se retirer de la famille « pabliste » et y reviendra en entrant dans le comité de rédaction de la revue « Utopie Critique » lors de la publication de son numéro 2 de mars-avril mai 1994. (Cf. 1.23.4.).

Conformément au processus prévu, le PSU se dissout juridiquement quelques mois après sa fusion avec la « Nouvelle Gauche » et la création de l'AREV. Mais constatant les « ratages à l'allumage » de l'AREV, les départs vers les « Verts » ou la dispersion dans des « réseaux », le PSU ne transfère pas son patrimoine immobilier (le 40 rue de Malte) à l'AREV mais le laisse dans sa société civile immobilière (SCI) qui est sous le contrôle d'une association les « Amis de Tribune Socialiste » (ATS) à laquelle seuls les anciens membres du PSU peuvent adhérer. *Tribune Socialiste* est le nom de l'ancien hebdomadaire dans les années 1960-1970, puis mensuel au début des années 1980, du PSU.

Le congrès extraordinaire de dissolution du PSU se réunit donc le 7 avril 1990 et vote la dissolution « juridique » du PSU par 91% des mandats. Une dernière motion est adoptée :

« *Le congrès de dissolution exprime le souhait que le solde de l'actif disponible du PSU attribué à l'association « les Amis de Tribune Socialiste » respecte la volonté politique exprimée au congrès de fusion NG/PSU de soutenir financièrement l'AREV et le journal « Rouge et Vert ».*

Ce dernier acte du PSU fut suivi d'une grande fête à la Mutualité regroupant plusieurs centaines de militants et anciens militants de plusieurs générations.

L'AREV puis les « Alternatifs », jusqu'à leur fusion dans « Ensemble » (E !), seront les locataires à des conditions favorables de cette SCI dont les résultats sont les ressources des ATS qui maintient des activités sur l'actualité des idées et valeurs du PSU et soutien des actions s'inscrivant dans les combats du PSU. Les ATS organisent des colloques et publient « Les samedis TREMA » (Thèmes de Réflexion, Ecologie Mouvement, Autogestion). En 2010, la création de l'association « ESU PSU UNEF des années 60 » puis en 2013 de l'Institut Tribune Socialiste, derrière la juste volonté de lutter contre ce « chien d'oubli » et de faire un travail mémoriel sérieux, vont réactiver les tentations de captation d'héritage politique et patrimonial en s'appuyant sur un montage d'associations « en poupées russes », mais il s'agit d'une autre histoire en cours.

Le 1^{er} congrès de fondation avait adopté un appel « *Pour une Alternative Rouge et Verte : socialisme, écologie, autogestion* »²⁷⁴ et son manifeste « *Rêver pour agir* »²⁷⁵ est finalisé en juin 1991.

L'invasion du Koweït par l'armée irakienne de Saddam Hussein le 2 août 1990, va entraîner du 17 janvier au 28 février 1991 des bombardements massifs pour ramener l'Irak à « l'âge de pierre » et une offensive militaire d'une coalition emmenée par les USA pour récupérer les champs pétrolifères et qui laissera Saddam Hussein écraser les soulèvements des kurdes irakiens et des chiïtes au Sud. L'AREV manifeste contre cette guerre du pétrole sous la banderole « Ni Saddam, Ni Once Sam », pour le droit à l'autodétermination des Kurdes, contre la participation de la France à cette coalition militaire. Cette participation voulu par François Mitterrand avait entraîné la démission de Jean-Pierre Chevènement du gouvernement PS, radicaux de gauche et divers centristes.

Le 2^e congrès de l'AREV se tient à Nantes les 13 et 14 décembre 1991 et permet d'élaborer le texte d'orientation Un courant animé par Didier Claude défend lors de ce congrès un plus grand rapprochement avec les Verts, ce qu'il fera avec d'autres peu de temps après.

Les premières années, l'exécutif de l'AREV est animé par des cadres originaires du PSU comme Jean-Jacques Boislaroussie et Henri Mermé, ex-OCT passés par la GOP et le PSU comme Françoise Galland et Raymond Gené, ex-gauche autogestionnaire (scission du PSU en 1984) comme Jean-Pierre Lemaire, « ex-pablistes » comme Michel Fiant, Patrick Silberstein, Patrick Serand.

²⁷⁴ Supplément à 2/A Autogestion l'Alternative/ Rouge et Vert n°29.

²⁷⁵ Supplément au n°93 de « Rouge et Vert », vendredi 5 juillet 1991.

Des « pablistes » animent des groupes locaux AREV importants : Nicolas et Martine Bultot à Besançon, Bruno Della Sudda et Guy Giani à Nice, François Preneau (ex-T3 de la LCR) à Nantes. Lionel et Marie-Hélène Prouteau, animateurs du PSU, des CCA, de la FGA et des « Alternatifs 44 » se mettent à l'écart de l'engagement partidaire lors de la fondation de l'AREV.

Dans la perspective des élections régionales de 1992, Brice Lalonde qui a été ministre de François Mitterrand fonde « Génération Ecologie » avec notamment Jean-Louis Borloo pour concurrencer le parti « Verts ». « Génération écologie »²⁷⁶ pour constituer ses listes régionales débauchera des anciens du PSU dont, pour un petit moment, le dernier secrétaire national du PSU, Jean-Claude Le Scornet qui fuira cette organisation rebuté par le manœuvrier Noël Mamère²⁷⁷. Des membres de l'AREV non ex-PSU vont aussi être attirés par « Génération écologie » qui fera 7,20% des voix et aura 108 conseillers régionaux dont la plupart rejoindront les « Verts » avant la fin de leurs mandats.

L'AREV va avoir de façon récurrente pendant toute son existence des débats existentiels entre ses penchants [de vie et de mort ?] pour l'écologie politique sous la domination des « Verts » et les espoirs mis dans les différentes vagues des oppositions internes et externes communistes : rénovateurs, reconstruc-teurs de l'Association de Recherche et d'Initiatives pour l'Autogestion et le Socialisme (ARIAS), refondateurs autour de Charles Fiterman, l'Alternative Démocratie et Socialisme (ADS) qui est le regroupement des rénovateurs et des reconstruc-teurs avec des fiefs dans la Haute Vienne (Marcel Rigout ancien ministre communiste de Mitterrand) et le Doubs (Martial Bourquin).

Aux élections régionales de 1992, la liste ADS dans le Limousin avec 7,44% des voix obtient quatre élus (Marcel Rigout, Jacques Jouve et André Leycure). Martial Bourquin est élu en Franche-Comté à la tête de la liste commune ADS-AREV qui fait 6,30 %.

En 1992, la « Gauche Verte Finances » (organisation d'entreprise du Ministère des finances et non territoriale) de Patrick Serand (LCR, CCA, FGA, AREV) et Gilles Oberrieder (LCR, AMR, FGA, AREV), participe activement à une nouvelle rencontre nationale des collectifs et groupes locaux « Alternatifs » qui ne se reconnaissent dans aucune des organisations politiques nationales, même si certains de leurs animateurs et animatrices en sont membres. C'est le Mouvement de la Gauche Progressiste (MGP) de la Sarthe qui a obtenu 19% aux élections régionales du printemps 1992 qui en est l'organisateur.

Sur le référendum relatif au traité européen de Maastricht du 20 septembre 1992, trois position s'oppose dans l'AREV :

- Le NON clair net et définitif défendu par Gilbert Marquis
- Le NON avec renégociation défendu par Michel Fiant
- La renégociation défendue par Patrick Serand et Jacques Galaud (PSU Bretagne)

Le NON simple l'emporte

En mars 1993, les militants de l'Association marxiste-révolutionnaire internationale (AMRI ex-TMRI) quittent l'AREV pour rejoindre la Quatrième Internationale et sa section française, la LCR (cf. Infra.1.23.3).

Aux élections législatives de 1993, l'AREV, avec des groupes locaux et des organisations issues de la mouvance communiste oppositionnelle, présente 80 candidats dont trois anciens députés communistes, six conseillers régionaux, quatre conseillers généraux, dix maires adjoints et quatorze conseillers municipaux sous l'étiquette Solidarité écologie et gauche alternative (SEGA), LO en présentant, elle, 247 et la LCR 83.

SEGA est aussi l'association de financement des campagnes électorales qui sera utilisée dans toutes les élections législatives jusqu'en 2012. SEGA permet de présenter des candidats sous le même sigle, et un financement annuel public, d'un montant unitaire par voix obtenues, est accordé si des candidats ont obtenu chacun au moins 1 % des suffrages exprimés dans au moins cinquante circonscriptions. Ces financements publics sont réduits en cas de non-parité dans les candidatures

²⁷⁶ Alain Mamou-Mani qui a été membre de l'AMR (cellule « employéEs des banques » avec Nicole Marquis, Danièle Riva et Joël Grymbaum) et de la TB du PSU est aussi l'un des membres fondateurs de « Génération Ecologie ».

²⁷⁷ Entretien du 20 novembre 2020, Mémoires vives du PSU, site de l'Institut Tribune Socialiste.

présentées. L'AREV puis les « Alternatifs » ont ainsi pu avoir un financement public jusqu'en 2012. En 2012, l'éparpillement des candidats entre les composantes du Front de Gauche et entre les organisations qui allaient créer le mouvement « Ensemble ! » (E !), n'a pas permis de réunir les conditions d'un financement public que LO et le NPA vont aussi perdre (LO le retrouvera en 2017 et en 2022). Si SEGA n'a pas été activée en 2017 et en 2022, elle n'a pas été dissoute.

Ces élections législatives de mars 1993, si elles sanctionnent le parti socialiste usé par le pouvoir et la fin de règne de François Mitterrand, offrent un succès électoral aux écologistes, à savoir, les « Verts » dirigés par Antoine Waechter et « Génération Ecologie » par Brice Lalonde qui tirent les leçons des divisions des régionales de 1992 pour s'unir dans le cadre d'une « Entente Ecologiste » qui fait 11% des suffrages.

La coalition SEGA avec d'autres groupes souvent très locaux sera maintenue aux législatives anticipées de 1997 ainsi qu'aux élections législatives de 2002 et 2007.

La gauche des « Verts » emmenée par Dominique Voynet est en train de prendre la majorité dans ce parti. Au 3^e congrès de l'AREV du 28 au 30 janvier 1994 à Pantin qui adopte son « *Programme Alternatif* »²⁷⁸, Dominique Voynet encourage l'AREV à venir renforcer l'écologie politique de la gauche alternative.

Aux élections sur la base de listes comme aux européennes et aux régionales, « Les Verts » refusent l'ouverture de leurs listes à d'autres organisations politiques proches, voire « génitrices », comme le PSU. Ils acceptent des candidatures individuelles d'ouverture à des « leaders » de mouvements sociaux (génération Beur, lutte des précaires et chômeurs, insertion par l'économique) des juges anticorruptions, des syndicalistes... Lors des premières élections européennes, les listes des « Verts » pratiquent le « tourniquet » consistant à faire démissionner à mi-mandat leurs élus pour les faire remplacer par les suivants de la liste.

Aux élections européennes de juin 1994, l'AREV soutient les « Verts » sans pouvoir négocier collectivement sa participation à la liste, une présence possible sur la liste du Mouvement des Citoyen (MDC) de Georges Sarre et Jean-Pierre Chevènement est rejetée alors qu'elle sera acceptée par des fondateurs communistes. Sans l'accord officiel de l'AREV et malgré la colère de Jean-René Chauvin qui quitte l'exécutif de l'AREV, Roger Winterhalter (ex-PSU), maire de Lutterbach en Alsace figure en 6^{ème} position et Patrick Serand (ex-CCA et FGA) syndicaliste au ministère des finances et un des animateurs de « Gauche Verte Finances » en 60^{ème} sur une liste de 87 noms de la liste européenne présentée par les « Verts ». Charles Fiterman, ancien ministre communiste de Mitterrand soutient lui aussi la liste des « Verts ».

La conférence nationale de l'AREV des 9 au 11 décembre 1994 qui se tient à Saint Brieux adopte trois textes²⁷⁹ :

- « Le monde et la mondialisation »
- « La charte municipale : démocratie participative et citoyenne »
- « La recomposition politique et l'Alternative : pour une nouvelle force politique, alternative, écologiste et sociale »

Dans la perspective des élections présidentielles de 1995, un rassemblement prend forme dans le cadre de la Convention de l'écologie politique et sociale (CEPS) dont les assises constitutives ont lieu les 17 et 18 septembre 1994. La CEPS regroupe, d'une part, des organisations issues de l'éclatement de « Génération Ecologie », comme l'Alliance pour l'écologie et la démocratie et Ecologie autrement, et d'autre part Les « Verts ». La CEPS décide de présenter Dominique Voynet aux élections présidentielles de 1995.

Les différentes composantes de la « gauche critique » notamment des reconSTRUCTEURS et des fondateurs communistes (Cf. Ci-après l'encadré 13) formèrent quant à elles la Convention pour une alternative progressiste (CAP), lors d'une réunion tenue à Montreuil les 15 et 16 octobre 1994 à

²⁷⁸ « Le programme ALTERNATIF », Supplément Rouge et Vert n°182-183, Vendredi 15 avril 1994.

²⁷⁹ En trois cahiers, « Rouge et Vert » n°215, Mercredi 8 février 1995.

laquelle participèrent 500 personnes. Gilbert Wasserman (ADS) est élu coordinateur national, Thérèse Rabatel (Refondation) et Bernard Ravenel (ex-PSU) porte-paroles et Roland Mérieux, trésorier.

Cette CAP, animée par Gilbert Wasserman du mensuel « *M* » qui deviendra la revue *Mouvements*, fédère d'anciens ministres communistes de la période 1981-1984 comme Charles Fiterman, Anicet Le Pors et Marcel Rigout, des maires de ville communistes importantes (Jean-Pierre Brard de la ville de Montreuil dans le 93, Gaston Viens de la ville d'Orly dans le 94), des membres de l'AREV, des membres de la LCR (Robi Morder ex-CCA, Jacques Kergoat ex-CMR du PSU en 1972) avec l'accord de leur direction... La CAP publie un mensuel, *Confluences pour une alternative progressiste*, Robi Morder pour la LCR et Maurice Najman sont membres du comité de rédaction.

Encadré 13 :

Les communistes rénovateurs, reconstruc-teurs et refondateurs

Les oppositions internes au PCF se manifestent avec les eurocommunistes et communistes unitaires d'Union dans les Luites de la fin des années 1970 (Cf. Supra. 1.11). « *Rencontres communistes* » d'Henri Fiszbin aux élections européennes de 1984 est tête de liste pour les « *Communistes démocrates et unitaires* » d'une liste commune avec le PSU emmené par son secrétaire national Serge Depaquit qui fait 0,7 %. En 1986, « *Rencontres communistes* » va adhérer collectivement au PS.

Les « *Rénovateurs Communistes* »

Dans les années 1980 apparaît Collectif de coordination des Rénovateurs communistes (Cocoréco) qui vont soutenir la candidature de Pierre Juquin aux présidentielles de 1988 mais refuser majoritairement de constituer la « *Nouvelle Gauche pour le socialisme, l'écologie et l'autogestion* » qui va fusionner avec le PSU dans l'AREV. Le Cocoréco va fonder le Mouvement des rénovateurs communistes (MRC) en novembre 1988. Aux élections européennes de 1989, le MRC présente la liste « *Europe rénovateurs* » menée par Claude Llabres, qui obtient 0,41 % des voix.

Les « *Communistes reconstruc-teurs* »

À la suite du mauvais résultat d'André Lajoinie à l'élection présidentielle de 1988 (6,76%), les opposants de Georges Marchais souhaitent changer la ligne politique du PCF avec « un fonctionnement nouveau, pour un centralisme démocratique digne de ce nom ». Claude Poperen et Marcel Rigout, notamment, créent ainsi « *Initiative pour la reconstruction communiste* » en mai 1988. Pour les municipales de 1989, plusieurs maires sortants « communistes reconstruc-teurs » ne sont pas investis par le PCF (Gaston Viens à Orly et Robert Jarry au Mans) mais sont réélus contre des listes communistes, ils sont exclus du parti.

Les « *Reconstruc-teurs* » quittent le PCF et constituent l'Association de recherches et d'initiatives pour l'autogestion et le socialisme (ARIAS).

En 1991, les reconstruc-teurs de l'ARIAS et les rénovateurs du MRC fusionnent pour former « *Alternative pour la démocratie et le socialisme* » (ADS).

Les « *Communistes refondateurs* »

Encore membres du PCF, les anciens ministres Anicet Le Pors et Charles Fiterman fondent en 1990 le courant Refondation afin de « refonder une identité communiste moderne et pour une entente démocratique des forces de progrès ». De même, Guy Hermier, Jack Ralite et Patrick Braouezec créent le courant *Futurs*, prônant une alliance de la gauche non socialiste (PCF, mouvements alternatifs ou sociaux et écologistes) autour d'un « pôle de radicalité ».

Lors des élections européennes de 1994, Anicet Le Pors participe à la liste « *L'autre politique* » de Jean-Pierre Chevènement (MDC), qui rassemble des personnalités du Parti socialiste, féministes, radicaux et gaullistes opposés au Traité de Maastricht. Cette liste obtiendra 2,54 % (contre 6,89 % pour la liste PCF).

Une partie de ces Refondateurs resteront membres du PCF au sein de l'Association des communistes unitaires, surtout implantée en Seine-Saint-Denis et animée par Pierre Zarka et Patrick Braouezec. Ils quitteront à leur tour le parti en 2010, pour rejoindre la FASE.

Une autre partie des fondateurs avec des reconstruc-teurs vont rejoindre la CAP.

Malgré la dissolution de la CAP en 2009, ADS de Marcel Rigout qui est restée bien implantée dans le Haute-Vienne s'allie avec le PS à Limoges et au conseil régional du Limousin. ADS se rapproche du PCF et du Front de gauche à la fin des années 2000. Lors des élections européennes de juin 2009, ADS participe au Front de gauche, il a la deuxième place de la liste dans la circonscription Auvergne-

Centre-Limousin. Son représentant sur cette liste est Patrick Charles, adjoint au maire socialiste de Limoges. Pour les régionales de 2010, ADS décide de repartir avec le PS (2 élus ADS siègent avec les socialistes au conseil régional du Limousin). À l'issue des élections, Bernard Beaubreuil est élu. En 2011, ADS avait encore 6 conseillers généraux formant un groupe commun avec les 5 élus communistes. À la suite du redécoupage des cantons et des régions, ADS présente deux candidats (Annie Dardilhac et Hervé Beaudet) sur la liste du Front de gauche aux régionales de 2015 en Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes. Si elle a eu un assez bon résultat en Haute-Vienne (7,87 %), cette liste n'obtient au niveau régional que 4,85 % et ne peut donc pas fusionner avec la liste socialiste pour le 2e tour. ADS n'est alors plus représenté au conseil régional. Pierre Allard, conseiller départemental et maire de Saint-Junien s'est présenté aux élections législatives de 2017, soutenu par le PCF, où il a obtenu 12,24 % au 1er tour et 45,41 % au 2e tour face à Jean-Baptiste Djebbari (LREM).

L'AREV participe par certains de ses membres aux deux conventions (Michel Fiant à la CAP, Jean-Pierre Lemaire, Françoise Galland à la CEPS). La CAP et l'AREV participèrent au soutien de la candidature de Dominique Voynet à l'élection présidentielle de 1995. Ce soutien à la candidate écologiste a mené à quelques dissensions au sein de la CAP. Tandis que la LCR se retire du mouvement. La LCR qui n'a pas les 500 parrainages pour présenter Alain Krivine appellera à voter indistinctement au choix au premier tour pour Dominique Voynet (3,30%), Arlette Laguillier de « Lutte Ouvrière » (5,30%), Robert Hue candidat du PCF (8,64%) ou Lionel Jospin (23,30%). Au deuxième tour, la LCR appelle au désistement pour Lionel Jospin. Guy Hermier et son courant *Futurs* décide de rester au PCF.

Dominique Voynet fait 3,3% des voix et reconnaît le soutien que lui a apporté l'AREV en particulier, Michel Fiant, Jean-Pierre Lemaire et Jacques Stambouli

Le 4^{ème} congrès de l'AREV²⁸⁰ à Grenoble (12 au 14 janvier 1996), quelques semaines après les grandes grèves de fin 1995, appelle à la construction d'un « *mouvement alternatif, écologiste et social pluraliste* ». Dans une contribution pour ce congrès, Patrick Serand (LCR, CCA, FGA, AREV) et Gilles Oberrieder (LCR, AMR, FGA, AREV) appelle à une fusion entre les « Verts » et l'AREV. Pour eux l'AREV est devenue une « super-FGA » Au nom de la « Gauche Verte » (le mot « Finances » a été retiré), ils demandent leurs adhésions aux « Verts » alors que ces derniers n'acceptent que des adhésions individuelles. L'acceptation de cette adhésion collective se faisant attendre, ils maintiennent des contacts avec la sensibilité « Alternative et Ecologie » de l'AREV animée par Jean-Pierre Lemaire (PSU, FGA), Françoise Galland (PSU, OCT, FGA) et Liliane Dayot (PSU) qui est sur la route vers les « Verts ». Aussi, autour du courant « Alternative et Ecologie » de l'AREV, un groupe de la CAP autour de Michel Bock, des réseaux provenant de « Génération Ecologie » avec Noël Mamère, ce sont près de 800 personnes qui entrent dans ce dispositif et voient leur adhésion aux « Verts » acceptée en début 1998. Le groupe le plus important de l'AREV qui rejoint « Les Verts » est celui du Maine-et-Loire avec Marc Gicquel et Jean-Michel Marchand, éphémère député de l'AREV élu en juin 1997. Ils vont pouvoir connaître de nouvelles mésaventures des « gauches » dans les « Verts » notamment celles autour de Francine Bavay ou Martine Billard. Ce sera pour certains (Jean-Pierre Lemaire, Patrick Serand) un passage vers le « Parti de Gauche » créé par Jean-Luc Mélenchon. Le fonctionnement autoritaire et bureaucratique de ce « Parti de Gauche » entrainera des départs rapides d'ex-PSU (Marc Gicquel) et d'ex-pablistes (Christophe Ramaux, Serge Marquis, Patrick Serand).

Le 5^{ème} congrès de l'AREV des 23 au 25 janvier 1998 à Evry (91) avait adopté le texte « *Pour le changement : l'autogestion* » et l'appel « *Alternatifs ensemble* »²⁸¹. Cet appel va déboucher sur les assises de fondation des Alternatifs le 29 mars 1998 qui adopte son manifeste²⁸².

En 1997, la CAP a participé aux élections législatives de 1997, et obtient des scores modestes ; seul Jean-Pierre Brard apparenté communiste, est réélu député sous sa nouvelle étiquette dans une circonscription historiquement communiste.

²⁸⁰ « Rouge et Vert » n°255-256, Mercredi 26 février 1995.

²⁸¹ « Rouge et Vert » n°325, Mercredi 24 décembre 1997

²⁸² « Rouge et Vert » n°325, 8 avril 1998

La CAP va se disperser en 1998, après les élections législatives de 1997, entre les « Verts » et les « Alternatifs ». Une minorité de la CAP, animée par Roland Mérieux (ex-PCMLF), participe à la formation des « Alternatifs » avec la majorité des militants de l'AREV qui n'ont pas rejoint les « Verts ». De son côté, Charles Fiterman rejoint le Parti socialiste tandis que Gilbert Wasserman continue à animer la revue de la CAP « Confluences » tout en lançant la revue « Mouvements ». Ce qui reste de la CAP constitue un groupe de réflexion : « Forum de la gauche citoyenne », qui va publier quelques dossiers thématiques. Gilbert Wasserman présente dans une interview²⁸³ le Forum de la Gauche Citoyenne (FGC) comme un dépassement de la CAP. Le FGC voit l'entrée de socialistes, de Verts et de responsables associatifs. *Confluences* nouvelle série du Forum de la Gauche Citoyenne (FGC) a notamment dans son comité de rédaction dont le directeur de la publication est Claude Poperen et le directeur de la rédaction Gilbert Wasserman: Sergio Coronado, Serge Depaquit, Patrick Franjou, Pierre Héritier, Bernard Ravenel, Dominique Taddei... Le 26 mars 2009, la CAP est déclarée dissoute au JO Associations.

Encadré 14 : Chiche !

est une association de « jeunes écologistes, alternatifs, solidaires » qui se définit comme le « mouvement de jeunesse de l'écologie politique de gauche ».

Chiche ! est créé les 11 et 12 mai 1996 par la fusion des jeunes des « Verts » (Ecolo-J), de Convergence Écologie Solidarité de Noël Mamère (CES), de la Convention pour une alternative progressiste (CAP) et de l'Alternative rouge et verte (AREV) dans le but d'être le mouvement de jeunesse commun de ces mouvements. D'autres jeunes activistes, non issus de ces groupes mais très présents dans plusieurs villes, participent à la fondation du mouvement, qui évoluera au fil des années vers une aspiration à dépasser le cadre des organisations existantes pour rassembler une large part de la jeunesse autour des idéaux écologistes et alternatifs.

Le 1^{er} février 1998, CES ainsi que des courants de l'AREV et de la CAP fusionnent avec Les Verts. L'AREV et une partie de la CAP fondent le 29 mars 1998 Les Alternatifs. *Chiche !* sera dès lors le mouvement de jeunesse commun aux « Verts » et aux « Alternatifs ». La création des Jeunes Verts (2001) signe l'échec de *Chiche !* en tant que mouvement fédérateur des jeunes écologistes.

L'après élections présidentielles de 1995 a donc vu s'initier, d'une part, un regroupement avec les Verts de membres de l'AREV comme Françoise Galland (ex-OCT, FGA), Jean-Pierre Lemaire (ex-PSU, Gauche autogestionnaire, FGA), Patrick Serand (ex-LCR, CCA, FGA), Jacques Stambouli (ex-T3 LCR, FGA) et de membres de la CAP et, d'autre part, une assemblée fondatrice des Alternatifs les 28 et 29 mars 1998 permettant la fusion de l'AREV et des « alternatifs » de la CAP²⁸⁴.

Aux élections européennes de 1999, Les Alternatifs rejettent les propositions d'ouverture (place sur la liste mais non-éligibles) à leur égard du PCF, qui impulse une liste ouverte « *Bouge l'Europe* ». Pourtant, le PCF et « Les Alternatifs » avaient élaborer ensemble un texte sur l'Europe. Ce texte « *Pour une Europe démocratique, sociale et du développement durable* »²⁸⁵ est adopté par la conférence nationale de l'AREV des 30 et 31 janvier 1999.

Cette liste aux européennes de 1999 « *Bouge l'Europe* » conduite par le secrétaire national du PCF Robert Hue fait 6,78% des voix. La liste de « l'écologie les Verts » de Daniel Cohn-Bendit et Dominique Voynet fait 9,72% et obtient 9 députés dont 3 sont d'anciens du PSU (Danielle Auroi, Alain Lipietz, Didier Claude Rod). Selon Tudi Kernalegenn, une étude en 1999 a évalué que 10,10% des adhérents des Verts sont d'anciens du PSU. La liste LO/LCR avec 5,18% obtient 5 députés européens : Arlette Laguiller avec deux autres députées de LO, deux députés pour la LCR dont Alain Krivine avec comme attaché parlementaire Olivier Besancenot. La liste PS, radicaux de gauche et mouvement des citoyens de Chevenement conduite par François Hollande fait 21,95%. Le Front National qui vient de connaître une scission-expulsion de Bruno Maigret fait 5,70%.

²⁸³ Histoire(s) de « Mouvements » entretien avec Gilbert Wasserman par Yves Sintomer, Arnaud Lechevalier et Anne-Sophie Perriaux dans *Mouvements* 2003/5, p 139-149.

²⁸⁴ Rappelons qu'après le congrès de l'AREV à Grenoble du 12 au 14 janvier 1996, le congrès de l'AREV à Evry des 23-25 janvier 1998 avait entériné ce projet de fusion. Ce dernier congrès prend en considération, pour le proposer aux assises de fondation des Alternatifs, un texte élaboré par Michel Fiant : « Pour le changement, l'autogestion ».

²⁸⁵ « Rouge et Vert », nouvelle série, n°27 (364) du 5 février 1999.

Créé dans le Finistère à l'occasion des élections régionale de 1998, le mouvement de gauche alternative « Tous ensemble à gauche » (TEAG) en novembre 2001 va se structurer en coordination régionale pour se structurer sur l'ensemble de la Bretagne. Regroupement de militants syndicalistes et associatifs et d'organisations telles que le Mouvement Rouge et Vert (Landerneau), Une autre gauche pour l'avenir (Plouzané), la LCR et les « Alternatifs-autre gauche » du Finistère, TEAG avait obtenu lors des régionales de 1998 deux représentants au conseil régional. Lors de élections municipales de 2001, les listes soutenues par TEAG ont obtenu plus de 20 % à Landerneau, 29 % à Plouzané, 8 % à Lorient et a frôlé les 5 % à Rennes. TEAG se structure sur l'ensemble de la Bretagne.

Encadré 15

Le PSU après les PSU (1960-1990) : que sont devenus les post-PSU ?

Il y a eu sur la durée de l'existence du PSU (1960-1989), non pas un, mais des PSU, les PSU(s) :

- Le PSU contre la guerre d'Algérie et le bonapartisme gaulliste (1960-1962)
- Le PSU hésitant entre l'autonomie et la rénovation de la social-démocratie dans le cadre d'une union des gauches (1963-1967)
- Le PSU parti de Mai 68 et du gauchisme ascendant sous un Rocard « caméléon » (1968-1973). Il y a bien eu un PSU « sous » Rocard, mais pas de PSU « de » Rocard
- Le PSU des LIP²⁸⁶ et le PSU germe pour l'autogestion renonçant à se muer en un parti des travailleurs pour l'autogestion socialiste (1974-1977)
- Le PSU-Front autogestionnaire 3^{ème} force de gauche (1978-1984)
- Le PSU partenaire (et non promoteur) de la recomposition écolo-alternative (1984-1990)

Nous avons vu que dans sa dernière décennie, le PSU s'est écartelé entre devenir la 3^{ème} force d'une gauche de gouvernement ou l'initiateur d'une gauche écolo-alternative sur le modèle du parti des « Grunen » en Allemagne de cette époque.

Au lieu de quémander des strapontins dans les gouvernements de la gauche social-libérale, il aurait pu prendre la tête *d'un parti-mouvement écolo-alternatif* en ne laissant pas la main (petite main d'ailleurs) à d'autres comme la FGA, les rénovateurs communistes, la LCR.

Le PSU aurait dû être le promoteur, et non l'un des partenaires parmi d'autres, de ce parti-mouvement écolo-alternatif pour en faire un parti équivalent aux « Grunen » allemand. Michel Fiant en eu l'intuition (Cf. Supra.1.22. Encadré 12 : Le PSU écartelé entre la gauche gouvernementale, la gauche alternative et la gauche écologiste (1981-1989) pages 132 à 134) en suggérant aux CCA de rejoindre le PSU en 1986 plutôt que de se dissoudre dans la FGA. Il ne fut pas suivi par ces camarades sur cette voie à peine explorée.

Si le PSU en avait pris l'initiative, un parti-mouvement écolo-alternatif à la française aurait changé le paysage politique dont nous avons été les spectateurs ces trois dernières décennies même s'il ne faut pas faire de la téléologie rétrospective. Dans une telle configuration y aurait-il eu un NPA et un front de gauche ?

Si nous filons une métaphore astrophysique. Comme dans un système solaire avec des planètes (petites et grandes) et des satellites autour de ses planètes, le système des partis politiques a des partis « astres » et des organisations « satellisées » par les gros astres. Il a aussi des comètes qui disparaissent vites après une brève apparition. Certaines comètes ont percuté des astres entraînant des dégâts avec des effets à longs termes.

Le PSU n'est pas devenu un astre du mouvement ouvrier et/ou de l'écologie politique. Il n'a pas réussi à se constituer en parti des travailleurs pour l'autogestion socialiste puis en « parti-mouvement » pour l'autogestion, l'écologie et le féminisme. Il a été satellisé au cour de son histoire simultanément par la social-démocratie dont la rénovation va avorter et sombrer dans le social-libéralisme, par une gauche révolutionnaire puis radicale aux divisions mortifères, par une écologie politique immature et soluble dans le « capitalisme vert ».

L'AREV puis, comme nous le verrons (Cf. Infra. 1.24.) « Les Alternatifs », « petits frères » du PSU,

²⁸⁶ Jean-Pierre HARDY, *De PSU de « Mai 1968 » au « PSU des LIP et de l'autogestion, enjambant le PSU « sous Rocard », in LIP VIVRA, Editions Syllepse, 2023.*

ont connu les mêmes phénomènes de satellisation par l'écologie politique devenue un peu plus mature et les regroupements partiels de la gauche radicale. Ils n'ont pas de mérites à ne pas avoir été attirés par les « astres politiquement morts » du PS « social-libéral » et d'un PC enfin déstalinisé mais électoralement résiduel, mais avec encore des forces militantes.

Les divers oppositions internes et externes du PC du dernier quart du 20ème siècle (unitaires, rénovateurs, reconstruc-teurs et refondateurs) ont connu les mêmes phénomènes de satellisation entre l'écologie politique et la gauche alternative radicale, et ce, sur les mêmes périodes, que le PSU des années 1980, puis l'AREV et « Les Alternatifs ».

Des rénovateurs comme Claude Llabrès qui ont soutenu Pierre Juquin en 1988 et des refondateurs comme Charles Fiterman qui a soutenu Dominique Voynet à la présidentielle de 1995 vont rejoindre le PS.

Dans l'AREV puis les « Alternatifs », les anciennes composantes d'origine (FGA, LCR, PSU, rénovateurs communistes) vont se redistribuer dans tous les courants qui vont dans les décennies suivantes rejoindre soit, les « Verts », souvent après avoir dénoncé ceux qui les avaient précédés dans ce choix (Didier Claude Rod après le 2^{ème} congrès de l'AREV de 1991, Liliane Daylot et Guy Philippon en 1998); soit les projets de regroupement de la gauche alternative et/ou radicale.

Les composantes historiques de l'AREV puis des « Alternatifs » vont de fondre les unes dans les autres et connaître ensemble des parcours militants « aimantés » par :

- La gauche de gauche qui exclut seulement le PS « social-libéral » mais intègre le PCF qui essaie l'élargissement lors des élections européennes ou régionales lorsqu'il y a un scrutin de listes avec une dose de proportionnelle (Gauche populaire, Bouge l'Europe !)
- La gauche alternative radicale plus large que l'unité de la gauche révolutionnaire des années 1970

Le PS social-libéral est hors-jeu même si des alliances aux élections municipales et régionales sont maintenues pour sauver des postes d'élus. Le PC maintient lui aussi de telles alliances locales avec le PS pour sauver ses élus et son appareil.

Contrairement aux décennies PSU, il n'y a plus dans ces décennies post-PSU de ralliements au PS.

Les différentes comètes maoïstes, Mao-spontex de « Vive La Révolution » (VLR) avec Roland Castro, Mao « guerre populaire » de la Gauche Prolétarienne (GP) avec notamment Serge July et Alain Geismar, les mao-populiste de la GOP du PSU, les mao-staliniens des PCMLF et PCR(ml), ont disparu dans l'infini et ont détruit leurs militants les plus engagés et permis à des cadres dirigeants des conversions au PS (Roland Castro de VLR, Pierre Baudis du PCMLF, Serge July et Alain Geismar de la GP) ou chez les « Verts » (Alain Liepietz et Gilles Lemaire de la GOP), Aline et Jacques Archimbault du PCRml).

Dans la galaxie des organisations trotskystes, LO construit imperturbablement son organisation « pierre par pierre » et remonte, comme Sisyphe et son rocher chacune des pierres roulant en bas.

Les militants et cadres du PSU n'étaient pas les seuls à être « aimantés » par le PS dans les années 1980. La LCR dans ces années 1980 va aussi connaître des départs individuels (Henri Weber rejoint Laurent Fabius, Paul Alliés fait un passage avant de rejoindre l'écologie politique versus « décroissance ») et des départs plus collectifs avec Julien Dray, Harlem Désir, Laurence Rossignol. Ces derniers en « entrepreneurs politiques » vont constituer « SOS Racisme » en octobre 1984, ce qui facilite leurs « rétributions militantes » par des postes éligibles au PS. Cela se fait au détriment de la structuration d'un mouvement autonome laïque et féministe de la « Beur Génération » qui a auto-organisé la première marche de l'égalité de décembre 1983 ; ce qui aurait été bien utile dans la lutte contre le racisme et la montée de l'intégrisme islamique. Jean-Christophe Cambadélis va pouvoir avoir un « retour sur investissement » en apportant au PS, le syndicat étudiant UNEF réunifié.

De nouvelles petites planètes comme celles du courant Chevènementiste, avant d'imploser sur elles-mêmes en quelques années, vont aussi attirer des militants « post-pablistes », ex-PSU et de la LCR.

Si nous continuons à filer la métaphore (au risque de se prendre les pieds dans le fil) :

- Des post-PSU ont réussi leurs extractions de la petite planète PSU et leurs mises en orbite sur une autre planète.
- Des post-PSU n'ont pas réussi leurs mises en orbite
- Des post-PSU sont devenus des étoiles filantes ou des météorites qui soit se sont perdues dans l'infini, soit se sont écrasées
- Des post-PSU ont changé plusieurs fois d'orbite sur des planètes différentes dont certaines ont disparues

Certaines petites planètes comme par exemple les organisations chevènementistes ou le Parti de Gauche de Jean-Luc Mélenchon se sont avérées inhospitalières et inhabitables pour des post-PSU comme d'ailleurs des post-pablistes et des ex-LCR.

ATTAC à la fois « proto-parti et proto-syndicat » accueille nombre d'astéroïdes issus de toutes les organisations syndicales et politiques de la gauche et de l'extrême gauche.

Les « chassés croisés » organisationnels des militants des PSU, des post-PSU, des oppositionnels du PC, des ex-LCR et des « post-pablistes » sont nombreux et il y a eu des « dérapages non contrôlés ».

Tous ces parcours militants organisationnels sont l'expression de combinaisons inégales et combinées d'évolutions politiques et de volonté de conquêtes ou conservations de prébendes et de parcelles de pouvoirs.

1.23. La diaspora « pabliste », « néo, post et proto pablistes »

En 1986, après l'échec de la dernière tentative de regroupement des marxistes-révolutionnaires pour l'autogestion, les militants « pablistes » dirigent la FGA qu'ils vont entraîner dans le soutien à la candidature à l'élection présidentielle de 1986 de Pierre Juquin, puis dans la Nouvelle gauche et l'Alternative Rouge et Verte (AREV).

1.23.1. De la TMRI à l'AMRI

La TMRI se maintient en tant qu'organisation internationaliste à défaut d'être très internationale. Ses réunions sont de plus en plus ouvertes à des militants de l'ex-tendance 3 de la LCR et d'autres courants. Jean-Pierre Lemaire ou Jean-Pierre Hardy y participent sans en être membres formellement. Les réunions de la TMRI sont de larges cercles ouverts. La TMRI publie aussi des contributions individuelles comme celles de Denis Berger.

Selon Yves Sintomer et Hall Greenland, au milieu des années 1980, une connexion britannique a été établie avec environ 30 jeunes militants pour la plupart dans la vingtaine et la trentaine, dont beaucoup sont diplômés d'universités à Londres et à Oxford. Parmi eux, le jeune Keir Starmer qui va devenir en 2020 le nouveau leader de droite du parti travailliste britannique après avoir exclu Jérémy Corbyn, était au premier plan. Ils ont produit un journal, « Socialist Alternatives », qui est allé à travers une demi-douzaine de numéros en 1986-87 et dans lesquels Starmer a été le principal contributeur sous le pseudonyme de "Harry Curtis". C'était les engagements dans la durée de Pablo pour l'autogestion généralisée, son audace idéologique, son engagement précoce pour les mouvements sociaux, comme le mouvement libération des femmes et sa vie militante qui avaient attiré les nouveaux adhérents britanniques. En 1986, ils l'ont invité en Angleterre pour donner des conférences sur le marxisme et l'autogestion. Ces séminaires se tenaient à Londres et à Oxford. La conférence principale s'intitulait « *Qu'est-ce qu'être un marxiste révolutionnaire aujourd'hui ?* ».

Lors de la 9^{ème} conférence de la TMRI de juin 1988 à Paris, il y a eu un vif débat entre ceux pour qui l'investissement essentiel doit s'effectuer en direction des courants écologistes et alternatifs (Frédéric Brun, Yves Sintomer, Maurice Najman et les militants allemands, anglais et italiens) que nous avons présenté comme la « troisième génération de pablistes modernes » et ceux qui maintiennent un travail prioritaire en direction des courants communistes (Michel Pablo, Gilbert Marquis).

Aussi, à cette 9^{ème} conférence de la TMRI, deux résolutions sont soumises au vote. Sur la base de 28 mandats la résolution de Michel Pablo obtient 15,4 mandats et celle de Maurice Najman 11,6

mandats. Michel Pablo a voulu intégrer des amendements d'Yves Sintomer (ex T3 de l'OCT, ex T3 de la LCR, FGA) mais ce dernier demande un vote d'ensemble sur ces amendements qui obtient 6,6 mandats pour et 10,2 mandats contre.

Théo Blom, (l'un des derniers néerlandais de la TMRI qui participe au regroupement de la revue « Links ») et Gille Buna, futur maire écologiste du premier arrondissement de Lyon, participent à cette 9ème conférence de la TMRI et soutiennent Maurice Najman et Yves Sintomer.

9ème conférence de la TMRI du 16 au 20 juin 1988 : inventaire

Présents : 90. Pays représentés (et non plus sections de la TMRI) : Grèce, Chypre, Italie, Allemagne, Angleterre, France, Portugal, Norvège, Hollande, Belgique, Corse, Chili, Argentine, Algérie, Tunisie

Groupes invités et représentés : Vega, Pouvoir Ouvrier Norvège, Mouvement Démocratique Algérien (MDA), PC grec (gauche rénovatrice), El Socialista (Argentine), Rivolutionne et Democratia Proletariat (Italie), FGA France, Consulta Nationalizta (Corse), Gunen Allemagne.

La résolution sur l'Amérique latine est présentée par Angel Fangul (1927-2009), un argentin qui a animé avec Michel Lequenne une tendance minoritaire dans la IVème Internationale ; la tendance HH avec H comme Hérida (pseudo de Angel Fanjul) et H comme Hoffman (pseudo de Michel Lequenne). Léo Batesti de la Consulta Nationalizta présente un rapport sur la Corse.

Dans le comité de coordination international qui remplace l'ancien secrétariat international on retrouve pour l'Italie Guillermo Almeyra (1928-2019), argentin ex-posadiste exilé en Italie Frédéric Brun, Yves Sintomer, Maurice Najman sont membre de cette instance.

Selon Patrick Serand qui assiste à cette conférence, face à cette opposition « pro-verte », Pablo est dans un « grand état de nervosité ». Il ajoute : « *le vieux dirigeant sent sans doute que son frêle esquif est à bout de souffle et n'en a plus pour longtemps...* »²⁸⁷

A la suite de cette 9^e conférence de la TMRI, un comité de coordination extraordinaire de février 1989 change le nom de la TMRI qui devient AMRI (Association marxiste révolutionnaire internationale). L'AMRI se dote de statuts propres (la TMRI n'en avait pas et estimait relever de ceux de la Quatrième Internationale dans l'état où ils se trouvaient en 1965) ainsi que d'une déclaration fondatrice de principes²⁸⁸ qui remplace celle de la TMRI adoptée en mai 1972. La déclaration de principe de la TMRI était systématiquement publiée en quatrième de couverture de la revue *Sous le drapeau du socialisme* (SDS) jusqu'au numéro 110-111 de mai-juin 1989.

L'AMRI devient une libre association de militants qui partagent les principes de cette déclaration constitutive (ci-dessous en encadré 14) et qui sont libres de s'investir dans les différentes formes du mouvement politico-social multiforme d'émancipation de l'humanité. Cette association-réseau de militants convient bien à Maurice Najman puisqu'il défendait en France « les réseaux », ce qui l'avait amené, contrairement aux autres militants de la TMRI, à ne pas s'associer à la fondation de l'AREV.

Encadré 16

Déclaration constitutive de l'Association Marxistes Révolutionnaires Internationale (Février 1989)

L'Association marxiste révolutionnaire internationale (A.M.R.I.) réunit à l'échelle mondiale des femmes et des hommes qui ont une conscience claire des considérations suivantes, et militent énergiquement pour leur promotion.

1. Le monde, envisagé globalement, reste caractérisé avant tout par la séparation entre riches et pauvres, oppresseurs et opprimés, dirigeants et dirigés, les uns possédant la richesse matérielle, la culture et le pouvoir, les autres démunis voire complètement exclus de ces privilèges de classe (*).
2. La raison ultime de cette division conflictuelle est le fonctionnement global du système de

²⁸⁷ Patrick Serand, *Parcours en hétérodoxie : fragments d'un itinéraire militant*, International Institute of Social History d'Amsterdam, 2018, p.30.

²⁸⁸ Sous le drapeau du socialisme (SDS) jusqu'au numéro 110-111 de mai-juin 1989.

production capitaliste et de domination impérialiste, aux valeurs et à la logique duquel le « socialisme » bureaucratique stalinien n'a nullement su résister.

Le fonctionnement global du système comprend toutes les conséquences complexes de l'interaction entre sa base et ses superstructures : ainsi par exemple la mentalité qu'il imprime aux hommes, les valeurs et les idéaux auxquels il les attache subtilement, la façon dont il modèle leur culture et leur comportement envers la nature, la société, envers eux-mêmes.

3. Ce système, dans son fonctionnement global, est également la raison ultime des menaces persistantes de guerre atomique, de catastrophe écologique et de désordre démographique. C'est la façon dont s'est développée et dont fonctionne globalement la centralisation extrême du capital et du pouvoir, essentiellement depuis la deuxième guerre mondiale, qui est à la racine de ces nouveaux maux menaçant l'humanité.

4. Aucune des révolutions du XXème siècle n'ayant eu une base de classe nette, ni une base matérielle et culturelle suffisante, toutes ont abouti à des régimes dictatoriaux, minoritaires, caractérisés par le monopole du pouvoir d'un parti unique et par une économie essentiellement étatisée, sources d'une ascension irrésistible de la bureaucratie d'Etat.

C'est pourquoi ces révolutions, inachevées, rapidement et gravement déformées, n'ont nulle part résolu la question fondamentale d'un régime basé progressivement sur le pouvoir direct des producteurs et des citoyens, ni celle de la suppression de l'androcrairie, ni celles d'autres formes d'oppression de l'individu, collective ou nationale.

Identifier les classes opprimées, les masses, avec un parti révolutionnaire dirigeant unique aboutit à fausser gravement le caractère de classe des révolutions : cela revient à légitimer le transfert durable du pouvoir conquis au parti unique, qui évolue dès lors inexorablement comme représentant de la nouvelle formation sociale constituée par la bureaucratie d'Etat.

5. La seule garantie qu'un changement révolutionnaire évolue vers une société gérée démocratiquement par les producteurs et les citoyens est l'établissement progressif, dès le début, du pouvoir direct de ceux-ci et d'une économie reposant progressivement sur des formes socialisées, assurant une maîtrise du marché et de l'argent, maîtrisant les formes marchandes et monétaires absolument inévitables pendant la longue période de transition succédant au capitalisme. Cependant, cette garantie n'est suffisante qu'avec l'extension internationale de la république autogérée.

6. Le développement des nouvelles forces découlant de l'essor irréductible de la recherche, de la science abstraite et de leurs applications – à condition d'être soumis au contrôle rationnel de la société -, pourrait fournir la base objective, matérielle et culturelle, indispensable pour réduire au minimum le temps socialement nécessaire pour assurer, à un niveau très élevé, l'entretien matériel de l'ensemble de la collectivité mondiale. Le développement de ces nouvelles forces permettrait ainsi de dégager un vaste temps libre, consacré aux activités créatives individuelles et associatives, libérées de la détermination économique, propres à l'épanouissement de l'individu social.

7. La condition subjective pour que puisse réussir un tel changement révolutionnaire, c'est que se coordonne à temps l'activité effective des différentes composantes du mouvement politico-social capables de vouloir ce changement ou susceptibles de comprendre en définitive sa nécessité : forces traditionnelles et nouvelles du travail salarié exploité, nouveaux pauvres et marginalisés, vastes catégories sociales de femmes, déjeunes, et autres collectivités subissant une oppression spécifique, ou simplement sensibilisées et radicalisées par la conscience des dangers extrêmes de guerre nucléaire, de catastrophe écologique, que comporte le fonctionnement global de plus en plus irrationnel du monde actuel. Ces dernières couches, non strictement prolétariennes, produits de la diversification et de la complexification de la société moderne, se sensibilisent et se mobilisent sur des questions qui débordent la lutte des classes au sens strict et donnent ainsi naissance à un vaste mouvement socio-culturel aux expressions diverses, à la recherche confuse d'une autre civilisation. La rencontre de ce mouvement, et en définitive son alliance avec le mouvement ouvrier traditionnel, est absolument nécessaire à la réussite de la stratégie du changement social radical.

C'est dans ce cadre que l'activité propre de l'A.M.R.I. entend constituer une expression de la plus haute conscience et d'un travail militant exemplaire, afin de contribuer à l'orientation stratégique du mouvement politico-social global vers le changement révolutionnaire.

L'A.M.R.I. ne vise pas à créer une nouvelle formation internationale fermée idéologiquement et organisationnellement, c'est à dire une formation qui déclarerait que son programme est quasi

parachevé, et que son propre cadre organisationnel est celui où, nécessairement, doit avoir lieu le regroupement des forces révolutionnaires nouvelles qui se dégagent du processus révolutionnaire multiforme à l'échelle mondiale. L'A.M.R.I. œuvre dans la perspective d'un processus d'alliances successives avec d'autres forces révolutionnaires convergentes, qui marqueront les étapes vers la coordination mondiale effective du mouvement politico-social de masse global de demain.

8. L'A.M.R.I. vise à aider le mouvement politico-social global, dont elle est partie prenante, à se structurer à la base en tant qu'opposition radicale au système, disputant à ce dernier un espace de plus en plus ample par la mobilisation, l'auto-organisation, l'autogestion de la société civile des producteurs et des citoyens.

Sans privilégier le jeu électoral ni se compromettre dans la gestion politique du système, mais au contraire, dans la perspective ferme du but stratégique final de la république autogérée, l'A.M.R.I. préconise à ses forces dans les différents pays d'accorder un appui critique - y compris en les libérant de toute obligation strictement organisationnelle, comme le permettent ses statuts-, à toute formation politique, à tout gouvernement, s'engageant pratiquement dans la réalisation d'un projet démocratique ou révolutionnaire transitoire, même limité, si l'A.M.R.I. le juge comme une étape nécessaire ou favorable au but stratégique.

Une telle attitude découle de la considération que le rythme et l'ampleur des développements comportant une dynamique révolutionnaire sont et seront, à l'échelle mondiale, variés et longs, et qu'ils exigent une approche libre de tout schématisme. C'est dans ce sens, en tenant compte de la nécessité absolue d'une activité pratique réelle, que l'A.M.R.I. courant révolutionnaire militant, réfléchit et agit.

(*) la composition de la classe capitaliste a changé avec la fonction et la forme du capital. Cette composition induit, en dehors de la couche des propriétaires directs et concrets des moyens de production, la vaste couche mondialisée des détenteurs du capital invisible, anonyme, errant, spéculatif. Elle inclut également la vaste couche des gestionnaires du capital, technocrate, administrateur de l'économie et de l'Etat, parfois plus riches et plus puissants que les capitalistes traditionnels.

Du côté du travail, on a affaire actuellement à un travail très différencié, émiétté, avec une séparation accentuée entre l'homme et son outil, subordonnant celui-ci au système machiniste, évolution qui retire progressivement de la scène le travailleur individuel devant le travailleur collectif, devant le travailleur intégré. Pour toutes ces raisons, la définition donnée ici est plus ample, plus totalisante, que les définitions traditionnelles.

Les débats vont se poursuivre pendant les mois suivants et se tendre. Si Pablo avait accepté la mutation de la TMRI en AMRI, ce n'était pas pour en faire un réseau « invertébré gazeux » et « euro-centrique » ne pouvant pas être un pôle pour les marxistes révolutionnaires d'Amérique latine et du bloc soviétique. Les marxistes révolutionnaires avaient besoin de leur propre organisation pour discuter de leurs priorités et poursuivre leur propre projet de « république mondiale autogérée ».

Les anglais George Shaw, Derek Wall et Keir Starmer sont favorables à l'abandon du travail au sein du Parti travailliste au profit des « Verts ». Des membres allemands et italiens sont pour rejoindre « Les Verts ».

Dans un texte « 12 signataires » des jeunes camarades français, anglais et allemands affirmaient que les « Verts » étaient l'avenir et qu'ils occupaient déjà complètement l'espace politique « alternatif » ce qui les amenait à esquisser cinq propositions qui devaient être prises en considération :

- 1. la contradiction « capital-travail » n'était plus aussi centrale qu'avant
- 2. L'effondrement des États bureaucratiques et des partis communistes se solderait par un échec total et ne conduirait pas à une transformation du mouvement ouvrier
- 3. Les « Verts » façonneraient l'avenir à l'échelle mondiale ;
- 4. Laissés à eux-mêmes les « Verts » deviendraient des partis « réformistes radicaux » aidant à réguler et à stabiliser monde capitaliste
- 5. Il appartenait à la Tendance en rejoignant les « Verts » d'essayer de « maximiser » leur évolution politique pour que les « Verts » « *participent à la reformulation d'un projet révolutionnaire pour le 21^e siècle.*

Dans un texte de six pages dactylographiées intitulé « *Coller son oreille au sol et écouter l'herbe pousser* », reprenant ainsi une citation de Lénine ; Maurice Najman fait le constat de l'échec de la « Nouvelle Gauche » et que « les Verts » ont capté « *la représentation politique l'essentiel de l'espace alternatif* ».

Michel Pablo répond à Maurice Najman dans un texte en date du 20 juin 1989 intitulé « *L'herbe et le grondissement* » :

« Faire de « l'entrisme » chez les Verts en se contentant de rester dans la « fluidité », l'élasticité d'un simple « réseau », voilà qu'elle doit être l'ambition suprême des Révolutionnaires européen et mondiaux ! [...]

« ...un réseau » flou peut servir à une carrière individuelle et individualiste. Une organisation sert à maintenir une force révolutionnaire cohérente, contre le courant.

A chacun de choisir, selon aussi son engagement plus profond, moral et philosophique : Révolutionnaire ou « Réformiste-Radical ».

Dans une note personnelle, Pablo parle de liquider la Tendence pour les mêmes raisons que Marx et Engels avaient liquidé la Première Internationale, à savoir, la présence de trop de camarades avec des idées « antimarxistes » contraires. C'était pousser Maurice Najman et la majorité de la « troisième génération de pablistes modernes » à quitter la Tendence sur laquelle il pensait avoir trouver « sa relève ». Cela entraîne une rupture de continuité générationnelle en France et en Grande Bretagne.

Sortie de l'AMRI, ils ne vont pas prospérer dans l'écologie politique européenne. Yves Sintomer va devenir un universitaire qui va se spécialiser sur « la démocratie participative » et sera l'imminence grise de Ségolène Royal lors de sa campagne des élections présidentielles de 2007. En octobre 2020, Keir Starmer devient le leader droitier du parti travailliste britannique après avoir « chassé » Jérémy Corbyn.

1.23.2. Les « pablistes » et la disparition de la Yougoslavie.

Le délitement de la Yougoslavie est un drame affectif et narcissique pour Michel Pablo et les vieux cadres historiques « pablistes »²⁸⁹ qui ont entraîné la Quatrième Internationale à apporter un soutien critique à la Yougoslavie de Tito menacée et calomniée par Staline. Pour vérifier la réalité, ils ont organisé et participé à des brigades de solidarité qui les ont marqués à vie. La question yougoslave a « formaté » ces militants.

Dans une résolution de novembre 1992, l'AMRI :

- Dénonce les atrocités commises de part et d'autre ;
- Condamne l'intervention de l'Otan qui se fait sous de faux prétextes humanitaires ;
- Demande le respect des minorités dans tous les nouveaux États issus de l'éclatement de l'ex-Yougoslavie et la réintégration par chacun de sa population ancienne ;
- Souhaite que la Bosnie « musulmane » amputée et isolée puisse se tourner vers la création d'un État se réclamant de la même culture, autour du tronc essentiel de l'Albanie et des albanophones du Kosovo.

Dans *Utopie Critique* n° 4 du 4^e trimestre 1994, Michel Raptis (Pablo) :

- Dénonce les atrocités de toutes les parties ;
- Dénonce le droit à l'autodétermination sélectif dans l'intérêt de l'impérialisme américain ;
- Réclame un droit à l'autodétermination généralisé et non sélectif passant par le droit aux regroupements des Serbes ;
- Revendique les droits des minorités dans les États serbe, croate et bosniaque ;
- Dénonce les interventions contre les Serbes qui résistent au nouvel ordre que veut imposer l'impérialisme américain soutenu par l'Allemagne et la Turquie.

Il sera beaucoup reproché à Pablo, qui est retourné finir ses jours en Grèce, ses voyages dans l'ex-Yougoslavie où il prend des contacts et le président des Serbes de Bosnie Radovan Karadzic. Ses défenseurs rappellent que Pablo a toujours dénoncé les atrocités qui se sont transformées plus tard en massacres ethniques comme celui de Srebrenica en juillet 1995 quelques mois avant la mort de Pablo en février 1996.

Comme pour les actions illégales et clandestines pendant la guerre Algérie, pour Pablo de telles actions ne peuvent pas faire l'objet d'une délibérations d'instances dirigeantes, notamment celles de

²⁸⁹Sadik Premtaj, pseudonyme « Victor », un des chefs de la résistance antifasciste et un des fondateurs du parti communiste albanais, ayant dû fuir le stalinisme albanais d'Enver Hoxha, a été membre du courant pabliste de 1963 à sa mort en 1991.

la IVème Internationale qu'il était censé avoir rejoint en 1993 malgré le refus de la section officielle grecque de l'intégrer.

Michel Pablo reconnaît fin juillet 1995 :

*« Je suis proche de Karadzic, j'ai même des rapports personnels avec lui – pas avec Milosevic. J'ai beaucoup de choses à dire sur cette affaire. Mais tu dois aussi comprendre, quand il parle des atrocités des Serbes contre les musulmans : pendant la IIème guerre mondiale, il y a eu un génocide énorme contre les Serbes exécuté tout d'abord par les Croates, qui se sont engagés complètement avec les Allemands [...] Mais en ce qui concerne la direction des Serbes, je n'ai aucune confiance en Milosevic. Milosevic est capable de vendre les Serbes pour son propre pouvoir politique. Je suis beaucoup plus proche des Serbes luttant avec Karadzic ».*²⁹⁰

Les problèmes de santé de Pablo, le fait qu'il soit le garde malade de sa femme et de son frère devaient rendre difficile les déplacements vers Pale, la capitale de la Bosnie serbe. Michel Pablo précise n'avoir aucun lien avec le général Mladic maître d'œuvre du massacre de Srebrenica en juillet 1995. Ces entretiens avec Adolfo Gilly sont perturbés par l'information de la mort d'Ernest Mandel. Ils ne l'ont pas été par les massacres de Srebrenica supervisés par le boucher Mladic, dont l'ampleur (plus de 8000 hommes de plus de 12-15 ans susceptibles de reprendre les armes en cas de simple expulsion comme les femmes et les enfants vers les zones sous contrôle des bosniaques musulmans) apparaîtra quelques semaines plus tard. Gilly n'a pas précisé si ces massacres étaient connus lors des « entretiens de la mer Égée » et si cette question a été spécifiquement abordée ou traitée dans le cadre de la reconnaissance générale par Pablo de la *reprise* « des crimes de guerre et des massacres inter-ethniques et interreligieux balkaniques » d'avant période titiste.

Comme nous l'avons déjà précisé (Cf. Supra 1.21), ce soutien à la constitution de la république serbe de Bosnie va entraîner sa rupture avec Ben Bella.

« Michel Pablo : Ben Bella voit le conflit sous l'aspect religieux, c'est-à-dire les Serbes sont contre les musulmans.

Adolfo Gilly : Mais n'y a-t-il pas un aspect religieux ? Est-ce qu'il n'y a pas un conflit d'aspect religieux aussi ?

Michel Pablo : Pas du tout. C'est-à-dire les Serbes ne sont pas contre les musulmans parce qu'ils sont musulmans, pas du tout.

Adolfo Gilly : Mais pourquoi Ben Bella les voit... pas seulement Ben Bella, d'autres aussi. Pourquoi le voient-ils comme ça ?

Michel Pablo : Parce qu'ils disent « ces salauds de Serbes, ce sont des orthodoxes, et ils exterminent les musulmans ». Ils croient que les Serbes mènent une lutte à cause de la religion.

Adolfo Gilly : Et d'après toi, ce n'est pas vrai du tout ?

*Michel Pablo : Ce n'est pas vrai du tout. Les Serbes disent la chose suivante : « nous ne voulons pas occuper des territoires qui vous appartiennent à vous musulmans, ou à vous Croates, mais vous aussi vous ne pouvez pas demander de nous d'être sous votre joug. Nous n'accepterons plus jamais d'être dans un État gouverné soit par des Croates, soit par des musulmans. Nous serons tous les trois indépendants. Chacun aura son territoire. » C'est peut-être une régression, mais elle a des raisons profondes, parce qu'ils craignent qu'il soit absolument impossible d'être dans un État tant soit peu démocratique dont la direction est soit croate, soit musulmane, et ils ont raison. Il ne peut pas y avoir justice pour les Serbes. Alors ils disent : « nous devons partager : une partie pour vous Croates, une partie pour vous musulmans, et nous Serbes, nous sommes tout à fait séparés ».*²⁹¹

Pour Michel Pablo ;

*« La Yougoslavie est dissoute, et ce sont les Allemands qui l'ont dissoute quand ils ont précipité tout d'abord le détachement de la Yougoslavie de la Croatie et de la Slovénie. »*²⁹²

²⁹⁰ Entretien au bord de la mer Egée entre Adolfo Gilly et Michel Pablo (les 22 et 23 juillet 1995). Transcription Marion Gevers, septembre-décembre 2020.

²⁹¹ Entretien au bord de la mer Egée entre Adolfo Gilly et Michel Pablo (les 22 et 23 juillet 1995). Transcription Marion Gevers, septembre-décembre 2020.

²⁹² Entretien au bord de la mer Egée entre Adolfo Gilly et Michel Pablo (les 22 et 23 juillet 1995). Transcription Marion Gevers, septembre-décembre 2020.

Jean-René Chauvin (1918-2011), qui avait quitté la T3 de la LCR et rejoint la TMRI, quitte l'AREV à laquelle il reproche des rapprochements avec les « Verts » et la TMRI. Il rapproche à l'AREV et à la TMRI, leur faible investissement dans le soutien à une Bosnie unifiée et multiculturelle. L'ancien déporté²⁹³ ne supporte pas l'épuration ethnique dont sont victimes les musulmans bosniaques. Pour Jean-René Chauvin la position qu'il résume par un « *Ni frappes de l'OTAN, ni épurations ethniques* » est intenable. Interrogé en 1995 sur la possibilité d'une Bosnie multinationale, Michel Pablo a répondu : « *Inatteignable pour l'instant. Tant de sang a été versé, tant de haine a été créée. Ces choses ne se résolvent pas facilement* »²⁹⁴.

Pablo est décédé en février 1996, il n'a donc pas pu se positionner face à la guerre du Kosovo qui a eu lieu du 6 mars 1998 au 10 juin 1999. Cette guerre de libération du Kosovo avec les frappes de l'OTAN qui vise à détruire les infrastructures la Serbie va diviser la gauche²⁹⁵. La résolution de l'AMRI de novembre 1992 préconisait que la Bosnie « musulmane » se tourne vers la création d'un État se réclamant de la même culture, autour du tronc essentiel de l'Albanie et des albanophones du Kosovo.

L'éclatement de la Yougoslavie va aussi, comme nous le verrons, servir de catalyseur aux reclassements politiques d'ex-pablistes dans le « *souverainisme républicain de gauche* ».

1.23.3. « Le retour au bercail ou au refuge » de la Quatrième Internationale

En janvier 1985, le 12^e congrès mondial de la Quatrième Internationale adopte les thèses programmatiques « *Dictature du prolétariat et démocratie socialiste* ». La TMRI souligne ces avancées, qu'elle estime cependant insuffisantes. C'est une rupture avec le passé puisque, depuis sa « sortie-exclusion » de la Quatrième Internationale, Michel Pablo dans SDS a toujours sévèrement critiqué les thèses des congrès mondiaux de cette dernière et les résolutions de ses instances dirigeantes (secrétariat unifié et comité exécutif international) : dérives « pro-maoïstes », politique « guérillériste » en Amérique du Sud, « tournant ouvrier », retard dans la demande du retrait des troupes soviétiques en Afghanistan...

Pablo et Ernest Mandel ont repris des contacts à l'occasion des débats sur l'évolution de l'URSS sous Gorbatchev. En décembre 1988, à l'occasion du cinquantième de la IV^e Internationale, le secrétariat unifié de la IV^e Internationale organise un grand meeting à Paris auquel Pablo est invité à intervenir aux côtés d'Ernest Mandel et Livio Maitan, et ce, au grand dam de Gérard Filoche. L'ambassadeur du Nicaragua à Paris salue cette manifestation au nom du Front Sandiniste. La TMRI profite de cette occasion pour publier dans une brochure²⁹⁶ reprenant ses positions sur l'entrisme *sui generis*, le stalinisme et la construction d'un parti révolutionnaire.

En 1991, le 13^e congrès mondial de la Quatrième Internationale a pris en considération un texte qui est finalisé par le secrétariat unifié (SU) de la Quatrième Internationale en 1992 et devient le manifeste de la Quatrième Internationale : « *Socialisme ou barbarie au seuil du XXI^e siècle* ». ²⁹⁷La TMRI va saluer les avancées de ce manifeste programmatique du 13^e congrès mondial de la Quatrième Internationale sur :

- La question féministe ;
- Les problèmes écologiques ;
- L'affirmation de la nécessité du multipartisme, y compris avec des partis de droite bourgeois pendant toute la période de transition ;
- Les références à l'autogestion socialiste comme stratégie révolutionnaire et projet de société.

La 10^e conférence de l'AMRI (les neuf conférences de la TMR IV puis surtout de la TMRI sont prises en compte dans ce dénombrement) se tient au premier semestre 1992. Le bloc soviétique est en train d'achever son effondrement et l'AMRI constate très vite que cela n'entraîne pas une révolution

²⁹³Chauvin Jean-René, *Un trotskyste dans l'enfer nazi : Mauthausen-Auschwitz-Buchenwald 1943-1945*, Editions Syllepse, juin 2006.

²⁹⁴ « Pablo parle du terrorisme », To Vima, 30 avril 1995.

²⁹⁵ Ravenel Bernard, *Une guerre de gauche*, brochure TREMA des ATS, 2000, et Sous la direction de Christophe Chiclet et Bernard Ravenel, Kosovo, le piège, Editions L'Harmattan, 2001.

²⁹⁶ Michel Raptis (Pablo), *Trotsky, trotskysme, internationalisme*, articles 1958-1988.

²⁹⁷INPRECOR n° 317, juillet 1993.

autogestionnaire mais le rétablissement d'un capitalisme dans ses formes les plus brutales et mafieuses.

La 10^e conférence de l'AMRI adopte 26 thèses qui seront publiées dans *Sous le drapeau du socialisme* n° 122/123 de novembre 1992. Ce sera le dernier numéro de SDS, publié depuis 1965 comme organe de la TMR IV puis de la TMRI, puis enfin de l'AMRI.

Ces 26 thèses affirment que, avec l'écroulement « à droite » du stalinisme, le monde est entré dans « une période historique nouvelle ».

Elles réaffirment les positions idéologiques traditionnelles du courant « pabliste » :

- Il n'y a aucune critique majeure sérieuse à faire envers la politique suivie durant leur vie par Lénine et Trotski ²⁹⁸;
- Il faut résolument rompre avec le culte du parti, grand ou petit, parti de masse ou groupuscule, gravitant autour de « chefs » et stratifié à l'extrême, entre « dirigeants » et « dirigés », « éduqués » et « en éducation » ;
- Les nouvelles forces produites par un capitalisme mondialisé sont à la fois porteuses de la possibilité, pour la première fois dans l'histoire, de réaliser par étapes « l'utopie socialiste » et par la suite « communiste », mais dans le même temps, utilisées, manipulées par le système existant se mondialisant, elles peuvent plonger l'humanité dans la barbarie généralisée ;
- Il ne faut pas confondre échelle de l'histoire et échelle individuelle humaine.

La 26^e thèse précise :

« Dans l'immédiat historique, ce qui apparaît nécessaire, c'est de stopper la débandade théorique, morale, pratique, que provoque l'écroulement du stalinisme, le triomphalisme du capitalisme, son matraquage culturel par les médias, sa « civilisation », et qui disloquent les organisations révolutionnaires et dispersent les individus.

La recomposition du mouvement libérateur de l'humanité est en réalité inévitable. Dans l'immédiat historique, il faut s'efforcer de maintenir une association d'individus sociaux radicaux, insérés dans leurs sociétés, leurs « patries » avec activité sociale, politique, culturelle réelle et féconde, parallèlement à un travail de réflexion et d'élaboration autour d'une revue ou d'un ensemble de revues. De telles associations nationales et internationales convergentes sur l'essentiel devraient se connaître mutuellement et coopérer sur tous les plans par l'intermédiaire par exemple de forums ou toute autre forme de contact et de liaison.

Il s'agit dans l'immédiat historique de faire partout résolument face à l'offensive multiforme de l'impérialisme capitaliste, y compris idéologique et culturelle, et de jeter les bases programmatiques, théoriques, idéologiques et culturelles du combat libérateur de l'humanité qui continue. En même temps, ces forces révolutionnaires radicales se réclamant essentiellement du marxisme critique mais ouvertes à tout le savoir feraient bien d'agir dans les mouvements et partis de masse, qui tant soit peu, résistent à l'impérialisme social, politique et culturel du Capital et à sa « civilisation ». Aucun de ces mouvements et partis (par exemple socialistes et sociaux-démocrates) n'est réellement résolument, par conviction théorique et morale, opposé à cela. Des forces, des courants, des individus, sensibles à la nécessité de résister, portés à réfléchir sur l'inéluctable recomposition du courant social radical existent, qu'il faut encourager et pousser à s'organiser. »

Cette 26^e thèse emporte rapidement une adhésion à la Quatrième Internationale. La 10^e conférence de l'AMRI discute de l'évolution de la Quatrième Internationale. L'AMRI constate que cette dernière prend acte de la nouvelle situation internationale, qu'elle est en train d'envisager « son rôle d'une façon différente du passé, plus positive, comme étape vers un regroupement plus large, plus simple,

²⁹⁸ Pourtant dès les années 1960, Michel Pablo avait rompu avec la doxa léniniste :

« Que des nécessités immédiates aient imposé aux bolcheviks de s'écarter des « normes » de la société démocratique et égalitaire décrite dans L'Etat et la Révolution par Lénine et de la conception initiale du rôle des « conseils » dans cette société, est un fait incontestable. (...) Mais par la suite, ce qui n'était, certes, dans l'esprit de Lénine que recul passager et conjoncturel, plus particulièrement en ce qui concerne le rôle de la classe, de l'Etat, du parti, des syndicats, dans la gestion de l'économie et de la société, est devenu pratique et théorisation durables. »

plus opératoire des forces révolutionnaires radicales, d'origines diverses mais convergentes sur des points essentiels et agissant dans le réel mouvement des masses. »

L'effondrement du stalinisme, l'implosion de l'URSS et du bloc soviétique, risquent d'entraîner dans l'avalanche les organisations trotskistes les moins sectaires qui en ont pourtant été les plus anciens, les plus constants et les plus fermes adversaires. La Quatrième Internationale est, pour Pablo, le rare refuge permettant d'attendre la « *fin de la tempête* » pour à nouveau repartir « *à l'assaut du ciel* ». L'AMRI offre, elle, seulement une « *toile de tente* » ...

Les contacts renoués entre Michel Pablo et Ernest Mandel favorisent cette évolution et ce « *retour au bercail* ». Pablo connaît « *l'âge de ses artères* » : après avoir vécu longtemps en France comme exilé politique et journaliste d'un grand quotidien grec, il est retourné en Grèce terminer ses jours. Sa femme et sa compagne de toute sa vie militante a de plus gros problèmes de santé, son frère aussi.

En 1985, dans son autobiographie politique publiée en Grèce il a suggéré comment il aimerait mourir :
« Les animaux finissent leur vie sans prières mais aussi sans pusillanimité, cris, lamentations et larmes. Ils tombent à terre après tant de labeur et s'abandonnent paisiblement au mystère du grand silence ».

Les dix années de sursis, lui permettent de rester actif comme nous l'avons vu par rapport aux guerres dans l'ex-Yougoslavie, contre l'embargo dont souffre le peuple irakien, contre les menaces impérialistes américaines et britanniques à l'encontre de la Libye de Kadhafi.

Nous avons vu qu'à la suite de la 9^{ème} conférence de la TMRI, la « troisième génération de pablistes modernes » avait été « poussée vers la sortie » par Pablo lui-même bien que cela lui était douloureux puisqu'il avait misé sur cette génération majoritairement de trentenaires pour leur passer le relais. Il en avait conclu qu'il ne lui restait plus qu'à rejoindre la quatrième internationale pour accentuer sa « repablistation ».

A la suite de la dixième conférence de l'AMRI, ses militants-cadres français, européens et latino-américains sont donc invités à rejoindre la Quatrième Internationale. Pour les militants « pablistes » en France, cela signifie quitter l'AREV pour rejoindre la LCR. Les discussions pour le regroupement dans la Quatrième Internationale se sont étalées de juillet 1992 à mai 1993, où Pablo, sa femme et Marika de Grèce se rendent à Amsterdam pour boucler l'accord.

Des militants « pablistes » participent à l'exécutif de l'AREV comme des ex-CCA : Michel Fiant, Patrick Silberstein, et des membres de l'AMRI comme Patrick Le Tréhondat, Gilbert Marquis.

Cela se fait d'autant plus facilement que ces militants sont de plus en plus en désaccord avec l'AREV, son orientation comme son mode de fonctionnement. Ils apprécient de moins en moins le positionnement de l'AREV comme troisième force écologique derrière Les « Verts » et Génération Ecologie, recherchant des alliances et des places éligibles avec les uns et les autres.

Patrick Silberstein, non-membre de l'AMRI, les accompagne dans l'adhésion à la LCR. Dans sa lettre de démission de l'AREV du 24 avril 1993, il précise :

« Des expériences de masse seront nécessaires, un bloc social devra se reconstruire qui s'oppose aux offensives capitalistes et étatiques en cours. De nombreuses médiations seront nécessaires pour reconstruire l'espérance nécessaire à la lutte. Des regroupements, des expériences se feront où nous devons les uns et les autres, ensemble et séparément, apporter notre contribution. Il y aura dans un avenir proche, j'en suis certain, des échéances, des étapes, des lieux où nous nous retrouverons et où chacun apportera sa contribution, ses propositions et sa vision des choses. Mais, pour moi, après 25 années de militantisme révolutionnaire, j'ai besoin de replonger mon expérience dans un cadre qui soit – quelles que soient ses limites que je crois connaître – un tant soit peu un observatoire du monde, un intellectuel collectif, un outil de combat. De toute façon, je ne doute pas que les luttes de classe à venir feront en sorte que même si nous empruntons aujourd'hui des chemins séparés, nous serons amenés à travailler et à lutter ensemble. »

Jean-Jacques UGHETTO (1952-2022) ancien du PSU, de la gauche autogestionnaire, des CCA et de la FGA est aussi « du voyage », il accompagne ainsi ses camarades Patrick Silberstein et Patrick Le Tréhondat de la direction d'IDS et de l'exécutif de l'AREV. Il suivra par la suite le parcours organisationnel de Gilbert Marquis qui décède en février 2015 (soutien à Jean-Pierre Chevènement lors des élections présidentielles de 2002, au Parti de Gauche puis à Jean-luc Mélenchon lors des présidentielles de 2012). Il sera notamment l'un des secrétaires de la revue internationale pour la république autogérée « Utopie Critique » (Cf. Infra. 1.23.4.). A la rupture du Front de Gauche par Jean-Luc Mélenchon, il rejoint le Mouvement politique d'émancipation populaire créé en 2013 par Jacques Nikonoff et l'ancienne sénatrice communiste du Pas de Calais Michèle Dessenne. Ce mouvement fait suite au Mouvement politique d'éducation populaire (M'PEP) lui aussi créé en 2008 par Jacques Nikonoff et qui était membre du Front de Gauche. En 2015, il devient un parti politique, le Parti de l'Émancipation du Peuple. Il entend promouvoir « un socialisme pour le XXIème siècle » et prône la sortie de l'Union Européenne, de la zone euro et de l'OTAN. Jacques Nikonoff créé en 2016 le Parti de la démondialisation (Pardem) auquel adhère un temps Serge Marquis. Opposé aux dérives souverainistes de plus en plus à droite de Jacques Nikonoff, il finit, dans les dernières années de sa vie, par rejoindre le PCF, militant dans la section de Trappes (78).

Patrick Silberstein quittera la LCR quelques temps après la crise du mouvement antifasciste « Ras Le Front », dont il est l'un des dirigeants. Il s'insurge alors de la mollesse des réactions face à la préface de Gilles Perrault accordée à deux anciens négationnistes « de gauche ».²⁹⁹

Michel Fiant, Eugène Bégoc, Bruno Della Sudda, Guy Giani, Jean-Pierre Hardy et d'autres dénonceront ces ralliements à la LCR.

Le 14^e congrès mondial de la Quatrième Internationale en juin 1995 entérine le retour de la tendance internationale « pabliste » dans la Quatrième Internationale. Gilbert Marquis devient membre du comité exécutif international (CEI) de la Quatrième Internationale³⁰⁰. Avec Patrick Le Tréhondat, il était entré au comité central de la LCR. Par contre, Michel Pablo et ses camarades grecs ne sont pas intégrés dans la section grecque, par ailleurs en proie à des conflits fractionnels vifs, du fait de l'activité pratique de Michel Pablo dans les conflits de l'ex-Yougoslavie.

Les liens anciens et maintenus de Pablo avec la Libye de Kadhafi et Ben Bella n'ont pas constitué un obstacle à ce retour dans la IVème Internationale.

Sur les désaccords initiaux avec Ernest Mandel et le choix de rallier la IVème Internationale, Pablo rappelle :

« MR [Michel Pablo] : Contre les idées de l'organisation de la direction officielle de la IVème. Par exemple la IVème sous Mandel, était contre l'idée de l'autogestion ; et nous, nous approfondissions constamment cette idée. Elle était contre les conclusions que nous tirions sur la question du parti révolutionnaire tout en allant dans cette direction, mais pas d'une manière aussi résolue que nous. Elle était toujours très attachée à l'idée des États ouvriers et des luttes. Nous avons abandonné bien avant eux l'idée de l'État ouvrier et sommes arrivés à la conclusion des États bureaucratiques.

AG [Adolfo Gilly] : Que je sache, ils n'ont jamais abandonné.

MR : Dans un sens, Mandel suivait un peu, mais nous étions en avance sur lui.

AG : Tu as toujours eu l'impression ou la conviction que votre élaboration avait une influence certaine sur la tête de cette organisation ?

MR : Oh oui ! Sur Mandel, plus spécialement. C'est-à-dire que nous, nous étions deux ou trois pas en avant des conclusions auxquelles Mandel arrivait dans la IVème, tu comprends ? Et on peut voir ça si on compare les documents des uns et des autres, comment on a évolué. C'est lui qui faisait avancer un peu la IVème dans la direction générale de notre pensée.

AG : Alors tu dis que cela pourrait être démontré par un travail comparatif ?

²⁹⁹ Hirsch Robert, *Sont-ils toujours des juifs allemands ? : la gauche radicale et les juifs depuis 1968*, Arbre Bleu Editions, 2017.

³⁰⁰ L'AMRI s'est vu offrir deux sièges à la CEI. Outre Gilbert Marquis, Guillermo Almeyra a été proposé mais ce dernier a été jugé inacceptable car il n'y n'avait plus de section de la IVème Internationale en Argentine et accepter Almeyra revenait à le doter d'un statut de représentant qu'il n'avait pas.

MR : Il faudrait le faire. Je crois que ce qui a été élaboré par la tendance est très important. C'est-à-dire, si on considère que le trotskisme de la IVème était l'avant-garde du mouvement communiste, nous, nous étions un peu l'avant-garde de cette avant-garde ». ³⁰¹

Mais cette réimplantation dans la IVème Internationale ne prend pas :

AG [Adolfo Gilly]: Quelle est ton idée sur la nouvelle direction de la IVème, c'est-à-dire la véritable direction, c'est-à-dire l'équipe de Bensaïd, l'équipe des Espagnols, l'équipe des Suisses ?

MR Tout d'abord, je ne les connais pas très bien. J'ai une bonne idée en ce qui concerne Bensaïd, mais je crois que de toute manière, la IVème est finie. Elle ne peut pas jouer un rôle. Il s'agit de cadres nouveaux, je crois que ce sont des petits bureaucrates.

AG Ces cadres-là ont des tendances plus organisationnelles, pour ne pas dire bureaucrates.

MR Ils ne sont pas des théoriques, intellectuels. Ce sont des petits bureaucrates qui ne pourront pas faire avancer la IVème. C'est fini, la IVème. ³⁰²

AG Mais tu sais que d'un côté, certains d'entre eux lisent ce que la tendance marxiste écrit, mais d'un autre côté, ils n'ont pas de sentiments amicaux, ils n'attachent pas d'importance à tout cela, comme si c'était une chose minuscule.

MR En tout cas, j'ai été extraordinairement déçu par la manière dont ils nous ont accueillis quand nous avons pris la décision d'aller vers eux, et je dois parler de cette affaire. Voyant que moi, je suis en train de disparaître physiquement, et voyant que la tendance ne se développait pas numériquement, je m'étais dit en moi-même, peut-être faut-il les pousser à aller dans la IVème, qui est beaucoup plus large que nous, c'est un milieu dans lequel, peut-être, nos idées pouvaient progresser avec eux, et peut-être nos camarades à nous ne se verront ainsi pas dispersés après ma disparition. Je l'avais fait dans cette perspective, de les pousser à entrer dans un milieu qui, de toute manière, me paraissait le plus proche idéologiquement, et beaucoup plus large que le nôtre, et qui pourrait permettre à nos cadres de ne pas se disperser, de ne pas disparaître, et à nos idées peut-être de trouver un terrain qui pourrait être un peu favorable pour qu'elles persistent et se développent. Alors j'ai vraiment poussé la tendance à entrer. Peut-être ai-je commis une erreur. Parce que la manière dont ils les ont accueillis, et l'état dans lequel se trouve actuellement la IVème, ce n'est pas exactement ce que j'imaginai. L'attitude de tous ces petits bureaucrates par rapport à moi-même, et par rapport à un groupe soi-disant inexistant en Grèce, a été terrible ! Je n'ai même pas été invité au congrès de la IVème.

AG : Au dernier congrès ?

MR : Non, je n'étais pas invité. Ils faisaient semblant que nous n'existions pas, c'est-à-dire qu'ils ont considéré notre entrée non pas comme un fait très important pour eux, mais comme une capitulation de notre part, arrivés à une impasse organisationnelle devant leur organisation. C'était lamentable. Je ne suis pas encore complètement convaincu d'avoir fait une chose positive. Peut-être que j'ai dissous, ou contribué à dissoudre notre tendance, qui peut-être ne devait pas encore être dissoute [...]

AG : Mais personne n'a fait une déclaration sur l'importance de ton retour ?

MR : Non, ils n'ont rien dit ! Ça m'était égal, tu comprends ? C'est une petite affaire. Je crois que depuis qu'ils m'ont élu comme membre du comité exécutif, ils ne m'ont jamais envoyé de documents, ni invité, ni rien du tout – parce que leur section grecque, qui est inexistante, ce sont des types qui n'ont aucune importance, ils leur ont dit, « nous ne sommes pas d'accord avec l'entrée de Pablo dans la IVème » [...]

MR : On a fait l'erreur d'entrer dans la IVème, et je l'avais fait pour les raisons que j'ai expliquées. [Mais], la IVème était en décomposition, surtout idéologiquement [...]

MR : Oui. C'est cela d'ailleurs qui m'a amené à considérer que peut-être, pour ne pas être dissous, il fallait entrer dans la IVème. Mais on est entré dans la IVème à un moment où la IVème était en train de se dissoudre, tout d'abord idéologiquement. Qu'est-ce qu'on peut faire maintenant, et surtout, qu'est-ce que vous, vous pouvez faire maintenant, parce que moi, de

³⁰¹ Entretien au bord de la mer Egée entre Adolfo Gilly et Michel Pablo (les 22 et 23 juillet 1995). Transcription Marion Gevers, septembre-décembre 2020.

³⁰² Dans la biographie d'Ernest Mandel (Jan Willem Stutje, *Ernest Mandel : un révolutionnaire dans le siècle*, Editions Syllepse, février 2022), il y a des « Etats des lieux » du secrétariat unifié de la IVème Internationale (pages 343, 344, 382, 383, 404, 409 et 410) qui révèlent le passage d'une équipe au siège à Bruxelles d'une vingtaine de personnes à plein temps venant de tous les continents, à quelques membres au début des années 1990 principalement originaires de Pologne ; et démoralisés par l'échec de la révolution polonaise et de la construction de la IVème Internationale en Pologne Construction à laquelle Ernest Mandel ne croyait pas. Mandel ne croyait pas plus en la révolution sandiniste dans laquelle la IVème s'est totalement engagée tout en y perdant le SWP des Etats Unis

toute manière, je n'ai aucune illusion, je suis à la fin ; pas intellectuellement, mais physiquement, je suis à la fin. Il peut arriver ce qui est arrivé à Ernest, d'un jour à l'autre. J'ai peur de finir avec un accident cérébral, qui m'empêcherait de penser. Jusqu'à maintenant, je garde ma tête, mais du point de vue physique, je suis à bout. C'est une affaire naturelle. Qu'est-ce que vous, vous faites, vous qui restez encore, qu'est-ce que vous allez faire ? Si on arrive à la conclusion que la IVème est finie – et je crois qu'elle est finie³⁰³ – qu'est-ce qu'on fait, qu'est-ce qu'il faut faire ?

AG : Ça, je voudrais discuter avec toi.

MR : Il faut à mon avis tâcher de créer un centre international, pas une IVème, mais un centre international qui à la fois se préoccupe de promouvoir un travail théorique aussi sérieusement que possible, mais qui ne soit pas seulement cela, mais qui soit aussi un centre capable d'appuyer des actions nécessaires ; être un centre qui accorde une importance, par exemple, à comment actuellement aider les Zapatistes ».³⁰⁴

Pour Michel Lequenne³⁰⁵ :

« L'accueil de l'Internationale fut très généreux, puisqu'elle acceptait comme fusion l'entrée de ce qui n'était qu'un petit groupe, y compris avec cooptation de quelques-uns au comité central³⁰⁶, Gilbert Marquis au comité exécutif international.

Les conditions de la « fusion » comportaient le droit pour l'ex-TMRI de conserver son organe de presse « Sous le drapeau du socialisme » ...

Gilbert Marquis me fit part de l'idée de transformer ce journal en revue théorique, auquel il me proposa de collaborer. Sur cette condition que, ce serait un pur organe de débat et de recherche, j'acceptai. J'avais à cela deux bonnes raisons : d'une part, je manquais d'un lieu d'expression politique, d'autre part, parmi les « entrants pablistes », je retrouvais d'anciens camarades dont j'ai fort regretté l'éloignement dû aux désaccords politiques d'antan. Parmi eux, il y avait surtout ma chère Simonne Minguet et son fidèle compagnon Pierre Ayot, mais aussi Gilbert Dalgalian³⁰⁷, que j'avais à peine connu, et comme jeune étudiant, lors de la scission de 1952 ».

Ce sera la revue internationale pour l'autogestion « *Utopie Critique* » qui fera l'objet du chapitre suivant (Cf. Infra. 1.23.4).

Daniel Bensaid dans son ouvrage sur les trotskysme³⁰⁸ ainsi que Hélène Adam et François Coustal dans le leur³⁰⁹, soulignent le fort impact symbolique de ce « *retour au bercail* » du courant pabliste.

Sur ce retour dans la IVème Internationale de Michel Pablo, Livio Maïtan (1923-2004) a écrit dans un ouvrage traduit et publié en français en 2021 :

« Mais à la fin, il sentait pour ainsi dire, l'appel de la forêt : comme il me l'avait dit une fois, il voulait mourir dans la IVème Internationale. Nous démarrions les consultations en vue de son retour et de celui de sa tendance qu'il avait maintenue sous le nom de marxiste révolutionnaire (AMRI – Alliance marxiste révolutionnaire internationale). Par rapport à d'autres il était persona grata, on plutôt la moins indésirable. Je participais à la conférence

³⁰³ Après le congrès de fondation de la Quatrième Internationale en 1938 et le deuxième congrès d'après-guerre mondiale en 1948., le rythme des congrès mondiaux a été relativement soutenu : IIIème Congrès 1951, IVème Congrès 1954, Vème Congrès 1957, VIème Congrès 1961, VIIème Congrès de réunification de 1963, VIIIème Congrès 1965, IXème Congrès 1969, Xème Congrès 1974, XIème Congrès 1979, XIIème Congrès 1985, XIIIème Congrès 1991. Après le congrès de 1995, la Quatrième Internationale va voir ses congrès s'espacer en 2003 XVème Congrès, en 2010 XVIème Congrès et en 2018 XVIIème Congrès. Les thèses de ces congrès mondiaux sont « éco-féministes » et « éco-socialistes » et la majorité des sections s'orientent vers la construction de « partis larges » anticapitalistes et éco-socialistes. Michel Lequenne dans sa nouvelle introduction de 2018 à son livre désormais en version électronique « Le trotskysme : une histoire sans fard » en s'appuyant sur les chiffres affichés des délégués au congrès mondial conclut : « Il n'y a plus de Quatrième Internationale ». Jean-Jacques Marie dans sa lettre de démission de la TCI-POID de juin 2019 dénonce le « bluff » des organisations internationales des deux branches du lambertisme.

³⁰⁴ Entretien au bord de la mer Egée entre Adolfo Gilly et Michel Pablo (les 22 et 23 juillet 1995). Transcription Marion Gevers, septembre-décembre 2020.

³⁰⁵ Lequenne Michel, *Le catalogue (pour Mémoires)*, Editions Syllepse, septembre 2009.

³⁰⁶ Gilbert Marquis et Patrick Le Tréhondat

³⁰⁷ Par courriel du 9 septembre 2021, Gilbert Dalgalian qui avait quitté la TMRI à la suite de sa huitième conférence en 1985 et avait pris ses distances avec la TMRI n'appréciant pas la mise à l'écart de Jacques Grinblat par Michel Pablo sans opposition de Maurice Najman. Gilbert Dalgalian rejoindra la LCR en 2002 avec 12 autres « Pablistes » (Cf. Infra.1.23.6). Michel Lequenne a donc fait une petite erreur. De plus Gilbert Dalgalian ne sera jamais membre du comité de rédaction de « *Utopie Critique* ».

³⁰⁸ Bensaid Daneil, *Les trotskysmes*, collection Que Sais-je ?, PUF, 2002

³⁰⁹ Adam Hélène et Coustal François, *C'était la ligue*, Editions Syllepse / les éditions Arcane 17, 2018.

dans laquelle la tendance décidait de sa dissolution et de son retour, ou pour certains l'entrée, dans la IVème Internationale. [...]

L'accord fut formellement ratifié et Pablo fut coopté au Comité exécutif, participant à la session du CEI de mai 1993. Mais si la réintégration était effective en France, où la tendance marxiste révolutionnaire avait son groupe le plus important, il n'en allait pas de même en Grèce où Pablo vivait depuis longtemps. Nos camarades grecs pêchaient sans doute par sectarisme. Mais il est vrai que Pablo, devenu un personnage public, défendait des positions – par exemple sur le gouvernement du PASOK – qui créaient des difficultés. En plus, il était toujours incapable, plus de trente ans après, d'agir dans cadre normal d'organisation. Ainsi la parenthèse se referma rapidement et, le jour de son décès en février 1996, alors qu'il s'entretenait avec des amis dans un café d'Athènes, il n'était plus membre de la IVème Internationale ».³¹⁰

Michel Pablo lui aurait rappelé que ce type de contact et d'action ne peut pas être débattu dans les instances dirigeantes. Pour la fabrication de fausses monnaies pour le FNL algérien, il avait seulement informé Pierre Frank et Ernest Mandel, le premier le confirmera mais pas le second. Dans la biographie d'Ernest Mandel, le fait que Mandel était informé de cette action est confirmée :

« Selon Maurice Ferares : « Mandel le savait de toute façon » (entretiens du 2 janvier et 9 septembre 2002) ».³¹¹

Le dernier membre du « trio », Livio Maitan, l'était aussi.

Le capital politique personnel non partageable et non transférable de Michel Pablo lui a permis de rencontrer des dirigeants des pays dans lesquels il s'invite ou est invité : Yougoslavie, Cuba, Libye, Jordanie Liban pour la Palestine, Pérou, Chili... Maurice Najman avait aussi un capital politique : Chili, Salvador, Chapias au Mexique où il se lia avec sous-commandant Marcos... Il consacra un livre d'entretien à l'espion est-allemand Markus Wolf, patron des services secrets est-allemands, Paris, Balland, 1992.

Les relations entre Pablo et Kadhafi de 1970 à 1993 n'ont pas été un obstacle soulevé pour son retour dans la IVème Internationale.

Tassos Anastassiadis fait cette mise au point :

« Les funérailles de Raptis eurent ce double aspect, pour nous très douloureux mais réel : une cohorte de ministres et d'ambassadeurs à côté de militants trotskystes, anarchiste ou autres. Mais ce n'est pas la première fois dans l'histoire, et de telles opérations étatiques et médiatiques de récupération sont le destin de tous les grands hommes. C'est le moyen sûr de les neutraliser. Or, pour nous, ce ne sont pas les messages des généraux serbo-bosniaques Mladic³¹² et autres hypocrites qui peuvent nous empêcher de saluer notre Pablo : celui qui a combattu inlassablement pendant sa vie entière, toute forme d'oppression »³¹³

Stavroula Panagiotaki ³¹⁴raconte :

« Lors de son dernier voyage, m'a rappelé un ami de la famille, il était étonnant de voir Mazakopo et Papatthemili, à côté des couronnes envoyées par Milandits et Papandréou, les Nord-Africain du Magreb et les Vietnamiens »

Dans son ouvrage inabouti sur l'histoire de la Quatrième Internationale³¹⁵, Livio Maitan (1923-2004) rend à nouveau justice (il l'avait déjà fait en septembre 1988 dans une « Une nécessaire mise au point »³¹⁶ publiée dans le tome 4 des « Congrès de la quatrième Internationale ») à la formulation de Michel Pablo sur « les siècles de transition » qu'il faudra pour arriver au socialisme. Il rappelle qu'il s'agissait du socialisme pleinement et totalement épanoui au niveau international, la transition du féodalisme au capitalisme avait aussi mis des siècles. Les adversaires de Pablo avaient falsifié ses

³¹⁰ Livio Maïtan, « Pour une histoire de la IVème Internationale, itinéraire d'un communiste critique », Edition La Brèche, 2021

³¹¹ Jan Willem Stutje, *Ernest Mandel : un révolutionnaire dans le siècle*, page 197, Editions Syllepse, février 2022.

³¹² Avec lequel Pablo affirme n'avoir jamais été en contact, Cf. Supra au 1.23.2.

³¹³ Inprecor n°400, mars 1996.

³¹⁴ Magazine grec WOMAN, Amour et révolution, (traduction du grec en anglais et de l'anglais en français)

³¹⁵ Livio Maïtan, « Pour une histoire de la IVème Internationale, itinéraire d'un communiste critique », Edition La Brèche, 2021

³¹⁶ Les congrès de la Quatrième Internationale : menace de la troisième guerre mondiale et le tournant politique (1950-1952), Editions La Brèche, 1989.

propos en assimilant cette longue période de transition au triomphe et au maintien pendant des siècles des états staliniens. Cinquante ans plus tard force était de constater que le stalinisme s'était effondré au bénéfice d'un capitalisme oligarchique et maffieux, que la crise écologique à minima repoussait « aux calendes grecques » le mythe d'un futur proche de communisme de l'abondance... Le marxisme vivant atteint déjà plus de deux siècles d'existence. Dans son estimation sur les « siècle de transition », Pablo avait déjà inclus un bon siècle de marxisme. Mais la longue marche pour le socialisme international se poursuivait, et comme l'avait prédit Pablo, prenait de voies diverses et inédites : éco-socialisme, éco-féminisme, révolutions indo-bolivarienne dans les Amériques...

1.23.4. La revue internationale pour l'autogestion *Utopie critique*

En application de la thèse 26 de la dixième et dernière conférence de l'AMRI (cf. supra), des militants pablistes ayant rejoint la Quatrième Internationale et des militants proches extérieurs fondent la revue *Utopie critique* dont le siège se situe dans l'ancien local de la TMRI-AMRI.

Le comité de rédaction du n° 1 de novembre 1993 est composé de 41 membres où l'on retrouve les principaux cadres « pablistes » (ex-TMRI-AMRI) de France, d'Europe et d'Amérique latine (Angel Fanjul, Adolfo Gilly, Guillermo Almeyra, Hugo Moreno) auxquels se sont joints : Michel Lequenne, Michael Löwy, Jean-Marie Vincent, Maurice Rajsfus, Gérard Molina, Georges Labica, Denis Berger.

Le manifeste constitutif de la revue *Utopie critique*, publié dans le n° 1 et les numéros suivants, en fixe le cadre :

« En ce nouveau siècle, plus que jamais, le dilemme socialisme ou barbarie est posé. Si par son activité le mouvement social a exprimé ses aspirations à l'autodétermination, à l'autogouvernement, à l'autogestion sociale généralisée, établi les prémices des transformations nécessaires et éclairé la « gerbe des possibles », l'utopie mobilisatrice doit être repensée, refondée à la lumière des révolutions qui ont bouleversé le monde et les certitudes.

Nous pensons qu'il faut rompre avec le capitalisme pour jeter les fondements d'un socialisme autogéré et que c'est au travers de conflits et d'expériences politiques, sociaux, idéologiques que se dessineront un nouveau projet et un programme transitoire.

Cette revue a pour ambition de s'inscrire dans un processus de refondation. Elle se veut un des moments et un des lieux de cette dynamique refondatrice qui nécessite la confrontation de multiples tentatives, de différents points de vue et un dialogue entre les acteurs des mouvements sociaux, entre militants, chercheurs et théoriciens.

Il s'agit de contribuer à produire une nouvelle culture critique, de nouvelles représentations, de nouvelles pratiques et de nouvelles institutions structurant un sujet et un projet révolutionnaires.

Mettre en cause, mettre à jour, mettre en forme, voilà ce que nous proposons de faire. Cette revue se veut un lieu de créativité, d'appropriation d'expériences sociales et théoriques, de confrontations entre des partenaires participant aux divers moments d'élaboration d'une nouvelle conscience sociale et d'un nouveau projet politique ».

Le comité de rédaction du n° 2 de mars-mai 1994 enregistre le retour de Maurice Najman. *Utopie critique* n° 10 du 4^e trimestre 1997 fait apparaître un nouveau comité de rédaction plus réduit avec Gilbert Marquis, Michel Lequenne, François Dietrich, Christophe Ramaux, Claude Debons, Georges Labica, Pierre Cours-Salies, Jean-Guillaume Lanuque, Patrick Silberstein.

Encadré 17

« Colloque Pablo du 28 février et 1^{er} mars 1997 »

Un an après la mort de Michel Pablo (24/8/1911-17/2/1996), la revue *Utopie Critique* fait un colloque sur l'œuvre et l'activité internationaliste et révolutionnaire de Michel Raptis/Pablo à Paris à la Sorbonne sous la présidence de Patrick Le Tréhondat, Gilbert Marquis et Hugo Moreno.

Avec les interventions de :

- Denis Berger : De la IV^e internationale à l'entrisme « *sui generis* »
- Mohammed Harbi : La révolution algérienne et arabe
- Adolfo Gilly : une vie mouvementée au service du but socialiste
- Dimitri Konstant : Michel Pablo et l'URSS

- Michael Lowy : Le marxisme critique de Michel Pablo
- François Dietrich : La république autogérée (le parti, l'Etat et la révolution)
- Maurice Najman : Du « front unique » tactique au « front unique » axe stratégique (la révolution portugaise, le Chili et l'union de la gauche en France)
- Michel Fiant (malade, il sera remplacé au débotté par Maurice Najman) : Le sujet révolutionnaire élargi, les nouveaux mouvements sociaux.

Frédéric Brun passe la vidéo d'un long entretien avec Pablo qu'il a réalisé en Grèce.

Yvan Craipeau participe à ce colloque où l'on retrouve dans son organisation les trois générations de « pablistes modernes ».

Les actes de ce colloque n'ont pas été publiés.

Dans le comité de rédaction du n° 14 (3e trimestre 1999), François Dietrich qui a quitté la LCR reprend son nom, François Morvan, tandis que Patrick Silberstein et Michel Lequenne disparaissent et que la revue n'est plus désormais publiée aux éditions Syllepse (cf. infra 24.5.).

Le comité de rédaction du n° 15 (4^e trimestre 1999) marque l'arrivée de Tony Andreani et le comité de rédaction du n° 20 (2^e trimestre 2001) voit celle d'Éric Coquerel, Jacques Cotta et Denis Collin. Ces deux derniers sont issus du courant « lambertiste » et Denis Collin anime un site Internet « la Sociale ».

Entraîné par François Dietrich-Morvan, Éric Coquerel, futur numéro 2 du Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon, rompt avec 15 ans de militantisme à la LCR.

Comme il le précise dans son livre³¹⁷ :

« A la sortie de la LCR, si mon évolution idéologique m'a conduit à m'intéresser de plus près aux arguments de Chevènement dont la singularité consiste justement à relier socialisme et république dans un même projet émancipateur, je ne suis toutefois pas prêt à rejoindre le MDC. Je choisis de contribuer pendant deux ans, à la revue Utopie critique. Son comité de rédaction autour d'un trotskiste « historique », Gilbert Marquis, sert de cercle de réflexion à la mouvance trotsko-républicaine à laquelle François Morvan apporte toute son intelligence conceptuelle. »

Le comité de rédaction du n° 24 (4^e trimestre 2002) fait apparaître les départs d'Éric Coquerel et Christophe Ramaux, qui font un bilan très critique de la campagne présidentielle de Jean-Pierre Chevènement.

Éric Coquerel devient le « leader » du Manifeste pour une Alternative républicaine et sociale (MARS) qui se constitue le 20 septembre 2003 et revendique 150 militants. Le M de MARS devient Mouvement.

MARS fusionnera avec un autre groupe, « la Gauche républicaine », issu de l'éclatement de la mouvance ayant soutenu la candidature présidentielle de Chevènement en 2002. MARS-Gauche républicaine participera en novembre 2008 à la création du Parti de gauche, dont Éric Coquerel devient alors le numéro 2.

Le comité de rédaction du n° 28 (1^{er} trimestre 2004) enregistre la sortie de François Morvan, devenu alors un chevènementiste « pur », et l'entrée de Michel Naudy.

Le comité de rédaction du n° 32 (1^{er} trimestre 2006) fait apparaître les départs de Jacques Cotta et Denis Collin, qui vont rejoindre le regroupement politique interne-externe au PS de Jean-Luc Mélanchon dénommé « Pour une république sociale » (PRS).

Après la présidentielle de 2007, la revue *Utopie critique* se rapproche de « Mémoire des Luttes », qui regroupe notamment des responsables du *Monde diplomatique* comme Bernard Cassen et Ignacio

³¹⁷ Coquerel Éric, *Au cœur du front de gauche*, Les éditions Arcane 17, septembre 2012.

Ramonet, pour élaborer un manifeste pour un socialisme du XXI^e siècle. Dans les textes cosignés avec « Mémoire des Luttés », *Utopie critique* se présente comme une revue créée par des militants trotskistes et communistes, ce qui n'est pas faux puisqu'il y a dans le comité de rédaction les « pablistes » Serge Marquis, Gilbert Marquis, Henri Benoît, Danielle Riva, et des communistes comme Georges Labica et Michel Naudy, dont certains sont passés, après leur rupture avec le PCF, par le courant de Jean-Pierre Chevènement.

Claude Debons, un ancien de la LCR, est dans le comité de rédaction du n° 10 du 4^e trimestre 1997 jusqu'au n° 50 de février 2010. Claude Debons est l'ancien secrétaire national de la FGTE CFDT qui a été une des pièces maîtresses de l'opposition syndicale de gauche dans cette confédération, notamment lorsque cette dernière a soutenu le projet Fillon de réforme des retraites en 2004. Il a été l'un des porte-parole des comités unitaires créés dans la foulée du Non au référendum sur le traité constitutionnel européen. Après l'échec de la candidature unique des « Non de la gauche antilibérale », il ne soutient pas José Bové et signe l'appel « Maintenant la gauche » avec Éric Coquerel, Christian Picquet, Roger Martelli et Clémentine Autain.

Claude Debons participera à la création du Parti de gauche, qu'il quittera pour rejoindre la Gauche unitaire issue de la LCR et 3^e composante du Front de gauche.

Jean-Jacques Ughetto (1952-2022), ancien dirigeant d'IDS, du PSU, de la Gauche autogestionnaire, des CCA, de la FGA et de l'AREV, qui a suivi en 1993 les « pablistes » de la TMRI qui ont rejoint la LCR, et qui l'a ensuite quittée avec eux en 1999, est l'un des secrétaires de la revue.

Hall Greenland (section australienne de la TMRI) que nous avons présenté en introduction et au 1.8., rejoint le comité de rédaction en juin 2009.

En 2011, après le numéro 53, la revue cesse d'être imprimée et devient téléchargeable sur le site www.utopie-critique.fr. Danielle Riva³¹⁸ en prend la rédaction en chef après le retrait de Gilbert Marquis atteint par la maladie d'Alzheimer qui décède le 5 février 2015. Guillermo Almeyra (1928-2019) se charge des articles sur l'Amérique latine.

Henri Benoit qui a rejoint la LCR lors de l'adhésion de l'AMRI à la IV Internationale, reste à la LCR et est toujours membre du NPA. Du premier numéro « papier » de la revue à son dernier, et dans la version électronique de cette revue, il reste membre du comité de rédaction d'*Utopie Critique*.

La revue électronique publie des articles très gauche républicaine laïcarde et souverainiste.

En octobre 2021, Danièle Riva intègre le comité de rédaction d'une nouvelle revue « Socialisme pour les temps nouveaux ». Cette revue agrège différents sites électroniques qui après avoir soutenues Jean-Luc Mélenchon et la France Insoumise lors de élections de 2017, dénoncent les reculs en matière de défense de la « Nation », les dérives islamophiles, communautaristes, « wokistes » de la France Insoumise. Il s'agit du site « La Sociale » des post-lambertistes Denis Collin et Jacques Cotta, du blog « Le Militant » de Raymond Debord-Maillard.³¹⁹

³¹⁸ Danielle Riva est une syndicaliste du secteur bancaire et une militante féministe qui a appartenu au Cercle Elisabeth Dmitriev du MLF. Il a milité à l'AMR, la tendance B du PSU, les CCA, l'AMR 2 et suivi la trajectoire organisationnelle et politiques des militants autour de Gilbert Marquis jusqu'à la mort de ce dernier. Elle « récupère » et « conserve » le site « Utopie Critique ».

³¹⁹ Raymond Debord adhère en 1977 au PCF qu'il quitte en 1981 pour protester contre la présence de ministres communistes au gouvernement puis y revient après leur départ. Secrétaire de l'UEC à l'Université de Caen, il est poussé hors du parti en 1986 et rejoint la LCR et les JCR. Il est exclu en 1991 avec la majorité des JCR pour leur défense d'une certaine orthodoxie trotskyste face à la politique de « refondation de la gauche » de la LCR. Les JCR se divisent entre les JCR-Egalité (55% des mandats au IX^e congrès des 1 au 4 novembre 1990) et les JCR-Autre chose ». Quand la majorité des JCR a basculé, la nouvelle équipe était notamment composée des jeunes partisans de la minorité de la LCR animée par Gérard Filoche, des jeunes partisans de la minorité de la LCR favorable au rapprochement avec LO et de nouveaux adhérents, dont Raymond Debord, pour partie issus de l'Union des Etudiants Communistes à Caen. Les JCR « Egalité » constituent en octobre 1992 la Gauche révolutionnaire (GR) avec d'ex-membres du PCF et divers autres petits groupes dont « Prométhée » d'Emile Fabrol (Cf. Note 106 au 1.4.1.). Debord impulse l'adhésion de la GR au Comité pour une Internationale ouvrière (CIO), mouvement international créé par la « Militant tendency » britannique, puis démissionne de la GR et à adhère à nouveau au PCF. Mais son terrain d'activité principal sera auprès des couches populaires immigrées, d'abord dans le quartier de la Goutte d'Or. Ce travail débouche en 1997 sur la création de l'Association populaire d'entraide. Le site « Le Militant » est créé en 2004. En 2005, Debord rejoint le Parti socialiste. Il a soutenu la motion C (Benoît Hamon) au congrès de Reims. En 2007, la rédaction de Militant a fusionné avec celle de La Lettre de Liaisons, animée par le « post-lambertiste » Vincent Prémey, d'autre part secrétaire départemental de la FSU de l'Allier. Le nouveau comité de rédaction rejoint le Parti de Gauche en 2011, puis le groupe de Saint-Denis (93) du « Parti Socialiste de Gauche ». En 2014, Raymond Debord-Maillard interrompt la publication du « Le Militant » après 153 numéro tout en conservant la main mise sur le titre. Le numéro 154

1.23.5. Des ralliements aux « souverainistes » de gauche

La revue *Utopie critique*, revenant sur l'histoire du mouvement trotskiste pendant la deuxième guerre mondiale, en était venue à considérer que les trotskistes auraient dû s'associer librement et de façon critique en 1942 au Conseil national de la Résistance plutôt que de rester isolés dans un combat simultané sans priorité contre le nazisme, le stalinisme et le rétablissement de l'ordre bourgeois gaulliste. Certains s'appuient sur les derniers écrits de Trotsky avant son assassinat préconisant une nouvelle « politique militaire du prolétariat » dans les pays impérialistes comme la France désormais sous l'oppression du fascisme.

Le journal *Le Monde* des 11-12 avril 1999 publie une tribune intitulée : « *Et la France, dans tout cela ?* » signée par Paul-Marie Coûteaux en tant que membre du bureau national de « *Demain la France* » (gaulliste proche de Charles Pasqua), Henri Guaino ancien commissaire général au plan (gaulliste proche de Philippe Seguin et futur conseiller spécial du président de la République Nicolas Sarkozy), François Morvan en tant que membre de la LCR et animateur de la revue *Utopie critique*, Didier Motchane en tant que vice-président du Mouvement des citoyens (MDC) de Jean-Pierre Chevènement.

Cette tribune dénonce la politique américaine dans les Balkans, l'alignement de l'Europe et de la France sur l'Otan qui met en œuvre cette politique. Elle appelle à la : « *préservation du cadre national, le seul dans lequel une politique donnée puisse être débattue, choisie et mise en œuvre* », et conclut :

« Dès lors, il serait bon que des femmes et des hommes d'horizon politiques opposés, sans rien dissimuler de leurs divergences ou antagonismes, sachent affirmer ensemble leurs convergences, comme cela avait été le cas lors de la mise en échec de la Communauté européenne de défense (CED) en 1954 ou du retrait de la France de l'Otan en 1966. Il y a urgence. »

Deux des fondateurs de la revue *Utopie critique*, Patrick Le Tréhondat et Patrick Silberstein rompent immédiatement avec le comité de rédaction qui refuse de se dissocier de l'initiative de François Morvan. Cette revue dont le titre est la propriété de Gilbert Marquis ne sera plus publiée par les éditions Syllepse, créées et animées par Patrick Le Tréhondat et Patrick Silberstein.

Dans le journal *Libération* du 5 mai 1999 paraît une tribune intitulée « *Aux ruines de la Yougoslavie s'ajouteront les ruines d'une gauche qui aura cédé à l'Otan comme instrument de la morale universelle. Il y aura une gauche après la guerre* », signée par 8 militants (Éric Coquerel, Gérard Delahaye, Lucile Daure, Rebecca Logane, Jean-François Jousselin, Gilbert Marquis, François Morvan, Jean-Jacques Ughetto) qui annoncent leur démission de la LCR et leur adhésion à la fondation Marc Bloch. Il s'agit pour la majorité d'entre eux de militants « pablistes » ayant rejoint la LCR soit en 1983 avec la majorité de l'ex-tendance 2 des CCA, soit en 1993 avec l'AMRI.

Cette tribune ne nie pas « *l'exaspération meurtrière du sentiment national serbe* », mais « *l'intervention militaire des pompiers pyromanes de l'Otan n'est donc en aucun cas humanitaire, et l'épuration ethnique n'est pour elle qu'un prétexte pour remodeler cyniquement la région* » dans les intérêts de l'impérialisme américain. Elle affirme le droit à l'autodétermination des Kosovars mais dénonce la soumission de la gauche à l'Otan et à la politique des USA. La tribune se conclut ainsi :

« Aux ruines de la Yougoslavie s'ajouteront les ruines d'une gauche qui agit à contresens des espoirs qu'elle soulève. Il faudra refonder une nouvelle gauche qui redonne à la République son véritable sens, en rendant le pouvoir aux citoyens, non seulement sur le plan politique mais aussi dans tous les autres domaines, par l'autogestion des moyens de production et d'échange. Une certaine gauche est définitivement morte avec le siècle. Une autre doit prendre la relève et son acte fondateur sera de n'avoir rien cédé à tous ceux qui pensent que l'armée américaine et l'Otan sont devenues, bon gré, mal gré, l'instrument de la morale universelle. »

Dans une tribune intitulée « *Garder le cap pour la république socialiste autogérée* » publié par *Rouge et Vert* (journal des « Alternatifs ») n° 44 du 18 juin 1999, 14 militants « pablistes » (Thierry Ananou,

du « Le Militant – Bulletin marxiste pour la France Insoumise » reparait début 2018. « Le militant » abandonne la référence à la « France Insoumise » dans son titre pour celui de « Le Militant – Revue marxiste pour le XXIème siècle.

Eugène Bégoc, Martine Bultot, Nicolas Bultot, Bruno Della Sudda, Michel Fiant, Christian Geisler, Guy Giani, Gérard Gryzbeck, Patrick Le Tréhondat, Bernard Schalscha, Paquito Schmidt, Patrick Silberstein, Sylvain Silberstein) à l'époque membres des « Alternatifs » ou de la LCR désapprouvent :

« Issus du courant marxiste-révolutionnaire pour l'autogestion organisé au sein de la tendance marxiste-révolutionnaire internationale (TMRI) et de ses sections françaises (Alliance marxiste-révolutionnaire puis Comités communistes pour l'autogestion), nous affirmons notre attachement aux référents programmatiques qui ont fondé cet engagement politique et à l'expérience politique et pratique à laquelle nous avons participé durant des années. Des camarades avec lesquels nous avons milité au sein de ce courant ont décidé d'adhérer à la Fondation Marc Bloch, espace de compromission entre des courants de droite réactionnaires et des courants de gauche erratiques. Rien à notre sens ne peut justifier une telle adhésion [...]

La transformation sociale à l'époque de la mondialisation ne peut être ignorante du cadre national de son développement. Nos appréciations peuvent évidemment diverger sur la dialectique mondialisation / cadre national / lutte des classes, cependant rien ne peut justifier, à notre sens, la subordination politique de celle-ci à une alliance avec une fraction de la droite dite « souverainiste ». [...]

Nous ne souhaitons pas entrer dans une querelle d'héritage qui serait contraire à nos traditions et à notre conception de la politique. Chaque individu est libre, en fonction de son expérience pratique et politique, de choisir les voies qui lui semblent nécessaires à la réalisation de ses aspirations. Mais, en ce qui nous concerne, nous tenons à affirmer notre désaccord profond avec les choix faits aujourd'hui par ceux dont nous avons partagé les combats d'hier. ».

La revue *Utopie Critique* soutient Jean-Pierre Chevènement dans sa campagne présidentielle de 2002. Christophe Ramaux fait part dans cette revue de ses réserves à propos de la campagne de Chevènement.

A la suite de la présidentielle et des législatives de 2002, François Morvan rejoindra le parti de Jean-Pierre Chevènement et le cercle rapproché de ce dernier, où il retrouvera ses amis politiques « ex-pablistes », Gilles Casanova et Didier Leschi. Éric Coquerel, faisant un bilan critique de cette campagne, notamment de l'alliance entre souverainistes républicains de gauche et de droite, scissionne et forme, comme on l'a vu, le mouvement MARS (Mouvement pour une alternative républicaine et sociale).

François Morvan poursuit sa « dérive souverainiste » et finira par rejoindre lors de la présidentielle de 2007 le souverainiste gaulliste Nicolas Dupont-Aignan. Il sera sur les listes des candidats de « Debout la République » à toutes les élections régionales et européennes en position non éligibles. Le 12 février 2015, lors de la cérémonie d'adieu et d'hommage à Gilbert Marquis, Serge Marquis lit un message de François Morvan qui rappelle « ses 25 ans de militantisme commun » aux CCA, à la LCR, dans ma mouvance de Jean-Pierre Chevènement... Il émet le vœu que les rives gauche et droite des « souverainistes » se rejoignent comme cela, c'est fait en Grèce avec l'alliance entre la gauche radicale de Syriza et « mes amis du parti du peuple grec ». En 2017, François Morvan refusera de soutenir le ralliement de Nicolas Dupont-Aignan à Marine Le Pen au deuxième tour des élections présidentielles.

1.23.6. La nouvelle attractivité en 2002 de la LCR

A la suite du succès électoral d'Olivier Besancenot à la présidentielle de 2002, il y a un afflux d'adhésions à la LCR.

Deux petites organisations liées au trotskisme britannique la rejoignent, Il s'agit en 2002 de la cinquantaine de militants de « *Socialisme International* » (SI) section française de la tendance socialiste internationale qui a été créée en France en 1994 et qui est dirigée par le SWP britannique. Une scission en 1997 de « *Socialisme International* », « *Socialisme par en bas* » (SPEB³²⁰) qui a demandé son adhésion à la LCR en 2002, ce la verra accepter en janvier 2004. SPEB entre à la LCR avec une centaine de militants.

³²⁰ Jossin Ariane, *Trajectoire de jeunes altermondialistes en France et en Allemagne*, PUR, avril 2013.

Ces militants de SI et SPEB dont Danièle Obono, future députée de la France Insoumise en 2017 et 2022 à Paris, défendent les orientations du SWP britannique :

- Thèses du fondateur du SWP britannique qui analysait l'URSS et les pays du bloc soviétique comme relevant d'un capitalisme d'Etat ;
- Recrutements des jeunes dans le cadre de campagnes antifascistes et anti-guerre ;
- Luttres contre l'islamophobie (contre les lois sur le voile) et alliance avec des courants islamiques ;
- Politique unitaire à l'égard de tous les antilibéraux et refus de la politique de la LCR puis de NPA d'accentuer les clivages au sein des antilibéraux entre ces derniers les anticapitalistes et les révolutionnaires.

Ces militants en 2007 soutiendront la candidature de José Bové aux présidentielles contre celle d'Olivier Besancenot. Ils quitteront le NPA pour soutenir Jean-Luc Mélenchon lors des élections présidentielles de 2012.

D'anciens militants d'extrême gauche ré-adhèrent. Les courriers électroniques circulent, visant à permettre une adhésion ou ré-adhésion collective à la LCR des militants pablistes. Michel Fiant, Eugène Bégoc, Bruno Della Sudda, Guy Giani, Jean-Pierre Hardy décident de rester aux « Alternatifs ».

Les « pablistes » des « Alternatifs » se coordonnent de façon épisodique afin de peser pour que cette organisation évite d'alterner positions opportunistes et positions gauchistes. C'est ainsi qu'ils réagissent au mot d'ordre d'abstention aux élections présidentielles de 2002 en obtenant une consigne de vote pour les candidats situés à la gauche du PS.

Rouge n° 1997 du 19 décembre 2002 publie une lettre du 22 novembre 2002 d'adhésion à la LCR de 12 militants (Pierre Avot-Meyers³²¹, Jean-René Chauvin, Christian Collet, Marc Del Percio, Cécile Gelly, Simonne Minguet, Marc Peret, Marc Plocki, Bernard Schalscha, Jean-Gérard Garnier³²², Claude Kowal³²³, Gilbert Dalgalian), de différentes générations « dont certains ont eu des responsabilités dans le courant dit "pabliste" » qui veulent contribuer au projet affirmé par la LCR de son dépassement.

Pour certains, il s'agit d'une ré-adhésion puisqu'ils avaient déjà rejoint la LCR en mars 1993 avec l'adhésion de l'AMRI à la Quatrième Internationale.

Gilbert Dalgalian

Gilbert Dalgalian d'origine arménienne parle cinq langues. Successivement instituteur à Paris, enseignant de français à Calcutta et à Berlin, professeur d'allemand et chercheur didactique des langues à Zurich, docteur en linguistique (université Nancy II), formateur d'enseignants au Sénégal, en Côte d'Ivoire (UNESCO) et à Munich, spécialiste de l'ingénierie éducative et de l'apprentissage précoce des langues, Gilbert Dalgalian fut, entre deux postes à l'étranger, Directeur pédagogique de l'Alliance française de Paris de 1983 à 1988. Psycholinguiste, ancien expert de l'Unesco en technologies éducatives, Gilbert Dalgalian a été directeur pédagogique de l'Alliance française de Paris (1983-1988). Il est connu comme l'un de ceux qui s'impliquent le plus en faveur de l'enseignement bilingue, notamment en Bretagne. Il a publié *Enfances plurilingues* (L'Harmattan, 2010) ; *Capitalisme à l'agonie Quel avenir pour homo sapiens ?* (L'Harmattan, 2012) ; *Reconstruire l'éducation ou le désir d'apprendre* (Syllepse, 2012) ; *L'autogestion : un impératif pour la démocratie* (L'Harmattan, 2020) ; *Présent et avenir des langues: Une question de civilisation* (Editions Lambert-Lucas 2020) ; *Repères pour une politique de la vie : utopies, réalités, aliénations* (L'Harmattan, 2020).

Dès 1952, le lycéen Gilbert Dalgalian pratique « *l'entrisme sui generis* » dans le PCF et ses satellites ce qui le fait participer aux bulletins "L'étincelle, Tribune de discussion", puis à la « Voie Communiste

³²¹ Pierre Avot-Meyers et Simone Minguet ont été des « Pieds rouges » en Algérie.

³²² Gérard Garnier est le pseudonyme de Gérard Gryzbeck ou Griesbeck, journaliste à France 2. Il quittera la LCR avec Bernard Schalscha en août 2008 sous le prétexte du soutien de la LCR au dessinateur caricaturiste Siné, viré de Charlie Hebdo par Philippe Val pour antisémitisme. Siné gagnera son procès contre Philippe Val. Ils démissionnent aussi en dénonçant les chantages de la LCR en matière de désistement pour le PS au second tour et le « super-syndicalisme » agrémenté d'une posture révolutionnaire de la LCR.

³²³ Robert Hirsch, *Sont-ils toujours des juifs allemands ? : la gauche radicale et les juifs depuis 1968*, Arbre bleu Editions, 2017.

» au début, avant le départ de Denis Berger de la IVème Internationale. Par ailleurs, Gilbert Dalgalian apporte un soutien actif à la fédération de France du FNL algérien.

Gilbert Dalgalian a recruté Hubert Krivine au Lycée Voltaire. Jean-Michel Krivine a lui adhéré au PCI « minoritaire » à la suite d'un autre médecin, Farandjis, bien avant ses frères cadets. Alain Krivine apprendra par Gilbert Dalgalian que son ainé, Jean-Michel, et son frère jumeau, Hubert, sont au PCI « minoritaire », lorsque lui-même coraqué par Michel Fiant, y sera admis.

Gilbert Dalgalian est professionnellement en poste dans différents pays de 1963 à 1981. Nous avons vu (Cf. Supra 1.1.) que de 1963 à 1965 en poste à Calcutta, il a fait partie de la Section indienne de la IVème Internationale, juste avant la scission de décembre 1965, où les pablistes seront empêchés de participer au Congrès et exclus de facto. Parlant l'allemand, il fait partie de la brochette de pablistes envoyés à ce congrès à Francfort avec l'australien Denis Freinet et deux camarades danois. De 1965 à 1981, il reste en contact avec la TMRI et l'AMR que lors de ses retours en été à Paris. A la conférence de la TMRI de décembre 1981, il présente un contre-texte qui sera rejeté, où il caractérise la bureaucratie soviétique comme une classe exploiteuse de facto, le régime économique comme un capitalisme d'Etat, et les interventions soviétiques, notamment en Afghanistan, comme une forme d'impérialisme spécifique.

Gilbert Dalgalian qui avait quitté la TMRI à la suite de sa huitième conférence en 1985 avait pris ses distances avec la TMRI n'appréciant pas la mise à l'écart de Jacques Grinblat par Michel Pablo sans opposition de Maurice Najman. Gilbert Dalgalian rejoint donc la LCR en 2002 avec 12 autres « Pablistes ».

Il quitte la LCR en 2006 compte tenu de sa politique « antiunitaire » et sectaire à l'égard de la gauche. Il a appartenu au courant UNIR de la LCR de Christian Picquet et Francis Sitel. Ce courant s'oppose à la mutation de la LCR en NPA. Si ce courant UNIR rompt avec le NPA à sa constitution et devient la Gauche Unitaire membre du Front de Gauche, Gilbert Dalgalian rejoint lui la FASE puis les « Alternatifs » et avec ces derniers Ensemble ! (E !) et le réseau AAAEF.

Il a participé au « Collectif Lucien Collonge » qui a donné naissance à l'Association pour l'Autogestion et son Encyclopédie Internationale pour l'Autogestion, téléchargeable gratuitement sur le site des Editions Syllepse.

Les signataires affirment :

« On ne pourra y parvenir qu'en favorisant des regroupements, des formes organisationnelles transitoires, tant avec les forces issues de la crise du mouvement ouvrier traditionnel qu'avec celles nées des nouveaux mouvements sociaux, en particulier les nouvelles générations mobilisées pour une mondialisation solidaire. »

Ces militants mèneront des combats dans la LCR pour :

- Eviter les rapprochements LCR-LO ;
- Revenir à et maintenir une position de désistement au second tour en faveur du PS arrivé en tête ;
- Favoriser, dans la foulée de la victoire du Non au référendum constitutionnel du 29 mai 2005, une candidature unique des « non de gauche antilibéraux ».

Alain Krivine dans son livre de mémoires³²⁴ considère que la LCR avait réalisé en son sein l'unité des révolutionnaires en y intégrant trois courants de l'OCT, les marxistes-révolutionnaires du PSU et la Voix des Travailleurs (VdT)³²⁵ issue de Lutte Ouvrière. Il oublie de citer la ligue ouvrière

³²⁴ Krivine Alain, *Ça te passera avec l'âge*, Flammarion, octobre 2006.

³²⁵ VdT est constituée en mars 1997 après l'exclusion par Lutte Ouvrière de ses sections de Bordeaux et Rouen qui lui reprochait de ne pas avoir pris appui sur le bon score d'Arlette Laguiller aux élections présidentielles de 1995 pour constituer un grand parti ouvrier révolutionnaire. Des militants français issus du courant international « moréniste » qui explose aux niveaux argentin, latino-américain et international, avaient aussi rejoint VdT. En France, il s'agissait de militants de la ligue socialiste des travailleurs (LST) qui avait scissionné la LCR en 1979 pour rejoindre l'OCI avant d'en être exclus pour s'être solidarisés avec les critiques du dirigeant argentin Nahuel Moreno à l'encontre de Pierre Lambert et sa politique envers le PS.

révolutionnaire (LOR) des frères Assouline, les cohortes des CCA et de la TMRI et les organisations liées aux courants internationaux du trotskisme britannique...

Michel Fiant, Eugène Bégoc, Bruno Della Sudda, Jean-Pierre Hardy ne sont pas pour autant toujours à l'aise dans les « Alternatifs » qui rejettent les réflexions théoriques par anti-intellectualisme, sombrent souvent dans le « basisme infra-politique », et dont l'intervention politique s'affaiblit et se limite à coller aux mouvements sociaux. Alors que les « Alternatifs » se réclament de l'autogestion, leur réflexion sur ce thème et les sujets connexes (place de la planification, articulations marché et plan, démocratie des producteurs et démocratie des consommateurs) est faible.

Michel Fiant est le principal contributeur des thèses et des parties des résolutions des congrès des « Alternatifs » sur l'autogestion.³²⁶

A la suite de l'université d'été des Alternatifs du 29 août au 1^{er} septembre 2002, ils décident de fonder les « Ateliers pour l'autogestion ». Cette création se concrétise en mars 2003, mais contrairement à la volonté des initiateurs, la démarche n'intéresse principalement que des « pablistes » des « Alternatifs », de la LCR et « sans organisation ».

Les « Ateliers pour l'autogestion » se dotent d'un site Internet et organisent à Bobigny le 14 novembre 2003, lors du Forum social européen de Saint-Denis les 13 et 14 novembre 2003, un séminaire qui fait salle comble (deux cents personnes environ) sur le thème : « *L'autogestion est possible et nécessaire* ».

Toutes les composantes politiques du mouvement ouvrier qui adhèrent au projet autogestionnaire acceptent de participer à ce séminaire. Le débat est engagé après les interventions de :

- Michel Fiant des « Ateliers pour l'autogestion » ;
- Tony Andreani, ex-PS/CERES, revue *Utopie critique* ;
- Catherine Samary, LCR-Quatrième Internationale ;
- Patrick Viveret, ex-courant rocardien du PS, ancien responsable la revue *Faire* ;
- Bernard Birsinger, maire de Bobigny, PCF ;
- Stephen Bouquin, universitaire ;
- Pierre Zarka, de la gauche critique du PCF

et des militants argentins.

Les « Ateliers pour l'autogestion » s'intéressent aux expériences d'usines occupées et remises en activité en Argentine. Ils organisent un voyage militant pour aller voir sur place. Les actes de ce séminaire ont été sur le site internet : www.atelierspourl'autogestion, désormais désactivé. Un des textes les plus travaillés de Michel Fiant sur l'autogestion a longtemps figuré sur ce site.

Les réunions de la coordination générale des « Alternatifs » auxquelles Michel Fiant participe sont mises à profit pour réunir la veille (le vendredi) ou le lendemain (le lundi) le secrétariat des « Ateliers pour l'autogestion ». Ce secrétariat est assuré par Eugène Bégoc et Isabelle Graux. Jean-Pierre Hardy et Patrick Silberstein y participent plus irrégulièrement pour des raisons de disponibilités professionnelles.

Pour Michel Fiant, les « Ateliers pour l'autogestion » ne sont pas et ne doivent pas devenir une structure de « rémanence »³²⁷ d'une organisation politique « pabliste », même s'ils ont été constitués à cause de l'affaiblissement de la consistance politique des « Alternatifs ». Ils ne doivent donc pas se limiter aux militants « pablistes » alors membres des « Alternatifs » ou de la LCR, ou encore « inorganisés », c'est-à-dire en attente d'une nouvelle organisation issue d'une énième recombinaison enfin réussie. Il faut les ouvrir à d'autres composantes : les jeunes nouveaux cadres des « Alternatifs », des anciens du PSU, des membres de la LCR sans passé « pabliste », des oppositionnels du PCF. C'est ainsi que Pierre Zarka s'associe aux projets des « Ateliers pour

³²⁶Conférence nationale des Alternatifs des 30 et 31 janvier 1999, congrès des Alternatifs de juin 2003, congrès des Alternatifs du 11 au 13 novembre 2005.

³²⁷Une structure de « rémanence » permet à un groupe de militants de maintenir des réseaux, des modes d'action, des objectifs communs et donc une identité collective. Une structure de « rémanence » peut permettre à un courant politique de se perpétuer, de se remobiliser, voire de se refonder plus tard.

l'autogestion ». Christian Picquet et Francis Sittel de la minorité « unitaire » de la LCR, Pierre Cours-Salies sont contactés et intéressés.

Michel Fiant a d'ambitieux projets de colloques et de séminaires sur « la démocratie radicale » qui ne seront pas menés à bien compte tenu des moyens mobilisables et de la difficulté d'y associer les universitaires et intellectuels pressentis. L'actualité politique n'est pas favorable aux débats d'idées déconnectés des échéances électorales toutes proches. Son cancer, dont le traitement est assuré par le cancérologue et « ex-pabliste » devenu « souverainiste de droite » François Morvan (Diétrich), l'oblige à réduire ses activités.

Fin mars 2006, un appel « *Aux camarades de la LCR* » signé par Michel Lequenne, Pierre Cours-Salies et des « pablistes » de la LCR, des Alternatifs ou sans organisations, exhorte la LCR à soutenir l'appel « *Pour un rassemblement antilibéral de gauche et des candidatures communes* » aux élections présidentielles et législatives de 2007.

Les signataires réaffirment les positions en matière de recomposition des « pablistes » :

« Nous sommes convaincus d'être à un tournant historique qu'il nous faut saisir : les militants révolutionnaires ont été les acteurs incontournables des mouvements sociaux, ils ne peuvent pas se contenter aujourd'hui d'être de simples témoins des échéances politiques. Si depuis longtemps nous savons qu'il nous faut redéfinir les contours d'un projet d'émancipation, une telle tâche ne pourra connaître son plein développement, nous le savons, que si elle se réalise dans des cadres communs d'action et de discussion avec des forces issues d'expériences, d'histoires, de traditions diverses. Dans ce contexte, alors que la droite se divise et qu'une partie flirte avec les idées de l'extrême droite, alors que le projet social-démocrate n'est plus que l'ombre de son ombre, nous devons jeter toutes nos forces dans la bataille du regroupement pour contester l'hégémonie du PS social-libéral sur la gauche et offrir à des millions de personnes une issue politique à leurs luttes. Il nous serait impossible d'imaginer que la LCR puisse ne pas participer à ce regroupement.

Nous sommes depuis longtemps dans un processus de « destruction-restructuration » des formes politiques anciennes. Ce processus, qui a connu depuis 2005 une formidable accélération, a été favorisé par les combats victorieux communs et par, ne l'oublions pas, la réorientation du PCF, dont la trajectoire n'est pas jouée en raison des limites que lui imposent son histoire. Sans oublier l'émergence de comités unitaires tels que ceux du « 29 mai » et l'affirmation d'une aile antilibérale au sein du PS. C'est une situation inédite qui nous impose des responsabilités car une fenêtre ouverte de cette importance peut se refermer si nous n'agissons pas en conséquence. En effet, au-delà des prochaines échéances électorales, un tel regroupement de forces ne manquera pas d'influer sur le cours des choses dans la société française, dans les diverses institutions et instances qui la structurent, dans le mouvement syndical et associatif. Depuis son succès électoral à la présidentielle de 2002, malgré l'annonce affichée de sa volonté de construction d'une « force nouvelle », la LCR pratique en matière de regroupement l'orientation inverse, ce qui la met à contre-emploi. Elle semble se dérober à chaque fois que la question du regroupement politique de longue durée est posée. Elle a ainsi privilégié, rappelons-le, pour les élections régionales et européennes, une alliance avec une organisation autiste aux mouvements produits par la société en crise. C'était évidemment une impasse. Il serait impensable qu'elle s'enferme à nouveau dans l'impasse de l'auto-affirmation.

Si la direction de la LCR agissait ainsi en favorisant de fait la dispersion des voix antilibérales, elle porterait une lourde responsabilité car une telle orientation conduirait à un affaiblissement et à un échec. Une partie des électeurs favorables à une autre politique choisirait alors le vote utile, confiant encore une fois, sans illusion, au PS le soin de les défendre contre les attaques du capital. Nous connaissons la suite... En revanche, si nous réussissons à réunir les forces antilibérales, même en cas de victoire de la gauche sociale-libérale et d'un gouvernement du PS, nous disposerions d'un outil fort, pour la construction des rapports de forces nécessaires à la nouvelle période et qui traduirait sur le plan politique les aspirations et les revendications. Certaines situations ne permettent pas de tergiverser : il faut construire une force politique pour l'espoir, et si possible la victoire, avec toutes celles et ceux qui se sont retrouvé-e-s dans les combats contre les politiques libérales. Le moindre des pas allant dans ce sens ne peut être que positif. C'est pourquoi, chers camarades, nous nous adressons aujourd'hui à vous.

Comment pourrions-nous accepter de voir la direction politique de la LCR, qui se réclame comme nous des traditions du marxisme-révolutionnaire, ne pas jouer un tel rôle ?³²⁸

Cet appel et d'autres impulsés notamment par les « ex-pablistes » de la LCR et des « Alternatifs » seront sans effets. La LCR « a la main » et n'entend pas la lâcher.

Elle sera présente aux élections de 2007. Comme le dénonce la minorité « unitaire » de la LCR, la direction de la LCR est décidée à utiliser tous les prétextes pour ne pas retirer la fausse pré-candidature d'Olivier Besancenot. La LCR sait qu'elle peut « prendre cette main » à Lutte ouvrière qui a dominé électoralement l'extrême gauche avec Arlette Laguiller en dépassant aux élections présidentielles de 1995 et 2002 la barre des 5 %. Alain Krivine et ses camarades ne peuvent résister au plaisir de mettre à genoux le PCF, les trotskistes pouvant passer électoralement devant l'ennemi stalinien historique. Pas question non plus de renoncer au bénéfice d'autres personnalités de la gauche antilibérale qui, comme Pierre Juquin en 1986, risquent d'être incontrôlables et pire, imprévisibles comme le sera quelque peu José Bové lors de sa campagne électorale présidentielle et par la suite.

Pour se présenter, il faut 500 parrainages d'élus locaux. En 2002, c'est le PS qui a favorisé les parrainages pour Olivier Besancenot puisqu'il voulait diviser le score d'Arlette Laguiller. En 2007, le PS fait désormais barrage à ces parrainages, le PC aussi. Ces 500 parrainages pour Olivier Besancenot sont finalement obtenus grâce à « un feu vert » aux élus locaux de Nicolas Sarkozy, qui a choisi son candidat de la gauche antilibérale le plus susceptible de gêner Ségolène Royal

La présentation aux législatives est aussi une nécessité pour tous les mini-appareils puisque le financement des partis politiques en dépend. Il suffit de présenter plus de 75 candidats sous le même sigle pour empocher des financements qui sont faibles pour les grands partis avec des élus, mais considérables pour les petites organisations qui peuvent ainsi facilement financer sur une législature leur mini-appareil et leur presse. D'ailleurs, comme la LCR, les Alternatifs se présentèrent, en ralliant à leur sigle SEGA des comités de soutien à José Bové afin de dépasser les seuils nécessaires à leur sérénité financière pendant la législature 2007-2012.

Pour « les pablistes de toutes les organisations », tous favorables à un processus d'unification des antilibéraux du « non de gauche » au référendum de 2005 sur le traité constitutionnel européen, l'attitude de la LCR en 2007 est bien dans la continuité de son histoire politique et organisationnelle que nous venons, de fait, de retracer au travers de l'histoire du courant marxiste-révolutionnaire pour l'autogestion, souvent confronté idéologiquement et pratiquement avec elle. Pour eux, encore une fois, la LCR privilégie ses micro-intérêts financiers, médiatiques et symboliques de mini-appareil, sachant que leur défense est paradoxalement inversement proportionnelle à leur importance à l'échelle historique. Pourtant les résistances sociales, faute de réponses politiques à leurs attentes, ne peuvent pas éternellement se prolonger.

Les spéculations de la LCR sont mortifères pour la gauche de la gauche antilibérale, mais la LCR est prête à privilégier son ascension sur un champ de ruines.

1.24. De l'éparpillement de la « Gauche de la Gauche » au « Front de Gauche », à/au côté de la « France Insoumise »

La « gauche de la gauche » hésite entre « rester cantonnée » dans le mouvement social et se donner une expression politique unitaire.

Lors des législatives de 1997, un appel « Nous sommes la gauche » est signé, et lors des élections européennes de 1999, c'est l'appel : « Pour l'autonomie du mouvement social ».

³²⁸Signataires : Guillermo Almeyra, Pierre Avot-Meyers, Guy Barbin, Jean Baumgarten, Michel Cahen, Jean-Philippe Calvès, Pierre Cours-Salies, Gilbert Dalgalian, Didier Epszajn, Claude Kowal, Michel Lequenne, Jacques Lerichomme, Patrick Le Tréhondat, Michael Löwy, Fernando Matamoros Ponce, Hugo Moreno, Vladimir Nieddu, Wilfrid Pasquet, Michel Picquart, Jean-Paul Ravaux, Alain Rebours, Patrick Silberstein. Plusieurs militant-e-s des Alternatifs se sont joint-e-s à cet appel : Eugène Bégoc, Bruno Della Sudda, Michel Fiant, Jean-Pierre Hardy, Stéphane Michelet, Marcelle Monzeglio, Richard Neuville et François Preneau.

Le 2^{ème} congrès des « Alternatifs » (12 au 14 mai 2000) adopte le texte : « *Une stratégie pour une alternative populaire, solidaire, féministe, écologiste* »³²⁹ qui appelle à des regroupements à gauche du PS.

A l'occasion des présidentielles et des élections législatives de 2002, les appels suivants circulent dans « la gauche de la gauche syndicale, associative et politique » :

- « Toute la gauche » ;
- « Appel à une offensive citoyenne » lancé par les Motivé-e-s de Toulouse ;
- « Inventons ensemble un autre futur ».

Faute d'avoir voulu et pu présenter un candidat à l'élection présidentielle de 2002, une majorité des « Alternatifs » s'oppose à l'appel au boycott et appel à voter pour les candidats à la gauche du PS dont le candidat est Lionel Jospin, premier ministre de cohabitation de Jacques Chirac. A ces présidentielles de 2002, Noël Mamère pour les « Verts » fait 5,25%, juste derrière Jean-Pierre Chevènement 5,33%. Robert Hue pour le PCF fait 3,37%, moins qu'Arlette Laguiller de LO 5,72% et Olivier Besancenot pour la LCR 100% à gauche 4,25%. Le petit 1% de Christiane Taubira des radicaux de gauche (non classés à la gauche du PS) va éliminer Lionel Jospin du second tour de ces élections présidentielles ce qui permet à Jacques Chirac de l'emporter largement face à Jean-Marie Le Pen.

La coordination des « Alternatifs » du 30 juin 2002 adopte à l'unanimité une résolution « *Renforcer les Alternatifs, construire une gauche d'alternative* ».³³⁰ Début 2003, le 3^{ème} congrès des « Alternatifs » à Macon³³¹ appelle à se « *rassembler pour 2004* » qui vise particulièrement « Les Verts », la LCR et le PCF.

Le 28 juin 2003 est lancé l'Appel Ramulaud pour l'unité de la « gauche de gauche ».

Aux régionales de 2004, comme ils l'ont fait aux élections européennes de 1999, « Les Alternatifs » refuseront de s'associer, malgré les instances de Michel Fiant et Eugène Bégoc pour « y aller », aux listes d'ouverture « Gauche populaire et citoyenne » impulsées par le PCF et sa nouvelle direction avec Marie-George Buffet.

Aux élections européennes de 2004, le PS fait 28,90%, EELV 7,41%, le PCF 5,25% et LO/LCR 2,60%. Ces résultats traduisent les rapports de force à gauche en ce début de 21^{ème} siècle. Le PCF poursuit son déclin électoral. Les 10% LCR/LO (Arlette Laguiller 5,72%, Olivier Besancenot 4,25%) des présidentielles de 2002 se sont vite dégonflés.

La « gauche de gauche » apparaît dans la campagne pour un « Non antilibéral » au traité européen constitutionnel de mai 2005.

A la suite de l'appel de la fondation Copernic signé par 200 personnes, des comités pour le « Non de gauche » se constituent. Ils ont réuni environ 150 000 personnes. ATTAC, après l'échec de la tentative d'une de ses composantes d'offrir une alternative politique aux élections régionales, passe de « faire de la politique autrement » à « faire de la politique ailleurs ».

L'écrasante majorité de ces comités souhaite une candidature antilibérale commune aux élections présidentielles de 2007. Le 4^{ème} congrès des « Alternatifs » du 11 au 13 novembre 2005 à Paris adopte le texte de Michel Fiant : « L'autogestion »³³² et soutient cette perspective. Le 22 novembre 2005 est lancé un « *Appel unitaire pour des candidatures unitaires de 2007 et 2008* ». Il s'agit des élections présidentielles, régionales et européennes.

La candidature unique à la présidentielle de la gauche antilibérale ayant fait triompher le « Non de gauche » au traité constitutionnel européen échoue, comme nous l'avons vu, à la suite du double « sabotage de fait » de la part du PCF et de la LCR.

³²⁹ « Rouge et vert », nouvelle série n°85 (422) du 2 juin 2000.

³³⁰ « Rouge et vert » n°171 du 5 juillet 2002.

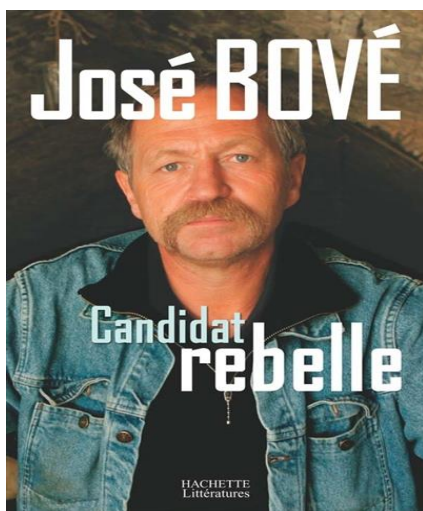
³³¹ « Rouge et vert » n°189 du 5 juillet 2003.

³³² « Rouge et vert » n°232 du 25 novembre 2005.

Les « Alternatifs », avec en particulier Jean-Jacques Boislaroussie, Roland Mérieux et Henri Mermé, des cadres politiques comme Christophe Aguitton, Patrick Silberstein, Yves Salesse et Claire Villiers soutiennent la candidature de José Bové. Ceux qui ne soutiennent pas cette candidature pour ne pas ajouter de la « division à la division » se regroupent dans le cadre de l'appel « Maintenant à gauche » avec Éric Coquerel de MARS, Claude Debons, Christian Picquet de la LCR, Roger Martelli de l'association des communistes unitaires (ACU) et Clémentine Autain...

La coordination nationale des collectifs unitaires pour une alternative au libéralisme (CNCU) est l'héritière de la campagne présidentielle de José Bové.

A ces élections présidentielles de 2007, les partisans du « Non de gauche » au référendum sur la constitution européenne qui avaient constitué des comités unitaires, ne sont donc pas arrivés à présenter un candidat unique. Ils se divisent entre Olivier Besancenot qui va faire un score de 4,08%, José Bové 1,32% et Marie-Georges Buffet du PCF 1,93%. EEVL a majoritairement appelé à voter OUI au référendum constitutionnel européen, sa candidate Dominique Voynet fait 1,57% et Ségolène Royal pour le PS du OUI et du NON, 25,27%.



Le 15 mai 2008, le journal *Politis* lance un appel signé aussi par « Les Alternatifs », « *Organisons l'alternative à gauche* », tandis qu'Olivier Besancenot annonce, le 27 juin 2008, la création du Nouveau parti anticapitaliste (NPA).

Le 5^{ème} congrès des « Alternatifs »³³³ qui se tient à Lyon du 7 au 9 novembre 2008 adopté des résolutions pour :

- Un mouvement politique autogestionnaire aujourd'hui, vers un Parti/Mouvement demain
- Elections européennes : pour des listes unitaires de la gauche anti-libérale, de transformation sociale et écologiste
- Une Fédération

La Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE ou « La Fédération ») est un rassemblement politique né en décembre 2008 visant à regrouper toute la « gauche alternative », suite à l'appel lancé par l'hebdomadaire « *Politis* », pour peser davantage dans le rassemblement des gauches anticapitaliste, antilibérale et écologiste. Les participants restent membres de leurs partis respectifs selon le principe de la double adhésion, ou peuvent être adhérents directs s'ils ne sont membres d'aucune des forces participantes.

Parmi les organisations membres ou participantes de la FASE, on trouve :

- L'Association des communistes unitaires (ACU) issus du courant fondateur du PCF, dont les députés François Asensi et Jacqueline Fraysse et l'ancien député, maire de Saint-Denis, Patrick Braouezec, ou encore Pierre Zarka;
- Alter Ekolo issu des « Verts » dont des anciens de l'AREV;
- Le mouvement Utopia ;

³³³ « Rouge et vert » n°282 du 20 novembre 2008.

- Le MAI, mouvement politique pour une convergence des alternatives à la mondialisation et pour la sortie du productivisme ;
- L'Alternative démocratie socialisme (ADS), animée par l'ancien ministre et député PCF Marcel Rigout ;
- Des « personnalités » comme Clémentin Autain, Yves Salesses ou Pierre Cours-Salies.

Les « Alternatifs » ont participé au lancement de la FASE (ils l'ont notamment largement financé) en 2008 pour la quitter en décembre 2011, en désaccord avec le « poids des personnalités » qui contrecarre un fonctionnement démocratique et autogestionnaire auquel ils sont attachés... La FASE rejoindra en juin 2011 le Front de gauche, ce qu'elle avait refusé de faire lors des élections régionales et européennes de juin 2009. Les « Alternatifs » avaient eux aussi refusé de participer au Front de gauche dans le cadre des élections européennes de 2009. Au premier tour du vote interne sur cette participation, 30 % des « Alternatifs » votent pour une participation avec le Front de gauche, 31 % pour une alliance avec le NPA, et 35 % votent pour la non-participation aux élections européennes. Au deuxième tour, la non-participation aux élections européennes l'emporte avec 55 % des voix contre 41 % pour une alliance avec le NPA.

A ces européennes de 2009, le Front de gauche fait 6,5 % des voix et passe devant le NPA, qui fait 4,88 %. Le PS passe lui sous les 20%. Il fait 16,48% des voix et est talonné par EELV qui fait 16,28%. Le Front de gauche composé à l'époque du PCF, du Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon, de la Gauche Unitaire (scission de la LCR opposée à la constitution du NPA), du Mouvement politique d'émancipation populaire (M'PEP) de Jacques Nikonoff et de « République et Socialisme » scission du Mouvement Républicain et Citoyen (MRC) de Jean-Pierre Chevènement dont la liste fait 6,48%. LO fait 1,20%.

Dans la foulée du succès à ces élections européennes de 2009 ; où sous l'impulsion de Daniel Cohn-Bendit les listes dans les grandes régions électorales ont fait 16,30% des voix, « Europe Ecologie Les Verts » (EELV) est constitué lors des assises constitutives du 9 novembre 2010. José Bové, un des principaux porte-paroles en 2005 du « Non de gauche » au référendum relatif au traité constitutionnel européen (avec Jean-Luc Mélenchon, Marie-Georges Buffet et Olivier Besancenot) « candidat rebelle » aux présidentielles de 2007, s'est rallié à l'écologiste libéral européen Daniel Cohn-Bendit et est devenu député européen.

Aux régionales du 14 mars 2010, Les « Alternatifs » participent à des listes du Front de gauche dans certaines régions, et à des listes du NPA dans d'autres régions comme la région PACA. Le PS et ses alliés (PRG, MDC de Chevènement) dans l'opposition au président Sarkozy fait 29,14%. EELV en voie de constitution fait 12,18%, le Front de gauche 5,84%. Le NPA, la liste NPA-PG en Basse-Normandie et la liste NPA-PG-FASE-PCF dissidents en Bourgogne et LO 3,40%. Dans certaines régions le PCF a préféré maintenir des alliances électorales avec le PS pour conserver plus sûrement des élus.

Le 6^{ème} congrès des « Alternatifs » qui se tient à Rouen du 12 au 14 novembre 2010 émet des vœux unitaires et de démarche autogestionnaire pour les présidentielles de 2012 tirant les leçons de celles de 2007³³⁴. Mais ces vœux resteront pieux et les voix des « Alternatifs » impénétrables à la « gauche de gauche » et à la « gauche du PS ».

Aussi pour l'élection présidentielle de 2012, une consultation des adhérents des « Alternatifs » est organisée et aboutit aux résultats suivants :

- 20,1 % pour la motion 1 : vote indifférencié pour Jean-Luc Mélenchon et Philippe Poutou ;
- 25,3 % pour la motion 2 : pas de consigne de vote ;
- 54,6 % pour la motion 3 : soutien à la candidature de Jean-Luc Mélenchon.

Il n'y a pas de motion pour un vote exclusif ou indifférencié pour EELV.

Aux premier tour des élections présidentielles de 2012, François Hollande fait 28,63% des voix. Jean-Luc Mélenchon pour le Front de Gauche élargi aux « Les Alternatifs », à FASE et deux tendances (Convergence et Alternative et Gauche Anticapitaliste) qui quittent le NPA, fait 11,10%. Eva Joly pour

³³⁴ « Rouge et vert » n°315 du 22 novembre 2010.

EELV ne fait que 2,31%, Philippe Poutou fait un score de 1,15% tandis que Nathalie Arthaud de LO qui succède à Arlette Laguiller fait 0,56%.

Le congrès des « Alternatifs », réuni à Paris les 17 et 18 novembre 2012, vote l'entrée dans le Front de gauche. Deux propositions contradictoires avaient été soumises au vote des militant-e-s : l'une, favorable à la participation au Front de gauche, a obtenu 53,47 % des voix, l'autre, souhaitant des clarifications avant de faire ou non ce choix, en a obtenu 38,80 %.

Le texte final adopté par le congrès le dimanche 18 novembre 2012 (56,37 % pour, 34,75 % contre, 8,88 % abstentions) décide la participation des « Alternatifs » au Front de gauche, afin de contribuer à une démarche de rassemblement pour une alternative sociale et écologique au capitalisme et au productivisme, et confirme par ailleurs la volonté des « Alternatifs » de contribuer à l'émergence d'un nouveau pôle rouge et vert.

Les 23 et 24 novembre 2013 se tient les assises constitutives d'Ensemble !, mouvement pour une alternative de gauche, écologiste et solidaire qui regroupe « convergence et alternative » et la « gauche anticapitaliste » issues de la crise du NPA, la majorité de la « Gauche unitaire »³³⁵ issue du refus du courant UNIR de la LCR de former le NPA, de la fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE) dont l'association des communistes unitaires (ACU) est membre. Le congrès des Alternatif du 25 novembre 2013 décide majoritairement de rejoindre Ensemble ! (E !).

Encadré 18

Du collectif Lucien Collonges à l'Association pour l'autogestion

Ce collectif s'est constitué à la mort de Michel Fiant le 19 septembre 2007 afin de mener à bien le travail de rédaction d'une « Histoire de l'autogestion » que celui-ci avait entrepris et qu'il n'a pu mener à bien. Il reprend l'un des pseudonymes utilisés par Michel Fiant. Ce collectif composé de Gilbert Dalgalian, Bruno Della Sudda, Guy Giani, Jean-Pierre Hardy, Claude Kowal, Patrick Le Tréhondat, Richard Neuville, et Patrick Silberstein a publié aux Éditions Syllepse en mai 2010, *Autogestion : hier, aujourd'hui, demain*. A l'exception de Richard Neuville, les autres membres de ce collectif Lucien Collonges ont été membres des différentes organisations « pablistes ».

Des altermondialistes d'ATTAC avaient fondé le « collectif pour des alternatives solidaires » pour soutenir et populariser le mouvement des entreprises récupérées et autogérées en Argentine victime de la première banqueroute financière du nouveau siècle. Ce collectif fusionne en 2011 avec le collectif Lucien Collonges pour fonder l'Association pour l'Autogestion (APA) qui gère un site internet sur les expériences autogestionnaires passées et actuelles.

L'ouvrage *Autogestion : hier, aujourd'hui, demain*, sous l'égide de l'Association pour l'Autogestion (APA), s'étoffe considérablement (plus de 2000 pages) et se transforme en 2015 en Encyclopédie Internationale de l'Autogestion. Depuis 2019, cette encyclopédie est téléchargeable gratuitement sur le site internet des Editions Syllepse. En 2022, cette encyclopédie comporte onze tomes.

Le choix fait par les Alternatifs de rejoindre le Front de Gauche et de constituer un pôle « rouge et vert » dans ce dernier en créant « Ensemble ! », c'est fait avec le soutien des anciens militants et sympathisants « pablistes » des « Alternatifs ». Et ce, au prix d'une rupture d'alliance « de fait » compte tenu de l'absence de réels courants structurés, de ces derniers avec le « courant proche des libertaires » des Alternatifs, contre les « vieilles habitudes » et les compromis avec la gauche réformiste hérités du PSU...

Ensemble ! (E !) offre une occasion de se regrouper dans un nouveau cadre organisationnel à des anciens militants « pabliste » et à des anciens militants du courant marxiste-révolutionnaire du PSU que des trajectoires militantes avaient conduit aux « Alternatifs », à la « gauche anticapitaliste », à la FASE et à la « Gauche unitaire ». Ils retrouvent dans le cadre du Front de Gauche d'autres anciens camarades membres du Parti de Gauche via le courant du parti des « Verts » qui avait été emmené par Martine Billard.

³³⁵ La minorité autour de Christian Picquet va rejoindre collectivement le PCF. Christian Picquet obtenant une place au comité central du PCF

E ! doit donc surmonter les nombreux rendez-vous manqués (fusion PSU-LCR au milieu des années 1970, comités Juquin en 1986, élargissements des « Verts » en 1995, comités pour le Non de gauche au référendum sur le traité constitutionnel européen en 2005, campagne présidentielle de José Bové en 2007) et les conflits qui viennent de loin entre organisations de la « gauche de la gauche » ou de la « gauche alternative ». Chaque organisation politique a ses fantômes et l'obligation de lutter contre eux. La compétition entre groupes, courants et sensibilités subsiste, même s'il n'y a plus d'adhésions inconditionnelles et de suivisme à l'égard de dirigeants charismatiques. Il s'agit d'histoires non-écrites qui sont dans les différentes mémoires militantes souvent contradictoires, sublimées, et mêmes blessées.

Le 15 mars 2015, le congrès des Alternatifs décide avec 65,42% des voix de dissoudre l'organisation pour se fondre dans E ! membre du Front de gauche (il y a aussi 4,03% d'abstention). La minorité des Alternatifs (30,55% des voix) très dispersée géographiquement à l'exception de l'Alsace, de la Haute Vienne et de Paris 13^{ème}, décide de créer « *Alternatives et autogestion* » avec des anciens militants du PSU sur plusieurs décennies comme Roger Winterhalter, Anne-Marie et Michel Dubois, qui va rejoindre le regroupement « Pour une écologie populaire et sociale » (PEPS) qui se constitue en novembre 2019.

Des anciens militants des « Alternatifs » qui rejoignent E ! constitue le RESEAU POUR L'AUTOGESTION, LES ALTERNATIVES, L'ALTERMONDIALISME, L'ECOLOGIE ET LE FEMINISME (Réseau-AAAEF) avec un site Internet. Ce réseau organise des conférences.

GUY GIANI : UN MILITANT DE L'AUTOGESTION³³⁶

Guy avait commencé son parcours militant à Cannes, alors qu'il était lycéen Il avait adhéré aux JC et avait été élu délégué des JC des Alpes-Maritimes au festival mondial de la jeunesse de Berlin en 1973.

Mais il s'est reconnu ensuite dans la radicalité de l'extrême-gauche, davantage que dans le réformisme du PCF et de l'Union de la gauche. Et il s'est rapidement orienté vers la LCR qu'il a rejoint l'année suivante.

Critique vis-à-vis d'une conception autoritaire du parti et attiré par l'autogestion, il quittera la LCR en 1978 pour rejoindre à Nice les va rejoindre le regroupement « Pour une écologie populaire et sociale » (PEPS) qui se constitue en novembre 2019. marxistes-révolutionnaires pour l'autogestion, organisés alors dans les Comités Communistes pour l'Autogestion (CCA), au moment où il deviendra instit et militant syndical d'abord au SNI et à l'Ecole Emancipée puis au SGEN-CFDT.

Il en deviendra un militant d'autant plus actif que ce syndicat était, dans les Alpes-Maritimes, partie prenante de la gauche syndicale cédétiste, dans l'esprit maintenu et prolongé des années 68, de la contestation de l'Ecole capitaliste à celle de la hiérarchie -et notamment de l'inspection- dans l'Education nationale.

Passé par la sociologie, il était curieux aussi des thématiques de l'éducation populaire et complétait alors ses engagements politiques et syndicaux par un engagement associatif au sein de Culture et Liberté. Il était également un militant actif du MRAP, mais aussi des Collectifs de Soutien à la Lutte du Peuple Corse (CSLPC) et de l'Association d'Information et de Soutien au Peuple Kanak (AISDPK).

Passant un CAPES interne, il est devenu prof de sciences économiques et sociales et s'est impliqué dans l'Association des Profs de SES (APSES)

Après avoir rencontré Dany à ATTAC dont il était membre dès la fondation, Guy a décidé avec sa nouvelle compagne de quitter les Alpes-Maritimes pour s'installer en Guyane. La société des « métros » ne lui convenait pas et il ne supportait pas le « casque colonial » de la plupart de ses collègues de Cayenne. De manière cohérente et conséquente, ce qui l'a distingué de nombre de militant-es de gauche venu-es de métropole dans les confetti de l'empire en fermant les yeux sur les réalités coloniales -et pour en profiter, comme le disait Guy-, il a alors rejoint le mouvement indépendantiste, tant sur le plan syndical que sur le plan politique. Il évoquait alors avec une passion -qu'il faisait partager à ses interlocuteurs/trices- ses longues discussions avec Maurice Pindard, l'un des principaux animateurs du Mouvement pour la Décolonisation et l'Emancipation Sociale (MDES).

A son retour dans les Alpes-Maritimes, Guy s'est installé avec Nina à Pégomas et il a prolongé et renouvelé ses

³³⁶ Bruno Della Sudda, Guy Giani (1955-2021), L'autogestion au cœur, Encyclopédie Internationale de l'Autogestion, Tome 10, pages 82-83, 2021, Editions Syllepse. Téléchargeable gratuitement.

engagements.

Sur le plan politique, il est toujours resté fidèle à la gauche alternative : après les CCA puis la FGA et les Comités de soutien à la candidature Juquin - où se côtoyaient gauche alternative et dissidence communiste- en 1988, il a participé à l'Alternative Rouge Et Verte (AREV) puis à son élargissement à une nouvelle dissidence communiste et à des écologistes pour fonder un mouvement plus large : les Alternatifs.

Sur le plan associatif et syndical, il a repris sa place au MRAP, à ATTAC et à l'APSES, et rejoint Solidaires à travers Sud-Education.

Avec d'autres, et en reprenant des manuscrits de Michel Fiant après sa disparition, Guy a participé à l'aventure du livre collectif « Autogestion, hier, aujourd'hui, demain » paru chez Syllepse en 2010. Une aventure collective qu'il a prise très au sérieux et à laquelle il a contribué activement, dans l'équipe rédactionnelle et en particulier dans l'écriture des contributions consacrées à l'éducation et à l'altermondialisme. Il avait, du reste, été présent au FSM de Porto-Alegre de 2003 dans la délégation des Alternatifs.

Après l'aventure du livre « Autogestion... », Guy a été partie prenante de la fondation de l'Association pour l'Autogestion. Et, après le choix -partagé par Guy- d'une large majorité des Alternatifs de se fédérer avec d'autres courants de la gauche critique et alternative dans un nouveau mouvement, Ensemble !, et de rejoindre, malgré une approche critique, le Front de Gauche, il a également participé à la création du Réseau pour l'Autogestion, les Alternatives, l'Altermondialisme, l'Ecologie et le Féminisme (3AEF). Dans ce Réseau chargé de conserver et d'actualiser le patrimoine de la gauche autogestionnaire, avec d'autres ex-Alternatifs, Guy était particulièrement actif : il était membre de son équipe d'animation.

Depuis plus de trois ans, la maladie le faisait beaucoup souffrir. Son double cancer l'avait amené à limiter ses activités. Mais il était fidèle à ses engagements de toujours. Il avait même, ces derniers mois, repris une activité régulière au sein d'ATTAC, à l'antenne locale de Mouans-Sartoux. Il avait rejoint la nouvelle équipe du CA d'ATTAC 06 à l'occasion d'une assemblée générale tenue en visio à l'automne 2020. Et il avait participé en novembre dernier à l'AG nationale d'Ensemble !

Guy était affaibli mais ses qualités intellectuelles étaient intactes. Sa qualité d'écoute, sa finesse et ses capacités d'analyse, construites et confortées dans des cadres collectifs, avec un travail d'équipe depuis plus de quarante ans, étaient encore d'un grand apport.

Depuis l'arrivée tardive dans sa vie de ses deux fils -un rêve qui était le sien depuis quarante ans!-, ses deux trésors étaient sa priorité absolue.

Mais, bon pied bon œil, il était toujours d'une grande curiosité politique et sociétale, et continuait d'avoir d'autres passions : la littérature, le cinéma, le jazz... et le football.

Il avait pris sa retraite à temps, après plusieurs décennies d'activité professionnelle raccordée à ses engagements citoyens et à un respect et une bienveillance rares vis-à-vis de ses élèves.

Ce sera difficile de continuer sans lui. C'est pourtant ce qu'on fera, ce qui est le meilleur hommage qu'on puisse lui rendre, toutes et tous ensemble.

Ciao Guy !

Bruno Delle Sudda

Guy Giani est décédé le 26 janvier 2021 à l'âge de 65 ans.

E ! troisième composante du Front de gauche plaide pour des comités de base du Front de Gauche que le parti communiste (PC) et le parti de Gauche (PG) refusent. PC et PG entrent conflits. Le PC voulant maintenir lors des élections territoriales (municipales de 2014, départementales et régionales de 2015) des alliances avec le PS afin de conserver ses places d'élus. Le PG qui a peu d'élus est favorable à des listes autonomes et à des alliances avec la gauche des « Verts » (Grenoble, Nord-Pas de Calais). On voit donc s'affronter des listes Front de Gauche en alliance avec des écologistes et des listes conduites par le PS en alliance avec le PC, avec des combinaisons variables d'un lieu à un autre. Aussi, il peut y avoir des candidats du PC sur une liste PS et d'autres candidats du PC sur des listes Front de Gauche. Si l'unité de façade est maintenue pour les élections européennes de 2014, la rupture Mélenchon PC est consommée.

Jean-Luc Mélenchon et son cercle rapproché décide de se passer du PC et de faire un trait sur le Front de Gauche. Ce sera donc place à la « France Insoumise » pour les élections présidentielles et législatives de 2017.

Les marxistes-révolutionnaires pour l'autogestion dits « pablistes » : des « pieds rouges » d'Algérie aux altermondialistes Jean-Pierre HARDY. Juillet 2023.

En effet, le système Mélenchon de la « France Insoumise » est une sorte de poupée russe dont le modèle est l'ex-OCI lambertiste : le chef caudillo, le groupe coopté des proches du chef, le parti de l'intérieur (le Parti de Gauche) et le mouvement (la « France Insoumise ») large et, selon l'expression de Jean-Luc Mélenchon lui-même, comme étant « gazeux », sachant que le dernier mot revient toujours au chef. Le mouvement large sous contrôle direct très étroit est ouvert sélectivement à l'extérieur par cooptation du chef et adoubement à ce dernier (parlement de l'Union Populaire³³⁷). L'écosystème lambertiste, cela donnait Lambert (1920-2008) qui éliminait ses potentiels rivaux (Charles Berg, Stéphane Just, Pierre Broué), le comité central de l'organisation politique lambertiste avec des permanents cooptés par lui, des comités unitaires à la base « larges » avec les signataires de la pétition du moment à la suite d'un appel co-signé par ses proches « amis et redevables » du syndicat Force Ouvrière et des « sous-marins » en planque remontant des eaux profondes du PS. La France Insoumise classée par des politologues et des sociologues comme des « populistes de gauche » sur le modèle latino-américain³³⁸ ou celui de « Podemos » en Espagne, est bien un écosystème lambertiste qui a réussi aux présidentielles et législatives de 2017 et a refusé de voir son échec aux européennes de 2019, aux municipales et aux régionales de 2020.

E ! se divise entre « Ensemble Insoumis » et les « Insoumis à la France Insoumise », notamment le regroupement « Ensemble : Autogestion et Emancipation ».

Les « Insoumis à la France Insoumise » se divisent lors des élections présidentielles de 2022 sur la participation ou non à la « primaire populaire » et sur l'appel au vote au premier tour pour Jean-Luc Mélenchon. Il y a des partisans du boycott ou du vote pour Philippe Poutou.

Les élections présidentielles et législatives de 2022 ouvrent une nouvelle page politique et organisationnelle pour toutes les gauches avec l'émergence de la Nouvelle Union Populaire Ecologique et Sociale (NUPES).

1.25. La NUPES : en être ou ne pas en être ?

La diversité des composantes de la NUPES et de ceux qui frappent à sa porte comme le NPA, peut rappeler la diversité du PSU tout au long de son histoire. Il y a des NUPES comme il y avait des PSU.

La question de l'unité dans la diversité de la gauche traverse toute l'histoire du PSU. La diversité dans le PSU peut paraître comme une expérience inspirante ou comme un modèle à rejeter. En effet, au cours de son histoire le PSU enchaîne des périodes de primauté à l'union de la gauche à des périodes d'affirmation de son autonomie. Le PSU n'arrive pas à articuler unité large de toute la gauche et l'unité, selon les périodes, de « la gauche révolutionnaire », de la « gauche de gauche », de la « gauche radicale » ou de la « gauche alternative ».

Le fonctionnement démocratique de PSU tout au long de son histoire est bien éloigné du fonctionnement actuel de la NUPES (cooptation, caudillisme, un « parlement » relevant plus de la Douma tsariste que des « soviets » de 1917).

Le PSU avait épuisé ses capacités militantes « satellisées » et « aimantées » concurremment pendant toute son existence par, successivement ou simultanément, le PS, la « gauche radicale ou alternative », l'écologie politique, mais en transmettant à ces forces politiques tout ou partie de son ADN.

Le « populisme de gauche » (dénonciation de la caste, le « nous » contre les « eux », les « 99% » contre le « 1% », le rôle des « leaders » charismatiques et médiatiques) théorisé par Ernesto Lachau et Chantal Mouffe avait été adopté et adapté par la France Insoumise et « Podemos » en Espagne. Les divisions entre les « leaders » de « Podemos », l'incapacité à avoir la suprématie électorale sur le PSOE, la fonte du nombre de ses comités, l'effondrement du nombre de votants en ligne, vont amener « Podemos » à accepter une Union de la Gauche « à l'espagnole ». Cette mutation de « Podemos » oblige la France Insoumise à ne plus rejeter la référence à « la gauche » que François Hollande aurait pourtant disqualifiée à jamais. La France Insoumise a compris qu'il valait mieux prendre le leadership

³³⁷ Le parti ouvrier indépendant (POI) l'une des branches avec le parti ouvrier indépendant démocratique (POID) du lambertisme a été admis au parlement de l'Union Populaire puis de la NUPES qui se réunit (rarement) dans ses locaux du fameux 87 rue du faubourg Saint-Denis

³³⁸ Manuel Cerva-Marzal, *Le populisme de gauche : sociologie de la France insoumise*, La Découverte, 2021

sur toute la gauche et de « faire des franchises » à ses partenaires vassalisés, plutôt que de se mettre dans la situation de « Podemos ».

L'ADN post-mortem du PSU, des « pablistes » « post et proto pablistes », s'est :

- L'autogestion
- L'anticapitalisme
- Le féminisme
- L'écologie
- L'internationalisme

On retrouve cet ADN dans Ensemble ! et le NPA qui sont ou aspire à être à la NUPES. Mais, il n'est pas question de solliciter des « revendications et des recherches en paternité ». Il n'y a jamais eu de procès en « captation d'héritage » politique.

Des composantes de la NUPES, par exemple le Parti Ouvrier Indépendant (POI) lambertiste qui a un député sous le label France Insoumise en Seine Saint Denis et qui accueille dans ses importants locaux (« au 87 faubourg St Denis ») le « parlement » de la NUPES (avant c'était le « parlement » de l'Union populaire), n'a aucune trace de cet ADN. Il y a même de puissants anticorps.

Il manque à la NUPES le chromosome « autogestion » entendu comme socialisation (à ne pas confondre avec la nationalisation) des moyens de production et république autogérée dans toutes les sphères de vie sociale (entreprises, écoles, cités).

La NUPES démocratique « de la base » est à construire, comme d'ailleurs l'est aussi, selon Clémentine Autain, la « France Insoumise des groupes d'action de base ». Son modèle démocratique doit s'inspirer des comités « Juquin » et des comités pour « un Non de gauche au référendum sur la constitution européenne » de 2005. Il doit aussi dépasser ces expériences démocratiques qui avinent d'importantes limites: fonctionnement démocratique à l'épuisement nocturne des participants, « activisme présentiel » des uns entraînant un « taux de fuite » des autres, zapping dans les engagements...

Certains souhaitent, sur le modèle du PS de Jules Guesde et Jean Jaurès du début du XXème siècle, une unité organique de toutes les composantes dans et à la porte de la NUPES sans exiger une unité programmatique à court terme.

Des bilans de divers « partis larges » et « partis coalitions », seraient instructifs et éclairants, en particulier ceux du parti des travailleurs brésiliens de 1980 à 2003 puis du Parti Socialisme et Liberté (PSOL), de l'Alliance Rouge et Verte danois fondée en 1989, du bloc de gauche portugais fondé en 1999...

Quels sont les marqueurs qui rendent une NUPES unifiée « de la base au sommet » impossible et donc une NUPES cartellisée indépassable ?

DEUXIEME PARTIE : ELÉMENTS POUR UNE SOCIOHISTOIRE DU COURANT MARXISTE-RÉVOLUTIONNAIRE POUR L'AUTOGESTION

L'énumération des campagnes politiques, des divergences, des scissions et des regroupements doit s'accompagner de l'examen des relations de pouvoir et s'articuler avec une approche psychosociologique de l'action militante dans sa réalité quotidienne. Il est plus difficile, mais nécessaire, de ne pas en rester à l'histoire événementielle et idéologique d'une organisation, pour traiter aussi de la socio-psychologie et de la sociohistoire des relations de pouvoirs de cette même organisation, qui doivent permettre de mieux comprendre pourquoi le courant « pabliste » a disparu (en tant qu'affiliation sinon en tant que filiation) alors que d'autres courants politiques, notamment de filiation trotskiste, se maintiennent bien que leur histoire événementielle et idéologique montre qu'ils avaient pourtant des positions politiques moins avancées et moins ancrées dans la réalité sociale.

Ceux qui attribuent les déboires organisationnels du courant « pabliste » à son rejet de la conception léniniste du parti, même s'il y a plusieurs conceptions et pratiques du léninisme sous Lénine et dans le mouvement trotskiste, devrait sortir de nos frontières nationales pour constater que nombre d'organisations trotskistes et « centristes » d'Europe ont aussi disparu, les débris de leurs implosions alimentant les divers mouvements éco-socialistes et altermondialistes plus larges et plus pluralistes après être passées par une nébuleuse d'organisations transitoires et de revues (Viento Sur, A l'encontre, La Brèche....).

L'implosion-disparition des organisations maoïstes doit être compris par la fin de l'aveuglement sur le modèle socialiste chinois.

2.1. Le militantisme et ses mutations

Les « codes » et « mœurs » des militants des organisations trotskistes ont fait l'objet d'ouvrages. On peut principalement mentionner l'ouvrage sur la LCR de Jean-Paul Salles, *La LCR 1968-1981 : instrument du grand soir ou lieu d'apprentissage*³³⁹ et les écrits de Karim Landais sur l'OCI-PCI, regroupés en 2006 en son hommage, un an après son suicide, sous le titre « *Passions militantes et rigueur historienne* ». La revue *Dissidences* a, elle, publié des articles répondant aux critiques sur le militantisme à LO.

Si l'ouvrage de Christophe Nick aux éditions Fayard, *Les trotskistes*, est celui d'un journaliste pressé visant à répondre à une commande de sensationnalisme dont l'indigence est totale en matière d'histoire des idées politiques, les témoignages de militants qu'il a recueillis et parfois exploités à leur insu n'en gardent pas moins leur intérêt et leur valeur.

La culture d'une organisation, c'est son mode de pensée et d'action habituel et traditionnel, plus ou moins partagé par tous ses membres, qui doit être appris ou accepté, au moins en partie, par les nouveaux membres pour être acceptés.

Cette culture d'organisation dans les groupes d'extrême gauche a pour effet, selon Karim Landais :

«... un contrôle des comportements des groupes et des individus pour les rendre prévisibles, et peut comporter des constantes telles que l'objectif de l'organisation, la spécialisation des tâches, la coordination des fonctions, l'ordre, l'autorité, l'uniformité des comportements, l'interchangeabilité des membres, etc. »³⁴⁰

Des organisations politiques de gauche et d'extrême gauche ont construit une culture politique propre avec un fonctionnement doctrinal, des références historiques internes, une conception de la société future, une lecture normative du passé en général et du sien en particulier, des rituels partagés....

C'est bien cette culture propre qui permet le maintien de l'existence séparée de certaines organisations et leur incapacité à fusionner avec d'autres. En fonction de cela, on voit mal comment Lutte Ouvrière ou le parti démocratique ouvrier indépendant (PDOI) « lambertiste » pourraient fusionner avec quiconque.

³³⁹Aux presses universitaires de Rennes, 2005.

³⁴⁰ Landais Karim, *Passions militantes et rigueur historienne*, 2006.

2.1.1. D'un militantisme total...

Comme pour les autres organisations révolutionnaires, il s'agit d'un militantisme total. Pour les étudiants, la réussite de leurs études n'est pas la priorité. Comme le rappelle Martine Storti³⁴¹ : « *non pas une vie d'étudiante mais une vie de "militante révolutionnaire en milieu étudiant"* ».

Les témoignages des militants et ex-militants des organisations révolutionnaires dans les années 1970 concordent sur un militantisme activiste « 24h/24h » avec 8 à 10 réunions par semaine.

Dans son histoire du gauchisme, Philippe Buton rappelle :

« *Assez rapidement, la totalité de la vie sociale est structurée par le militantisme, et le temps de loisirs se partage, sauf exceptions, avec ses camarades* »³⁴². [...]

« *Au bout d'un moment, par la surcharge des tâches, par l'unicité militante des relations sociales, l'horizon réel se rétrécit à l'immédiat ; militer devient un mode de vie qui se suffit à lui-même, pour lequel la quête de sens n'est plus qu'un supplément d'âme évanescant* »³⁴³.

Il ne s'agissait pas d'un militantisme sacrificiel mais d'un militantisme « anticipateur » puisque la révolution était proche et que nous allions changer le monde. Et, cette révolution « à court terme », nous en serions les acteurs... et les bénéficiaires. Nous ne nous interrogeons pas sur le militantisme de la « révolution lente » défendu par « Les Alternatifs » dans les années 2000...

S'agissant de ce militantisme « à plein temps » des années 1970, Philippe Buton souligne :

« *La réussite sociale est absente de l'horizon militant. « L'établissement » lui-même demeure précaire, perçu comme une aventure qui durera non jusqu'à la retraite, mais jusqu'à la révolution* »³⁴⁴.

Comme le rappelle Alain Krivine dans son ouvrage de mémoires³⁴⁵ :

« *Ces années ont été marquées par le sentiment d'urgence et un militantisme enthousiaste et intense.* »

Les comptes rendus hebdomadaires des CCA de Nantes de 1980 à 1982, le rappel des calendriers militants entre la réunion hebdomadaire de la cellule et/ou du comité local et les participations aux réunions dans les organisations où nous intervenions :

- Comité de solidarité avec les peuples d'Amérique centrale ;
- Comité de solidarité avec Solidarnosc ;
- Collectif féministe autogestionnaire ;
- IDS (information pour les droits du soldat) ;
- CODENE (comité pour le désarmement nucléaire en Europe) ;
- Comités antinucléaire (projet de centrale nucléaire au Pellerin en Loire Atlantique) ;
- Syndicalistes critiques autour de la revue *Résister*...

font bien apparaître l'importance du nombre de ces réunions, auxquelles il faut ajouter les réunions syndicales et celles des tendances oppositionnelles dans ces mêmes syndicats.

Sans qu'il soit besoin de le formaliser puisque cela est accepté, la présence est obligatoire à la réunion de cellule, aux distributions de tracts, aux ventes des journaux et aux collages d'affiches.

Tous les militants révolutionnaires de cette période se reconnaîtront dans les « tranches de vie » que décrit Martine Storti³⁴⁶ :

« [...] *des nuits passées à tirer à la ronéo, avec cette hantise de la catastrophe, cette peur de voir arriver le moment où le stencil se déchirerait...se résigner à retaper le texte sur un nouveau stencil, à deux doigts sur une vieille bécane.* [...]

J'ai parfois l'impression que ces années semblent relever d'une autre vie, d'une vie antérieure. Des années qui me sont pourtant si proches. Des années de militantisme, de luttes, de

³⁴¹ Storti Martine, *Un chagrin politique : de mai 68 aux années 80*, L'Harmattan, 1997.

³⁴² Buton Philippe, *Histoire du gauchisme : l'héritage de mai 1968*, Perrin, 2021, p. 51.

³⁴³ Buton Philippe, *Histoire du gauchisme : l'héritage de mai 1968*, Perrin, 2021, p. 79.

³⁴⁴ Buton Philippe, *Histoire du gauchisme : l'héritage de mai 1968*, Perrin, 2021, p. 53.

³⁴⁵ Krivine Alain, *Ça te passera avec l'âge*, Flammarion, octobre 2006.

³⁴⁶ Storti Martine, *Un chagrin politique : de mai 68 aux années 80*, L'Harmattan, 1997.

manifs, de grèves, de comités d'action. Des années où il ne s'agissait pas seulement de gérer. Quoi ? Un budget ? Une carrière ? Un look ? Ni de capitaliser pour son seul bénéfice réflexions et actions.

Des années joyeuses, haletantes, généreuses, où l'on croyait pouvoir changer l'ordre du monde. Des années difficiles, dogmatiques, des années à « ligne juste », où nous étions durs, impitoyables les uns par rapport aux autres, dans une surveillance réciproque, des années où il fallait rendre des comptes [...]

Et il y avait la révolution des œilletons au Portugal à soutenir, et Kuron et Modzelewski à tirer des geôles polonaises, et les sahraouis dans le désert, et les femmes du Dhofar, et les « Lip » qui défendaient leur usine, et le Larzac qui ne voulait pas devenir un camp militaire, et les Basques garrottés en Espagne, et Eva Forest emprisonnée à Madrid, et la « bande à Baader » « suicidée à Stammheim », et Roland Agret qui clamait son innocence, et Plogoff qui refusait la centrale nucléaire, et le droit des enfants, et celui des soldats et des homosexuels et des prostituées, et Pierre Goldman condamné puis acquitté puis assassiné, et ce gréviste de la faim qu'il fallait aider et cet immigré tabassé dans un commissariat qu'il fallait défendre et les si nombreux murs du silence qu'il fallait briser...

Il s'agissait d'une activité militante certes, mais aussi d'une manière de vivre, d'une morale et même d'une spiritualité, presque l'âme d'un monde sans âme, pour reprendre le mot de Marx à propos de la religion, une sorte d'enchantement, car c'est un enchantement de ne pas être seulement embarqué dans un projet et une stratégie individuels. J'ai connu des grands moments, ceux où l'on s'exalte de retrouver dans le regard des autres cette lueur de fraternité, de solidarité, de vie qu'on sait être dans le sien, j'ai connu aussi le quotidien, celui des réunions interminables, des enveloppes qu'il faut coller, des tracts distribués et qu'aucune main ne se tend, alors qu'on aurait envie de rester au lit ou d'aller au cinoche ou de ne rien faire, et cette impression souvent, si souvent, de prêcher dans le désert. »

L'enquête sur les militantes et les militants dans années 1968 en France³⁴⁷ présente le militant « pabliste » Jean Sintès :

« Le militant « pabliste » Alain Domec [Jean Sintès], lui-même ouvrier du bâtiment, était responsable à Lyon de la cellule « ouvrière » de l'AMR qui regroupait tous les salariés, par opposition à la cellule étudiante (mais « réellement des ouvriers au sens prolétarien du truc, on devait être quatre ou cinq »). Il évoque les problèmes suscités par le degré d'exigence militante : « On payait 10% de notre salaire, en cotisations [...] même souvent quand il manquait de l'argent on recommençait [rire]. Donc effectivement les ouvriers, j'allais dire « normaux », combatifs, au bout d'un moment on les usait ; donc il ne durait pas longtemps, hein [...]. Je me rappelle très bien, c'était un truc sur la Palestine, et où bon, vers minuit, les ouvriers se sont tous endormis sur leur chaise ; parce qu'on venait de faire dix heures de boulot, au bout d'une heure et demie, on décrochait [rire], et après on dormait [rire] [...] et après c'est encore plus fou parce que [les dirigeants étudiants] avaient la volonté que les ouvriers soient dans toutes les directions... donc tant qu'il y avait qu'une cellule, tout allait bien, mais quand il y en a eu deux, trois, quatre, il fallait que les ouvriers soient à la direction ; on était à la direction régionale, la direction nationale, mais ça multipliait le nombre de réunions qu'on devait se taper. On était de plus en plus épuisé quoi. » Alors que le militantisme politique ou syndical « de base » se mène en plus du travail, l'usure physique et mentale se conjugue à une exposition aux sanctions patronales. Le licenciement est une épreuve d'autant plus redouté par ses militants, que les déplacements géographiques ou les reconversions professionnelles qui engagent, bien au-delà d'eux, leur vie de famille ; s'avèrent souvent impensables ou inaccessibles.

[...]. Après un accident de la route en 1973, Alain Domec [Jean Sintès] est contraint d'abandonner son travail sur les chantiers et entame une reconversion professionnelle. Le chômage forcé pendant un an, combiné à 18 mois de formation, lui donne l'opportunité de militer à plein temps pour la CGT et l'AMR. [...]

Le licenciement qui était vécu comme une terrible nouvelle par les établis (pour qui tout le travail d'implantation auprès des ouvriers est à recommencer) offre à certains de ces militants

³⁴⁷ *Changer le monde, changer sa vie : enquête sur les militantes et les militants dans années 1968 en France*, sous la direction d'Olivier Fillieule, Sophie Bérout, Camille Masclat, Isabelle Sommier, avec le collectif Sombbrero, ACTES SUD, 2018.

d'origine ouvrière une opportunité inattendue de sortir de leur condition d'origine sans avoir à essuyer le reproche de trahir leur classe. Alain Domec [Jean Sintès] peut ainsi entamer la formation de dessinateur en bâtiment qui lui avait été refusée au moment de son apprentissage. Il reconnaît l'apport du militantisme dans sa trajectoire personnelle, « un capital de savoir, qui venait de la CGT, des pablistes, parce que je pense qu'un jeune ouvrier qui n'a aucune formation, il ne peut pas arriver à ce niveau-là ».

Michel Fiant faisait le constat que les recrutements de « pros » par l'organisation en faisaient des intellectuels organiques de la classe ouvrière qui ne pouvaient que s'en séparer physiquement (des « désétablés » en quelque sorte), fautes de perspectives révolutionnaires crédibles à court et moyen terme...

Ce type de militantisme répandu dans les organisations trotskistes relève d'un mode de vie et d'un cadre de socialisation, avec pour l'OCI-PCI- PT-POI, une dérive dans le conformisme et la soumission à l'autorité qui a permis leur intégration organique dans la bureaucratie syndicale de FO.

Sur le courant « lambertiste », Pascale Fautrier, une de ses anciennes responsables proches de Jean-Christophe Cambadélis issue de plusieurs générations de communistes, a publié en avril 2014, un « roman vrai » qui crucifie ce courant politique :

« Au passage, Madeleine se demande si elle n'a pas adhéré au PCI précisément parce que les lambertistes sont des stalinien qui s'ignorent : même ouvriérisme, même faux accents faubourien pour les anciens vrais pros et les tout à fait faux de payant une tranche d'exotisme social, comme Gautier, même haine affichée des pédés et des gauchistes. Le statut de la femme y est pire encore : rares, elles sont cantonnées pour la plupart au rôle de pot de fleurs que s'échangent les mâles dominants. La rigidité doctrinale est encore plus caricaturale. »

Ce surmenage militant est accepté, voire recherché. Les militants de l'AMR vivent comme une « décompression » le militantisme plus « léger » du PSU, où des militants privilégient leurs interventions dans les syndicats ou les associations et participent épisodiquement à la vie du parti, auquel ils ne rendent pas compte de leur « travail de masse ».

Le surmenage militant dans toutes les organisations révolutionnaires était bien une réalité qui ne pouvait plus perdurer lorsque « les professionnels de la révolution » rencontraient des « succès professionnels » mettant en cause cette « soumission volontaire » qui matérialisait leur « adhésion existentielle ».

Cependant, Maurice Najman, interrogé dans le film « Mourir à trente ans » de Romain Goupil, et Bernard Schalscha, cité dans le livre de Nick *Les trotskistes*, rappellent que les jeunes pablistes de la TMR IV et de l'AMR avaient un militantisme plus festif, du fait de liens avec des artistes du rock n' roll. Nick les qualifie même de « dandys rouges de Pablo ». Les militants du PSU, y compris ceux de la tendance B, manifesteront leur révolusion par rapport au « look AMR » (long blouson de cuir et bottes santiag) des jeunes lycéens et étudiants ex-AMR. Ce « look étudiant ex-AMR » ressemblait à celui de la LCR. Le rapport des jeunes pablistes aux drogues douces, voire aux drogues plus dures, est très libéré, au grand dam des vieux cadres pablistes des années 50-60 (Michel Fiant, Gilbert Marquis, Henri Benoît) qui avaient, eux, plus un « look » traditionnel OCI (costard et cravate) qu'un « look » AMR-LCR. Hall Greenland dans sa biographie de Pablo rappelle qu'il ne se « grimait pas en prolo » et avait une « élégance révolutionnaire » (chapeau en feutre, blaser, cravate), tenue correcte exigée comme celle de Trotsky après son exil forcé par Staline.

Selon Philippe Buton :

« Certains groupes veulent concilier révolte existentielle (générationnelle et culturelle) et révolte politique. C'est en particulier le cas de VLR avec son front de libération de la jeunesse et, dans une moindre mesure, l'AMR »³⁴⁸.

S'il y avait un « look AMR », il n'y aura pas de « look CCA », le mimétisme des comportements « révolutionnaires professionnels » ne fonctionnant plus à la fin des années 70.

³⁴⁸ Buton Philippe, *Histoire du gauchisme : l'héritage de mai 1968*, Perrin, 2021, p. 79

Le militantisme de l'AMR peut prendre des allures martiales, son service d'ordre (mais tous ces militants en font partie) participant à des affrontements comme celui du 21 juin 1973, qui a entraîné la dissolution de la Ligue communiste.

Tenir un rythme pareil avec de telles pressions personnelles, intellectuelles et financières n'est possible que si le militant est convaincu que « l'histoire lui mord la nuque », que « l'histoire s'emballe » et que les échéances sont « dans des délais rapprochés ».

S'il prend conscience qu'il ne verra pas, dans sa courte vie physiologique, l'ensemble des transformations sociales auxquelles il aspire, sa vie militante ne peut que changer, voire se conclure.

Comme en témoigne Martine Storti³⁴⁹ :

« Je n'avais aucun autre projet, et je n'étais pas la seule, aucune autre ambition que de participer à des activités militantes, à cette lutte contre la société bourgeoise. Envisager une profession, une réussite personnelle, une réalisation individuelle m'était complètement étranger. »

La crise du militantisme dans les organisations trotskistes est fortement alimentée par la perception du changement de « l'échelle du temps », et ce beaucoup plus que dans les organisations maoïstes qui ont eu à subir le choc de l'effondrement du modèle chinois.

Les « pablistes », férus d'analyses sur les longueurs des périodes de transition entre les modes de production, sur les questions de mots d'ordre transitoires et le poids des organisations traditionnelles, étaient particulièrement immunisés contre les pronostics de révolutionnaires optimistes (« imminence de la révolution » de l'OCI, débordement rapide des partis traditionnels de la LCR).

Les témoignages des ex-militants de l'OCI recueillis par Karim Landais et dans les publications des groupes exclus de l'OCI-PCI-PT (LOR, groupe La Commune, groupe CRI...) dénoncent les « méthodes » de l'OCI, construite et dirigée en commun pendant des années par Lambert et Just : sectarisme, refus de la discussion sérieuse au moindre désaccord, violence verbale en lieu et place de l'argumentation rationnelle, pratique de l'amalgame et de la calomnie, déformations des positions d'autrui (et souvent aussi violence physique contre les militants des autres organisations...). Ils insistent sur le rôle des « petits chefs », la pression de l'encadrement, la mise en place d'une couche de permanents salariés qui tirent satisfaction de leur position et de leur place dans la hiérarchie...

De telles méthodes n'ont pas existé à la LCR et dans le courant marxiste-révolutionnaire pour l'autogestion dit « pabliste ».

A la question : A quoi sert de militer ? Quel engagement faut-il ? Les « pablistes » répondent³⁵⁰ :

« Militer c'est exister, se reconnaître soi-même à travers un rapport aux autres (donc une reconnaissance sociale) fondée sur une conviction commune que nous n'existons qu'au travers de ce que nous faisons, que faire c'est transformer et que transformer ne peut qu'être une œuvre collective.

Cette conception privilégie le jugement que l'on porte sur soi-même par rapport au jugement d'autrui...

On ne peut pas militer sans que cela soit un mode d'exister.

Cette conception du militantisme n'a rien « d'élitiste » non plus ; c'est-à-dire qu'elle ne sous-entend pas qu'elle est réservée à un noyau de « purs et durs » triés sur le volet au milieu d'un océan de militants occasionnels. Il n'y a pas de groupe « d'élus ». L'existence est un processus, non un état. Il en est de même du militantisme comme mode d'existence. Rien n'est jamais acquis définitivement. Le doute et l'ambiguïté sont présents chez chacun de nous. Il en est de l'engagement militant comme de toute conviction : c'est un combat de tous les jours, jamais gagné donc toujours gagnable, mais que l'on peut perdre aussi.

³⁴⁹ Storti Martine, *Un chagrin politique : de mai 68 aux années 80*, L'Harmattan, 1997.

³⁵⁰ Texte interne des CCA de Nantes écrit par Lionel Prouteau.

Tout engagement est un jour ou l'autre soumis à des épreuves au sein desquelles il se forge un peu plus ou s'étiole.

*Ni règles, ni statuts ne pourront jamais dire **pourquoi** nous militons. Ils ou elles nous disent, tout au plus, **comment** militer ».*

Cette morale militante n'est pas celle de :

« [...] Ceux qui militent par habitude et qui vont se découvrir des habitudes plus confortables et éventuellement moins onéreuses ;

Ceux qui militent par apostolat et qui finissent par se dire qu'il est bien dur d'être le berger d'un « troupeau » si imperméable aux voies de la révolution, lesquelles voies s'avèrent très impénétrables. Ils finissent par se dire que « charité bien ordonnée commence par soi-même » ;

Ceux qui militent par intérêt (non pas dans le sens monétaire du terme mais sous l'angle de l'acquisition d'une position sociale) et qui vont exercer leurs talents dans des cadres plus propices à leurs ambitions (que de « vieux » gauchistes sont devenus de bons bureaucrates) ou réorientent leurs activités...

Le problème se complique du fait que nombre de ces camarades ne renoncent pas au militantisme pour d'autres engagements. Conscients de perdre ainsi, et sans contrepartie, un peu de leur identité, ils ne voient de possibilité de circonscrire leur trouble qu'en créant le trouble chez les autres. ».

La sociologie du militantisme des années 2000 va aussi insister sur les disponibilités biographiques et sociales pour militer, pour expliquer le poids des étudiants, des enseignants et des retraités dans la constitution des noyaux durs permettent le maintien des organisations.

Comme le rappelle, Danièle RIVA³⁵¹, pour les femmes le militantisme dans ces années 1970 :

« D'autre part, militer au mouvement des femmes se révéla être un militantisme intense même s'il était plein de joie et d'humour. Une lassitude physique commençait à poindre car il fallait, quand même, pour une partie d'entre nous se rendre quotidiennement au boulot et assumer non pas la double, mais la quadruple journée, si l'on ajoutait à la journée de travail, militantisme féministe, syndical et politique. »

Après les « années folles » du militantisme des années 1970, la condition militante va s'améliorer. En effet, le nombre de réunions se réduit, leur durée aussi : la réunion nationale qui commençait le samedi à 8H et se terminait le dimanche soir avec obligation d'arriver par le train la veille (pas de TGV à l'époque) passe du samedi midi au dimanche midi. Les ventes militantes de la presse disparaissent. L'ordinateur remplace la machine à écrire. Les universités sur un weekend d'été ont remplacé les stages de formation de base ou pour cadres d'une semaine. Le numérique et la bureautique facilitent les publications et les diffusions (adieu aux ronéos et à la sérigraphie). Les lettres électroniques et les sites Internet permettent à des organisations squelettiques et fantomatiques de quelques personnes, voire unipersonnelle, de continuer à faire croire qu'elles continuent à exister...

Les rapports au temps du militantisme ont incontestablement changé. Jacques Ion³⁵² a observé que :

« Le moment de direction collective des groupements se tient de moins en moins souvent à l'écart des temps de travail, et donc empiète de moins en moins sur le temps de loisirs. [...]

La durée des réunions s'est réduite en moyenne de moitié : cette durée moyenne passe de plus de trois heures à environ une heure et demie...

Les réunions ont aujourd'hui tendance à commencer davantage à l'heure et à ne pas déborder sur la durée annoncée. »

Pour Lilian Mathieu³⁵³, il faut relever que « l'intégration à la sociabilité du groupe militant contribue au travail de mise en cohérence de la personne qu'implique sa redéfinition identitaire ». Il rappelle que

³⁵¹ RIVA Danièle, *Jalon pour notre histoire : Rapide histoire du Cercle féministe autogestionnaire Elisabeth Dimitrieff (1970/1975)*, Colloque "Faire et écrire l'histoire féministe et lutte de classes de 1970 à nos jours", colloque organisé à Paris par le collectif Droits des femmes. 25 septembre 2010

³⁵² Ion Jacques, *S'engager dans une société d'individus*, Armand Collin, 2012.

« l'investissement militant et sa poursuite supposent donc l'existence de dispositions favorables, sous la forme d'inclinaison au débat, de goût pour le travail collectif, d'appétence pour l'altruisme ou encore de penchant pour l'animation ou la direction de groupes ».

Le militantisme syndical et politique a connu les mêmes évolutions, j'en ai fait l'expérience en matière d'universités d'été de diverses organisations, en vivant le passage à la fin des années 1970 de « Larzac Université » – installée dans une ferme occupée pas très loin d'une bergerie squattée José Bové et sa femme, et qui n'avait pas d'électricité et d'eau courante, mais était infestée de mouches agressives – aux équipements rénovés, voire privatisés, du tourisme social (suppression des dortoirs collectifs et des corvées collectives partagées paritairement autour de la restauration), puis aux hôtels de gamme moyenne, voire moyenne plus...

Lilian Mathieu tient à rappeler les vertus du militantisme :

« Diverses études ont ainsi montré que le militantisme constitue une des principales voies de rattrapage des inégalités de compétence politique, au moyen d'un apprentissage des enjeux et des formes du débat public. Il constitue à ce titre une véritable école politique, qui non seulement ouvre à la maîtrise de l'ensemble des thèmes et des procédures (comme ces syndicalistes ou ces soutiens des sans-papiers qui s'initient au droit via la défense de cas individuels), mais contribue également à restaurer l'estime de soi de ceux et celles que l'existence a parfois malmenés. »³⁵⁴

2.1.2. ...à un militantisme « distancié et de basse intensité ».

Le « travail militant »³⁵⁵ a connu des mutations depuis les années 1970 et « Y-at-il de « nouveaux » militants » différents des « anciens » ? »³⁵⁶

Comme Lilian Mathieu le rappelle :

« Plus globalement, la routinisation de l'action militante, les déceptions qu'elle provoque et les sacrifices qu'elle impose à la vie professionnelle ou familiale conduisent nombre de militants à délaisser l'action publique au profit de la recherche et de l'entretien du bonheur privé. »³⁵⁷

L'étude de l'interruption des carrières militantes permet de repérer des ruptures et des traumatismes biographiques ayant entraîné le désengagement. Ces ruptures sont vécues comme des remises en cause identitaires vécues sur le mode de la perte d'un sens nécessaire à donner à sa vie au travers d'une activité concrète d'aide à autrui.

Lilian Mathieu³⁵⁸ fait observer que « si une rupture biographique peut déboucher sur un engagement, l'engagement peut lui-même constituer une telle rupture. L'intense participation à une mobilisation d'une ampleur inattendue, l'expérience traumatisante d'une répression violente, l'occupation de responsabilités impliquant une forte médiatisation peuvent venir marquer l'identité d'un militant d'une empreinte durable... La distinction entre événements personnels et événements historiques susceptibles de bouleverser la socialisation est toute relative : dans chaque cas, seul importe le fait que cette expérience provoque une redéfinition de soi et une transformation des représentations du monde, capable d'infléchir ou de transformer le rapport de l'individu à l'action collective ». Il rappelle que « la déception joue un rôle décisif dans les processus de désengagement et détermine en large part la dynamique des flux et reflux contestataires. On peut ainsi saisir une nouvelle dimension des transferts d'un domaine de militantisme à un autre : l'attractivité différenciée et évolutive des domaines mouvementiste, syndical ou partisan ».

Cependant, mes expériences militantes m'ont fait aussi découvrir des personnes recherchant et non subissant les contraintes du militantisme pour pallier à des vies affectives et familiales parfois sinistrées.

³⁵³ Mathieu Lilian, *L'espace des mouvements sociaux*, Editions du Croquant, 2011.

³⁵⁴ Mathieu Lilian, *La démocratie protestataire*, Editions Sciences Po Les Presses, septembre 2011.

³⁵⁵ Nicourd S., *Le Travail militant*, Presse Universitaire de Rennes, 2009.

³⁵⁶ Hardy J-P, *La marchandisation du travail social : fausses peurs et réalités*, Dunod, 2014.

³⁵⁷ Mathieu Lilian, *L'espace des mouvements sociaux*, Editions du Croquant, 2011.

³⁵⁸ Mathieu Lilian, *L'espace des mouvements sociaux*, Editions du Croquant, 2011.

S'agissant de l'engagement des enfants de militants, Jacques Ion avertit³⁵⁹ :

« Combien de parents militants qui se lamentent sur le non-engagement de leurs enfants ; lesquels peuvent cependant consacrer beaucoup de temps à des activités jugées hors de la sphère militante de leurs aînés »

tout en affirmant que :

« ...les jeunes investissent plutôt les collectifs éphémères et peu structurés, inversement, les mouvements de jeunesse sont globalement en perte de vitesse. Le déclin est général, qu'il s'agisse des mouvements affichés comme politiques (jeunesse communiste, par ex.) ou des mouvements éducatifs (scouts ou éclaireurs, par ex.) ».

Pour Philippe Corcuff³⁶⁰ et Lilian Mathieu, les différents engagements politiques et sociaux s'appuient sur le même « capital militant ».

« Tout comme celui des partis politiques, le profil des leaders et des militants des mouvements sociaux est généralement très localisé socialement : recrutés massivement au sein du secteur public, parmi les agents pourvus en capital scolaire, ils disposent d'un haut niveau de compétence politique et leur trajectoire (familiale, étudiante, professionnelle, etc.) les a dotés d'une sensibilité sociale particulière. Un regard attentif sur la consistance réelle des mouvements de groupes dominés ou stigmatisés (sans-papiers, chômeurs, sans-logis, prostituées, etc.) repère rapidement la présence de "soutiens" extérieurs au groupe concerné (syndicalistes auprès des chômeurs, féministes auprès des prostituées, enseignants auprès des élèves sans-papiers, etc.), mais qui disposent des savoir-faire requis par l'action protestataire, sont à même d'en permettre le déploiement. »

Ce « capital militant » est « incorporé sous forme de technique, de dispositions à agir, à intervenir, ou tout simplement obéir » et « recouvre un ensemble de savoirs et de savoir-faire mobilisables lors d'actions collectives³⁶¹ ».

Alors que Lilian Mathieu a plus centré ces travaux sur les cadres des nouveaux mouvements sociaux, Jacques Ion³⁶² s'intéresse aux militants de base et a fait le constat que les jeunes militants investissent des collectifs éphémères et peu structurés.

Les sociologues de l'engagement et du désengagement font le constat :

- D'un raccourcissement de la durée des engagements ;
- Du passage d'un engagement total à un engagement distancié ;
- Du passage d'un militantisme affilié (au long cours) à un militantisme affranchi (avec burnout et zapping).

Jacques Ion y voit le déclin d'un rapport enchanté à l'avenir, ce qui entraîne :

« ...le développement d'engagements focalisés sur des objectifs raisonnablement identifiables et atteignables, lorsque les engagements tendent ainsi à devenir circonstanciés, ils tendent tout aussi inévitablement à être moins durable ».

À la militance continue des anciennes générations qui qualifie « d'engagement timbre », Jacques Ion oppose « l'engagement "post-it" » de courte durée, mais repérable successivement en différents lieux, à l'engagement timbre, dont la durée est quasiment illimitée ».

S'agissant de cet « engagement timbre », en rangeant des archives personnelles et des archives de militants décédés pour les remettre aux archives départementales, j'ai découvert des collections impressionnantes de cartes syndicales et politiques sur des décennies, parfaitement à jour de leurs timbres, collés au dos de la carte. En effet, avant le passage aux virements automatiques et aux paiements électroniques, les militants payaient et vendaient avec « la carte » des timbres mensuels

³⁵⁹Jacques Ion, *S'engager dans une société d'individus*, Armand Collin, 2012.

³⁶⁰ Corcuff Ph. et Mathieu L., « Partis et mouvements sociaux : des illusions de "l'actualité" à une mise en perspective sociologique », *Actuel Marx*, n° 46, octobre 2009.

³⁶¹ Matonti F. et Poupeau F., « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 155, 2004.

³⁶² Ion J., *S'engager dans une société d'individus*, Armand Colin, 2012.

ou trimestriels. Aujourd'hui, c'est le bordereau pour justifier les réductions d'impôts qui sert de carte ou devient la seule trace d'une adhésion...

Cet engagement « *post-it* » reste un engagement profond qui implique un fort investissement personnel mais dont on peut s'affranchir ou que l'on peut au moins réviser à tout moment ; alors que l'engagement « timbre », bien que marqué du sceau de la fidélité, s'exerce de plus en plus avec une participation minimale.

Il est vrai que sous le régime de l'engagement « à l'ancienne », on distinguait les adhérents plus ou moins à jour de leurs cotisations et les militants super-actifs. Selon Jacques Ion, les anciens militants affiliés ne comprennent pas les nouveaux militants affranchis :

« Habitués pour certains aux adhérents "à vie", ils ont du mal à accepter les départs de ceux qui se sont investis, parfois très activement, mais qui ensuite s'éloignent ou vont ailleurs. L'adhésion était hier rarement mise en cause au fil des années, la continuité de l'engagement paraissait assurée. »

S'ils sont moins présents dans la durée, ces nouveaux militants seraient donc plus impliqués dans les actions et plus attachés au projet qu'à l'organisation et à ses autres membres. Ces nouveaux militants seraient méfiants à l'égard des idéologies et des hiérarchies, et soucieux de préserver leur autonomie individuelle devant les « tyrannies du collectif » et réticents devant tout risque « d'embrigadement ».

Si Jacques Ion valorise ce nouveau militantisme, Lilian Mathieu s'insurge contre une idée reçue selon laquelle le nouveau militantisme serait un militantisme supérieur et préférable à celui qui l'aurait précédé. Pour Lilian Mathieu, bien des traits posés comme exemplaires de l'innovation militante existent de longue date, et ce sont les logiques et les contraintes propres à la pratique contestataire qui amène les générations successives de militants à les redécouvrir régulièrement.

Alors que le clan dirigeant de la France Insoumise théorise un mouvement qu'il qualifie de « gazeux » [gazeux mais pas invertébré], il faut rejeter, comme Lilian Mathieu, le culte et la révérence obligée à l'égard des « nouvelles organisations » plus informelles.

« [...] l'informalité tend à privilégier les individus qui disposent au préalable de plus de ressources militantes ou linguistiques, renvoyant au silence les autres, moins confiants en eux-mêmes. La monopolisation des pouvoirs s'avère dans ce type de situation d'autant plus imparable qu'elle est officiellement niée par l'idéologie égalitariste du groupe.³⁶³ »

L'informalité entraîne l'impossibilité d'exiger que les leaders soient responsables de leurs actions puisque, n'ayant pas été formellement mandatés, ils n'ont de comptes à rendre à personne puisqu'aucune procédure démocratique ne les a légitimés comme tels.

La modulation de l'intensité et de la durée des engagements des nouveaux militants décrits par Jacques Ion permet aux leaders décrits par Lilian Mathieu, qui sont les plus investis parce que les plus motivés, les plus compétents et les plus disponibles, de s'emparer des responsabilités et de la « rente militante ».

Dans son autre ouvrage³⁶⁴, Lilian Mathieu insiste :

« L'informalité et l'"horizontalité" fréquemment promues comme garanties de plus grandes "ouvertures" et "accessibilité" aux impétrants se révèlent, dans les faits, sélectives, car accessibles aux seuls agents disposant de suffisamment de compétences militantes pour se sentir autorisés à intervenir dans les débats [...] »

« En valorisant ou en sollicitant certaines dispositions et en disqualifiant d'autres, les groupes militants produisent souvent sans le vouloir, la relative homogénéité sociale de leurs effectifs et induisent une exclusion des postulants par trop différents [...] »

³⁶³ Mathieu L., *La Démocratie protestataire*, Science Po Les Presses, 2011.

³⁶⁴ Mathieu L., *L'Espace des mouvements sociaux*, Éditions du Croquant, 2011.

Et de rappeler que les groupes féministes ont reproduit en leur sein, tout en les niant, les rapports de pouvoir et de monopolisation qu'ils prétendaient neutraliser.

L'arrivée de nouvelles associations dans les années 1990, comme Attac, le Dal ou Droits devant, a permis des engagements intermittents et autolimités (en opposition avec les engagements totaux de la période gauchiste des années 1970), mais aussi, surtout au niveau de leurs dirigeants quasi inamovibles, des engagements de substitution aux anciens parcours militants dans l'impasse.

Lilian Mathieu diverge donc par rapport à Jacques Ion sur la crise de l'ancien militantisme « *total et affilié* » et la mythification du nouveau militantisme « *distancié et affranchi* ». Le premier militantisme relèverait de l'embrigadement et de l'asservissement à la « ligne » décidée par une « direction », ce qui suppose l'abandon de l'autonomie de pensée, tandis que le second militantisme serait libre, émancipateur et permettant de vivre ses désirs...

Le militantisme « total et affilié » renvoie à l'idée d'un engagement inscrit biographiquement dans des appartenances, notamment familiales et socioprofessionnelles, et dans une série d'appartenances idéo-politiques. Le militantisme « distancié et affranchi » signifie au contraire, la sortie de ces deux systèmes d'appartenance et une forte dimension de réflexivité qui tendrait à marquer l'engagement militant contemporain. Selon Jacques Ion, les êtres sont de moins en moins insérés dans des collectifs hérités et s'émancipent par rapport aux appartenances.

Pour Lilian Mathieu, cette thèse ne résiste pas à l'examen. Pour lui, « *si la distinction entre différentes intensités d'engagement est pertinente, son inscription dans le temps n'est en aucun cas attestée* »... Il y a coexistence, et non subsidiarité historique, des profils de militant « total » et « distancié »...

Surtout, Lilian Mathieu insiste sur le fait que les fluctuations entre militantisme « total » et militantisme « distancié » dépendent grandement de la disponibilité biographique. Cette disponibilité biographique est maximale pendant les études et à l'entrée en retraite, elle est en revanche plus réduite, lorsque les individus sont accaparés par leur activité professionnelle et leurs responsabilités familiales. Dans cette perspective, on conçoit mieux que de jeunes militants dévoués corps et âme à leur cause prennent leurs distances au moment de leur entrée dans la vie professionnelle, de leur mise en couple ou de la naissance de leur premier enfant — *a fortiori* lorsqu'un investissement intensif, parfois peu récompensé par des avancées concrètes, débouche sur l'épuisement et le *burnout*.

Si, pour Lilian Mathieu, les déceptions et le désarroi devant la découverte d'un univers militant beaucoup moins unifié qu'escompté ne sont pas sans conséquence sur la durée d'investissement, parfois très courte, d'aspirants militants rendant fréquemment compte de leur expérience malheureuse en termes de « dégoût », cela ne rend pas compte d'une pyramide des âges marquée par la faiblesse des 30-50 ans et une surreprésentation des 20-30 ans et des 50-70 ans. Sans charge de famille et détachés d'une occupation professionnelle, ils sont davantage disponibles pour le militantisme que les individus professionnellement actifs et chargés de famille.

Chaque mouvement social — mai 1968, lutte des lycéens contre la loi Debré, soutien aux luttes sociales comme celle des LIP dans les années 1970, contestations des réformes de l'université de 1976, 1994, 2007, mouvement contre le CPE en 2006, grèves contre les réformes des retraites en 1995, 2003 et 2010, opposition au « mariage pour tous » en 2012-2013 —, chaque mouvement politique de fond — montée de l'Union de la gauche, victoire de François Mitterrand en 1981, référendum sur le Traité européen en 2005 — génère une génération militante³⁶⁵. Ces générations ont dû produire, à la fois, des militants affiliés et des militants affranchis. Il est probable, si l'on en croit Jacques Ion, malgré les réserves pertinentes de Lilian Mathieu, que la proportion entre ces deux catégories ait changé d'une génération militante à une autre. Il y aurait un « trou d'air » pour ces mouvements sociopolitiques dans les années 1980 et donc des déperditions militantes.

³⁶⁵ Je me réclame de la génération des « LIP ». Della Sudda B., Hardy J.-P., Silberstein P., « LIP », in *Autogestion : hier, aujourd'hui, demain*, Syllepse, 2010. Hardy J.-P., « Les contre-plans ouvriers alternatifs », in *Autogestion : hier, aujourd'hui, demain*, Syllepse, 2010.

Ce processus courant de reconstruction de l'histoire à l'aune des enjeux du présent a fait l'objet d'un autre ouvrage de Lilian Mathieu³⁶⁶.

« Les années 1980 seraient ainsi, par contraste, celles de la résignation contre l'espoir, de la médiocrité triomphante contre la créativité débridée, de l'individualisme égoïste contre l'esprit du collectif — bref, le moment de la trahison de tous les idéaux portés par les seventies [...] »

Les seventies sont en effet fréquemment décrites comme une période d'intense effervescence contestataire, comme un temps de revendication permanente et de politisation tous azimuts, auxquels aurait succédé une période d'atonie militante et de désengagement [...] »

Il ne manque pourtant pas de continuités entre la vague contestataire des années 1970 et celle des années 1990-2000. Une continuité de militants, tout d'abord : bien nombreux sont ceux et celles aujourd'hui actifs dans les différents mouvements de « sans », féministes, écologistes, altermondialistes ou encore les syndicats et les associations de défense des droits de l'homme, à avoir fait leurs premières armes au sein des luttes de l'après-68. "Anciens du Larzac" actifs à la Confédération paysanne, animateurs du mouvement lycéen engagés à Solidaires ou Attac, militants du MTA investis au sein de la LDH, adeptes des pédagogies alternatives ou activistes des luttes de l'immigration, défenseurs du service public ou fondateurs de collectifs RESF... prouvent en actes que la "génération 68" ne s'est pas massivement ralliée à la résignation libérale et l'arbre du carriérisme de quelques "repentis" du gauchisme ne doit pas masquer la forêt de ceux qui, contre vents et marées, continuent à dire leur refus du monde tel qu'il est. »

Sur les raisons du déclin du militantisme des années 70 dans un ouvrage ultérieur³⁶⁷, Lilian Mathieu met en exergue :

« Une transformation de la structure de la main-d'œuvre (tertiarisation et féminisation, démantèlement des anciennes communautés ouvrières), une précarisation des conditions d'emploi (à durée déterminée ou à temps partiel), une valorisation de la négociation plutôt que de l'affrontement, ainsi qu'une individualisation croissante (sous la forme de la judiciarisation) des conflits. L'effondrement de l'extrême gauche, engagé au milieu des années 70 et suivi par celui du PCF, a contribué à la dislocation de certains des principaux sites de socialisation militante... »

L'emprise d'une idéologie valorisant le repli sur la sphère privée et la poursuite égoïste du bonheur individuel contribue dans le même temps à cette disqualification des options de résistance collective... »

Les années 80 n'ont pas été exemptes de toutes mobilisations, mais elles apparaissent comme dispersées et faiblement interdépendantes. La question de l'autonomie y est présente, tout d'abord à l'égard du champ politique dont on redoute les menées de « récupération » (on en trouve une expression exacerbée dans le mouvement étudiant de 1986), mais aussi à l'égard du champ syndical – les coordinations, qui apparaissent à la fin des années 1980 chez les infirmières, instituteurs et cheminots, expriment ainsi une défiance à l'égard des directions syndicales. Ces formes organisationnelles labiles, destinées à disparaître après la mobilisation, comme la restriction de leurs enjeux de lutte et la faiblesse des effectifs militants disposés à s'engager durablement, contribuent à empêcher l'établissement et la stabilisation de rapports d'interdépendance forts. S'y ajoute une tendance à la déconflictualisation des enjeux et des discours dont témoigne le succès d'entreprises s'affichant comme avant tout morales ou caritatives, à l'exemple de SOS Racisme ou des Restos du cœur, qui affaiblissent la vigueur revendicative dans le même temps qu'ils valorisent un engagement de basse intensité ».

Aussi, pour Lilian Mathieu, l'espace des mouvements sociaux des années 2000 s'est à coup sûr profondément transformé, pour autant les traces de sa structure des années 1970 ne sont pas totalement effacées. C'est pourquoi, la reprise de la contestation du début des années 1990 a pu constituer une « divine surprise » pour bien des militants accablés par la démobilisation de leurs organisations et par une série ininterrompue de reculs sociaux.

³⁶⁶ Mathieu Lilian., *Les Années 1970, un âge d'or des luttes ?* Textuel, février 2010.

³⁶⁷ Mathieu Lilian., *L'espace des mouvements sociaux*, Editions du Croquant, 2011.

Lilian Mathieu insiste sur le fait qu'il y a une continuité entre la nouvelle vague contestataire et les dynamiques protestataires qui l'ont précédée et, spécialement, celles des années 1970 au cours desquels nombre d'animateurs des années 1990 ont fait leurs premières armes.

Il y a eu une permanence des structures au sein desquelles les militants ont pu poursuivre une forme d'activité en dépit d'un contexte défavorable et dans l'attente de nouvelles opportunités. Des structures de rémanence ont été capables de préserver un réseau militant, un répertoire de buts et de tactiques et une identité collective.

Mais Lilian Mathieu ré-insiste sur la continuité entre « *la vague contestataire nouvelle* » et les « *dynamiques protestataires qui l'ont précédée* » et spécialement « *celles des années 70 au cours desquels nombre d'animateurs des années 90 ont fait leurs premières armes* ». Il y a eu une « *permanence des structures au sein desquelles les militants ont pu poursuivre une forme d'activité en dépit d'un contexte défavorable et dans l'attente de nouvelles opportunités* ». Des structures de rémanence ont été capables « *de préserver un réseau militant, un répertoire de buts et de tactiques et une identité collective* ». Selon lui, « *une des rares organisations emblématiques de la reprise de la contestation sociale du début des années 90 à correspondre au modèle d'une unité nouvelle animée par une cohorte de primo-militants est sans doute Act Up, créée en 1989 par trois journalistes de presse musicale et homosexuelle sur le modèle de l'association new-yorkaise du même nom, fondée en 1987.* » De plus, Act Up a importé « *un savoir spécifique en matière d'actions capables d'agir davantage par la force des images télévisées que par celle du nombre...* ».

Le militantisme « timbré » au long court n'étant plus un « militantisme total », il peut devenir un « militantisme routinier », qui n'est pas incompatible avec des « retours de flammes » lorsque surgissent des événements politiques et sociaux comme les mobilisations contre les traités européens et les accords internationaux de « libre échange ». Ces « réveils militants » se font en alliance avec les « militants intermittents » du « militantisme « post-it » ».

Le militantisme « clic » (clic de la souris d'un ordinateur) ou SMS de la « France Insoumise »³⁶⁸ peut-il être rattaché au militantisme « post-it » ou est-il une nouvelle catégorie de militantisme qui devrait se substituer aux autres formes de militantisme ? Ce militantisme « clic et SMS » se caractérise par une adhésion libre pouvant être gratuite par internet, des inscriptions sur des plateformes numériques à des « ateliers » et à des « campagnes » nationales ou locales ; tout cela se faisant sous l'égide incontrôlable d'une petite équipe cooptée et auto-reproduite autour leader charismatique Jean-Luc Mélenchon. Ce type de militantisme « clic et SMS » est aussi celui en Espagne de « Podemos ».³⁶⁹

2.1.3. Des révolutionnaires professionnels aux professionnels dans les partis, les syndicats et les associations.

La « *science Politisation* » et « *l'ENAchisation* » de la haute fonction publique et de la classe politique ont des incidences sur « le travail militant ». Cela explique l'incapacité de cette nouvelle classe politique à s'ouvrir et à générer des « intellectuels organiques » au sens gramscien du terme. Et ce d'autant plus que les écoles de formation de base et pour les cadres intermédiaires des syndicats et des partis politiques, avec leur succession de stages sur plusieurs semaines bien pleines, ont été remplacées par des universités d'été sur 2,5 jours (vendredi, samedi, dimanche matin) avec des ateliers et des plénières où l'on écoute et « fait la claque » à des experts invités, des journalistes faisant des « ménages » et des leaders de sous-courants. Ce ne sont pas des lieux d'auto-éducation où l'on peut faire bonifier son capital militant. Aussi le capital militant ne permet-il plus de compenser les failles du capital social et du capital scolaire.

Pour Philippe Corcuff³⁷⁰ et Lilian Mathieu, « *Les trophées que propose l'espace des mouvements sociaux – satisfaction des revendications, reconnaissance institutionnelle, captation des ressources organisationnelles et militantes – sont différents de ceux qui sont convoités au sein du champ*

³⁶⁸ Manuel Cerva-Marzal, *Le populisme de gauche : sociologie de la France insoumise*, La Découverte, 2021

³⁶⁹ Mathieu Petithomme, *Génération Podemos : sociologie politique d'un parti indigné*, Collection Res Publica, Presse Universitaire de Rennes, 2021.

³⁷⁰ « *Partis et mouvements sociaux : des illusions de « l'actualité » à une mise en perspective sociologique* » par Philippe Corcuff et Lilian Mathieu, *Actuel Marx* n° 46, octobre 2009.

politique ». Mais ils affirment que les différents engagements politiques et sociaux s'appuient sur le même « capital militant » :

« Tout comme celui des partis politiques, le profil des leaders et des militants des mouvements sociaux est généralement très localisé socialement : recrutés massivement au sein du secteur public, parmi les agents pourvus en capital scolaire, ils disposent d'un haut niveau de compétence politique et leur trajectoire (familiale, étudiante, professionnelle, etc.) les a dotés d'une sensibilité sociale particulière. Un regard attentif sur la consistance réelle des mouvements de groupes dominés ou stigmatisés (sans-papiers, chômeurs, sans-logis, prostituées, etc.) repère rapidement la présence de « soutiens » extérieurs au groupe concerné (syndicalistes auprès des chômeurs, féministes auprès des prostituées, enseignants auprès des élèves sans-papiers, etc.), mais qui disposent des savoir-faire requis par l'action protestataire, sont à même d'en permettre le déploiement. »

Ce « capital militant » est « incorporé sous forme de technique, de dispositions à agir, à intervenir, ou tout simplement obéir » et « recouvre un ensemble de savoirs et de savoir-faire mobilisables lors d'actions collectives »³⁷¹.

Dans la continuité des analyses de Rémi Lefebvre et Frédéric Sawicki ³⁷² sur les évolutions sociologiques du personnel politique du PS, Lilian Mathieu observe qu'une « facette importante de cette évolution tient à la composition des effectifs du PS et à son rapport aux mondes associatif et syndical. Alors que le parti mitterrandien s'était construit par l'intégration à son appareil de militants de mouvements sociaux, les années qui ont suivi ont vu la fermeture des positions partisans dominantes aux militants de base au profit de professionnels mieux dotés en capitaux (scolaires, essentiellement, et acquis au sein d'écoles de pouvoir comme Sciences Po et l'ENA) désormais promus en critères de l'excellence politique. ».

En effet, dans les années 1970 :

« [...] le PS parvient à se poser comme « relais naturel » des revendications des mouvements sociaux, où il entreprend de recruter nombre d'animateurs. Ce processus de cooptation joue principalement au niveau local, où de nombreux acteurs de la vie associative sont invités à rejoindre les listes PS aux municipales, et se repère à la fréquente multipositionnalité des militants et responsables socialistes de l'époque, investis à la fois dans les domaines politique, associatif et syndical...

C'est donc à une perte d'autonomie de l'espace des mouvements sociaux par cooptation par le champ politique de leurs principaux animateurs et par captation des calculs désormais appuyés sur des repères avant tout partisans que l'on assiste à partir de la fin des années 70. De fait, la conjoncture ouverte par l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 est celle d'une quasi-absorption de l'espace des mouvements sociaux par la politique partisane et institutionnelle. »³⁷³

Avec Philippe Corcuff³⁷⁴, Lilian Mathieu souligne que :

« Alors que, spécialement dans les partis de gauche, une carrière de militant dévoué pouvait permettre de grimper les échelons et d'accéder à des postes de responsabilité, c'est désormais la possession d'un capital scolaire spécialisé, celui acquis au sein d'écoles de pouvoir (Sciences Po, ENA), qui prévaut et explique l'homogénéisation tendancielle du recrutement du personnel politique. »

Les élus locaux écologistes ne s'éloignent pas sociologiquement des élus PS, mais ils pratiquent plus largement l'ouverture de leurs listes pour offrir des places à des animateurs médiatisés des mouvements sociaux. Le PC a vu le nombre de ses élus locaux fondre depuis 30 ans et pratique aussi l'ouverture pour tenter de réduire cette perte en ligne.

³⁷¹ Matonti Frédérique et Poupeau Frank, « *Le capital militant. Essai de définition* », Actes de la recherche en sciences sociales n° 155, 2004.

³⁷² Lefebvre Rémi, Sawicki Frédéric, *La Société des socialistes*, Editions du Croquant ; 2006.

³⁷³ Mathieu Lilian, *La démocratie protestataire*, Editions Sciences Po Les Presses, septembre 2011

³⁷⁴ « *Partis et mouvements sociaux : des illusions de « l'actualité » à une mise en perspective sociologique* » par Philippe Corcuff et Lilian Mathieu, Actuel Marx n° 46, octobre 2009.

Dans tous les partis, les attachés parlementaires et les membres des cabinets bien dotés scolairement se voient proposer de remplacer leurs élus atteints par la limite d'âge et sommés d'éviter l'endogamie familiale.

Sur les personnels politiques des droites et des centres, il y a peu de travaux sociologiques et socio-historiques.

La classe politique est sociologiquement de moins en moins représentative de la société civile, d'où une distanciation sociale et culturelle, en particulier avec les nouveaux publics vulnérables auxquels s'adressent les politiques sociales.

Cependant, l'exclusion de l'accès aux postes politiques des cadres syndicaux et associatifs n'est pas totale. En effet, les rapports entre mouvements sociaux et organisations politiques restent complexes.

Pour Lilian Mathieu :

« Une part importante de leurs membres les ont rejoints après un engagement dans un parti qui les a laissés insatisfaits. Lassés par les incessantes luttes de pouvoir internes, frustrés par l'absence de rétribution de leur dévouement militant ou déçus par la faible audience de leur parti, ils reconvertissent leurs compétences dans un autre type d'engagement, qu'ils estiment davantage, désintéressé, car dépourvu de perspective de carrière personnelle et dont l'action leur paraît plus concrète, efficace ou sincère... »

Mais le phénomène inverse est également possible, et le militantisme dans un mouvement social est susceptible de déboucher sur un engagement dans un parti ». Cela s'appelle « passer en politique » et « montée en généralité ».

Après de longues années consacrées à la défense d'une même cause, un militant peut éprouver de l'abattement devant la maigreur des résultats obtenus en dépit d'un activisme intense, ou à l'inverse, s'estimer satisfait du travail accompli et, pris de lassitude devant un militantisme devenu routinier, être désireux d'investir de nouveaux enjeux. Cette disponibilité à la reconversion militante nécessite toutefois que des opportunités soient offertes, en l'occurrence que le champ politique soit ouvert à l'intégration de personnalités extérieures... »³⁷⁵

Au niveau des élections territoriales, les électeurs apprécient de connaître les engagements concrets et actifs des candidats, ce qui ouvre des opportunités pour les cadres des mouvements sociaux :

« C'est en effet souvent pour parer au reproche de constituer un univers fermé de professionnels guidés par des intérêts de carrière, et qui plus est au recrutement (social, scolaire, de genre ou « ethnique ») par trop homogène, que les partis répondent par une « ouverture à la société civile » qui les conduit à se tourner vers les mouvements sociaux ». « L'extériorité à l'univers partisan tend ainsi à paradoxalement devenir une ressource politique de premier plan, et cela notamment, loi sur la parité aidant, pour les femmes. »³⁷⁶

Pour Lilian Mathieu :

« S'il est manifeste que l'action des mouvements sociaux se développe à l'écart de la compétition électorale et que leurs militants se montrent volontiers critiques à l'égard des partis et des institutions, il paraît hâtif d'en conclure qu'ils seraient convaincus que « le militantisme partisan est une perte de temps... ». De toute évidence, les animateurs des mouvements les plus en vue ne sauraient être considérés comme totalement immunisés devant les perspectives des carrières que le champ politique est susceptible de leur ouvrir, et adopter une posture critique de la politique partisane semble devenir une ressource des plus appréciables pour accéder aux mandats électifs. »

Du côté des cadres des mouvements sociaux, « C'est parce qu'on a fait ses preuves comme animateur syndical ou associatif qu'on peut prétendre à occuper des responsabilités partisans ou à être investi comme candidat à une élection ».

³⁷⁵ Mathieu Lilian, *La démocratie protestataire*, Editions Sciences Po Les Presses, septembre 2011.

³⁷⁶ Mathieu Lilian, *La démocratie protestataire*, Editions Sciences Po Les Presses, septembre 2011.

Inversement, les nouveaux professionnels de la politique savent que cela fait partie du cursus d'excellence du futur dirigeant de parti de s'investir quelque peu dans des syndicats étudiants ou des associations.

Les partis de gauche et écologistes, aux élections sur des listes (municipales, régionales, européennes) avec une dose forte de proportionnelle, ont donc ouvert leurs listes et offert des postes éligibles. Cependant, « *les logiques d'affichage restent prééminentes dans ce type de cooptation, les nouveaux venus étant parfois sélectionnés davantage pour ce qu'ils représentent que pour leurs qualités politiques propres* »³⁷⁷. Claire Villiers, d'Agir ensemble contre le chômage (AC !), Clémentine Autain, féministe, les leaders de « Jeudi noir », José Bové, Augustin Legrand des « Enfants de Don Quichotte » en ont, dans un premier temps, bénéficié.

Ces élus issus des mouvements sociaux, vite accusés d'avoir « trahi » et d'avoir cédé au « carriérisme », ont-ils fait mieux que les professionnels politiques des partis ?

Les limites de telles opérations sont désormais bien identifiées.

« Relégation des nouvelles et nouveaux promus à des postes sans responsabilité, quand ce n'est pas réduction au seul statut de représentant (« potiche » ou « alibi ») de telle ou telle minorité, tendance des anciens animateurs associatifs à se laisser prendre par la logique institutionnelle et à renoncer à leur logique réformatrice initiale, et disqualification des ressources militantes au profit d'autres plus attachées à l'identité qu'aux compétences des candidats ou candidates, contribuent à la reproduction d'un jeu politique fermé sur lui-même et à la préservation des privilèges (de genre spécialement) qui lui sont attachés... »

Le fait aussi que :

*« de telles opérations de contestation du monopole des professionnels de la politique à la compétition électorale aient tourné court (la présentation de candidats d'Act Up aux législatives de 2002, la liste « 100 % altermondialistes » aux européennes de 2004) ou aient connu des résultats décevants (la candidature Bové à la présidentielle de 2007 ou le délitement des listes municipales « Motivé-e-s » et l'institutionnalisation progressive de leurs élus), constitue un indicateur de la solidité des frontières qui garantissent son autonomie et la prégnance de ses logiques propres... »*³⁷⁸

Que faire donc face à ces bilans constatant que « *les attentes d'un « débouché politique » aux mouvements protestataires, ou d'une régénération politique par un nouveau personnel étranger au « microcosme » des partis sont les plus souvent déçues* » et que « *les principes de fonctionnement institués s'imposent aux acteurs en contraignant leurs conduites (manière de penser, de s'exprimer et d'agir) » ?*

Outre, le et les passages entre les différents champs du militantisme, puisqu'il y a des allers et des retours et pas seulement des allers simples, entre le militantisme affilié et le militantisme affranchi de type zapping ; l'endogamie entre les militances associatives, syndicales et politiques est-elle toujours de mise ?

En 2017, à la fin du quinquennat catastrophique pour la gauche de François Hollande, on verra les anciens ministres Cécile Duflot, Emmanuelle Cosse et Pascal Canfin (jusqu'au ralliement de ce dernier en 2019 à la liste européenne « macroniste ») prendre ou reprendre des postes à la directions d'ONG.

Il y a enfin dans les partis politique de gauche et écologistes, dans les associations et les ONG proches, une nouvelle bureaucratisation donnant le pouvoir dans ces partis aux élus et aux collaborateurs de ses élus qui souvent leur succèdent, aux conseillers dans les cabinets ministériels.³⁷⁹

³⁷⁷ Mathieu Lilian, *La démocratie protestataire*, Editions Sciences Po Les Presses, septembre 2011.

³⁷⁸ Mathieu Lilian, *La démocratie protestataire*, Editions Sciences Po Les Presses, septembre 2011.

³⁷⁹ Hardy Jean-Pierre, *La fusion des bureaucraties administratives, associatives et politiques dans le secteur social*, Revue Française des Affaires Sociales (RFAS) n°2 avril-juin 2022, La Documentation Française, 2022.

2.1.4. Les cotisations

Il est désormais bien connu que « *ça coûte cher de militer dans les organisations révolutionnaires* ». Pour en juger, le barème des cotisations mensuelles aux CCA en 1981 sur les revenus nets était le suivant :

- En dessous du SMIC et de 1 à 1,25 SMIC : 8 %
- De 1,25 à 1,50 SMIC : 12 %
- De 1,50 à 1,75 SMIC : 16 %
- De 1,75 à 2 SMIC : 20 %
- De 2 à 3 SMIC : 24 %
- De 3 à 5 SMIC : 28 %

A ces cotisations s'ajoutent les abonnements de soutien à la presse de l'organisation et les campagnes de souscriptions.

L'effort contributif dans les organisations de la « gauche radicale » va se réduire dès les années 2000.

En 2014, le barème des cotisations annuelles sur le revenu moyen mensuel aux « Alternatifs » était le suivant :

- Inférieur à 799€ : 24€
- De 800 à 999€ : 48€
- De 1000 à 1299€ : 96€
- De 1300 à 1599€ : 144€
- De 1600 à 2199€ : 192€
- De 2200 à 2399€ : 240€
- De 2400€ à 2799€ : 312€
- 2800 à 3199€ : 384€
- 3200 à 4499€ : 576€
- Plus de 4500€ : 816€

Cette cotisation annuelle est partagée à 50% pour « le national » et 50% pour « le fédéral » et ouvre droit à des réductions d'impôts sur les revenus. Comme nous l'avons souligné (Cf. Supra) les « Alternatifs » bénéficient de financements publics via SEGA, leur association de financement des campagnes électorales.

2.1.5. Les rétributions des militants

L'engagement politique militant entraîne des « gratifications militantes », notamment :

- L'estime de soi ;
- L'estime de ses pairs ;
- La réassurance ;
- La sociabilité ;
- La convivialité.

A l'exception de l'estime de soi et de la convivialité, dans les petites organisations, ces gratifications sont moindres que dans les plus grandes. L'absence de rétributions militantes significatives rend difficile le maintien de la « soumission volontaire ».

Les militants des petites organisations n'y trouvent pas un lieu permettant de satisfaire suffisamment leur besoin de développer « un capital symbolique » ou « un capital social », qu'ils trouvent plus dans les mouvements sociaux et syndicaux dans lesquels ils sont aussi investis. Lorsqu'il y a davantage de rétributions à l'extérieur de l'organisation politique (postes de cadres dans les syndicats de salariés ou d'étudiants, carrières universitaires, notabilisation dans des associations) qu'à l'intérieur, voire quand le maintien de l'engagement dans la petite organisation politique compromet les positions acquises à l'extérieur, l'organisation politique ne peut qu'être mise en question. Pour les militants des CCA, cela a eu pour conséquence de relativiser l'engagement politique par rapport à d'autres engagements sociaux et à rechercher des dépassements (des raccourcis ?) organisationnels comme seule alternative à la « sectarisation ».

Les petites organisations forgent un type de militant particulier, comme en témoigne Alain Krivine dans son ouvrage de mémoires³⁸⁰. Fort de son expérience dans le PCI du début des années 60, qui n'avait pas plus de 130 militants dont une vingtaine fondera la première organisation « pabliste » après leur exclusion du PCI, il constate :

« Quelles qu'aient été leurs activités professionnelles « alimentaires », les militants de l'époque étaient de vrais intellectuels, souvent autodidactes. Ils ne pouvaient « tenir » que grâce à une formation politique et historique poussée et, surtout, une vision de l'histoire très déterministe : un jour, c'est sûr, nos idées, les idées révolutionnaires l'emporteraient...Puisqu'elles correspondaient au sens de l'histoire !

Il précise aussi :

« Ce type d'organisation attirait principalement des gens dotés de fortes convictions, mais aussi des individus marginaux, plus ou moins égarés, qui cherchaient des amis, une famille ou un groupe auquel s'identifier. Et même, parfois, il faut bien le dire, des cinglés. ».

Ce constat d'Alain Krivine pour le PCI et la LCR, je peux faire le même pour les organisations dans lesquelles j'ai milité, du PSU aux Alternatifs en passant par les CCA, la FGA et l'AREV...

Les organisations du courant « pabliste » comme d'ailleurs la LCR, n'ont pas dégénéré en sectes alors que cela constituait un véritable danger, comme en convient Alain Krivine³⁸¹ :

« Le danger immédiat qui guette de si petites organisations, c'est la dégénérescence en secte. Un groupe politique sectaire théorise son isolement. Il s'en fait une gloire et puise son identité dans l'ampleur de son rejet par la société. Sa philosophie naturelle devient alors : « Plus on m'attaque, plus c'est la preuve que j'ai raison. » Par définition, la secte craint le succès : dès que la fenêtre sur la société s'entrouvre pour laisser un peu d'oxygène, ses militants s'asphyxient. ».

L'observation des micro-organisations issues des courants sectaires du trotskysme, notamment post-lambertistes, qui continuent à connaître scissions sur scissions, et passent de « comités » en « cercles » et de « groupes » en « regroupements » et qui après des décennies de militantisme dans une micro-organisation arrive à la conclusion sur un désaccord que « tout est à refaire » et qu'il faut « repartir à zéro » ; met en évidence que ce qui devrait relever de la « peur des profondeurs des abysses » est compensée par une « ivresse des profondeurs »...

2.1.6. La formation

Comme le souligne Karim Landais :

« La formation pour l'organisation est une nécessité. Elle permet, dans le cadre de l'intégration, de s'assurer de la conviction des militants, de leur transmettre sa culture, au sens large, mais aussi de les préparer à la vie militante. Dès lors, elle dépasse largement ce cadre initial et, en dehors des multiples enseignements organisés par le parti, celui-ci constitue globalement une véritable « école permanente » occasionnant maintes opportunités de s'instruire. »

Comme la LCR et l'OCI-PCI, l'AMR et les CCA organisent des stages nationaux d'été de formation « de base » et « de cadres » et des séminaires thématiques.

Comme le précisent Sophie Bérout, René Mouriaux et Patrick Silberstein³⁸² :

« Outre les écrits de Pablo lui-même, les militants de la TMR s'abreuvent des classiques du marxisme et du conseilisme.

A Karl Marx sont associés Rosa Luxemburg, Lénine et Trotski. Max Adler et Anton Pannekoek appartiennent aussi aux références. Une anthologie d'Antonio Gramsci, fort discrète sur l'expérience autogestionnaire des conseils d'usine italiens, était disponible depuis 1959, elle ne

³⁸⁰ Krivine Alain, *Ça te passera avec l'âge*, Flammarion, octobre 2006.

³⁸¹ Krivine Alain, *Ça te passera avec l'âge*, Flammarion, octobre 2006.

³⁸² « Eléments pour l'étude de la tendance marxiste-révolutionnaire : discours et pratiques autogestionnaires » partie non-publiée dans l'ouvrage *L'autogestion : la dernière utopie ?*, Sous la direction de Frank Georgi, « Eléments pour l'étude du courant « pabliste » : discours et pratiques autogestionnaires », Sophie Bérout, Patrick Le Tréhondat, René Mouriaux, Patrick Silberstein, Publications de la Sorbonne, édition de juin 2003.

sera rééditée et améliorée qu'en 1974. Les principaux éditeurs s'appellent Editions sociales, EDI, François Maspero, Anthropos.

A ce "Grund" (fondement) s'ajoutent des contemporains, dont la liste réclamerait un long commentaire : Yvon Bourdet, l'animateur de la revue Autogestion, Daniel Chauvey, Yvan Craipeau, Milovan Djilav, Victor Fay, Daniel Guérin, Victor Leduc, Henri Lefebvre, Herbert Marcuse, Albert Meister, Radovan Richta. De cette dizaine de noms émergent plus nettement Yvon Bourdet et Henri Lefebvre ; il faut associer, moins appréciés mais assez pratiqués, André Gorz, Alain Touraine, Nicos Poulantzas et, à partir de 1968, les textes de la CFDT. Pour le discuter, Louis Althusser entre également parmi les lectures. »

Plus largement que la formation militante stricte sensu, il y a l'accès à la culture comme le rappelle Jean Sintès³⁸³:

« [...] Alain Domec [Jean Sintès] explique combien sa rencontre avec l'AMR, alors qu'il est encore au collège d'enseignement technique, lui a permis de développer un goût pour la lecture qu'il avait acquis presque clandestinement contre l'institution scolaire dont il rejetait la discipline. Il évoque aussi l'ouverture culturelle suscités par le militantisme : « Pour nous, les étudiants et les lycéens, c'était un puit de liberté ; on venait d'un monde complètement différent, on apprenait plein de chose, voilà, du théâtre, moi je n'avais jamais mis les pieds au théâtre ».

De 1969 à 1974, l'AMR va tenir ses stages sous la direction de Jean-Louis Weissberg à Gourgas dans les Cévennes, que le psychanalyste ancien trotskiste ayant pratiqué « l'entrisme *sui generis* », Félix Guattari (co-mentor de l'antipsychiatrie avec Gilles Deleuze) avait acquis en 1967. Guattari, qui ne vit pas à Gourgas, laisse la gestion des lieux à Louis Orhant.

Encadré 19

NOUS AVONS TANT AIMÉ GOURGAS par Jean SEGURA, Paris le 30 mars 2008.

En souvenir de : Danièle DREVET- Michel FIANT- Félix GUATTARI - Joël GRYNBAUM - Marie-Hélène MAZAURIC - Roland MICHENET -Maurice NAJMAN - Claude POIZOT - Patrice RAMON - Claude SCHALSCHA - Joël SIPOS

GOURGAS, MAISON BLEUE SUR LA COLLINE

Au tournant des années 60 et 70, un lieu dans les Cévennes a représenté un Eden de liberté, d'intelligence et d'imagination, Gourgas : une abbaye séculaire bâtie sur une colline perdue dans la garrigue entre Monoblet et Saint-Hippolyte-du-Fort (dans le Gard) que le psychanalyste Félix Guattari (co-mentor de l'antipsychiatrie avec Gilles Deleuze) avait acquis en 1967.

Alors sans eau ni électricité, Gourgas devient, après des travaux d'aménagement, un lieu où se retrouvent ouvriers, étudiants, artistes, enseignants, architectes, psychiatres. Le « pionnier du travail social » Fernand Deligny, ancien instituteur qui avait fondé en 1948 la Grande Cordée, réseau d'hébergement de jeunes délinquants et caractériels, aidé par Jacques Lin, ancien ouvrier électricien chez Hispano-Suiza, va faire de Gourgas pendant quelque temps un havre d'accueil pour des enfants et adultes autistes venant d'institutions psychiatriques comme La Borde.

Louis Orhant, dit Mimir

Guattari, qui ne vit pas à Gourgas, laisse la gestion des lieux à Louis Orhant, autre ancien ouvrier métallurgiste ex-membre du Parti communiste.

Durant la guerre d'Algérie, Orhant avait déserté le 458e régiment d'artillerie en septembre 1956, et s'était réfugié en Suisse où il rencontra l'ancien séminariste Jacques Berthelet qui avait mis en place à Yverdon (ville thermale du canton de Vaud) une structure d'accueil pour les déserteurs et insoumis de l'armée française. À l'automne 1958, Orhant fonde avec Berthelet le mouvement « Jeune Résistance », rejoint par d'autres réfractaires comme Jean-Louis Hurst et Gérard Meier. Jeune Résistance qui œuvre en région lyonnaise, et surtout marseillaise, se rapproche naturellement du réseau Jeanson d'aide aux combattants algériens dit « des porteurs de valises », avant d'évoluer vers le trotskisme, comme l'indique Tramor Quemeneur. Plusieurs des dirigeants de IVème Internationale (dont Michel Raptis), soutiennent alors de façon active le FLN algérien dans son combat contre l'État français.

³⁸³ *Changer le monde, changer sa vie : enquête sur les militantes et les militants dans années 1968 en France*, sous la direction d'Olivier Fillieule, Sophie Bérout, Camille Masclat, Isabelle Sommier, avec le collectif Sombbrero, ACTES SUD, 2018.

La désobéissance militante d'Orhant lui vaut son exclusion du PC puis d'être arrêté le 27 janvier 1961 à Paris et condamné à deux ans de prison, pour désertion, le 18 août de la même année.

Une décennie plus tard dans les Cévennes, Louis Orhant, plus connu sous le nom de Mimir, a pris des allures de patriarche, tel Noé : grande barbe et petites lunettes, rigueur, humour et sens de l'organisation. Avec sa femme Evelyne, ses enfants, son frère Jean et d'autres bonnes âmes, il va transformer Gourgas en une exploitation agricole autogérée, avec un grand jardin potager, des parcelles cultivées et des animaux de ferme, offrant un cadre de vie salubre et chaleureux pour les autistes et enfants en difficulté qui continuent d'y faire des séjours.

Des trotskistes à la campagne

Entre temps, la France s'est transformée : au conflit algérien a succédé la vague de Mai 68 qui a fait fleurir groupuscules gauchistes et libertaires. Les vacances d'été sont propices pour former et motiver les nouvelles recrues, et chaque organisation se cherche un site d'hébergement dans lequel les militants les plus expérimentés pourront, pendant une ou deux semaines, transmettre leur savoir aux novices de la révolution.

C'est dans ces circonstances (et avec l'accord de Guattari), qu'Orhant-Mimir, qui a conservé des amitiés parmi les anciens porteurs de valises, notamment, et des dirigeants d'organisations marxistes, ouvre les portes de Gourgas sans esprit partisan.

Se retrouvent en alternance les trotskistes de l'OCI (lambertistes) et ceux, moins orthodoxes, de l'AMR (Alliance marxiste-révolutionnaire), plus connus sous le nom de « pablistes ». Leur nom vient de leur leader d'origine grecque Michel Raptis, alias « Pablo », ancien secrétaire général de la Quatrième Internationale qui fut, au lendemain de l'indépendance algérienne, le conseiller économique du premier président Ahmed Ben Bella et le principal promoteur de l'Autogestion appliquée au socialisme. L'AMR, créée en 1969, est dirigée principalement par Michel Fiant, qui connaît bien Louis Orhant, et Gilbert Marquis, deux ex-compagnons de lutte de Pablo pendant la guerre d'Algérie, et par un jeune militant issu du mouvement lycéen, Maurice Najman, fondateur des Comités d'action Viet-nam puis, en 1967, des Comités d'action lycéens (CAL). L'AMR est composée d'étudiants, de lycéens, d'ouvriers métallurgistes et de quelques cadres avec des implantations à Paris, Lyon, Marseille, Aix, Bordeaux, Toulouse et Limoges. De 1969 à 1974, l'organisation pabliste va tenir ses stages sous la direction de Jean-Louis Weissberg, étudiant en sciences de l'information et responsable de la formation.

Les drapeaux rouges s'installent à Gourgas à la belle saison : l'endroit est agréable, il fait beau. Certains militants viennent en famille en vue de possibles baignades et excursions. Moyenne d'âge du noviciat : entre 16 et 25 ans ; celle des militants : entre 20 et 45 ans. Un groupe toulousain, issu d'un mouvement associatif, s'occupe spécialement des enfants.

La maison est grande et comprend deux étages. On dort à dix ou douze dans de vastes dortoirs, avec des matelas par terre ; et ceux qui ont la chance d'avoir une chambre individuelle ne le doivent au fait d'être arrivés les premiers. Pas de frontière sexuelle, et chacun dort comme il veut, seul, ou à deux, à quatre, et pas toujours avec la même personne d'une nuit à l'autre. La nudité collective ne semble gêner personne. Nous sommes dans l'après-mai 68, les images et la musique du film *Woodstock* viennent donner une douce saveur au vent de liberté qui règne : la révolution commence ici et maintenant.

Les repas sont pris en collectivité sur la terrasse qui surplombe le perron à deux escaliers de l'entrée principale, et un calendrier des tâches domestiques permet à chacun, selon une rotation minutieuse des équipes, de servir les autres : cuisine, service, vaisselle, ménage. Les sanitaires se bornent à une salle collective dans laquelle on se lave à l'eau froide par petits groupes ; heureusement, il fait très chaud au sud des Cévennes en juillet-août. Les toilettes, c'est la nature, bien que Mimir recommande d'aller dans les latrines (colonisées par des hordes de mouches) construites non loin des bâtiments, plutôt que de maculer le paysage environnant.

Histoire(s) politique(s) « in » et féministes, « off »

Tous les jours, à raison de deux à trois séminaires (matin, après-midi, et quelquefois le soir) les militants et sympathisants se retrouvent dans une vaste magnanerie dans laquelle, des décennies auparavant, on avait élevé le ver à soie, richesse agricole locale grâce aux mûriers qui prospéraient sur les collines cévenoles. C'est une grande pièce haute de plafond, sans fenêtre, ouverte au nord : il y fait frais, et des sièges d'un ancien cinéma ont été disposés autour d'une table pour y tenir des réunions.

C'est là que, cinq étés durant, on apprend les bases du matérialisme dialectique et de la lutte des classes, le léninisme et l'histoire du mouvement ouvrier ; les révolutions russe, chinoise et cubaine, la dérive stalinienne, le trotskisme, l'autogestion. Marx, Engels, Rosa Luxemburg, Lénine, Trotski, Boukharine, Mao Tse Dong, Lin Piao, Ho Chi Minh, Fidel Castro, Ernesto "Che" Guevara se bousculent dans les têtes de ceux qui doivent ingurgiter en une semaine l'équivalent d'un programme d'histoire (improbable dans un lycée) de toute une année. J'ai personnellement participé aux stages de 1972 et 1974.

A la longue, ces stages nous rendaient plus instruits, plus intelligents et plus déterminés encore à poursuivre la lutte qui devait nous mener au grand soir. Au cours des pauses et pendant les repas, on commence à parler de féminisme (beaucoup), d'écologie (un peu) et de l'homosexualité (très peu). Les discussions sont houleuses et passionnées. Des tendances et des clans se forment. Certains sont déroutés et préfèrent se tenir à l'écart de ce tumulte, voire vont quitter les lieux.

L'été 1972, les femmes décident de se réunir seules et forment des groupes de discussion où elles évoquent leur malaise face aux hommes qu'elles accusent d'exercer vis-à-vis d'elles une dominance séculaire ; y compris au sein d'une organisation révolutionnaire comme l'AMR. Ces femmes se retrouveront en 1973 au sein du Cercle Elisabeth Dimitriev (du MLF) avec le slogan « pour un féminisme autogestionnaire ».

Pour ne pas être en reste, les hommes, sous l'impulsion de quelques-uns, Maurice Najman en tête, réagissent en formant à leur tour des groupes de conscience (auxquels curieusement Najman ne participe pas) et dont certains se prolongeront pendant encore quelques mois à Paris et à Lyon.

Une vie de cocagne entre Marx et pastis

Les péripéties de parcours font de Gourgas sa singularité, d'autant que, comme dans la chanson de Maxime Le Forestier, le lieu est une sorte de « maison bleue adossée à la colline, on y vient à pied, on ne frappe pas (et) ceux qui vivent là ont jeté la clé ».

Chacun y vient en effet à son gré, à condition de se trouver une place dans un dortoir et de respecter la règle des lieux : participer à la vie collective (préparation des repas, vaisselle, balayage, descente des ordures ménagères, donner à manger aux cochons), le tout moyennant une modeste participation financière : un planning que l'on se doit de respecter dans une discipline librement consentie.

Des visiteurs « exotiques » – artistes, intellectuels, psychanalystes, féministes, homosexuels, communistes défringués et autres clochards célestes – se mêlent souvent à la faune des militants, nourrissant par leurs différences des débats qui ne manquent pas de jaillir, voire d'exploser, au cours des repas ou des moments de détente sur la terrasse ou dans les nombreuses pièces de la grande bâtisse.

Pendant les pauses, et parce qu'il fait très chaud, ceux qui veulent se rafraîchir vont se baigner nus dans le réservoir d'eau du jardin potager, sous l'œil amusé de Mimir et de sa tribu.

Et puis il y a les expéditions en voiture à Saint-Hippolyte-du-Fort où l'on se retrouve à la terrasse des cafés pour y boire pastis, bières et limonades. Certains jours, on descend à huit ou dix pour aller, garçons et filles mélangés, se laver aux bains douches municipaux de Saint-Hippolyte.

Le dimanche, pas de séminaires, et Mimir emmène en excursion sa famille et tous ceux qui veulent le suivre se baigner dans des rivières sauvages et bassins naturels formés dans les rochers cévenols des environs.

D'autres jours, une bande de courageux s'engage dans une randonnée matinale vers l'une des deux collines jumelles (Rouquette et Saint-Chamand) qui surplombent Gourgas : il faut arriver au sommet entre six et sept heures pour assister au magnifique lever de soleil dont la lumière va bientôt inonder la garrigue.

Marge et fermeture

Mais la France change et le mouvement gauchiste se transforme. L'AMR, restée un groupuscule, va voir ses idées sur l'autogestion migrer vers d'autres mouvements et syndicats tels la Ligue communiste révolutionnaire, le PSU que Michel Rocard vient de quitter pour le PS, ou la CFDT alors dirigée par Edmond Maire. En 1975, l'AMR rassemble ses militants lors d'un dernier congrès à Juvisy, en région parisienne, qui votent la fusion avec le PSU. C'est la fin des étés rouges à Gourgas.

D'autres mouvements plus radicaux vont émerger de la frustration d'un grand soir qui s'éternise à venir. Parmi ceux-ci, les Autonomes, mouvement protéiforme très implanté en Italie et dont l'un des avatars français fonde en 1974 la revue *Marge* à l'initiative de Gérard Dittmar et du psychologue Jacques Lesage de La Haye. Influencée par les "gourous de Vincennes" Deleuze et Guattari, *Marge* voudrait fédérer marginaux et inorganisés et "faire de la marginalité une conscience politique nouvelle" » comme on peut le lire dans l'article "Pourriture de psychiatrie", *Cahiers Marge* n° 1, 1977.

En 1977, *Marge* tient ses Assises à Gourgas, puis, trouvant le lieu idéal pour y appliquer sa doctrine, va finalement « squatter » les lieux, sans que, semble-t-il, Guattari, toujours propriétaire des lieux, y trouve à redire.

Louis Orhant, traité par les Autonomes de "moniteur d'auberge de jeunesse", préfère prendre le large. Il s'installe à Saint-André-de-Valborgne, à quelques dizaines de kilomètres de là pour poursuivre son propre projet communautaire. Gourgas est alors aux mains des "psychiatisés, toxicos, prostituées, travestis, voyous et

délinquants" fédérés par *Marge* et qui ont désormais le champ libre pour se fondre dans une improbable communauté. Mais l'expérience va faire long feu : sans vrai capitaine et sans économie et règles de vie élémentaires, Gourgas devient peu à peu un bateau ivre, puis un vaisseau fantôme que *Marge* finit par abandonner.

Revenu avant la disparition de Guattari, mort en 1992, Gourgas retournera une décennie plus tard à sa vocation agricole : un domaine de 21 hectares où paissent encore aujourd'hui les chèvres d'André Chapon.

Pour la TB du PSU, les stages d'été du PSU, qui se tiennent dans un chalet du massif des Ecrins, sont un enjeu pour le recrutement des militants les plus actifs et les nouveaux militants. Ces stages ouverts aux sympathisants sont des moments de convivialité (sport et dancing) et de fraternité militante, mais aussi des enjeux tendus dans les périodes d'affrontements politiques entre les différentes tendances.

Pour ce qui me concerne, il me reste le souvenir du premier stage d'été des CCA en juillet 1978 à « Larzac Université » (lieu « trouvé et négocié » par Maguy Guillien) dans des conditions matérielles assez rudes : pas d'électricité mais beaucoup d'insectes, eau froide et rusticité du matériel de cuisine rendant difficile « l'autogestion » de la fabrication des repas. En fait, il s'agissait d'une ferme occupée illégalement dans le périmètre d'extension du camp militaire du Larzac, située à proximité d'un hameau avec une bergerie occupée à l'époque par José Bové et son épouse. Par contre, le stage en région lyonnaise en 1981 dans un château s'est fait dans des conditions hôtelières idéales, même si le dortoir ou le camping est, pour les militants de l'époque, de rigueur.

Ces stages très structurés devenus par la suite « universités d'été » avec des formations à la carte sur des thèmes éclectiques ont joué un rôle important dans la socialisation et l'épanouissement des militants, qui en gardent de bons souvenirs.

En plus d'un ressourcement narcissique leur laissant le sentiment d'aller au-delà de l'aliénation, ces stages leur permettent l'acquisition d'un « capital social militant » (formation à la prise de parole, à l'écriture, capacité de synthèse) qu'ils pourront réinvestir tout au long de leur vie.

2.2. Les faiblesses organisationnelles

2.2.1. L'absence d'habitus organisationnels

Contrairement aux autres organisations trotskistes, en particulier LO et l'OCI, le courant « pabliste » n'a pas d'habitus organisationnels pouvant l'immuniser contre toutes les remises en question de l'engagement militant et de l'existence de son organisation.

Pour les militants « pablistes », l'existence de leur organisation politique autonome ne peut être tenue pour acquise, ce qui ne leur permet pas de vivre d'habitudes. La durée n'est jamais donnée à l'organisation « pabliste ». A peine constituée, l'organisation « pabliste » appelle à son dépassement. L'organisation marxiste-révolutionnaire doit, sinon en permanence (car l'introspection journalière mène à la paralysie), du moins cycliquement, s'interroger sur la validité de son existence. Et, chez les « pablistes », les cycles sont courts.

Les organisations « pablistes » n'ont jamais eu de « rentes organisationnelles » et « d'appareil » à préserver.

Pour Ariane Jossin³⁸⁴ qui a étudié deux organisations trotskistes liées au trotskisme britannique, le *Linkrusk* d'Allemagne et « Socialisme par en bas –SPEB »³⁸⁵ en France :

« Cette logique de l'appareil est particulièrement bien acceptée par les militants de Linkrusk, qui compte parmi les profils sociaux les plus démunis culturellement de l'échantillon. Cette

³⁸⁴ Jossin Ariane, *Trajectoire de jeunes altermondialistes en France et en Allemagne*, PUR, avril 2013

³⁸⁵ Organisation trotskiste, fondée à la suite de la scission de Socialisme international en 1997. Socialisme international était la section française de la tendance « Socialisme international » (*International Socialist Tendency*, en anglais), liée au Parti socialiste des travailleurs (SWP) britannique et trouvant son origine dans les principes théoriques développés par Tony Cliff. En 1997, Socialisme international scissionne en deux groupes. Une partie s'organise autour de Socialisme par en bas, et reste membre de la tendance « Socialisme international » (IST), tandis qu'un autre groupe reprend le nom de Socialisme international. Ce dernier rejoint la LCR en 2002 et SPEB fera de même en 2004.

appartenance sociale signifie pour Pierre Bourdieu³⁸⁶, que ces militants sont à priori « plus attachés aux valeurs de fidélité, donc plus enclin à la délégation inconditionnelle et durable ». L'organisation a ainsi une forte capacité à canaliser les comportements de ses membres pour les mettre au service de ses objectifs [...]

Les militants qui rejoignent ces organisations fortement structurantes sont bien souvent consentants et « tendent à assurer la reproduction des institutions et de leur hiérarchie » [...] L'impression d'œuvrer pour une cause juste et d'être partie prenante d'une lutte à des fins révolutionnaires suffit à alimenter sa motivation [...]

Comme l'a noté Pierre Bourdieu, sa dépendance est d'autant plus totale que le capital économique et culturel qu'il possédait avant son entrée dans ce mouvement politique est plus faible. Ce qui explique son sentiment de tout devoir à son organisation, « non seulement » [sa] position qui [l']affranchit des servitudes de [son] ancienne condition, mais [sa] culture bref tout ce qui fait [son] être présent ». [...] »

Par rapport à la description d'Ariane Jossin, les organisations « pablistes » n'étaient pas aussi structurantes et présentaient d'autres profils sociaux. Rien à voir, donc avec ses deux organisations étudiées par Ariane Jossin.

Par contre, Lutte ouvrière (LO) correspond bien à cette forme d'organisation très structurante pouvant s'attacher des profils sociaux. Depuis le « rapport sur l'organisation » de juillet 1943 de son fondateur le roumain David Korner alias Barta, l'organisation à l'origine de LO (Voix Ouvrière) et LO elle-même proposent à leurs militants de trouver une « félicité »³⁸⁷ organisationnelle. Les propriétés socio-biographiques des militants de LO, leur attachement profond à leur organisation qui les promeut ne font pas de LO une secte comme aime à le répéter une doxa journalistique malgré des travaux sociohistoriques non complaisants qui n'arrivent pas à cette conclusion.^{388 389}

Si LO a longtemps veillé à ce que cette « félicité organisationnelle » reste discrète et ne mette personne en avant, sa maison d'édition « Les Bons Caractères » après avoir publié un ouvrage sur son dirigeant historique, le numéro 2 Pierre Bois (1922-2002)³⁹⁰ et réédité l'ouvrage de 1974 d'Arlette Laguiller³⁹¹, dans une collection « Témoignages » a publié au premier semestre 2022 trois ouvrages de ces cadres ouvriers³⁹².

Ces trois ouvrages font le récit de leurs combats sur plusieurs décennies contre les bureaucraties syndicales et pour des luttes dirigées par des comités de grève. Comme celui sur Pierre Bois et les ouvrages d'Arlette Laguiller et de Nathalie Arthaud³⁹³, tous ces ouvrages ne disent rien sur la vie militante à LO : débats internes, congrès, caravanes d'été, fêtes nationales et régionale, vie et fonctionnement de l'organisation.

2.2.2. Les organisations autonomes « Pablistes » étaient-elles fermées ?

Pour Ariane Jossin³⁹⁴, un groupe « fermé » repose sur :

- Une forte socialisation des membres du groupe ;
- Une affectivité des relations interpersonnelles ;
- Une forme affinitaire qui rend l'accès au groupe difficile et donne donc à la présence au sein du groupe un caractère de privilège ;

³⁸⁶ Bourdieu Pierre, *La représentation politique : éléments pour une théorie du champ politique*, Actes de la recherche en sciences sociales, no 36-37, fév.-mars 1981,

³⁸⁷ Barta, *Rapport sur l'organisation de juillet 1943*, Centro Pietro Tresso, Quaderni n°12, 1992.

³⁸⁸ Ubbiali Georges, *Militer à GC-UC-VO-LO, les trois états de la matière*, Cahier Léon Trotski n°79, décembre 2002.

³⁸⁹ Lebaron Frédéric, *LO ou les « puritains » de la révolution prolétarienne*, Les Cahiers de l'association Raison d'Agir n°2, octobre 2005.

³⁹⁰ Pierre Bois, *une vie de militant ouvrier révolutionnaire*, Les Bons Caractères, 2020. Il ne s'agit pas d'une biographie mais de la republication d'une brochure où Pierre Bois fait l'histoire de la grève de l'usine de Renault-Billancourt de 1947 dont il a été le leader ; avec une courte postface signée H datée du 10 mai 2009. H comme HARDY ?, le pseudonyme de Robert Barcia (1928-2009) numéro 1 de LO décédé le 12 juillet 2009. Décès qui ne sera pas rendu public à sa demande et qui sera révélé par la presse le 16 septembre 2010...

³⁹¹ Arlette Laguiller, *Moi, une militante...*, Editions Stock, 1974, repris dans Arlette Laguiller, *Toujours militante*, Les Bons caractères, 2021 avec en plus du texte de 1974 (130 pages), une postface d'Arlette Laguiller de 28 pages sur ces campagnes électorales de 1981 à 2007.

³⁹² Paul Palacio, *Souvenirs d'un militant révolutionnaire à Renault-Billancourt*, Les bons Caractères, 2022.

Désiré Nogrette, *Vivre heureux en luttant*, Les bons Caractères, 2022.

Roland Szpirko, *Passage de Témoin*, Les bons Caractères, 2022.

³⁹³ Nathalie Arthaud, *Communiste, révolutionnaire, internationalistes !* Les bons Caractères, 2022.

³⁹⁴ Jossin Ariane, *Trajectoire de jeunes altermondialistes en France et en Allemagne*, PUR, avril 2013

- Le groupe est leur « créature » puisqu'ils en sont les fondateurs et que les nouveaux arrivants ont dû payer le prix fort pour y être admis ;
- L'impossibilité d'une stratégie d'exit individuel représentant un coût affectif trop important ;
- L'engagement total et exclusif, lequel n'a pas à être exigé puisque les militants s'investissent d'eux-mêmes intensément dans le groupe.

Si l'AMR a bien ces caractéristiques d'un groupe « fermé », cela ne l'a pas empêché de se dissoudre dans le PSU. La constitution des CCA ne revient pas à la création d'un groupe « fermé » même si ces derniers reprennent en grande partie ces caractéristiques. Mais les CCA vont se dépasser dans la FGA, puis l'AREV et les Alternatifs.

2.2.3. Les permanents

C'est bien une autre rétribution militante réservée à un petit nombre de militants. Certes, le fait de devenir permanent dans les organisations trotskistes n'est pas à l'origine de l'engagement, mais cela va avoir des effets par la suite sur la nature de cet engagement.

A l'OCI-PCI dans des années 70 il y a, selon les témoignages, une bonne centaine de permanents dont la plupart sont membres du comité central. Ces permanents de l'OCI-PCI sont amenés à ne pas prendre de positions contraires à ceux qui les ont cooptés et qui sont leurs supérieurs et leurs employeurs. Ils sont bien contraints dans cette situation de subordination à une « réciprocité des faveurs » et à éviter d'avoir des opinions propres contraires.

La LCR, elle aussi, a eu de nombreux permanents. Ils sont selon Jean-Paul Salles 125 en 1976, soit 3 % des militants. Mais ces derniers n'ont pas entraîné cette organisation dans les dérives bureaucratiques et d'assujettissement aux « chefs historiques » que l'OCI-PCI a connus.

Selon le biographe d'Ernest Mandel³⁹⁵, le secrétariat unifié de la Quatrième Internationale va voir le passage d'une équipe au siège à Bruxelles d'une vingtaine de personnes à plein temps venant de tous les continents, à quelques membres au début des années 1990 principalement originaires de Pologne.

Ted Grant dans son texte³⁹⁶ de 1970 fondateur de son courant au niveau international insiste :

« Pour faire le minimum de travail requis au niveau national et international, nous avons besoin d'au moins douze permanents »

Ted Grant souligne que le SWP des USA « est parvenu à financer 60 permanents dans la seule ville de New York » et d'insister :

« La question des locaux, de l'imprimerie et des permanents est d'une importance vitale, non seulement pour notre organisation britannique, mais aussi pour notre travail internationale. »

Il est établi (archives remis à une commission d'enquête internationale) que Kadhafi et les partis Baas syrien et irakien ont financé le journal quotidien, les locaux, la centaine de permanents et le « train de vie du trio Healy-Banda-Slaughter de l'organisation britannique et internationale « trotskiste orthodoxe anti-pabliste » qui a imploré en 1985 à la suite d'un scandale relatif aux mœurs sexuelles de de Gerry Healy.

Il n'y a pas d'informations fiables et vérifiées sur d'autres organisations « nationales trotskystes (« la Quatrième Internationale dans un seul pays ») et leurs excroissances internationales sous contrôle.

Force est de constater que le TMRI n'a pas réalisé de telles « accumulations primitives » de moyens organisationnels.

Force est aussi de constater que ces assises organisationnelles ont généré des dégénérescences bureaucratiques de/dans ces organisations à l'exception de la TMRI, de la LCR et « sa » Quatrième Internationale

³⁹⁵ Jan Willem Stutje, *Ernest Mandel : un révolutionnaire dans le siècle*, Editions Syllepse, février 2022

³⁹⁶ Ted Grant, *Le programme de l'internationale*, 1970, réédition en brochure par Révolution, organe de la section française de la Tendence Marxiste Internationale (TMI).

LO a des permanents dont les militants retraités et préretraités qui en sont le noyau, ont fait preuve de leur fidélité par leur appartenance à l'organisation ancêtre de LO, à savoir Voix ouvrière (VO). Selon Georges Ubbiali³⁹⁷ des enseignants en disponibilité et se mettant en longue maladie ou à temps partiel composent une partie de cet appareil de permanents grâce aussi aux financements publics des partis.

Maurice Najman a été permanent à l'AMR puis au PSU. Simonne Minguet l'a été de la TMRI. Les CCA à partir de 1980, avec un seul permanent mal rémunéré et travaillant dans des locaux sordides, ont vu ces derniers (Gilles Casanova puis Gérard Feldman) devenir les plus ardents défenseurs de leur dépassement organisationnel ou de leur dissolution soit au PS via la LCR, soit chez Les Verts. Si à l'OCI-PCI ou à la LCR, les permanents sont objectivement intéressés au maintien de « leur petite entreprise politique » et de leur « contre-société », ceux des CCA aspirent à prendre le large et à voir reconnu leur « savoir-faire » dans des entreprises plus prometteuses.

Robi Morder, le 21 avril 2014 dans son hommage à Maguy Guillien qui venait de décéder témoigne sur la vie des « permanents » et de l'équipe technique des CCA.

Encadré 20

Maguy Guillien (1924-2004) par Robi Morder, publié le 21 avril 2014 sur le site de l'Association pour l'Autogestion



Maguy Guillien dans la campagne officielle des listes CCA en juin 1981

Maguy Guillien, est décédée dans la nuit du 17 au 18 avril à l'âge de 90 ans. Ses obsèques ont lieu au Père-Lachaise mercredi 23 avril.

Habitant, et militant à Montreuil depuis un quart de siècle, Maguy était jeune entrée dans la résistance dans son Sud-Est où elle allait militer de longues années, en s'engageant résolument dans le soutien à l'indépendance algérienne et dans le même élan au tout nouveau PSU. Agricultrice (mais elle a aussi été un moment libraire), elle était également à la fondation des « Paysans travailleurs », ancêtre de la Confédération paysanne. Responsable du secteur agricole du PSU, elle est fortement impliquée dans la lutte du Larzac. Sa ferme de Mouans-Sartoux, entre Cannes et Grasse, est une exploitation agricole mais aussi un lieu de réunion, d'accueil, de refuge. Internationaliste, autogestionnaire, syndicaliste paysanne, et bien évidemment féministe, ce qui n'allait pas forcément de soi dans les milieux agricoles de l'époque.

Positionnée dans les courants et tendances se revendiquant du marxisme révolutionnaire dans le PSU, c'est tout « naturellement » pourrait-on dire qu'au moment où l'AMR (Alliance marxiste révolutionnaire) rentre dans ce parti en 1974, elle se retrouve en symbiose avec ces partisans révolutionnaires de l'autogestion. C'est avec eux qu'elle participe à la fondation de la « tendance B » pour le congrès de Strasbourg (décembre 1976), tendance qui, quittant le PSU et fusionnant avec des groupes issus de la LCR, fonde les Comités communistes pour l'autogestion en mai 1977. Membre dès le début de son bureau exécutif, c'est en 1982 qu'elle rejoint, avec une trentaine d'autres militants des CCA, la LCR. Elle en dit beaucoup dans *Quelle vie*, écrit avec le soutien d'Arlette Auduc et Bernard Ravenel (Syllepse, 2004).

³⁹⁷ Georges Ubbiali, *Militer à GC-UC-VO-LO, les trois états de la matière*, Cahier Léon Trotski n°79, décembre 2002.

Qu'on me permette ici d'évoquer quelques souvenirs personnels ayant partagé avec Marguerite Guillien (pour l'état civil, mais pour nous tout simplement Maguy, qui signait ses articles et contributions sous le joli pseudonyme de Lafleur) et quelques autres le militantisme quotidien dans ce qu'on ne pourrait appeler qu'avec humour et distance « l'appareil » des CCA durant ses deux premières années. Quand a lieu les 7 et 8 mai la rencontre entre la tendance B du PSU d'une part, des « groupes de travail » (notamment le groupe dit « Carrefour ») de la LCR d'autre part, avec quelques militants issus de l'OCT (Révolution), la confusion le plus grand règne. A Tolbiac, puis le lendemain à l'université de Vincennes, parmi les 600 participants – et plus largement parmi ceux qu'ils représentent – si en commun l'autogestion est une valeur centrale largement partagée, il n'en va pas de même sur les perspectives. Les uns veulent en finir avec la « forme parti » et proclamer un vaste mouvement autogestionnaire, d'autres estiment nécessaire la constitution d'une nouvelle organisation, et d'autres nuances encore existent. A la fin de la rencontre, quelques décisions font l'objet d'un relevé dans la « Résolution de l'assemblée générale des communistes pour l'autogestion » : le nom de « comités communistes pour l'autogestion » provisoirement, l'élection d'un « collectif national des communistes pour l'autogestion », collectif devant éditer des textes et préparer un « congrès constituant » à l'automne.

Durant plusieurs mois, trois personnes vont devoir (re)constituer les réseaux, mettre en contact les militants qui ont laissé leurs coordonnées les uns avec les autres. Ce sont Maguy Guillien, Maurice Najman, Gilles Casanova qui assurent de fait le rôle de « permanents » au cours de l'été. Quand en octobre 1977 je quitte les éditions Savelli pour m'occuper de la diffusion de la presse des CCA j'hérite à la suite d'une défection (à titre soi-disant provisoire, provisoire qui s'est éternisé), de l'organisation de la trésorerie nationale, nous sommes cinq permanents – rémunérés (si on veut) ou non par l'organisation. Il y a Maurice Najman et Jean Nicolas (pour la rédaction du journal), et bien sûr Maguy Guillien à « vivre » dans ce local loué en bail précaire de 23 mois au 4 rue Gandon dans le 13^{ème} arrondissement. C'est Maguy Guillien qui est la gérante de la SARL de presse SO.MI.JI. (Société Mise à jour), editrice du journal *Commune*, de la revue *Mise à jour*. C'est au fond du local, dans le petit « pavillon », dans la pièce qui sert à stocker les brochures, documents et journaux, qu'un coin frais permet de conserver... des jambons, des bouteilles. En effet, Maguy veille à l'entretien de notre petite équipe, nous ravitaille régulièrement. De ses tournées et déplacements, des coopératives agricoles, elle nous ramène des jambons, de la charcuterie, du cognac que nous vendons ensuite aux militants, aux sympathisants, le bénéfice – il y en aura finalement peu – allant à l'organisation, et une partie du jambon à nos repas sur place. Elle continuera à amener des victuailles et à confectionner des pique-nique *sui generis* dans les locaux ultérieurs au 101 rue Marcadet. C'est elle qui invite encore Monique Piton, de Lip, à discuter et déjeuner avec nous, Monique écrivant la brochure CCA sur le « salaire ménager ». Maguy était souvent bavarde, pleine d'anecdotes à raconter. Derrière ces « petites histoires » à partager il y a aussi de la grande histoire. La « crise du militantisme » de la fin de ces années 1970. Ce n'est pas nouveau, elle-même l'a connue personnellement, quand il est devenu évident que la Libération ne tiendrait pas ses promesses sociales, politiques, révolutionnaires. Elle évoquait alors des virées à Saint-Germain de Près, son mariage avec un homme de la « haute bourgeoisie belge » (prononcer avec un h très aspiré) puis le renouveau de son engagement dès les débuts de la guerre d'Algérie, son combat pour avoir ses enfants avec elle. (Paraît-il, elle « élevait ses enfants comme des moujiks » selon ses adversaires, et derrière « moujik » il fallait entendre « bolchévick ») ...

Cette générosité, elle l'avait pour toutes et tous, militants, non militants, personnes à la rue. Ainsi, un matin nous apprenons que Maguy a été arrêtée près du local, en prenant le métro ; dans cette période tendue (affaire Klaus Croissant, manifestations antifascistes dans lesquelles les CCA avaient joué un certain rôle) cela annonçait-il une perquisition au local ? Principe de prudence, il fallait avertir les camarades brésiliens exilés du groupe Campanha qui occupaient une pièce du local, de ne pas venir, ainsi que les autres étrangers. Finalement, vers midi Maguy arrive comme une fleur (une marguerite), ignorant le petit moment de panique et d'incertitude, et nous raconte qu'elle avait été raflée avec (et comme) les clochards de la station de métro Maison Blanche avec qui elle discutait en attendant la rame, passé la nuit au poste avec eux et libérée dans la matinée avec les excuses du commissaire qui n'avait évidemment pas cru avant vérification à ses titres de résistance. Quand le lendemain soir nous prenons le métro ensemble, la horde de clochards était de retour sur le quai d'en face, saluant comme il se doit et dans les clameurs « la petite dame ». Générosité, et courage. Porteuse de valises, apportant aide aux réfugiés, aux exilés de tous pays, sans s'en vanter et donc chacun n'en connaît que le peu qu'il devait savoir mais on se doute de l'étendue des risques pris. Quand les CCA organisèrent une réunion privée, sur invitations, avec Mohammed Harbi, dans une salle discrète vu les menaces qui pesaient sur lui, Maguy s'est immédiatement proposée pour se placer entre la fenêtre et Mohammed Harbi pour assurer sa protection, et prendre le cas échéant un projectile... « C'est à moi de le faire, vous êtes jeunes, moi j'ai déjà vécu » disait-elle malgré son âge (55 ans) et sa toujours jeunesse d'esprit. Candidate aux législatives de 1978 dans la région de Saintes, puis en 1981, elle intervient à la télévision pour représenter nos listes (voir photo) et défendre l'autogestion.

Salut Maguy, quand on repassera à « Larzac université » – où se tint un stage des CCA en 1978 – envahis par les mouches et entourés par les militaires – on repensera toujours à toi.

Les autres organisations trotskistes ont pu accorder quelques rétributions grâce à leur hégémonie sur certaines organisations étudiantes. C'est notamment le cas de l'OCI-PCI sur l'UNEF-US puis l'UNEF-ID, ou de la LCR sur le MAS. Les militants « pablistes » sont toujours dans les tendances minoritaires du MARC puis du MAS à majorité PS-PSU, du MAS à majorité LCR et de l'UNEF-ID à majorité « lambertiste » et PS.

Dans les oppositions syndicales des syndicats de salariés, ils sont dans les minorités des dites oppositions syndicales, dominées par la LCR. Les « pablistes » dominent seulement la CPL et IDS.

Dans les années 70 et le début des années 80, le maintien des positions de tendance acquises dans l'UNEF et la MNEF est lié à l'appartenance à la LCR ou à l'OCI. L'appartenance aux CCA, elle, ne le permet pas sans passer des compromis éphémères avec d'autres, jointe à l'obligation de laisser aux « rocardiens », avec qui il faut faire tendance commune, plus de place que leur poids militant réel.

Il semble bien que le courant pabliste n'a pas généré la bureaucratisation organisationnelle qui a permis à d'autres organisations de survivre physiquement, fût-ce au prix de la dénaturation de leur projet politique, comme cela apparaît patent pour le courant lambertiste qui a été digéré par la bureaucratie de FO.

Les permanents permettent de « garder et conserver la boutique jusqu'aux jours meilleurs ». C'est ce qu'ont fait Alain Krivine et Christian Picquet pour la LCR, lorsque cette dernière s'est réduite sous le deuxième septennat de François Mitterrand à moins de 800 membres, après être passée de 2500 membre en 1976 à 1500 en 1980. Ils ont tenu bon dans l'adversité et évité un trop grand isolement qui aurait pu être mortel, ce qui les a aussi amenés à être plus ouverts à des perspectives de recompositions comme la convention pour une alternative progressiste (CAP) pendant ces années, jusqu'à ce que le mouvement de grève de décembre 1995 mette fin au reflux.

La LCR a même « repris la main » avec le succès inattendu d'Olivier Besancenot à l'élection présidentielle de 2002. Aussi, ses vieux comportements hégémonistes, qui visent à s'appropriier le maximum des « parts de marché » au niveau militant et électoral avec le financement public, ont repris le dessus. Ces prébendes ainsi arrachées par la LCR offrent cependant une vraie « assurance vie » à sa micro-bureaucratie et son micro-appareil. D'ailleurs, les alliances et mésalliances électorales entre LO et la LCR depuis 1973 peuvent être comprises au regard des intérêts matériels de LO (remboursement des frais de campagne, financements publics, obtention d'élus).

Pourtant, si LO avait été moins sectaire et plus intelligente, la majorité de la LCR se serait ralliée en 2002 à la candidature d'Arlette Laguiller, ce qui aurait entraîné le départ d'une forte minorité. Et si le PS n'avait pas voulu diviser les voix de l'extrême gauche en permettant à Olivier Besancenot d'avoir ses 500 parrainages d'élus, « le phénomène Besancenot » n'aurait sans doute jamais émergé... Comme quoi, l'entrée ou la sortie dans « l'histoire » ne relève pas de la téléologie.

Le maintien dans une période de reflux des mouvements sociaux d'une petite organisation tient beaucoup à ses permanents administratifs et à la survie physique et politique de ses dirigeants idéologiques. Mais c'est aussi leur talon d'Achille, ces permanents pouvant réinvestir leur capital militant dans d'autres organisations politiques et des organisations du mouvement social offrant de meilleures rétributions militantes.

Pierre Rousset, permanent de la IV^e Internationale a souligné sur le site internet qu'il anime : « Europe Solidaire Sans Frontières » (ESSF) que la rupture de la « Gauche Anticapitaliste » du NPA a aussi tenu au fait que le nouveau NPA avait remis en cause le statut et le mode de rémunération des anciens permanents de la LCR, en remplaçant des temps pleins par des mi-temps et en remettant en cause les rémunérations sur la base du déroulement de carrière normal pour ses enseignants devenus permanents...

Si la faiblesse de leurs organisations pousse les « pablistes » à se dépasser, ce n'est pas le cas des organisations libertaires³⁹⁸ qui annoncent des fusions lorsqu'elles gagnent des petits groupes de militants.

Les petites organisations peuvent aussi compter sur le dévouement de militants qu'elles enkystent socialement avec l'accord de ces derniers (cf. supra). Une organisation avec très peu de permanents et qui assure la promotion sociale et culturelle de ses cadres organisateurs se fragilise.

2.2.4. Le choix d'une organisation en question

Selon Lilian Mathieu³⁹⁹, toute organisation militante a une logique de sélection :

« Pour qu'une organisation convienne à un aspirant militant, il faut qu'elle corresponde à ses dispositions ou tout au moins ne les heurte pas frontalement [...] »

La sélection est réalisée par évaluation empirique de l'adéquation de l'organisation et de la cause à ce qu'ils sont, autant, sinon plus, qu'à ce qu'ils pensent [...]

Les associations choisissent leurs membres autant que ces derniers les choisissent. La sélection s'accomplit le plus souvent dans et par la sociabilité militante et s'exprime, là encore, au travers de la capacité de l'aspirant activiste à « trouver sa place » au sein du groupe qu'il souhaite rejoindre ».

Pour Ariane Jossin dont l'ouvrage repose sur le suivi de militants du groupe trotskiste d'origine britannique « Socialisme par en Bas » (SPEB)⁴⁰⁰ :

« Il est très difficile de savoir si les militants ont rejoint tel ou tel groupe parce qu'ils se sentaient plutôt « trotskiste », plutôt « écologiste » ou plutôt « d'extrême gauche » ; ou s'ils ont rejoint n'importe quel groupe suivant un simple désir de s'engager, ou suivant des considérations de l'ordre de la sociabilité, par exemple, et qu'ils se sont ensuite appropriés les valeurs ou idéologies du groupe.

[...] Pourtant, les militants que nous avons interrogés attachent de l'importance aux différences qui existent entre ces groupes et expriment leurs préférences. Ils justifient leur choix d'une organisation plutôt qu'une autre en faisant référence à leur orientation idéologique – autonome, réformiste, écologiste, trotskiste, etc. - ou à leur préférence structurelle – structure organisationnelle pyramidale ou au contraire horizontale. Cette justification est parfois le fruit d'une reconstruction ex-post, particulièrement pour les militants ayant rencontré leur groupe dans leur lieu de socialisation (université pour la plupart).

[...] Les mobiles idéologiques, les doctrines servent en effet aux militants à justifier leur engagement, mais n'en explique pas pour autant tous les ressorts. Daniel Gaxie affirme ainsi que les inclinaisons idéologiques ne se concrétisent que rarement en militantisme, si elles ne sont pas accompagnées de contacts sociaux, de l'intégration à l'univers des militants et si elles ne sont suivies de rétributions matérielles et symboliques ».

Pour Philippe Buton, l'engagement avec son choix organisationnel repose sur l'emboîtement de trois poupées russe, la première poupée étant « la révolte générationnelle » et la seconde « l'air du temps » ;

« Quant à la troisième poupée, celle de la forme de l'engagement, elle relève avant tout du hasard. Elle résulte des contacts personnels et, souvent, la première rencontre est la bonne, même si des phénomènes de papillonnage jouent, surtout chez ceux qui sont demeurés sympathisants. Dans ce processus de conversion, les principaux vecteurs sont les copains, la fratrie et les enseignants. Puis une fois incorporé dans son organisation, le jeune apprend à répondre à ses propres doutes, aux interrogations de son entourage, à progressivement se forger la bonne identité et une solide carapace.

[...]

*Ce phénomène d'intégration dans le groupe, voire l'identification identitaire, conduit à ne pas accorder d'importance aux joutes théoriques ».*⁴⁰¹

³⁹⁸ Selon Théo Rival, *Syndicalistes et libertaires*, Editions d'Alternative libertaire, juin 2013. L'UTCL a 65 militants à son 2^{ème} congrès et deux mois plus tard 78 militants après sa fusion avec l'OCA dont 37 militants sur Paris, 11 sur Nancy, 10 sur Toulouse, 6 à Lille, 3 à Orléans, 2 à Nantes...

³⁹⁹ Mathieu Lilian, *L'espace des mouvements sociaux*, Editions du Croquant, 2011.

⁴⁰⁰ Jossin Ariane, *Trajectoire de jeunes altermondialistes en France et en Allemagne*, PUR, avril 2013.

⁴⁰¹ Buton Philippe, *Histoire du gauchisme : l'héritage de mai 1968*, Perrin, 2021, p. 47

Les profils militants et socioculturels se ressemblent fortement entre groupes de la même mouvance politique et générationnelle. Les organisations essaient cependant de se différencier en cultivant leurs propres « habitus militants »⁴⁰².

Aux différenciations politico-historiques entre anarchistes, trotskystes et maoïstes, dans son ouvrage sur l'histoire du gauchisme, Philippe Buton fait une tripartition entre « libertariens » (PSU, groupes libertaires et anarchistes, VLR!, AMR), « semi-autoritaires » (Gauche prolétarienne, OCF-ml, OCT, LCR) et « autoritaires » (PCMLF, PCR-ml, UCF-ml, OCI, LO)⁴⁰³. En fonction de cette tripartition, les « habitus militants » vont être différents.

Philippe Buton croise cette tripartition qui renvoie aux perceptions du « parti »⁴⁰⁴, de la démocratie et de la société, avec une différenciation entre « pionniers », « suivistes » et « réfractaires ». Philippe Buton ne tient pas rigueur du vote au congrès du PSU en 1971 par 286 mandats contre 280 d'un texte favorable à la fois à la dictature du prolétariat et au parti unique compte tenu d'une alliance de toutes les variétés de maoïste du PSU⁴⁰⁵. La dictature du prolétariat était opposée par Karl Marx à la dictature économique et politique (suffrage censitaire notamment) de la bourgeoisie. La SFIO française avait dans ses statuts jusqu'à son absorption par le nouveau PS en 1971 l'avènement de la dictature du prolétariat. Le concept de « dictature du prolétariat » a été abandonné par le PCF en 1978 et par la LCR en 2003. LO le défend encore pour s'affirmer comme seule organisation marxiste, léniniste (en réalité zinovienne) et trotskyste. Aujourd'hui, on pourrait opposer une « dictature du précaire » à la « dictature de l'actionnariat ». Le parti unique a été et reste défendu par les seuls partis stalinien et mao-stalinien. Le dogmatisme idéologique a pu attirer des profils de candidats militants au début des années 1970 mais est devenu répulsif à la fin des années 1970 et dans les années 1980.

Aussi, le « hasard des rencontres » étant bien un élément d'explication des appartenances militantes, les organisations qui n'ont pas eu le souci de se construire et de s'implanter dans des périodes politiques favorables, alors que d'autres organisations proches mais rivales l'ont fait, n'ont plus qu'à se replier sur des « bastions ».

2.2.5. Les « bastions »

Les petites organisations n'ayant pas une implantation nationale, les militants isolés sont au final perdus et elles constituent des « bastions », locaux ou d'entreprises, censés leur permettre de faire la démonstration de la pertinence de leurs orientations.

Cette politique des « bastions », on la retrouve encore dans les petites organisations révolutionnaires d'aujourd'hui après un passage par le NPA pour certaines d'entre elles : à Rouen pour la Gauche révolutionnaire, à Alfortville et dans le Pays Basque français pour le groupe « La Commune », à Strasbourg pour le PCOF, à Nantes pour Pouvoir Ouvrier jusqu'à sa disparition...

Outre l'existence de « bastions », ce qui contribue fortement à faire tenir ces très petites organisations, c'est la conviction (mais *quid* de la réalité ?) d'avoir des arrières internationaux consistants, puisqu'elles sont affiliées à des organisations internationales dont la liste des sections et des sites internet de leurs publications semblent indiquer une solide implantation et une réelle intervention en Amérique du Sud (groupes issus du morénisme) ou dans les pays de l'ancien empire britannique (galaxie du trotskisme britannique). La figure tutélaire de certains leaders suffit parfois à la survie de petits groupes.

L'AMR était implantée sur Paris et Lyon et plus modestement sur Bordeaux. A Lyon, c'est Bernard Schalscha qui est envoyé construire l'AMR. Elle avait une implantation dans la métallurgie parisienne (Henri Benoît à Renault, Gilles Martinez à Chausson) et les banques (Danielle Riva et Nicole Marquis).

Les CCA étaient bien implantés dans les villes suivantes :

⁴⁰² Yon Karel, *Modes de sociabilité et entretien de l'habitus militant. Militer en bandes à l'AJS-OCI dans les années 1970*, POLITIX volume 18, n°70/2005.

⁴⁰³ Buton Philippe, *Histoire du gauchisme : l'héritage de mai 1968*, Perrin, 2021, p.124.

⁴⁰⁴ Le PSU est classé dans les « libertariens ». Philippe Buton ne tient pas rigueur au vote au congrès du PSU de 1971

⁴⁰⁵ Buton Philippe, *Histoire du gauchisme : l'héritage de mai 1968*, Perrin, 2021, p.166.

- A Lyon, grâce à un noyau de militants issus de l'AMR (Gérard Feldman, Dominique Ghisoni, Jean Sintes, Gilles Bunat) ;
- A Nantes-Saint-Nazaire, avec des militants issus du courant marxiste-révolutionnaire du PSU (Marie-Hélène et Lionel Prouteau, Éric Leproust, Bernard Garnier, Jean-Pierre Hardy) ;
- A Besançon, sous l'impulsion de Nicolas et Martine Bultot de la TB du PSU ;
- A Nice sous l'impulsion d'instituteurs comme Bruno Della Sudda (TB du PSU) et Guy Giani (LCR).

Nicolas Bultot (1938-2023) et Martine Bultot

Nicolas Bultot est décédé le 21 mai 2023 à LaTronche (38). Nicolas Bultot est né le 23 août 1938 à Barcelone. Sa mère est une militante républicaine espagnole, son père un volontaire belge des Brigades internationales. Sa mère prend la route de l'exil vers la France et arrive à Besançon.

Nicolas Bultot ouvrier à l'usine Rhodiaceta à Besançon est l'un des animateurs de la grève de 1967, l'un des symboles de « l'insubordination ouvrière » et qui préfigure la grève générale ouvrière de Mai 1968 et les grèves de la première moitié des années 1970. Les grèves de 1967 à la Rhodiaceta dans les régions bisontines et lyonnaises préfigurent effectivement la grève générale ouvrière de Mai 1968. La Rhodiaceta produit sur Besançon du fil polyester et compte plus de mille salariés, faisant d'elle l'une des trois plus grandes entreprises de la capitale comtoise, aux côtés des usines d'horlogerie de Lip et de Kelton.

Nicolas s'engage au Parti communiste et à la CGT. Arrive Mai 1968 et la grève générale nationale : il n'accepte pas la consigne de reprise du travail donnée par la CGT fin mai, estimant que le mouvement doit aller plus loin. Au cours de l'été qui suit, il est exclu du Parti communiste, puis démis de toutes ses fonctions syndicales. Cela le met dans une situation difficile car il est de nationalité espagnole, et son titre de séjour vient à échéance début 1969. Il risque le renvoi vers l'Espagne de Franco et donc la prison. Différentes organisations bisontines se mobilisent pour lui. Le titre de séjour est renouvelé.

Nicolas continuera à militer syndicalement à la CFDT qui lui confie l'animation du travail syndical en direction des travailleurs immigrés, et en particulier dans les entreprises para-agricoles dans lesquelles ils sont nombreux.

Nicolas et son épouse Martine, médecin dans le quartier populaire bisontin « la Planoise », adhèrent au PSU.

Au début des années 1970, au PSU, Nicolas est très actif localement dans l'importante section bisontine et au niveau national dans la commission nationale « entreprises ».

Il cosigne dans Tribune Socialiste n°554 du jeudi 18 novembre 1972 la contribution « *Pour un programme marxiste* » pour orienter le manifeste autogestionnaire du PSU vers un nouveau programme de transition. Sur ce manifeste des écritures « Craipeau, Simon » du courant marxiste-révolutionnaire du PSU s'opposent à des écritures « Chapuis-Rocard », Rocard renonçant finalement à un vote contradictoire et retirant les amendements de son courant. Aussi, le Manifeste autogestionnaire du PSU : « *Contrôler aujourd'hui, pour décider demain* » est adopté au congrès de Toulouse de décembre 1972 avec 80% des mandats, les 20% restant votant pour le texte « *Vers le communisme* » de la Gauche Ouvrière et Paysanne (GOP).

Dans un article d'un numéro double de Critique Socialiste consacré au vingtième anniversaire du PSU, Yvan Craipeau rappelle :

*« [...] pour la première fois, le parti disposait d'un corps de doctrine qui lui permettait d'intervenir en éclairant politiquement les positions autogestionnaires que venait de prendre la CFDT. J'avais fait des propositions pour appliquer la ligne du manifeste au lendemain des élections législatives de 1973. Nous en avons discuté avec les militants ouvriers du Doubs. Ils avaient conclu à la possibilité d'engager dans la région un nouveau type de lutte. En fait elle ne s'engagea pas là où nous l'avions prévu, mais chez Lip, où la personnalité rayonnante de Charles Piaget lui donna le retentissement national que l'on sait ».*⁴⁰⁶

Nicolas est l'un de ces militants ouvriers dont parle Yvan Craipeau.

Nicolas et Martine Bultot vont participer à la constitution de la tendance B du PSU (TB du PSU) qui regroupe des militants du courant marxiste-révolutionnaire du PSU et les anciens militants de l'Alliance Marxiste-Révolutionnaire (AMR) qui ont officiellement rejoint le PSU en février 1975 après le départ des rocardiens sur la base d'un protocole d'accord.

Il devient membre de la direction politique nationale (DPN) du PSU à la suite du congrès de Strasbourg de janvier 1977 au titre de la TB du PSU qui a réuni 20% des mandats.

En mai 1977, il participe à la constitution des Comités Communistes pour l'Autogestion (CCA). Il sera membre du comité central des CCA. Aux élections législatives de 1978, les CCA présentent Martine avec une suppléante de la LCR. Martine sera aussi candidate des CCA aux élections législatives de 1981. Le 4ème congrès des CCA en juin 1983 se tient à Besançon.

Lorsque la Rhodiaceta ferme ses portes en 1981, Nicolas se reconvertisse et devient éducateur spécialisé.

Nicolas et Martine Bultot vont suivre le parcours militant et politique dans la continuité des CCA et de certains courants du PSU : la Fédération de la Gauche Alternative (FGA), la campagne présidentielle de Pierre Juquin en 1988, l'Alternative Rouge

⁴⁰⁶ Yvan Craipeau, *Du trotskysme au PSU*, Critique Socialiste revue théorique du PSU n°38-39 : Vingt ans d'histoire 1960-1980, pages 33 à 37.

et Verte (AREV), « Les Alternatifs ».

Martine sera candidatures sur le quartier « La Planoise » de Besançon pour des élections législatives (1^{ère} circonscription du Doubs), cantonales, régionales et municipales :

- Aux électives législatives de 1988, elle fait sous le drapeau de la « gauche alternative » 5,36% des voix
- Elle fait le même score aux élections législatives de 1993 sous l'étiquette SEGA (Solidarité Ecologie Gauche Alternative)
- Aux élections législatives de 1997, candidate de l'AREV, elle fait 5,31% des voix
- Elle est tête de liste dans le département du Doubs pour la Gauche Alternative et Ecologique (GAE) aux élections régionale de 1998
- Aux élections cantonales de 2008, sur le canton Besançon Planoise, au deuxième tour à la socialiste Barbara Romagnan (future députée PS en 2012 et « frondeuse » sous le quinquennat de François Hollande) est élue avec plus de 70 % des votes face à Martine Bultot qui obtient un peu moins de 30 % des voix.

Martine sera adjointe à l'Environnement et à la Maîtrise de l'Energie du Maire socialiste de Besançon. Ses actions pour garder l'eau de Besançon en régie municipale lui a valu d'être démissionnée de sa délégation à l'environnement par pendant 18 mois. Besançon a été une des rares villes de plus de 100.000 habitants à ne pas avoir privatisé, à ne pas avoir cédé son eau aux grands groupes privés. Sous un autre mandat municipal, elle deviendra adjointe en charge de la politique de promotion de la santé. En 2008, elle est sur la liste municipale d'union de la gauche et des écologistes (PS, PS, Les Verts, Les Alternatifs) sous l'étiquette Gauche Alternative et Ecologiste (GAE) et non celle des « Alternatifs ».

Ayant fait droit à la retraite, après 22 ans de mandats municipaux, elle démissionne pour rejoindre avec Nicolas leur fils dans la région de Grenoble.

Citoyenne d'honneur de Besançon, elle va avec Nicolas et l'ex-députée PS Barbara Romagnan soutenir aux élections législatives de 2022, Séverine VEZIES candidate de la LFI/NUPES dans la circonscription de Besançon La Planoise.

Nicolas a gardé toute sa vie ses convictions autogestionnaires. Il disait en forme de plaisanterie qu'il appréciait beaucoup l'insurrection de la Commune de Paris en 1871, parce que « ceux-là avait fait une chanson pour lui ». Cette chanson « Elle n'est pas morte ! » d'Eugène Pottier (l'auteur de L'Internationale) a pour refrain « C'est pourquoi Nicolas, la Commune n'est pas morte ! ».

Le 25 juin 2023 Jean-Pierre HARDY et Patrick SILBERSTEIN

En revanche, l'implantation des CCA est plus modeste et n'a pas atteint le seuil critique permettant une existence politique locale réelle :

- A Bordeaux avec Yann Couvidat, collaborateur d'Henri Lefebvre qui participe à la revue *M (M comme Mouvements)*, les départs des ex-AMR et de la TB du PSU sont compensés par des arrivées successives de militants issus de la LCR mais qui rejoignent l'AMR 2 ;
- A Rennes, où le groupe se constitue sous l'impulsion, les premiers mois, d'Alain Bellet, venant du groupe Carrefour de la LCR, et de deux syndicalistes de la météo, Alexandre Hervé dit Alex (1954-2006) et Jacky Mougine, avec une poignée d'étudiants du PSU emmenés par Jean-Pierre Hardy, membres de la tendance B du PSU, et Eugène Bégoc, étudiant sympathisant du PSU et adhérent du MARC-MAS;
- A Reims, avec des étudiants du PSU emmenés par François Legrand.

L'isolement de militants à Dijon, La Baule, Marseille, Saintes, Le Mans oblige à des rattachements aux « bastions ».

La perte de consistance et de capacités démonstratives de ces « bastions » imposa l'intégration des CCA dans le FGA. De plus, la perte de consistance de la TMRI et la rupture avec la figure tutélaire de Pablo, sans référent de rechange, ne permettaient plus de se maintenir en s'appuyant sur des arrières internationaux.

2.2.6. Le local de l'Orga.

Le local d'une organisation révolutionnaire est un lieu important de socialisation et de convivialité. Il rend visible l'organisation, facilite les rencontres entre militants et sympathisants et le sentiment d'appartenance. Il simplifie l'organisation des formations, permet une organisation plus efficace des tâches militantes (impression de publications, vente et diffusion de la presse de l'organisation).

Les locaux des organisations pablistes n'ont jamais eu le niveau et l'opérationnalité des autres organisations trotskystes. Au niveau national, les locaux, les librairies et les imprimeries ont joué un

rôle dans la pérennité de la LCR/ NPA et de l'OCI/POI. Ce sont des enjeux importants en cas de scissions ou de fusions-absorptions.

Le local historique des « lambertistes » le « 87 », 87 rue du Faubourg Saint-Denis à Paris dans le 10^{ème} arrondissement, avec sa librairie et sa grande salle de réunion de 300 places qui a été « physiquement » maintenu dans le giron du Parti Ouvrier Indépendant (POI) en 2015 au moment de la scission-exclusion avec le Parti Ouvrier Indépendant démocratique (POID) a permis l'accueil du parlement de l'Union Populaire puis du parlement de la Nouvelle Union Populaire Ecologiste et Sociale (NUPES). Les locaux successifs de la LCR (impasse Guéméné à proximité de la place de la Bastille, rue de Tunis donnant sur la place de la Nation, rue de Taine proche de la place Daumesnil, l'imprimerie Rotographie à Montreuil) et le château de Lutte Ouvrière à Presle dans le Val d'Oise sont d'une toute autre catégorie que celle des locaux des organisations pablistes.

L'AMR possède un local 39 rue Piat dans le XX^e arrondissement de Paris. C'est une ancienne petite usine. J'ai découvert ce local lorsque, après l'entrée de l'AMR dans le PSU, le PSU le prêta au syndicat étudiant MARC (Mouvement d'action et de recherche critique) qui était dans un processus de dépassement devant le conduire au Mouvement d'action syndical (MAS).

Il s'agit d'un local typique d'une organisation d'extrême gauche des années 1970 : accès par une rue étroite, porte blindée « fournie » par les « camarades de la métallurgie », escalier étroit pour accéder à l'étage où se trouvent la grande salle de réunion et la mezzanine avec des pièces plus petites (locaux techniques, salle du bureau politique). En haut de cet escalier étroit, un dispositif est prévu pour faire tomber des fers à béton de fort calibre sur des agresseurs (les groupes fascistes de l'époque) qui auraient réussi à enfoncer la porte blindée et oseraient s'engager dans cet escalier pour saccager le local.

Lors de sa prise de possession par le MARC, le local était désert et les portraits en affiche de Marx et Lénine (pas de portrait de Trotski) trônaient sur le mur dans la grande salle. Les militants rocardiens du MARC s'empressèrent de décrocher, mais respectueusement, le portrait de Lénine ; ils laissèrent celui de Marx.

Les CCA n'eurent, au niveau national, que des locaux vraiment sordides. Une petite usine désaffectée sans chauffage rue Gandon dans le XIII^e arrondissement (Cf. Supra l'article d'hommage à Maguy Guillien), puis un local commercial rue Marcadet où il valait mieux ne pas être claustrophobe.

L'AMR puis les CCA de Lyon purent se doter d'un local agréable et fonctionnel dans le vieux Lyon (La Croix-Rousse) avant sa rénovation urbaine, avec comme voisins du dessus la LCR. Les autres groupes locaux de l'AMR et des CCA n'avaient pas de locaux.

Aussi les autres groupes locaux des CCA, lorsqu'ils étaient importants, utilisèrent-ils pour leurs réunions ou leurs stages locaux de formation des salles dans les centres sociaux de quartier, sous le couvert d'une association locale. Le matériel technique de reprographie (ronéo, machine à écrire), puisqu'à l'époque le matériel de bureautique n'existait pas, était au domicile du militant ayant le plus d'espace.

La TMRI avait un local dans une arrière-cour au 42 rue d'Avron dans le 20^{ème} arrondissement de Paris entre la place de la Nation et la porte de Montreuil. Au premier étage, il y avait une grande salle de réunion pour les conférences et les réunions du secrétariat international. Aux étages, quelques pièces pour les permanents. Ce local est aussi devenu le siège de la FGA après avoir quitté l'ancien siège du PCR-ml, avant d'être mis à la disposition de l'association AC ! (Agir ensemble contre le Chômage). La revue *Utopie critique* quitta une pièce de ce local pour rejoindre les locaux rue de Malte de l'association « Les Amis de Tribune socialiste » qui gère le patrimoine immobilier de l'ex-PSU qu'elle a mis pour l'essentiel à la disposition des Alternatifs jusqu'à leur fusion dans « Ensemble » (E !).

Si la défense d'un patrimoine immobilier peut faire l'objet d'actions juridiques ayant des chances d'aboutir à un partage des actifs, la propriété des titres de presse et des sites Internet sont eux captés par celui qui les a déposés et en a la propriété intellectuelle comme nous l'avons vu pour « Prométhée » d'Emile Fabrol (note 106 au 1.4.1) et « Le Militant » de Raymond Debord-Maillard (note 319 au 1.23.4).

2.2.7. Le poids des leaders

Comme le souligne Ariane Jossin ⁴⁰⁷ :

« La disproportion entre les effectifs très réduits de ces groupes et leur grande visibilité a été le travail militant intense de « meneurs » ou d'entrepreneurs politiques qui ont accepté de porter les coûts du fonctionnement de leur groupe politique (relations avec les administrations, organisation des réunions et d'actions, gestion des listes⁴⁰⁸ électroniques, etc.). La survie de ces petites organisations est totalement dépendante non seulement du poids que les meneurs acceptent de porter, mais aussi de la transmission de compétences et du partage du pouvoir qu'ils effectuent dans le groupe, et de l'état des relations interpersonnelles entre les militants ».

Isaac Deutscher, le premier biographe de Trotsky observait que Trotsky en demandait trop à ces partisans :

« Il a exigé de ses partisans des inébranlables convictions, une totale indifférence à l'égard de l'opinion publique, une volonté inébranlable de se sacrifier et une foi ardente dans la révolution prolétarienne, dont il sentait constamment le souffle [...]. En un mot, il s'attendait à ce qu'ils soient faits de l'étoffe dont lui-même était fait. »

On peut en dire autant pour tous les épigones de Trotsky.

Sur les leaders européens, nord-américains et latino-américains de la IV^{ème} Internationale, Jan Willem Stutje souligne :

« Ces personnalités étaient souvent l'objet de dévotion et d'imitation, mais elles vivaient dans une jalousie mutuelle. Elles étaient le produit d'organisations qui constituaient des communautés moralisatrices étroites, non seulement en raison de leurs objectifs idéalistes, mais aussi des menaces auxquelles elles étaient confrontées dont certaines réelles, mais parfois tout aussi imaginaires. Les liens étroits entre leurs membres donnaient aux organisations une apparence de force, seule la loyauté comptait. C'était une recette pour le désastre dans les petites organisations isolées »⁴⁰⁹.

Dans les petites organisations, les travers particuliers des « leaders » (qu'ils soient minoritaires ou majoritaires), générant des rapports complexes d'autorité et de fascination, prennent une importance considérable, un poids démesuré. Il faut donc bien avoir conscience de la dimension psychologique et générationnelle de ces affrontements entre leaders, même s'il faut se garder de remarques mesquines et désabusées, voire blasées, car il s'agit toujours de l'histoire vivante d'hommes qui luttent dans des rapports de forces démesurément en leur défaveur.

Force est de constater que les leaders charismatiques adulés lorsqu'ils sont suivis de façon incontestée, sont ensuite dénoncés par leurs anciens « affidés » comme « autoritaires ». Mais il ne faut pas mettre dans un « même sac » « l'autoritarisme organisationnel » d'un Michel Pablo, d'un James Cannon du SWP des USA, d'un Tony Cliff du SWP britannique, d'un Hardy (Lutte ouvrière en France) ou encore d'un Ted Grant britannique, découvert tardivement et dénoncé par des « anciens adeptes » devenus opposants tout en restant souvent encore sous « l'autorité politique et morale » de ces leaders ; et les dérives autocratiques avérées d'un Posadas (Amérique latine), d'un Healy (Grande Bretagne), d'un Moreno (Argentine), d'un Barnes (USA), d'un Lambert (France).

Critiquant une « secte trotskiste » argentine, Guillermo Almeyra (1928-2019) souligne :

« [...] le poids d'un gourou qui sait tout et résout tout finit par éloigner les meilleures recrues, de telle sorte que l'organisation connaît un turnover impressionnant ce qui éternise des dirigeants, les seuls qui monopolisent le savoir politique. Finalement, ne restent que ceux qui cherchent une famille pour combler un manque, pour trouver une sécurité, une affection, ou une certitude, qui veulent être utiles aux travailleurs et pour qui le seul contact passe par le parti. C'est-à-dire qu'il ne reste que des personnes qui ressemblent aux généreux et altruistes

⁴⁰⁷ Jossin Ariane, *Trajectoire de jeunes altermondialistes en France et en Allemagne* », PUR, avril 2013

⁴⁰⁸ Dans les années 1970-1980, il s'agissait d'assurer la publication du journal de l'organisation qui reposait sur quelques personnes qui utilisaient plusieurs pseudonymes...

⁴⁰⁹ Jan Willem Stutje, *Ernest Mandel : un révolutionnaire dans le siècle*, page 177, Editions Syllepse, février 2022.

individus rejoignant une congrégation religieuse en tant que novices et qui acceptent les évêques, quoi qu'ils en pensent. »⁴¹⁰

La IV^{ème} Internationale d'après seconde guerre mondiale est dirigée par un quatuor « Pablo-Mandel-Maitan-Frank) jusqu'à l'emprisonnement de Pablo en Hollande en 1960-1961 puis son refuge au Maroc et ensuite en Algérie. On passe alors au trio « Mandel-Maitan-Frank). Dans les années 1970, Daniel Bensaid et le suisse Charles-André Udry s'y ajoutent. Ce dernier qui suit les révolutions en Amérique centrale et à Grenade se verra reprocher son « autoritarisme ». ⁴¹¹

A l'OCI, où le droit de tendance est formel, les tendances oligarchiques de ses leaders (Lambert, Berg, Just) ont pu se développer. Ce phénomène est aussi apparu dans d'autres tendances trotskistes internationales (Healy en Grande Bretagne, Moreno en Argentine, Lora en Bolivie, Robertson aux USA), mais n'a pas pu être à l'évidence constaté à la LCR et aux CCA.

La vitalité du droit de tendance à la LCR et aux CCA fait que les leaders de l'organisation sont contestés et prêts à être remplacés par les leaders de leurs oppositions. Gérard Filoche a joué pendant 20 ans le rôle d'opposant institutionnel aux dirigeants majoritaires historiques. Les joutes dans la TMRI opposant « Michel de France » (Michel Fiant) et « Michel de Grèce » (Michel Pablo – Raptis) sont nombreuses, sans parler de celles dans l'AMR et les CCA entre les « deux beaux-frères » Michel Fiant et Gilbert Marquis.

Gérard Filoche a dû regretter le fonctionnement démocratique de la LCR et de la Quatrième Internationale. Dans ces mémoires⁴¹² sur ces 25 années au PS, il décrit le fonctionnement non-démocratique de ce parti : fausses cartes, bourrages d'urnes, trucages des résultats des votes, mises à l'écart des instances dirigeantes. Il n'est pas plus tendre avec le fonctionnement non-démocratique de la « Gauche Socialiste » du PS jusqu'à son explosion. Son trio dirigeant « Jean-Luc Mélenchon Julien Dray Marie-Noëlle Lienemann » refusant de devenir quatuor en ajoutant Gérard Filoche dont le courant « Démocratie & Socialisme » faisait le gros du travail militant.

La sauvegarde du rôle de « cleric » et de dirigeants d'organisations et même de tendances minoritaires au sein de ces organisations n'en reste pas moins un fait objectif, dont tous les militants doivent avoir conscience. L'examen des conditions des crises et des scissions dans les organisations trotskistes montre que l'organisation se révèle « un petit royaume » où tel dirigeant a pu épanouir sa créativité et son pouvoir, mais où tel autre ne parvient pas ou plus à le faire en même temps. Un proverbe africain dit « on ne peut pas faire vivre deux crocodiles dans le même marigot », et c'est bien ce qui semble aussi parfois se jouer dans certaines scissions des organisations trotskistes.

Comme le souligne Jean-Paul Salles⁴¹³ :

« La répartition des militants entre les tendances ne s'explique pas seulement par des divergences d'ordre idéologique ou stratégique. Des raisons sociales et culturelles interviennent. Les militants et militantes, souvent de province, en prenant parti contre la tendance majoritaire, font aussi savoir leur dépit de voir se perpétuer à la direction des militants mieux « dotés » culturellement et socialement. Quant à ces derniers, soucieux d'exister, de s'affirmer, il semble plus facile de briller à l'intérieur de l'organisation que de partir à l'assaut du système. L'individualisme régnant dans nos sociétés imprègne aussi l'organisation révolutionnaire, et explique sans doute l'acuité des affrontements entre les tendances, le côté « combat des chefs ». Participer au débat, animer une tendance, permettent d'obtenir instantanément une visibilité au niveau national. Certains ne se sont pas privés d'utiliser ce moyen pour sortir de l'anonymat [...].

A défaut de réussir dans la société, certains ont tendance à se satisfaire de leur « réussite » dans l'organisation. N'est-il pas plus valorisant d'être distingué par ses pairs plutôt que par une société dont on refuse les règles ? ».

⁴¹⁰ Guillermo Almeyra, *Rébellions d'Argentine : Tiers Etat, luttes sociales et autogestion*, Editions Syllepse, 2006 page 201

⁴¹¹ Jacqueline Heinen, *1968...des années d'espoir*, Editions Antipodes, Lausanne, 2018.

⁴¹² Gérard Filoche, *Mai 1968. Une histoire sans fin (Tome II) : 1994-2017 : les années PS*, éditions Atlande, 2022

⁴¹³ Salles Jean-Pierre, *La LCR 1968-1981 : instrument du grand soir ou lieu d'apprentissage ?* PUR, 2005.

Le but d'une organisation, voire d'une tendance dans une organisation, est bien de s'auto-reproduire même si elle est vivante et sait s'interroger sur les interactions entre fins et moyens, entre liberté et efficacité, entre projet de société et organisations. Il existe toujours des individus et des leaders qui identifient leurs intérêts à ceux de l'organisation, celle-ci devenant une fin en soi au lieu d'un simple moyen. Il s'agit là de tendances sociologiques objectives qui peuvent être combattues avec plus ou moins de succès. Le courant lambertiste a sombré dedans. LO mérite une analyse particulière proposée par Frédéric Lebaron⁴¹⁴ comme « mouvement d'éducation populaire tournée vers l'action ». La LCR retombe dedans à chaque rendez-vous important (comités Juquin, comités pour une candidature unitaire des Non de gauche, rapports au Front de Gauche...) mais génère en permanence des tendances ouvertes et des tendances sectaires. Le courant pabliste ne s'est jamais trouvé en situation d'avoir des intérêts favorables à l'éclosion de dérives oligarchiques, l'intérêt de ses dirigeants et la sociohistoire des relations de pouvoir étant plutôt d'aller « voir ailleurs » que de maintenir une organisation sectaire.

Comme le rappelle Gérard Mauger⁴¹⁵ :

« La volonté de préserver la diversité des points de vue doit à celle de sauvegarder l'existence d'appareil dont les porte-parole tirent eux-mêmes leurs « raisons d'être ». [...] Rien n'assure ni de la cohérence des actions, des expériences, des points de vue et des programmes, ni surtout de la volonté des porte-parole de la rechercher : ne serait-ce que parce qu'ils doivent leur position à l'originalité supposée et plus ou moins fictive de leurs prises de positions ».

Gérard Mauger distingue les « sociétés de cour » des sectes :

« Une exceptionnelle accumulation de capital symbolique par un membre du groupe fait de celui qui la détient la source de toute consécration et, à l'inverse, une menace permanente de destitution. Elle tend à focaliser les interactions au sein du groupe autour de sa personne. Elle rend possibles chez ceux qui l'entourent toute sorte de jeux symboliques qui visent à gagner une « faveur » convertible en consécration scientifique, etc. Elle suscite des rivalités qui sont loin d'être toutes « proprement » scientifiques ; etc... »

En règle générale, chez les « pablistes », si l'influence de la personnalité de chacun des militants n'est jamais nulle, elle n'explique tout au plus que les modalités de développement d'un conflit, et non les raisons qui font se nouer ce conflit. D'une situation délicate, les « pablistes » essaient de tirer une force : celle de la lucidité, sachant que l'habitude émousse ladite lucidité alors que les difficultés l'éveillent...

Les tendances minoritaires aux CCA et à la LCR ne sont pas bureaucratiquement et physiquement exclues comme à l'OCI, mais elles scissionnent. Dans les polémiques autour de ces ruptures, elles dénoncent cependant des manœuvres déloyales.

Les scissions chez les pablistes et dans la Quatrième Internationale « canal historiques (pas la dizaine d'internationales « trotskystes orthodoxes » issues du lambertisme, du healysme ou du morénisme) ne sont pas des excommunications diaboliques à perpétuité ? On sait qu'il y aura de nouvelles recompositions entraînant des fusions et des regroupements ; même si l'un des obstacles à ces recompositions sera la question du leadership. Ces scissions n'entraînent rien d'irréparables politiquement et surtout humainement. Lorsque se cristallisent des divergences ou de refus de « suivre la ligne », un Pablo fait preuve d'un « dirigisme autoritaire » qui va vite crescendo dans l'âpreté des débats surtout lorsque cela oppose de « vieux camarades » de combats ou de « jeunes espoirs » pour la relève. Mais les scissions se font sans procès staliniens ou dénonciations calomnieuses allant bien au-delà d'excès polémiques, comme cela était de règle dans les organisations prétendues « trotskystes orthodoxes ».

La disparition (décès, exclusion, démission) des leaders charismatiques ou leur retraite (changement de ville ou de pays) entraîne l'implosion de l'organisation sectaire : groupe Healy en Grande-Bretagne, Spartacist League de Robertson aux USA, groupe Just en France, groupe de Varga ou de Posadas...

⁴¹⁴ Lebaron Frédéric, « LO ou les « puritains » de la révolution prolétarienne », Les cahiers de l'association Raisons d'agir n° 2, octobre 2005.

⁴¹⁵ Mauger G, *Repères pour résister à l'idéologie dominante*, Editions du Croquant, février 2013.

LO a résisté à la démission de Barta et à la mort de Robert Barcia alias Hardy, la LCR aux disparitions de Pierre Frank et Ernest Mandel. Le POI a résisté jusqu'en juin 2015 au décès de Lambert en janvier 2008 avant de se fracturer en deux (le POI et le POID) entre leaders réclamant l'héritage et dépendant pour les uns de la bureaucratie du micro-parti et pour les autres de la bureaucratie de FO. Dans sa lettre de démission du POID⁴¹⁶, Jean-Jacques Marie, historien et cadre historique du courant lambertiste dénonce les bluffs organisationnels (courants « socialiste » et « communistes » « bidons » constitutifs du POI/POID, sections fantômes des internationales lambertistes squelettiques, truquage des chiffres des adhérents de sections locales qui ne se réunissent plus) qu'il n'a longtemps pas voulu voir...

Certains de ces leaders « trotskistes historiques » le restent « à vie » dans l'organisation qu'ils ont bâtie et qui est devenu « leur affaire » dans tous les sens de ce mot (Posadas, Lambert, Just, Roberston). D'autres leaders ont été détrônés avant la fin de leur vie politique et physique : Vargua par les frères Assouline, Gerry Healy (1913-1989) par ces deux lieutenants Cliff Slaughter (1928-2021) Mikael Banda (1930-2014) et « l'impétrant » David North qui fait une OPA pour conserver l'organisation internationale de Healy (le CIQI). Pourtant, quiconque a une connaissance minimale du mouvement ouvrier, sait combien il est difficile de corriger une direction ancienne, particulièrement lorsqu'on l'identifie à des années de lutttes. Varga évincé va finir par accepter une « fusion absorption » avec une tendance issue du Morénisme. Cannon et Hansen du SWP des Etats Unis de la génération de la deuxième guerre mondiale et de la « guerre froide » après avoir « pousser dehors » toutes les tendances minoritaires pouvant remettre en cause leurs leaderships, n'hésitant pas à faire une scission internationale en 1953 pour conforter son national-trotskyisme (la Quatrième Internationale dans un seul pays », se laissent finalement « tordre le bras » et puis « prendre la main » par la génération « révolution cubaine ». Peter Taaffe (né en 1942) met en minorité Ted Grant, dans leur organisation britannique Militant Tendency et s'empare de son internationale le Comité pour une Internationale Ouvrière (CIO). Les partisans de Peter Taaffe sont en faveur d'une politique d'indépendance par rapport au parti travailliste et ceux de Ted Grant voulant poursuivre l'expérience entriste. A partir Octobre 1991, Peter Taaffe fonde des partis socialistes, notamment en Angleterre et en Ecosse. En France, c'est la petite organisation essentiellement normande la « Gauche Révolutionnaire. En 1992, la minorité organisée autour de Ted Grant décida de rester infiltrée au sein du parti travailliste autour d'une nouvelle publication: Socialist Appeal et de fonder « leur nouvelle » internationale, le Tendance Marxiste internationale. Ted Grant né en 1913 passe le relais de la direction à Alan Wood né en 1944 et qui a entretenu des relations fraternelles avec le président vénézuélien Hugo Chavez. Pablo sans successeur adoubé retourne comme nous l'avons vu au bercail de la IVème Internationale de Mandel alors que ce dernier a confié cette dernière aux mains de la génération des cadres et des permanents issus de la révolution polonaise vaincue des années 1980. Après la mort d'Ernest Mandel, aucun nouveau leader du même acabit n'émergea, François Sabado y renonçant. « Evènement » rare, alors qu'il est simple de maintenir l'illusion de l'existence d'une petite organisation avec le maintien d'un site internet, le groupe lamberto-moréniste « La Commune pour un parti des travailleurs » membre de la Ligue Internationale Socialiste (LIS) décide de se dissoudre en décembre 2022 après la mort de leurs deux leaders historiques : Pedro Carrasquedo (1951-2015) exclu en 1992 avec Alexis Corbière du Parti des Travailleurs lambertiste et Daniel Petri (1960-2021).

Le paragraphe précédent avait pour but de mettre en évidence que ces « grands leaders » rencontrent des difficultés à transmettre « le flambeau » à la génération suivante ayant « leur trempe ».

Dans son souci de s'endurcir vis-à-vis de la pression d'un monde hostile, les cadres et dirigeants trotskistes sont menacés du danger de la pétrification, de l'indifférence vis-à-vis des critiques qui leur sont adressées, d'être intellectuellement bornés, de mener une existence en cercle fermé, de voir les classiques du marxisme transformés en évangile et le marxisme lui-même réduit à de la scolastique.

Certains de ces cadres et de ces dirigeants comme, selon Pierre Salvaing⁴¹⁷ Pierre Lambert, qui n'avaient cessé de répéter au fil des ans que la révolution était imminente et toujours au cœur de leur perspective, ne croient plus à la possibilité d'une révolution avant la fin de leur vie ou dans les

⁴¹⁶ Lettre à la direction de la TCI-POID, Jean-Jacques Marie. Juin 2019.

⁴¹⁷ Pierre Salvaing, *Ce que je sais de ce que fut l'OCI*, 2016, sur Internet

premières décennies, voire « à tout jamais »... A la fin de leur vie politique et biologique, certains leaders « vieux trotskystes orthodoxes » qui n'étaient pas devenus ou redevenus universitaires ou des hommes politiques sociaux-démocrates en Europe ou néoconservateurs aux USA, deviennent parfois des « expiateurs zélés » de leur passé comme Mikael Banda (1930-2014) et Cliff Slaughter (1928-2021), anciens acolytes de Gerry Healy(1913-1989). D'autres deviennent des « rentiers » exploitant la « niche militante » avec quelques prébendes (on sait que plus les prébendes sont petites plus elles sont défendues avec acharnement) qu'ils ont sauvegardée et leurs revenus de retraités concédés par les bureaucraties syndicales qui les avaient pris « sous leurs ailes protectrices » pour services rendus (Cannon, Healy, Lambert). Leurs organisations politiques étaient devenu un moyen de s'assurer une vieillesse confortable...

Pour des cadres intermédiaires, le scepticisme, les rancœurs accumulées et le « ras le bol » des longues années de travail militant difficile restées sans récompense, entraînent des mécontents sur leurs situations personnelles et des désirs de rattraper le temps perdu. Faute d'avoir fait une vraie carrière dans l'organisation politique ou ses succursales, ils vont essayer de se refaire une carrière ailleurs.

Encadré 21
« La tribu pabliste », d'après Didier Leschi⁴¹⁸

Et puis, parmi nos ésotériques tribus issues de mai, campaient les multiples épigones de « Prophète désarmé », selon Isaac Deutscher dont chacun devait avoir lu la biographie.

Parmi eux, les intellos-esthètes, partisans de Michel Raptis dit « Pablo », appelés « pablistes » et qui préféraient se définir comme « marxiste révolutionnaire » ou bien comme « communistes autogestionnaires ». Je les voyais de loin, avec leur style intimidant de premier de la classe de rhétorique sans penser qu'un jour je finirais par être un des dirigeants de cette étrange mouvance.

Sans cesse à la recherche de l'innovation, les pablistes étaient animés d'un optimisme qui les rendait parfois aveugle. Ils voyaient la révolution partout et chaque signe était sur-interprété du côté positif même quand il était ambigu. Pablo était un intellectuel raffiné né à Alexandrie d'un père issu de la communauté juive de Thessalonique, celle qui ne put survivre à l'horreur de l'occupation allemande et d'une mère égyptienne. Un cosmopolite dans les gènes. Aimant citer les anciens, Platon, Aristote tant autant que Marx. Il fit partie de cette école spécifique du trotskysme qui donna des esprits aussi brillants que Cornélius Castoriadis ou Kosta Axelos. Il était aussi la dernière figure de la fondation de la IVème internationale en 1938, un passeur de mémoire. Il fut notre Vieux. Tout m'impressionnera chez lui, son physique, sa voix, son érudition. De haute taille, il parlait dans un accent inimitable, en penchant légèrement la tête sur le côté comme si elle avait été trop lourde des équations de l'époque qu'il analysait sans cesse, de souvenirs, de combats clandestins.

Grâce à la fabrication de fausses monnaies aux Pays Bas et à son réseau de porteurs de valises, il avait pendant la guerre d'Algérie, établi au Maroc une fabrique d'armes pour le FLN. L'ensemble lui valut de faire une nouvelle fois de la prison après avoir connu les geôles du dictateur Métaxas en 1936. Théoricien et fer de lance de l'autogestion en Algérie, il avait cru voir en Ben Bella un mélange de Guévara et de Trotsky. La chose se termina très mal, il dut fuir la répression post-révolutionnaire et sous-estima le poids d'une islamité qui finit par engloutir les rêves d'émancipations fraternelles.

Depuis, on le voyait partout tenter de conseiller des révolutions naissantes ou aider des guérillas. L'Amérique latine avec la France, sa Grèce affective, furent ses terres de prédilection et de luttes clandestines. Des épopées. Polyglotte dans la grande tradition des internationalistes, sa curiosité lui avait fait sentir aux Etats-Unis l'importance de ce que l'on n'appelait pas encore les nouveaux mouvements sociaux et les questions liées au mode de vie, le féminisme entre autres. Ses partisans emballés par ses problématiques qui, espéraient-ils, régénèreraient un marxisme ossifié par la nuit stalinienne, adoraient s'insérer dans ces nouveaux mouvements au risque de se diluer en leur sein. Ne surnageaient alors que des figures qui constituaient moins un groupe qu'une somme d'individualités brillantes, extrêmement cultivées, souvent chaussées de bottes mexicaines avec au bout de leurs doigts un livre d'un des penseurs de l'Ecole de Frankfort. Maurice Najman était le modèle type du pabliste, prêt à toutes les expériences, même les plus extrêmes qui finirent par l'emporter. Pablistes nous eûmes le rêve qu'ensemble les jeunes des organisations de Mai puissent constituer un unique mouvement, l'Organisation révolutionnaire autonome de la jeunesse, l'ORAJ désiré. C'était sans compter sur la volonté des cousins germains de la Ligue communiste de maintenir coûte que coûte un distinguo organisationnel.

⁴¹⁸ Leschi Didier, *Rien que notre défaite*, Les éditions du Cerf, 2019

Les dérives oligarchiques et ne pas l'apanage des organisations trotskistes, mais toute forme d'organisation, Martine Storti⁴¹⁹ après avoir pointée celles de l'OCI dans laquelle elle a milité comme étudiante, dénoncent celles qu'elle a subies dans le groupe féministe « psychanalyse et politique » et au journal *Libération* des années 70.

Dans le PSU sous Rocard et après lui, on dénonçait le poids des leaders locaux surnommés « les colonels » qui emportaient sur la tendance de leur leader national quasiment tous les mandats de la fédération ou de la section de ce parti. D'où, en cas de scission, la disparition presque totale de l'organisation sur des territoires.

Dans les nouveaux « partis mouvement » de ce premier quart de siècle, le « caudillisme » du leader espagnol de Podemos, Pablo Iglesias est dénoncé.

*« Si la structuration de Podemos est davantage formalisée que celle du parti de Jean-Luc Mélenchon, ne présentant pas les mêmes problèmes d'absence de règles claires et d'opacité des mécanismes de décision, la démocratie interne y est autant mise à mal, se réduisant bien souvent à des votes en ligne qui ont pour fonction de légitimer les choix effectués en amont par la direction et non de trancher entre orientations contradictoires ».*⁴²⁰

Si Ernesto Lachau et Chantal Mouffe théoriciens du « populisme de gauche » défendent la nécessité d'étendre les luttes démocratiques :

*« [...] leurs propositions ne permettent pas de penser une démocratisation au sein des partis et en dehors. Surtout préoccupés par la justice sociale, ils ne proposent pas d'instruments théoriques pour approfondir la démocratie. Ce n'est pas un hasard si les leaders de Podemos, nourris de ces théories, ont porté aussi peu d'attention à la démocratie interne et au renouvellement des pratiques démocratiques. Ils se sont engagés dans une lutte sans merci pour le pouvoir non seulement contre leurs concurrents dans la bataille pour l'hégémonie, mais aussi à l'intérieur de leur propre organisation quitte à en affaiblir durablement le pluralisme interne »*⁴²¹

S'agissant de Jean-Luc Mélenchon « leader » de la « France Insoumise », Manuel Cervera-Marzal parle « d'anarcho-césarisme »⁴²²

2.2.8. Les fruits amers des scissions

Comme le souligne Jean-François Kesler⁴²³ :

« Une scission n'opère pas seulement une division en deux (ceux qui restent et ceux qui partent) mais en trois. Ceux qui se retirent chez eux sont toujours plus nombreux et, beaucoup de militants, d'accord sur le fond avec ceux qui s'en vont, ne les suivent pas, parce qu'ils confondent la fidélité à des principes avec la fidélité avec une organisation, même si elle ne respecte plus ces principes ».

Les scissions et départs des CCA, de l'AREV et des Alternatifs que j'ai connus, confirment ce constat. C'est souvent les plus virulents partisans de la rupture qui profite de la scission pour sortir du militantisme et abandonner toute affiliation organisationnelle.

Toujours selon Jean-François Kesler:

« Les uns comme les chats sont fidèles à leur maison, c'est-à-dire à leur parti, quelle que soit l'orientation de celle-ci, les autres comme des chiens, sont fidèles à leur maître, c'est-à-dire qu'il quitte leur parti lorsque l'orientation de celui-ci ne correspond plus à leur idéal ».

Le désengagement avec rancœur, appelé le « malheur militant », serait plus présent « quand les partants sont jeunes et peu dotés en ressources militantes et sociales, quand l'organisation quittée est son apogée plutôt qu'en déclin ».⁴²⁴

⁴¹⁹ Storti Martine, *Un chagrin politique : de mai 68 aux années 80*, L'Harmattan, 1997.

⁴²⁰ Héloïse NEZ, *Démocratie réelle, l'héritage des indignés espagnols*, Editions du Croquant, 2022, p.245

⁴²¹ Héloïse NEZ, *Démocratie réelle, l'héritage des indignés espagnols*, Editions du Croquant, 2022, p.312.

⁴²² Manuel Cervera-Marzal, *Le populisme de gauche : sociologie de la France Insoumise*, Paris, La découverte, 2021.

⁴²³ Kesler Jean-François, *De la gauche dissidente au nouveau parti socialiste : les minorités qui ont renoué le PS*, Bibliothèque historique Privat, 1990.

Dans l'introduction de l'ouvrage sous leur direction, Olivier Fillieule, Catherine Leclercq et Rémy Lefebvre s'appuyant sur le mouvement des « Gilet Jaune » en France en 2019, rappellent :

« Cet exemple [les Gilets jaunes] attire l'attention sur le fait que plus les espoirs sont grands, plus dure peut être la chute. Les personnes qui se sont engagées avec enthousiasme, expérimentant le militantisme comme une libération, comme un mode de vie épanouissant et porteur de sens par rapport à la grise configuration de leur vie antérieure, ont des chances, lorsque la vague retombe, de voir les doutes surgir sur l'efficacité de la lutte et de sombrer dans un cruel désespoir, alimenté par un hyper activisme qu'on ne lit plus comme une réalisation de soi mais comme un fardeau de plus en plus lourd à porter. »⁴²⁵

Scissionner, c'est une question d'estimation du fameux « franchissement du Rubicon »⁴²⁶. Le vote des crédits pour une guerre impérialiste ou coloniale est un franchissement du Rubicon, le soutien ou non à une candidature lors des élections présidentielles, des alliances électorales ou la participation à des gouvernements sont aussi pour des certaines tendances des « franchissements du Rubicon ». Si ces « Rubicon » sont parfois de vraies fleuves tumultueux, d'autres « Rubicon » sont rétrospectivement reconnues comme ayant été des ruisseaux. Enfin, des « Rubicon » ont d'abord été franchis dans le désordre par les « militants de base » sans attendre le top départ de leurs « chefs » qui n'avaient plus qu'à suivre l'adage : « *suivons-les puisqu'on est les chefs* » ...

Franchir le Rubicon entraîne la scission, mais une scission ce n'est pas une division en deux mais en trois : ceux qui passent la rive, ceux qui ne la passent pas et ceux sur les deux rives qui, écœurés et épuisés, en profitent pour s'éclipser.

Si les scissions dans les années 1960 et 1970 au PSU, à la LCR ou à la TMRI se font sur des divergences programmatiques ; dans les quatre dernières décennies les départs collectifs (plutôt que les scissions) se font sur des questions des choix à faire en matière d'efficacité organisationnelle. Au PSU, à l'AREV, aux « Les Alternatifs », à la LCR puis au NPA, dans les deux dernières décennies du 20^{ème} siècle et les deux premières décennies du 21^{ème} siècle, les scissions méritent plus le qualificatif de séparations parfois orageuses mais aussi par consentement mutuel.

Lorsque des militants se retrouvent dans une nouvelle organisation politique, ils ne se seraient pas doutés 10 ou 15 ans auparavant qu'ils se retrouveraient ensemble. Et, ils ne savent pas qu'ils vont dans les prochaines décennies encore se séparer avant à nouveau de se retrouver avec bien évidemment des « pertes en ligne ».

Il arrive que les exclus ou les partants retrouvent ceux qui les ont exclus ou « poussés dehors » pour parfois en rejeter ensemble d'autres. Les exclusions ou les « poussées vers la sortie » du PSU, de la LCR ou de la TMRI, mêmes si elles sont toujours douloureuses, n'ont rien à voir qualitativement et humainement avec les exclusions et les purges staliniennes, maoïstes ou lambertistes. Les lettres de rupture ou de démissions politiques insistent sur la fierté des combats passés qui ont été menés ensemble et qu'ils ne renient pas. Et, elles affirment la certitude de prochaines « retrouvailles » dans les années à venir. Ces « retrouvailles » sont effectives mais pas dans les cadres organisationnels initialement envisagés par les uns et les autres : « Les Verts » via la FGA puis l'AREV ou « Génération Ecologie », Parti de gauche, le Front de Gauche, le NPA, Ensemble ! et la « France Insoumise » ...

Selon les années des organisations « prennent la main » et puis la perdent comme « Les Verts », la LCR d'Olivier Besancenot puis le NPA, le Front de Gauche, la « France Insoumise » ...

Tous ces parcours politiques et organisationnelles des militants ne sont pas des lignes droites mais des lignes brisées et des lignes spiroïdales. Il y a aussi le fameux PFH (PFH comme Putain de Facteur Humain). En effet, il n'y a pas de politique « pure » et « désincarnée » ; le militantisme c'est

⁴²⁴ Philippe Gottaux, Cécile Péchu et Nino Pereira (2022), « *La variation des émotions négatives lors de scission : le cas d'une organisation marxiste-léniniste dans les années 1970* », in Olivier Fillieule, Catherine Leclercq et Rémy Lefebvre (dir) (2022), *Le malheur militant*, Paris, Editions Deboeck supérieur, p.135-154

⁴²⁵ Olivier Fillieule, Catherine Leclercq et Rémy Lefebvre (dir) (2022), *Le malheur militant*, Paris, Editions Deboeck supérieur

⁴²⁶ Sous l'empire romain, le franchissement de la rivière Rubicon par Jules César et ses légions en armes le 11 janvier 49 av. J.-C. sur les traces de Pompée, violant ainsi la loi du Sénat romain, signifie une violation d'un principe avec l'impossibilité de tout retour en arrière. Si l'on en croit Suétone, Jules César lança en franchissant la rivière la célèbre formule : *Alea jacta est*, littéralement « les dés sont jetés », parfois traduit par « le sort est jeté » ou « le sort en est jeté ».

aussi des blessures qui ne cicatrisent pas et des rancœurs tenaces qui empêchent des dépassements politiques et de nouveaux regroupements organisationnelles non « invertébrés gazeux ».

On peut imaginer Sisyphe heureux en politique à la gauche éco-socialiste.

2.3. Un « idéo-système » pabliste survit-il ?

2.3.1. Qu'est qu'un « idéo système » ?

Karel Yon⁴²⁷ nous invite à dépasser l'alternative « *entre une étude internaliste qui prête aux idées une efficacité propre et des approches externalistes qui réduisent souvent les idées à l'expression des intérêts de groupes sociaux* ».

Plutôt que d'aborder la théorie comme un discours de justification des pratiques, il faut selon Karel Yon la considérer elle-même comme une pratique, ce que son expérience dans le groupe « *Convergences socialistes* » confirme.

En effet, Karel Yon rappelle qu'au lendemain des élections législatives de 1986, le groupe « *Convergences socialistes* » composé de quelques 400 militants issus du travail syndical étudiant (UNEF) du Parti communiste internationaliste -PCI- lambertiste, va rejoindre le Parti socialiste. Pourtant le PCI « lambertiste » vient de se transformer en Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT) qui deviendra le Parti des travailleurs puis le Parti ouvrier indépendant (POI). Le groupe « *Convergences socialistes* » investit le PS dans l'objectif d'y défendre une perspective marxiste.

Selon, Karel Yon « *les individus, à défaut de tenir à leurs idées, peuvent être au moins tenus par elles* ». Aussi, les trajectoires sociales et politiques des dirigeants de « *Convergences socialistes* » et de Jean-Christophe Cambadélis en particulier, vont les entraîner dans une conversion de « révolutionnaires professionnels » en « professionnels de la politique », les reconversions professionnelles et idéologiques étant indissociables dans de telles carrières militantes.

Pour Karel Yon, le vivier du recrutement de « *Convergences socialistes* » chez les anciens et chez les membres du secteur étudiant du PCI lambertiste s'explique « *autant par les sociabilités qui s'y sont générées que par le décalage ressenti par les plus âgés au moment de leur basculement dans le militantisme salarié* ». « *Convergences socialistes* » qui, avant de rompre, a fonctionné en fraction clandestine disciplinée dans le PCI lambertiste utilise l'idéo-système propre du lambertisme pour apporter une critique théorique de ce même lambertisme.

L'idéo-système lambertiste des années 1970 et de la première moitié des années 1980 s'appuie sur des postulats et des doxas :

- « Les forces productives ont cessé de croître » ;
- « L'imminence de la révolution »
- La défense du marxisme
- « La ligne de la démocratie »
- Le projet d'un « parti des travailleurs » « parti organique » de la classe ouvrière.

L'idéo-système des lambertistes des années 2000⁴²⁸ est :

- Défense des acquis sociaux de 1936, 1945 et 1968
- Indépendance syndicale
- Défense de la démocratie
- Rupture avec l'Europe de Bruxelles

Tout idéo-système est façonné par une histoire et une sociabilité spécifiques entraînant d'ailleurs souvent un sentiment de supériorité.

« *Convergences socialistes* » va donc d'abord reprendre cet idéo-système, l'adapter (réintégration du PS dans le schéma théorique du « parti organique » de la classe ouvrière, du « congrès de Tour de 1920 à l'envers »), puis l'abandonner.

⁴²⁷ YON Karel, « *Que faire de la théorie au Parti socialiste ? La carrière écourtée du marxisme de Convergences socialistes* », Sociétés contemporaines n°81, Presse de Science Po, 2011

⁴²⁸ La scission du courant lambertiste en 2015 entre le POI et le POID n'entraîne pas la remise en cause de cette idéo-système entre les deux composantes.

Pour Karel Yon, le marxisme de « *Convergences socialistes* » qui publie la revue théorique *Epoque*, « *joue davantage comme signe de distinction intellectuelle* ». Selon lui, « *l'important n'est dès lors pas tant de partager le marxisme que de le posséder pour soi, comme signe distinctif* »

Les abandons des composantes de l'idéo-système va entrainer la dispersion des cadres et des militants et le rabougrissement du groupe initial autour des affidés de Jean-Christophe Cambadélis qui rompront totalement avec le marxisme et mettront fin à la production de tout bulletin ou revue propre ou proche.

Jean-Christophe Cambadélis ne va pas se reposer uniquement sur « *Convergences socialistes* » pour prendre sa place dans le PS, mais aussi sur l'association « le Manifeste contre le front national » créée en juin 1990. Cette association permet au PS de rivaliser avec « Ras l'front » créé par la « gauche de la gauche » avec un poids important de la LCR.

Par contre, pour Laurent Mauduit⁴²⁹ :

« Jean-Christophe Cambadélis se moquait comme de sa première chemise des quatre cents militants dont il était le porte-parole. Ils constituaient pour lui une sorte de carte de visite pour négocier son plan de carrière personnel [...] Un goût immodéré pour les manœuvres dans une absence totale de convictions et de principes... »

Déjà Julien Dray et les militants de la LCR qui rejoignent le PS en 1982 en constituant « Les Nouvelles Questions Socialistes », s'étaient appuyés sur le succès de la création de SOS Racisme dont ils étaient à l'origine pour se faire admettre et prospérer dans le PS, tout en prenant le dessus sur le mouvement autonome des beurs. Une fois admis et intégré dans l'appareil du PS, leur idéo-système de départ s'est évaporé après s'être dilué dans la « gauche socialiste » du PS (Julien Dray, Harlem Désir, Laurence Rossignol, Marie-Noëlle Lienemann, Jean-Luc Mélenchon, Gérard Filoche).

Pour relever d'un idéo-système, il ne suffit pas de mettre en avant, comme les anciens militants du PSU et des « Alternatifs » (dont certains sont aussi d'ex-PSU), quelques mots comme : « Autogestion, Ecologie, Féminisme », pendant de la devise républicaine : « Liberté, Egalité, Fraternité ».

Il y a plusieurs conceptions de l'autogestion et l'Association pour l'autogestion entend les laisser prospérer toutes. Derrière ce nouveau paradigme de l'écologie, il y a plusieurs écologies et des écologistes. Le féminisme a fait reconnaître son droit à avoir un mouvement autonome et se refuse à réduire sa lutte contre le patriarcat à la simple destruction du capitalisme, mais sans proposer une alternative politique et sociale complète (toutes les féministes ne sont pas autogestionnaires) pouvant être hégémonique au sens gramscien du terme.

Le PSU n'a pas eu le même idéo-système de sa naissance à sa dissolution. Son idéo-système d'enfance était l'anticolonialisme et l'anti Etat fort gaulliste. Ce n'est que dans les années 1970 que l'autogestion, l'écologie et le féminisme vont constituer l'idéo-système du PSU (mais des tendances jusqu'au début des années 1980 sont opposés à l'autogestion) qui sera repris par l'AREV puis les « Alternatifs ». Mais il faut mettre des « S » à Autogestions, Ecologies ; Féminismes. Ces pluriels ont prévalu dans le PSU à différentes périodes de son histoire, tout comme dans les courants extérieurs et postérieurs au PSU (post-PSU et proto-PSU). Cet idéo-système PSU avec ses « S » ne permet pas à l'association « les Amis de Tribune Socialiste » (ATS) à laquelle, seuls les anciens membres du PSU peuvent adhérer, de prétendre être une structure de rémanence du (ou des) PSU.

Si l'écologie est pour les « Verts » et les divers écologistes le nouveau paradigme politique, social et sociétal, il ne s'agit pas d'un idéo-système, puisque cela ouvre un éventail allant des partisans d'un capitalisme vert à des formes radicales d'éco-socialismes...

Quel est aujourd'hui l'idéo-système du Parti socialiste (le social-libéralisme enfin assumé ?) et du Parti communiste ? Ces deux partis en sont réduits à vouloir sauver leurs appareils et leurs élus ce qui leur impose de varier les alliances entre eux et avec d'autres.

⁴²⁹ Mauduit Laurent, *A tous ceux qui ne se résignent pas à la débâcle qui vient*, Don Quichotte Editions, septembre 2014.

Le « populisme » (version latino-américaine) et le souverainisme constituent-ils pour la France-Insoumise un idéo-système ?

Les ex-LCR ont-ils un idéo-système propre en se réclamant (comme d'autres) de l'anticapitalisme, de l'antiracisme et de l'internationalisme ? Un certain trotskysme, à savoir celui issu historiquement en 1965 de l'exclusion des « pablistes », dit Frankiste du nom de Pierre Frank et/ou mandélien (IVème Internationale ex-secrétariat unifié depuis la rupture pro-castriste du SWP des USA) du nom d'Ernest Mandel, n'est plus mis en avant depuis les années 2000 ni à la LCR, ni au NPA⁴³⁰ comme l'a mis en évidence les études de sociologie de l'engagement dans ces organisations de Florence Johsua⁴³¹.

L'idéo-système des diverses nuances de libertaires et d'anarchistes repose sur :

- L'autogestion (gestion ouvrière par les syndicats pour les anarcho-syndicalistes)
- L'anti étatismisme
- L'anti autoritarisme

Ce commun n'empêche en rien des divisions sur les questions de l'organisation politique et l'intervention syndicale, ce qui fait qu'ils se répartissent dans tous les syndicats : « Solidaires », FO, trois confédérations nationales du travail (CNT) anarcho-syndicalistes.

LO⁴³² a bien son idéo-système propre :

- Centralité ouvrière (ouvriérisme)
- Léninisme (version Zinoviev au niveau du parti et mythique pyramide des conseils ouvriers au niveau du pouvoir d'Etat)
- Félicité organisationnelle et militante théorisée par son fondateur Barta

Les derniers maoïstes ont pour idéo-système une vision mystifiée de la « révolution culturelle » ou assument les crimes staliniens en URSS et en Chine comme une nécessité historique. Les « pro-albanais » (PCOF) idolâtre d'Enver Hoxha assume le stalinisme soviétique jusqu'en 1956 et le stalinisme albanais.

Un idéo-système justifie soit le maintien d'une organisation indépendante spécifique, soit permet de se fondre dans d'autres cadres organisationnels dans lesquels l'idéo-système a été repris ou peut subsister. Les ruptures politiques et organisationnelles se font pour sauvegarder un idéo-système estimé menacé ou pour rompre totalement ou partiellement avec ledit idéo-système. Mais la plupart des scissions se font sur des divergences stratégiques ou tactiques concernant les alliances politiques dont certaines visent à satisfaire les ambitions carriéristes de certains dirigeants...

Un idéo-système répond bien enfin à la « quête de fidélité » aux trajectoires militantes et aux « soumissions volontaires ».

2.3.2. « L'idéo-système pabliste »

Les ruptures organisationnelles dans le courant marxiste-révolutionnaire pour l'autogestion ne sont pas une rupture de continuité politique. Ces différents groupes de militants entendent maintenir la référence aux principaux acquis de leur courant qui constituent un idéo-système.

C'est toujours au nom de cet idéo-système que les ruptures et regroupement sont justifiés. La question est de savoir si cet idéo-système permet à la fois les ruptures et la continuité dans d'autres cadres, où s'il permet une transition vers un abandon plus ou moins rapide et plus au moins complet dudit idéo-système. Est-ce que cet idéo-système « pabliste » a survécu et a permis une transition vers « un ailleurs » ?

⁴³⁰ Au 17^{ème} congrès de la IVème Internationale, début mars 2018, soit 9 ans après le 16^{ème} congrès de 2009, il n'y a plus, selon Michel Lequenne dans l'introduction 2018 à son ouvrage version numérique « Le trotskysme sans fard » que 245 militants du NPA et d'Ensemble ! adhérents à la IVème Internationale (ex-secrétariat unifié).

⁴³¹ Florence Johsua, *La dynamique militante à l'extrême gauche : le cas de la ligue communiste révolutionnaire*, Les Cahiers du CEVIPOF n°37, avril 2004.

Florence Johsua, *Anticapitalistes*, La Découverte, 2015.

⁴³² Buton Philippe, *Histoire du gauchisme : l'héritage de mai 1968*, Perrin, 2021, p.139. LO aurait 678 adhérents à son « noyau dur » en 1978, 488 en 1982, 485 en 1983, ce qui ne l'empêche pas de présenter des milliers de candidats aux élections législatives et aux élections municipales.

Si « l'idéo-système pabliste » repose sur l'autogestion, l'unité ouvrière, une nouvelle conception du parti et l'internationalisme, il convient d'y ajouter la recherche des recompositions politiques, ce qui lui a valu les accusations d'avoir pratiqué ou accompagné des raccourcis politiques ayant entraînés des dépassements organisationnels ratés. Mais en la matière comme dans d'autres, il faut refuser l'idée que « ce qui est, devait forcément être ».

Comme le souligne Gérard Mauger⁴³³ :

« Les « possibles advenus » n'apparaissent comme les « seuls possibles » qu'au prix de l'amnésie qui frappe tous « les possibles latéraux » écartés par l'état des rapports de force. »

Dans les années et décennies qui suivent la disparition de sa dernière forme politiquement organisée de façon indépendante, le courant pabliste dans ses formes formelles et informelles accentue sa rupture avec les différentes conceptions léninistes⁴³⁴ du parti, mais défend la nécessité d'une organisation politique distincte des formes organisées des mouvements sociaux. Du parti « intellectuel collectif » défendu par la TMRI au « parti mouvement » dans le cadre d'un mouvement altermondialiste (« le mouvement des mouvements ») défendu par Michel Fiant et Bruno Della Sudda, il y a évolution de l'idéo-système mais non rupture.

Sur l'autogestion et l'unité ouvrière, l'idéo-système pabliste est resté intact. L'autogestion est restée le pilier des « Alternatifs » et a été intégrée par la LCR-NPA et E ! du Front de Gauche. L'unité ouvrière est défendue par les militants issus du courant « pablistes » qui ne renoncent pas à cette stratégie malgré les tentations d'abandon au nom des deux gauches : « la gauche social-libérale » et la « gauche de gauche » totalement inconciliables et définitivement séparées...

L'internationalisme du courant « pabliste » s'est fondu dans le mouvement altermondialiste.

Par contre sur les questions nationalitaires, la souveraineté nationale, la laïcité, la lutte contre l'islamophobie, le courant pabliste s'est divisé en intégrant différemment ces questions dans leur idéo-système.

Le 20 novembre 2017, Bruno Della Sudda, Patrick Silberstein et Romain Testoris ont mis en ligne sur le site de l'Association pour l'Autogestion, 68 THÈSES POUR L'AUTOGESTION ET L'ÉMANCIPATION, lesquelles reprennent et actualisent l'idéo-système pabliste. Ces 68 thèses ont été aussis publiées dans le revue *Contre Temps*⁴³⁵ et dans l'encyclopédie internationale de d'autogestion.⁴³⁶

2.3.2.1. L'autogestion : contenu du socialisme et mot d'ordre immédiat

C'est donc, nous l'avons dit, dès 1964 que ce courant se réfère à l'autogestion comme forme nécessaire de la démocratie socialiste.

Au fil des ans, cette référence s'affinera et permettra de comprendre l'autogestion sous deux angles complémentaires et articulés.

a - L'AUTOGESTION COMME CONTENU DU SOCIALISME

De ce point de vue, l'actualité de l'autogestion procède à la fois :

- Du développement des forces productives dans le « capitalisme de survie » (Henri Lefebvre) de l'après deuxième guerre mondiale ;
- De la crise du stalinisme ;
- Du développement des forces productives.

C'est ce dernier qui rend tout à la fois nécessaire et possible la gestion de la vie sociale par les travailleurs eux-mêmes.

NÉCESSAIRE : pour répondre à la crise généralisée du capitalisme qui traverse toutes les institutions sociales et qui repose sur la contradiction, aux dimensions nouvelles, entre la

⁴³³ Mauger G, *Repères pour résister à l'idéologie dominante*, Editions du Croquant, février 2013.

⁴³⁴ Liebman Marcel, *Le léninisme sous Lénine*, 2 volumes, Edition du Seuil, 1973

⁴³⁵ Bruno Della Sudda, Patrick Silberstein et Romain Testoris, *68 thèses pour l'autogestion et l'émancipation*, Contre Temps n°36, pages 132 à 143, janvier 2018

⁴³⁶ Autogestion, l'encyclopédie internationale, Tome 7, pages 387 à 399, Editions Syllepse, 2017. Téléchargeable gratuitement

socialisation toujours plus poussée des forces productives et le cadre étrié des rapports sociaux capitalistes.

Dans le cours du développement de ces forces productives, la nature du travail subit une profonde mutation. Plus que la quantité de main-d'œuvre ou la durée de travail, c'est la connaissance qui tend aujourd'hui à déterminer le volume de la production. Mais il ne s'agit pas ici d'une connaissance seulement technique, il s'agit plus largement d'une connaissance du fonctionnement de la société : il est, par exemple, nécessaire à l'employé d'une banque d'intégrer une certaine compréhension des structures économiques et administratives : il ne peut se contenter de savoir lire, écrire, compter.

Mais cette connaissance sociale ne peut véritablement s'acquérir qu'au travers d'une pratique, de responsabilités. Elle exige donc l'exercice du pouvoir. Or la société bourgeoise prétend maintenir une concentration de ce pouvoir entre un nombre limité de mains. Il y a là une contradiction insoluble dans le cadre du capitalisme.

De la même manière, toutes les relations sociales sont affectées : la crise des institutions (famille, armée, école) révèle la contradiction entre les aspirations qui naissent de ce que l'on a pu appeler la « révolution scientifique et technique » et les contraintes que ces institutions imposent (aux femmes, aux jeunes...), les faisant ainsi apparaître de plus en plus caduques.

La persistance du capitalisme accroît donc l'écart entre le réel et le possible. Seule l'autogestion peut réduire cet écart.

POSSIBLE : l'élévation du niveau culturel du prolétariat permet aux travailleurs d'assumer les tâches de gestion de la vie sociale avec incomparablement plus d'atouts qu'autrefois, alors que le "savoir" était l'apanage d'une petite minorité.

De la même façon, les développements techniques multiplient les possibilités de circulation de l'information, des connaissances, facilitant ainsi leur appropriation par les collectifs décentralisés de travailleurs, et ouvrant la voie à la rupture avec la tendance permanente du capitalisme à la concentration technique, financière, urbaine.

- De la crise du stalinisme :

Celle-ci entraîne la prise de conscience, par de larges franges de travailleurs, du dépassement du programme bolchevique qui s'est trouvé désarmé devant la montée de la bureaucratie. Il devient donc nécessaire, pour les révolutionnaires contemporains, d'éclairer les contours de leur projet politique et social pour répondre aux interrogations des travailleurs devant les risques de bureaucratisation du processus révolutionnaire.

Sous cet angle, l'autogestion comme contenu du socialisme représente bien plus qu'une actualisation du vieux mot d'ordre bolchevique « Tout le pouvoir aux soviets ». *« Ce que met en jeu l'autogestion socialiste comme conception globale de la transition n'est pas seulement le renversement des bases de classe de la démocratie et sa reconstruction sous des formes adaptées au pouvoir politique d'une nouvelle classe dominante. Il y a cela et plus : le contenu réel de ce pouvoir formel, le bouleversement des rapports sociaux, c'est-à-dire l'intervention consciente dans cette sphère traditionnellement refoulée de la lutte des classes, l'exigence d'un dépérissement effectif de l'État, c'est-à-dire la socialisation de la politique comme domaine réservé, une aspiration à la domination consciente et autonome des rapports avec la nature, le travail, la société en général. »*

(Réponse à la LCR - décembre 1977)

b - MAIS L'AUTOGESTION, C'EST AUSSI UNE STRATÉGIE POUR L'IMMÉDIAT.

C'est sous cet angle que se confirme (ou s'infirme) la véritable compréhension de la dynamique autogestionnaire, que se départagent les conceptions réformistes et révolutionnaires de l'autogestion. De même qu'il y a cohérence entre les conceptions explicitement ou implicitement bureaucratiques du socialisme et la stratégie de luttes dominée par le « parti-guide infallible », dont les intérêts sont censés reproduire à tout moment les intérêts historiques de la classe ouvrière, de même il y a cohérence entre la perspective autogestionnaire et sa stratégie, sa conception de l'organisation (Cf. infra) et ses mots d'ordre pour l'action : plans alternatifs démocratiquement élaborés par les travailleurs avec l'aide de leurs organisations, centres de santé gérés par les usagers, centres d'avortement-contraception-sexualité gérés par les femmes, etc.

Sous cet angle, la stratégie autogestionnaire est seule à pouvoir créer le champ d'expériences nécessaires aux travailleurs pour que leur soit démontrée pratiquement la nécessité du renversement de l'État bourgeois. C'est qu'en effet un processus révolutionnaire (que personne, hormis les idéalistes rêveurs, ne peut restreindre pas plus aujourd'hui qu'hier au Grand Soir) ne se décrète pas, n'est pas le résultat de l'action inlassable de propagande d'une avant-garde : il naît au cœur de l'expérience pratique des travailleurs, seule capable d'illustrer la nécessité de cet affrontement avec le pouvoir bourgeois. La prise de pouvoirs est la meilleure école pour acquérir la conviction qu'il est nécessaire de « prendre le pouvoir ».

2.3.2.2. L'unité ouvrière : une nouvelle dimension, une préoccupation permanente

La classe ouvrière s'est étendue. Elle ne peut plus être réduite aux « cols bleus », « travailleurs aux mains noires » des industries du secteur secondaire (dans ce secteur, la nature du travail se modifie aussi profondément). Dans le secteur des services se sont développées des couches qui, pour ne pas être directement productives de plus-value, s'intègrent néanmoins dans le procès capitaliste de production et doivent être considérées comme des composantes du prolétariat, n'ayant que leur force de travail à vendre.

Parallèlement, la petite bourgeoisie d'antan (paysans, commerçants), dont l'attachement à la propriété privée faisait la base sociale du parlementarisme bourgeois, est largement supplantée par des couches d'ITC (Ingénieurs-Techniciens-Cadres) dont une partie au moins connaît un processus de prolétarianisation.

Le prolétariat est aujourd'hui largement majoritaire. Mais il est traversé par des différenciations certaines. IL EST HÉTÉROGÈNE.

Si, pendant des décennies, une préoccupation stratégique essentielle du mouvement révolutionnaire a résidé dans l'établissement d'un compromis entre le prolétariat et les couches de la petite bourgeoisie, aujourd'hui cette préoccupation est largement remplacée par la nécessité d'unifier ce prolétariat étendu mais diversifié.

Dans cette optique l'unification de la classe ouvrière, ce que les marxistes-révolutionnaires appellent la politique du front unique ouvrier, prend donc une importance considérable et accrue par rapport au passé.

La lutte pour l'unité ouvrière n'est pas une ruse pour « mettre au pied du mur » les organisations traditionnelles et les dévoiler aux yeux des masses en même temps que ces dernières reconnaîtraient enfin les vrais révolutionnaires. Une telle conception étriquée masque mal ses visées boutiquières.

L'unité ouvrière est une méthode permanente permettant d'articuler étroitement unification sociale du prolétariat et unité politique, permettant aux travailleurs d'affronter avec de réelles chances de succès les tâches de la révolution socialiste et de la société de transition.

Cela ne doit pas pourtant être compris comme une porte ouverte à l'unité « sans aucun principe », « sur n'importe quelles bases », comme une unité « d'appareils ». Pour que cette unité ouvrière ait un sens, il est indispensable qu'elle trouve des conditions concrètes d'application à tous les niveaux (de la base au sommet) de même qu'il est indispensable que son contenu s'inscrive dans la dynamique des aspirations portées par le mouvement des travailleurs. Autogestion et unité ouvrière sont en réalité deux facettes d'une même problématique :

« La question centrale, c'est l'articulation adéquate entre stratégie autogestionnaire et front unique ouvrier. Chaque fois qu'est privilégié l'un de ces deux pôles aux dépens de l'autre, l'un et l'autre perdent leur sens. Quel sens en effet y a-t-il à vouloir autogérer une entreprise à partir d'un comité qui – comme cela s'est vu au Portugal – ne regroupe, par ses exclusives, que la fraction influencée par les organisations révolutionnaires ; si considérable que puisse être, à certains moments, cette fraction, elle est incapable d'assumer durablement une gestion démocratique au nom de l'ensemble des travailleurs. A contrario, quand... des appels à l'unité, fussent-ils systématiques et rigoureux, ne s'enracinent pas dans les aspirations profondes des masses, ils restent dans le domaine de l'incantation, sans l'espoir d'en jamais sortir, si grand soit le cœur des pleureuses ».

Thèses du 2e Congrès des CCA.

2.3.2.3. Une conception renouvelée de la nature et de la construction d'un parti révolutionnaire

La lutte des travailleurs est de plus en plus complexe, de plus en plus diversifiée. Encore moins qu'hier, elle ne peut se réduire à la lutte dans les entreprises et contre l'Etat. Elle traverse une foule d'institutions : c'est dans ce mouvement et à travers un système d'organisations multiples que s'élabore la conscience des travailleurs.

Vouloir faire « du » parti ou des partis révolutionnaires les lieux uniques d'élaboration de la conscience de classe est une absurdité réductrice et dangereuse, ouvrant la voie à toutes les substitutions possibles.

Mais, avec la multiplication des lieux de combat, avec la complexité croissante de la lutte révolutionnaire, la synthèse nécessaire à l'élaboration programmatique est aussi infiniment plus complexe. Cette synthèse, cette conscience du mouvement global dans sa dynamique, nécessite une confrontation collective sur la base d'insertions diversifiées.

C'est pourquoi, un (des) partis sont nécessaires. C'est pourquoi, transitoirement, des organisations sont nécessaires⁴³⁷.

Bien sûr, cette synthèse n'est possible que si l'organisation (le parti ou les partis) s'avère capable d'intégrer les luttes qui se déroulent dans tous les domaines de la société. Une organisation (un parti) ne peut donc aujourd'hui moins que jamais prétendre s'autoproclamer « conscience éclairée » et attendre les rentes de son discours. Elle doit démontrer pratiquement la validité de ses prétentions par la seule manière qui puisse la faire reconnaître par les travailleurs : être utile dans leurs luttes, démontrer sa fonctionnalité même partielle.

Le parti prend donc place dans le système diversifié d'organisation des travailleurs : il a une fonction spécifique mais ne saurait en tirer prétexte pour établir des relations de domination-dépendance avec les autres organisations du mouvement ouvrier. Sa fonction est indispensable (celle des autres organisations aussi d'ailleurs), mais ses liens avec les autres organisations sont des liens de COMPLÉMENTARITÉ.

Il apparaît alors que les relations parti(s)-mouvement de masses sont des relations à comprendre dialectiquement : un parti révolutionnaire est profondément immergé dans les mouvements de masse. C'est cette présence militante sur le terrain, dans les autres organisations, qui lui permet de démontrer pratiquement son utilité. Mais le parti est distinct du mouvement de masses et ne peut s'y diluer.

A première vue, il pourrait apparaître que cette distinction est dangereuse car entraînant la possibilité de substitution. Un peu plus d'attention montre le contraire : n'est-ce pas plutôt la dilution dans le mouvement des masses qui, en faisant jouer aux militants révolutionnaires le rôle de « donneurs de conseils », risquerait fort d'engendrer des phénomènes pervers, en ouvrant la voie à la constitution d'une direction occulte et à la formation d'une couche bureaucratique. Une telle conception de la dilution est en réalité cent fois plus élitiste que la reconnaissance d'une séparation nette parti(s)-autres organisations, séparation nette qui est la véritable condition de l'autonomie des mouvements de masse.

Ces considérations permettent de comprendre comment le fait de mettre l'autogestion au centre des préoccupations programmatiques n'invalide pas la nécessité d'un parti révolutionnaire, mais éclaire d'un jour différent son rôle et sa nature. Il ne peut se substituer aux travailleurs et n'a de justification, quant à son existence, que dans la capacité, qu'il doit démontrer, d'AIDER les travailleurs à réaliser eux-mêmes leurs tâches.

⁴³⁷ Il n'est pas fait de distinction spéciale entre organisation et parti (au singulier ou au pluriel). Ce raccourci dans l'expression ne signifie pas qu'il faut accorder le même statut à ces deux réalités distinctes : l'organisation est une collectivité militante réunie autour d'un programme ou d'éléments programmatiques pour en tester la validité à travers une pratique et convaincre de nouveaux militants sur la base de cette pratique. L'existence d'organisations est généralement une phase transitoire dans la construction d'un parti qui seul, par une réelle insertion de masse, peut prétendre à une fonctionnalité reconnue dans le mouvement des travailleurs. Le pluriel est de rigueur lorsqu'on parle d'organisations, mais ne doit pas être exclu dans le cas du parti : rien n'autorise à penser qu'il ne puisse exister qu'un seul parti révolutionnaire à côté des anciennes organisations traditionnelles persistantes.

Tout cela n'est évidemment pas sans conséquences sur la manière d'appréhender la construction d'un tel parti.

Il est clair que le courant autogestionnaire s'est très tôt inscrit en faux contre les conceptions du « noyau » (qui dominent encore dans de nombreux courants d'extrême gauche – du moins chez ceux qui restent – malgré des dénégations formelles), conceptions selon lesquelles c'est autour d'un groupe préexistant, plus ou moins autoproclamé, que doivent s'agglomérer successivement des couches nouvelles de militant(e)s pour enfin constituer « le parti de masse ».

Bien au contraire, l'apparition d'un parti révolutionnaire résultera de fusions d'expériences, d'horizons divers, notamment en provenance des partis traditionnels existant aujourd'hui, fusion qui n'est pas une simple addition mais un dépassement.

2.3.2.4. L'internationalisme

Si la lutte des classes pour le renversement du pouvoir bourgeois ne peut se mener directement que dans le cadre de chaque État, il est par contre des plus clair que les conditions qui président à cette lutte de classes sont de plus en plus internationales, et que le socialisme d'autogestion n'est réalisable qu'en devenant système dominant à l'échelle mondiale.

C'est dire que l'internationalisme n'est pas un vague sentiment moral ou uniquement un souci de solidarité internationale, au demeurant nécessaire.

L'internationalisme repose sur une compréhension mondiale du mode de production capitaliste, de la lutte des classes et de la formation de la conscience de classe.

L'interrelation des luttes est devenue très étroite : Lip ne se comprend pas sans l'expérience des chantiers de la Clyde. La révolution algérienne a marqué la lutte des classes en France et ailleurs. La lutte des travailleurs polonais n'a pas eu qu'un écho international : elle a contribué à rendre plus aiguë dans la conscience des travailleurs la nécessité autogestionnaire. Une victoire ou une défaite dans un cadre national réagit sur les conditions du combat dans les autres pays : chaque défaite de l'impérialisme dans le « Tiers Monde » restreint son champ d'action en même temps qu'elle souligne l'actualité du socialisme. A l'opposé, le joug bureaucratique dans les pays de l'Est a contribué à multiplier les interrogations sur le débouché révolutionnaire.

L'internationalisme dépasse la simple addition des luttes nationales. Son expression culmine à travers une stratégie mondiale, une conception mondiale de la révolution, capable d'adaptation aux réalités nationales et locales diverses.

L'internationalisme exige donc un cadre international d'élaboration programmatique capable, au travers d'une implantation réelle, d'effectuer une synthèse mondiale des manifestations de la lutte pour le socialisme, d'où découlent les stratégies appropriées.

La construction d'une internationale de masse pour l'autogestion socialiste est une nécessité. Comme pour un parti, son émergence ne peut que procéder de confrontations et de convergences de forces diverses.

Aucun cadre préétabli n'existe pour un tel regroupement. Il en résulte que l'Internationale nécessaire est entièrement à construire.

Même si, dans des conjonctures particulières, des forces révolutionnaires se voient isolées dans un cadre national, cet impératif ne doit pas être oublié : l'avenir d'une stratégie passe par la confrontation internationale d'expériences diverses au sein d'un cadre adéquat.

2.4. Les reclassements des militants « pablistes »

Les étudiants militants politiques pratiquant un « militantisme total » dans les années 1970 ont dû faire une reconversion professionnelle notamment dans l'enseignement et le travail social. Selon des

études, il s'agit de la première génération de familles populaires à aller à l'université⁴³⁸. La fidélité à leurs origines populaires va les faire éviter des trajectoires de certains leaders comme à Daniel Cohn-Bendit » et ces études montrent bien qu'ils vont se reconvertir dans le syndicalisme, le féminisme et la gauche alternative.

Ces militants vont d'abord pratiquer dans les professions où ils se réfugient, qui sont d'ailleurs souvent en continuité avec leurs engagements militants comme ceux dans le travail social, un militantisme professionnel total en substitution à leur militantisme politique total. Quelques décennies après, cette génération de professionnels militants dans le travail social va être en décalage avec les nouvelles générations (souvent leurs propres enfants) à l'engagement professionnel distancié et autolimité. Les associations pour ces nouvelles génération vont devenir de simples employeurs dont ils seront les salariés et non plus des lieux d'engagement militants, d'où une crise inégale mais combinée du « travail social », du « travail militant » et du « travail associatif »⁴³⁹.

Un capital politique acquis dans une organisation politique se reconvertit soit dans les mouvements syndicaux et sociaux (les échecs politiques magnifiant les engagements sociaux plus concrets), soit professionnellement et soit politiquement, notamment, dans le cadre d'un « idéo-système » (Cf. Supra. 2.3).

La partie plus événementielle de ce travail a traité des principaux reclassements politiques à la LCR, chez les chevènementistes, chez Les Verts, le parti de Gauche, via le courant des Verts de Martine Billard, et Les « Alternatifs ». Ces « reconversions militantes » ne signifient pas toujours un « changement d'idées » mais a un repositionnement dans l'espace social ou militant. Le courant « pabliste », compte tenu notamment du coup très bas des « droits d'entrée et de la défection » dans ses rangs ne pouvait pas assurer leur « captation ».

Il y a quelques dérives individuelles, comme celles de Jacky Mamou et Michel Taubmann chez les néoconservateurs via le « cercle de l'Oratoire ». Ce « cercle » réunit autour du journaliste Michel Taubmann, ancien « pabliste » (venant de l'OCT, il a rejoint les CCA lors de leur constitution les 7 et 8 mai 1977 et a reconstitué en 1981 l'AMR), et de son épouse Florence (pasteur du temple de l'Oratoire du Louvre et vice-présidente de l'Amitié judéo-chrétienne) un groupe d'intellectuels comme André Glucksman et Pascal Bruckner, de réalisateurs comme Romain Goupil (ex-LCR) et d'historiens comme Stéphane Courtois (ex-maoïste coordonnateur du Livre noir du communisme). Ce cercle est proche des néoconservateurs américains, lesquels sont eux-mêmes animés par d'anciens trotskistes des États-Unis. Il a été favorable à l'intervention militaire américaine en Irak en 2003 et pourfend l'islamisme radical. Pour justifier cette trajectoire, Jacky Mamou⁴⁴⁰ et Michel Taubmann revendiquent d'avoir été formés chez les trotskistes, tendance « pabliste », où l'on a toujours dénoncé le goulag. Gilles Casanova (LCR, CCA) a rejoint le PS. C'est lui en tant que secrétaire de la principale section socialiste du 19^{ème} arrondissement qui va offrir à Jean-Christophe Cambadélis la 20^{ème} circonscription pour les élections législatives⁴⁴¹. Il quitte le PS pour Mouvement des citoyens et après avoir été un des piliers du mouvement politique de Jean-Pierre Chevènement, il est devenu le secrétaire national de la « Gauche Moderne » de Jean-Marie Bockel lequel a quitté le parti socialiste en 2007 pour se rallier au Président de la République Nicolas Sarkozy. Il soutient ensuite le ralliement d'un centre gauche au président François Hollande et constitue dans cet objectif avec Jean-Luc Benhamias qui rompt, lui, avec François Bayrou, le Front Démocrate en 2014.

Qu'il s'agisse de la dérive « souverainiste » de François Morvan ou « néoconservatrice » de Jacky Mamou et Michel Taubmann, il convient d'insister sur le fait qu'il n'est pas de bonne méthode historique de transposer sur le passé et sur toute la vie d'un militant, les critiques qu'on peut lui faire sur le rôle qu'il a joué par la suite.

⁴³⁸ *Changer le monde, changer sa vie : enquêté sur les militantes et les militants dans années 1968 en France*, sous la direction d'Olivier Fillieule, Sophie Bérout, Camille Masclat, Isabelle Sommier, avec le collectif Sombbrero, ACTES SUD, 2018.

⁴³⁹ Hardy JP, *La marchandisation du travail social : fausses peurs et réalités*, Dunod, 2014.

⁴⁴⁰ Jacky Mamou a été un militant « pabliste » (AMR-PSU-CCA). Médecin humanitaire, il portera au début des années 80 les valises de Michel Pablo et de la TMRI en Amérique Latine, au Chili en particulier. Après avoir coordonné des missions au Chili et dans les pays alentour, il rentre à Paris et devient, de 1996 à 2000, président de « Médecins du Monde ». Il préside le « Collectif Urgence Darfour » qui plaide pour une « ingérence humanitaire » devant prendre la forme d'une intervention militaire pour mettre fin à ce qu'il qualifie de « génocide ».

⁴⁴¹ Mauduit Laurent, *A tous ceux qui ne se résignent pas à la débâcle qui vient*, Don Quichotte Editions, septembre 2014.

Après les succès électoraux à la présidentielle de 2002 des candidats trotskistes, la presse grand public s'est intéressée aux organisations trotskistes, leur consacrant livres et articles. Les auteurs de ces textes ont dénoncé les reclassements des anciens militants trotskistes, de ceux de la LCR en particulier, dans le journalisme. Ils n'ont pas pointé la contribution du courant pabliste dans ce reclassement dans le journalisme puisque Maurice Najman, Gérard Griesbeck (aujourd'hui à France 2), Nicolas Baby, Bernard Schalscha, Michel Taubmann, Catherine Simon ont été des cadres de l'AMR et/ou des CCA.

Comme pour les autres organisations trotskistes, il y a eu quelques reclassements dans la « haute fonction publique » (dans le corps préfectoral : Didier Leschi, Gilles Casanova, Isabelle Chauvenet ; dans les affaires sociales (Jean-Pierre Hardy, Pascal Noblet), dans le cinéma (Charly Najman), dans des carrières universitaires (Robi Morder, Lionel Prouteau, Christophe Ramaux, Sophie Bérout, Yves Sintomer).

Le courant pabliste a aussi produit des cadres syndicaux – Paquito Schmidt et Guy Barbin (CFDT Air Inter), Alexandre Hervé (1954-2006) FGTE CFDT, Bernard Lecorre (CFDT-EDF), Jean Sintes (CGT du bâtiment puis CGT commerce), Nicolas Bultot, Patrick Serand et Gilles Oberrieder CGT « Finances » – et associatifs ou d'ONG – Colette Portmann (COORACE), Jacky Mamou (Président de Médecins du Monde de 1996 à 2000), Bernard Schalscha (Urgence Darfour, France-Syrie-démocratie)⁴⁴² – ainsi que des éditeurs (Patrick Silberstein, Patrick Le Tréhondat). Marie-Hélène Prouteau, professeur agrégé de français va publier des romans s'appuyant sur ces expériences militantes.⁴⁴³ Alors que des cadres rocardiens du PSU, des cadres étudiants de la LCR et de l'OCI des années 1970 vont faire fructifier leur « capital militant » pour devenir des élus nationaux socialistes, aucun cadre « pabliste » ne va devenir parlementaires⁴⁴⁴. Cependant Jean-Luc Bennahmias qui a fait un court passage aux CCA après le PSU et avant la LCR va être député européen « Les Verts » puis au Mouvement des démocrates (MODEM) de François Bayrou. En 2014, il apporte son soutien au candidat socialiste à la mairie de Marseille. Il rompt avec le MoDem pour créer un nouveau parti de centre gauche, le Front démocrate. En septembre 2015, il participe à la création de l'Union des démocrates et écologistes, un mouvement écologiste de centre-gauche comprenant le Front démocrate. Au primaire socialiste de 2017 pour les élections présidentielles, il fait partie des sept candidats et termine dernier avec un peu plus d'1 % des voix exprimées. En 2022, il rejoint « Place Publique » de Raphaël Glucksmann. Vincent Peillon du PS sera député de la Somme, puis député européen et ministre de l'éducation nationale de François Hollande mais il n'a fait que des stages lycéens de formation des CCA.

⁴⁴² Bernard Schalscha est membre du comité de rédaction de la revue *La Règle du jeu*, fondée par Bernard-Henri Lévy, où il s'exprime sur le Darfour et la Syrie. Secrétaire général de l'association « France Syrie Démocratie », il s'intéresse au sort des musulmans du Darfour et devient secrétaire général du Collectif Urgence Darfour. Après plusieurs mois de collecte des informations venant de Syrie, révélant la sauvagerie de la répression à Homs, Hama, et Qousseir, il introduit un des réfugiés syriens en France auprès de Bernard-Henri Lévy en 2011 et amène ce dernier à s'engager sur la question syrienne.

⁴⁴³ *Les blessures fossiles*, en 2008 aux éditions La Part Commune, *Les balcons de la Loire*, en 2012 aux éditions La Part Commune, *L'enfants des vagues*, en 2014 aux éditions Apogée, *La petite plage* en 2015 aux éditions La Part Commune, *La ville aux maisons qui penchent : suites nantaises* en 2017 aux éditions La chambre d'Echos, *Le cœur est une place forte*, en 2019 aux éditions La Part Commune, *Madeleine Bernard - La Songeuse de l'invisible 2021* aux Editions Hermann.

⁴⁴⁴ Hardy JP (2022), *La fusion des bureaucraties administratives, associatives et politique dans le secteur social*, Revue Française des Affaires Sociales, RFAS-2022-2 avril-juin 2022, La documentation française.

Sigles

AMR : Alliance Marxiste Révolutionnaire

AMRI : Association Marxiste Révolutionnaire Internationale

AREV : Alternative Rouge et Verte

CAET : Comité d'Action de l'Enseignement Technique

CAL : Comité d'Action Lycéen

CAP : Convention pour une Alternative Progressiste

CCA : Comités Communistes pour l'Autogestion

CEP : Convention pour l'Ecologie Politique

CLAS : Comité de Liaison pour l'Autogestion Socialiste

CMR : Courant Marxiste Révolutionnaire

CMRA : Courant Marxiste-Révolutionnaire pour l'Autogestion

E !: Ensemble ! Mouvement pour une alternative de gauche, écologiste et solidaire

FI : France Insoumise

FGDS : Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste

FUO : Front Unique Ouvrier

GOP : Gauche Ouvrière et Paysanne

GP : Gauche Prolétarienne

GR : Gauche Révolutionnaire

IDS : Information pour les Droits du Soldat

JCR : Jeunesse Communiste Révolutionnaire

LC : Ligue Communiste

LCR : Ligue Communiste Révolutionnaire

LOR : Ligue Ouvrière Révolutionnaire

LO : Lutte Ouvrière

Les marxistes-révolutionnaires pour l'autogestion dits « pablistes » : des « pieds rouges » d'Algérie aux altermondialistes Jean-Pierre HARDY. Juillet 2023.

MARC : Mouvement d'Action et de Recherche Critique

MARS : Mouvement pour une Alternative Républicaine et Sociale.

MAS : Mouvement d'Action Syndicale

MDA : Mouvement Démocratique Algérien

MDC : Mouvement des Citoyens

MLAC : Mouvement pour la Libération de l'Avortement et de la Contraception

MLF : Mouvement de Libération des Femmes

OCF-ml : Organisation Communiste de France marxiste-léniniste

OCI : Organisation Communiste Internationaliste

OCT : Organisation Communiste des Travailleurs

PC : Parti Communiste

PCI : Parti Communiste Internationaliste

PCMLF : Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France

PCR-ml : Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste

PG : Parti de Gauche

PS : Parti Socialiste

PSU : Parti Socialiste Unifié

POI/POID : Parti Ouvrier Indépendant/ Parti Ouvrier Indépendant Démocratique

Réseau AAAEF : Réseau pour l'Autogestion, les Alternatives, l'Altermondialisme, l'Écologie et le Féminisme

SDS : Sous le Drapeau du Socialisme

SI : Secrétariat International

SU : Secrétariat Unifié

TAI : Tendance Autogestion et Internationalisme

TMR : Tendance Marxiste-Révolutionnaire

TMR IV : Tendance Marxiste-Révolutionnaire de la Quatrième Internationale

Les marxistes-révolutionnaires pour l'autogestion dits « pablistes » : des « pieds rouges » d'Algérie aux altermondialistes Jean-Pierre HARDY. Juillet 2023.

TMRI : Tendance Marxiste-Révolutionnaire Internationale

TSA : Tendance Syndicale Autogestionnaire

TSR : Tendance Syndicale Révolutionnaire

UCF-mi : Union des Communistes de France marxiste-léniniste

UDL : Union Dans les Lutttes

UNEF : Union Nationale des Etudiants de France

VLR !: Vive La Révolution !

Liste des documents

- 1 Trotsky et ses épigones
 - Le trotskysme entre les deux guerres, SDS n°33, mars-avril 1966
 - Les divergences sur le stalinisme, la bureaucratie et la tactique des années 50 SDS n°36, novembre-décembre 1966
 - Les divergences sur la tactique, SDS n°34, janvier-février 1967
 - Les divergences des années soixante à la lumière de la question chinoise, SDS n°38, mars-avril 1967
 - La lutte pour l'Internationale, SDS n°41, septembre-octobre 1967.
- 2 Contribution pour une appréciation critique de l'évolution de la IVème Internationale et des perspectives de la Tendance Marxiste-Révolutionnaire, SDS n°57, octobre 1971. Reprise dans « La lutte pour l'autogestion et la révolution », 4^{ème} conférence de la TMRI, éditions Maspéro, 1972.
- 3 Pierre Frank, *Une révision du trotskysme (A propos de la rupture de Pablo avec la IVème Internationale)*, supplément au N° de mars 1967 de la revue Quatrième Internationale, Téléchargeable sur le site Internet de RaDAR (Rassembler, diffuser les archives révolutionnaire).
- 4 « LA T.M.R.I. et la IV^e Internationale » (Lenoir) Commune n°25 du 10/11/1978 au 24/11/1978
- 5 Message du SI de la TMRI aux CCA (20/1/1978)
- 6 Qu'est-ce que la TMRI ? (Juin 1976)
- 7 LA CONSTRUCTION DU PARTI REVOLUTIONNAIRE :
 - La tactique entrisme sui generis (G.Marquis)
 - Le Front Unique pour l'action de masse (M.Najman) (L'Internationale n4 octobre 1970)
- 8 Contribution au débat pour le congrès extraordinaire sur l'internationale. (Rivière, juin 1978)
- 9 Construire notre organisation internationale. (Contribution de la cellule de Reims LIAISON n°6, 2^{ème} congrès des CCA)
- 10 LETTRE OUVERTE AUX MEMBRES DE LA IV INTERNATIONALE (SI DE LA TMRI), Sous Le Drapeau du Socialisme n°80, juillet août 1979)
- 11 Restructuration du mouvement ouvrier : de l'entrisme sui generis au Syndicat. Démocratique Banque (Isabelle, juin 1979)
- 12 DOSSIER A.M.R., Courrier du PSU nouvelle série n°1, février 1975
- 13 LETTRE OUVERTE AUX MILITANTS DU PSU (militants de la TB du PSU réunis les 7 et 8 mai 1977)
- 14 REFLEXIONS SUR LE BILAN DE L'A.M.R. (M.Fiant - G.Marquis, octobre 1977)
- 15 POUR UN BILAN DE L'ENTREE DE L'A.M.R. DANS LE P.S.U. Nallard,, Débat Communiste pour l'Autogestion n°6, 2^{ème} congrès des CGA, juin 1979
- 16 Deux cellules de la LCR décident une « grève », Rouge du 7/4/1977 et du 8/4/1977
- 17 DEBAT POUR LE REGROUPEMENT DES COMMUNISTES AUTOGESTIONNAIRES (Courrier de Lyon n°4)

- 18 UNE SEULE SOLUTION : L'AUTOGESTION (Politique Hebdo n°268 du 9 au 15 mai 1977)
- 19 UNE QUARANTAINE DE MILITANTS DECIDENT DE QUITTER LA LCR (Rouge du 5 mai 1977)
- 20 Naissance d'une nouvelle organisation d'Extrême Gauche (Rouge du 6 mai 1977)
- 21 POUR UN BILAN DES C.C.A., G.Casanova, liaison n°5, 1^{er} congrès des CCA
- 22 PREMIER CONGRES DES CCA : une conception d'ensemble unitaire et démocratique
- 23 « COMMUNISTES ET AUTOGESTIONNAIRES », Maurice NAJMAN, Politique Hebdo n°290 du 21 au 27/11/1977
- 24 SALUT DU CAMARADE PABLO AU CONGRES AU NOM DE LA T.M.R.I., Lettre Politique de la TMRI
- 25 NAISSANCE ET VIE DES CCA, Wolland, Lettre Politique de la TMRI
- 26 Extraits du rapport sur la 6^{ème} conférence de La TMRI, Gandalf, Commune n°7, 19 janvier 1978
- 27 QUESTIONS AUX CCA, Pierre BRON, novembre 1977
- 28 Baader suicidé par Schmits, les CCA fusionnés par la LCR ? Robi- Francis, 8/12/1977
- 29 POUR UNE ALTERNATIVE REVOLUTIONNAIRE AUX LEGISLATIVES, Lettre ouverte aux organisations révolutionnaires (LCR—OCT—LO) et au PSU (juin 1977)
- 30 RUPTURE DE L'UNION DE LA GAUCHE...LA RESPONSABILITE ACTUELLE DES REVOLUTIONNAIRE
- 31 Vers un accord unitaire aux législatives, supplément à Commune n°3
- 32 DEBAT SUR L'EXTREME GAUCHE, Commune n°4,5,6,7, décembre 1977 - janvier 78
- 33 Tract national "Pour le Socialisme, le Pouvoir aux Travailleurs" CCA—LCR—OCT
- 34 Une campagne unitaire n'était-elle pas possible ? Lettre du BE des CCA au CC de la LCR (7/1/1978)
- 35 Interventions de M. NAJMAN et F.DIETRIICH au meeting de la mutualité du 10/1/1978
- 36 Intervention des CCA de Rennes au meeting de la LCR Rennes (janvier 1978)
- 37 Intervention au meeting CCA campagne législatives (février 1978)
- 38 PROFESSION DE FOI "POUR LE SOCIALISME, LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS" LCR.- CCA
- 39 BILAN DE LA CAMPAGNE LEGISLATIVE
- 40 Extraits de la résolution politique du CC des CCA des 8 et 9 avril 1978: UNE NOUVELLE PHASE Commune n°7 du 21 avril au 5 mai 1978
- 41 POURQUOI NOUS QUITTONS LES CCA (CCA—Montpellier) LE PROGRAMME EXIGE LA TENACITE, une réplique des CCA (Rouge juin 1978)

- 42 POUR LA VICTOIRE INTERNATIONALE DU SOCIALISME AUTOGESTIONNAIRE extrait de la résolution du congrès des CCA sur l'Internationale (Commune n°21 du 30 juin au 15 juillet 1978)
- 43 CONTRIBUTION A UNE REFLEXION CRITIQUE SUR LE 2^{ème} CONGRES DES CCA ET SES CONSEQUENCES, Wolland—Wifaa, Débat Communiste pour l'Autogestion n°8, 2^{ème} congrès des CCA, septembre 1979
- 44 APPEL POUR L'UNION DANS LES LUTTES (décembre 1979)
- 45 Réponse à Rouge : LCR : OU EST LE SECTARISME ? Dietrich, Commune n°62 du 1 au 8 mars 1980
- 46 Que faire aujourd'hui ? Commune n°73 du 6 juin 1980
- 47 Commune n° spécial du 16 mars 1980 : UNION DANS LES LUTTES : UN PREMIER PAS VERS LE FRONT UNIQUE DES TRAVAILLEURS ET DE LEURS ORGANISATIONS
- 48 Lettre du BE des CCA au BP de la LCR, 3 juin 1980
- 49 LE 2^{ème} congrès des CCA et intervention de Michel Pablo au congrès des CCA, Sous le Drapeau du Socialisme n°82-83 janvier-mars 1980.
- 50 TEXTE DE CONSTITUTION DE LA TENDANCE AUTOGESTION ET INTERNATIONALISTE (juin 1980) (LIAISON N°23)
- 51 A PROPOS DE LA CONSTITUTION DE LA T.A.I. Gérard, Alex, Eugène, Joel
- 52 SUR LE TEXTE D'OUVERTURE DU 3^{ème} CONGRES (LIAISON N°31)
- 53 L'ACTUALITE DU LENINISME ET LES TACHES DES CCA, Débat Communiste pour l'Autogestion n°2, 3^{ème} congrès des CCA, Dietrich, février- mars 1981
- 54 Lettre au BP de la LCR, Commune n°84 du 24/10/1980
- 55 Lettre à la LCR, Commune n°89 du 28/11/1980
- 56 La course de fond d'Union Dans les Luttes, Commune n°94 du 23/1/1981
- 57 UDL : un combat difficile, Commune n°97 du 27/2/1981
- 58 Les CCA jugent le désistement inconditionnel primordial, mais refusent d'en faire une bataille centrale, Rouge n°944 du 14 au 20/11/1980
- 59 Simples questions aux militants des CCA, Rouge n° 956 du 13 au 19/2/1981
- 60 Simples réponses aux questions de la LCR, Commune n°97 du 27 février 1981
- 61 DOCUMENTS SUR U.D.L. ET LA POLITIQUE DE LA LCR DANS U.D.L.
- 62 PRESIDENTIELLES 1981 : LETTRES OUVERTES A LA LCR
- 63 LEGISLATIVES DE 1981 : PROFESSION DE FOI DES CCA
- 64 Articles de Commune, Rouge et Pour l'Autogestion sur la scission de la T.A.I. et la reconstitution de l'AMR.
- 65 Déclaration au CC des CCA et à tous les membres des CCA, TAI, le 28 juin 198

- 66 APPORTS ET LIMITES DE LA TMRI, Wolland, Débat Communiste pour l'Autogestion n°9, septembre 1981, 3^{ème} congrès des CCA
- 67 ASSUMER NOTRE HERITAGE POUR ASSURER NOS TACHES, tribune de la T2 des CCA Commune n°114 du 14 octobre 1981
- 68 RAPPORT D'ACTIVITE VOTE PAR LE 3^{ème} CONGRES DES C.C.A.
- 69 Déclaration sur le bilan d'orientation, T3 des CCA
- 70 POUR UN BILAN DE NOTRE COURANT, Kernelec le 25 octobre 1981
- 71 Qu'est-ce que la TMRI, Pour l'AIMR, Commune n°121 du 10 décembre 1981
- 72 LA LUTTE POUR UNE INTERNATIONALE COMMUNISTE ET AUTOGESTIONNAIRE : POUR UN BILAN DE NOTRE COURANT, chapitre V du texte adopté par le congrès extraordinaire des CCA
- 73 Projet de résolution sur les perspectives de la TMRI, comité central des 21 et 22 novembre 1981
- 74 Amendements au projet de résolution sur les perspectives de la TMRI, Kernelec
- 75 POUR L'A.I.M.R., Commune n°122 du 17/12/1981,
- 76 Déclaration des CCA à la 7^{ème} conférence de la TMRI, décembre 1981
- 77 TENDANCE 2 DES CCA, texte Swanee, Yannick, Mercadier et amendement Lafleur
- 78 NE PAS PERDRE PATIENCE, OU POURQUOI IL FAUT CONTINUER A MILITER AUX CCA, réponses aux camarades Mercadier, Swanee, Yannick et lafleurl (Gérard)
- 79 CONTRIBUTION SUR L'AVENIR DE LA T2, Xantipe – Aurore
- 80 Adresse du secrétariat national aux camarades de la minorité, SN de la T2, le 31 mars 1982
- 81 RESOLUTION D'ACTION, SN de la T2, octobre 1982
- 82 PROJET DE RESOLUTION, Kernelec - Gérard, octobre 1982
- 83 QUELQUES PRECISIONS DE LA MINORITE DE L'EX—T2
- 84 Déclaration au Comité Central des CCA du 13/11/1982 de la majorité de l'ex-T2
- 85 Aux camarades de l'ex-T2 ayant quitté les CCA, la minorité de l'ex—T2
- 86 AU BE ET AUX CAMARADES DE L'ORGANISATION, Nantes le 20/11/1982, 19 camarades (de l'ex-T2 non-sortistes)
- 87 LETTRE OUVERTE A LA SECTION NANTAISE DE LA LCR, CCA-Nantes le 13/2/1983
- 88 IV^e CONGRES DES CCA : Rapport d'activité et amendements de Nantes, juin 1983
- 89 MESSAGE DU BE DES CCA AU CONGRES DES CCA DE LOIRE ATLANTIQUE (2/11/1983)
- 90 LETTRE AUX CAMARADES DES CCA, congrès des CCA de Loire Atlantique, 5 et 6 novembre 1983
- 91 LETTRE DE DEMISSION DES CCA, Kernelec, le 7/11/1983

- 92 A PROPOS DE L'ABSENCE D'ARCHIVES DES C.C.A., Kernelec
- 93 NOTRE HISTOIRE ET SES ENSEIGNEMENTS ", KERNELEC, Nantes, décembre 1982
- 94 NOS QUINZE ANNEES : la nature de la période et les taches des Marxistes-Révolutionnaires, texte adopté par l'Assemblée Nationale de l'ex-tendance 2 des CCA, le 19 décembre 1982, comme base pour sa demande d'adhésion collective à la LCR
- 95 Réponses aux questions de la LCR", ex-T2 des CCA
- 96 UNE INTERNATIONALE POUR NOTRE EPOQUE" des militants des CCA appellent & rejoindre la LCR, Critique Communiste n°21, juillet 1983
- 97 COMPRENDRE POUR AGIR , résolution du congrès des CCA de Loire Atlantique, novembre 1983)
- 98 LETTRE AUX CAMARADES DES CCA, congrès des CCA de Loire Atlantique
- 99 Message du BE des CCA au congrès des CCA de Loire Atlantique.
- 100 Réflexions critiques sur la réorientation de la TMRI par André Berger, DEBAT, bulletin de discussion édité par le SI de la TMRI, préparation de la 8^{ème} conférence de la TMRI
- 101 Renforcer sérieusement la TMRI, c'est nécessaire et également possible par Michel Pablo, DEBAT, bulletin de discussion édité par le SI de la TMRI, préparation de la 8^{ème} conférence de la TMRI
- 102 26 thèses de la X ème conférence le l'AMRI (Sous le Drapeau du Socialisme n°122-123, novembre 1992
- 103 Garder le cap pour la république socialiste autogérée « Rouge et Verts » (journal des Alternatifs) n° 44 du 18 juin 1999
- 104 L'AUTOGESTION : LA DERNIERE UTOPIE ? », Sous la direction de Franck Georgi, « Eléments pour l'étude du courant « pabliste » : discours et pratiques autogestionnaires », Sophie Bérout, Patrick Le Tréhondat, René Mouriaux, Patrick Silberstein, Publication de la Sorbonne, 2003.
- 105 Michel Fiant est mort (Rouge et Vert n°262, 5 octobre 2007)
- 106 Michel FIANT (1928 – 2007) Rouge et Vert n° 263 du 19/10/2007
- 107 Gilbert Marquis « *Michel Fiant ; un militant de l'autogestion socialiste* » Utopie Critique n°42 du 4^{ème} trimestre 2007
- 108 Patrick Serand ; « *Bref aperçu de l'histoire du courant « pabliste » ses suites et ses périphéries en France 1965-1996* ». (9 mars 2007)
- 109 Danièle RIVA, Jalon pour notre histoire : *Rapide histoire du Cercle féministe autogestionnaire Elisabeth Dimitrieff (1970/1975)*, Colloque "Faire et écrire l'histoire féministe et lutte de classes de 1970 à nos jours", colloque organisé à Paris par le collectif Droits des femmes. 25 septembre 2010
- 110 Della Sudda Bruno, Hardy Jean-Pierre, Leduc Arthur, Silberstein Patrick, *Mouvement syndical, forces politiques et autogestion en France*, dans Autogestion : l'encyclopédie internationale, Tome 5, éditions Syllepse, 2019.

- 111 Entretien au bord de la mer Egée entre Adolfo Gilly et Michel Pablo (les 22 et 23 juillet 1995).
Transcription Marion Gevers, septembre-décembre 2020.
- 112 Courriels et notes du 9 septembre 2021 de Gilbert Dalgalian à Jean-Pierre Hardy
- 113 Courriels en 2021 et 2022 avec Hall Greeland (Australie)
- 114 Patrick Silbersein, Le parti socialiste unifié (PSU), le parti germe de l'autogestion, 9 mai 2016,
sur le site Internet de l'Association pour l'Autogestion
- 115 Patrick Serand, *Parcours en hétérodoxie : fragments d'un itinéraire militant*, International
Institute of Social History d'Amsterdam, 2018.

Biographies de militant(e)s « pablistes ».

1. La mort de Dominique Ghisoni et Isabelle Hochet, Gilbert Marquis, Sous le Drapeau du Socialisme n°110-111 mai-juin 1989
2. Dumé, Patrick Caligari, Sous le Drapeau du Socialisme n°110-111, mai-juin 1989
3. Sadik Premtaj, « Victor », 1915-1991, Cinquante ans de lutte contre le stalinisme albanais, Paris le 8 avril 1991 (Sous le Drapeau du Socialisme n°118-119)
4. Maurice Najman (1948-1999), Une figure de la « génération lycéenne » de 68, Bernard Schalscha, Gérard Grysbeck, Rouge n°1814 – 11 février 1999 /// Utopie Critique n°14 –2^{ème} trimestre 1999.
5. « Maurice Najman », *Critique communiste*, n°154, hiver 1999
6. Mort de deux vétérans : Simonne Minguet et Basile Karlinsky, Michel Lequenne , Critique Communiste n°179 – mars 2006
7. Simone Minguet, Michel Lequenne (Rouge n°2137 – 8 décembre 2005)
8. Simone Minguet (1920-2005), Jean-Michel Krivine
9. Alexandre HERVE dit Alex (1954 2006), KENAVO ALEX, texte collectif qui devait être publié dans « Rouge et Vert » le journal des Alternatifs)
10. Michel Fiant (Nanterre, 1928), In Pierre Turpin « les révolutionnaires dans la France social-démocrate – 1981-1995 », L'harmattan, 1997.
11. MICHEL Fiant 1928 – 2007, Bruno DELLA SUDDA et Guy GIANI (Rouge et vert n° 263 du 19/10/2007)
12. PIERRE AVOT-MEYERS nous a quitté, Gilbert Marquis et Daneil Grason, Utopie Critique n°50, 1^{er} trimestre 2010
13. Maguy Guillien par Robi Morder, publié le 21 avril 2014 sur le site de l'Association pour l'Autogestion
14. Serge Marquis, *Gilbert Marquis, mon père...*, Médiapart, 9 février 2015.
15. Robi Morder, *Gilbert Marquis : un militant de l'autogestion et de l'internationalisme*, publié le 12 février 2015 site Association pour l'autogestion
16. Robi Morder, *Charlie Najman, années 68-70, du Sthetel à l'internationale, un cosmopolite*, Médiapart 23 juillet 2016
17. De Córdoba à Paris. Hugo Moreno. Le "Dragon" (1943-2017), Dimitri Konstantakopoulos, Site Utopie Critique
18. MURIO HUGO MORENO, Militant révolutionnaire, Guillermo Almeyra, Site Utopie Critique
19. Hugo Moreno (1943-2017). Le dragon, Patrick Silberstein.
20. Guy Giani, Militant de l'autogestion, blog du Réseau AAAEF
21. Jean-Jacques Ughetto (1942-2022), site de l'ITS
22. Nicolas Bultot (1938-2023) et Martine Bultot. Lettre de l'ITS n°62 juillet 2023

Les marxistes-révolutionnaires pour l'autogestion dits « pablistes » : des « pieds rouges » d'Algérie aux altermondialistes Jean-Pierre HARDY. Juillet 2023.

**Dans le dictionnaire biographique du mouvement ouvrier
(Le MAITRON)**

1. PABLO Michel [RAPTIS Mikhalis, dit PABLO Michel, dit SPEROS, dit GABRIEL, dit PILAR, dit MOLITOR, dit JEROME, dit MARTIN Jean-Paul, dit MURAT, dit MIKE, dit ABDELKRIM, dit VALLIN] *Jean-Guillaume Lanuque, Michael Löwy*
2. NAJMAN Maurice. Pseudonymes : BRICART, NALLARD Michel *Jean-Paul Salles*
3. FIANI Michel, Pierre. Pseudonymes : Morel ou Maurel, Dupré. *Jean-Guillaume Lanuque,*
4. BERGER Denis, *Michael Löwy*
5. BENOIT Henri, Laure Pitti
6. BENOIT Clara, Laure Pitti